SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

et des Engagements internationaux enregistrés par le Secrétariat de la Société des Nations.

VOLUME LII 1926 Nos 1, 2, 3 & 4

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

Publication of Treaties and International Engagements registered with the Secretariat of the League.

PRIX Fr. 15.— (Argent suisse). PRICE 12/-

Printed by the Imprimeries Réunies S. A., Lausanne.

Société des Nations.

JOURNAL OFFICIEL

Le « Journal Officiel », qui paraît, depuis janvier 1922, en éditions séparées, (l'une en français et l'autre en anglais) contient les procès-verbaux des sessions du Conseil de la Société des Nations, le texte des rapports et des résolutions adoptés par le Conseil, ainsi que les principaux documents officiels reçus ou expédiés par le Secrétariat de la Société.

Prix de l'abonnement annuel	Fr. 60.—
Prix de la première année, 1920. (Il ne reste plus que quelques collections complètes.) . .	» 15.—
Prix de la deuxième année, 1921	» 15.—
Prix de la troisième année, 1922	» 60.—
Prix de la quatrième année, 1923.	» 60.—
Prix de la cinquième année, 1924.	» 60.—
Prix de la sixième année, 1925	» 60.—

Pour la liste des dépositaires, voir dernière page de la couverture.

League of Nations.

OFFICIAL JOURNAL

The "Official Journal", which is published (since January 1922) in separate editions in English and French, contains the complete minutes of the Sessions of the Council of the League of Nations, the text of the Reports and Resolutions adopted by the Council, as well as the principal official documents received or despatched by the Secretariat of the League.

Annual subscription	£2	10s.	$ 12.
Price for the first year, 1920. (Only a few complete sets remain.)		15/-	$ 3.
Price for the second year, 1921		15/-	$ 3.
Price for the third year, 1922	£3		$ 12.
Price for the fourth year, 1923	£2	10 s.	$ 12.
Price for the fifth year, 1924	£2	10 s.	$ 12.
Price for the sixth year, 1925	£2	10 s.	$ 12.

For list of agents, see back cover.

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités et des Engagements internationaux enregistrés par le Secrétariat de la Société des Nations.

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

Publication of Treaties and International Engagements Registered with the Secretariat of the League of Nations.

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

et des Engagements internationaux enregistrés par le Secrétariat de la Société des Nations

VOLUME LII **1926** **NUMÉROS 1, 2, 3 et 4**

TABLE DES MATIÈRES.

Pages

N° 1245. — Allemagne et Pologne :

Accord relatif à la correction des fautes d'impression contenues dans la Convention germano-polonaise du 15 mai 1922, concernant la Haute-Silésie, signé à Schomberg, le 7 mars 1924. Echange de notes relatif à l'enregistrement de cet accord, Genève, le 14 décembre 1926, et Berlin, le 16 juin 1927 7

N° 1246. — Allemagne et Guatémala :

Convention de commerce. Signée à Guatémala, le 4 octobre 1924 19

N° 1247. — Allemagne et Haïti :

Convention en vue de fixer une procédure pour le règlement définitif des obligations pécuniaires entre Haïtiens et Allemands. Signée à Port-au-Prince, le 15 octobre 1924 27

N° 1248. — Allemagne et Tchécoslovaquie :

Convention concernant le règlement des conditions de travail et de service et les assurances sociales des équipages des bateaux naviguant sur l'Oder et cédés par l'Allemagne à la Tchécoslovaquie, avec protocole final. Signéee à Prague, le 15 décembre 1924 31

N° 1249. — Allemagne et Tchécoslovaquie :

Convention concernant le règlement des conditions de travail et de service et les assurances sociales des équipages des bateaux tchécoslovaques naviguant sur l'Elbe, avec protocole final. Signée à Prague, le 15 décembre 1924 41

N° 1250. — Allemagne et Pologne :

Arrangement relatif à l'octroi de facilités dans le petit trafic frontalier. Signé à Dantzig, le 30 décembre 1924 51

N° 1251. — Allemagne et Mexique :

Arrangement relatif au règlement des indemnités à accorder aux ressortissants allemands pour dommages subis à l'occasion des troubles révolutionnaires au Mexique. Signé à Mexico, le 16 mars 1925 93

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

Publication of Treaties and International Engagements registered with the Secretariat of the League of Nations.

VOLUME LII 1926 NUMBERS 1, 2, 3 and 4

TABLE OF CONTENTS.

Pages

No. 1245. — Germany and Poland :

Agreement relating to the Correction of Printing Errors contained in the German-Polish Convention of May 15, 1922, concerning Upper Silesia, signed at Schomberg, March 7, 1924. Exchange of notes relating to the registration of this Agreement, Geneva, December 14, 1926 and Berlin, June 16, 1927 7

No. 1246. — Germany and Guatemala :

Commercial Convention. Signed at Guatemala, October 4, 1924 19

No. 1247. — Germany and Haiti :

Convention with a view to determining a Procedure for the Final Settlement of Pecuniary Obligations between Haitians and Germans. Signed at Port-au-Prince, October 15, 1924 27

No. 1248. — Germany and Czechoslovakia :

Convention for the Regulation of Labour and Service Conditions and the Social Insurance of the Crews of Vessels navigating on the Oder and ceded by Germany to Czechoslovakia, with Final Protocol. Signed at Prague, December 15, 1924 31

No. 1249. — Germany and Czechoslovakia :

Convention for the Regulation of the Labour and Service Conditions and the Social Insurance of the Crews of Czechoslovak Vessels navigating on the Elbe, with Final Protocol. Signed at Prague, December 15, 1924 41

No. 1250. — Germany and Poland :

Agreement relative to the Granting of Facilities in Minor Frontier Traffic. Signed at Danzig, December 30, 1924 51

No. 1251. — Germany and Mexico :

Arrangement relating to the Compensation to be granted to German Nationals for Damage suffered on the occasion of the Revolutionary Disturbances in Mexico. Signed at Mexico, March 16, 1925 93

Pages

N° 1252. — Allemagne et Norvège :

Echange de notes comportant un arrangement relatif à l'application de droits de douane conventionnels à certaines conserves de poissons, à l'huile d'origine norvégienne. Berlin, le 11 avril 1925 115

N° 1253. — Allemagne et Autriche :

Traité concernant la navigation aérienne, avec protocole additionnel. Signé à Vienne, le 19 mai 1925 121

N° 1254. — Allemagne et Etats-Unis d'Amérique :

Traité d'amitié, de commerce et consulaire, signé à Washington, le 8 décembre 1923, et échange de notes comportant certaines réserves à la ratification dudit traité par le Sénat des Etats-Unis d'Amérique, Washington, les 19 mars et 21 mai 1925.... ... 133

N° 1255. — Allemagne et Autriche :

Convention concernant le règlement de certaines questions douanières. Signée à Berlin, le 3 octobre 1925... 171

N° 1256. — Allemagne et Italie :

Traité de commerce et de navigation, avec protocole final, signé à Rome, le 31 octobre 1925, protocole relatif à la Prorogation de l'Arrangement commercial provisoire du 10 janvier 1925, signé à Rome, le 12 octobre 1925, et échanges de notes relatifs à ce dernier, Rome, le 31 octobre 1925, le 9 décembre 1926 et protocole 179

Pages

No. 1252. — Germany and Norway :

Exchange of Notes constituting an Arrangement for the Application of the Conventional Customs Duties to certain Norwegian Fish preserved in Oil. Berlin, April 11, 1925 115

No. 1253. — Germany and Austria :

Treaty concerning Aerial Navigation with Additional Protocol. Signed at Vienna, May 19, 1925 121

No. 1254. — Germany and United States of America :

Treaty of Friendship, Commerce and Consular Relations, signed at Washington, December 8, 1923, and Exchange of Notes containing certain Reservations made by the United States Senate on the Ratification of the said Treaty, Washington, March 19 and May 21, 1925 133

No. 1255. — Germany and Austria :

Convention concerning the Settlement of certain Customs Questions. Signed at Berlin, October 3, 1925 171

No. 1256. — Germany and Italy :

Treaty of Commerce and Navigation, with Final Protocol, signed at Rome, October 31, 1925, Protocol relating to the Extension of the Provisional Commercial Arrangement of January 10, 1925, signed at Rome, October 12, 1925, and Exchanges of Notes relating to the latter, Rome, October 31, 1925, December 9, 1926 and Protocol 179

Digitized by the Internet Archive
in 2024

https://archive.org/details/united-nations-treaty-series_1926_52_1-4

N° 1245.

ALLEMAGNE ET POLOGNE

Accord relatif à la correction des fautes d'impression contenues dans la Convention germano-polonaise du 15 mai 1922, concernant la Haute-Silésie. Signé à Schomberg, le 7 mars 1924.

GERMANY AND POLAND

Agreement relating to the Correction of Printing Errors contained in the German-Polish Convention of May 15, 1922, concerning Upper Silesia. Signed at Schomberg, March 7, 1924.

N° 1245. — ACCORD ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA POLOGNE RELATIF A LA CORRECTION DES FAUTES D'IMPRESSION CONTENUES DANS LA CONVENTION GERMANO-POLONAISE DU 15 MAI 1922, CONCERNANT LA HAUTE-SILÉSIE[1]. SIGNÉ A SCHOMBERG, LE 7 MARS 1924.

Texte officiel français communiqué par le consul général d'Allemagne à Genève[2]. *L'enregistrement*[3] *de cet accord a eu lieu le* 3 *août* 1926.

LE GOUVERNEMENT ALLEMAND et LE GOUVERNEMENT POLONAIS, désireux, conformément à l'article XXV du protocole final de la Convention du 15 mai 1922 relative à la Haute-Silésie, de corriger certaines erreurs d'impression du texte authentique de cette convention, ont nommé leurs représentants :

Le Dr SCHLEGELBERGER, conseiller intime, chef de division au Ministère de la Justice du Reich ;
M. SCHNEIDER, président de Sénat au Kammergericht, arbitre allemand au Tribunal de Haute-Silésie ;
M. WOLNY, maréchal de la Diète de la Voïvodie silésienne ;
M. KAŁUŻNIACKI, président de Sénat à la Cour d'appel de Poznań, arbitre polonais au Tribunal arbitral de Haute-Silésie ;

Lesquels se sont réunis le 7 mars 1924 à Schloss Schomberg et sont, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, tombés d'accord sur les corrections suivantes :

I. A l'article 169, chiffre 1 *c)*, il faut substituer aux mots « paragraphes 2 et 6 *a)* » les mots : « paragraphes 2 à 6 *a)* ».

---

[1] Vol. IX, page 465, et vol. XIX, page 282, de ce recueil.

[2] Vol. II, page 60 (renvoi), de ce recueil.

[3] Lettre du délégué de la Pologne à la Société des Nations au Secrétaire général de la Société :

DÉLÉGATION POLONAISE
AUPRÈS DE LA
SOCIÉTÉ DES NATIONS.
N° 2817/26

GENÈVE, *le* 14 *décembre* 1926.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL,

Par une lettre en date du 19 août dernier, vous avez bien voulu m'informer que, sur demande du Gouvernement allemand, le Secrétariat a procédé, le 3 août, à l'enregistrement de l'Accord polono-allemand signé à Schomberg, le 7 mars 1924.

J'ai l'honneur de vous communiquer à ce sujet ce qui suit : le projet de l'accord signé à Schomberg le 7 mars 1924 devant établir les corrections des fautes d'impression contenues dans la Convention

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1245. — AGREEMENT BETWEEN GERMANY AND POLAND RELATING TO THE CORRECTION OF PRINTING ERRORS CONTAINED IN THE GERMAN-POLISH CONVENTION OF MAY 15, 1922, CONCERNING UPPER SILESIA[2]. SIGNED AT SCHOMBERG, MARCH 7, 1924.

French official text communicated by the German Consul-General at Geneva[3]. *The registration*[4] *of this Agreement took place August* 3, 1926.

THE GERMAN GOVERNMENT and THE POLISH GOVERNMENT, being desirous, in pursuance of Article XXV of the Final Protocol of the Convention of May 15, 1922, concerning Upper Silesia, of correcting certain misprints in the authentic text of the Convention, have appointed as their representatives :

Dr. SCHLEGELBERGER, Geheimrat, Chief of Division at the Ministry of Justice of the Reich ;

M. SCHNEIDER, President of the Supreme Court of Appeal, German Member of the Arbitral Tribunal for Upper Silesia ;

M. WOLNY, Marshal of the Diet of the Polish Province of Silesia ;

M. KAŁUŻNIACKI, President of the Court of Appeal of Posen, Polish Member of the Arbitral Tribunal for Upper Silesia ;

Who, having met on March 7, 1924, at Schomberg Castle, and having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed to the following corrections :

I. In Article 106, Chapter I *(c)*, for the words : " paragraphes 2 et 6 *(a)* " substitute : " paragraphes 2 à 6 *(a)* ".

---

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

[2] Vol. IX, page 465, and Vol. XIX, page 282, of this Series.

[3] Vol. II, page 60 (foot-note), of this Series.

[4] Letter from the Polish Delegation accredited to the League of Nations to the Secretary-General of the League :

POLISH DELEGATION
ACCREDITED
TO THE LEAGUE OF NATIONS.
No. 2817/26.

GENEVA, *December* 14, 1926.

SIR,

In a letter dated August 19 last, you informed me that at the request of the German Government the Secretariat had taken steps on August 3 to register the Agreement between Poland and Germany signed at Schomberg on March 7, 1924.

I have the honour to make the following communication to you on this subject : The draft of the Agreement signed at Schomberg on March 7, 1924, designed to confirm the corrections of printing errors

II. Dans le modèle de certificat d'origine, annexe B à l'article 236, il faut ajouter, après : « y ont été fabriquées », les mots : « Le total de ces marchandises sera imputé sur les quantités à recevoir en franchise de douane conformément à l'article 224 de la Convention du 15 mai 1922 relative à la Haute-Silésie.

« Chiffre correspondant aux marchandises sur la liste des produits nécessaires à l'industrie de la Haute-Silésie polonaise. »

III. A l'article 266, chiffre 1 *a)*, il faut remplacer les mots : « à l'article 6, lit. *b)* » par les mots : « à l'article 264, lit. *b)* ».

IV. A l'article 363, chiffre I, il faut remplacer « 3 septembre 1893 » par « 9 septembre 1893 ».

V. A l'article 572, alinéa 2, il faut insérer la disposition suivante : « 4. De toutes les mesures de la police ou des offices de logement qui ont trait à l'évacuation forcée — totale ou partielle — de leurs logements, ainsi qu'à l'admission forcée de personnes étrangères chez eux. »

VI. A l'article 208, il faut supprimer l'alinéa 2.

Ces corrections établies d'accord entre les représentants des deux gouvernements seront, conformément à l'article susdit du protocole final de la convention, considérées comme ayant force obligatoire à dater de l'échange des ratifications de la Convention du 14 juillet 1923 et seront publiées dans les journaux officiels des deux Etats, à savoir : dans le *Dziennik Ustaw Rzeczypospolitej Polskiej* et dans le *Reichsgesetzblatt.*

Fait à Schomberg, le 7 mars 1924, en un exemplaire qui sera conservé aux archives du Tribunal arbitral de Haute-Silésie.

(Signé) Dr Franz SCHLEGELBERGER.
Rudolf SCHNEIDER.
Konstanty WOLNY.
Juljusz KAŁUŻNIACKI.

(Trockensiegel des « Schiedsgericht für Oberschlesien ».)

---

germano-polonaise du 15 mai 1922 sur la Haute-Silésie, bien que signé par les délégués des deux contractants, ne fut jamais accepté par le Gouvernement polonais du fait que ledit accord introduisait dans le texte de la Convention de Genève des modifications qui ne peuvent être considérées comme simples corrections des fautes d'impression et qui, par conséquent, dépassaient l'objet de la négociation.

Sur les instructions du Gouvernement, le ministre de Pologne à Berlin a remis le 18 octobre 1924 au Ministère des Affaires étrangères du Reich un aide-mémoire dont le dernier alinéa est conçu comme suit : « Le Gouvernement polonais déclare qu'il ne se considère pas comme lié par les stipulations de la Convention faite à Schomberg le 7 mars 1924 et qu'il considère que l'alinéa 2 de l'article 208 reste invariablement en vigueur ».

Vu ce qui précède, je suis chargé par mon gouvernement de déclarer que l'Accord de Schomberg du 7 mars 1924 n'ayant jamais été dûment reconnu par le Gouvernement polonais et que ce dernier ayant, en temps utile, signifié à l'autre Partie contractante, par voie diplomatique, sa protestation contre la validité dudit accord, celui-ci doit être considéré comme inexistant *de jure.*

Je vous prie, Monsieur le Secrétaire général, de bien vouloir noter dans le Registre des Traités les réserves ci-dessus exposées de mon gouvernement et de les publier dans le volume du *Recueil des Traités* qui contiendra le texte en question.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, les assurances de ma très haute considération.

(Signé) F. SOKAL,
Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Société des Nations.

II. In the model of the certificate of origin, Annex B to Article 236, add after " y ont été fabriquées " the words: " Le total de ces marchandises sera imputé sur les quantités à recevoir en franchise de douane conformément à l'article 224 de la Convention du 15 mai 1922 relative à la Haute-Silésie.

" Chiffre correspondant aux marchandises sur la liste des produits nécessaires à l'industrie de la Haute-Silésie polonaise. "

III. In Article 266, Chapter 1 *(a)*, replace the words: " à l'article 6, lit. *(b)* " by the words: " à l'article 264, lit. *(b)* ".

IV. In Article 363, Chapter 1, replace " 3 septembre 1893 " by " 9 septembre 1893 ".

V. In Article 572, paragraph 2, insert the following provision: " 4. De toutes les mesures de la police ou des offices de logement qui ont trait à l'évacuation forcée — totale ou partielle — de leurs logements, ainsi qu'à l'admission forcée de personnes étrangères chez eux. "

VI. In Article 208, delete paragraph 2.

These corrections, which have been agreed upon by the representatives of the two Governments, shall, in conformity with the above-mentioned Article of the Final Protocol of the Convention, be considered as having compulsory force as from the date of the exchange of ratifications of the Convention of July 14, 1923, and shall be published in the Official Journals of the two States, viz., in the *Dziennik Ustaw Rzeczypospolitej Polskiej* and in the *Reichsgesetzblatt*.

Done at Schomberg on March 7, 1924, in a single copy which shall be kept in the Archives of the Arbitral Tribunal for Upper Silesia.

(Signed) Franz SCHLEGELBERGER.
Rudolf SCHNEIDER.
Konstanty WOLNY.
Juljusz KAŁUŻNIACKI.

(Seal of the Arbitral Tribunal for Upper Silesia.)

---

contained in the German-Polish Convention on Upper Silesia of May 15, 1922, although signed by the delegates of the two Contracting Parties, was never accepted by the Polish Government on the grounds that the said Agreement introduced into the text of the Convention of Geneva changes which could not be considered as simple corrections of printing errors, and which therefore overstepped the object of the negotiation.

In accordance with the instructions of his Government, the Polish Minister at Berlin on October 15, 1924 handed to the Minister of Foreign Affairs of the Reich a memorandum the last paragraph of which runs as follows: " The Polish Government declares that it does not consider itself bound by the terms of the Agreement signed at Schomberg on March 7, 1924, and considers that paragraph 2 of Article 208 remains in force without alteration. "

In view of the foregoing, I am instructed by my Government to state that as the Agreement of Schomberg of March 7, 1924 has never been duly recognised by the Polish Government, which communicated to the other Contracting Party by the usual diplomatic channel its protestation against its validity, the said Treaty should be considered as non-existent *de jure*.

I would therefore ask you to insert in the register of treaties my Government's reservations as set forth above and to publish them in the volume of the *Treaty Series* which will contain the text in question. "

I have the honour to be etc.

(Signed) F. SOKAL.
Minister Plenipotentiary.
Delegate to the League of Nations.

COMMUNICATION DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE

DÉLÉGATION POLONAISE
AUPRÈS DE LA
SOCIÉTÉ DES NATIONS.
G/ED N° 2817/26.

GENÈVE, *le* 14 *décembre* 1926.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL,

Par une lettre en date du 19 août dernier, vous avez bien voulu m'informer que, sur demande du Gouvernement allemand, le Secrétariat a procédé, le 3 août, à l'enregistrement de l'Accord polono-allemand, signé à Schomberg, le 7 mars 1924.

J'ai l'honneur de vous communiquer à ce sujet ce qui suit : le projet de l'Accord signé à Schomberg, le 7 mars 1924, devant établir les corrections des fautes d'impression contenues dans la Convention germano-polonaise du 15 mai 1922 sur la Haute-Silésie, bien que signé par les délégués des deux contractants, ne fut jamais accepté par le Gouvernement polonais du fait que ledit accord introduisait dans le texte de la Convention de Genève des modifications qui ne peuvent être considérées comme simples corrections des fautes d'impression et qui, par conséquent, dépassaient l'objet de la négociation.

Sur les instructions du gouvernement, le ministre de Pologne à Berlin a remis, le 18 octobre 1924, au Ministère des Affaires étrangères du Reich un aide-mémoire dont le dernier alinéa est conçu comme suit :

> « Le Gouvernement polonais déclare qu'il ne se considère pas comme lié par les stipulations de la Convention faite à Schomberg, le 7 mars 1924, et qu'il considère que l'alinéa 2 de l'article 208 reste invariablement en vigueur. »

Vu ce qui précède, je suis chargé par mon gouvernement de déclarer que l'Accord de Schomberg du 7 mars 1924 n'ayant jamais été dûment reconnu par le Gouvernement polonais et que ce dernier ayant, en temps utile, signifié à l'autre Partie contractante, par voie diplomatique, sa protestation contre la validité dudit accord, celui-ci doit être considéré comme inexistant *de jure*.

Je vous prie, Monsieur le Secrétaire général, de bien vouloir noter dans le Registre des Traités les réserves ci-dessus exposées de mon gouvernement et de les publier dans le volume du *Recueil des Traités* qui contiendra le texte en question.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, les assurances de ma très haute considération.

Le Délégué à la Société des Nations :

(Signé) F. SOKAL,
Ministre plénipotentiaire.

L'Honorable
Sir Eric Drumond,
Secrétaire général de la
Société des Nations,
Genève.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

COMMUNICATION BY THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF POLAND.

POLISH DELEGATION
ACCREDITED
TO THE LEAGUE OF NATIONS.
G/ED No. 2817/26

GENEVA, *December* 14, 1926.

SIR,

In a letter dated August 19 last, you informed me that at the request of the German Government, the Secretariat had taken steps, on August 3, to register the Agreement between Poland and Germany, signed at Schomberg on March 7, 1924.

I have the honour to make the following communication to you on this subject : The draft of the Agreement signed at Schomberg on March 7, 1924, designed to confirm the corrections of printing errors contained in the German-Polish Convention on Upper Silesia of May 15, 1922, although signed by the delegates of the two Contracting Parties, was never accepted by the Polish Government on the grounds that the said Agreement introduced into the text of the Convention of Geneva changes which could not be considered as simple corrections of printing errors, and which therefore over-stepped the object of the negotiations.

In accordance with the instructions of his Government, the Polish Minister at Berlin on October 18, 1924, handed to the Minister for Foreign Affairs of the Reich a memorandum of which the last paragraph runs as follows :

> " The Polish Government declares that it does not consider itself bound by the terms of the Agreement signed at Schomberg on March 7, 1924, and considers that paragraph 2 of Article 208 remains in force without alteration ".

In view of the foregoing, I am instructed by my Government to state that as the Agreement of Schomberg of March 7, 1924, has never been duly recognised by the Polish Government, which communicated to the other Contracting Party by the usual diplomatic channels its protestation against its validity, the Agreement should be regarded as non-existent *de jure*.

I would therefore ask you to insert in the register of treaties my Government's reservations as set forth above and to publish them in the volume of the Treaty Series which will contain the text in question.

I have the honour to be, etc.

(Signed) F. SOKAL.
Minister Plenipotentiary,
Delegate to the League of Nations.

The Hon. Sir Eric DRUMMOND,
Secretary-General of the League of Nations,
Geneva.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

COMMUNICATION PAR LE GOUVERNEMENT DU REICH ALLEMAND

TEXTE ALLEMAND — GERMAN TEXT.

AUSWÄRTIGES AMT.

V. 2142.

BERLIN, *den* 16. *Juli* 1927.

HERR GENERALSEKRETÄR !

Unter Bezugnahme auf das Schreiben des Herrn Polnischen Delegierten beim Völkerbund vom 14. Dezember 1926 — Nr. 2817/26 — beehre ich mich namens der Deutschen Regierung zu der Frage der Gültigkeit des deutsch-polnischen Abkommens vom 7. März 1924 über die Berichtigung von Druckfehlern in dem Genfer Abkommen vom 15. Mai 1922 über Oberschlesien folgendes mitzuteilen :

Die Urkunde, die am 7. März 1924 in Schomberg von den deutschen und den polnischen Delegierten unterzeichnet wurde, stellt, wie aus ihrem Wortlaut hervorgeht, ein endgültiges Abkommen dar ; sie war keineswegs ein Entwurf, über dessen Annahme oder Ablehnung die beiden Regierungen sich noch hätten schlüssig machen müssen. In ihrem Schlusspassus ist in Uebereinstimmung mit Artikel XXV des Schlussprotokolls zu der Genfer Konvention über Oberschlesien vom 15. Mai 1922 ausdrücklich festgestellt, dass die vereinbarten Berichtigungen von dem Tage ab als bindend anzusehen sind, an dem der Austauch der Ratifikationsurkunden zu dem deutsch-polnischen Abkommen vom 14. Juli 1923 (registriert unter Nr. 659) erfolgt, durch das die in Art. XXV des Schlussprotokolls für Druckfehlerberichtigungen vorgesehene Frist bis zum 31. März 1924 verlängert worden ist. Dieser Austauch hat am 24. März 1924 in Warschau stattgefunden.

In der Fassung, in der das Abkommen unterzeichnet worden ist, enthielt es bei Punkt VI, der die Streichung des Artikel 208 Abs. 2 der Genfer Konvention feststellt, die Worte « sous réserve », sowie — ebenfalls mit dem Zusatz « sous réserve » — einen Punkt VII, der die Einführung eines weiteren Artikels hinter Artikel IV des Schlussprotokolls der Genfer Konvention vorsah. Hierzu war in einem Sitzungsprotokoll vom 7. März 1924, das die Unterschriften des deutschen und polnischen Delegierten sowie des Vorsitzenden des deutsch-polnischen Schiedsgerichts für Oberschlesien trägt, unter anderem folgendes vereinbart worden :

> « 1. Les corrections établies d'accord entre les représentants des deux gouvernements sont incorporées dans un protocole annexé. Les deux dispositions de ce protocole adoptées sous réserve seront supprimées d'office par le Président du Tribunal Arbitral de Haute-Silésie dans le cas où, avant le 22 mars à minuit, M. Wolny lui aurait fait connaître par écrit l'opposition de son gouvernement à ces corrections.
>
> 2. L'article 208 § 2 n'a pas fait l'objet d'un accord entre les deux parties contractantes et sa présence dans le texte de la convention est le résultat d'une erreur d'ordre technique. Monsieur Wolny désirant toutefois consulter son gouvernement au sujet de la solution à adopter, il est entendu que le § 2 de l'article 208 sera supprimé si à la date du 22 mars à minuit M. Wolny n'a pas fait par écrit opposition a cette suppression. »

Auf Grund dieses Sitzungsprotokolls sandte der polnische Delegierte Herr Wolny am 21. März 1924 an den Präsidenten des deutsch-polnischen Schiedsgerichts folgendes Schreiben :

(Polnischer Text)

« Z polecenia Rządu Rzeczypospolitej Polskiej donoszę w sprawie polsko-niemieckiej umowy z dnia 7 marca 1924 r. w przedmiocie błędów drukarskich w Konwencji, dotyczącej Górnego Śląska, zawartej w Genewie dnia 15 maja 1925 r. :

(Deutsche Übersetzung)

« Im Auftrage der Regierung der Polnischen Republik teile ich in Sachen des polnisch-deutschen Übereinkommens vom 7. März 1924 betreffend Druckfehler im Genfer Vertrage über Oberschlesien vom 15. Mai 1922 mit :

a) Wycofuję postanowienie pod L. VII. wspomnianej umowy z dnia 7 marca 1924 r. Nie godzę się zatem, by do końcowego protokółu Konwencji Genewskiej dodano nowy artykuł (jako article IV bis).

b) Godzę się na postanowienie pod L. VI wspomnianej umowy z dnia 7 marca 1924 r., a zatem na skreślenie ustępu 2 w art. 208 Konwencji Genewskiej.

c) Na zmianę art. 84 Konwencji Genewskiej (cfr. L 4 protokółu z dnia 7 marca 1924 r. (Rząd Rzeczypospolitej Polskiej się nie godzi). »

a) Die Bestimmung unter Ziffer VII des erwähnten Übereinkommens vom 7. März 1924 ziehe ich zurück, stimme daher nicht damit überein, dass dem Schlussprotokoll des Genfer Vertrages ein neuer Artikel hinzugefügt werde (als art. IV bis).

b) Mit der Bestimmung unter Ziffer VI des erwähnten Übereinkommens vom 7. März 1924 bin ich einverstanden, folglich auch mit der Streichung des Absatzes 2 des Art. 208 des Genfer Vertrages.

c) Mit der Abänderung des Art. 84 des Genfer Vertrages (vgl. Ziffer 4 des Protokolls vom 7. März 1924) erklärte sich die Regierung der Polnischen Republik nicht einverstanden. »

(Die Ausführungen unter *c)* des vorstehenden Schreibens bezogen sich auf einen Punkt, der nur in dem Sitzungsprotokoll erwähnt worden war.)

Nach Empfang dieses Schreibens liess der Präsident des Schiedsgerichts dem deutschen Delegierten eine Ausfertigung des Abkommens zugehen, in dem entsprechend der Erklärung des polnischen Delegierten der Punkt VII ganz und in Punkt VI die Worte « sous réserve » gestrichen waren. In dieser Form ist das Abkommen über die Druckfehlerberichtigungen am 7. März 1924, dem Tag des Austauschs der Ratifikationsurkunden zu dem Abkommen vom 14. Juli 1923, in Kraft getreten und darauf von der Deutschen Regierung im Reichsgesetzblatt bekanntgemacht worden.

Die Deutsche Regierung betrachtet daher das Abkommen vom 7. März 1924 als rechtsgültig. Sie ist der Ansicht, dass es in seiner Geltung auch nicht berührt wird durch die in dem Schreiben des Herrn Polnischen Delegierten beim Völkerbund an den Herrn Generalsekretär mitgeteilte Erklärung des Herrn Polnischen Gesandten in Berlin vom 18. Oktober 1924, dass die Polnische Regierung sich durch das Abkommen vom 7. März 1924 nicht für gebunden erachte und dass mithin der Abs. 2 des Art. 208 der Genfer Konvention in Kraft bleibe. Von dieser ihrer Rechtsauffassung hat die Deutsche Regierung die Polnische Regierung seinerzeit sofort durch eine an die Polnische Gesandtschaft in Berlin gerichtete Verbalnote vom 25. Oktober 1924 mit eingehender Begründung in Kenntnis gesetzt, ohne dass ihr darauf eine Antwort zugegangen wäre.

Genehmigen Sie, Herr Generalsekretär, den Ausdruck meiner vorzüglichsten Hochachtung.

An den sehr ehrenwerten
Sir James Eric Drummond K.C.M.G., C.B.
Generalsekretär des
Völkerbundes
in Genf.

SCHUBERT.

[1] TRADUCTION.

OFFICE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
N. 2142.

BERLIN, *le* 16 *juillet* 1927.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL,

Me référant à la lettre N° 2817/26 du délégué polonais auprès de la Société des Nations, en

[1] TRANSLATION.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
V. 2142.

BERLIN, *July* 16, 1927.

SIR,

With regard to the letter of the Polish Delegate accredited to the League of Nations, dated

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

date du 14 décembre 1926, j'ai l'honneur de vous transmettre, au nom du Gouvernement allemand, la communication suivante au sujet de la question de la validité de l'Accord germano-polonais du 7 mars 1924, concernant la correction des fautes d'impression contenues dans la Convention de Genève du 15 mai 1922, relative à la Haute-Silésie.

Il ressort du texte de l'instrument, signé le 7 mars 1924, à Schomberg, par les délégués allemands et polonais, que celui-ci constitue un accord définitif ; ce texte n'était aucunement un projet sur l'adoption ou le rejet duquel les deux gouvernements auraient encore eu à prendre une décision. Dans son paragraphe final, ce texte constate expressément, en harmonie avec l'article XXV du protocole final de la Convention de Genève du 15 mai 1922, relative à la Haute-Silésie, que les corrections convenues doivent être considérées comme obligatoires à partir de la date de l'échange des instruments de ratification de l'Accord germano-polonais du 14 juillet 1923 (enregistré sous le N° 659) par lequel le délai prévu dans l'article XXV du protocole final pour la correction des fautes d'impression a été prolongé jusqu'au 31 mars 1924. Cet échange des instruments de ratification a eu lieu à Varsovie, le 24 mars 1924.

Le texte de l'accord, tel qu'il a été signé, contenait, dans le N° VI qui constate la radiation du paragraphe 2 de l'article 208 de la Convention de Genève, les mots « sous réserve » ; le même texte renfermait un N° VII, portant également l'addition « sous réserve » et prévoyant l'insertion d'un article supplémentaire après l'article IV du protocole final de la Convention de Genève. A ce sujet, un procès-verbal de séance du 7 mars 1924, qui porte les signatures des délégués allemand et polonais, ainsi que du président du Tribunal arbitral germano-polonais de Haute-Silésie, contenait entre autres la stipulation suivante :

« 1° Les corrections, établies d'accord entre les représentants des deux gouvernements, sont incorporées dans un protocole annexé. Les deux dispositions de ce protocole adoptées sous réserve seront supprimées d'office par le président du Tribunal arbitral de Haute-Silésie dans le cas où, avant le 22 mars à minuit, M. Wolny lui aurait fait connaître par écrit l'opposition de son gouvernement à ces corrections.

December 14, 1926, No. 2817/26, I have the honour on behalf of the German Government, to forward to you the following communication regarding the question of the validity of the German-Polish Agreement of March 7, 1924, relating to the correction of printing errors contained in the Geneva Convention of May 15, 1922, concerning Upper Silesia.

The document signed at Schomberg on March 7, 1924, by the German and Polish delegates constitutes, as is apparent from its text, a final agreement ; it was in no sense a draft, the acceptance or refusal of which was a matter which had still to be decided by the two Governments. In its final paragraph it is expressly stated in accordance with Article XXV of the Final Protocol of the Geneva Convention concerning Upper Silesia, of May 15, 1922, that the corrections agreed upon should be regarded as binding from the date of the exchange of the instruments of ratification of the German-Polish Agreement of July 14, 1923, (registered under No. 659), by which the period laid down in Article XXV of the Final Protocol for the correction of printing errors was extended to March 31, 1924. This exchange took place on March 24, 1924, at Warsaw.

In the wording of the Agreement as signed, there occur in VI — which provides for the deletion of Article 208, paragraph 2, of the Geneva Convention — the words " *sous réserve* ", and the same phrase " *sous réserve* " also occurs in VII, which provides for the introduction of an additional Article after Article IV of the Final Protocol of the Geneva Convention. In regard to this matter, the minutes of a meeting on March 7, 1924, signed by the German and Polish delegates and the President of the German-Polish Arbitral Tribunal for Upper Silesia, contained *inter alia* the following provisions :

" (1) The corrections established by agreement between the representatives of the two Governments are embodied in an annexed Protocol. The two stipulations of this Protocol, which were adopted " *sous réserve* " shall be deleted by the President of the Arbitral Tribunal for Upper Silesia on his own initiative, provided that before midnight on March 22nd M. Wolny shall have communicated to him in writing notice of his Government's objection to these corrections.

« 2° L'article 208, paragraphe 2, n'a pas fait l'objet d'un accord entre les deux Parties contractantes et sa présence dans le texte de la Convention est le résultat d'une erreur d'ordre technique. Monsieur Wolny désirant toutefois consulter son gouvernement au sujet de la solution à adopter, il est entendu que le paragraphe 2 de l'article 208 sera supprimé si, à la date du 22 mars, à minuit, M. Wolny n'a pas fait par écrit opposition à cette suppression. »

En se fondant sur ce procès-verbal de séance, le délégué polonais, M. Wolny, adressa le 21 mars 1924 au président du Tribunal arbitral germano-polonais la lettre suivante :

« D'ordre du Gouvernement de la République polonaise, j'ai l'honneur de vous adresser la communication suivante au sujet de l'Accord polono-allemand du 7 mars 1924, concernant les fautes d'impression dans la Convention de Genève du 15 mai 1922, relative à la Haute-Silésie :

a) J'annule la disposition du N° VII de l'Accord susmentionné du 7 mars 1924 et je n'accepte donc pas qu'un nouvel article soit ajouté (sous le numéro IV *bis*) au protocole final de la Convention de Genève.

b) J'accepte la disposition du N° VI de l'accord susmentionné du 7 mars 1924 et, par conséquent, la radiation du paragraphe 2 de l'article 208 de la Convention de Genève.

c) Le Gouvernement de la République polonaise n'accepte pas la modification de l'article 84 de la Convention de Genève (Voir le N° 4 du protocole du 7 mars 1924). »

(Les déclarations du paragraphe *c)* de la lettre ci-dessus se rapportaient à un point dont il n'avait été fait mention que dans le protocole.)

Après réception de cette lettre, le président du Tribunal arbitral fit parvenir au délégué allemand une expédition de l'accord, dans laquelle le N° VII tout entier et les mots « sous réserve » du N° VI étaient rayés, conformément à la déclaration du délégué polonais. C'est sous cette forme que l'accord concernant la correction des fautes d'impression est entré en vigueur le 7 mars 1924, c'est-à-dire à la date de l'échange des instruments de ratification de l'Accord du 14 juillet 1923 ; c'est sous cette forme égale-

" (2) Article 208, paragraph 2, has not formed the subject of an agreement between the two Contracting Parties and its presence in the text of the Convention is the result of an error of a technical nature. M. Wolny, however, being desirous of consulting his Government with regard to the solution to be adopted, it is agreed that paragraph 2 of Article 208, shall be deleted unless by midnight of March 22, M. Wolny has not objected in writing to this deletion."

On the basis of these minutes the Polish delegate, M. Wolny, sent to the President of the German-Polish Arbitral Tribunal on March 21, 1924, the following letter :

" On behalf of the Government of the Polish Republic, I beg to communicate to you, in the matter of the Polish-German Agreement of March 7, 1924, relating to printing errors in the Geneva Convention concerning Upper Silesia of May 15, 1922, the following :

a) I withdraw the provisions of VII of the above-mentioned Agreement dated March 7, 1924, but do not agree on that account that a new Article should be added to the Final Protocol of the Geneva Convention (as Article IV *b*).

b) I accept the provisions of VI of the above-mentioned Agreement of March 7, 1924, and in consequence also the deletion of paragraph 2 of Article 208 of the Geneva Convention.

c) The Government of the Polish Republic does not accept the alteration of Article 84 of the Geneva Convention (cf. 4 of the Protocol of March 7, 1924)."

(The statements under *(c)* in the above letter related to a point which was mentioned only in the minutes.)

On receiving this letter, the President of the Arbitral Tribunal sent to the German delegate a copy of the Agreement in which, in accordance with the declaration of the Polish delegate, VII was entirely deleted and in VI the words " *sous réserve* " were deleted. It was in this form that the Agreement relating to the correction of printing errors entered into force on March 7, 1924, that is, the date of the exchange of the instruments of ratification of the Agreement of July 14, 1923, and was published by

ment que l'accord en question a été publié par le Gouvernement allemand dans le *Reichsgesetzblatt.*

Le Gouvernement allemand considère donc l'Accord du 7 mars 1924 comme valable. Il estime que la validité de cet accord n'a pas non plus été modifiée par la déclaration du ministre de Pologne à Berlin, en date du 18 octobre 1924, communiquée au Secrétaire général par la lettre du délégué polonais auprès de la Société des Nations et d'après laquelle le Gouvernement polonais ne se considérerait pas comme lié par l'Accord du 7 mars 1924, de sorte que le paragraphe 2 de l'article 208 de la Convention de Genève resterait en vigueur. A l'époque, le Gouvernement allemand fit immédiatement connaître sa thèse juridique au Gouvernement polonais par une note verbale du 25 octobre 1924 adressée à la Légation polonaise à Berlin et accompagnée d'un exposé détaillé des motifs, note à laquelle le Gouvernement polonais n'a d'ailleurs jamais répondu.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) SCHUBERT.

Le Très Honorable
Sir James Eric Drummond,
K.C.M.G., C.B.
Secrétaire général de la
Société des Nations,
à Genève.

the German Government in the *Reichsgesetzblatt.*

The German Government consequently regards the Agreement of March 7, 1924, as valid. Nor, in its view, is the validity of this Agreement affected by the declaration of the Polish Minister in Berlin dated October 18, 1924, communicated to the Secretary-General in the letter from the Polish delegate accredited to the League of Nations, to the effect that the Polish Government does not regard itself as bound by the Agreement of March 7, 1924, and that consequently paragraph 2 of Article 208 of the Geneva Convention remains in force. The German Government communicated at the time its interpretation of the legal position to the Polish Government in a *Note Verbale* addressed to the Polish Legation at Berlin on October 25, 1924, and accompanied by a detailed statement of reasons ; the German Government, however, has received no reply.

I have the honour, etc.

(Signed) SCHUBERT.

The Hon.
Sir Eric Drummond,
K.C.M.G., C.B.
Secretary-General of the
League of Nations,
Geneva.

N° 1246.

ALLEMAGNE ET GUATÉMALA

Convention de commerce. Signée à Guatémala, le 4 octobre 1924.

GERMANY AND GUATEMALA

Commercial Convention. Signed at Guatemala, October 4, 1924.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

No. 1246. — HANDELSABKOMMEN[1] ZWISCHEN DEM DEUTSCHEN REICHE UND GUATEMALA, GEZEICHNET IN GUATEMALA, AM 4. OKTOBER 1924.

Textes officiels allemand et espagnol communiqués par le consul général d'Allemagne à Genève[2]. *L'enregistrement de cette convention a eu lieu le* 3 *août* 1926.

DAS DEUTSCHE REICH und GUATEMALA, von dem Wunsche geleitet, das zwischen ihnen glücklicherweise bestehende gute Einvernehmen zu erhalten und den Handelsverkehr zwischen den beiden Ländern zu fördern, haben beschlossen, zu diesem Zwecke ein Abkommen abzuschiessen, und haben hiermit beauftragt :

DER PRÄSIDENT DES DEUTSCHEN REICHS :

den Geschäftsträger bei dem Freistaat Guatemala, Grafen Franz VON TATTENBACH ;

DER PRÄSIDENT DES FREISTAAT GUATEMALA :

den Staatssekretär der auswärtigen Angelegenheiten Lizentiaten Roberto LÖWENTHAL,

welche sich nach Mitteilung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten über folgende Artikel geeinigt haben :

Artikel I.

Die vertragschliessenden Parteien verpflichten sich, sich gegenseitig die Behandlung der meistbegünstigten Nation in Handels-, Konsular- und Schiffahrtssachen, mit Ausnahme der Küstenschiffahrt, zu gewähren ; behufs dessen versteht es sich, dass jede Art von Recht, Freiheit oder Vorteil, die eine von ihnen einer dritten Nation gewährt, durch die Tatsache selbst *ipso facto* dem anderen vertragschliessenden Teile zugestanden ist.

Artikel II.

Jede Art von Recht, Freiheit oder Vorteil, welche Guatemala den übrigen Freistaaten von Zentralamerika oder irgendeinem von ihnen gewährt hat oder in der Zukunft gewähren wird, soll nicht auf Grund der Bestimmung im Artikel I als dem Deutschen Reiche gewährt angesehen werden es sei denn, das sie auch einer dritten Nation zugestanden ist.

---

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Guatémala, le 12 juin 1926.

[2] Vol. II, page 60 (renvoi), de ce recueil.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

Nº 1246. — CONVENCION[1] DE COMERCIO ENTRE ALEMANIA Y GUATEMALA, FIRMADA EN GUATEMALA EL 4 DE OCTUBRE DE 1924.

German and Spanish official texts communicated by the German Consul-General at Geneva[2]. *The registration of this Convention took place August* 3, 1926.

ALEMANIA y GUATEMALA, animadas del deseo de conservar las relaciones de buena armonía felizmente existentes entre ellas y de favorecer el tráfico comercial entre ambos Países, han resuelto celebrar con tal objeto una Convención, a cuyo fin han encargado :

EL PRESIDENTE DE ALEMANIA,

al señor Conde Franz VON TATTENBACH, Encargado de Negocios en Guatemala ;

EL PRESIDENTE DE LA REPUBLICA DE GUATEMALA,

al señor Licenciado Roberto LÖWENTHAL, Secretario de Estado y del Despacho de Relaciones Exteriores,

quienes, después de haberse comunicado sus plenos poderes y hallándolos en buena y debida forma, han convenido en los artículos siguientes :

Artículo I.

Las Partes Contratantes se obligan a concederse recíprocamente el tratamiento de la Nación más favorecida en asuntos comerciales, consulares y marítimos, con excepción del cabotaje ; y al efecto, cualquier derecho, franquicia o favor que una de ellas conceda a una tercera Nación, por el mismo hecho *ipso facto* se entiende otorgado a la otra Parte Contratante.

Artículo II.

Cualquier derecho, franquicia o favor que Guatemala haya concedido o en lo sucesivo concediere a las demás Repúblicas de Centro-América o a cualquiera de ellas, no se entenderá concedido a Alemania con arreglo a lo dispuesto en el Artículo I, sino cuando también se haya otorgado a una tercera Nación.

[1] The exchange of ratifications took place at Guatemala, June 12, 1926.

[2] Vol. II, page 60 (foot-note), of this Series.

Artikel III

Das gegenwärtige Abkommen soll ratifiziert werden, und es sollen die Ratifikationsurkunden sobald als möglich ausgetauscht werden.

Dasselbe soll in Kraft treten am Tage, nachdem die Deutsche Regierung und die Regierung von Guatemala von der in beiden Ländern erfolgten Ratifizierung benachrichtigt sein werden. Es soll vom Tage seines Inkrafttretens ab ein Jahr lang in Geltung bleiben und danach von jedem der vertragschliessenden Teile jederzeit mit dreimonatiger Frist gekündigt werden können.

Zu Urkund dessen haben die beiderseitigen Beauftragten das gegenwärtige Abkommen unterzeichnet und ihre Siegel beigedrückt.

So geschehen zu Guatemala in zwei Originalen in deutscher und spanischer Sprache am vierten Oktober eintausendneunhundertvierundzwanzig.

(Siegel) *(gez.)* TATTENBACH.
(Siegel) *(gez.)* Rob. LÖWENTHAL.

Artículo III.

La presente Convención será ratificada y las ratificaciones se canjearán en el término más corto posible.

Entrará en vigor un dia después de que los Gobiernos de Alemania y de Guatemala reciban la notificación de que ha sido ratificada en ambos Países. Quedará vigente, durante un año, desde el dia que entre en vigor, y después podrá ser denunciada por cada una de las Partes Contratantes, en cualquier momento, dejando de surtir efectos tres meses después de que la otra Parte haya recibido la notificación de la denuncia.

En fé de lo cual, los Delegados respectivos han firmado y sellado con sus sellos correspondientes la presente Convención.

Hecho en dos originales en los idiomas alemán y castellano en la Ciudad de Guatemala, a los cuatro dias de octubre de mil novecientos veinticuatro.

(Sello) *(firmado)* TATTENBACH.
(Sello) *(firmado)* Rob. LÖWENTHAL.

[1] TRADUCTION.

N° 1246. — CONVENTION DE COMMERCE ENTRE L'ALLEMAGNE ET LE GUATÉMALA. SIGNÉE A GUATÉMALA, LE 4 OCTOBRE 1924.

LE REICH ALLEMAND et LE GUATÉMALA, animés du désir de maintenir les relations de bonne harmonie qui existent heureusement entre eux et de favoriser le commerce entre les deux pays, ont décidé de conclure à cet effet une convention et ont désigné comme plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND :

Le comte Franz VON TATTENBACH, chargé d'affaires auprès de la République du Guatémala ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU GUATÉMALA :

Licencié Roberto LÖWENTHAL, secrétaire aux Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Les Parties contractantes s'engagent à s'accorder réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne le commerce, les relations consulaires et la navigation, à l'exception du cabotage ; à cet effet, il est entendu que tout droit, franchise ou privilège que l'une d'entre elles accorderaient à une tierce Puissance, sera *ipso facto* accordé à l'autre Partie contractante.

Article II.

Les droits, franchises ou privilèges de tout genre que le Guatémala a accordés, ou pourrait accorder à l'avenir aux autres Républiques de l'Amérique centrale ou à l'une quelconque d'entre elles, ne seront pas considérés comme accordés au Reich allemand, en vertu des dispositions de l'article premier, à moins que lesdits droits, franchises ou privilèges, ne soient également concédés à une tierce Puissance.

Article III.

La présente convention devra être ratifiée et les instruments de ratification devront être échangés dans le plus bref délai possible.

Ladite convention entrera en vigueur le lendemain du jour où le Gouvernement allemand et le Gouvernement du Guatémala auront été avisés qu'elle a été ratifiée dans les deux pays. Elle restera en vigueur pendant une période d'un an à dater du jour de son entrée en vigueur, et pourra ensuite être dénoncée en tout temps par chacune des deux Parties contractantes, moyennant préavis de trois mois.

En foi de quoi les mandataires des deux Parties ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Guatémala, en deux originaux, en allemand et en espagnol, le quatre octobre mil neuf cent vingt-quatre.

(L. S.) *(Signé)* TATTENBACH.

(L. S.) *(Signé)* Rob. LÖWENTHAL.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] TRANSLATION.

No. 1246. — COMMERCIAL CONVENTION BETWEEN GERMANY AND GUATEMALA, SIGNED AT GUATEMALA, OCTOBER 4, 1924.

THE GERMAN REICH and GUATEMALA, being desirous of maintaining the friendly relations which happily exist between them, and of encouraging trade between the two countries, have determined to conclude a convention for this purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH :

Count Franz VON TATTENBACH, Chargé d'Affaires accredited to the Republic of Guatemala :

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF GUATEMALA :

Señor Roberto LÖWENTHAL, Secretary of State for Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers found in good and due form, have agreed upon the following Articles :

Article I.

The Contracting Parties undertake to grant each other most-favoured-nation treatment in commercial, consular and shipping questions, with the exception of coasting trade ; for this purpose it is understood that any right, exemption or privilege granted by one of them to a third Power shall *ipso facto* be accorded to the other Contracting Party.

Article II.

Any rights, exemptions or privileges which Guatemala has granted, or may in the future grant, to the other Central American Republics, or to any one of them, shall not be regarded, in virtue of Article I, as having been granted to the German Reich, unless they have also been accorded to a third Power.

Article III.

The present Convention shall be ratified and the instruments of ratification exchanged as soon as possible.

It shall enter into force on the day after the German Government and the Government of Guatemala have been notified of its ratification in both countries. It shall remain in force for one year following the day of its coming into operation, and may then be at any time denounced by either of the Contracting Parties at three months' notice.

In faith whereof, the Plenipotentiaries of the two Parties have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done at Guatemala in duplicate German and Spanish texts, the fourth day of October, nineteen hundred and twenty-four.

(L. S.) *(Signed)* TATTENBACH.

(L. S.) *(Signed)* Rob. LÖWENTHAL.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

N° 1247.

ALLEMAGNE ET HAITI

Convention en vue de fixer une procédure pour le règlement définitif des obligations pécuniaires entre Haïtiens et Allemands. Signée à Port-au-Prince, le 15 octobre 1924.

GERMANY AND HAITI

Convention with a view to determining a Procedure for the Final Settlement of Pecuniary Obligations between Haitians and Germans. Signed at Port-au-Prince, October 15, 1924.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

No. 1247. — ABKOMMEN [1] ZWISCHEN DEM DEUTSCHEN REICH UND HAITI MIT BEZUG AUF DIE FESTSETZUNG EINES VERFAHRENS FÜR DIE ENDGÜLTIGE REGELUNG DER GELDVERBINDLICHKEITEN ZWISCHEN HAITIANISCHEN UND DEUTSCHEN STAATSANGEHÖRIGEN, GEZEICHNET IN PORT-AU-PRINCE, DEN 15. OKTOBER 1924.

Textes officiels allemand et français communiqués par le consul général d'Allemagne à Genève[2]. *L'enregistrement de cette convention a eu lieu le* 3 *août* 1926.

Zwischen DER REGIERUNG DER REPUBLIK HAITI, vertreten durch Herrn Camille J. LÉON, Staatssekretär der Auswärtigen Angelegenheiten,

und DER REGIERUNG DES DEUTSCHEN REICHS, vertreten durch Herrn Edm. HELMCKE, Geschäftsträger *a. i.*

ist nachstehendes vereinbart worden über die Festsetzung eines Verfahrens für die endgültige Regelung der Geldverbindlichkeiten unter haitianischen und deutschen Staatsangehörigen, die in Artikel 296 des Vertrags von Versailles vorgesehen sind.

Artikel I.

Die beiden Regierungen kommen überein, das Ausgleichsverfahren, das auf Grund der beiderseitigen Gesetzgebung errichtet war, aufzuheben.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Port-au-Prince, le 29 mars 1926.

[2] Vol. II, page 60 (renvoi), de ce recueil.

N° 1247. — CONVENTION [1] ENTRE LE REICH ALLEMAND ET HAÏTI EN VUE DE FIXER UNE PROCÉDURE POUR LE RÈGLEMENT DÉFINITIF DES OBLIGATIONS PÉCUNIAIRES ENTRE HAÏTIENS ET ALLEMANDS. SIGNÉE A PORT-AU-PRINCE, LE 15 OCTOBRE 1924.

German and French official texts communicated by the German Consul-General at Geneva[2]. *The registration of this Convention took place August* 3, 1926.

Entre LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI, représenté par M. Camille J. LÉON, secrétaire d'Etat des Relations extérieures,

Et LE GOUVERNEMENT D'ALLEMAGNE, représenté par M. Edm. HELMCKE, chargé d'affaires *a. i.*

Il est arrêté ce qui suit en vue de fixer une procédure pour le règlement définitif des obligations pécuniaires entre Haïtiens et Allemands, telles qu'elles sont prévues par l'article 296 du Traité de Versailles.

Article premier.

Les deux gouvernements conviennent de mettre fin au système de vérification et de compensation qui avait été établi par leurs législations respectives.

[1] The exchange of ratifications took place at Port-au-Prince, March 29, 1926.

[2] Vol. II, page 60 (foot-note), of this Series.

Artikel II.

Die Eintreibung derjenigen Arten von Geldverbindlichkeiten unter Haitianern und Deutschen, die in Artikel 296 des Vertrags von Versailles angeführt sind, geschieht fortan auf Antrag der betreffenden Gläubiger in Gemässheit der Bestimmungen des haitianischen Gesetzes vom 6. August 1924, das im Amtsblatt der Republik *Le Moniteur* vom 11. August 1924 — Nr. 63 — verkündet wurde.

Article II.

Le paiement des catégories d'obligations pécuniaires entre Haïtiens et Allemands énumérées dans l'article 296 du Traité de Versailles, sera dorénavant poursuivi à la diligence des créanciers respectifs, conformément aux dispositions de la loi haïtienne du 6 août 1924, promulguée dans le journal officiel de la République d'Haïti, *Le Moniteur*, du 11 août 1924 — N° 63.

Artikel III.

Beide Regierungen haben vereinbart, dass trotz Aufhebung des Ausgleichsverfahrens die durch Anmeldung im Ausgleichsverfahren eingetretene Verjährungsunterbrechung der Ausgleichsforderungen fortwirkt.

Dieses Abkommen ist unter Vorbehalt der Ratifikation der beiden Regierungen unterzeichnet worden.

Unterzeichnet in je zwei deutschen und französischen Ausfertigungen, zu Port-au-Prince, den 15. Oktober 1924.

(gez.) Camille J. Léon.
(gez.) Edm. Helmcke.

Article III.

Il reste entendu entre les deux gouvernements que l'interruption de la prescription des créances, découlant de la déclaration de ces créances faite à l'office de compensation compétent, continuera à avoir ses effets, nonobstant la renonciation au système de compensation.

Cette convention est signée sous réserve de la ratification des deux gouvernements.

Signée en double, en français et en allemand, à Port-au-Prince, le 15 octobre 1924.

(Signé) Camille J. Léon.
(Signé) Edm. Helmcke.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1247. — CONVENTION BETWEEN GERMANY AND HAITI, WITH A VIEW TO DETERMINING A PROCEDURE FOR THE FINAL SETTLEMENT OF PECUNIARY OBLIGATIONS BETWEEN HAITIANS AND GERMANS. SIGNED AT PORT-AU-PRINCE, OCTOBER 15, 1924.

THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF HAITI, represented by M. Camille J. LÉON, Secretary of State for Foreign Affairs,

And THE GOVERNMENT OF THE GERMAN REICH, represented by Herr Edm. HELMCKE, Chargé d'Affaires, *ad interim*,

With a view to determining a procedure for the final settlement of pecuniary obligations between Haitians and Germans in conformity with Article 296 of the Treaty of Versailles,

Have agreed as follows :

Article I.

Both Governments agree to cancel the clearing system instituted by their respective legislations.

Article II.

The collection of debts between Haitians and Germans coming under the categories specified in Article 296 of the Treaty of Versailles shall henceforth be effected, upon application by the creditors concerned, in conformity with the provisions of the Haitian law of August 6, 1924, promulgated in the Official Gazette of the Haitian Republic, *Le Moniteur*, No. 63 of August 11, 1924.

Article III.

Both Governments have agreed that, notwithstanding the abolition of the clearing system, the suspension of the operation of a period of prescription arising out of the presentation of a claim to the competent Clearing Office shall continue in force.

This Convention is signed subject to ratification by both Governments.

Signed in duplicate German and French texts, at Port-au-Prince, October 15, 1924.

(Signed) Camille J. LÉON.
(Signed) Edm. HELMCKE.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

N° 1248.

ALLEMAGNE ET TCHÉCOSLOVAQUIE

Convention concernant le règlement des conditions de travail et de service et les assurances sociales des équipages des bateaux naviguant sur l'Oder et cédés par l'Allemagne à la Tchécoslovaquie, avec protocole final. Signée à Prague, le 15 décembre 1924.

GERMANY AND CZECHOSLOVAKIA

Convention for the Regulation of Labour and Service Conditions and the Social Insurance of the Crews of Vessels navigating on the Oder and ceded by Germany to Czechoslovakia, with Final Protocol. Signed at Prague, December 15, 1924.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

No. 1248. — ÜBEREINKOMMEN[1] ZWISCHEN DEM DEUTSCHEN REICHE UND DER TSCHECHOSLOWAKISCHEN REPUBLIK ÜBER DIE REGELUNG DER ARBEITS- UND DIENSTVERHÄLTNISSE UND ÜBER DIE SOZIALVERSICHERUNG DER BESATZUNG VON SCHIFFEN, DIE AUF DER ODER VERKEHREN UND VON DEUTSCHLAND AN DIE TSCHECHOSLOWAKEI ABGETRETEN WORDEN SIND, GEZEICHNET IN PRAG, AM 15. DEZEMBER 1924.

Textes officiels allemand et tchèque communiqués par le consul général d'Allemagne à Genève[2]. *L'enregistrement de cette convention a eu lieu le* 3 *août* 1926.

Das DEUTSCHE REICH und die TSCHECHOSLOWAKISCHE REPUBLIK, von dem Wunsche geleitet, die Arbeits- und Dienstverhältnisse und die Sozialversicherung für die Besatzung von Schiffen zu regeln, die auf der Oder verkehren und von Deutschland an die Tschechoslowakei abgetreten worden sind, haben beschlossen, ein Übereinkommen darüber zu schliessen.

Zu diesem Zwecke haben zu ihren Bevollmächtigten ernannt :

Der DEUTSCHE REICHSPRÄSIDENT :

Herrn Dr. Walter KOCH, ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister, und

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Berlin, le 19 novembre 1925.

[2] Vol. II, page 60 (renvoi), de ce recueil.

TEXTE TCHÈQUE. — CZECH TEXT.

No. 1248. — DOHODA[1] MEZI ŘÍŠÍ NĚMECKOU A REPUBLIKOU ČESKOSLOVENSKOU O ÚPRAVĚ PRACOVNÍCH A SLUŽEBNÍCH POMĚRŮ A O SOCIÁLNÍM POJIŠTĚNÍ POSÁDEK NA LODÍCH PLUJÍCÍCH NA ODŘE A POSTOUPENÝCH NĚMECKEM ČESKOSLOVENSKU, PODEPSANÁ V PRAZE, DNE 15. PROSINCE, 1924.

German and Czech official texts communicated by the German Consul-General at Geneva[2]. *The registration of this Convention took place August* 3, 1926.

ŘÍŠE NĚMECKÁ a REPUBLIKA ČESKOSLOVENSKÁ, přejíce si upraviti pracovní a služební poměry a sociální pojištění posádek na lodích plujících na Odře a postoupených Německem Československu, usnesly se sjednati o tom dohodu.

Za tím účelem jmenovali svými zmocněnci :

NĚMECKÝ ŘÍŠSKÝ PRESIDENT :

pana dra Waltera KOCHA ;
mimořádného vyslance a zplnomocněného ministra, a

[1] The exchange of ratifications took place at Berlin, November 19, 1925.

[2] Vol. II, page 60 (foot-note), of this Series.

Der PRÄSIDENT DER TSCHECHOSLOWAKISCHEN REPUBLIK :

Herrn Dr. Wenzel GIRSA, ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister,

die nach Austausch ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten folgendes vereinbart haben :

Artikel 1.

Personen, die in Deutschland ihren Wohnsitz haben und auf Schiffen beschäftigt sind, die auf der Oder verkehren und von Deutschland an die Tschechoslowakei abgetreten worden sind, unterstehen dem deutschen Arbeitsrecht und der deutschen Sozialversicherung. Dies gilt auch für die Zeit, in der die Schiffe in der Tschechoslowakei verkehren.

Personen, die ihren Wohnsitz in der Tschechoslowakei haben und auf den im ersten Absatz bezeichneten Schiffen beschäftigt sind, unterstehen dem tschechoslowakischen Arbeitsrecht und der tschechoslowakischen Sozialversicherung. Dies gilt auch für die Zeit, in der die Schiffe in Deutschland verkehren.

Personen, die ausschliesslich in dem Gebiete des einen der beiden Staaten beschäftigt werden, haben im Sinne dieses Übereinkommens ihren Wohnsitz in diesem Staate.

Artikel 2.

Für Personen, die in Deutschland ihren Wohnsitz haben und auf den bezeichneten Schiffen beschäftigt werden, hat die Direktion oder die Zweigniederlassung der von der Tschechoslowakischen Regierung mit der Schiffahrt betrauten Unternehmung in Stettin oder in Breslau die Rechte auszuüben und die Pflichten zu erfüllen, welche die deutsche Gesetzgebung und Artikel 1 dieses Übereinkommens dem Arbeitgeber oder Betriebsunternehmer einräumen oder auferlegen.

Artikel 3.

Bis zu dem Zeitpunkt, in welchem in der Tschechoslowakischen Republik die Invaliditäts- und Altersversicherung der Arbeiterschaft eingeführt sein wird, sind die in Artikel 1

PRESIDENT REPUBLIKY ČESKOSLOVENSKÉ,

pana dra Václava GIRSU, mimořádného vyslance a zplnomocněného ministra,

kteří, vyměnivše si navzájem plné moci, jež shledali správnými a náležitými, shodli se na tomto :

Článek 1.

Osoby, které mají své bydliště v Německu a zaměstnány jsou na lodích, plujícíchn a Odře a postoupených Německem Československu, podléhají německému právu pracovnímu a německému sociálnímu pojištění. To platí i pro dobu, kdy lodi jsou v Československu.

Osoby, které mají své bydliště v Československu a zaměstnány jsou na lodích v prvním odstavci označených, podléhají československému právu pracovnímu a československému sociálnímu pojištění. To platí i pro dobu, kdy lodi jsou v Německu.

Osoby, které jsou zaměstány výhradně v území jednoho z obou států, mají ve smyslu této dohody své bydliště v tomto státě.

Článek 2.

Pro osoby, které mají své bydliště v Německu a zaměstnány jsou na uvedených lodích, vykonává práva a plní povinnosti, jež německé zákonodárství a článek 1. této dohody vyhrazuje nebo ukládá zaměstnavateli nebo podnikateli, ředitelství nebo pobočný závod podniku československou vládou provozováním plavby pověřeného ve Stětíně nebo ve Vratislavě.

Článek 3.

Až do doby, kdy v Československé republice zavedeno bude invalidní a starobní pojištění dělnictva, jsou osoby, v článku 1. odst. 2 označené, oprávněny pokračovati dobrovolně v

Abs. 2 bezeichneten Personen berechtigt, sich nach deutschem Rechte freiwillig weiterzuversichern. Die Tschechoslowakische Regierung wird bei den beteiligten Unternehmern dafür eintreten, dass die Arbeitgeber bei dieser Weiterversicherung den Beitragsanteil übernehmen, der ihnen bei der Pflichtversicherung obliegen würde. Das Nähere sollen die Tarifverträge bestimmen. Soweit diese Verträge eine Bestimmung nicht enthalten, bleibt die Pflichtversicherung nach den allgemeinen deutschen Vorschriften bestehen.

tomto pojištění podle práva německého. Československá vláda se zasadí u zúčastněných podnikatelů o to, aby zaměstnavatelé při tomto pokračování v pojištění převzali podíl příspěvku, jejž by musili platiti při pojištění povinném. Bližší určiti mají smlouvy tarifní. Pokud smlouvy tyto neobsahují o tom nijakého ustanovení, zůstává v platnosti povinné pojištění podle všeobecných předpisů německých.

Artikel 4.

Die beiden Staaten werden ihre Behörden und Versicherungsträger mit den nötigen Weisungen zum Zwecke gegenseitiger Rechtshilfe in den Angelegenheiten versehen, auf die sich dieses Übereinkommen bezieht.

Die Kosten der Rechtshilfe werden nach den Vorschriften erstattet, die in dem Staate gelten, wo Rechtshilfe geleistet wird.

Článek 4.

Oba státy dají svým úřadům a nositelům pojištění potřebné pokyny za účelem vzájemné právní pomoci ve věcech, na něž se vztahuje tato dohoda.

Útraty právní pomoci hradí se podle předpisů, které platí ve státě, v němž právní pomoc se poskytuje.

Artikel 5.

Stempel- und Gebührenbefreiungen oder -erleichterungen, die auf dem Gebiete des Arbeitsrechts und der Sozialversicherung in dem einen der beiden Staaten gelten, kommen für die in diesem Uebereinkommen geregelten Verhältnisse auch den Antrag- und Gesuchstellern in dem anderen Staate zustatten.

Článek 5.

Osvobození nebo úlevy kolkové a poplatkové, které platí v jednom z obou států v oboru práva pracovního a sociálního pojištění, platí v příčině poměrů touto dohodou upravených i ve prospěch navrhovatelů a žadatelů ve státě druhém.

Artikel 6.

Dieses Uebereinkommen soll ratifiziert werden. Die Ratifikationsurkunden sollen in Berlin ausgetauscht werden. Das Uebereinkommen tritt mit dem Tage des Austausches der Ratifikationsurkunden in Kraft und gilt auf die Dauer von drei Jahren. Wird es nicht drei Monate vor Ablauf seiner Geltungsdauer durch einen der beiden Staaten gekündigt, so bleibt es ein weiteres Jahr in Geltung.

Článek 6.

Tato dohoda bude ratifikována Ratifikační listiny budou vyměněny v Berlíně. Dohoda vstoupí v platnost dnem výměny ratifikačních listin a platí na dobu tří let. Nebude-li tři měsíce před uplynutím doby platnosti jedním z obou států vypovězena, zůstane v platnosti další rok.

Artikel 7.

Dieses Übereinkommen, dessen deutscher und dessen tschechoslowakischer Wortlaut in glei-

Článek 7.

Tato dohoda, jejíž německé a československé znění jsou právně rovnocenná, sepisuje se ve

cher Weise massgebend sind, wird in zwei Urschriften ausgefertigt, von denen eine in dem Archiv der Deutschen Regierung, die andere in dem Archiv der Tchechoslowakischen Regierung hinterlegt wird.

Geschehen in Prag, am 15. Dezember eintausendneunhundertvierundzwanzig.

dvou prvopisech, z nichž jeden bude uložen v archivu německé vlády, druhý v archivu vlády československé.

Dáno v Praze, dne 15. prosince tisícího devítistého dvacátého čtvrtého.

(L. S.) Dr. Walter Koch.
(L. S.) Dr. W. Girsa.

SCHLUSSPROTOKOLL.

Bei Unterzeichnung des Übereinkommens von heute zwischen dem Deutschen Reiche und der Tschechoslowakischen Republik über die Regelung der Arbeits- und Dienstverhältnisse und über die Sozialversicherung der Besatzung von Schiffen, die auf der Oder verkehren und von Deutschland an die Tschechoslowakei abgetreten worden sind, waren sich die beiderseitigen Bevollmächtigten über nachstehende Punkte einig :

1. Für tschechoslowakische Schiffe, auf denen Personen, die ihren Wohnsitz in Deutschland haben, beschäftigt werden, gelten die deutschen Unfallverhütungsvorschriften, und zwar auch für die Zeit, in der die Schiffe in der Tschechoslowakei verkehren.

2. Die deutschen Träger der Unfall- und Invalidenversicherung dürfen die ihnen allgemein zustehenden Kontrollmassnahmen auf den in Ziffer 1 erwähnten Schiffen innerhalb des Gebiets des Deutschen Reichs ausüben.

3. Bei Rechtshilfeersuchen (Artikel 4) werden die Behörden und Versicherungsträger der Tschechoslowakischen Republik zur Beschleunigung des Verfahrens ihren Ersuchen in der Regel eine Übersetzung in deutscher Sprache beifügen. Soweit dies nicht geschehen ist, wird das zuständige Konsulat der Tschechoslowakischen Republik auf unmittelbares Ersuchen der um Rechtshilfe angegangenen deutschen Stelle eine gebühren- und kostenfreie Übersetzung des Ersuchens liefern.

4. Die Tschechoslowakische Regierung beabsichtigt, die auf den abgetretenen

ZÁVĚREČNÝ PROTOKOL.

Při podpisu dohody z dnešního dne mezi říší Německou a Republikou Československou o úpravě pracovních a služebních poměrů a o sociálním pojištění posádek na lodích, plujících na Odře a postoupených Německem Československu, shodli se zmocněnci obou stran na těchto bodech :

1. Pro lodi československé, na kterých zaměstnány jsou osoby mající své bydliště v Německu, platí německá ochranná opatření proti úrazu a to i pro dobu, kdy lodi jsou v Československu.

2. Němečtí nositelé pojištění úrazového a invalidního smějí prováděti na lodích pod číslem I označených v území Německé říše kontrolní opatření jim všeobecně příslušející.

3. Při žádostech za právní pomoc (článek 4.) připojí úřady a nositelé pojištění Republiky Československé k urychlení řízení ke svým žádostem zpravidla překlad v německém jazyku. Nestane-li se tak, dodá příslušný konsulát Československé Republiky k bezprostřední žádosti německého úřadu za právní pomoc dožádaného, bezplatný a poplatku prostý překlad.

4. Československá vláda má v úmyslu převzíti mužstva na postoupených oder-

Oderschiffen bediensteten Mannschaften zu übernehmen. Sie behält sich jedoch hinsichtlich der nach dem 1. Juli 1922 eingetretenen Mannschaften Ausnahmen vor. Im Übrigen liegt es nicht in ihrer Absicht, die wohlbegründeten Ansprüche der in den tschechoslowakischen Dienst übertretenden Besatzung aus ihrem bisherigen Arbeits- und Dienstverhältnis zu beeinträchtigen.

Prag, am 15. Dezember eintausendneunhundertvierundzwanzig.

kých lodích zaměstnaná. Vyhražuje si však výjimky v příčině mužstev vstoupivších do služeb po I. červenci 1922. Jinak není jejím úmyslem omezovati řádně vzniklé nároky posádek do československých služeb přestupujících z posavadního pracovního a služebního poměru.

V Praze, dne 15. prosince tisícího devítistého dvacátého čtvrtého.

(L. S.) Dr. Walter Koch.
(L. S.) Dr. W. Girsa.

---

[1] Traduction.

N° 1248. — CONVENTION ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA TCHÉCOSLOVAQUIE CONCERNANT LE RÈGLEMENT DES CONDITIONS DE TRAVAIL ET DE SERVICE ET LES ASSURANCES SOCIALES DES ÉQUIPAGES DES BATEAUX NAVIGUANT SUR L'ODER ET CÉDÉS PAR L'ALLEMAGNE A LA TCHÉCOSLOVAQUIE, SIGNÉE A PRAGUE, LE 15 DÉCEMBRE 1924.

Le Reich allemand et la République tchécoslovaque, animés du désir de régler les conditions de travail et de service, ainsi que les questions relatives aux assurances sociales des équipages des bateaux naviguant sur l'Oder cédés par l'Allemagne à la Tchécoslovaquie, ont décidé de conclure, à ce sujet, une convention.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translation.

No. 1248. — CONVENTION BETWEEN GERMANY AND CZECHOSLOVAKIA FOR THE REGULATION OF LABOUR AND SERVICE CONDITIONS AND THE SOCIAL INSURANCE OF THE CREWS OF VESSELS NAVIGATING ON THE ODER AND CEDED BY GERMANY TO CZECHOSLOVAKIA, SIGNED AT PRAGUE, DECEMBER 15, 1924.

The German Reich and the Republic of Czechoslovakia, being desirous of regulating the conditions of labour and service and the social insurance of the crews of vessels navigating on the Oder and ceded by Germany to Czechoslovakia, have decided to conclude a Convention on this subject.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

A cet effet, ils ont désigné comme plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND :

Le Dr Walter KOCH, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

Le Dr Wenzel GIRSA, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Les personnes domiciliées en Allemagne et employées sur les bateaux naviguant sur l'Oder cédés par l'Allemagne à la Tchécoslovaquie, relèvent de la législation allemande sur le travail et les assurances sociales. La présente stipulation s'applique également aux périodes pendant lesquelles les bateaux se trouvent en territoire tchécoslovaque.

Les personnes domiciliées en Tchécoslovaquie et employées sur les bateaux spécifiés au premier paragraphe, relèvent de la législation tchécoslovaque sur le travail et les assurances sociales. La présente stipulation s'applique également aux périodes pendant lesquelles les bateaux se trouvent en territoire allemand.

Les personnes employées exclusivement sur le territoire de l'un des deux Etats sont considérées, au sens de la présente convention, comme domiciliées dans ledit Etat.

Article 2.

En ce qui concerne les personnes domiciliées en Allemagne et employées sur les bateaux en question, il appartient à la direction ou à la succursale de Stettin, ou de Breslau, de l'entreprise chargée de la navigation sur l'Oder par le Gouvernement tchécoslovaque, d'exercer les droits et de remplir les obligations que la législation allemande et l'article premier de la présente convention reconnaissent ou imposent à l'employeur ou à l'entreprise.

And for this purpose have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH :

Dr. Walter KOCH, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary ;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF CZECHOSLOVAKIA :

Dr. Wenzel GIRSA, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary ;

Who, having exchanged their full powers found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article 1.

Persons who are domiciled in Germany and are employed on vessels navigating on the Oder and ceded by Germany to Czechoslovakia shall be subject, as regards labour and social insurance, to the German laws and regulations. This provision shall hold good even while the vessels are in Czechoslovak territory.

Persons who are domiciled in Czechoslovakia and employed on the vessels referred to in the first paragraph of this Article shall be subject as regards labour and social insurance to the Czechoslovak laws and regulations. This provision shall hold good even while the vessels are in German territory.

Persons who are employed solely in the territory of one of the two States shall be regarded for the purposes of the present Convention as domiciled in that State.

Article 2.

As regards persons who are domiciled in Germany and who are employed on the abovementioned vessels, the Board of Management, or the Branch Office at Stettin or Breslau, of the enterprise which has been commissioned by the Czechoslovak Government to conduct the navigation on the Oder, shall be responsible for exercising the rights and complying with the obligations which are conferred or imposed on employers or enterprises by the German law and by Article 1 of the present Convention.

Article 3.

Jusqu'au moment où l'assurance-invalidité et l'assurance-vieillesse des ouvriers auront été introduites dans la République tchécoslovaque, les personnes spécifiées au second paragraphe de l'article premier pourront continuer à s'assurer facultativement conformément au droit allemand. Le Gouvernement tchécoslovaque interviendra auprès des entreprises intéressées pour que les employeurs, dans le cas d'assurances ainsi continuées, prennent à leur charge la part des cotisations qui leur incomberaient en cas d'assurance obligatoire. Les détails seront réglés par les conventions tarifaires. A défaut de dispositions insérées dans lesdites conventions, les règlements généraux allemands sur l'assurance obligatoire restent applicables.

Article 4.

Les deux Etats donneront à leurs autorités et à leurs instituts d'assurance les instructions nécessaires pour qu'ils se prêtent mutuellement leur concours dans les cas auxquels s'applique la présente convention.

Les frais résultant de cette assistance seront réglés conformément aux dispositions en vigueur dans l'Etat qui prête son concours.

Article 5.

Les exonérations et dégrèvements de droits de timbre et de taxes, accordés dans l'un des deux Etats en matière relevant de la législation du travail et de l'assistance sociale, s'appliqueront également dans l'autre Etat, aux requêtes et demandes relevant de la présente convention.

Article 6.

La présente convention devra être ratifiée. Les instruments de ratification seront échangés à Berlin. La convention entrera en vigueur le jour de l'échange des instruments de ratifica-

Article 3.

Until such time as invalidity and old age insurance of workers shall have been introduced in the Czechoslovak Republic, the persons referred to in the second paragraph of Article 1 shall be entitled to continue, voluntarily, to insure themselves under the German law. The Czechoslovak Government will issue the necessary instructions to the enterprises concerned, to ensure that, where insurance is thus continued the employers shall assume the share of the contributions for which they would be responsible under the system of compulsory insurance. Further details regarding this matter shall be laid down in the Tariff Treaties. If these Treaties contain no provisions in regard to this matter, the general German regulations on compulsory insurance shall apply.

Article 4.

The two Contracting States shall instruct their respective authorities and insurance institutions to afford each other mutual legal assistance in the matters dealt with by the present Convention.

The costs of legal assistance shall be reimbursed in conformity with the regulations in force in the State in which the legal assistance has been rendered.

Article 5.

Where exemptions from stamp duties and fees, or abatements of such charges, are conceded in either State, in proceedings connected with labour legislation or social insurance, the same exemptions and abatements shall be conceded, in matters provided for by the present Convention, to the authors of requests and applications in the other State.

Article 6.

The present Convention shall be ratified. The instruments of ratification shall be exchanged at Berlin. The Convention shall come into force on the date on which the instruments of

tion, pour une période de trois ans. Si elle n'est pas dénoncée par l'un des deux Etats trois mois avant l'expiration de sa validité, elle restera en vigueur pendant une nouvelle année.

ratification are exchanged and shall remain in force for a period of three years. If it has not been denounced by either State three months before the expiration of its term of validity, it shall remain in force for an additional year.

Article 7.

La présente convention, dont le texte allemand et le texte tchécoslovaque font également foi, est établie en deux originaux, qui seront déposés l'un dans les archives du Gouvernement allemand, et l'autre dans les archives du Gouvernement tchécoslovaque.

Fait à Prague, le quinze décembre mil neuf cent vingt-quatre.

Article 7.

The present Convention, of which the German and Czechoslovak texts are equally authentic, has been done in two original copies, one of which shall be deposited in the archives of the German Government and one in the archives of the Czechoslovak Government.

Done at Prague on December fifteen, One thousand nine hundred and twenty-four.

(L. S.) *(Signed)* Dr Walter Koch.
(L. S.) *(Signed)* Dr W. Girsa.

PROTOCOLE FINAL

A l'occasion de la signature de la Convention conclue ce jour entre le Reich allemand et la République tchécoslovaque et concernant le règlement des conditions de travail et de service et les assurances sociales des équipages des bateaux naviguant sur l'Oder cédés par l'Allemagne à la Tchécoslovaquie, les plénipotentiaires des deux Parties contractantes sont convenus des points suivants :

1° Les règlements allemands relatifs à la prévention des accidents s'appliqueront aux bateaux tchécoslovaques sur lesquels sont employées des personnes domiciliées en Allemagne, même pendant le temps où ces bateaux se trouvent en Tchécoslovaquie ;

2° Les instituts allemands d'assurance-accidents et invalidité pourront exercer, à l'intérieur du territoire allemand, leur contrôle réglementaire sur les bateaux visés au chiffre 1 ;

3° Dans le cas de demande de concours (article 4), les autorités et instituts d'assurances de la République tchécoslovaque, en vue d'accélérer la procédure, joindront,

FINAL PROTOCOL.

When proceeding to sign the Convention of to-day's date between the German Reich and the Czechoslovak Republic concerning the regulation of labour and service conditions and the social insurance of the crews of vessels navigating on the Oder and ceded by Germany to Czechoslovakia, the Plenipotentiaries of the two Parties have agreed regarding the following points :

(1) The German regulations regarding the prevention of accidents shall apply to Czechoslovak vessels on which persons domiciled in Germany are employed, even while such vessels are in Czechoslovakia ;

(2) The German institutions which undertake accident and invalidity insurance shall be entitled to carry out such inspections of the vessels mentioned in paragraph 1, as are within their general competence, in the territory of the German Reich ;

(3) In cases of requests for legal assistance (Article 4), the authorities and insurance institutions of the Czechoslovak Republic shall, as a rule, cause the request

en règle générale, à leur demande, une traduction en langue allemande. Si cette traduction n'est pas jointe, le consulat compétent de la République tchécoslovaque fournira, sur requête qui lui sera directement adressée par l'autorité allemande invitée à prêter son concours, une traduction, sans frais ni taxe, de la demande ;

4° Le Gouvernement tchécoslovaque se propose de reprendre les équipages employés sur les bateaux de l'Oder qui lui ont été cédés. Il se réserve, toutefois, le droit de faire des exceptions en ce qui concerne les hommes entrés en service après le 1er juillet 1922. Cependant, il n'a nullement l'intention de porter atteinte aux droits légitimes résultant, pour les équipages passant au service de la Tchécoslovaquie, de leurs états antérieurs de travail et de service.

PRAGUE, *le quinze décembre* 1924.

to be accompanied by a German translation with a view to expediting the procedure. In cases in which this has not been done, the competent consulate of the Czechoslovak Republic shall furnish a translation of the request, free of all charges and fees, on application being made to it direct by the German authority to which the request for legal assistance has been addressed ;

(4) It is the intention of the Czechoslovak Government to take over the personnel employed on the vessels of the Oder navigation which have been ceded to it. Nevertheless, it reserves its right to make exceptions in the case of personnel engaged since July 1, 1922. It does not, however, propose to do anything to prejudice legitimate claims arising out of the former employment and service conditions of the crews passing into the service of Czechoslovakia.

PRAGUE, *December fifteen,* 1924.

(L. S.) *(Signé)* Dr Walter KOCH. *(Signed)*
(L. S.) *(Signé)* Dr W. GIRSA. *(Signed)*

N° 1249.

ALLEMAGNE ET TCHÉCOSLOVAQUIE

Convention concernant le règlement des conditions de travail et de service et les assurances sociales des équipages des bateaux tchécoslovaques naviguant sur l'Elbe, avec protocole final. Signée à Prague, le 15 décembre 1924.

GERMANY AND CZECHOSLOVAKIA

Convention for the Regulation of the Labour and Service Conditions and the Social Insurance of the Crews of Czechoslovak Vessels navigating on the Elbe, with Final Protocol. Signed at Prague, December 15, 1924.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

No. 1249. — ÜBEREINKOMMEN [1] ZWISCHEN DEM DEUTSCHEN REICHE UND DER TSCHECHOSLOWAKISCHEN REPUBLIK ÜBER DIE REGELUNG DER ARBEITS- UND DIENSTVERHÄLTNISSE UND ÜBER DIE SOZIALVERSICHERUNG DER BESATZUNG VON TSCHECHOSLOWAKISCHEN SCHIFFEN, DIE AUF DER ELBE VERKEHREN, GEZEICHNET IN PRAG, AM 15. DEZEMBER 1924.

Textes officiels allemand et tchèque communiqués par le consul général d'Allemagne à Genève[2]. *L'enregistrement de cette convention a eu lieu le* 3 *août* 1926.

DAS DEUTSCHE REICH und DIE TSCHECHOSLOWAKISCHE REPUBLIK, von dem Wunsche geleitet, die Arbeits- und Dienstverhältnisse und die Sozialversicherung für die Besatzung von tschechoslowakischen Schiffen zu regeln, die auf der Elbe verkehren, haben beschlossen, ein Übereinkommen darüber zu schliessen.

Zu diesem Zwecke haben zu ihren Bevollmächtigten ernannt :

DER DEUTSCHE REICHSPRÄSIDENT :

Herrn Dr. Walter KOCH, ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister, und

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Prague, le 19 novembre 1925.

[2] Vol. II, page 60 (renvoi), de ce recueil.

TEXTE TCHÈQUE. — CZECH TEXT.

No. 1249. — DOHODA[1] MEZI ŘÍŠÍ NĚMECKOU A REPUBLIKOU ČESKOSLOVENSKOU O ÚPRAVĚ PRACOVNÍCH A SLUŽEBNÍCH POMĚRŮ A O SOCIÁLNÍM POJIŠTĚNÍ POSÁDEK NA ČESKOSLOVENSKÝCH LODÍCH PLUJÍCÍCH NA LABI, PODEPSANÁ V PRAZE, DNE 15. PROSINCE, 1924.

German and Czech official texts communicated by the German Consul-General at Geneva[2]. *The registration of this Convention took place August* 3, 1926.

ŘÍŠE NĚMECKÁ a REPUBLIKA ČESKOSLOVENSKÁ, přejíce si upraviti pracovní a služební poměry a sociální pojištění posádek na československých lodích plujících na Labi, usnesly se sjednati o tom dohodu.

Za tím účelem jmenovali svými zmocněnci :

NĚMECKÍ ŘÍŠSKÝ PRESIDENT :

pana dra Waltera KOCHA, mimořádného vyslance a zplnomocněného ministra a

[1] The exchange ot ratifications took place at Prague, November 19, 1925.

[2] Vol. II, page 60 (foot-note), of this Series.

DER PRÄSIDENT DER TSCHECHOSLOWAKISCHEN REPUBLIK :

Herrn Dr. Wenzel GIRSA, ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister, die nach Austausch ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten folgendes vereinbart haben :

Artikel 1.

Personen, die in Deutschland ihren Wohnsitz haben und auf tschechoslowakischen Schiffen beschäftigt sind, unterstehen dem deutschen Arbeitsrecht und der deutschen Sozialversicherung. Dies gilt auch für die Zeit, in der die Schiffe in der Tschechoslowakei verkehren.

Personen, die ihren Wohnsitz in der Tschechoslowakei haben und auf tschechoslowakischen Schiffen beschäftigt sind, unterstehen dem tschechoslowakischen Arbeitsrecht und der tschechoslowakischen Sozialversicherung. Dies gilt auch für die Zeit, in der die Schiffe in Deutschland verkehren.

Personen, die ausschliesslich in dem Gebiete des einen der beiden Staaten beschäftigt werden, haben im Sinne dieses Übereinkommens ihren Wohnsitz in diesem Staate.

Artikel 2.

Für Personen, die in Deutschland ihren Wohnsitz haben und auf Schiffen der Tschechoslowakischen Elbe-Schiffahrts-Aktiengesellschaft beschäftigt werden, hat die Zweigniederlassung dieser Gesellschaft in Hamburg die Rechte auszuüben und die Pflichten zu erfüllen, welche die deutsche Gesetzgebung und Artikel 1 dieses Übereinkommens dem Arbeitgeber oder Betriebsunternehmer einräumen oder auferlegen.

Artikel 3.

Bis zu dem Zeitpunkt, in welchem in der Tschechoslowakischen Republik die Invaliditäts- und Altersversicherung der Arbeiterschaft eingeführt sein wird, sind die in Artikel 1 Abs. 2 bezeichneten Personen berechtigt, sich nach deutschem Rechte freiwillig weiter zu versichern. Die Tschechoslowakische Regierung wird bei den beteiligten Unternehmern dafür eintreten, dass die Arbeitgeber bei dieser Weiterversicherung den Beitragsanteil übernehmen, der ihnen bei der Pflichtversicherung

PRESIDENT REPUBLIKY ČESKOSLOVENSKÉ :

pana dra Václava GIRSU, mimořádného vyslance a zplnomocněného ministra,

kteří, vyměnivše si navzájem plné moci, jež shledali správnými a náležitými, shodli se na tomto :

Článek 1.

Osoby, které mají své bydliště v Německu a zaměstnány jsou na československých lodích, podléhají německému právu pracovnímu a německému sociálnímu pojištění. To platí i pro dobu, kdy lodi jsou v Československu.

Osoby, které mají své bydliště v Československu a zaměstnány jsou na československých lodích, podléhají československému právu pracovnímu a československému sociálnímu pojištění. To platí i pro dobu, kdy lodi jsou v Německu.

Osoby, které jsou zaměstnány výhradně v území jednoho z obou států, mají ve smyslu této dohody své bydliště v tomto státě.

Článek 2.

Pro osoby, které mají své bydliště v Německu a zaměstnány jsou na lodích Československé plavební akciové společnosti Labské, vykonává práva a plní povinnosti, jež německé zákonodárství a článek 1. této dohody vyhrazuje nebo ukládá zaměstnavateli nebo podnikateli, pobočný závod této společnosti v Hamburku.

Článek 3.

Až do doby, kdy v Československé Republice zavedeno bude invalidní a starobní pojištění dělnictva, jsou osoby, v článku 1. odst. 2 označené, oprávněny pokračovati dobrovolně v tomto pojištění podle práva německého. Československá vláda se zasadí u zúčastněných podnikatelů o to. aby zaměstnavatelé při tomto pokračování v pojištění převzali podíl příspěvku jejž by musili platiti při pojištění povinném. Bližší určiti mají smlouvy tarifní. Pokud smlouvy tyto neobsahují o tom nějakého usta-

obliegen würde. Das Nähere sollen die Traifverträge bestimmen. Soweit diese Verträge eine Bestimmung nicht enthalten, bleibt die Pflichtversicherung nach den allgemeinen deutschen Vorschriften bestehen.

Artikel 4.

Die beiden Staaten werden ihre Behörden und Versicherungsträger mit den nötigen Weisungen zum Zwecke gegenseitiger Rechtshilfe in den Angelegenheiten versehen, auf die sich dieses Übereinkommen bezieht.

Die Kosten der Rechtshilfe werden nach den Vorschriften erstattet, die in dem Staate gelten, wo Rechtshilfe geleistet wird.

Artikel 5.

Stempel- und Gebührenbefreiungen oder -erleichterungen, die auf dem Gebiete des Arbeitsrechts und der Sozialversicherung in dem einen der beiden Staaten gelten, kommen für die in diesem Übereinkommen geregelten Verhältnisse auch den Antrag- und Gesuchstellern in dem anderen Staate zustatten.

Artikel 6.

Dieses Übereinkommen soll ratifiziert werden. Die Ratifikationsurkunden sollen so bald als möglich in Prag ausgetauscht werden. Das Übereinkommen tritt mit dem Tage des Austausches der Ratifikationsurkunden in Kraft und bleibt bis zum 31. Juli 1925 in Wirksamkeit. Wird es nicht drei Monate vor Ablauf seiner Geltungsdauer durch einen der beiden Staaten gekündigt, so bleibt es ein weiteres Jahr in Geltung.

Artikel 7.

Dieses Übereinkommen, dessen deutscher und dessen tschechoslowakischer Wortlaut in gleicher Weise massgebend sind, wird in zwei Urschriften ausgefertigt, von denen die eine im Archiv der Deutschen Regierung, die andere im Archiv der Tschechoslowakischen Regierung hinterlegt wird.

Geschehen in Prag, am 15. Dezember eintausendneunhundertvierundzwanzig.

novení, zůstává v platnosti povinné pojištění podle všeobecných předpisů německých.

Článek 4.

Oba státy dají svým úřadům a nositelům pojištění potřebné pokyny za účelem vzájemné právní pomoci ve věcech vztahujících se na tuto dohodu.

Útraty právní pomoci hradí se podle předpisů. které platí ve státě, v němž právní pomoc se poskytuje.

Článek 5.

Osvobození nebo úlevy kolkové a poplatkové, které platí v jednom z obou států v oboru práva pracovního a sociálního pojištění, platí v příčině poměrů touto dohodou upravených i ve prospěch navrhovatelů a žadatelů ve státě druhém.

Článek 6.

Tato dohoda bude ratifikována. Ratifikační listiny budou pokud možno nejdříve vyměněny v Praze. Dohoda vstoupí v platnost dnem výměny ratifikačních listin a zůstává v platnosti do 31. července 1925. Nebude-li tři měsíce před uplynutím doby platnosti jedním z obou států vypovězena, zůstane v platnosti další rok.

Článek 7.

Tato dohoda, jejíž německé a československé znění jsou právně rovnocenná, sepisuje se ve dvou prvopisech, z nichž jeden bude uložen v archivu německé vlády, druhý v archivu vlády československé.

Dáno v Praze, dne 15. prosince tisícího devítistého dvacátého čtvrtého.

(L. S.) Dr. Walter Koch.

(L. S.) Dr. W. Girsa.

SCHLUSSPROTOKOLL.

Bei Unterzeichnung des Übereinkommens von heute zwischen dem Deutschen Reiche und der Tschechoslowakischen Republik über die Regelung der Arbeits- und Dienstverhältnisse und über die Sozialversicherung der Besatzung von tschechoslowakischen Schiffen, die auf der Elbe verkehren, waren sich die beiderseitigen Bevollmächtigten über nachstehende Punkte einig :

1. Für tschechoslowakische Schiffe, auf denen Personen, die ihren Wohnsitz in Deutschland haben, beschäftigt werden, gelten die deutschen Unfallverhütungsvorschriften, und zwar auch für die Zeit, in der die Schiffe in der Tschechoslowakei verkehren.

2. Die deutschen Träger der Unfall- und Invalidenversicherung dürfen die ihnen allgemein zustehenden Kontrollmassnahmen auf den in Ziffer 1 erwähnten Schiffen innerhalb des Gebiets des Deutschen Reichs ausüben.

3. Bei Rechtshilfeersuchen (Artikel 4) werden die Behörden und Versicherungsträger der Tschechoslowakischen Republik zur Beschleunigung des Verfahrens ihren Ersuchen in der Regel eine Übersetzung in deutscher Sprache beifügen. Soweit dies nicht geschehen ist, wird das zuständige Konsulat der Tschechoslowakischen Republik auf unmittelbares Ersuchen der um Rechtshilfe angegangenen deutschen Stelle eine gebühren- und kostenfreie Übersetzung des Ersuchens liefern.

4. Die beiden Staaten setzen voraus, dass eine Schädigung der aus den bisherigen Dienst- oder Arbeitsverhältnissen sich ergebenden Rechte der in den Dienst der Tschechoslowakischen Elbe-Schiffahrts-Aktiengesellschaft übergehenden Personen nicht eintritt.

Prag, am 15. Dezember eintausendneunhundertvierundzwanzig.

ZÁVĚREČNÝ PROTOKOL.

Při podpisu dohody z dnešního dne mezi říší Německou a Republikou Československou o úpravě pracovních a služebních poměrů a o sociálním pojištění posádek na československých lodích plujících na Labi, shodli se zmocněnci obou stran na těchto bodech :

1. Pro lodi československé, na kterých zaměstnány jsou osoby mající své bydliště v Německu, platí německá ochranná opatření proti úrazu a to i pro dobu, kdy lodi jsou v Československu.

2. Němečtí nositelé pojištění úrazového a invalidního smějí prováděti na lodích pod číslem 1 označených v území Německé říše kontrolní opatření jim všeobecně příslušející.

3. Při žádostech za právní pomoc (článek 4.) připojí úřady a nositelé pojištění Republiky Československé k urychlení řízení ke svým žádostem zpravidla překlad v německém jazyku. Nestane-li se tak, dodá příslušný konsulát Československé Republiky k bezprostřední žádosti německého úřadu za právní pomoc dožádaného, bezplatný a poplatku prostý překlad.

4. Oba státy předpokládají, že osoby přecházející do služeb Československé plavební akciové společnosti labské nebudou poškozeny v právech plynoucích z posavadních služebních a pracovních poměrů.

V Praze, dne 15. prosince tisícího devítistého dvacátého čtvrtého.

(L. S.) Dr. Walter Koch.
(L. S.) Dr. W. Girsa.

[1] TRADUCTION.

N° 1249. — CONVENTION ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA TCHÉCOSLOVAQUIE CONCERNANT LE RÈGLEMENT DES CONDITIONS DE TRAVAIL ET DE SERVICE ET LES ASSURANCES SOCIALES DES ÉQUIPAGES DES BATEAUX TCHÉCOSLOVAQUES NAVIGUANT SUR L'ELBE. SIGNÉE A PRAGUE, LE 15 DÉCEMBRE 1924.

LE REICH ALLEMAND et LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE, animés du désir de régler les conditions de travail et de service, ainsi que les questions relatives aux assurances sociales des équipages des bateaux tchécoslovaques naviguant sur l'Elbe, ont décidé de conclure, à ce sujet, une convention.

A cet effet, ils ont désigné comme plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND :

Le Dr Walter KOCH, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ; et

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

Le Dr Wenzel GIRSA, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Les personnes domiciliées en Allemagne et employées sur les bateaux tchécoslovaques relè-

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] TRANSLATION.

No. 1249. — CONVENTION BETWEEN GERMANY AND CZECHOSLOVAKIA FOR THE REGULATION OF LABOUR AND SERVICE CONDITIONS AND THE SOCIAL INSURANCE OF THE CREWS OF CZECHOSLOVAK VESSELS NAVIGATING ON THE ELBE. SIGNED AT PRAGUE, DECEMBER 15, 1924.

THE GERMAN REICH and THE REPUBLIC OF CZECHOSLOVAKIA, being desirous of regulating the conditions of labour and service and the social insurance of the crews of Czechoslovak vessels navigating on the Elbe, have decided to conclude a Convention on this subject,

And for this purpose have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH :

Dr. Walter KOCH, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary ;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF CZECHOSLOVAKIA :

Dr. Wenzel GIRSA, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary ;

Who, having exchanged their full powers found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article 1.

Persons who are domiciled in Germany and are employed on Czechoslovak vessels, shall be

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

vent de la législation allemande sur le travail et les assurances sociales. La présente stipulation s'applique également aux périodes pendant lesquelles les bateaux se trouvent en territoire tchécoslovaque.

Les personnes domiciliées en Tchécoslovaquie et employées sur les bateaux tchécoslovaques relèvent de la législation tchécoslovaque sur le travail et les assurances sociales. La présente stipulation s'applique également aux périodes pendant lesquelles les bateaux se trouvent en territoire allemand.

Les personnes employées exclusivement sur le territoire de l'un des deux Etats sont considérées, au sens de la présente convention, comme domiciliées dans ledit Etat.

Article 2.

En ce qui concerne les personnes domiciliées en Allemagne et employées sur les bateaux de la compagnie tchécoslovaque de navigation sur l'Elbe, il appartient à la succursale de cette compagnie à Hambourg, d'exercer les droits et de remplir les obligations que la législation allemande et l'article premier de la présente convention reconnaissent ou imposent à l'employeur ou à l'entreprise.

Article 3.

Jusqu'au moment où l'assurance-invalidité et l'assurance-vieillesse des ouvriers auront été introduites dans la République tchécoslovaque, les personnes spécifiées au paragraphe second de l'article premier pourront continuer à s'assurer facultativement conformément au droit allemand. Le Gouvernement tchécoslovaque interviendra auprès des entreprises intéressées pour que les employeurs, dans le cas d'assurances ainsi continuées, prennent à leur charge la part des cotisations qui leur incomberaient en cas d'assurance obligatoire. Les détails seront réglés par les conventions tarifaires. A défaut de dispositions insérées dans lesdites conventions, les règlements généraux allemands sur l'assurance obligatoire restent applicables.

Article 4.

Les deux Etats donneront à leurs autorités et à leurs instituts d'assurance les instructions

subject, as regards labour and social insurance, to the German laws and regulations. This provision shall hold good even while the vessels are in Czechoslovak territory.

Persons who are domiciled in Czechoslovakia and employed on Czechoslovak vessels shall be subject, as regards labour and social insurance, to the Czechoslovak laws and regulations. This provision shall hold good even while the vessels are in German territory.

Persons who are employed solely in the territory of one of the two States shall be regarded for the purposes of the present Convention as domiciled in that State.

Article 2.

As regards persons who are domiciled in Germany and who are employed on the vessels of the Czechoslovak Elbe Navigation Company, the Branch Office of this company at Hamburg, shall be responsible for exercising the rights and complying with the obligations which are conferred or imposed on employers or enterprises by the German law and by Article 1 of the present Convention.

Article 3.

Until such time as invalidity and old age insurance of workers shall have been introduced in the Czechoslovak Republic, the persons referred to in second paragraph of Article 1 shall be entitled to continue, voluntarily, to insure themselves under the German law. The Czechoslovak Government will issue the necessary instructions to the enterprises concerned to ensure that, where insurance is thus continued, the employers shall assume the share of the contributions for which they would be responsible under the system of compulsory insurance. Further details regarding this matter shall be laid down in the Tariff Treaties. If these Treaties contain no provisions in regard to this matter, the general German regulations on compulsory insurance shall apply.

Article 4.

The two Contracting States shall instruct their respective authorities and insurance

nécessaires pour qu'ils se prêtent mutuellement leur concours dans les cas auxquels s'applique la présente convention.

Les frais résultant de cette assistance seront réglés conformément aux dispositions en vigueur dans l'Etat qui prête son concours.

Article 5.

Les exonérations et dégrèvements de droits de timbre et de taxes, accordés dans l'un des deux Etats en matière relevant de la législation du travail et de l'assistance sociale, s'appliqueront également, dans l'autre Etat, aux requêtes et demandes relevant de la présente convention.

Article 6.

La présente convention devra être ratifiée. Les instruments de ratification seront échangés à Prague dans le plus bref délai possible. La convention entrera en vigueur le jour de l'échange des instruments de ratification et restera en vigueur jusqu'au 31 juillet 1925. Si elle n'est pas dénoncée par l'un des deux Etats trois mois avant l'expiration de sa validité, elle restera en vigueur pendant une nouvelle année.

Article 7.

La présente convention, dont le texte allemand et le texte tchécoslovaque font également foi, est établie en deux originaux qui seront déposés l'un dans les archives du Gouvernement allemand, l'autre dans les archives du Gouvernement tchécoslovaque.

Fait à Prague, le quinze décembre mil neuf cent vingt-quatre.

institutions to afford each other mutual legal assistance in the matters dealt with by the present Convention.

The costs of legal assistance shall be reimbursed in conformity with the regulations in force in the State in which the legal assistance has been rendered.

Article 5.

Where exemptions from stamp duties and fees, or abatements of such charges are accorded in either State in proceedings connected with labour legislation and social insurance, the same exemptions or abatements shall be accorded, in matters provided for by the present Convention, to the authors of requests or applications in the other State.

Article 6.

The present Convention shall be ratified. The instruments of ratification shall be exchanged as soon as possible at Prague. The Convention shall come into force on the date on which the instruments of ratification are exchanged and shall remain in force till July 31, 1925. If it has not been denounced by either State three months before the expiration of its term of validity, it shall remain in force for an additional year.

Article 7.

The present Convention, of which the German and Czechoslovak texts are equally authentic, has been done in two original copies, one of which shall be deposited in the archives of the German Government and one in the archives of the Czechoslovak Government.

Done at Prague on December fifteen, One thousand nine hundred and twenty-four.

(L. S.) *(Signé)* Dr Walter Koch. *(Signed)*
(L. S.) *(Signé)* Dr W. Girsa. *(Signed)*

PROTOCOLE FINAL

A l'occasion de la signature de la Convention conclue ce jour entre le Reich allemand et la République tchécoslovaque et concernant le réglement des conditions de travail et de service et les assurances sociales des équipages de bateaux tchécoslovaques naviguant sur l'Elbe, les plénipotentiaires des deux Parties contractantes sont convenus des points suivants :

1° Les règlements allemands relatifs à la prévention des accidents s'appliqueront aux bateaux tchécoslovaques sur lesquels sont employées des personnes domiciliées en Allemagne, même pendant le temps où ces bateaux se trouvent en Tchécoslovaquie ;

2° Les instituts allemands d'assurances-accidents et invalidité pourront exercer, à l'intérieur du territoire allemand, leur contrôle réglementaire sur les bateaux visés au chiffre 1 ;

3° Dans le cas de demande de concours (Article 4), les autorités et instituts d'assurances de la République tchécoslovaque, en vue d'accélérer la procédure, joindront, en règle générale, à leur demande, une traduction en langue allemande. Si cette traduction n'est pas jointe, le consulat compétent de la République tchécoslovaque fournira, sur requête qui lui sera directement adressée par l'autorité allemande invitée à prêter son concours, une traduction, sans frais ni taxe, de la demande ;

4° Les deux Etats conviennent qu'il ne sera pas porté atteinte aux droits acquis, en raison de leurs états de service antérieurs, par les personnes passant au service de la Compagnie tchécoslovaque de navigation sur l'Elbe.

PRAGUE, *le quinze décembre* 1924.

FINAL PROTOCOL.

When proceeding to sign the Convention of to-day's date between the German Reich and the Czechoslovak Republic concerning the regulation of labour and service conditions and the social insurance of the crews of Czechoslovak vessels navigating on the Elbe, the Plenipotentiaries of the two Parties agreed regarding the following points :

(1) The German regulations regarding the prevention of accidents shall apply to Czechoslovak vessels on which persons domiciled in Germany are employed, even while such vessels are in Czechoslovakia ;

(2) The German institutions which undertake accident and invalidity insurance shall be entitled to carry out such inspections of the vessels mentioned in paragraph 1 as are within their general competence, in the territory of the German Reich ;

(3) In cases of requests for legal assistance (Article 4), the authorities and insurance institutions of the Czechoslovak Republic shall, as a rule, cause the request to be accompanied by a German translation, with a view to expediting the procedure. In cases in which this has not been done, the competent consulate of the Czechoslovak Republic shall furnish a translation of the request, free of all charges and fees, on application being made to it direct by the German authority to which the request for legal assistance has been addressed ;

(4) The two States are entirely agreed that nothing shall be done to prejudice the rights acquired, in virtue of their former service, by the persons passing into the service of the Czechoslovak Elbe Navigation Company.

PRAGUE, *December fifteen* 1924.

(L. S.) *(Signé)* Dr Walter KOCH. *(Signed)*
(L. S.) *(Signé)* Dr W. GIRSA. *(Signed)*

N° 1250.

ALLEMAGNE ET POLOGNE

Arrangement relatif à l'octroi de facilités dans le petit trafic frontalier. Signé à Dantzig, le 30 décembre 1924.

GERMANY AND POLAND

Agreement relative to the Granting of Facilities in Minor Frontier Traffic. Signed at Danzig, December 30, 1924.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

No. 1250. — ABKOMMEN[1] ZWISCHEN DEUTSCHLAND UND POLEN ÜBER ERLEICHTERUNGEN IM KLEINEN GRENZVERKEHR, GEZEICHNET IN DANZIG, AM 30. DEZEMBER 1924.

Textes officiels allemand et polonais communiqués par le consul général d'Allemagne à Genève[2] et par le délégué de la Pologne à la Société des Nations. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 3 août 1926.

DEUTSCHLAND einerseits und POLEN anderseits in Erwägung, dass in dem am 29. April 1922 in Posen unterzeichneten Abkommen[3] über Erleichterungen des Grenzverkehrs und in dem am 23. Februar 1924 in Warschau unterzeichneten Abkommen[4] über den oberschlesischen Grenzbezirk das Ausserkrafttreten jedes der beiden Abkommen für den 31. Dezember 1924 vorgesehen ist, haben, von dem Wunsche geleitet, auch nach diesem Zeitpunkt den Grenzbewohnern Vergünstigungen für den Grenzverkehr zu sichern, zwecks Abschlusses eines entsprechenden Abkommens als Bevollmächtigte

DEUTSCHLAND :

den Gesandten Herrn Dr. Paul ECKARDT,

POLEN :

den Leiter des Transitkomitees im Ministerium des Äussern Herrn Jerzy BOGORYA-KURZENIECKI

bestellt, die nach Austausch und Prüfung ihrer als gut und in gehöriger Form befundenen Vollmachten über folgende Bestimmungen übereingekommen sind :

PERSÖNLICHE ERLEICHTERUNGEN.

Artikel 1.

1. Personen, die innerhalb der Grenzkreise nicht mehr als 10 Kilometer von der deutsch-polnischen Grenze entfernt wohnen und sich dort länger als drei Monate aufhalten, können auf Grund von Grenzausweisen nach Massgabe der folgenden Artikel die Grenze überschreiten und sich jenseits der Grenze aufhalten. Beamte geniessen diese Vergünstigung vom Tage ihres Dienstantritts ab.

2. Als Grenzkreise sind die an die deutsch-polnische Grenze angrenzenden Kreise anzusehen. Falls sich ein besonderes Bedürfnis herausstellt, kann jede der beiden Regierungen als zu einem

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Varsovie, le 22 juin 1926.

[2] Vol. II, page 60 (renvoi), de ce recueil.

[3] Vol. XXI, page 391, de ce recueil.

[4] Vol. XLI, page 197, de ce recueil.

TEXTE POLONAIS. — POLISH TEXT.

No. 1250. — KONWENCJA[1] MIĘDZY NIEMCAMI A POLSKĄ O UŁATWIENIACH W MAŁYM RUCHU GRANICZNYM, PODPISANA W GDAŃSKU DNIA 30 GRUDNIA, 1924 R.

German and Polish official texts communicated by the German Consul-General at Geneva[2] *and by the Polish Delegate accredited to the League of Nations. The registration of this Arrangement took place August* 3, 1926.

NIEMCY z jednej strony a POLSKA z drugiej zważywszy, że w Konwencji [3], podpisanej w Poznaniu, 29 kwietnia 1922 o ułatwieniach w ruchu granicznym i w Konwencji [4], podpisanej w Warszawie, 23. lutego 1924, o górnośląskim pasie granicznym, przewidziane jest wygaśnięcie każdej z tych Konwencji dnia 31 grudnia 1924, ożywione pragnieniem zapewnić i po tym czasie mieszkańcom pogranicza ułatwienia w ruchu granicznym, zamianowały w celu zawarcia odpowiedniej konwencji jako pełnomocników ;

NIEMCY :

Posła Dr. Paul ECKARDT,

POLSKA :

Kierownika Komitetu Tranzytowego w Ministerjum Spraw Zagranicznych, p. Jerzego BOGORYA-KURZENIECKIEGO,

którzy po wymianie i sprawdzeniu swych pełnomocnictw, uznanych za dobre i sporządzone we właściwej formie, uzgodnili następujące postanowienia :

I. UŁATWIENIA OSOBISTE.

Artykuł 1.

1. Osoby, zamieszkałe w obrębie powiatów granicznych, lecz nie dalej, niż w odległości 10 kilometrów od granicy niemiecko-polskiej, i przebywające tam przynajmniej od trzech miesięcy, mogą na podstawie przepustek granicznych i podług postanowień następnych artykułów przekraczać granicę i przebywać po jej drugiej stronie. Urzędnicy korzystają z tego ułogodnienia od dnia rozpoczęcia służby.

2. Za powiaty graniczne uważa się powiaty, przylegające do niemiecko-polskiej granicy. W razie szczególnej potrzeby może każdy z obu Rządów uznać za powiaty graniczne, w rozumieniu

[1] The exchange of ratifications took place at Warsaw, June 22, 1926.

[2] Vol. II, page 60 (foot-note), of this Series.

[3] Vol. XXI, page 391, of this Series.

[4] Vol. XLI, page 197, of this Series.

Grenzkreis im Sinne dieses Abkommens gehörig, Teile anderer benachbarter Kreise bezeichnen, die nicht mehr als zehn Kilometer von der deutsch-polnischen Grenze entfernt sind ; hiervon ist der Regierung des anderen Teiles Mitteilung zu machen.

Artikel 2.

Der Grenzausweis berechtigt den Inhaber :

a) die Grenze an bestimmten Übergangsstellen zu Fuss, zu Pferde, zu Rad, im Wagen, im Schlitten, im Kraftfahrzeug sowie mit der Eisenbahn zu überschreiten,

b) sich in einer Entfernung von nicht mehr als zehn Kilometer von der Grenze innerhalb des jenseits der Grenze gelegenen Kreises aufzuhalten, der an den Kreis angrenzt, in dem der Ausweis ausgestellt worden ist. Grenzt der Kreis an mehrere jenseits der Grenze liegende Kreise, so erstreckt sich die Aufenthaltsberechtigung auf alle diese Kreise. Im Falle eines besonderen Bedürfnisses ist die ausstellende Behörde berechtigt, die Gültigkeit des Ausweises auf die beiderseits benachbarten Grenzkreise zu erstrecken.

Artikel 3.

1. Die Grenzausweise werden ausgestellt :

a) als Ausweise für eine einmalige Reise — in roter Farbe,
b) als Dauerausweise — in grüner Farbe,
c) als Wirtschaftsausweise — in brauner Farbe.

2. Zu den Ausweisen sind Vordrucke in deutscher und polnischer Sprache in der auf Grund des Abkommens vom 29. April 1922 eingeführten Form, jedoch mit der Massgabe zu verwenden, dass die Wiedergabe der Vertragsbestimmungen entsprechend dem gegenwärtigen Abkommen geändert wird.

3. Die Ausweise müssen enthalten :

a) Vor- und Zuname, Stand oder Beruf, Geburtsort und Geburtstag sowie Wohnsitz des Inhabers,
b) Zweck der Reise,
c) Grenzübergangsstelle,
d) Bezeichnung der Kreise, innerhalb deren der Ausweis gilt,
e) die sich aus dem Reisezweck oder anderen Gründen ergebenden räumlichen und zeitlichen Beschränkungen des Aufenthalts jenseits der Grenze,
f) Angaben über etwa mitzunehmende jugendliche Personen (Artikel 5).

4. Die Ausweise müssen mit einem amtlich abzustempelnden Lichtbild und mit Unterschrift oder Handzeichen des Inhabers versehen sein. Des Lichtbildes bedarf es nicht, wenn der Ausweisinhaber einen sonstigen mit Lichtbild versehenen amtlichen oder amtlich beglaubigten Ausweis über seine Person vorweist.

Artikel 4.

1. Die Ausweise werden auf deutscher Seite von den Landräten und den Polizeibehörden der Stadtkreise, auf polnischer Seite von den Verwaltungsbehörden erster Instanz ausgestellt.

2. Wenn ein besonders dringender Grund für eine einmalige Reise glaubhaft gemacht wird und ein Ausweis von der nach Abs. 1. zuständigen Behörde nicht rechtzeitig beschafft werden kann, so ist die Ausstellung auf deutscher Seite auch durch die Ortspolizeibehörde, auf polnischer Seite auch durch die Distriktskommissare oder sonstige noch zu bestimmende Behörden zulässig, worüber gegebenenfalls der Deutschen Regierung eine Mitteilung zugehen wird.

3. Örtlich zuständig ist die Behörde, in deren Bezirke der Ausweisbewerber seinen Wohnsitz hat.

niniejszej Konwencji, części innych sąsiadujących powiatów, położonych w odległości większej, niż 10 kilometrów od granicy niemiecko-polskiej, o czem zawiadomić należy Rząd drugiej Strony.

Artykuł 2.

Przepustka graniczna uprawnia okaziciela :

a) do przekraczania granicy w określonych punktach przejściowych piechotą, konno, na rowerze, wozem, saniami, samochodem lub koleją,

b) do przebywania w obrębie powiatu, leżącego po drugiej stronie granicy i przylegającego do powiatu, w którym przepustka została wystawiona — w odległości nie większej, niż 10 kilometrów od granicy, jeżeli powiat dotyka więcej niż jednego powiatu po drugiej stronie granicy, wówczas prawo pobytu rozciąga się na wszystkie te powiaty. W razie szczególnej potrzeby władza wistawiająca przepustkę jest uprawniona ważność jej rozciągnąć na przylegające z obu stron powiaty graniczne.

Artykuł 3.

1. Przepustki są wystawione :

a) jako przepustki na podróż jednorazową — w kolorze czerwonym,
b) jako stałe przepustki — w kolorze zielonym,
c) jako przepustki gospodarcze — w kolorze bronzowym.

2. Do przepustek używać należy formularzy w niemieckim i polskim języku, według wzoru, wprowadzonego na podstawie Konwencji z 29 kwietnia 1922, z tem jednak, że przepisy wydrukowane na przepustkach będą zmnienione odpowiednio do niniejszej Konwencji.

3. Przepustki muszą zawierać :

a) imię i nazwisko, stanowisko lub zawód, miejsce i datę urodzenia oraz miejsce zamieszkania okaziciela,
b) cel (powód) podróży,
c) miejsce przekroczenia granicy,
d) oznaczenia powiatów, w obrębie których przepustka jest ważna,
e) ograniczenie prawa przebywania po drugiej stronie granicy zarówno co do miejsca, jak i co do czasu, wynikające bądź z celu podróży, bądź z innych powodów,
f) wzmiankę o osobach młodocianych, mających ewentualnie towarzyszyć (Art. 4).

4. Przepustki muszą być zaopatrone w fotografję właściciela, urzędowo ostemplowaną i jego podpis albo znak ręczny. Fotografja nie jest wymagana, o ile okaziciel przepustki przedstawi inną legitymację osobistą, urzędową, lub urzędowo poświadczoną i zaopatrzoną w fotografję.

Artykuł 4.

1. Przepustki wystawiają po stronie niemieckiej — Landraci i władze policyjne obwodów miejskich, po stronie polskiej — władze administracyjne pierwszej instancji.

2. W razie szczególnie pilnej i sprawdzonej potrzeby odbycia jednorazowej podróży i niemożności uzyskania na czas przepustki od władzy kompetentnej w myśl ustępu I do tej wystawiana, przepustka może być wystawiona polskiej po stronie polskiej i również przez komisarzy obwodowych albo inną władzę, która będzie do tego wyznaczoną. W razie wyznaczenia innej władzy należy w danym razie zawiadomić Rząd niemiecki; po stronie niemieckiej również z przez miejscową władzę policyjną.

3. Pod względem terytorjalnym właściwą jest ta władza, w której obrębie mieszka starający się o przepustkę.

Artikel 5.

Die Ausweise sind nur Personen über 12 Jahren auszustellen. Ausnahmsweise kann im Falle eines besonderen Bedürfnisses ein Ausweis auch einer Person unter 12 Jahren ausgestellt werden. Im übrigen dürfen Jugendliche unter 12 Jahren die Grenze ohne Ausweis nur in Begleitung eines Erwachsenen und nur dann überschreiten, wenn dessen Ausweis die Befugnis zur Mitnahme des Jugendlichen enthält.

Artikel 6.

Ausweise für eine einmalige Reise werden mit einer Geltungsdauer von höchstens 14 Tagen, vom Tage der Ausstellung an gerechnet, ausgestellt ; sie berechtigen zu einem höchstens dreitägigen Aufenthalt jenseits der Grenze mit der Massgabe, dass der Tag des ersten Grenzübertritts nicht eingerechnet wird.

Artikel 7.

Dauerausweise werden vorbehaltlich der Bestimmungen des Artikel 9 mit einer Geltungsdauer von 3 Monaten Personen ausgestellt, die aus beruflichen, wirtschaftlichen, kirchlichen oder sonstigen besonderen Gründen die Grenze häufiger überschreiten müssen. Hinsichtlich des jedesmaligen Aufenthalts jenseits der Grenze findet Artikel 6 Anwendung.

Artikel 8.

1. Eigentümer von Grundstücken, ihre Familienangehörigen sowie die in ihrer Wirtschaft tätigen Personen erhalten vorbehaltlich der Bestimmungen des Artikel 9 Wirtschaftsausweise, wenn ihr Grundstück oder mehrere ihnen gehörige, eine wirtschaftliche Einheit bildende Grundstücke durch die Grenze durchschnitten werden. Das gleiche gilt, wenn ein Grundstück oder Grundstücke der betreffenden Art ohne Überschreiten der Grenze nicht ordnungsmässig bewirtschaftet werden können. Den Eigentümern stehen sonstige auf Grund irgendwelcher Rechtsansprüche Nutzungsberechtigte gleich. Die Wirtschaftsausweise berechtigen zum Grenzübertritt und zum Aufenthalt jenseits der Grenze räumlich und zeitlich nur, soweit Bewirtschaftung und Nutzung der Grundstücke es erfordern. Die Lage der Grundstücke ist im Ausweis anzugeben.

2. Die Bestimmungen des Abs. 1 gelten nur hinsichtlich solcher Grundstücke, bei denen die Voraussetzungen für die Ausstellung von Wirtschaftsausweisen am 15. September 1922 vorgelegen haben. Für den Teil der Grenze, auf den sich das deutsch-polnische Abkommen über Oberschlesien vom 15. Mai 1922 bezieht, tritt an die Stelle des erwähnten Zeitpunkts der 1. Januar 1922.

3. Die Wirtschaftsausweise gelten für die Dauer des Kalenderjahrs.

Artikel 9.

1. Die im Artikel 4 bezeichneten Behörden haben von den bei ihnen eingehenden Anträgen auf Ausstellung von Dauer- und Wirtschaftsausweisen (Artikel 7, 8) den entsprechenden Behörden auf der Gegenseite Mitteilung zu machen, wenn sie diesen Anträgen stattgeben wollen. Die Mitteilung muss Name und Wohnort des Antragstellers sowie Angaben enthalten, aus denen sich die Voraussetzungen für die Ausstellung des Ausweises und den Zweck des Grenzübertritts ergeben.

2. Die Ausstellung des Ausweises ist zu versagen, wenn die Behörde auf der Gegenseite innerhalb einer Frist von zehn Tagen nach Absendung der Mitteilung Einspruch mit der Begründung erhebt, dass die Voraussetzungen für die Ausstellung des Ausweises nicht vorliegen oder dass dem Grenzübertritte nach den Passvorschriften des Eingangslandes gesetzliche Hindernisse entgegenstehen oder dass der Ausweis in den Händen des Antragstellers eine Gefahr für die öffentliche Sicherheit und Ordnung im Eingangslande bedeuten würde.

Artykuł 5.

Przepustki należy wydawać tylko osobom powyżej lat 12. Wyjątkowo, w wypadku szczególnej potrzeby, przepustka może być wystawiona osobie poniżej lat 12. Pozatem osoby poniżej lat 12 mogą przekraczać granicę bez przepustki, tylko w towarzystwie osoby dorosłej i tylko wtenczas, gdy ta ostatnia jest uprawniona na mocy przepustki do zabrania ze sobą takich osób.

Artykuł 6.

Przepustki jednorazowe wystawia się z ważnością najwyżej na 14 dni, licząc od dnia wystawienia ; uprawniają one do przebywania z drugiej strony granicy w ciągu trzech dni najwyżej, przyczem dzień pierwszego przekroczenia granicy nie jest liczony.

Artykuł 7.

Stałe przepustki wystawia się z zastrzeżeniem postanowień artykułu 9, z ważnością 3-miesięczną, osobom które dla celów zawodowych, gospodarczych, kościelnych lub innych szczególnych powodów muszą częściej przekraczać granicę. Co się tyczy każdorazowego przebywania po drugiej stronie granicy, stosuje się art. 6.

Artykuł 8.

1. Właściciele gruntów, członkowie ich rodzin jak również osoby, zajęte w ich gospodarstwie, otrzymują — z zastrzeżeniem postanowień art. 9 — przepustki gospodarcze, o ile ich grunt, albo grunty, stanowiące całość gospodarczą, przecięte są przez granicę. To samo stosuje się do wypadków, kiedy grunt albo grunty tego rodzaju nie mogą być normalnie zagospodarowane bez przekraczania granicy. Te same prawa co właściciel gruntu, mają osoby, korzystające z niego na mocy jakiegokolwiek tytułu prawnego. Przepustki gospodarcze uprawniają do przekraczania granicy i do przebywania po za nią tylko w tem miejscu i w takim czasie, jakiego wymaga uprawianie i korzystanie z gruntu. Położenie gruntu musi być oznaczone w przepustce.

2. Postanowienia ustępu 1 stosują się tylko do takich gruntów, co do których istniały w dniu 15 września 1922 warunki, wymagane do wystawiania przepustek gospodarczych. W odniesieniu do tej części granicy, na którą rozciąga się niemiecko-polska Konwencja Górnośląska z 15 maja 1922 obowiązuje termin 1 stycznia 1922.

3. Przepustki gospodarcze są ważne na przeciąg roku kalendarzowego.

Artykuł 9.

1. Władze, wymienione w art. 4, mają zawiadomić odpowiednie władze drugiej Strony o wnioskach o wystawienie przepustek stałych lub gospodarczych (Art. 7, 8), które do nich wpływają, o ile mają zamiar wnioski te uwzględnić. W zawiadomieniu należy podać nazwisko, i miejsce zamieszkania petenta oraz dane, z których wynikałoby, że istnieją warunki, wymagane do przekroczenia granicy, oraz cel (powód) tego przekroczenia.

2. Wystawienia przepustki należy odmówić, jeżeli władza Strony przyjmującej w ciągu 10 dni po wysłaniu zawiadomienia sprzeciwi się temu z powodu bądź braku warunków, wymaganych dla wystawienia przepustki, bądź dla tego, że przekroczeniu granicy sprzeciwiają się ustawowe przepisy paszportowe kraju, do którego petent zamierza się udać, bądź z powodu dlatego, że posiadanie przepustki przez petenta byłoby niebezpieczem dla bezpieczeństwa publicznego i porządku tego kraju.

3. Hält die ausstellende Behörde den Einspruch nicht für begründet, so kann ihre vorgesetzte Behörde eine Nachprüfung des Einspruchs durch die entsprechende Behörde auf der Gegenseite veranlassen.

4. Von der Ausstellung eines jeden Dauer- und Wirtschaftsausweises ist von der ausstellenden Behörde der entsprechenden Behörde auf der Gegenseite alsbald Mitteilung zu machen. Das Nähere hierüber bleibt einer unmittelbaren Verständigung der beiderseitigen zuständigen Verwaltungsbehörden vorbehalten.

Artikel 10.

1. Die Grenzausweise mit Ausnahme der Wirtschaftsausweise berechtigen zum Grenzübertritt an den in ihnen bezeichneten Übergangsstellen, die von beiden vertragschliessenden Teilen als solche anerkannt sind. Ohne Grund soll ein anderer als dem Wohnsitz des Ausweisbewerbers nächstgelegene Grenzübergang im Ausweis als Grenzübergangsstelle nicht bezeichnet werden.

2. Die Wirtschaftsausweise berechtigen auch ausserhalb der Grenzübergänge zum Grenzübertritt an den Stellen, an denen dies zur Ausführung wirtschaftlicher Arbeiten zweckmässig ist. Diese Stellen sind durch die beiderseitigen zuständigen Zollbehörden nach Anhörung der Beteiligten und unter Berücksichtigung der tatsächlichen wirtschaftlichen Erfordernisse festzusetzen.

Artikel 11.

1. Der Grenzübertritt auf Grund von Grenzausweisen ist regelmässig nur während der Tagesstunden, und zwar vom 1. April bis 30. September von 6 Uhr morgens bis 8 Uhr abends und vom 1. Oktober bis 31. März von 7 Uhr morgens bis 6 Uhr abends gestattet. Absperrvorrichtungen müssen rechtzeitig geöffnet und dürfen nicht vorzeitig geschlossen werden.

2. Wirtschaftsausweise berechtigen vom 1. Mai bis 30. September bereits von 4 Uhr morgens an zum Grenzübertritt.

3. Die Verwaltungs- und Zollbehörden erster Instanz können im beiderseitigen Einvernehmen die Zeiten für den Verkehr an den Übergangsstellen allgemein oder in Einzelfällen anderweit festsetzen, wenn die örtlichen Verhältnisse es angezeigt erscheinen lassen.

4. Geistliche und ihre Gehilfen, Ärzte, Tierärzte und Hebammen dürfen in Ausübung ihres Berufs auch bei Nachtzeit die Grenze überschreiten. Das gleiche gilt für andere Personen z. B. Schleusenwärter und Feuerlöschmannschaften in besonders dringenden Fällen.

5. Der Grenzübertritt mit der Eisenbahn ist zeitlich nicht beschränkt.

Artikel 12.

1. An Gebühren werden erhoben :

für einen Ausweis zur einmaligen Reise R M ...	0,50	oder	Z 0,50,
für einen Dauerausweis R M	2,—	oder	Z 3,—,
für einen Wirtschaftsausweis R M	3,—,	oder	Z 4,—.

2. Andere als die im Absatz 1 festgesetzten Gebühren dürfen für die Ausstellung von Grenzausweisen mit Einschluss des Antrags nicht erhoben werden.

3. Die Höhe der Gebühren kann nötigenfalls im gegenseitigen Einvernehmen beider Regierungen geändert werden.

Artikel 13.

Mitglieder von Feuer- oder Bergwehren sowie Rettungsmannschaften des einen Teiles, die als solche gekennzeichnet sind, können zur Hilfeleistung die Grenze an den nach den Umständen

3. Jeżeli władza wystawiająca uzna sprzeciw za nieumotywowany, wówczas jej władza przełożona może domagać się od odpowiedniej władzy Strony przeciwnej ponownego zbadania sprzeciwu.

4. O wystawieniu każdej przepustki stałej gospodarczej władza wystawiająca winna bezzwłocznie zawiadomić odpowiednią władzę Strony przeciwnej. Bliższe szczegóły pozostawia się bezpośredniemu porozumieniu się obustronnych właściwych władz administracyjnych.

Artykuł 10.

1. Przepustki graniczne z wyjątkiem przepustek gospodarczych uprawniają do przekraczania granicy w punktach, w nich podanych i uznanych za punkty przejściowe przez obie Strony kontraktujące. Bez powodu nie wolno w przepustce podawać innego punktu przejściowego, jak tylko punkt, najbliżej położony od miejsca zamieszkania starającego się o przepustkę.

2. Przepustki gospodarcze uprawniają do przekraczania granicy również po za punktami przejściowemi w miejscach, gdzie to się okaże celowe dla wykonywania prac gospodarczych. Miejsca te winne być ustalone przez obustronne właściwe władze celne po wysłuchaniu osób interesowanych i z uwzględnieniem istotnych potrzeb gospodarchych.

Artykuł 11.

1. Przekraczanie granicy na podstawie przepustek granicznych jest dozwolone w zasadzie tylko w godzinach dziennych, a mianowicie od 1 kwietna do 30 września między 6 rano a 8 wieczór, a od 1 października do 31 marca między 7 rano a 6 wieczór. Zapory graniczne muszą być w porę otwierane i nie mogą być przedwcześnie zamykane.

2. Przepustki gospodarcze uprawniają w czasie od 1 mają do 30 września do przekraczania granicy już od godz. 4 rano.

3. Władze administracyjne i celne I instancji mogą po wzajemnem porozumieniu ustalić w inny sposób godziny przekraczania granicy, bądź wogóle, bądź w poszczególnych wypadkach, jeżeliby to się okazało pożądanem ze względu na miejscowe warunki.

4. Duchowni i ich pomocnicy, lekarze, weterynarze i akuszerki mogą przy wykonywaniu swego zawodu przekraczać granicę również i w nocy. To samo dotyczy i innych osób np. dozorców śluz oraz strażaków, w wypadkach szczególnie pilnej potrzeby. Przekraczanie granicy koleją nie podlega ograniczeniom co do godzin.

Artykuł 12.

1. Pobierane będą następujące opłaty :

za przepustkę jednorazową marek niem.	0,50	albo zł. pol.	0,50 ;
za przepustkę stałą marek niem.	2,—	albo zł. pol.	3,— ;
za przepustkę gospodarczą marek niem.	3,—	albo zł. pol.	4,—.

2. Inne opłaty nie przewidziane w ustępie pierwszym nie mogą być pobierane ani za wydanie przepustki, ani za podanie.

3. W razie potrzeby mogą obie Rządy porozumieć się co do zmiany wysokości opłat.

Artykuł 13.

Straż ogniowa i straż kopalniana, jak również załogi ratownicze, dające się rozpoznać jako takie, mogą dla niesienia pomocy bez przepustek przekraczać granicę i zatrzymać się po jej dru-

gebotenen Stellen ohne Ausweise überschreiten und sich für die Dauer der Hilfeleistung im Gebiete des anderen Teiles aufhalten unter der Voraussetzung, dass sie sich der Leitung der nach den Bestimmungen am Unfallort zuständigen Persönlichkeit unterstellen.

Artikel 14.

Sämtliche Ausweise sind nach ihrem Gebrauch, spätestens jedoch nach Ablauf ihrer Geltungsdauer der ausstellenden Behörde zurückzugeben.

Artikel 15.

1. Die vertragschliessenden Teile werden, soweit erforderlich, Strafbestimmungen erlassen, um Personen zur Verantwortung ziehen zu können, die sich Grenzausweise durch unwahre Angaben verschafft haben oder die sich eines Missbrauchs der Grenzausweise, insbesondere durch Überschreiten des im Ausweis angegebenen Geltungsgebiets schuldig machen.

2. Bei wiederholtem Missbrauch kann der Grenzausweis auch während seiner Geltungsdauer eingezogen werden. Ein zu Unrecht ausgestellter Ausweis ist ohne weiteres einzuziehen.

3. Eingezogene Ausweise sind der Behörde, die sie ausgestellt hat, zurückzugeben.

Artikel 16.

Jeder der vertragschliessenden Teile kann andere als seine eigenen Staatsangehörigen bei wiederholtem Missbrauch von Grenzausweisen aus seinem Gebiete ausweisen.

II. SACHLICHE ERLEICHTERUNGEN.

Artikel 17.

1. Eigentümern und sonstigen Nutzungsberechtigten von land- oder forstwirtschaftlich genutzten Grundstücken im Zollgrenzbezirk eines der beiden vertragschliessenden Teile, deren Wohnungen oder Betriebsstätten durch die Grenze von den dazu gehörenden Nutzflächen getrennt sind, steht, insoweit ihr Besitz eine wirtschaftliche Einheit bildet, das Recht zu,

a) über die Grenze zollfrei die der ordnungsgemässen Bewirtschaftung ihrer Grundstücke dienenden Gegenstände zu befördern und zwar insbesondere auch Dünger, Samen, Pflanzen für Schonungen, Bodenerzeugnisse, Natursteine, Ziegel, Sand, Lehm, Tonerde, Bäume, Weiden, Torferde, die in der Land- und Forstwirtschaft üblichen Arbeitsgeräte sowie Fischereigeräte. Die Fischereigeräte müssen nach gemachtem Gebrauche zurückgebracht werden. Auf Metalle, Kohle und sonstige Bergbauerzeugnisse sowie auf Erdöl erstreckt sich die Vergünstigung nicht ;

b) über die Grenze zollfrei Erträge oder Erzeugnisse ihres Besitzes zu befördern, soweit diese nach Art und Menge der Art und der Ausdehnung dieser Betriebe entsprechen. Als Erzeugnisse gelten auch Milch und die daraus gewonnenen Erzeugnisse, geschlachtetes Geflügel, geschlachtete Schafe, Kälber und Schweine, erjagtes Wild sowie lebende und tote Fische ;

c) über die Grenze zollfrei Vieh zur Weide auf jenseits der Grenze liegende eigene Weidegrundstücke zu treiben und dieses Vieh mit Einschluss der etwa jenseits der Grenze geborenen Jungtiere zollfrei zurückzuführen.

Dieses Vieh, mit Einschluss der etwa jenseits der Grenze geschlachteten Tiere, die von ihm gemolkene Milch und die daraus hergestellten Erzeugnisse müssen in das Gebiet zurückgebracht werden, in dem sich der Betriebssitz befindet. Die Zollbehörden sind berechtigt, im gegenseitigen Einvernehmen Ausnahmen zuzulassen.

giej stronie na czas niesienia pomocy w punktach, w których to się okaże koniecznem, z tem zastrzeżeniem, że poddadzą się kierownictwu osoby właściwej według przepisów wydanych w miejscu wypadku.

Artykuł 14.

Wszystkie przepustki należy oddawać władzy wystawiającej po ich użyciu i najpóźniej po upływie terminu ich wżaności.

Artykuł 15.

1. O ile okaże się potrzeba, Strony kontraktujące wydadzą przepisy karne w celu pociągania do odpowiedzialności osób, które uzyskały przepustki graniczne na mocy podania fałszywych okoliczności, albo które nadużyły przepustek, a zwłaszcza przez przekroczenie wyszczególnionego w przepustkach obszaru, na który zostały wydane.

2. W razie powtórnego nadużycia przepustka graniczna może być odebrana również przed upływem jej ważności. Nieprawnie wystawioną przepustkę należy bez wszystkiego odebrać.

3. Odebrane przepustki należy zwracać władzy, która je wystawiła.

Artykuł 16.

Każda ze Stron kontraktujących może wydalać ze swego terytorjum z wyjątkiem własnych obywateli, wszystkich którzy powtórnie nadużyli przepustki granicznej.

II. UŁATWIENIA RZECZOWE.

Artykuł 17.

I. 1. Właściciele i użytkownicy gruntów bądź rolnych bądź leśnych, leżących w granicznym obwodzie celnym jednej ze Stron kontraktujących mają prawo, jeżeli mieszkanie ich lub warsztaty pracy są oddzielone granicą od należących do nich obszarów użytkowania i o ile własność ich stanowi jedną gospodarczą całość :

a) przenosić lub przewozić przez granicę bez cła przedmioty, służące do racjonalnego zagospodarowania ich gruntów a w szczególności również i nawozy, ziarno do siewu, rośliny, służące do ochraniania gruntów, produkty gleby, naturalne kamienie, cegłę, piasek, glinę, glinkę, drzewa, wikline, torf, narzędzia używane zwykle w gospodarstwie rolnem i leśnem, jak również przybory rybackie. Te ostatnie muszą być przeniesione z powrotem po użyciu. Udogodnienia te nie rozciągają się na metale, węgiel i inne produkty górniczne, jak również i na naftę ;

b) przenosić lub przewozić przez granicę bez cła płody i wytwory swego gospodarstwa, o ile one co do rodzaju i ilości odpowiadają rodzajowi i rozległości tych gospodarstw. Jako wytwory uważać należy również mleko i jego przetwory, bity drób, zarznięte owce, cielęta i świnie, ubitą zwierzynę oraz żywe i śnięte ryby ;

c) przepędzać przez granicę bez cła bydło dla wypasania na własnych pastwiskach, z prawem przepędzania z powrotem tego inwentarza z przychówkiem, ewentualnie urodzonym po drugiej stronie granicy.

Bydło to wraz ze zwierzętami, któreby były dorżnięte po drugiej stronie granicy, jak również wydojone mleko i jego przetwory, muszą być przyniesione z powrotem na tę stronę, po której znajduje się gospodarstwo. Wyjątki są uprawnione dopuszczalne wyjątki po wzajemnem porozumieniu.

2. Zugtiere mit Einschluss der zugehörigen Geschirre und Decken und alle Beförderungsmittel, die in einem ordentlichen landwirtschaftlichen Betrieb der im Absatz 1 bezeichneten Art gebraucht werden, geniessen ebenfalls Zollfreiheit, jedoch unter dem Vorbehalt, dass sie zurückgebracht werden.

3. Personen, denen die vorstehenden Vergünstigungen zustehen, können davon nur in den Zeiträumen und Abschnitten Gebrauch machen, in denen gemäss den örtlichen Gewohnheiten die land- und forstwirtschaftlichen Arbeiten vorgenommen werden.

Artikel 18.

Die Bewohner des Zollgrenzbezirks dürfen auf das jenseits gelegene Gebiet zollfrei Mundvorrat für einen Tag im Höchstgewicht von 1 kg mit sich führen. Alkoholhältige Getränke sind von der Mitnahme ausdrücklich ausgeschlossen. Als Mundvorrat gelten nur zubereitete Nahrungsmittel, nicht aber zu ihrer Bereitung dienende Roherzeugnisse.

Artikel 19.

Gegenstände des eigenen Bedarfs der Bewohner eines Zollgrenzbezirkes, die im gegenüberliegenden Zollgrenzbezirke handwerksgemäss verarbeitet, umgearbeitet oder ausgebessert werden sollen, dürfen zu diesem Zwecke frei von Zöllen und sonstigen Abgaben aus und nach erfolgter Verarbeitung usw. wieder eingeführt werden. Ebenso dürfen die Bewohner des Zollgrenzbezirkes des einen der vertragschliessenden Teile, die für landwirtschaftliche Gegenstände wie Getreide, Ölsamen, Hanf, Lein, Holz und Lohe zum Vermahlen, Stampfen, Schneiden, Reiben usw. auf die Benutzung von Mühlen und sonstigen entsprechenden Betriebsstätten in dem unmittelbar gegenüberliegenden Zollgrenzbezirk angewiesen sind, solche Gegenstände zu diesem Zwecke zollfrei über die Grenze bringen und nach ihrer Verarbeitung in der dem Rohzustand entsprechenden Menge oder in dem diesem Zustand entsprechenden Gewichte zurückführen. Voraussetzung für die vorstehend erwähnten Vergünstigungen ist, dass die Gegenstände für den eigenen Wirtschaftsbedarf gebraucht werden.

Artikel 20.

Handwerker und Gewerbetreibende, die in dem einen Staate innerhalb des Zollgrenzbezirkes wohnen, sollen berechtigt sein, zur Ausübung ihres Berufs im andern Staate innerhalb des Zollgrenzbezirkes, bei der sie die dort geltenden Bestimmungen zu beachten haben, das erforderliche Handwerks- und Betriebsgerät zollfrei unter der Bedingung der Wiederausfuhr nach Beendigung der Arbeit mit sich zu führen.

Artikel 21.

1. Geistliche, Ärzte, Tierärzte und Hebammen sind berechtigt, die zur Ausübung ihres Berufs notwendigen Gegenstände und Instrumente zollfrei mit sich zu führen unter dem Vorbehalt, dass sie diese auf dem Rückweg wieder mitbringen. Bei Ausübung ihres Berufs im jenseitigen Gebiete haben sie sich den dortigen Vorschriften zu fügen.

2. Ebenso dürfen die rituellen Zwecken dienenden, bei der Heiligen Messe, Kommunion, Konfirmation oder Letzten Ölung notwendigen Gegenstände wie z. B. Kelche, Ziborien, Bücher, Kirchenfahnen, Kerzen usw. zollfrei mitgeführt werden.

Entsprechende Vergünstigungen werden aus Anlass von Begräbnissen, insbesondere für die Überführung von Leichen sowie für die Beförderung der bei Bestattungen gebräuchlichen und zur Pflege und Ausschmückung von Grabstätten üblichen Gegenstände eingeräumt, auch soweit sie der dauernden Ausschmückung und Erhaltung der Grabstätten und Friedhöfe dienen.

2. Zwierzęta pociągowe, z należącą do nich uprzężą i derkami jak również wszelkie środki przewozowe, zwykle używane w gospodarstwie rolnem, przewiezione w ustępie *a)* zostają również zwolnione od cła, pod warunkiem, że będą przepędzone z powrotem.

3. Osoby, którym przysługują powyższe udogodnienia, mogą z nich korzystać tylko w godzinach dnia i tylko na tych odcinkach, na których stosownie do miejscowych zwyczajów wykonywane są roboty rolne lub leśne.

Artykuł 18.

Mieszkańcy granicznego obwodu celnego mogą zabierać ze sobą do obwodu, położonego z drugiej strony, bez cła żywność na jeden dzień, do wysokości najwyżej i kilograma. Napoje alkoholowe są wyraźnie wyłączone. Jako żywność uważa się wyłącznie środki spożywcze przyrządzone nie zaś produkty surowe, służące do ich przyrządzenia.

Artykuł 19.

Przedmioty, służące do własnej potrzeby mieszkańców granicznego obwodu celnego, które mają być obrobione, przerobione lub ulepszone w sposób rękodzielniczy w przeciwległym obwodzie celnym, mogą być w tym celu wywożone bez cła i innych opłat, a po dokonanem przerobieniu przywożone z powrotem. Również wolno mieszkańcom granicznego obwodu celnego zmuszonym do korzystania z młynów i innych zakładów, położonych w leżącym bezpośrednio po drugiej stronie obwodzie celnym, dla zmielenia, ubicia, krajania, przecierania i. t. p. przedmiotów użytku rolniczego jak: zboże, nasiona oleiste, konopie, len, drzewo i kora, przewozić w tym celu takie przedmioty przez granicę bez cła, następnie zaś po ich przerobieniu wprowadzić z powrotem w ilości lub wadze odpowiadającej ich poprzedniemu stanowi surowemu. Korzystać z powyższych udogodnień wolno tylko pod warunkiem, że przedmioty te służą do własnych potrzeb gospodarczych.

Artykuł 20.

Rękodzielnicy i rzemieślnicy, zamieszkali w granicznym obwodzie celnym jednego Państwa, są uprawnieni, w celu wykonywania swych zawodów w obrębie granicznego obwodu celnego drugiego Państwa, do przenoszenia przez granicę bez cła potrzebnych narzędzi i instrumentów, pod warunkiem powrotnego wywiezienia ich po ukończeniu roboty. Przy wykonywaniu tej roboty muszą się oni stosować do obowiązujących przepisów.

Artykuł 21.

1. Duchowni, lekarze, weterynarze i akuszerki są uprawnieni zabierać ze sobą bez cła przedmioty i narzędzia potrzebne do wykonywania ich zawodów, pod warunkiem powrotnego przeniesienia ich przez granicę. Przy wykonywaniu swych zawodów po drugiej stronie muszą się stosować do tamtejszych przepisów.

2. Podobnie mogą być zabierane bez cła przedmioty, służące do obrzędów religijnych, naprzykład do mszy świętej, komunji, bierzmowania lub ostatniego namaszczenia, jak np. kielichy, cyborja książki, chorągwie kościelne, świece i. t. p.

Stosownie udogodnienia były przyznawane przy obrzędach pogrzebowych, w szczególności przy przewożeniu zwłok, dla przewozu przedmiotów, używanych do pogrzebów i do utrzymania i upiększenia grobów, nawet wówczas, gdy przedmioty te służą do takiego zdobienia i utrzymywania grobów i cmentarzy.

3. Feuer- und Bergwehren sowie Rettungsmannschaften sind, wenn sie die Grenze zur Hilfeleistung bei Bränden oder Unglücksfällen überschreiten, bei der Überführung ihrer unentbehrlichen Gerätschaften nebst Bespannung irgendwelchen Zollförmlichkeiten nicht unterworfen.

4. Die in diesem Artikel vorgesehene Zollfreiheit erstreckt sich auf die nötigen Beförderungsmittel und Zugtiere mit Einschluss der dazu gehörigen Geschirre und Decken.

Von der Zollfreiheit ausgenommen sind Heilmittel, soweit sie nicht durch Ärzte, oder Desinfektionsmittel, die nicht durch Hebammen mitgeführt werden. Im Einfuhrstaate nicht zugelassene Heilmittel dürfen nicht mitgebracht werden.

Artikel 22.

Um die regelmässige Rückbeförderung von Maschinen, Beförderungsmitteln und allen in land- oder forstwirtschaftlichen Betrieben gebräuchlichen Arbeitsgeräten sowie Fischereigeräten und Tieren, wofür die im Abschnitt II dieses Abkommens vorgesehenen Vergünstigungen nur ür den Fall der Wiedereinfuhr gelten, zu bewirken, wird folgendes bestimmt :

a) Der Besitzer von Maschinen, Fahrzeugen, Beförderungsmitteln oder Arbeitsgeräten hat sich gegenüber den beiderseitigen Zollbehörden durch eine schriftliche Erklärung, der eine Beschreibung der obengenannten Gegenstände anzuschliessen ist, zu ihrer Wiedereinfuhr zu verpflichten und darin die Verantwortung für den Fall einer unterbliebenen Wiedereinfuhr zu übernehmen. Die mit der Beförderung der genannten Gegenstände über die Grenze betraute Person hat eine zollamtliche Bescheinigung über die Nämlichkeit der Gegenstände bei sich zu führen und diese auf Verlangen dem zuständigen Zollbeamten vorzuzeigen. Die vorstehenden Bestimmungen beziehen sich nicht auf gebrauchte Arbeitsgeräte, wie Hammer, Sägen, Spaten, Äxte usw., die Arbeiter bei sich tragen.

b) Den beiderseitigen Zollbehörden ist ein durch die Ortspolizeibehörde bestätigter Ausweis über den Viehbestand der die Vergünstigungen in Anspruch nehmenden Grundbesitzer im Zollgrenzbezirke sowie eine schriftliche Verpflichtung zur Wiedereinfuhr und zur Übernahme der Verantwortung für den Fall der unterbleibenden Wiedereinfuhr einzureichen. Besitzt jemand im Zollgrenzbezirke mehr als einen Landwirtschaftsbetrieb, so muss er für jeden Betrieb einen besonderen Ausweis einreichen. Im Falle irgendwelcher Veränderungen ist dieser Ausweis binnen zwei Wochen zu berichtigen. Pferde müssen Brandzeichen tragen, Hornvieh und Schweine mit Brandzeichen oder Ohrplomben versehen sein. Der Viehbegleiter muss eine zollamtliche Bescheinigung über die Nämlichkeit eines jeden Stückes bei sich führen und diese auf Verlangen des Zollbeamten vorzeigen. Für Geflügel, Schafe und Ziegen ist ein Ausweis über die Anzahl der Tiere hinreichend.

c) Wenn die unter *a)* und *b)* erwähnte schriftliche Erklärung abgegeben worden ist, dürfen keinerlei Gebühren oder Sicherheitsleistungen verlangt werden.

Artikel 23.

Die im Abschnitt II vorgesehene Zollfreiheit umfasst sowohl die Befreiung von Ein- und Ausfuhrzöllen als auch von allen sonstigen Gebühren und Abgaben. Mit der Zollfreiheit ist, abgesehen von der Bestimmung des Artikel 21 Nr. 4 Abs. 2, die Befreiung von geltenden Ein- und Ausfuhrverboten verbunden. Sollten land- oder forstwirtschaftiche Erzeugnisse in einem der beiden Gebiete einer zentralen Bewirtschaftung unterworfen sein oder werden, so werden die sich daraus ergebenden Beschränkungen keine Anwendung finden.

3. Straż ogniowa i straże kopalniane oraz załogi ratownicze nie podlegają żadnym formalnościom celnym przy przewożeniu przez granicę koniecznych narzędzi i zaprzęgów, o ile przekraczają granicę dla niesienia pomocy w razie pożaru lub wypadku.

4. Przewidziana w niniejszym artykule wolność celna rozciąga się również na konieczne środki przewozowe i źwierzęta pociągowe, włączając w to uprząż i derki.

Środki lecznicze korzystają z wolności celnej tylko wówczas, gdy są przenoszone przez lekarzy, zaś środki dezynfekcyjne — gdy są przenoszone przez akuszerki.

Środki lecznicze, zabronione do przywozu, nie mogą być zabierane.

Artykuł 22.

Dla zapewnienia prawidłowego zwrotu na drugą stronę granicy maszyn, środków transportowych i wszelkich narzędzi, używanych w gospodarstwach rolnych lub leśnych, oraz przyborów rybackich i źwierząt, w wypadkach, w których udogodnienia w myśl Rozdziału II niniejszej Konwencji przewidziane są tylko pod warunkiem wprowadzenia tych przedmiotów z powrotem, — postanawia się, co następuje :

a) właściciel maszyn, środków lokomocji, środków pociągowych, lub narzędzi gospodarczych winien wobec obustronnych władz celnych zobowiązać się do wprowadzenia tych przedmiotów z powrotem i przyjąć odpowiedzialność na wypadek nie dokonania tego wprowadzenia ; winno to nastąpić w formie piśmiennej deklaracji z dołączeniem opisu wymienionych wyżej przedmiotów. Osoba, której polecono przenieść przez granicę te przedmioty, winna mieć przy sobie i okazywać na żądanie właściwych władz celnych poświadczenie tych władz o tożsamości przedmiotów. Powyższe postanowienia nie dotyczą używanych narzędzi jak młotów, pił, łopat, siekier i. t. p. które robotnicy mają przy sobie ;

b) Obustronnym władzom celnym należy doręczać poświadczone przez władze policyjne wykazy stanu źwierząt właściciela gruntów, położonych w granicznych obwodach celnych, pragnącego skorzystać z tych udogodnień, jak również piśmienne zobowiązanie się jego do wprowadzenia tych źwierząt z powrotem, i piśmienne przyjęcie odpowiedzialności w wypadku niewprowadzenia ich z powrotem. Jeżeli ktoś posiada w granicznym obwodzie celnym więcej, niż jedno gospodarstwo rolne, musi doręczyć osobne zaświadczenie dla każdego gospodarstwa. W razie jakichkolwiek zmian poświadczenie to winno być sprostowane w ciągu 2 tygodni. Konie muszą mieć znaki wypalane, bydło rogate i świnie znaki wypalane lub plomby w uszach. Prowadzący bydło musi mieć zaświadczenie celne o każdej sztuce i zaświadczenie to okazywać na żądanie władz celnych. O ile chodzi o drób, owce i kozy wystarcza zaświadczenie o liczbie tych źwierząt.

c) Po złożeniu piśmiennej deklaracji, wymienionej w punktach *a)* i *b)* nie mogą być pobierane żadne opłaty lub wymagane jakiekolwiek zabezpieczenia.

Artykuł 23.

Wolność celna, przewidziana w rozdziale II obejmuje zwolnienie zarówno od ceł wwozowych i wywozowych jak i od wszelkich innych należytości i opłat. Niezależnie od postanowień punktu 4 ustępu art. 21, z wolnością celną połączone jest również zwolnienie od obowiązujących zakazów przywozu i wywozu. O ile by produkty gospodarstwa rolnego lub leśnego miały być poddane w jednem z obu krajów systemowi scentralizowanej gospodarki, nie będą stosowane wynikające stąd ograniczenia.

III. ALLGEMEINE UND SCHLUSSBESTIMMUNGEN.

Artikel 24.

Das vorliegende Abkommen erstreckt sich auf die ganze deutsch-polnische Grenze, jedoch unter Vorbehalt der folgenden Bestimmungen :

I. 1. Die Bestimmung des Artikel 1 des Abkommens über den oberschlesischen Grenzbezirk vom 23. Februar 1924 wird aufrechterhalten. Der besondere Grenzbezirk tritt für den Teil der Grenze, auf den sich das Abkommen[1] über Oberschlesien vom 15. Mai 1922 bezieht, an die Stelle des Zollgrenzbezirkes im Sinne des Abschnitt II des gegenwärtigen Abkommens.

2. Die in dem Artikel 17 vorgeschenen Vergünstigungen finden auch dann Anwendung, wenn der in Frage kommende Grundbesitz keine wirtschaftliche Einheit bildet, aber in dem besonderen Grenzbezirke (Nr. 1) gelegen ist. In diesem Falle ist jeweils eine Bescheinigung der zuständigen Verwaltungsbehörde darüber vorzulegen, dass die Gegenstände, für die Zollfreiheit in Anspruch genommen wird, tatsächlich von einem in diesem Bezirke gelegenen Besitze herrühren.

3. Die innerhalb des besonderen Grenzbezirkes eines der beiden vertragschliessenden Teile wohnhaften Handwerker und Gewerbetreibenden sollen zur Vornahme von Ausbesserungen aus dem Grenzbezirke des anderen Staates stammende, auszubessernde Gegenstände oder Teile von solchen unter der Bedingung der Wiederausfuhr zollfrei mit sich führen dürfen. Desgleichen ist ihnen die zollfreie Mitnahme von Material für Ausbesserungen im Rahmen eines kleinen gewerblichen oder Handwerkbetriebs in Mengen gestattet, die sie ohne Inanspruchnahme von Beförderungsmitteln mit sich zu tragen vermögen. Jedem Berechtigten ist der Übertritt und der Rückübertritt über die Grenze mit gleichem Material täglich nur einmal erlaubt. Das Material darf nicht zur Herstellung von neuen Gegenständen benutzt werden. Soweit es nicht verbraucht ist, muss es wieder ausgeführt werden.

4. Arbeiter, deren Wohnung innerhalb des besonderen Grenzbezirkes durch die Grenze von der Arbeitsstätte getrennt ist, können bei Überschreiten der Grenze auf dem Wege zur Arbeitsstätte

a) ihren Tagesmundvorrat in dem im Artikel 18 vorgesehenen Höchstmass zollfrei mit sich führen ; Arbeiter, die mehrere Arbeitstage an der Betriebsstätte verbleiben, können den Mundvorrat in einem diesen Arbeitstagen entsprechenden Ausmass zollfrei mit sich führen, und zwar auch Rohstoffe, die zur Herstellung von Nahrungsmitteln dienen ;

b) ihr Arbeitsgerät unter der Verpflichtung der Wiederausfuhr zollfrei mit sich nehmen.

5. Die Vergünstigung unter Nr. 4*a)* steht auch den unter Nr. 3 bezeichneten Handwerkern und Gewerbetreibenden zu.

6. Die von Arbeitgebern gewährten Deputate an Arbeiter und Angestellte, deren Wohnung innerhalb des Grenzbezirkes durch die Grenze von der Arbeitsstätte getrennt ist, können zollfrei nach Hause verbracht werden.

II. Die Bestimmungen des Abkommens über Oberschlesien vom 15. Mai 1923 über Verkehrskarten bleiben unberührt.

Artikel 25.

1. Durch die Bestimmungen des Abkommens wird das Recht der Behörden der beiden vertragschliessenden Teile nicht berührt, die Ausstellung der Grenzausweise zu versagen, wenn der Reise gesetzliche Hindernisse im Sinne der geltenden Passbestimmungen entgegenstehen.

[1] Vol. IX, page 465 et vol. XIX, page 282, de ce recueil.

III. POSTANOWIENIA OGÓLNE I KOŃCOWE

Artykuł 24.

Niniejsza Konwencja rozciąga się na całą granicę niemiecko-polską, jednak ze zastrzeżeniem następujących postanowień :

I. 1. Postanowienia artykułu 1 Układu o górnośląskim pasie pogranicznym, z 23 lutego 1924, pozostają w mocy. Zamiast granicznych obwodów celnych, w myśl Rozdziału II niniejszej Konwencji, ustanawia się specjalny pas pograniczny dla tej części granicy, na którą rozciąga się Konwencja[1] Górnośląska z 15 maja 1922.

2. Udogodnienia, przewidziane w art. 17 będą nawet wówczas stosowane, jeżeli dany grunt nie stanowi jedności gospodarczej, o ile położony jest w specjalnym pasie granicznym. (punkt 1). W tym wypadku należy za każdym razem przedstawiać zaświadczenie właściwej władzy administracyjnej, że przedmioty, dla których żąda się wolności celnej rzeczywiście pochodzą z posiadłości, położonej w tym pasie.

3. Rękodzielnicy i rzemieślnicy, zamieszkali w specjalnym pasie pogranicznym, mają prawo zabierać ze sobą bez cła przedmioty albo ich części w celu ich naprawy, pod warunkiem przeniesienia ich zpowrotem przez granicę. Podobnie dozwala im się zabierać bez cła materjały, służące do naprawy w ilościach, odpowiadających zakresowi pracy rękodzielników lub rzemieślników i w ilościach możliwych do przeniesienia bez posługiwania się środkami przewozowemi. Każdej z osób do tego uprawnionych jest dozwolone przejść i wrócić przez granicę z materjałem tego samego rodzaju tylko raz na dzień. Materjał ten nie może służyć do wyrobu nowych przedmiotów, i o ile nie zostanie zużyty, musi być wyniesiony z powrotem.

4. Robotnicy, zamieszkali w specjalnym pasie granicznym, których mieszkanie oddzielone jest granicą od miejsca pracy, mogą udając się do pracy, przy przekraczaniu granicy :

a) zabierać ze sobą bez cła żywność na jeden dzień w ilości, przewidzianej w artykule 18 ; robotnicy, pozostający przez kilka dni na miejscu swej pracy, mogą zabierać ze sobą żywność bez cła w ilości odpowiadającej liczbie tych dni, przyczem mogą zabierać ze sobą również produkty służące do przygotowania środków spożywczych ;

b) zabierać ze sobą narzędzia pracy bez cła pod warunkiem przeniesienia ich z powrotem.

5. Udogodnienie, przewidziane w punkcie 4 *a)* przysługuje również rękodzielnikom i rzemieślnikom przewidzianym w punkcie 3.

6. Depesze, wydawane przez pracodawców robotnikom i urzędnikom, zamieszkałym w obrębie pasa pogranicznego, których mieszkania oddzielone są od warsztatów pracy granicą, mogą być zabierane do domu bez cła.

II. Postanowienia Konwencji Górnośląskiej z 15 maja 1922, dot. kart cyrkulacyjnych, pozostają w mocy.

Artykuł 25.

1. Postanowienia niniejszej Konwencji nie naruszają prawa władz obu Stron kontraktujących stanowić wyjątki przepisów granicznych, o ile podróży sprzeciwiają się obowiązujące ustawowe przepisy paszportowe.

[1] Vol. IX, page 465, and Vol. XIX, page 282, of this Series.

2. Die in diesem Abkommen festgesetzten Vergünstigungen finden auf Personen keine Anwendung, die aus dem Gebiet eines der beiden vertragschliessenden Teile ausgewiesen worden sind.

Artikel 26.

1. Beide vertragschliessenden Teile behalten sich das Recht vor, einzelne innerhalb ihrer Grenzkreise liegende Ortschaften dauernd oder vorübergehend von den Bestimmungen dieses Abkommens auszuschliessen oder für solche Ortschaften die in dem Abkommen vorgesehenen Vergünstigungen einzuschränken.

2. Die im Absatz 1 erwähnten Massnahmen des einen Teiles sind unverzüglich zur Kenntnis des anderen Teiles zu bringen.

Artikel 27.

1. Durch die Bestimmungen der Teile I und II werden die Zollbestimmungen, soweit sie nicht durch dieses Abkommen geändert sind, die polizeilichen Melde- und sonstigen fremdenpolizeilichen Vorschriften, die Vorschriften des Pflanzenschutzes sowie die gesundheits- und veterinärpolizeilichen Bestimmungen nicht berührt. Die unter Nr. VII des Schlussprotokolls zum Abkommen vom 29 April 1922 vorgesehene Verständigung über die Handhabung der veterinärpolizeilichen Bestimmungen, die durch das Protokoll[1] vom 4. Juni 1923 erfolgt ist, soll auch nach dem Ausserkrafttreten des vorerwähnten Abkommens in Wirksamkeit bleiben.

2. Die Bestimmungen der Abschnitte I und II können im Falle einer allgemeinen Grenzsperre auch aus anderen als gesundheits- und veterinärpolizeilichen Gründen vorübergehend ausser Kraft gesetzt werden. Ebenso können im Falle aussergewöhnlicher wirtschaftlicher Notwendigkeit die im Artikel 18 und im Artikel 24 Nr. 4*a)* vorgesehenen Vergünstigungen vorübergehend beschränkt werden.

Artikel 28.

1. Weitere Erleichterungen als die im Abschnitt I vorgesehenen, können im Falle eines besonderen Bedürfnisses im Einvernehmen der zuständigen Behörden der beiden vertragschliessenden Teile zugestanden werden. Die Erleichterungen können auch darin bestehen, dass an Stelle der an sich zuständigen Verwaltungsbehörden (Artikel 4) andere Behörden, deren Sitz für die Beteiligten günstiger gelegen ist, mit der Ausstellung der Ausweise betraut werden.

2. Wo die wirtschaftlichen Verhältnisse es als wünschenswert und zulässig erscheinen lassen, können im Einvernehmen der zuständigen Behörden der beiden vertragschliessenden Teile für Holz, das beim Fällen jenseits der Grenze zu liegen kommt, für Entnahme von Sand von eigenen oder gepachteten Grundstücken jenseits der Grenze sowie von Wasser zum eigenen Wirtschaftsgebrauche weitergehende Erleichterungen als die im Abschnitt II vorgesehenen vereinbart werden. Auf gleichem Wege können die Bestimmungen der Artikel 18 bis 21 abgeändert oder ergänzt werden.

Artikel 29.

Die zuständigen Verwaltungsbehörden sollen, falls sich bei der Durchführung des Abkommens Schwierigkeiten ergeben sollten, zu deren Beseitigung unmittelbar miteinander ins Benehmen treten. Sie haben einander von den in ihrem Bezirke gemäss des Artikel 26 und des Artikel 27 Abs. 2 verfügten Abweichungen von den in den Abschnitten I und II getroffenen Bestimmungen jeweils unverzüglich in Kenntnis zu setzen.

Artikel 30.

Die vertragschliessenden Teile werden einander mitteilen, welche Stellen als zuständige Behörden im Sinne dieses Abkommens zu betrachten sind.

[1] Vol. XXXIV, page 329, de ce recueil.

2. Udogodnienia, przewidziane w niniejszej Konwencji, nie stosują się do osób, które zostały wydalone z terytorjum jednej że Stron kontraktujących.

Artykuł 26.

1. Obie Strony kontraktujące zastrzegają sobie prawo wyłączyć na stałe lub czasowo z mocy działania niniejszej Konwencji poszczególne miejscowości, leżące w powiatach granicznych lub też ograniczyć w tych miejscowościach przewidziane w Konwencji udogodnienia.

2. O zastrzeżeniach, wydanych w myśl poprzedniego ustępu należy natychmiast zawiadomić Stronę przeciwną.

Artykuł 27.

1. Postanowienia Rozdziałów I i II nie naruszają przepisów celnych, o ile one nie są zmienione przez niniejszą Konwencję, jak również policyjnych przepisów meldunkowych lub innych przepisów policyjnych, dot,. cudzoziemców, dalej postanowień o ochronie roślin, oraz przepisów sanitarnych i weterynaryjnych. Porozumienie o wykonywaniu przepisów weterynaryjnych przewidziane, w punkcie VII Protokółu końcowego do Układu z 29 kwietnia 1922 i wykonane protokółem [1] z 4 czerwca 1923, ma pozostać w mocy po wygaśnięciu wspomnianego Układu.

2. Postanowienia Rozdziałów I i II mogą być przejściowo zawieszone w razie ogólnego zamknięcia granicy także z innych powodów, jak powody zdrowotne lub weterynaryjne. Podobnie w razie nadzwyczajnej potrzeby gospodarczej mogą być przejściowo ograniczone udogodnienia, przewidziane w artykułach 18 i 24 — punkt 4 *a)*.

Artykuł 28.

1. Udogodnienia dalsze poza przewidzianemi w Rozdziale I mogą być przyznane w razie szczególnej potrzeby w drodze bezpośredniego porozumienia właściwych władz obu Stron kontraktujących. Udogodnienia mogą polegać również na tem, że zamiast właściwych władz administracyjnych (art. 4) wystawianie przepustek będzie powierzone innym władzom, mającym siedzibę w miejscach bardziej dogodnych dla osób interesowanych.

2. Tam, gdzie tego wymagać będą stosunki gospodarcze, a okaże się to dozwolonem, mogą być po porozumieniu właściwych władz obu stron kontraktujących przyznane udogodnienia większe niż udogodnienia przewidziane w Rozdziale II dla drzewa padającego przy ścinaniu na drugą stronę granicy, dalej dla wydobywania piasku z gruntów własnych lub wydzierżawionych po drugiej stronie granicy i zczerpania wody do własnego użytku gospodarczego. W ten sam sposób mogą być zmieniane lub uzupełniane postanowienia artykułów 18 do 21.

Artykuł 29.

Właściwe władze administracyjne winny porozumiewać się bezpośrednio ze sobą w celu usuwania trudności, któreby się wyłoniły przy wykonaniu niniejszej Konwencji. Mają sobie bezzwłocznie wzajemnie komunikować o wszelkich odchyleniach od postanowień Rozdziałów I i II, zarządzonych w myśl artykułu 26 i ustępu 2 artykułu 27.

Artykuł 30.

Strony kontraktujące zakomunikują sobie nawzajem, które władze należy uważać za kompetentne w myśl niniejszej Konwencji.

[1] Vol. XXXIV, page 329, of this Series.

Artikel 31.

1. Dieses Abkommen soll ratifiziert werden, und der Austausch der Ratifikationsurkunden soll in Warschau stattfinden. Das Abkommen soll 14 Tage nach dem Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft treten.

2. Das Abkommen soll mit dem Ablauf des 31. Dezember 1926 ausser Kraft treten, falls sich die vertragschliessenden Teile nicht bis zum 30. September 1926 über seine Verlängerung verständigt haben. Jeder der vertragschliessenden Teile ist befugt, das Abkommen auch früher mit dreimonatiger Frist für das Ende eines Kalendervierteljahrs aufzukündigen.

Zu Urkund dessen haben die vertragschliessenden Teile das Abkommen unterfertigt und mit ihren Siegeln versehen.

Ausgefertigt in doppelter Urschrift in deutscher und polnischer Sprache, wobei beide Wortlaute gleiche Geltung haben sollen.

DANZIG, *den* 30. *Dezember* 1924.

(gez.) Paul ECKARDT.
(gez.) Jerzy BOGORYA-KURZENIECKI.

Artykuł 31.

1. Niniejsza Konwencja będzie ratyfikowana a dokumenty ratyfikacyjne będą wymienione w Warszawie. Konwencja uprawomocni się po upływie 14 dni od dnia wymiany dokumentów ratyfikacyjnych.

2. Konwencja utraci moc obowiązującą z dniem 31 grudnia 1926, o ile Strony kontraktujące nie porozumieją się do dnia 30 września 1926 co do jej przedłużenia. Każda ze Stron kontraktujących ma prawo wcześniejszego jej wypowiedzenia z upływem każdego kwartału kalendarzowego, wymawiając ją na trzy miesiące przedtem.

Sporządzone w dwu oryginałach w języku niemieckim i polskim, przytem oba teksty są jednakowo obowiązujące.

Na dowód czego pełnomocnicy podpisali niniejszą Konwencję i zaopatrzyli ją swemi pieczęciami.

GDAŃSK, *trzydziestego grudnia* 1924.

(podp.) Paul ECKARDT.
(podp.) Jerzy BOGORYA-KURZENIECKI.

[1] TRADUCTION.

N° 1250. — ARRANGEMENT ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA POLOGNE, RELATIF A L'OCTROI DE FACILITÉS DANS LE PETIT TRAFIC FRONTALIER. SIGNÉ A DANTZIG, LE 30 DÉCEMBRE 1924.

Considérant que la date d'expiration de la Convention en vue de faciliter le trafic frontalier signée à Posen, le 29 avril 1922, et de l'Arrangement relatif à la zone frontière de la Haute-Silésie, signé à Varsovie, le 23 février 1924, est fixé dans chacun de ces arrangements au 31 décembre 1924;

L'ALLEMAGNE, d'une part, et LA POLOGNE, d'autre part, animées du désir d'assurer aux habitants des districts frontières, même après cette date, des facilités dans le petit trafic frontalier, ont désigné comme plénipotentiaires, en vue de conclure un arrangement à cet effet :

L'ALLEMAGNE :

Le Dr Paul ECKARDT, ministre plénipotentiaire ;

LA POLOGNE :

M. Jerzy BOGORYA-KURZENIECKI, directeur du Comité du transit au Ministère des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs et les avoir trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

I. FACILITÉS VISANT LES PERSONNES.

Article premier.

1. Les personnes qui, dans les districts frontières, habitent à dix kilomètres au plus de la frontière germano-polonaise, et y séjournent plus de trois mois, seront autorisées à passer la frontière et à séjourner de l'autre côté de la frontière en vertu d'un permis *(Grenzausweis)* dans les conditions définies aux articles suivants. Les fonctionnaires jouiront de cette facilité à dater du jour de leur entrée en fonctions.

2. Par districts frontières, il conviendra d'entendre les districts adjacents à la frontière germano-polonaise. En cas de nécessité particulière, chacun des deux gouvernements pourra décider que des portions d'autres districts voisins, à condition qu'elles ne soient pas distantes de la frontière germano-polonaise de plus de dix kilomètres, sont considérées comme appartenant à un district frontière, au sens du présent arrangement ; le gouvernement de l'autre partie devra être informé de cette décision.

Article 2.

Les permis donnent à leurs porteurs le droit :

a) De passer la frontière en des points déterminés, à pied, à cheval, à bicyclette, en voiture, en traîneau, en automobile et en chemin de fer ;

b) De séjourner, jusqu'à une distance de dix kilomètres, dans le district situé de l'autre côté de la frontière et adjacent à celui dans lequel le permis a été délivré. Si ce dernier

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] TRANSLATION.

No. 1250. — AGREEMENT BETWEEN GERMANY AND POLAND CONCERNING THE GRANTING OF FACILITIES IN MINOR FRONTIER TRAFFIC. SIGNED AT DANZIG, DECEMBER 30, 1924.

Whereas in the Agreement concerning Frontier Traffic Facilities, signed at Posen, April 29, 1922, and the Agreement relating to the Frontier Zone of Upper Silesia, signed at Warsaw, February 23, 1924, both provide that the said Agreements shall expire on December 31, 1924;

GERMANY, of the one part, and POLAND, of the other part, being desirous of providing frontier traffic facilities for persons inhabiting the frontier district after that date, have appointed as their Plenipotentiaries for the purpose of concluding an agreement with that object :

GERMANY :

Dr. Paul ECKARDT, Minister Plenipotentiary ;

POLAND :

M. Jerzy BOGORYA-KURZENIECKI, Director of the Transit Committee in the Ministry of Foreign Affairs;

Who, having communicated their full powers found in good and due form, have agreed upon the following provisions.

I. FACILITIES FOR PERSONS.

Article 1.

1. Persons who reside in the frontier districts at a distance of not more than ten kilometres from the German-Polish frontier and who remain there for a period of more than three months shall be allowed, under the conditions laid down in the following Articles, to cross the frontier and to stay on the other side of the frontier if they are provided with a frontier permit (*Grenzausweis*). Officials shall be entitled to this privilege as from the date of their entering on their duties.

2. All districts adjoining the German-Polish frontier shall be regarded as frontier districts. If special circumstances so require, each of the two Governments shall be entitled to declare as frontier districts within the meaning of the present Agreement such portions of other districts bordering thereon as are situated at a distance of not more than ten kilometres from the German-Polish frontier ; the Government of the other Party shall be notified of any such decision.

Article 2.

The frontier permit shall entitle the holder :

(*a*) To cross the frontier at given points on foot, on horseback, by bicycle, in carriages, in sleighs, in motor-cars or by rail ;

(*b*) To reside at a distance of not more than ten kilometres from the frontier in the district situated on the other side of the frontier and adjoining the district in which the

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

est adjacent à plusieurs districts situés de l'autre côté de la frontière, l'autorisation de séjour s'étendra à tous ces districts. En cas de nécessité spéciale, les autorités chargées de délivrer les permis auront le droit d'étendre la validité du permis aux districts frontières voisins situés de chaque côté.

Article 3.

1. Il sera délivré les permis suivants :

a) Permis pour un voyage unique — sur formulaire rouge ;
b) Permis permanent — sur formulaire vert ;
c) Permis agricole — sur formulaire brun.

2. Les permis seront établis sur des formulaires imprimés en allemand et en polonais et conformes au modèle stipulé par l'Arrangement du 29 avril 1922, sauf en ce qui concerne la reproduction du texte des dipositions de cet arrangement, qui devront être remplacées par les dispositions nouvelles.

3. Les permis devront indiquer :

a) Les noms, prénoms, situation ou profession, lieu et date de naissance et domicile du titulaire ;
b) L'objet du voyage ;
c) Le point de passage de la frontière ;
d) L'indication des districts pour lesquels le permis est valable ;
e) Les restrictions de temps et de lieu imposées au séjour de l'autre côté de la frontière, en raison de l'objet du voyage ou pour d'autres motifs ;

f) Les indications relatives aux enfants que le titulaire aurait l'intention de prendre avec lui (Article 5).

4. Les permis devront être munis d'une photographie du titulaire portant un timbre officiel et de la signature ou d'un signe manuscrit de ce dernier. La photographie n'est pas nécessaire si le titulaire du permis est pourvu d'une autre pièce d'identité délivrée ou visée par les autorités et munie d'une photographie.

Article 4.

1. Les permis seront délivrés, en Allemagne, par les sous-préfets *(Landräte)* et les autorités de police des districts urbains, en Pologne, par les autorités administratives de première instance.

2. Au cas où il serait fourni un motif plausible d'urgence pour un voyage unique et si le permis nécessaire ne pouvait être obtenu en temps utile de l'autorité compétente visée au premier alinéa, le dit permis pourra être délivré, en Allemagne par la police locale, en Pologne, par les commissaires de district ou par d'autres autorités encore à désigner et dont le nom devra, le cas échéant, être communiqué au Gouvernement allemand.

3. L'autorité territorialement compétente est celle dans le district de laquelle est domiciliée la personne qui sollicite le permis.

Article 5.

Les permis ne doivent être délivrés qu'à des personnes âgées de plus de douze ans. Toutefois, en cas de nécessité particulière, un permis pourra être exceptionnellement délivré à une personne de moins de douze ans. Dans tous les autres cas, les enfants de moins de douze ans ne pourront passer la frontière sans permis que s'ils accompagnent une personne adulte et si le permis accordé à cette dernière, l'autorise à prendre un enfant avec lui.

frontier permit has been issued. If this district borders on several districts situated beyond the frontier, the frontier permit shall entitle the holder to reside in any of these districts. In special cases the authorities which issue the frontier permit may extend its validity to neighbouring districts on both sides of the frontier.

Article 3.

1. Frontier permits shall be issued :

(a) As permits for a single journey — colour, red ;
(b) Permanent permits — colour, green ;
(c) Business permits — colour, brown.

2. Frontier permits shall be issued on forms printed in German and Polish, as laid down in the Agreement of April 29, 1922, save that the reproduction of the provisions of the said Agreement shall be altered as made necessary by the present Agreement.

3. The permits must show :

(a) The name and surname, status or profession, place and date of birth and domicile of the holder ;
(b) Purpose of the journey ;
(c) Point at which the frontier may be crossed ;
(d) Districts within which the permit is valid ;
(e) Any restrictions as to length of time and place of residence beyond the frontier which may be imposed in connection with the purpose of the journey or for any other reason ;
(f) Details regarding any young persons who may be accompanying the holder of the permit (Article 5).

4. The permits must be provided with a photograph bearing an official stamp and with the signature or mark of the holder. The photograph shall not be required if the holder carries on his person any other official or officially authenticated identity certificate to which his photograph is affixed.

Article 4.

1. In Germany, the permits shall be issued by the *Landräte* (administrative heads of districts) and the police authorities of the municipalities ; in Poland, they shall be issued by the administrative authorities of first instance.

2. Should it appear on good grounds that there is urgent need for a single journey being made, and should it not be possible to obtain a permit in time from the competent authorities as laid down in paragraph 1, then the said permit may be issued, in Germany, by the local police, and in Poland, by the district commissioners or other authorities to be designated in the future ; the names of these authorities shall, if necessary, be communicated to the German Government.

3. The territorially competent authority shall be that in whose district the person applying for a permit is domiciled.

Article 5.

A permit may only be granted to persons over twelve years of age. In special cases and as an exceptional measure permits may also be granted to children under twelve years of age. In all other cases, a child under twelve may only cross the frontier without a permit if accompanied by an adult, and the adult's permit may authorise him to take the child in question with him.

Article 6.

Les permis pour un voyage unique ne seront valables que pour quatorze jours au maximum à compter du jour de leur délivrance ; ces permis donnent aux titulaires le droit de séjourner trois jours au plus de l'autre côté de la frontière, non compris le jour du premier passage de la frontière.

Article 7.

Sous réserve des dispositions de l'article 9, des permis permanents valables trois mois seront délivrés aux personnes obligées de traverser fréquemment la frontière pour des motifs professionnels, économiques, confessionnels ou autres. L'article 6 s'applique à chacun des séjours de l'autre côté de la frontière.

Article 8.

1. Les propriétaires de biens-fonds, les membres de leur famille et les personnes employées dans leurs entreprises pourront obtenir des permis agricoles, sous réserve des dispositions de l'article 9, lorsque leurs biens-fonds ou plusieurs biens-fonds leur appartenant et constituant une unité économique sont coupés par la frontière. Il en sera de même lorsqu'un bien-fonds ou des biens-fonds rentrant dans la catégorie ci-dessus ne peuvent être convenablement exploités sans passage de la frontière. Sont assimilées aux propriétaires toutes autres personnes qui, à des titres quelconques, ont droit d'exploiter les fruits de biens-fonds. Les titulaires de permis agricoles ne sont autorisés à passer la frontière et à séjourner de l'autre côté que pour la durée et dans les endroits nécessaires pour l'administration et l'exploitation des fonds. L'emplacement des biens-fonds doit être indiqué sur le permis.

2. Les dispositions de l'alinéa premier ne sont applicables qu'aux biens-fonds qui remplissaient, le 15 septembre 1922, les conditions exigées pour la délivrance de permis agricoles. Toutefois, cette date sera remplacée par celle du 1er janvier 1922 pour la partie de la frontière visée dans la Convention germano-polonaise du 15 mai 1922 concernant la Haute-Silésie.

3. Les permis agricoles sont valables pour la durée d'une année civile.

Article 9.

1. Les fonctionnaires désignés à l'article 4 aviseront les fonctionnaires compétents de l'autre partie des demandes de permis permanents et de permis agricoles (Articles 7, 8) qui leur sont adressées et auxquelles ils ont l'intention de donner suite. L'avis devra indiquer le nom et le domicile de la personne qui demande le permis, ainsi que les explications fournies par l'intéressé et établissant le bien-fondé de la demande et l'objet du passage de la frontière.

2. Le permis devra être refusé si, dans un délai de dix jours à dater de l'envoi du susdit avis, l'autorité de l'autre Partie s'oppose à la délivrance du permis, en faisant valoir que les conditions requises ne se trouvent pas remplies, ou que des empêchements légaux, résultant des dispositions de la législation nationale relative aux passeports, ne permettent pas d'autoriser le passage de la frontière, ou encore que l'octroi du permis à la personne qui en a fait la demande constituerait une menace pour la sécurité et l'ordre publics du pays dans lequel elle désire se rendre.

3. Si l'autorité chargée de délivrer le permis considère que l'opposition n'est pas justifiée, l'autorité supérieure pourra inviter l'autorité correspondante de l'autre Partie à procéder à un nouvel examen de cette opposition.

4. La délivrance de chaque permis permanent et de chaque permis agricole doit être signalée immédiatement par l'autorité qui le délivre à l'autorité de l'autre Partie. Les dispositions de détail sur ce point feront l'objet d'une entente directe entre les autorités administratives compétentes des deux Parties.

Article 6.

Permits for a single journey shall be issued for not more than fourteen days reckoned from the date of issue. They shall entitle the holder to stay not more than three days on the other side of the frontier, it being understood that the day on which he first crosses the frontier shall not be counted.

Article 7.

Subject to the provisions of Article 9, permanent permits valid for three months shall be issued to persons who are obliged for professional, business, religious or other special reasons to cross the frontier frequently. Article 6 shall apply to each period of residence on the other side of the frontier.

Article 8.

1. Owners of land, members of their families and persons employed on their estates shall, subject to the provisions of Article 9, receive business permits if their land or their plots of land forming an economic unit are cut by the frontier line. The same provision shall apply in cases in which one or more plots of land of the kind referred to cannot be properly cultivated unless the frontier is crossed. Other persons entitled on any legal grounds to the use of land shall be placed on the same footing as owners. Business permits shall entitle the holders to cross the frontier and to stay on the other side of the frontier only at the place and for the length of time required for the cultivation and working of the land. The position of the plots of land must be indicated in the permit.

2. The provisions of paragraph 1 shall only apply to those plots of land which satisfied the conditions laid down for the issue of business permits on September 15, 1922. In the case of that part of the frontier to which the German-Polish Agreement of May 15, 1922, concerning Upper Silesia applies, January 1, 1922, shall be taken instead of the above-mentioned date.

3. Business permits shall be valid for one calendar year.

Article 9.

1. The authorities referred to in Article 4 shall notify the competent authorities of the other Party of applications made to them for the issue of permanent and business permits (Articles 7 and 8), should they intend to grant the said applications. Such notification must give the name and domicile of the person applying for a permit and particulars furnished by him explaining why the permit should be issued and the purpose of crossing the frontier.

2. The permit will be refused if, within ten days of the despatch of the notification, the authority of the other Party makes objection and shows that the conditions required for the issue of the permit have not been fulfilled, or that there are legal obstacles arising out of the passport regulations of the country that the applicant desires to enter which prevent authorisation being given to cross the frontier, or that such a permit, if in the hands of the applicant, would constitute a danger to public security and order in the country which the applicant desires to enter.

3. Should the authority responsible for issuing the permit not regard the objections as justified, then the higher authorities can call upon the corresponding authority of the other Party to re-examine the grounds of the objection.

4. The issue of every permanent and business permit shall be notified immediately by the issuing authority to the competent authority of the other Party. The competent administrative authorities on both sides shall arrange the details of this procedure by means of a direct Agreement.

Article 10.

1. Les permis, à l'exception des permis agricoles autorisent leur titulaire à franchir la frontière aux points de passage indiqués sur le permis et reconnus comme tels par les deux Parties contractantes. Sauf en cas de raison spéciale, le point de passage indiqué dans le permis ne pourra être que le point de passage le plus proche du domicile de l'intéressé.

2. Les titulaires de permis agricoles sont autorisés à traverser la frontière, même en dehors des points de passage, aux endroits où il leur est nécessaire de passer pour leurs occupations professionnelles. Ces endroits seront déterminés par les autorités douanières compétentes des deux Parties, de concert avec les intéressés, en tenant compte des nécessités réelles de leurs occupations.

Article 11.

1. Les titulaires de permis peuvent, en règle générale, franchir la frontière seulement pendant les heures du jour, c'est-à-dire : du 1er avril au 30 septembre, entre 6 heures du matin et 8 heures du soir, et du 1er octobre au 31 mars, entre 7 heures du matin et 6 heures du soir. Les dispositifs de fermeture devront être ouverts en temps voulu, et ne pourront être fermés avant l'heure.

2. Du 1er mai au 30 septembre, les titulaires de permis agricoles pourront franchir la frontière dès 4 heures du matin.

3. Les autorités administratives et douanières de première instance des deux Parties, pourront, par voie d'entente, modifier, soit d'une façon générale, soit dans des cas particuliers, les heures prévues pour le passage de la frontière, si les circonstances locales semblent l'exiger.

4. Les ecclésiastiques et leurs assistants, les médecins, les vétérinaires et les sages-femmes, pourront, dans l'exercice de leurs fonctions, franchir la frontière, même pendant les heures de nuit. La même disposition s'applique à diverses autres personnes, par exemple aux éclusiers et aux pompiers, dans les cas particulièrement urgents.

5. Les dispositions ci-dessus visant les heures de passage ne s'appliquent pas au passage de la frontière par chemin de fer.

Article 12.

1. Les droits perçus seront les suivants :

	Reichsmark		zloty
Permis pour un voyage unique	0,50	ou	0,50.
Permis permanent	2	ou	3
Permis agricole	3	ou	4

2. Il ne pourra être perçu, pour la délivrance de permis, y compris la demande, d'autres droits que ceux qui sont fixés au premier alinéa.

3. Le taux des droits pourra, en cas de besoin, être modifié par voie d'entente entre les deux gouvernements.

Article 13.

Les membres de corps de pompiers ou de sauvetage des mines, ainsi que les équipes de secours de l'une des Parties contractantes, portant les signes distinctifs de leurs attributions, auront le droit, en vue de contribuer à une action de secours, de franchir la frontière sans permis aux endroits commandés par les circonstances, et de séjourner sur le territoire de l'autre Partie pendant la durée de leur action de secours, à condition de se mettre à la disposition de la personnalité qualifiée aux termes des règlements en vigueur sur le lieu du sinistre ou de l'accident.

Article 10.

1. The holders of frontier permits other than business permits shall be entitled to cross the frontier at the points which are named in the permits and are recognised for the purpose by both Contracting Parties. Unless there is any special reason to the contrary, no frontier crossing point shall be designated in the permit other than that which is the nearest to the domicile of the holder of the permit.

2. The holders of business permits shall be entitled to cross the frontier at points other than the recognised crossing points if this is necessary for the purpose of their work. These points shall be determined by the competent Customs authorities of the two Parties after hearing the persons concerned, due regard being had to actual business requirements.

Article 11.

1. Holders of frontier permits shall as a rule only be permitted to cross the frontier during the hours of daylight, *i. e.*, between 6 a.m. and 8 p.m. from April 1 till September 30, and between 7 a.m. and 6 p.m. from October 1 till March 31. Barriers closing the road shall be opened in good time and shall not be closed before the hour fixed for the purpose.

2. From May 1 to September 30 holders of business permits shall be entitled to cross the frontier after 4 a.m.

3. Should local conditions seem to require it, the administrative and Customs authorities of first instance may make other provisions by mutual agreement regarding the hours at which the frontier may be crossed, such provisions to be applicable generally, or only in individual cases.

4. Ministers of religion and their assistants, doctors, veterinary surgeons and midwives may, when engaged in the exercise of their profession, also cross the frontier by night. The same applies to other persons should there be special grounds of urgency, *e. g.*, to lock keepers and members of fire brigades.

5. The frontier may be crossed by rail at any hour.

Article 12.

1. The following charges shall be made for a :

	Reichsmark		Zloty
Permit for a single journey	0.50	or	0.50
Permanent permit	2	or	3
Business permit	3	or	4

2. No charges other than those laid down in paragraph 1 shall be levied for the issue of the permit, including the application.

3. The rates may, if necessary, be altered by mutual agreement between the Governments.

Article 13.

Members of fire brigades, mining salvage corps and ambulance corps of one Party, if clearly recognisable as such, shall have the right, for the purpose of rendering assistance, to cross the frontier without permits at the most suitable points, and to remain in the territory of the other Party for the period during which they are rendering assistance, provided that they act under the orders of the person who is competent under the regulations in force at the place where the disaster has occurred.

Article 14.

Tous les permis seront après usage, et au plus tard à l'expiration de leur durée de validité, rendus à l'autorité qui les a délivrés.

Article 15.

1. Les Parties contractantes édicteront, s'il est nécessaire, des dispositions pénales afin de pouvoir poursuivre les personnes qui se seraient procuré des permis au moyen de fausses déclarations ou qui se rendraient coupables d'abus dans l'emploi des permis, notamment en franchissant les limites du territoire pour lequel leur permis est valable.

2. En cas d'abus répété, le permis pourra être retiré au titulaire, même pendant la durée de sa validité. Un permis délivré à tort peut être retiré au titulaire sans autre formalité.

3. Les permis retirés à leur titulaire seront remis à l'autorité qui les a délivrés.

Article 16.

Chacune des Parties contractantes pourra, en cas d'abus répété dans l'emploi du permis, expulser de son territoire les personnes qui ne sont pas ses propres ressortissants.

II. FACILITÉS VISANT LES MARCHANDISES

Article 17.

1. Les propriétaires ou autres exploitants légitimes de biens-fonds formant une exploitation agricole ou forestière et situés dans la zone douanière de frontière de l'une des deux Parties contractantes, dont l'habitation ou le local d'exploitation est séparé par la frontière des superficies exploitées qui s'y rattachent, et pour autant que leur propriété constitue une unité économique, auront le droit :

a) De transporter en franchise de l'autre côté de la frontière les objets nécessaires à l'exploitation régulière de leurs biens-fonds, y compris notamment les engrais, les graines et semences, les plantes destinées aux réserves, les produits du sol, les pierres naturelles, les briques, le sable, la terre à brique, la terre glaise, les arbres, l'osier, la tourbe, les instruments de travail usuels dans l'agriculture et l'exploitation forestière, ainsi que les engins de pêche. Les engins de pêche devront être rapportés après usage. Les facilités précitées ne s'appliquent pas aux métaux, au charbon et autres produits des mines, non plus qu'au pétrole ;

b) De transporter en franchise de l'autre côté de la frontière les fruits ou produits de leur propriété, pour autant que la nature et la quantité de ces fruits et produits sont en rapport avec la nature et l'étendue de l'exploitation. Sont notamment considérés comme produits le lait et les produits du lait, la volaille abattue, les moutons, veaux et porcs abattus, le gibier pris à la chasse, ainsi que le poisson vivant et mort ;

c) De mener en franchise le bétail dans les pâturages qu'ils possèdent de l'autre côté de la frontière et de l'en ramener en franchise, y compris, le cas échéant, les jeunes animaux nés de l'autre côté de la frontière.

Ce bétail, y compris, le cas échéant, les animaux abattus de l'autre côté de la frontière, ainsi que le lait provenant de ce bétail et les produits tirés de ce lait, devront être ramenés dans le territoire où se trouve le siège de l'exploitation. Les autorités douanières sont autorisées à permettre, après entente, certaines dérogations à cette règle.

Article 14.

All permits shall be returned after use to the authority which issued them, and in any case on the expiration of their period of validity.

Article 15.

1. The Contracting Parties shall, if necessary, enact penal measures to ensure the prosecution of persons who have obtained frontier permits by making false statements, or who have been guilty of a misuse of frontier permits, particularly by going outside the area for which their permit is valid.

2. In the event of repeated misuse, a frontier permit may be withdrawn even before its period of validity has expired. A permit which has been wrongly issued shall be immediately withdrawn.

3. Permits which are withdrawn shall be returned to the authority which issued them.

Article 16.

Either Contracting Party may, in the case of the repeated misuse of permits, expel from its territory persons who are not its own nationals.

II. FACILITIES FOR GOODS.

Article 17.

1. Owners and other persons having legal rights to the use of land employed for purposes of agriculture or forestry and situated in the frontier Customs district of one of the two Contracting Parties, whose dwellings or places of work are separated by the frontier from the plots of land appertaining thereto, shall, in so far as their property forms an economic unit, be entitled :

(a) To convey across the frontier free of duty articles required for the normal working of their land, particularly manure, seed, plants for nurseries, products of the soil, unworked stone, brick, sand, clay, argillaceous earth, trees, osiers, peat, implements commonly employed in agriculture, and forestry and fishing gear. Fishing gear must be brought back over the frontier after being used. The above facilities shall not extend to metals, coal and other products of mining, or to mineral oil ;

(b) To convey across the frontier, free of duty, the crops or produce of their land, so far as their nature and amount correspond to the nature and extent of the undertaking. The products in question shall include milk and produce derived from milk, dead poultry, mutton, veal and pork, dead game and live and dead fish ;

(c) To drive their livestock free of duty across the frontier for pasture to their grazing land situated on the other side of the frontier and to bring it back free of duty, together with any young which may have been born on the other side of the frontier.

Such livestock, including the flesh of animals slaughtered on the other side of the frontier, the milk obtained from the livestock and the produce prepared from the milk, must be brought back to the territory in which the undertaking is situated. The Customs authorities may agree to admit certain exceptions to this rule.

2. Les animaux de trait, ainsi que leurs harnais et couvertures, et tous les véhicules utilisés dans une exploitation agricole régulière du genre décrit à l'alinéa premier, jouiront également de la franchise douanière, sous la réserve, toutefois, qu'ils seront ramenés.

3. Les personnes auxquelles sont accordées les susdites facilités ne pourront en faire usage qu'aux époques et pendant la durée fixées par les coutumes locales pour les travaux d'exploitation agricole et forestière.

Article 18.

Les habitants de la zone frontière sont autorisés à emporter dans le territoire situé de l'autre côté de la frontière, des provisions de bouche pour une journée, jusqu'à concurrence de un kilo. Il leur est expressément interdit d'emporter des boissons alcooliques. Sont exclusivement considérés comme provisions de bouche les aliments préparés, mais non les produits bruts servant à leur préparation.

Article 19.

Les objets à l'usage personnel des habitants d'une zone frontière qui doivent être confectionnés, transformés ou réparés dans la zone frontière adjacente, pourront, à cet effet, être exportés en franchise de droits de douane et autres taxes, et réimportés dans les mêmes conditions après confection, transformation, etc. De même les habitants de la zone frontière de l'une des deux Parties contractantes, qui, pour certains produits agricoles, par exemple pour la mouture des céréales, le pressage des graines oléagineuses, le peignage du chanvre et du lin, le sciage du bois ou le broyage des écorces, etc., ont besoin de recourir à des moulins et autres établissements appropriés situés dans la zone frontière adjacente, pourront à cet effet transporter ces produits en franchise de l'autre côté de la frontière et les ramener, une fois les susdites opérations effectuées ; les produits réimportés devront correspondre, en quantité ou en poids, aux produits bruts exportés. Ne peuvent bénéficier des privilèges mentionnés ci-dessus que les produits utilisés pour les besoins domestiques propres de l'intéressé.

Article 20.

Les ouvriers et les personnes exerçant une industrie *(Gewerbe)* habitant la zone frontière de l'un des pays seront autorisés, en vue d'exercer leur métier ou leur industrie dans la zone frontière de l'autre pays, à transporter en franchise leurs outils et instruments de travail, sous condition de les remporter une fois le travail effectué. Dans l'exercice de leur profession sur l eterritoire de l'autre pays, ils devront se conformer aux lois et règlements en vigueur dans ce pays.

Article 21.

1. Les ecclésiastiques, les médecins, les vétérinaires, les sages-femmes sont autorisés à transporter en franchise avec eux de l'autre côté de la frontière les objets et instruments nécessaires à l'exercice de leur profession, sous condition de les rapporter à leur retour. Dans l'exercice de leur profession sur le territoire de l'autre pays, ils devront se conformer aux lois et règlements en vigueur dans ce pays.

2. Cette franchise s'applique également aux objets du culte nécessaires pour la célébration de la Sainte-Messe, pour la communion, la confirmation ou l'extrême-onction, tels que calices, ciboires, livres, bannières, cierges, etc.

Les mêmes facilités seront accordées en cas d'enterrement, notamment pour le transport du corps de l'autre côté de la frontière et pour le transport des objets nécessaires à la cérémonie funèbre ou servant habituellement à l'entretien et à l'ornementation des tombes, même si ces objets sont destinés à l'ornementation et à l'entretien permanents des tombes et cimetières.

2. Draught animals, including their harness and blankets, and all means of transport used in an ordinary agricultural undertaking of the kind referred to in paragraph 1 shall also be admitted free of duty, provided that they are brought back.

3. Persons to whom the above-mentioned facilities are granted may only make use of them at such periods and for such length of time as may be fixed by local custom for agricultural and forestry work.

Article 18.

The inhabitants of a frontier Customs district may bring with them free of duty into the territory on the other side of the Customs frontier food supplies for one day, provided that the quantity does not exceed one kilogramme. Alcoholic beverages are expressly excluded. Food supplies shall be held to mean only prepared food, and not the raw material which serves for its preparation.

Article 19.

Articles for the personal use of the inhabitants of a Customs frontier district which have to be made up, altered or repaired in the Customs frontier district of the other Party, may for this purpose be exported free of Customs duty or other charges and reimported after the making up, repair, etc. The inhabitants of the Customs frontier district of one of the Contracting Parties who, in connection with agricultural products such as corn, oil seed, hemp, flax, wood and tanner's bark, are obliged for the purpose of grinding, crushing, cutting, etc., to make use of mills and workshops in the frontier Customs district situated directly opposite, may also bring such articles across the frontier for this purpose free of duty and may take them back again. The quantity or weight of the products reimported must, however, correspond to that of the raw materials exported. These privileges are conditional upon the articles being used for the owners' personal requirements.

Article 20.

Artisans and workers living in the frontier Customs zone of either State shall be entitled, for the purpose of carrying on their trade (*Gewerbe*) in the other State within the frontier Customs zone, to take with them free of duty the tools and implements necessary for their trade, provided that they bring them back after their work is completed. In the exercise of their trade in the territory of the other country they shall comply with the laws and regulations of that country.

Article 21.

1. Ministers of religion, doctors, veterinary surgeons and midwives may take with them free of duty the articles and instruments necessary for the exercise of their profession, provided that they bring them back on their return. When exercising their profession in the district on the other side of the frontier, they must comply with the regulations in force therein.

2. Similarly, articles necessary for ritual purposes, for mass, communion, confirmation or extreme unction, such as chalices, pyxes, books, religious banners, candles, etc., may be taken over the frontier free of duty.

In the case of funerals, similar facilities shall be granted particularly for the conveyance of corpses, the transport of articles used in funeral ceremonies, the putting in order and ornamentation of graves, and the permanent ornamentation and upkeep of graves and cemeteries.

3. Les corps de pompiers et les corps de sauvetage des mines, ainsi que les équipes de secours, traversant la frontière pour porter secours en cas d'incendie ou d'accident, ne seront soumis à aucune formalité douanière à l'occasion du passage de leur matériel indispensable, y compris l'attelage.

4. La franchise douanière prévue au présent article s'étend également aux véhicules et aux animaux de trait nécessaires, ainsi qu'aux harnais et couvertures.

Cette franchise ne s'applique pas aux médicaments qui ne sont pas transportés par des médecins, ni aux produits désinfectants qui ne sont pas transportés par des sages-femmes. Les médicaments non autorisés dans le pays d'importation ne pourront y être emportés.

Article 22.

En vue de permettre le retour régulier des machines, des véhicules et de tous instruments de travail habituellement utilisés dans les exploitations agricoles ou forestières, ainsi que des engins de pêche et des animaux auxquels les facilités prévues dans la section II du présent arrangement ne sont applicables qu'en cas de réimportation, il est décidé ce qui suit :

a) Le propriétaire des machines, véhicules, moyens de transport, ou instruments de travail, doit s'engager envers les autorités douanières des deux Parties à réimporter ledit matériel, par une déclaration écrite qui sera accompagnée d'une description des objets en question et dans laquelle il assumera toute responsabilité en cas de non-réimportation. La personne chargée de transporter ledit matériel de l'autre côté de la frontière devra être munie d'un certificat de l'administration des douanes, comportant une spécification du matériel, et le présenter à toute réquisition de l'autorité douanière compétente. Ces dispositions ne s'appliquent pas aux instruments de travail usagés, tels que : marteaux, scies, pelles, haches, etc. transportés par les ouvriers.

b) Il sera remis aux autorités douanières des deux Parties une liste certifiée conforme par la police locale, indiquant la totalité du cheptel appartenant au propriétaire foncier de la zone frontière qui demande le bénéfice desdites facilités, ainsi qu'une déclaration par laquelle le propriétaire garantit le retour des animaux en question et assume toute responsabilité en cas de non-réimportation. S'il s'agit du propriétaire de plusieurs exploitations agricoles, il devra être remis une liste particulière pour chacune de ces exploitations. En cas de changement quelconque survenu dans le troupeau cette liste devra être rectifiée dans le délai de deux semaines. Les chevaux doivent être marqués au fer rouge, et le bétail à corne et les porcs au fer rouge ou à l'aide de plombs fixés aux oreilles. Le convoyeur du bétail doit être porteur d'un certificat des douanes comportant la désignation individuelle de chaque animal et le présenter à toute réquisition de l'autorité douanière. En ce qui concerne la volaille, les moutons et les chèvres, une liste indiquant le nombre d'animaux sera suffisante.

c) Lorsque les déclarations écrites mentionnées aux alinéas *a)* et *b)*, auront été remises, il ne pourra être réclamé ni droits ni cautionnements d'aucune sorte.

Article 23.

La franchise douanière prévue dans la section II comprend aussi bien l'exonération des droits d'entrée et de sortie, que celle de tous autres droits et taxes. Abstraction faite des dispositions de l'article 21, N° 4, alinéa 2, la franchise douanière implique l'exemption des interdictions d'entrée et de sortie en vigueur. Si dans l'un des deux territoires, certains produits agricoles ou forestiers sont, actuellement ou par la suite, soumis à un régime économique centralisé, les restrictions impliquées par ce régime ne seront pas applicables aux zones frontières.

3. The personnel of fire brigades, mining salvage brigades and ambulance corps crossing the frontier to render assistance in the case of fires or accidents shall not be subject to any Customs formalities should they take with them the appliances and teams of horses which they require.

4. The exemption from Customs duty provided for in this Article shall also apply to the necessary means of transport and to draught animals, including their harness and blankets.

Drugs not carried by doctors and disinfectants not carried by midwives shall not be admitted free of duty. No drugs may be brought into the country if their importation is prohibited in that country.

Article 22.

In order to ensure effectively that machines, vehicles, agricultural and forestry implements, fishing gear and livestock are duly re-exported whenever the privileges provided for in Section II of this Agreement are conditional upon re-importation, the following regulations shall be observed :

(a) The owner of the machines, vehicles, means of transport or implements must give the Customs authorities of both Parties a written declaration, accompanied by a description of the objects in question, to the effect that they will be brought back and that he accepts liability in the event of this not being done. Persons entrusted with the conveyance of the objects in question across the frontier must carry a Customs document containing a complete list of the said objects and must produce it whenever called upon to do so by the competent Customs authorities. These provisions shall not apply to tools which have already been used, such as hammers, saws, shovels, axes, etc., which workmen may carry with them.

(b) The landowner in the frontier Customs district who claims the facilities referred to must provide the Customs authorities of both Parties with a list, certified correct by the local police, indicating the number of head of livestock, and a written undertaking to bring the livestock back over the frontier or to accept liability if they are not so brought back. If he possesses more than one agricultural undertaking in the frontier Customs zone, separate lists must be furnished for each. When any changes in the lists become necessary, these must be made within a fortnight. Horses must be branded, and cattle and swine must be branded or ear-ringed. The person in charge of the animals must carry with him a Customs document containing a description of each animal and must show it whenever required to do so by the Customs authorities. In the case of poultry, sheep and goats, particulars as to the number shall be sufficient.

(c) If the written undertaking referred to in *(a)* and *(b)* is given, no charges or deposit for security may be demanded.

Article 23.

The exemption from Customs duties provided for in Section II includes both freedom from import and export duties and freedom from all other duties and taxes. Apart from the provisions of Article 21, No. 4, paragraph 2, freedom from Customs duties also means exemption from any of the import and export prohibitions in force. Should agricultural or forestry products in either territory at present be, or in future become, subject to a centralised economic regime, the restrictions resulting therefrom shall not apply to the minor frontier traffic.

III. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET FINALES

Article 24.

Le présent arrangement s'étend à la totalité de la frontière germano-polonaise, sous réserve toutefois des dispositions suivantes :

I. 1° La stipulation de l'article premier de la Convention du 23 février 1924, concernant la zone frontière de Haute-Silésie, est maintenue. Pour la partie de la frontière visée par la Convention du 15 mai 1922 concernant la Haute-Silésie, la zone frontière spéciale remplacera la zone douanière de frontière au sens de la section II du présent arrangement.

2° Les facilités prévues dans l'article 17 seront également accordées si, bien que ne formant pas une unité économique, la propriété foncière en question est située dans la zone frontière spéciale (N° 1). En ce cas, les intéressés devront présenter chaque fois un certificat de l'autorité administrative compétente établissant que les objets pour lesquels est demandé le bénéfice de la franchise douanière proviennent réellement de propriétés situées dans cette zone.

3° Les ouvriers et les personnes exerçant une industrie *(Gewerbe)* domiciliés dans la zone frontière spéciale de l'une des deux Parties contractantes pourront transporter en franchise de l'autre côté de la frontière, sous condition de les ramener, des objets ou des parties d'objets, provenant de la zone frontière de l'autre pays et destinés à être réparés. Cette franchise douanière s'appliquera également au matériel destiné à des réparations et qu'ils pourront transporter sans l'aide de véhicule, en tant qu'il s'agira de réparations pouvant être effectuées par un petit artisan ou industriel. Les bénéficiaires de cette autorisation ne seront autorisés à traverser la frontière dans les deux sens, avec ce matériel, qu'une seule fois par jour. Le matériel ne devra pas être utilisé pour la fabrication d'objets neufs. Si ce matériel n'est pas utilisé, il devra être réexporté.

4° Les ouvriers, dont le domicile, situé dans la zone frontière spéciale est séparé par la frontière du lieu où ils travaillent pourront, en traversant la frontière pour se rendre à leur travail :

a) Transporter en franchise leur provision journalière de bouche dans la limite maximum prévue à l'article 18 ; les ouvriers qui restent plusieurs jours sur leur lieu de travail pourront transporter en franchise la quantité de provisions de bouche correspondant au nombre de ces journées de travail, ainsi que les produits bruts destinés à la préparation des aliments ;

b) Transporter en franchise leurs outils de travail en s'engageant à les ramener à leur retour.

5° Les facilités prévues à l'alinéa 4 *a)* seront également accordées aux ouvriers et personnes exerçant une industrie visés à l'alinéa 3.

6° Les ouvriers et employés dont le domicile, situé dans la zone frontière, est séparé par la frontière de l'endroit où ils travaillent, pourront emporter chez eux, sans acquitter de droits de douane, les salaires en nature qui leur sont versés par les employeurs.

II. Les dispositions de la Convention du 15 mai 1922 sur la Haute-Silésie concernant les cartes de circulation, ne sont pas affectées par le présent arrangement.

Article 25.

1. Les dispositions du présent arrangement ne font pas dérogation au droit reconnu aux autorités des deux Parties contractantes de refuser la délivrance de permis lorsque des empêchements légaux, résultant des règlements en vigueur concernant les passeports, ne permettent pas d'autoriser le voyage.

III. GENERAL AND FINAL PROVISIONS.

Article 24.

The present Agreement shall apply to the entire German-Polish frontier, subject, however, to the following provisions :

I. (1) The provisions of Article 1 of the Agreement of February 23, 1924, relating to the Upper Silesian frontier zone shall be maintained. As regards the part of the frontier referred to in the Convention of May 15, 1922, concerning Upper Silesia, the special frontier zone shall replace the frontier Customs zone mentioned in Section II of the present Agreement.

(2) The facilities provided for in Article 17 shall also be granted if the property in question does not form an economic unit, but is nevertheless situated in the special frontier zone (No. 1). In such cases a certificate from the competent administrative authorities must be presented in every case to the effect that the articles for which freedom from Customs duty is claimed actually come from a property situated in this zone.

(3) Artisans and workers living in the special frontier zone of one of the Contracting Parties may take with them free of duty for purposes of repair articles or parts of articles from the frontier zone of the other State, provided, however, that they bring such articles back. Similarly, they may take with them free of duty small quantities of repairing materials corresponding to the requirements of artisans or small tradesmen and such as they themselves can carry without using any means of transport. Persons entitled to these privileges may only cross and recross the frontier once in each day with materials of this kind. These materials may not be used to make any new articles, and any materials not used must be brought back.

(4) Workers who live in the special frontier zone on the other side of the frontier from the place at which they work may, when going to their work, take with them, free of duty :

(a) Their victuals for the day to an amount not exceeding that laid down in Article 18. Workers who have to remain for several days at work at the same place may take victuals with them in quantities proportionate to the number of days they are to work, and also the raw ingredients for the preparation of their food ;

(b) Their tools, provided they bring them back on their return.

(5) The facilities provided for under 4 *(a)* shall also be granted to the artisans and workers referred to in No. 3.

(6) Workers and employees whose dwellings in the frontier zone are separated by the frontier from the place at which they work may also bring home with them free of duty any payments in kind which they have received from their employers.

II. The provisions of the Convention of May 15, 1922, concerning Upper Silesia with regard to travelling permits shall not be affected by the present Agreement.

Article 25.

1. The provisions of the present Agreement shall not affect the right of the authorities of the two Contracting Parties to refuse to issue frontier permits if, in virtue of the passport regulations in force in the country concerned, there are legal objections to authorising the journey.

2. Les facilités stipulées dans le présent arrangement ne seront pas applicables aux personnes expulsées du territoire de l'une des deux Parties contractantes.

Article 26.

1. Les deux Parties contractantes se réservent le droit de suspendre ou de limiter, d'une manière permanente ou temporaire, l'effet des dispositions du présent arrangement pour certaines localités situées dans leur zone frontière.

2. Les mesures prises par l'une des deux Parties contractantes, en vertu de l'alinéa premier, seront portées sans retard, à la connaissance de l'autre Partie.

Article 27.

1. Les dispositions des sections I et II ne font pas dérogation aux règlements douaniers, pour autant que ces derniers ne sont pas modifiés par le présent arrangement, aux règlements de police concernant la déclaration de séjour des étrangers et autres prescriptions relatives aux étrangers, aux règlements concernant la protection des plantes, ni aux règlements de police sanitaire et vétérinaire. La convention relative à l'application des règlements de police vétérinaire, prévue à l'article VII du protocole final de la Convention du 29 avril 1922, et conclue par le protocole du 4 juin 1923, demeurera en vigueur même après l'expiration de la convention précitée.

2. L'effet des dispositions des sections I et II pourra être temporairement suspendu dans le cas d'une fermeture générale de la frontière, même si cette fermeture est décidée pour des motifs autres que des motifs de police sanitaire et vétérinaire. De même, en cas de nécessité extraordinaire d'ordre économique, les facilités prévues à l'article 18 et à l'article 24, N° 4 *a)* pourront être restreintes à titre temporaire.

Article 28.

1. En cas de nécessité spéciale, les autorités compétentes des deux Parties contractantes sont autorisées à accorder, par entente directe, des facilités plus grandes que celles qui sont prévues à la section I. Il pourra être décidé, notamment, que les autorités administratives compétentes (Article 4) seront remplacées, pour la délivrance des permis, par d'autres autorités que leur siège rend plus facilement accessibles aux intéressés.

2. Dans les cas où les circonstances économiques le rendront souhaitable et possible, les autorités compétentes des deux Parties contractantes pourront, à la suite d'une entente, accorder des facilités plus étendues que celles qui sont prévues à la section II, en ce qui concerne le transport du bois abattu qui viendrait à tomber de l'autre côté de la frontière, l'enlèvement de sable provenant de biens-fonds possédés ou loués de l'autre côté de la frontière, et le prélèvement d'eau destinée aux besoins propres de l'exploitation. Les dispositions des articles 18 à 21 peuvent, de même, être modifiées ou complétées.

Article 29.

Les autorités administratives compétentes devront se mettre directement en rapport pour résoudre les difficultés que pourrait soulever l'application du présent arrangement. Elles seront tenues de se communiquer mutuellement et sans retard les modifications apportées dans leur district, en vertu de l'article 26 et de l'article 27, alinéa 2, aux dispositions prévues par les sections I et II.

2. The facilities provided for in the present Agreement shall not be granted to persons who have been expelled from the territory of one of the two Contracting Parties.

Article 26.

1. The Contracting Parties reserve the right temporarily or permanently to exclude individual localities within their frontier districts from the provisions of this Agreement or to restrict the facilities provided for in the said Agreement in respect of such localities.

2. The measures referred to in paragraph 1 shall, if taken by one Party, immediately be notified to the other Party.

Article 27.

1. The provisions of Sections I and II shall not affect Customs regulations, in so far as the latter are not modified by the present Agreement, police regulations in regard to notification of residence and other provisions affecting foreigners, measures for protection against diseases of plants and sanitary and veterinary police regulations. The Agreement provided for under No. VII of the Final Protocol to the Convention of April 29, 1922, in respect of the carrying-out of veterinary control regulations, which has been embodied in the Protocol of June 4, 1923, shall also remain in operation on the expiration of the above-mentioned Agreement.

2. The provisions of Sections I and II may, in the event of a general closing of the frontier, be temporarily abrogated even if this closing of the frontier be decided upon on other grounds than those of medical and veterinary control. The facilities provided for in Article 18 and Article 24, No. 4 *(a)* may also be temporarily restricted in the event of exceptional economic necessity.

Article 28.

1. If specially desirable, facilities other than those provided for in Section I may be granted by agreement between the competent authorities of the two Contracting Parties. Such facilities may consist, for instance, in giving authorities other than those ordinarily competent in the matter (Article 4) power to issue permits if the offices of the former are more conveniently situated for the persons concerned.

2. Where it appears desirable and possible in view of existing economic conditions, facilities other than those provided for in Section II may be granted by agreement between the competent authorities of the two Contracting Parties in respect of felled timber which happens to lie on the other side of the frontier, the removal of sand from ground owned or leased on the other side of the frontier or the taking of water required for the special needs of the undertaking. The provisions of Articles 18 to 21 may be similarly modified or supplemented.

Article 29.

The competent administrative authorities shall, in the event of difficulties arising in connection with the execution of this Agreement, enter into direct negotiations with each other with a view to overcoming such difficulties. They must immediately inform each other of any modifications of the provisions contained in Sections I and II of the present Agreement which may have been introduced in their district in accordance with Article 26 and Article 27, paragraph 2, of the present Agreement.

Article 30.

Les Parties contractantes se feront connaître, en outre, quelles sont les autorités qui doivent être considérées comme compétentes au sens du présent arrangement.

Article 31.

1. Le présent arrangement sera ratifié et les instruments de ratification seront échangés à Varsovie. — Il entrera en vigueur quatorze jours après l'échange des instruments de ratification.

2. Le présent arrangement cessera d'être en vigueur le 31 décembre 1926, à minuit, au cas où les Parties contractantes ne se seraient pas mises d'accord, au plus tard le 30 septembre 1926, au sujet de sa prolongation. Chacune des Parties contractantes, même avant cette date, pourra, moyennant préavis de trois mois, dénoncer le présent arrangement pour la fin d'un trimestre du calendrier.

En foi de quoi les Parties contractantes ont signé le présent arrangement et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double original, en allemand et en polonais, les deux textes faisant également foi.

DANTZIG, *le* 30 *décembre* 1924.

(Signé) Paul ECKARDT.
(Signé) Jerzy BOGORYA-KURZENIECKI.

Article 30.

The Contracting Parties shall notify each other of the authorities which are to be regarded as competent authorities for the purposes of the present Agreement.

Article 31.

1. The present Agreement shall be ratified and the exchange of ratifications shall take place in Warsaw. It shall come into force fourteen days after the exchange of the instruments of ratification.

2. This Agreement shall cease to have effect as from January 1, 1926, unless the Contracting Parties have agreed by September 30, 1926, to prolong it. It may be denounced before that date by either of the Contracting Parties giving three months' notice, such denunciation to take effect at the end of the calendar quarter.

In faith whereof, the Contracting Parties have signed the present Agreement and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate in German and Polish, both texts being authentic.

DANZIG, *December* 30, 1924.

(Signed) Paul ECKARDT.
(Signed) Jerzy BOGORYA-KURZENIECKI.

N° 1251.

ALLEMAGNE ET MEXIQUE

Arrangement relatif au règlement des indemnités à accorder aux ressortissants allemands pour dommages subis à l'occasion des troubles révolutionnaires au Mexique. Signé à Mexico, le 16 mars 1925.

GERMANY AND MEXICO

Arrangement relating to the Compensation to be granted to German Nationals for Damage suffered on the occasion of the Revolutionary Disturbances in Mexico. Signed at Mexico, March 16, 1925.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N° 1251. — DEUTSCH-MEXIKANISCHES ABKOMMEN [1], BETREFFEND DIE REGELUNG DEUTSCHER ANSPRÜCHE AUS MEXIKANISCHEN REVOLUTIONSSCHÄDEN, GEZEICHNET IN MEXIKO, AM 16. MÄRZ 1925.

Textes officiels allemand et espagnol communiqués par le consul général d'Allemagne à Genève [2]. *L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 3 août 1926.*

DER PRÄSIDENT DES DEUTSCHEN REICHS einerseits und DER PRÄSIDENT DER VEREINIGTEN STAATEN VON MEXIKO andererseits, beide im Namen ihrer Länder, haben anlässlich der freiwilligen Aufforderung, die der Letztere am 14. Juli 1921 in der Absicht an die Deutsche Regierung gerichtet hat, die deutschen Reichsangehörigen durch Geld für Schäden und Verluste zu entschädigen, die sie durch revolutionäre Handlungen, begangen in der Zeit vom 20. November 1910 bis 31. Mai 1920 einschliesslich, erlitten haben, beschlossen, ein Abkommen hierüber zu treffen. Zu diesem Zwecke haben als Bevollmächtigte ernannt :

DER PRÄSIDENT DES DEUTSCHEN REICHS :

Herrn Eugen WILL, ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister in Mexiko,

DER PRÄSIDENT DER VEREINIGTEN STAATEN VON MEXIKO :

Herrn Lizentiaten Aaron SÁENZ, Staatssekretär und Leiter des Staatssekretariats der Auswärtigen Angelegenheiten.

Diese sind, nachdem sie ihre Vollmachten ausgetauscht und sie in guter und gehöriger Form befunden haben, über die folgenden Artikel übereingekommen :

Artikel I.

Alle im Artikel IV dieses Abkommens näher bezeichneten Reklamationen werden einer aus drei Mitgliedern bestehenden Kommission unterbreitet, von der je ein Mitglied von dem Präsidenten des Deutschen Reichs und von dem Präsidenten der Vereinigten Staaten von Mexiko und das dritte, das den Vorsitz übernehmen soll, von den beiden Präsidenten gemeinsam ernannt wird. Im Falle, dass die beiden Präsidenten in einem Zeitraum von zwei Monaten vom Tage des Austausches der Ratifikationsurkunden an gerechnet zu einem solchen Übereinkommen nicht gelangen sollten, wird der Präsident des Verwaltungsrats des ständigen Schiedsgerichtshofs im Haag den Präsidenten der Kommission bezeichnen. Das Ersuchen um diese Ernennung ist von

---

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Mexico, le 1er février 1926.

[2] Vol. II, page 60 (renvoi), de ce recueil.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

Nº 1251. - CONVENIO[1] ENTRE ALEMANIA Y LOS ESTADOS UNIDOS MEXICANOS SOBRE EL PAGO DE INDEMNIZACIONES A LOS CIUDADANOS ALEMANES COMO CONSECUENCIA DE ACTOS REVOLUCIONARIOS EN MEXICO, FIRMADO EN MEXICO, EL 16 DE MARZO DE 1925

German and Spanish official texts communicated by the German Consul-General at Geneva[2]. *The registration of this Arrangement took place August* 3, 1926.

EL PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA ALEMANA, de una parte, y de la otra, EL PRESIDENTE DE LOS ESTADOS UNIDOS MEXICANOS, ambos en nombre de sus respectivos países, dando cumplimiento a la graciosa invitación que el segundo hizo al Gobierno Alemán el 14 de julio de 1921 para indemnizar pecuniariamente por las pérdidas o daños que hubieren resentido los ciudadanos alemanes a causa de actos revolucionarios ejecutados durante el período comprendido entre el 20 de noviembre de 1910 y el 31 de mayo de 1920, inclusive, han decidido celebrar una Convención con tal fin y al efecto han nombrado como sus Plenipotenciarios :

EL PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA ALEMANA :

al Excelentísimo señor Eugen WILL, su Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario en México,

EL PRESIDENTE DE LOS ESTADOS UNIDOS MEXICANOS :

al señor Licenciado don Aarón SÁENZ, Secretario de Estado y del Despacho de Relaciones Exteriores.

Quienes, después de comunicarse sus Plenos Poderes, y de hallarlos en buena y debida forma, convinieron en los artículos siguientes :

Artículo I.

Todas las reclamaciones especificadas en el artículo IV de esta Convención se someterán a una Comisión compuesta de tres miembros : uno de ellos será nombrado por el Presidente de la República Alemana ; otro por el Presidente de los Estados Unidos Mexicanos ; y el tercero, que presidirá la Comisión, será designado de acuerdo por los dos Presidentes. Si éstos no llegan a dicho acuerdo, en un plazo de dos meses contados desde el día en que se haga el canje de las ratificaciones, el Presidente del Consejo Administrativo Permanente de la Corte Permanente de Arbitraje de la Haya, será quien designe al Presidente de la Comisión. La solicitud de este nombramiento se dirigirá por ambos Presidentes al Presidente del citado Consejo, dentro de un plazo de un mes, pasado este

[1] The exchange of ratifications took place at Mexico, February 1, 1926.

[2] Vol. II, page 60 (foot-note), of this Series.

den beiden Präsidenten an den Präsidenten des genannten Rates innerhalb Monatsfrist zu richten, nach Ablauf dieses Zeitraums von dem daran am meisten interessierten Präsidenten. Auf alle Fälle darf der dritte Schiedsrichter weder Deutscher noch Mexikaner sein, auch kein Angehöriger einer Nation, die gegen Mexiko Reklamationen hat, wie sie Gegenstand dieses Abkommens sind.

Im Falle des Ablebens eines Mitglieds der Kommission oder falls ein Mitglied an der Ausübung seines Amtes verhindert sein sollte oder sich damit aus irgendeinem Grunde nicht zu befassen vermag, wird es sofort ersetzt und zwar durch das gleiche Verfahren, durch das seine Ernennung erfolgt ist.

Artikel II.

Die so bestellten Kommissionsmitglieder werden in der Stadt Mexiko innerhalb von vier Monaten nach Austausch der Ratifikationsurkunden des vorliegenden Abkommens zusammentreten. Jedes Kommissionsmitglied wird vor Beginn seiner Arbeiten eine feierliche Erklärung abgeben und unterzeichnen, in der es sich verpflichtet, alle vorgelegten Reklamationen mit Sorgfalt zu prüfen und mit Unparteilichkeit nach den Grundsätzen der Billigkeit zu entscheiden, angesichts des Umstandes, dass Mexiko Willens ist, den Geschädigten den Schaden freiwillig zu ersetzen, und nicht etwa deswegen, weil seine Verpflichtung aus den Bestimmungen des Artikels XVIII des in Kraft befindlichen Freundschafts-, Handels- und Schiffahrtsvertrags [1] zwischen dem Deutschen Reiche und den Vereinigten Staaten von Mexiko hergeleitet werden könnte. Es genügt daher nachzuweisen, dass der behauptete Schaden entstanden ist und sich auf eine der in Artikel IV dieses Abkommens aufgeführten Ursachen zurückführen lässt, damit Mexiko sich *ex gratia* geneigt sieht, eine Entschädigung zu leisten.

Die oben angeführte Erklärung wird zu den Akten der Kommission genommen werden.

Die Kommission wird den Tag und den Ort ihrer weiteren Sitzungen festsetzen.

Artikel III.

Das Deutsche Reich erkennt das Entgegenkommen an, das die Vereinigten Staaten von Mexiko zeigen, indem sie zugeben, dass ihre Verantwortlichkeit, ausschliesslich für die Zwecke dieses Abkommens, gemäss den Grundsätzen der Billigkeit festgestellt wird, und sich nicht auf den Artikel XVIII des zwischen den beiden Ländern bestehenden, am 5. Dezember 1882 in der Stadt Mexiko unterzeichneten Freundschafts-, Handels- und Schiffahrtsvertrags berufen, um diese Reklamationen abzuweisen. Das Deutsche Reich erklärt deshalb feierlich sein Einverständnis damit, dass dieses Abkommen den genannten Vertrag weder ganz noch teilweise, weder stillschweigend noch ausdrücklich abändert, und dass es sich verpflichtet, sich nicht auf dieses Abkommen als Präzedenzfall zu berufen.

Artikel IV.

Die Kommission wird in allen Reklamationen gegen Mexiko wegen Verlusten oder Schäden erkennen, die deutsche Reichsangehörige oder Gesellschaften, Unternehmungen, Vereinigungen oder deutsche juristische Personen erlitten haben, ebenso wegen Verlusten oder Schäden, die deutschen Reichsangehörigen in Gesellschaften, Vereinigungen oder anderen Interessengruppen verursacht worden sind, vorausgesetzt, dass in diesem Falle der Anteil des Geschädigten an dem Gesamtkapital der Gesellschaft oder Vereinigung, der er angehört hat, vor dem Zeitpunkt, an dem der Schaden oder Verlust erlitten wurde, mehr als 50 % betragen hat und dass ausserdem der Kommission die Urkunde über die Abtretung des dem Reklamanten zustehenden verhältnismässigen

[1] DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome IX, page 474.

plazo, por el Presidente más diligente. En todo caso, el tercer árbitro no podrá ser alemán ni mexicano, ni ciudadano de nación que tenga contra México reclamaciones iguales a las que son objeto de esta Convención.

En caso de muerte de alguno de los miembros de la Comisión, o en caso de que alguno de ellos esté impedido para cumplir sus funciones o se abstenga por cualquier causa de hacerlo, será reemplazado inmediatamente, siguiendo el mismo procedimiento que se haya empleado para nombrarlo.

Artículo II.

Los Comisionados así designados se reunirán en la ciudad de México dentro de los cuatro meses contados a partir de la fecha del canje de ratificaciones de la presente Convención. Cada uno de los miembros de la Comisión, antes de dar principio a sus trabajos, hará y firmará una declaración solemne en que se comprometa a examinar con cuidado y a fallar con imparcialidad, conforme a los principios de la equidad, todas las reclamaciones presentadas, supuesto que la voluntad de México es la de reparar graciosamente a los damnificados y no su responsabilidad se establezca de conformidad con lo preceptuado en el artículo XVIII del Tratado[1] de Amistad, Comercio y Navegación vigente entre la República Alemana y los Estados Unidos Mexicanos ; siendo bastante, por tanto, se pruebe que el daño alegado haya existido y se deba a alguna de las causas enumeradas en el artículo IV de esta Convención, para que México se sienta « *ex gratia* », inclinado a indemnizar.

La citada declaración se registrará en las actas de la Comisión.
La Comisión fijará la fecha y el lugar de sus sesiones ulteriores.

Artículo III.

La República Alemana aprecia la graciosa actitud adoptada por los Estados Unidos Mexicanos al permitir que su responsabilidad se fije, para los efectos de esta única Convención, conforme a los principios de la equitad y al no invocar, para descartar estas reclamaciones, el artículo XVIII del Tratado de Amistad, Comercio y Navegación vigente entre los dos países, firmado el 5 de diciembre de 1882 en la ciudad de México ; por lo tanto, la República Alemana solemnemente declara que reconoce que esta Convención no modifica en todo o en parte, tácita o expresamente dicho Tratado, y que se compromete a no invocar esta misma Convención como precedente.

Artículo IV.

La Comisión conocerá de todas las reclamaciones contra México por las pérdidas o daños resentidos por ciudadanos alemanes y por sociedades, compañías, asociaciones o personas morales alemanas ; o por pérdidas o daños causados a ciudadanos alemanes, en sociedades, asociaciones u otros grupos de intereses, siempre que, en este caso, el interés del damnificado sea de más de un cincuenta por ciento del capital total de la sociedad o asociación de que forma parte, anterior a la época en que se resintió el daño o pérdida, y que además se presente a la Comisión una cesión hecha al reclamante de la parte proporcional de la pérdida o daño que le toque en tal compañía o asociación. Las pérdidas o daños de que se habla en este artículo deberán haber sido causados durante el período

[1] *British and Foreign State Papers*, Vol. 73, page 709.

Anteils des Verlustes oder Schadens, der ihn als Mitglied einer derartigen Gesellschaft oder Vereinigung trifft, vorgelegt wird. Die Verluste oder Schäden, von denen dieser Artikel handelt, müssen in der Zeit vom 20. November 1910 bis zum 31. Mai 1920 einschliesslich von folgenden Streitkräften verursacht worden sein :

1. von Streitkräften einer Regierung, die *de jure* oder *de facto* bestanden hat ;

2. von revolutionären Streitkräften, die beim Siege ihrer Sache eine Regierung *de jure* oder *de facto* eingesetzt haben, oder von den gegnerischen revolutionären Streitkräften ;

3. von Streitkräften, die von den im vorigen Absatz genannten Truppen abgesprengt worden sind, bis zu dem Augenblick, an dem die Regierung, nach einer entschiedenen Revolution, *de jure* eingesetzt worden ist ;

4. von versprengten Streitkräften des Bundesheeres ;

5. durch Aufstände oder Erhebungen oder von anderen als den in den Absätzen 2, 3 und 4 dieses Artikels angegebenen aufständischen Streitkräften oder von Räuberbanden und zwar, wenn in jedem Falle nachgewiesen werden kann, dass die zuständigen Behörden es unterlassen haben, die erforderlich erscheinenden Massnahmen zu treffen, um derartige Aufstände, Erhebungen, Meutereien oder räuberische Handlungen zu unterdrücken oder die Urheber zu bestrafen oder falls nachgewiesen wird, dass den Behörden irgendeine andere Unterlassung zur Last fällt.

Die Kommission wird ebenfalls in den Reklamationen wegen Verlusten oder Schäden erkennen, die durch Handlungen von Zivilbehörden verursacht worden sind, jedoch nur, falls sie auf revolutionäre Ereignisse und Störungen zurückzuführen sind, die in den Zeitraum fallen, der in diesem Artikel vorgesehen ist, und falls sie einer der in den Absätzen 1, 2 und 3 des vorstehenden Artikels genannten Streitkräfte zur Last gelegt werden können.

Artikel V.

Die Kommission wird sich innerhalb der Bestimmungen dieses Abkommens ihre eigene Geschäftsordnung geben.

Jede Regierung kann einen Vertreter sowie Berater ernennen, die der Kommission, sei es mündlich oder schriftlich, die Beweismittel und Tatsachen unterbreiten können, die sie zur Unterstützung der Reklamationen oder dagegen vorzubringen für zweckmässig halten.

Die Kommission entscheidet mit Stimmenmehrheit. Bei Stimmengleichheit gibt der Präsident den Ausschlag.

Sowohl bei den Verhandlungen als auch bei den Entscheidungen wird die spanische oder englische Sprache angewandt.

Artikel VI.

Die Kommission wird alle Reklamationen und die verschiedenen Fälle, die ihr unterbreitet werden, genau eintragen, ebenso die Niederschriften über die Verhandlungen mit den entsprechenden Daten.

Für diesen Zweck wird jede Regierung einen Sekretär bestimmen. Die genannten Sekretäre werden der Kommission unterstehen und sind ihren Weisungen unterworfen.

Jede Regierung kann ebenfalls die ihr erforderlich erscheinenden Hilfssekretäre ernennen und anstellen. Die Kommission kann gleichfalls die Hilfskräfte bestimmen und anstellen, die sie benötigt, um ihre Aufgaben erfüllen zu können.

Artikel VII.

Da die Mexikanische Regierung gewillt ist, zu einer entgegenkommenden Regelung der im Artikel IV näher bezeichneten Reklamationen zu gelangen und den Reklamanten eine gerechte

comprendido entre el 20 de noviembre de 1910 y el 31 de mayo de 1920, inclusive, por las fuerzas siguientes :

1º Por fuerzas de un Gobierno *de jure* o *de facto* ;

2º Por fuerzas revolucionarias que hayan establecido al triunfo de su causa Gobierno *de jure* o *de facto*, o por fuerzas revolucionarias contrarias a aquellas ;

3º Por fuerzas procedentes de la disgregación de las que se mencionan en el párrafo precedente hasta el momento en que el Gobierno *de jure* hubiere sido establecido despues de una revolución determinada ;

4º Por fuerzas procedentes de la disolución del Ejército Federal ;

5º Por motines o levantamientos, o por fuerzas insurrectas distintas de las indicadas en los párrafos 2º, 3º y 4º de este artículo, o por bandoleros, con tal que, en cada caso, se pruebe que las autoridades competentes omitieron dictar medidas razonables para reprimir las insurrecciones, levantamientos, motines o actos de bandolerismo de que se trata, o para castigar a sus actores ; o que se pruebe, asimismo, que las autoridades incurrieron en falta de alguna otra manera.

La Comisión conocerá también de las reclamaciones por pérdidas o daños causados por actos de autoridades civiles, siempre que dichos actos se originen en sucesos y trastornos revolucionarios, dentro de la época a que alude este artículo y que hayan sido ejecutados por alguna de las fuerzas descritas en los párrafos 1º, 2º y 3º del presente artículo.

Artículo V.

La Comisión decretará sus propios procedimientos, pero ciñéndose a las disposiciones de la presente Convención.

Cada Gobierno podrá nombrar un Agente y Consejeros que presenten a la Comisión, ya sea oralmente o por escrito, las pruebas y argumentos que juzguen conveniente aducir en apoyo de las reclamaciones o en contra de ellas.

La decisión de la mayoría de los miembros de la Comisión, sera la de la Comisión. Si no hubiere mayoría prevalecerá la decisión del Presidente.

Tanto en los procedimientos como en los fallos se empleará el español o el inglés.

Artículo VI.

La Comisión irá registrando con exactitud todas las reclamaciones y los diversos casos que le fueren sometidos, así como las actas de los debates, con sus fechas respectivas.

Para tal fin, cada Gobierno designará un Secretario. Dichos Secretarios dependerán de la Comisión y estarán sometidos a sus instrucciones.

Cada Gobierno podrá nombrar, asimismo, y emplear los Secretarios adjuntos que juzgare prudente. La Comisión, podrá nombrar y emplear, igualmente, los ayudantes que juzgue necesarios para llevar a cabo su misión.

Artículo VII.

Deseando el Gobierno de México llegar a un arreglo gracioso sobre las reclamaciones especificadas en el artículo IV, y conceder a los reclamantes una indemnización justa que corresponda

Entschädigung entsprechend den Schäden und Verlusten, die sie erlitten haben, zu bewilligen, wird bestimmt, dass die Kommission keine Reklamation abweisen oder verwerfen darf nur aus dem Grunde, dass vor Einreichung der Reklamation noch nicht alle Rechtsmittel erschöpft sind.

Bei der Feststellung der Summe, die für Entschädigungen von Sachschäden zugestanden werden sollen, wird der von den Beteiligten dem Steuerfiskus angegebene Wert zugrunde gelegt werden, mit Ausnahme von ganz besonderen Fällen, die die Kommission auf Grund ihres Gutachtens als solche bezeichnet.

Der Betrag der Entschädigung für persönliche Schäden soll die weitestgehenden Entschädigungen, die Deutschland für solche Fälle bewilligt hat, nicht übersteigen.

Artikel VIII.

Jede Reklamation muss der Kommission innerhalb von 6 Monaten, von dem Zeitpunkt ihrer ersten Zusammenkunft an gerechnet, eingereicht werden, abgesehen von Ausnahmefällen, in denen die Mehrzahl der Mitglieder der Kommission die Gründe billigen sollte, die eine Verzögerung rechtfertigen ; der Zeitraum, innerhalb dessen solche ausserordentliche Reklamationen eingetragen werden können, darf die ordentliche Frist nicht um mehr als 2 Monate übersteigen.

Die Kommission wird alle ihr eingereichten Reklamationen innerhalb eines Zeitraums von 2 Jahren von dem Zeitpunkt ihrer ersten Zusammenkunft an gerechnet anhören, prüfen und entscheiden.

3 Monate nach der ersten Zusammenkunft der Kommissionsmitglieder und nachher alle 2 Monate wird die Kommission jeder Regierung einen Bericht unterbreiten, in dem die erledigten Arbeiten im einzelnen aufgeführt werden und in dem auch eine Zusammenstellung der eingereichten, verhandelten und entschiedenen Reklamationen enthalten sein soll.

Die Kommission wird ihre Entscheidung über jede ihr vorgelegte Reklamation innerhalb von 6 Monaten geben, von dem Tage an gerechnet, an dem die Verhandlung über die betreffende Reklamation geschlossen ist.

Artikel IX.

Die Hohen Vertragschliessenden Teile verpflichten sich, den Spruch der Kommission über jeden von ihr behandelten Fall als endgiltig anzusehen und ihren einzelnen Entscheidungen volle Rechtskraft zuzubilligen. Sie kommen auch dahin überein, dass das Ergebnis der Arbeiten der Kommission als eine vollkommene, umfassende und endgültige Regelung aller gegen die Mexikanische Regierung geltend gemachten Reklamationen anzusehen ist, aus welchen der in dem Artikel IV des gegenwärtigen Abkommens aufgezählten Gründe auch immer sie entstanden sein mögen. Sie kommen schliesslich dahin überein, dass von dem Augenblick an, in dem die Kommission ihre Arbeiten beendigt hat, jede Reklamation der angegebenen Art, sei sie der Kommission unterbreitet oder nicht, zukünftig für endgültig und unwiderruflich erledigt anzusehen ist, jedoch unter der Voraussetzung, dass diejenigen, welche der Kommission vorgelegt wurden, von ihr auch wirklich geprüft und entschieden worden sind.

Artikel X.

Die Zahlungsweise, in der die Mexikanische Regierung die Entschädigungssummen entrichten wird, soll von beiden Regierungen festgesetzt werden, sobald die Arbeiten der Kommission beendigt sind. Die Zahlungen werden in Gold oder in gleichwertiger Münze entrichtet werden, und zwar an die Deutsche Regierung von der Mexikanischen Regierung.

a las pérdidas y daños que hayan sufrido, queda convenido que la Comisión no habrá de descartar o rechazar ninguna reclamación por causa de que no se hubieren agotado, antes de presentar dicha reclamación, todos los recursos legales.

Para fijar el importe de las indemnizaciones que habrán de concederse por daños a los bienes se tendrá en cuenta el valor declarado al Fisco por los interesados, salvo en casos verdaderamente excepcionales a juicio de la Comisión.

El importe de las indemnizaciones por daños personales no excederá al de las indemnizaciones más amplias concedidas por Alemania en casos semejantes.

Artículo VIII.

Toda reclamación habrá de presentarse ante la Comisión dentro del plazo de seis meses contados desde el dia de su primera reunión, a menos que, en casos excepcionales, la mayería de los miembros de la misma Comisión juzgue satisfactorias las razones que se den para justificar el retardo ; el período dentro del cual podrán registrarse dichas reclamaciones excepcionales no se extenderá a más de dos meses despues del término de expiración del plazo normal.

La Comisión oirá, examinará y resolverá dentro del plazo de dos años contados desde el día de su primera reunión, todas las reclamaciones que le fueren presentadas.

Tres meses después del dia de la primera reunión de los miembros de la Comisión, y luego bimestralmente, la Comisión someterá a cada uno de los Gobiernos un informe donde queden establecidos pormenorizadamente los trabajos realizados, y que comprenda también una exposición de las reclamaciones presentadas, de las oídas y de ias resueltas.

La Comisión dará su fallo sobre toda reclamación que se le presente, dentro del plazo de seis meses, contados desde la clausura de los debates relativos a dicha reclamación.

Artículo IX.

Las Altas Partes Contratantes convienen en considerar como definitiva la decisión de la Comisión sobre cada uno de los asuntos que juzgue, y en dar pleno efecto de las referidas decisiones. Convienen también en considerar el resultado de los trabajos de la Comisión como un arreglo pleno, perfecto y definitivo, de todas las reclamaciones que contra el Gobierno de México, provengan de alguna de las causas enumeradas en el artículo IV de la presente Convención. Convienen además en que desde el momento en que terminen los trabajos de la Comisión, toda reclamación de esa especie, haya o no sido presentada a dicha Comisión, habrá de considerarse como arreglada absoluta e irrevocablemente para lo sucesivo a condición de que las que hubieren sido presentadas a la Comisión, hayan sido examinadas y resueltas por ella.

Artículo X.

La forma en que el Gobierno Mexicano pagará las indemnizaciones se fijará por ambos Gobiernos, una vez terminadas las labores de la Comisión. Los pagos se efectuarán en oro o en moneda equivalente, y se harán al Gobierno Alemán por el Gobierno Mexicano.

Artikel XI.

Jede Regierung bezahlt die Gehälter ihres Kommissionsmitglieds und des dazugehörigen Personals.

Die allgemeinen Ausgaben der Kommission, ebenso wie das dem dritten Kommissionsmitglied zugestandene Gehalt, tragen die beiden Regierungen je zur Hälfte.

Artikel XII.

Die von deutschen Reichsangehörigen der Nationalen Reklamationskommission gemäss Dekret vom 30. August 1919 und dessen Ausführungsbestimmungen eingereichten Schadenersatzansprüche unterliegen folgenden Vorschriften :

I. Soweit sie entschieden und von den Reklamanten in dem gesetzlich vorgeschriebenen Zeitraum nicht angefochten worden sind, fallen sie unter den Artikel IX dieses Abkommens, und ihre Zahlung richtet sich nach den Bestimmungen des Artikels X.

II. Soweit sie entschieden, jedoch von den Reklamanten gemäss Artikel 12 des erwähnten Dekrets angefochten worden sind, werden sie in dessen Ausführung der gemäss diesem Abkommen ernannten Kommission zur Bestätigung, Abänderung oder Aufhebung des gefällten Spruches vorgelegt.

III. Soweit sie sich in Bearbeitung befinden und noch nicht entschieden sind, werden sie der durch dieses Abkommen eingesetzten Kommission vorgelegt und den Bestimmungen des Abkommens unterworfen.

Artikel XIII.

Dieses Abkommen wird in deutscher und in spanischer Sprache abgefasst, und es besteht Einverständnis darüber, dass im Zweifelsfalle bei der Auslegung der spanische Text massgebend sein soll.

Artikel XIV.

Die Hohen Vertragschliessenden Teile werden das gegenwärtige Abkommen in Übereinstimmung mit ihren Verfassungen ratifizieren. Der Austausch der Ratifikationsurkunden findet in der Stadt Mexiko sobald als möglich statt, und das Abkommen tritt mit der Veröffentlichung des Austausches der Urkunden in Kraft.

Zu Urkund dessen haben die betreffenden Bevollmächtigten das gegenwärtige Abkommen unterschrieben und ihre Siegel beigedrückt.

Doppelt ausgefertigt in der Stadt Mexiko am sechzehnten März Eintausendneunhundertundfünfundzwanzig.

(gez.) Eugen Will.

Artículo XI.

Cada Gobierno pagará los honorarios de su Comisionado y los de su personal.

Los gastos comunes de la Comisión, lo mismo que los honorarios correspondientes al tercer comisionado, los sufragarán por mitad ambos Gobiernos.

Artículo XII.

Las reclamaciones presentadas por los ciudadanos alemanes a la Comisión Nacional de Reclamaciones de acuerdo con el decreto de 30 de agosto de 1919 y sus reglamentos, se someten a las reglas siguinetes :

I. Las que hubieren sido falladas y no objetadas por los reclamantes dentro de los términos de la ley respectiva, quedan comprendidas en el artículo IX de esta Convención y su pago se regirá por lo dispuesto en el artículo X de la misma.

II. Las resueltas y objetadas por los reclamantes conforme al artículo 12 del decreto mencionado, serán sometidas para los efectos del mismo decreto, a la Comisión nombrada conforme a esta Convención para la confirmación, modificación o revocación del fallo.

III. Las que se hallen en tramitación y no estén resueltas, serán sometidas a la Comisión que crea esta Convención y se sujetarán a los términos de la misma Convención.

Artículo XIII.

Esta Convención está redactada en alemán y en español, y queda convenido que cualquier duda sobre su interpretación será dilucidada por el texto español.

Artículo XIV.

Las Altas Partes Contratantes ratificarán la presente Convención, de conformidad con sus respectivas Constituciones. El canje de las ratificaciones se efectuará en la ciudad de México tan pronto como fuere posible, y la Convención entrará en vigor desde el momento en que se publique el cambio de ratificaciones.

En fe de lo cual, los Plenipotenciarios respectivos firmaron la presente Convención poniendo en ella sus sellos.

Hecha por duplicado en la ciudad de México, a los dieciseis días del mes de marzo de mil novecientos veinticinco.

(firmado) Aarón SÁENZ.

[1] TRADUCTION.

N° 1251. — ARRANGEMENT ENTRE L'ALLEMAGNE ET LE MEXIQUE RELATIF AU RÈGLEMENT DES INDEMNITÉS A ACCORDER AUX RESSORTISSANTS ALLEMANDS POUR DOMMAGES SUBIS A L'OCCASION DES TROUBLES RÉVOLUTIONNAIRES AU MEXIQUE. SIGNÉ A MEXICO, LE 16 MARS 1925.

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND, d'une part, et LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS DU MEXIQUE, d'autre part, agissant tous deux au nom de leurs pays respectifs, ont, comme suite à l'invitation spontanée adressée, le 14 juillet 1921, au Gouvernement allemand par les Etats-Unis du Mexique en vue d'indemniser pécuniairement les ressortissants allemands des dommages et des pertes subis par eux en raison d'actes révolutionnaires commis pendant la période du 20 novembre 1910 au 31 mai 1920 inclusivement, décidé de conclure un arrangement à ce sujet et ont, à cet effet, désigné comme plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND :

M. Eugen WILL, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Mexico ;

LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS DU MEXIQUE :

M. Aarón SÁENZ, licencié, secrétaire d'Etat et ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Toutes les réclamations spécifiées à l'article IV du présent arrangement, seront soumises à une commission composée de trois membres, qui seront désignés : l'un par le président du Reich allemand, un autre par le président des Etats-Unis du Mexique et le troisième, qui présidera la commission, sera désigné d'un commun accord par les deux présidents. Si les deux présidents ne peuvent se mettre d'accord à ce sujet dans un délai de deux mois à dater du jour de l'échange des instruments de ratification, le président du Conseil administratif de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye désignera le président de la commission. La requête en vue de cette désignation sera adressée par les deux présidents, dans un délai d'un mois, au président du conseil précité. A l'expiration de ce délai, elle sera adressée par le président le plus diligent. Le troisième arbitre ne pourra être, en aucun cas, ni allemand, ni mexicain, ni ressortissant d'une nation qui élève contre le Mexique des réclamations analogues à celles qui font l'objet du présent arrangement.

Au cas où un membre de la commission viendrait à décéder, ou si l'un d'entre eux se trouvait empêché d'exercer ses fonctions ou s'abstenait de le faire pour une raison quelconque, il sera immédiatement procédé à son remplacement suivant la procédure déjà employée pour sa désignation.

---

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] TRANSLATION.

No. 1251. — ARRANGEMENT BETWEEN GERMANY AND MEXICO RELATING TO THE COMPENSATION TO BE GRANTED TO GERMAN NATIONALS FOR DAMAGE SUFFERED ON THE OCCASION OF THE REVOLUTIONARY DISTURBANCES IN MEXICO. SIGNED AT MEXICO, MARCH 16, 1925.

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH, of the one part, and THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF MEXICO, of the other part, acting on behalf of their respective countries, have decided, in view of the voluntary proposal made by the latter to the German Government on July 14, 1921, with a view to the pecuniary compensation of German nationals for damage and loss suffered by reason of revolutionary acts committed between November 20, 1910 and May 31, 1920, inclusive, to conclude an Arrangement on this question. For this purpose they have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH :

M. Eugen WILL, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in Mexico ;

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF MEXICO :

M. Aarón SÁENZ, Secretary of State and Minister for Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article I.

All the claims specified in Article IV of the present Arrangement shall be submitted to a Commission consisting of three members, to be appointed, one by the President of the German Reich, another by the President of the United States of Mexico and the third, who shall preside over the Commission, jointly by the two Presidents. Should the latter not reach an agreement upon this matter within two months reckoned from the date of the exchange of the instruments of ratification, the Chairman of the Commission shall be appointed by the President of the Governing Body of the Permanent Court of Arbitration at The Hague. The request for such appointment must be addressed by the two Presidents to the President of the above mentioned body within a month ; after the expiry of this period it must be addressed by the President more immediately concerned. In no case may the third arbitrator be a German or a Mexican or a national of a country which has claims against Mexico such as form the subject of the present Arrangement.

In the event of the death of a member of the Commission, or should a member be prevented from discharging his duties, or for some reason abstain from doing so, he shall immediately be replaced in accordance with the same procedure as is followed in his appointment

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Article II.

Les membres de la commission ainsi désignés se réuniront dans la ville de Mexico dans un délai de quatre mois à dater de l'échange des instruments de ratification du présent arrangement. Chacun des membres de la commission, avant de commencer ses travaux, fera et signera une déclaration solennelle aux termes de laquelle il s'engagera à examiner avec soin toutes les réclamations présentées et à statuer en toute impartialité et conformément aux principes de l'équité, en tenant compte que c'est de son plein gré que le Mexique veut indemniser les personnes lésées, et non parce que sa responsabilité pourrait être établie en vertu des dispositions de l'article XVIII du Traité d'amitié, de commerce et de navigation, actuellement en vigueur entre le Reich allemand et les Etats-Unis du Mexique. Il suffira, en conséquence, de prouver que le dommage allégué a été subi et qu'il peut être imputé à l'une des causes énumérées à l'article IV du présent arrangement, pour que le Mexique estime devoir accorder *ex gratia* une indemnité.

La déclaration qui précède figurera dans les actes de la commission.

La commission fixera le jour et le lieu de ses réunions ultérieures.

Article III.

Le Reich allemand apprécie l'attitude conciliante dont font preuve les Etats-Unis du Mexique en acceptant que leur responsabilité, uniquement aux fins du présent arrangement, soit établie conformément aux principes de l'équité, et en renonçant à invoquer l'article XVIII du Traité d'amitié, de commerce et de navigation, qui a été signé le 5 décembre 1882 à Mexico et qui est toujours en vigueur entre les deux pays, pour écarter ces réclamations. En conséquence, le Reich allemand déclare solennellement reconnaître que le présent accord ne modifie ledit traité ni en totalité ni en partie, ni tacitement ni expressément, et s'engage à ne pas se prévaloir du présent arrangement comme d'un précédent.

Article IV.

La commission connaîtra de toutes les réclamations élevées contre le Mexique en raison des pertes ou des dommages subis par des ressortissants allemands ou par des sociétés, des entreprises, des associations ou des personnes morales allemandes, ou en raison des pertes ou dommages causés à des ressortissants allemands dans des sociétés, associations ou autres groupements d'intérêts, à condition, dans ce dernier cas, que la part du ressortissant lésé ait été, avant la date à laquelle le dommage ou la perte a été subi, supérieure à 50 % du capital total de la société ou de l'association à laquelle il appartenait, et qu'il soit, en outre, présenté à la commission un document établissant la cession faite au réclamant de la part qui lui revient dans la perte ou le dommage en sa qualité de membre de ladite société ou association. Les pertes ou dommages visés au présent article devront avoir été causés pendant la période comprise entre le 20 novembre 1910 et le 31 mai 1920, inclusivement, par les forces ci-dessous désignées :

1° Par les forces d'un gouvernement qui a existé *de jure* ou *de facto* ;

2° Par des forces révolutionnaires qui, en faisant triompher leur cause, ont institué un gouvernement *de jure* ou *de facto*, ou par les forces révolutionnaires adverses ;

3° Par des forces provenant de la dispersion des forces désignées au paragraphe précédent, jusqu'au moment où le gouvernement a été établi *de jure*, après l'issue décisive de la révolution ;

4° Par des forces provenant de la dissolution de l'armée fédérale ;

5° Par des émeutes ou des soulèvements, ou par des forces insurrectionnelles autres que celles mentionnées aux alinéas 2, 3 et 4 du présent article, ou par des bandes de brigands, à condition toutefois qu'il soit établi, dans chaque cas, que les autorités compétentes ont négligé de prendre des mesures appropriées pour réprimer les insurrections,

Article II.

The members of the Commission thus appointed shall meet at Mexico City within four months of the exchange of the instruments of ratification of the present Arrangement. Before entering upon his duties, each member of the Commission shall make a solemn signed declaration in which he undertakes to examine carefully all claims submitted and to give an impartial decision in conformity with the principles of equity, taking into account the fact that Mexico desires to compensate the victims of her own accord, and not because any obligation to do so could be derived from the provisions of Article XVIII of the Treaty of Friendship, Commerce and Navigation in force between the German Reich and the United States of Mexico. It shall, therefore, be sufficient to prove that the alleged damage has been suffered and that it may be attributed to one of the causes mentioned in Article IV of the present Arrangement for Mexico to be prepared voluntarily to accord compensation.

The foregoing declaration shall be included in the Minutes of the Commission.

The Commission shall fix the date and place of its subsequent meetings.

Article III.

The German Reich appreciates the friendly attitude adopted by the United States of Mexico in consenting to its responsibility being fixed for the purposes of the present Arrangement only, in accordance with the principles of equity, and in refraining from basing a dismissal of these claims on Article XVIII of the Treaty of Friendship, Commerce and Navigation now in force between the two countries and signed on December 5, 1882, at Mexico City. Accordingly, the German Reich solemnly declares that it agrees that the present Arrangement shall not modify the Treaty in question either wholly or in part or either tacitly or expressly, and that it undertakes not to refer to the present Arrangement as a precedent.

Article IV.

The Commission shall recognise all claims against Mexico for loss or damage which German nationals or companies, undertakings, associations or German legal persons shall have suffered, and for loss or damage which shall have been suffered by German nationals in companies, associations or other grouped interests, provided that in this case the share of the victim in the total capital of the company or association to which he belonged prior to the time at which the damage or loss was incurred, amounted to more than 50 per cent., and provided also that the Commission is furnished with evidence of the surrender of the claimant's proportionate share in the loss or damage as a member of such company or association. The loss or damage referred to in the present Article must have been caused between November 20, 1910 and May 31, 1920 inclusive by the following forces :

(1) By the forces of a *de jure* or *de facto* Government ;

(2) By revolutionary forces which as the result of victory have established a *de jure* or *de facto* Government, or by counter-revolutionary forces ;

(3) By forces constituting scattered remnants of the troops mentioned in the previous paragraph, up to the time when the *de jure* Government was established through the termination of a revolution ;

(4) By disbanded forces of the Federal Army ;

(5) By insurrections or uprisings or by other revolutionary forces than those mentioned in paragraphs 2, 3 and 4 of the present Article or by robber bands, if it can be proved in each case that the competent authorities omitted to take reasonable measures to suppress such insurrections, uprisings, mutinies or acts of brigandage or to punish

soulèvements, émeutes, ou actes de banditisme de cette nature, ou pour en punir les promoteurs, ou que quelque autre négligence puisse être relevée à la charge des autorités.

La commission connaîtra également des réclamations relatives à des pertes ou dommages causés par des actes d'autorités civiles, mais seulement dans le cas où ces actes doivent être rapportés à des événements ou à des troubles révolutionnaires survenus pendant la période visée par le présent article et ont été exécutés par l'une des forces énumérées aux paragraphes 1°, 2° et 3° de cet article.

Article V.

La commission établira elle-même son règlement de procédure dans les limites des dispositions du présent arrangement.

Chaque gouvernement pourra désigner un agent et des conseillers, chargés de présenter à la commission, verbalement ou par écrit, les moyens de preuves et les arguments de fait qu'ils jugeront opportun de produire pour ou contre les réclamations.

La commission prendra ses décisions à la majorité des voix. En cas de partage des voix, la voix du président sera prépondérante.

La langue dans laquelle auront lieu les actes de procédure et le prononcé des sentences sera l'espagnol ou l'anglais.

Article VI.

La commission enregistrera avec exactitude toutes les réclamations et les différents cas qui lui seront soumis, ainsi que les procès-verbaux des débats, avec les dates correspondantes.

Chaque gouvernement désignera un secrétaire à cet effet. Lesdits secrétaires relèveront de la commission et seront tenus de suivre ses instructions.

Chaque gouvernement pourra également nommer et employer les secrétaires adjoints qui lui paraîtront nécessaires. La commission pourra de même nommer et employer le personnel auxiliaire dont elle aurait besoin pour remplir la mission qui lui incombe.

Article VII.

Le Gouvernement mexicain étant désireux d'aboutir à un règlement amiable de toutes les réclamations spécifiées à l'article IV et d'accorder aux réclamants une indemnité équitable correspondant aux dommages et aux pertes subis par eux, il est décidé que la commission ne pourra écarter ou rejeter une réclamation pour l'unique raison que toutes les voies de recours n'ont pas été épuisées avant la présentation de ladite réclamation.

Pour fixer le montant des indemnités à accorder pour les dommages causés aux biens, il sera tenu compte de la valeur déclarée au fisc par les intéressés, sauf en des cas tout à fait exceptionnels et considérés comme tels par la commission.

Le montant de l'indemnité pour les dommages personnels ne pourra excéder le montant le plus élevé accordé par l'Allemagne dans des cas analogues.

Article VIII.

Toute réclamation devra être présentée à la commission dans un délai de six mois à dater du jour de sa première réunion, sauf en des cas exceptionnels où la majorité des membres de la commission estimerait satisfaisantes les raisons alléguées pour justifier le retard ; le délai pendant lequel ces réclamations exceptionnelles pourront être enregistrées ne devra pas dépasser de plus de deux mois la date d'expiration du délai normal.

La commission entendra, examinera et jugera dans un délai de deux ans à compter du jour de sa première réunion, toutes les réclamations qui lui auront été présentées.

the offenders, or if it is proved that the authorities were responsible for some other act of omission.

The Commission shall also recognise claims for loss or damage caused by acts of the civil authorities, but only if they can be attributed to revolutionary events and disturbances occurring in the period referred to in the present Article and if they can be attributed to one or other of the forces mentioned in paragraphs 1, 2 and 3 of the present Article.

Article V.

The Commission shall fix its own rules of procedure within the limits of the provisions of the present Arrangement.

Each Government may appoint a representative as well as advisers, who may submit to the Commission verbally or in writing such evidence and material as they may consider necessary to adduce in support of claims or against them.

The Commission shall take its decisions by a majority vote. The Chairman shall have a casting vote.

Spanish or English shall be employed both in the proceedings of the Commission and in its decisions.

Article VI.

The Commission shall keep an exact record of all claims and cases submitted to it and also of the Minutes of their proceedings with corresponding dates.

For this purpose each Government shall appoint a Secretary. The said Secretaries shall be subordinate to the Commission and comply with its instructions.

Each Government may also appoint and employ any assistant secretaries that it may deem necessary. The Commission may also appoint and employ any auxiliary personnel which it may require in order to discharge its mission.

Article VII.

In view of the fact that the Mexican Government desires to arrive at a friendly settlement of the claims specified in Article IV and to accord to the claimants fair compensation for the damage and loss which they have suffered, it is decided that the Commission shall not dismiss or reject a claim simply for the reason that the legal remedies had not all been sought before the claim was submitted.

For the purpose of determining the amount to be granted as compensation for material damage, the basis taken shall be the value given by the persons concerned to the fiscal authorities, except in very special cases deemed to be such by the Commission.

The amount of compensation for personal damage shall not exceed the largest compensation granted by Germany in similar cases.

Article VIII.

All claims must be submitted to the Commission within six months from the date of its first meeting, except in certain special cases, when the majority of the members of the Commission consider the reasons given for the delay satisfactory; the period within which these exceptional claims may be submitted must not exceed the ordinary time-limit by more than two months.

The Commission shall hear, examine and decide upon all claims submitted to it within two years of the date of its first meeting.

Trois mois après la date de la première réunion de ses membres, et ultérieurement tous les deux mois, la commission soumettra à chacun des gouvernements un rapport contenant la liste détaillée des travaux effectués, ainsi qu'un exposé des réclamations présentées, entendues et jugées.

La commission se prononcera sur toute réclamation qui lui aura été soumise, dans un délai de six mois à dater du jour de la clôture des débats relatifs à cette réclamation.

Article IX.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à considérer comme définitive la sentence de la commission sur chaque cas examiné par elle, et à donner plein effet à chacune de ces sentences. Elles conviennent, en outre, de considérer le résultat des travaux de la commission comme portant règlement entier, parfait et définitif, de toutes les réclamations élevées contre le Gouvernement du Mexique pour l'un des motifs énumérés à l'article IV de la présente convention. Elles conviennent enfin qu'à partir du moment où la commission aura clôturé ses travaux, toute réclamation de la nature mentionnée ci-dessus, qu'elle ait été ou non soumise à la commission, devra être considérée comme définitivement et irrévocablement liquidée, à condition toutefois que les réclamations présentées à ladite commission aient été effectivement examinées et tranchées par elle.

Article X.

Les deux gouvernements fixeront immédiatement après la clôture des travaux de la commission la forme sous laquelle le Gouvernement du Mexique effectuera le paiement des indemnités. Les sommes seront payées en or ou en monnaie équivalente et versées au Gouvernement allemand par le Gouvernement mexicain.

Article XI.

Chacun des deux gouvernements prendra à sa charge les honoraires du membre qui le représente à la commission, et du personnel qui lui est attaché.

Les deux gouvernements contribueront par moitié aux dépenses communes, ainsi qu'au paiement des honoraires du troisième membre.

Article XII.

Les réclamations en réparation de dommages, présentées par des ressortissants allemands à la Commission nationale de réclamations, en vertu du décret du 30 août 1919 et des dispositions réglementaires qui s'y rapportent, seront régies par les dispositions suivantes :

I. Les réclamations ayant fait l'objet d'une décision qui n'a pas été attaquée par les réclamants dans les délais légaux, rentrent dans le cadre de l'article IX du présent arrangement, et le paiement des indemnités y afférentes s'effectuera conformément aux dispositions de l'article X.

II. Les réclamations ayant fait l'objet d'une décision qui a été attaquée par les réclamants en vertu de l'article XII du décret précité, seront, aux fins de ce décret, soumises à la commission nommée conformément au présent arrangement, en vue de la confirmation, de la modification ou de l'annulation du jugement rendu.

III. Les réclamations qui seraient en cours d'examen et n'auraient encore fait l'objet d'aucune décision, seront soumises à la commission créée par le présent arrangement, et les dispositions dudit arrangement y seront applicables.

Three months after the first meeting of the members of the Commission, and every two months subsequently, the Commission shall submit to each Government a report setting forth in detail the work that has been accomplished and containing a list of the claims submitted, dealt with and decided upon.

The Commission shall give its decision upon each claim submitted to it within six months of the date on which the proceedings regarding the said claim are concluded.

Article IX.

The High Contracting Parties undertake to regard the Commission's decisions upon each claim dealt with as final and to give full legal effect to each separate decision. They also agree that the result of the work of the Commission shall be regarded as a full, comprehensive and final settlement of all claims against the Mexican Government, on whichever of the grounds enumerated in Article IV of the present Arrangement these claims may have been based. Finally, they agree that from the moment the Commission has concluded its work, any claim of the kind mentioned, whether submitted to the Commission or not, shall in future be regarded as finally and irrevocably settled, provided, however, that those claims submitted to the Commission have actually been examined and decided upon.

Article X.

The form in which the Mexican Government shall pay compensation shall be fixed by the two Governments as soon as the Commission has concluded its work. Payments shall be made by the Mexican Government to the German Government in gold or in an equivalent currency.

Article XI.

Each Government shall pay the salaries of its own member of the Commission and of its personnel.

The general expenses of the Commission and the salary of the third member shall be borne by the two Governments in equal shares.

Article XII.

Claims submitted by German nationals to the National Claims Commission in accordance with the Decree of August 30, 1919, and the regulations in execution thereof, shall be subject to the following provisions :

I. In so far as they have been decided upon and not disputed by the claimants within the time-limit fixed by law, they shall come under Article IX of the present Arrangement and their payment shall be regulated in accordance with the terms of Article X.

II. In so far as they have been decided upon but have been disputed by the claimants in virtue of Article XII of the said Decree, they shall, in execution of that Decree, be submitted for confirmation, modification or annulment of the decision to the Commission appointed in accordance with the present Arrangement.

III. In so far as they are under consideration and not yet decided upon they shall be submitted to the Commission established by the present Arrangement and be subject to the terms of this Arrangement.

Article XIII.

Le présent arrangement est rédigé en allemand et en espagnol, et il est convenu qu'en cas de doute au sujet de son interprétation, le texte espagnol fera foi.

Article XIV.

Les Hautes Parties contractantes ratifieront le présent arrangement conformément à leurs constitutions respectives. L'échange des instruments de ratification aura lieu à Mexico, dans le plus bref délai possible, et l'arrangement entrera en vigueur dès la publication de l'échange desdits instruments.

En foi de quoi les plénipotentiaires des deux Parties ont signé le présent arrangement et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double à Mexico, le seize mars mil neuf cent vingt-cinq.

(Signé) Eugen WILL.
(Signé) Aarón SÁENZ.

Article XIII.

The present Arrangement shall be drawn up in German and Spanish and it is agreed that, if any doubt arises regarding its interpretation, the Spanish text shall be authentic.

Article XIV.

The High Contracting Parties shall ratify the present Arrangement in conformity with their Constitutions. The exchange of the instruments of ratification shall take place at Mexico City as soon as possible, and the Arrangement shall enter into force on the publication of the exchange of the instruments of ratification.

In faith whereof, the respective Plenipotentiaries have signed the present Arrangement and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Mexico City, March the sixteenth, nineteen hundred and twenty-five.

(Signed) Eugen WILL.
(Signed) Aarón SÁENZ.

N° 1252.

ALLEMAGNE ET NORVÈGE

Echange de notes comportant un arrangement relatif à l'application de droits de douane conventionnels à certaines conserves de poissons, à l'huile d'origine norvégienne. Berlin, le 11 avril 1925.

GERMANY AND NORWAY

Exchange of Notes constituting an Arrangement for the Application of the Conventional Customs Duties to certain Norwegian Fish preserved in Oil. Berlin, April 11, 1925.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

No. 1252. — NOTENWECHSEL[1] ZWISCHEN DER DEUTSCHEN UND DER NORWEGISCHEN REGIERUNG WEGEN DER EINFÜHRUNG EINES VERTRAGSZOLLSATZES FÜR GEWISSE NORWEGISCHE FISCHKONSERVEN IN ÖL. BERLIN, 11. APRIL 1925.

Texte officiel allemand communiqué par le consul général d'Allemagne à Genève[2]. *L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le* 3 *août* 1926.

German official text communicated by the German Consul-General at Geneva[2]. *The registration of this Exchange of Notes took place August* 3, 1926.

AUSWÄRTIGES AMT.
IV Nd. 732 I.

BERLIN, *den* 11. *April* 1925.

HERR GESANDTER,

Unter Bezugnahme auf die über die Frage der Verzollung norwegischer Fischkonserven hier geführten Verhandlungen beehre ich mich, Euerer Exzellenz zu bestätigen, dass die Deutsche Regierung bereit ist, auf folgende Ware norwegischer Erzeugung

„Seefische aller Art (Länge des lebenden Fisches nicht über 16 cm) in Öl, in luftdicht verschlossenen Behältnissen,"

bei der Einfuhr nach Deutschland den mit Portugal für Sardinen in Öl portugiesischer Erzeugung in luftdicht verschlossenen Behältnissen vereinbarten Vertragszollsatz von 30 *RM* für den Doppelzentner ebenfalls zur Anwendung zu bringen, und zwar solange Deutschland Portugal diesen Vertragszoll gewährt.

Diese Zusage kann mit einer Frist von 3 Monaten gekündigt werden.

Dieses Abkommen unterliegt deutscherseits der Ratifikation. Es tritt am 10. Tage nach dem Tage in Kraft, an dem die Aushändigung der deutschen Ratifikationsurkunde an die Königlich Norwegische Gesandtschaft in Berlin erfolgt.

Ich benutze auch diesen Anlass, um Ihnen, Herr Gesandter, die Versicherung meiner ausgezeichneten Hochachtung zu erneuern.

(gez.) STRESEMANN.

Seiner Exzellenz
dem Kgl. Norwegischen Gesandten Herrn SCHEEL.
KÖNIGLICH NORWEGISCHE GESANDTSCHAFT.

[1] L'instrument de ratification par l'Allemagne a été déposé auprès du ministre de Norvège à Berlin, le 5 septembre 1925.

[2] Vol. II, page 60 (renvoi), de ce recueil.

[1] The instrument of ratification by Germany was deposited with the Norwegian Minister at Berlin, September 5, 1925.

[2] Vol. II, page 60 (foot-note), of this Series.

BERLIN, *den* 11. *April* 1925.

HERR REICHSMINISTER,

In der Note Nr. IV Nd. 732 vom heutigen Tage haben Sie, Herr Reichsminister, mir mitgeteilt, dass die Deutsche Regierung bereit sei, auf folgende Ware norwegischer Erzeugung

„Seefische aller Art (Länge des lebenden Fisches nicht über 16 cm) in Öl, in luftdicht verschlossenen Behältnissen,"

bei der Einfuhr nach Deutschland den mit Portugal für Sardinen in Öl portugiesischer Erzeugung in luftdicht verschlossenen Behältnissen vereinbarten Vertragszollsatz von 30 *RM* für den Doppelzentner ebenfalls zur Anwendung zu bringen, und zwar solange Deutschland Portugal diesen Vertragszoll gewähre.

Diese Zusage könne mit einer Frist von 3 Monaten gekündigt werden.

Dieses Abkommen unterliege deutscherseits der Ratifikation. Es trete am 10 Tage nach dem Tage in Kraft, an dem die Aushändigung der deutschen Ratifikationsurkunde an die Königlich Norwegische Gesandtschaft in Berlin erfolgt.

Ich habe die Ehre, Euerer Exzellenz mitzuteilen, dass die Königlich Norwegische Regierung mit dem Vorstehenden einverstanden ist, und benutze auch diesen Anlass, um Ihnen, Herr Reichsminister, die Versicherung meiner ausgezeichnetsten Hochachtung zu erneuern.

(gez.) A. SCHEEL.

Seiner Exzellenz
dem Reichsminister des Auswärtigen
Herrn Dr. STRESEMANN, Berlin.

[1] TRADUCTION.

N° 1252. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS ALLEMAND ET NORVÉGIEN, COMPORTANT UN ARRANGEMENT RELATIF A L'APPLICATION DE DROITS DE DOUANE CONVENTIONNELS A CERTAINES CONSERVES DE POISSONS, A L'HUILE D'ORIGINE NORVÉGIENNE. BERLIN, LE 11 AVRIL 1925.

I.

MINISTÈRE
DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
IV. Nd. 732. I.

BERLIN, *le* 11 *avril* 1925.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant aux négociations poursuivies au sujet de la question du régime douanier applicable aux conserves de poissons norvégiennes, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement allemand est prêt à appliquer aux marchandises suivantes, d'origine norvégienne :

> « Poissons de mer de tous genres (longueur maximum du poisson vivant : 16 centimètres) à l'huile, dans des récipients hermétiquement fermés »,

lors de leur importation en Allemagne, le droit conventionnel de 30 Reichsmark par 100 kilos, convenu avec le Portugal pour les sardines à l'huile, d'origine portugaise, contenues dans des récipients hermétiquement fermés ; ce régime sera appliqué aussi longtemps que l'Allemagne accordera au Portugal ce traitement douanier.

Cet engagement pourra être dénoncé moyennant préavis de trois mois.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] TRANSLATION.

No. 1252. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GERMAN AND NORWEGIAN GOVERNMENTS CONSTITUTING AN ARRANGEMENT FOR THE APPLICATION OF CONVENTIONAL CUSTOMS DUTIES TO CERTAIN NORWEGIAN FISH PRESERVED IN OIL. BERLIN, APRIL 11, 1925.

I.

MINISTRY
OF
FOREIGN AFFAIRS.
IV. Nd. 732. I.

BERLIN, *April* 11, 1925.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to the negotiations which have been conducted here regarding the question of Customs duties on preserved fish from Norway, I have the honour to confirm to Your Excellency that the German Government is prepared to apply to the following goods of Norwegian origin :

> "Sea fish of all kinds (length of live fish not more than 16 centimetres) preserved in oil in hermetically closed receptacles",

on import into Germany, the conventional Customs duty of 30 Reichsmark per 100 kilogrammes agreed upon with Portugal for sardines in oil of Portuguese origin contained in hermetically closed receptacles, and for as long as Germany grants this Customs treatment to Portugal.

This engagement may be denounced at three months' notice.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Le présent accord devra être ratifié par l'Allemagne. Il entrera en vigueur le dixième jour qui suivra la date de la remise de l'instrument de ratification allemand à la Légation royale de Norvège à Berlin.

Je saisis cette occasion pour vous renouveler, Monsieur le Ministre, etc.

(Signé) STRESEMANN.

Son Excellence le Ministre
du Gouvernement royal norvégien,
Monsieur Scheel.

II.

LÉGATION
ROYALE NORVÉGIENNE.

BERLIN, *le* 11 *avril* 1925.

MONSIEUR LE MINISTRE D'EMPIRE,

Par la note N° IV. Nd. 732. I., en date de ce jour, vous avez bien voulu me faire connaître que le Gouvernement allemand était prêt à appliquer aux marchandises suivantes d'origine norvégienne :

« Poissons de mer de tous genres (longueur maximum du poisson vivant : 16 centimètres) à l'huile, dans des récipients hermétiquement fermés »,

lors de leur importation en Allemagne, le droit conventionnel de 30 reichsmark par 100 kilos, convenu avec le Portugal pour les sardines à l'huile, d'origine portugaise, contenues dans des récipients hermétiquement fermés ; ce régime sera appliqué aussi longtemps que l'Allemagne accordera au Portugal ce traitement douanier.

Cet engagement pourra être dénoncé moyennant préavis de trois mois.

Le présent accord devra être ratifié par l'Allemagne. Il entrera en vigueur le dixième jour qui suivra la date de la remise de l'instrument de ratification allemand à la Légation royale de Norvège à Berlin.

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de votre Excellence que le Gouvernement royal norvégien approuve les dispositions ci-dessus et je saisis cette occasion, etc.

(Signé) A. SCHEEL.

Son Excellence le Ministre
des Affaires étrangères du Reich,
Dr Stresemann,
Berlin.

The present Agreement shall be ratified by Germany. It shall enter into force on the tenth day following the handing of the German instruments of ratification to the Royal Norwegian Legation in Berlin.

I have the honour to be, etc.

(Signed) STRESEMANN.

To His Excellency
M. Scheel,
Royal Norwegian Minister.

II.

ROYAL
NORWEGIAN LEGATION.

BERLIN, *April* 11, 1925.

YOUR EXCELLENCY,

In your Note No. IV.Nd.732.I, of to-day's date you informed me that the German Government is prepared to apply to the following goods of Norwegian origin :

"Sea fish of all kinds (length of live fish not more than 16 centimetres) preserved in oil in hermetically closed receptacles",

on import into Germany, the conventional Customs duty of 30 Reichsmark per 100 kilogrammes agreed upon with Portugal for sardines in oil, of Portuguese origin, contained in hermetically closed receptacles, and for as long as Germany grants this Customs treatment to Portugal.

This engagement may be denounced at three months' notice.

The present Agreement shall be ratified by Germany. It shall enter into force on the tenth day following the handing of the German instruments of ratification to the Royal Norwegian Legation in Berlin.

I have the honour to inform Your Excellency that the Royal Norwegian Government is in agreement with the foregoing, and I have the honour to be, etc.

(Signed) A. SCHEEL.

To His Excellency
Dr. Stresemann,
Minister for Foreign Affairs,
Berlin.

N° 1253.

ALLEMAGNE ET AUTRICHE

Traité concernant la navigation aérienne, avec protocole additionnel. Signé à Vienne, le 19 mai 1925.

GERMANY AND AUSTRIA

Treaty concerning Aerial Navigation with Additional Protocol. Signed at Vienna, May 19, 1925.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N° 1253. — VERTRAG[1] ZWISCHEN DEUTSCHLAND UND ÖSTERREICH ÜBER DEN LUFTVERKEHR, GEZEICHNET IN WIEN, AM 19. MAI 1925.

Texte officiel allemand communiqué par le consul général d'Allemagne à Genève[2]. *L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 3 août 1926.*

German official text communicated by the German Consul-General at Geneva[2]. *The registration of this Treaty took place August 3, 1926.*

DAS DEUTSCHE REICH und DIE REPUBLIK ÖSTERREICH haben, von dem gleichen Wunsche geleitet, die Entwicklung des Luftverkehrs zu fördern, beschlossen, zu diesem Behufe einen Vertrag abzuschliessen und zu ihren Bevollmächtigten ernannt :

DER PRÄSIDENT DES DEUTSCHEN REICHS :

Den Herrn Doktor Maximilian PFEIFFER, ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister in Wien,

DER BUNDESPRÄSIDENT DER REPUBLIK ÖSTERREICH :

Den Herrn Doktor Heinrich MATAJA, Bundesminister für die Auswärtigen Angelegenheiten.

Die Bevollmächtigten haben, nachdem sie ihre Vollmachten mitgeteilt und diese als richtig befunden haben, folgendes vereinbart :

Artikel 1.

Jeder Vertragsstaat gewährt in Friedenszeiten Luftfahrzeugen des anderen Vertragsstaats, die in diesem vorschriftsmässig zugelassen sind, bei Beachtung der in diesem Vertrag enthaltenen Vorschriften das Recht zum unschädlichen Luftverkehr in seinem Hoheitsgebiete.

Artikel 2.

Die Vorschriften dieses Vertrages gelten für den Freiballonverkehr nur, soweit nach dessen Eigenart ihre Beachtung möglich ist.

Als Luftfahrzeuge im Sinne dieses Vertrags gelten nur Privatluftfahrzeuge.

Artikel 3.

Die Grenze zwischen den Vertragsstaaten darf nur zwischen den im gemeinsamen Einverständnis zu bestimmenden Punkten überflogen werden.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Berlin, le 25 septembre 1925.

[2] Vol. II, page 60 (renvoi), de ce recueil.

[1] The exchange of ratifications took place at Berlin, September 25, 1925.

[2] Vol. II, page 60 (foot-note), of this Series.

Artikel 4.

Beide Vertragsstaaten können den Luftverkehr über gewissen Teilen ihres Gebietes verbieten. Die Gebietsteile, über denen der Luftverkehr demgemäss verboten ist, sind dem anderen Vertragsstaate mitzuteilen.

Artikel 5.

Jedes Luftfahrzeug, das über ein verbotenes Gebiet gerät, hat das durch die Luftverkehrsverordnung des überflogenen Staates vorgeschriebene Notzeichen zu geben und unverzüglich auf einem ausserhalb des verbotenen Gebiets gelegenen Flughafen dieses Staates zu landen.

Artikel 6.

Dem öffentlichen Luftverkehr zur Verfügung stehende Flughäfen sind den Luftfahrzeugen beider Staaten zugänglich.

Ein- und Ausflug nach und von einem der beiden Vertragsstaaten dürfen nur nach und von einem dem öffentlichen Luftverkehr zur Verfügung stehenden Flughafen, der Gelegenheit zur Zoll- und Passabfertigung bietet, und zwar ohne Zwischenlandung zwischen Grenze und Flughafen, erfolgen. Im Einzelfalle kann mit behördlicher Genehmigung Ein- und Ausflug auch nach und von anderen Plätzen erfolgen, die Gelegenheit zur Zoll- und Passabfertigung bieten ; das Verbot von Zwischenlandungen gilt auch hier. Findet eine Notlandung im Abfluglande nach der Zoll- und Passabfertigung oder im Einfluglande vor der Zoll- und Passabfertigung statt, so ist unverzüglich die nächstgelegene Zoll-, Polizei- oder Ortsbehörde zu benachrichtigen ; bis zur weiteren Weisung der benachrichtigten Stelle müssen Besatzung und Fluggäste beim Luftfahrzeuge verbleiben und dürfen Bestand- und Zubehörteile des Luftfahrzeuges sowie seine Ladung nicht entfernt werden ; für die Durchführung dieser Vorschriften ist der Führer des Luftfahrzeuges verantwortlich.

Jeder Vertragsstaat teilt dem anderen ein Verzeichnis der zur Zeit dem öffentlichen Luftverkehr zur Verfügung stehenden Flughäfen mit, aus dem zugleich ersichtlich ist, wo sich Gelegenheit zur Zoll- und Passabfertigung bietet. Jede Veränderung in diesem Verzeichnis und jede auch nur vorübergehende Einschränkung der Benutzungsmöglichkeit eines dieser Flughäfen ist dem anderen Vertragsstaat unverzüglich anzuzeigen.

Artikel 7.

Luftfahrzeuge müssen deutliche und sichtbare Abzeichen haben, die ihre Feststellung während des Fluges ermöglichen.

Luftfahrzeuge müssen mit den im Heimatstaat für den Luftverkehr vorgeschriebenen Ausweisen und sonstigen Urkunden versehen sein.

Die Mitglieder der Besatzung — das sind alle im Luftfahrzeuge befindlichen Personen ausser den Fluggästen — müssen, soweit sie eine im Heimatstaate von besonderer Erlaubnis abhängige Tätigkeit im Luftfahrzeug ausüben, mit den im Heimatstaate für den Luftverkehr vorgeschriebenen Ausweisen versehen sein ; sonstige Mitglieder der Besatzung müssen mit Ausweisen versehen sein, die ihre Identität und ihre Staatsangehörigkeit dartun.

Die den Luftfahrzeugen und der Besatzung in einem Vertragsstaate für den Luftverkehr ausgestellten oder anerkannten Ausweise haben im anderen Vertragsstaate dieselbe Gültigkeit wie die von diesem ausgestellten oder anerkannten entsprechenden Ausweise.

Jeder Vertragsstaat behält sich das Recht vor, für den Luftverkehr innerhalb seines Gebiets den an seine Staatsangehörigen vom anderen Vertragsstaat erteilten Fähigkeitsausweisen die Anerkennung zu versagen.

Artikel 8.

Besatzung und Fluggäste müssen, unbeschadet der Vorschriften des Artikel 7, mit ordnungsmässig ausgestatteten und vidierten Reisepässen, sowie überhaupt mit den Ausweisen versehen sein, die nach den im zwischenstaatlichen Übergangsverkehr geltenden allgemeinen Bestimmungen verlangt werden, soweit nicht durch sonstige Vereinbarungen zwischen den Vertragsstaaten etwas anderes bestimmt wird.

Artikel 9.

Luftfahrzeuge des einen Vertragsstaats dürfen im Hoheitsgebiete des anderen Vertragsstaats nur insoweit mit Gerät zur drahtlosen Nachrichtenübermittelung versehen sein und dieses Gerät benutzen, wie dies in beiden Vertragsstaaten gestattet ist. Solches Gerät darf nur von Mitgliedern der Besatzung bedient werden, die eine besondere Erlaubnis des Heimatstaats dazu mit sich führen.

Artikel 10.

Luftfahrzeuge, ihre Besatzungen und Fluggäste dürfen Waffen, Schiessbedarf, zur Kriegsführung bestimmte Giftstoffe oder Sprengstoffe weder befördern noch sonst mit sich führen, Brieftauben sowie Lichtbildgerät nur mit Erlaubnis der zuständigen Behörde desjenigen Staates, in dessen Luftgebiet sich das Fahrzeug befindet.

Artikel 11.

Luftfahrzeuge, die Fluggäste oder Sachen mit sich führen, müssen mit einem namentlichen Verzeichnis der Fluggäste, einem Verzeichnis über Art und Menge der Sachen sowie den erforderlichen Zollerklärungen versehen sein.

Ergibt sich bei der Ankunft eines Luftfahrzeuges eine Unstimmigkeit zwischen Ladungsverzeichnis und mitgeführten Sachen, so kann die Zollbehörde des Ankunftshafens sich mit der zuständigen Zollbehörde des anderen Vertragsstaats unmittelbar in Verbindung setzen.

Artikel 12.

Die Mitnahme von Post in Luftfahrzeugen wird durch besondere Abmachungen unmittelbar zwischen den Postverwaltungen der beiden Vertragsstaaten geregelt werden.

Artikel 13.

Jeder Vertragsstaat kann in seinem Gebiete die Luftfahrzeuge des anderen Staates in allen Fällen bei Abflug und Landung behördlich untersuchen und die vorgeschriebenen Ausweise und sonstigen Urkunden prüfen.

Artikel 14.

Die gewerbsmässige Beförderung von Personen oder Sachen durch Luftfahrzeuge nach dem Gebiet des Staates, dem das Luftfahrzeug nicht angehört, aus diesem Gebiet, innerhalb desselben oder über dieses Gebiet hinweg ist von einer besonderen, den Luftfahrunternehmen von der zuständigen Behörde dieses Staates erteilten Genehmigung abhängig.

Artikel 15.

Als Ballast darf nur feiner Sand und Wasser abgeworfen werden.

Artikel 16.

Andere Sachen als Ballast dürfen unterwegs nur abgeworfen oder sonst entfernt werden, wenn der Staat, in dessen Hoheitsgebiet die Handlung vorgenommen wird, eine besondere Erlaubnis dazu erteilt hat.

Artikel 17.

Beide Vertragsstaaten werden sich gegenseitig alle für den Luftverkehr in ihrem Hoheitsgebiete massgebenden Vorschriften mitteilen.

Artikel 18.

Die Vertragsstaaten sind darüber einig, dass Luftfahrunternehmen und Luftfahrzeuge des einen Vertragsstaats sowie deren Besatzungen und Fluggäste im Hoheitsgebiete des anderen Staates den dort geltenden Vorschriften über den Luftverkehr sowie den allgemeinen gesetzlichen oder sonstigen Vorschriften des anderen Staates unterliegen, soweit sich nicht aus diesem Vertrage etwas anderes ergibt.

Artikel 19.

Jeder Vertragsstaat kann diesen Vertrag zu jedem Zeitpunkt mit einer Frist von drei Monaten kündigen. Jedoch behält sich jeder Vertragsstaat das Recht vor, unter aussergewöhnlichen Umständen den Luftverkehr über seinem Gebiete mit sofortiger Wirkung einzuschränken oder ganz oder teilweise zu verbieten.

Artikel 20.

Der gegenwärtige Vertrag soll möglichst bald ratifiziert werden. Die Ratifikationsurkunden werden in Berlin ausgetauscht werden. Der Vertrag tritt am zehnten Tage nach Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft.

Zur Urkund dessen haben die Unterzeichneten diesen Vertrag unterschrieben und mit ihren Siegeln versehen.

Geschehen in Wien, in doppelter Ausfertigung am 19. Mai 1925.

(Siegel) Dr. PFEIFFER.
(Siegel) Dr. MATAJA.

ZUSATZPROTOKOLL

Bei Unterfertigung des am heutigen Tage zwischen dem Deutschen Reiche und der Republik Österreich abgeschlossenen Vertrags über den Luftverkehr haben die Unterzeichneten, versehen mit den Vollmachten ihrer Regierungen, folgende übereinstimmende Erklärungen abgegeben :

1. Die Regierungen der beiden Vertragsstaaten sehen bis auf weiteres von einer Festsetzung von Grenzabschnitten im Sinne des Artikel 3, auf denen die Grenze zu überfliegen ist, ab, behalten sich aber vor, aus Gründen des öffentlichen Interesses solche Grenzabschnitte durch Abmachungen unmittelbar zwischen den zuständigen Behörden beider Staaten im gemeinsamen Einverständnis festzusetzen.

2. Die Regierungen der beiden Vertragsstaaten behalten sich vor, aus Sicherheitsgründen Vereinbarungen über pflichtmässige Ausstattung von Luftfahrzeugen mit Gerät zur drahtlosen Nachrichtenübermittelung zu treffen.

3. Die Regierungen der beiden Vertragsstaaten behalten sich vor, die Bestimmung im Artikel 14 des Vertrags durch Abmachungen unmittelbar zwischen den zuständigen Behörden beider Staaten derart zu ändern, dass Luftfahrunternehmen, die im Heimatstaate vorschriftsmässig zum Luftverkehr zugelassen sind, unter bestimmten Voraussetzungen die in diesem Artikel erwähnte Beförderung von Personen oder Sachen auch ohne die daselbst vorgeschriebene besondere Genehmigung gestattet sein wird.

Dieses doppelt ausgefertigte Zusatzprotokoll bildet einen integrierenden Bestandteil des Vertrags und tritt gleichzeitig mit diesem in Kraft.

So geschehen zu Wien, am 19. Mai 1925.

Dr. PFEIFFER.
Dr. MATAJA.

---

[1] TRADUCTION.

N° 1253. — TRAITÉ ENTRE L'ALLEMAGNE ET L'AUTRICHE CONCERNANT LA NAVIGATION AÉRIENNE. SIGNÉ A VIENNE, LE 19 MAI 1925.

LE REICH ALLEMAND et LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE, animés du même désir de favoriser le développement de la navigation aérienne, ont décidé à cet effet de conclure un traité et ont désigné comme plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND :

Le Dr Maximilian PFEIFFER, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Vienne ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE :

Le Dr Heinrich MATAJA, ministre des Affaires étrangères de la Confédération autrichienne.

Les plénipotentiaires, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs et les avoir trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] TRANSLATION.

No. 1253. — TREATY BETWEEN GERMANY AND AUSTRIA CONCERNING AERIAL NAVIGATION. SIGNED AT VIENNA, MAY 19, 1925.

THE GERMAN REICH and THE AUSTRIAN REPUBLIC, being equally desirous of encouraging the development of air navigation, have resolved for this purpose to conclude a Treaty and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH :

Dr. Maximilian PFEIFFER, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Vienna ;

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE AUSTRIAN REPUBLIC :

Dr. Heinrich MATAJA, Federal Minister for Foreign Affairs.

The Plenipotentiaries, after communicating their full powers found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Article premier.

Chacun des Etats contractants accorde, en temps de paix, aux aéronefs de l'autre Etat contractant, régulièrement admis dans ledit Etat, le droit de circulation aérienne inoffensive dans le territoire relevant de sa souveraineté, à condition qu'ils observent les prescriptions du présent traité.

Article 2.

Les dispositions du présent traité ne s'étendent à la navigation en ballon libre qu'autant que la nature de celle-ci permet de les observer.

Les aéronefs visés dans le présent traité sont uniquement les aéronefs privés.

Article 3.

Les frontières qui séparent les Etats contractants ne pourront être franchies qu'entre les points qui seront fixés d'un commun accord.

Article 4.

Les deux Etats contractants pourront interdire le vol au-dessus de certaines parties de leur territoire. Les régions qu'il est interdit de survoler seront portées à la connaissance de l'autre Etat contractant.

Article 5.

Tout aéronef qui se trouve accidentellement au-dessus d'une zone interdite sera tenu de donner le signal de détresse prévu dans le règlement sur la navigation aérienne de l'Etat survolé et d'atterrir sans délai sur l'un des aérodromes dudit Etat situés en dehors de la zone interdite.

Article 6.

Les aéronefs des deux Etats pourront utiliser les aérodromes ouverts à l'usage public.

Le départ et l'atterrissage à destination et en provenance de l'un des deux Etats contractants ne pourront avoir lieu que sur un aérodrome ouvert à l'usage public et permettant

Article 1.

Each Contracting State undertakes in time of peace to accord to aircraft of the other Contracting State duly registered in that State freedom of innocent passage above its territory, provided that the regulations set forth in the present Treaty are observed.

Article 2.

The provisions of the present Treaty shall only apply to balloon navigation so far as its special nature permits their observance.

The term aircraft within the meaning of the present Treaty shall only apply to private aircraft.

Article 3.

The frontier between the two Contracting States may only be crossed between certain specified points to be fixed by mutual agreement.

Article 4.

Both Contracting States may prohibit flight over certain areas of their territory. The areas over which aviation is accordingly prohibited shall be notified to the other Contracting State.

Article 5.

Any aircraft which finds itself over a prohibited area shall at once give the signal of distress provided in the Air Traffic Regulations of the State flown over, and shall forthwith land outside the prohibited area at one of the aerodromes of that State.

Article 6.

Aerodromes available for public air traffic may be used by the aircraft of both States.

Flights to and from either of the two Contracting States may only be made to and from an aerodrome available for public air traffic with facilities for Customs and passport

l'accomplissement des formalités de douane et de passeports ; le vol ne doit comporter aucun atterrissage intermédiaire entre la frontière et l'aérodrome. Dans des cas exceptionnels, le départ et l'atterrissage pourront, avec l'assentiment des autorités, s'effectuer également sur d'autres terrains permettant l'accomplissement des formalités de douane et de passeports ; l'interdiction relative aux atterrissages intermédiaires reste, dans ce cas, applicable. Si l'aéronef est contraint d'atterrir, dans le pays d'origine, après l'accomplissement des formalités de douane et de passeports ou, dans le pays de destination, avant l'accomplissement des formalités de douane et de passeport, les autorités douanières, policières ou locales les plus proches devront être immédiatement avisées ; jusqu'à nouvel ordre des autorités avisées, l'équipage et les passagers devront rester auprès de l'aréonef ; aucune pièce ou accessoire de l'aréonef ni aucune partie de sa cargaison ne devra être enlevée ; le pilote de l'aréonef sera responsable de l'observation desdites dispositions.

Chacun des Etats contractants communiquera à l'autre une liste des aérodromes ouverts à l'usage public ; la liste indiquera également les terrains sur lesquels les formalités de douane et de passeports peuvent être accomplies. Toute modification apportée à ladite liste, ainsi que toute restriction imposée, même temporairement, à l'utilisation d'un de ces aérodromes, devra être signalée sans retard à l'autre Etat contractant.

Article 7.

Les aéronefs devront porter des marques distinctes et visibles, permettant de les identifier en cours de vol.

Les aéronefs devront être munis des certificats et autres pièces prescrits pour la navigation aérienne dans leur pays d'origine.

Les membres de l'équipage, c'est-à-dire toutes les personnes qui se trouvent dans l'aéronef en dehors des passagers, devront, s'ils remplissent dans l'aéronef des fonctions subordonnées à une autorisation spéciale dans l'Etat d'origine, être munis des certificats prescrits dans cet Etat pour la navigation aérienne ; les autres membres de l'équipage devront être pourvus de pièces justifiant leur identité et leur nationalité.

Les certificats délivrés ou reconnus dans l'un des Etats contractants pour les aéronefs et leurs équipages auront, dans l'autre Etat con-

examination, and no intermediate landing may be made between the frontier and the aerodrome. In individual cases official permission may be given for flights to and from other landing grounds provided there are facilities for Customs and passport examination, but intermediate landing is prohibited in these cases also. If a forced landing is made in the country of departure subsequent to Customs and passport examination, or in the country of destination prior to Customs and passport examination, the nearest Customs, police or local authority must at once be informed. Until further instructions are received from the authority notified, the crew and passengers must remain with the aircraft and no parts or accessories of the aircraft nor its cargo may be removed ; the pilot of the aircraft is responsible for the observance of these regulations.

Each Contracting State shall communicate to the other a list of aerodromes at the time available for public air traffic indicating where there are facilities for Customs and passport examination. Any change in this list and any restrictions on the use of one of these aerodromes, even if only temporary, must immediately be notified to the other Contracting State.

Article 7.

Aircraft must carry distinctive and visible marks allowing them to be identified in flight.

Aircraft must be provided with the passes and other papers prescribed for air navigation in their own country.

The members of the crew, viz., all persons in the aircraft except the passengers, must, if they are performing duties in the aircraft requiring a special permit from their own State, be provided with the passes prescribed for air navigation in their own country ; other members of the crew must be provided with documents establishing their identity and nationality.

The passes issued or recognised for aircraft and their crews by one Contracting State shall have the same validity in the other Contracting

tractant, la même validité que les certificats correspondants délivrés ou reconnus par ledit Etat.

Chacun de Etats contractants se réserve les droit de refuser de reconnaître, pour la navigation aérienne à l'intérieur de son territoire, les certificats de capacité délivrés à ses ressortissants par l'autre Etat contractant.

State as the corresponding passes issued or recognised by that State.

Each Contracting State reserves the right to refuse to recognise the flying certificates issued to its nationals by the other Contracting State for air navigation within its own territory.

Article 8.

L'équipage et les passagers devront, sans préjudice des prescriptions de l'article 7, être munis de passeports régulièrement délivrés et visés, ainsi que des pièces requises par les dispositions générales applicables au passage des frontières entre les deux Etats, à moins qu'un régime différent n'ait été institué par d'autres arrangements entre les Etats contractants.

Article 8.

Members of the crew and passengers must, irrespective of the provisions of Article 7, be provided with duly issued and visé travellers' passports and with all documents required by the general regulations in force in international traffic, except where otherwise provided by agreements between the Contracting States.

Article 9.

Les aéronefs de l'un des Etats contractants ne pourront, à l'intérieur des frontières de l'autre Etat contractant, porter et utiliser un appareil de T. S. F. que dans la mesure où les dispositions en vigueur dans les deux Etats contractants l'y autorisent. L'appareil de T. S. F. ne pourra être manœuvré que par des membres de l'équipage porteurs d'une autorisation spéciale de l'Etat d'origine.

Article 9.

The aircraft of one of the Contracting States may only carry and use wireless apparatus over the territory of the other Contracting State subject to the laws and regulations in force in both Contracting States. Such apparatus may only be used by members of the crew provided with a special licence issued by the State to which the aircraft belongs.

Article 10.

Il est interdit aux aéronefs, à leur équipage et à leurs passagers de transporter, comme cargaison ou autrement, des armes, munitions, produits toxiques ou explosifs destinés à la guerre ; les pigeons voyageurs et les appareils photographiques ne pourront être emportés qu'avec une autorisation de l'autorité compétente de l'Etat dans le domaine aérien duquel se trouve l'aéronef.

Article 10.

Aircraft and their crews and passengers may not carry as cargo or in any other capacity arms, ammunition, and poisonous gases or explosives intended for use in war. Carrier pigeons and photographic apparatus may only be carried with the permission of the competent authority of the State in the air territory of which the aircraft is situated.

Article 11.

Les aéronefs qui transportent des passagers ou des marchandises devront être munis d'une liste nominative des passagers, d'une liste indiquant la nature et la quantité des marchandises, ainsi que les déclarations de douane requises.

Article 11.

Aircraft carrying passengers or goods must be provided with a nominal list of the passengers and a manifest showing the nature and quantity of the goods as well as the requisite Customs declarations.

Si l'on constate, à l'arrivée d'un aéronef, qu'il n'y a pas concordance entre le manifeste de chargement et les marchandises transportées, les autorités douanières de l'aérodrome d'arrivée pourront se mettre directement en rapport avec les autorités douanières compétentes de l'autre Etat contractant.

If on the arrival of the aircraft there is a discrepancy between the manifest and the goods carried, the Customs authority at the place of landing may communicate direct with the competent Customs authority of the other Contracting State.

Article 12.

Le transport de correspondance et autres envois postaux par aéronef, sera réglé par des arrangements spéciaux, conclus directement entre les administrations postales des deux Etats contractants.

Article 12.

The carriage of mails shall be regulated by special agreements concluded direct between the postal administrations of the two Contracting States.

Article 13.

Chacun des Etats contractants pourra, sur son territoire, procéder dans tous les cas à la visite officielle, au départ et à l'atterrissage, des aéronefs de l'autre Etat et vérifier les certificats et autres pièces prescrites.

Article 13.

Each Contracting State shall have the right officially to examine the aircraft of the other State in all cases of departure from and arrival in its own territory and verify the prescribed passes and other papers.

Article 14.

Le transport commercial de personnes et de marchandises par aéronef à destination du territoire de l'Etat auquel n'appartient pas l'aéronef, en provenance dudit territoire, à l'intérieur de ce territoire, ou en transit au-dessus de ce territoire, est subordonné à une autorisation particulière, délivrée par les autorités compétentes dudit Etat aux entreprises, de navigation aérienne.

Article 14.

The commercial transport of persons or goods by aircraft into the territory of the State to which the aircraft does not belong or out of, within or over this territory, shall be dependent upon a special permit issued to the air navigation company by the competent authority of that State.

Article 15.

Il est interdit de lancer d'un aéronef d'autre lest que du sable fin ou de l'eau.

Article 15.

No ballast, other than fine sand or water, may be dropped from an aircraft.

Article 16.

Il est interdit de jeter ou de décharger, en cours de route, autre chose que du lest, sauf autorisation spéciale accordée à cet effet par l'Etat sur le territoire duquel a lieu ledit déchargement ou jet.

Article 16.

Any other substance than ballast may only be dropped or otherwise removed in flight, if special permission has been obtained from the State on whose territory this act is to take place.

Article 17.

Les deux Etats contractants se communiqueront réciproquement tous les règlements applicables sur leur territoire à la navigation aérienne.

Article 18.

Les deux Etats contractants conviennent que les entreprises de navigation aérienne et les aéronefs de l'un des deux Etats, ainsi que leurs équipages et passagers, seront, sur le territoire de l'autre Etat, soumis aux règlements relatifs à la navigation aérienne qui y sont en vigueur, ainsi qu'à toutes les lois et autres règlements de l'autre Etat, sauf disposition contraire du présent traité.

Article 19.

Chaque Partie contractante pourra dénoncer le présent traité en tout temps, moyennant préavis de trois mois. Toutefois, chaque Partie contractante se réserve le droit, en cas de circonstances exceptionnelles, de prendre des mesures, dont l'effet sera immédiat, pour restreindre la circulation aérienne au-dessus de son territoire, ou l'interdire entièrement ou en partie.

Article 20.

Le présent traité devra être ratifié dans le plus bref délai possible. Les instruments de ratification seront échangés à Berlin. Le traité entrera en vigueur le dixième jour après l'échange des instruments de ratification.

En foi de quoi les soussignés ont apposé au présent traité leur signature et leur sceau.

Fait à Vienne, en double expédition, le 19 mai 1925.

Article 17.

Each Contracting State shall notify the other of all laws and regulations governing air navigation in its territory.

Article 18.

The Contracting States agree that air navigation companies and aircraft belonging to one of the Contracting States, and their crews and passengers, shall, while in the territory of the other State, be subject to the regulations in force regarding air traffic and to the general legal or other regulations of that State, in so far as the present Treaty does not provide otherwise.

Article 19.

Each of the Contracting States may denounce the present Treaty at any time by giving three months' notice. Nevertheless, each Contracting State reserves the right, in exceptional circumstances, to restrict or wholly or partly prohibit air navigation over its territory, and such restriction or prohibition shall take immediate effect.

Article 20.

The present Treaty shall be ratified as soon as possible. The instruments of ratification shall be exchanged at Berlin. The Treaty shall come into force on the tenth day following the exchange of the instruments of ratification.

In witness whereof the undersigned have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done at Vienna in duplicate on May 19, 1925.

(L. S.) Dr Pfeiffer.

(L. S.) Dr Mataja.

PROTOCOLE ADDITIONNEL

A l'occasion de la signature du traité conclu ce jour entre le Reich allemand et la République d'Autriche au sujet de la navigation aérienne, les soussignés, munis des pleins pouvoirs de leurs gouvernements, ont fait les déclarations concordantes suivantes :

1° Les gouvernements des deux Etats contractants s'abstiennent, pour le moment, de fixer les sections de frontière, visées par l'article 3, au-dessus desquelles la frontière doit être franchie ; mais ils se réservent de fixer d'un commun accord, pour des raisons d'intérêt public, ces sections de frontière par voie d'entente directe entre les autorités compétentes des deux Etats.

2° Les gouvernements des deux Etats contractants se réservent de conclure, pour des raisons de sécurité, des arrangements concernant l'obligation, pour les aéronefs, d'être pourvus d'appareils de T. S. F.

3° Les gouvernements des deux Etats contractants se réservent le droit de modifier, par arrangement conclu directement entre les autorités compétentes des deux Etats, les dispositions de l'article 14 du traité, et de stipuler que les entreprises de navigation aérienne, régulièrement autorisées, dans leur pays d'origine, à effectuer des transports aériens, pourront, dans des conditions déterminées, effectuer le transport des personnes et des marchandises prévu à cet article sans qu'il leur soit nécessaire d'obtenir l'autorisation spéciale prescrite par le même article.

Le présent protocole additionnel, établi en double expédition, formera partie intégrante du traité, et entrera en vigueur en même temps que lui.

Fait à Vienne, le 19 mai 1925.

ADDITIONAL PROTOCOL.

When signing the Treaty concluded this day between the German Reich and the Austrian Republic relating to air navigation, the undersigned, being duly authorised by their Governments, have made the following concordant statements :

(1) The Governments of the two Contracting States shall, until further notice, refrain from fixing the points between which the frontier may be crossed in accordance with Article 3. They shall, however, reserve the right for reasons of public interest to establish these points by mutual and direct agreement between the competent authorities of the two States.

(2) The Governments of the two Contracting States reserve the right, in the interests of security, to conclude agreements for the compulsory fitting of aircraft with apparatus for wireless transmission.

(3) The Governments of the two Contracting States reserve the right by direct agreements between the competent authorities of the two States, to modify the provisions of Article 14 of the Treaty in such a way that air navigation companies duly authorised in their own country to conduct air navigation may, under certain specified conditions, effect the transport of persons or goods mentioned in that Article without the special authorisation prescribed therein.

The present Additional Protocol, which is done in duplicate, shall form an integral part of the Treaty and shall enter into force at the same time.

Done at Vienna, May 19, 1925.

Dr Pfeiffer.
Dr Mataja.

N° 1254.

ALLEMAGNE ET ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Traité d'amitié, de commerce et consulaire, signé à Washington, le 8 décembre 1923, et échange de notes comportant certaines réserves à la ratification dudit traité par le Sénat des Etats-Unis d'Amérique. Washington, les 19 mars et 21 mai 1925.

GERMANY AND UNITED STATES OF AMERICA

Treaty of Friendship, Commerce and Consular Relations, signed at Washington, December 8, 1923, and Exchange of Notes containing certain Reservations made by the United States Senate on the Ratification of the said Treaty, Washington, March 19 and May 21, 1925.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

No. 1254. — FREUNDSCHAFTS-HANDELS- UND KONSULARVERTRAG[1] ZWISCHEN DEM DEUTSCHEN REICHE UND DEN VEREINIGTEN STAATEN VON AMERIKA, GEZEICHNET ZU WASHINGTON, AM 8. DEZEMBER 1923.

Textes officiels allemand et anglais communiqués par le consul général d'Allemagne à Genève[2]. *L'enregistrement de ce traité a eu lieu le* 3 *août* 1926.

Von dem Wunsche geleitet, die glücklicherweise zwischen ihnen bestehenden Bande des Friedens durch Abmachungen zu stärken, die geeignet sind, den freundschaftlichen Verkehr zwischen ihren Gebieten durch Massnahmen zu fördern, die den geistigen, kulturellen, wirtschaftlichen und geschäftlichen Bestrebungen ihrer Bewohner entsprechen, haben DEUTSCHLAND und DIE VEREINIGTEN STAATEN VON AMERIKA beschlossen, einen Freundschafts-, Handels- und Konsularvertrag abzuschliessen. Zu diesem Zwecke haben zu ihren Bevollmächtigten bestellt :

DER PRÄSIDENT DES DEUTSCHEN REICHES :

Herrn Dr. Otto WIEDFELDT, den Deutschen Botschafter in den Vereinigten Staaten von Amerika, und

DER PRÄSIDENT DER VEREINIGTEN STAATEN VON AMERIKA :

Herrn Charles EVANS HUGHES, den Staatssekretär der Vereinigten Staaten von Amerika,

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Washington le 14 octobre 1925.
[2] Vol. II, page 60 (renvoi), de ce recueil.

No. 1254. — TREATY[1] OF FRIENDSHIP, COMMERCE AND CONSULAR RELATIONS BETWEEN GERMANY AND THE UNITED STATES OF AMERICA. SIGNED AT WASHINGTON, DECEMBER 8, 1923.

German and English official texts communicated by the German Consul-General at Geneva[2]. *The registration of this Treaty took place August* 3, 1926.

GERMANY and THE UNITED STATES OF AMERICA, desirous of strengthening the bond of peace which happily prevails between them, by arrangements designed to promote friendly intercourse between their respective territories through provisions responsive to the spiritual, cultural, economic and commercial aspirations of the peoples thereof, have resolved to conclude a Treaty of Friendship, Commerce and Consular Rights and for that purpose have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE GERMAN EMPIRE :

DR. Otto WIEDFELDT, German Ambassador to the United States of America ;

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA :

Mr. Charles EVANS HUGHES, Secretary of State of the United States of America ;

[1] The exchange of ratifications took place at Washington, October 14, 1925.
[2] Vol. II, page 60 (foot-note), of this Series.

welche Bevollmächtigten nach Auswechselung ihrer ordnungsgemäss ausgestellten Vollmachten die nachstehenden Artikel vereinbart haben :

Artikel I.

Die Staatsangehörigen eines Vertragsteiles dürfen die Gebiete des andern betreten, darin reisen u. dort wohnen ; sie geniessen Gewissensfreiheit und Freiheit der Religionsübung ; sie dürfen sich ohne Hinderung beruflicher, wissenschaftlicher, religiöser, philanthropischer, gewerblicher und geschäftlicher Tätigkeit jeder Art widmen ; sie sind befugt, jede von den am Orte geltenden Gesetzen nicht verbotene Form geschäftlicher Tätigkeit auszuüben ; zum Wohnen sowie zu Zwecken der Wissenschaft, Religion, Wohlfahrt, Industrie, des Handels und der Bestattung dürfen sie geeignete Gebäude als Eigentum besitzen, errichten oder mieten und innehaben und Land für diese Zwecke pachten ; sie dürfen selbstgewählte Vertreter beschäftigen und allgemein alles tun, was zur Ausübung irgendeines der erwähnten Rechte gehört oder nötig ist, und zwar unter denselben Bedingungen wie Angehörige des Staates, in dem sie sich aufhalten, oder wie Staatsangehörige einer etwa künftig von diesem Staat mit dem Rechte der Meistbegünstigung ausgestatteten Nation ; dabei unterwerfen sie sich jedoch allen ordnungsmässig erlassenen, am Orte geltenden Gesetzen und Verordnungen.

Die Staatsangehörigen des einen Vertragsteiles sollen innerhalb der Gebiete des andern Teiles keinen anderen oder höheren inneren Lasten oder Abgaben unterworfen werden, als sie von den Angehörigen dieses Staates beansprucht und bezahlt werden.

Die Staatsangehörigen des einen Vertragsteiles sollen gemäss den am Orte geltenden Gesetzen freien Zutritt zu den Gerichten des anderen Teiles haben, sowohl zur Verfolgung wie zur Verteidigung ihrer Rechte, und zwar in allen gesetzlich vorgesehenen Instanzen.

Die Staatsangehörigen des einen Vertragsteiles sollen innerhalb des Gebietes des anderen Teiles, soweit sie sich den für die Staatsangehörigen dieses Teiles vorgeschriebenen Bedingungen unterwerfen, Schutz und Sicherheit für Person und Eigentum durchaus erhalten und sollen in dieser Hinsicht in dem Umfange Schutz geniessen, wie das Völkerrecht es vorschreibt. Ihr Eigentum soll ihnen nicht ohne ordentliches Rechtsverfahren und nicht ohne angemessene Entschädigung genommen werden.

Who, having communicated to each other their full powers found to be in due form, have agreed upon the following Articles :

Article I.

The nationals of each of the High Contracting Parties shall be permitted to enter, travel and reside in the territories of the other ; to exercise liberty of conscience and freedom of worship ; to engage in professional, scientific, religious, philanthropic, manufacturing and commercial work of every kind without interference ; to carry on every form of commercial activity which is not forbidden by the local law ; to own, erect or lease and occupy appropriate buildings and to lease lands for residential, scientific, religious, philanthropic, manufacturing, commercial and mortuary purposes ; to employ agents of their choice, and generally to do anything incidental to or necessary for the enjoyment of any of the foregoing privileges upon the same terms as nationals of the State of residence or as nationals of the nation hereafter to be most favoured by it, submitting themselves to all local laws and regulations duly established.

The nationals of either High Contracting Party within the territories of the other shall not be subjected to the payment of any internal charges or taxes other or higher than those that are exacted of and paid by its nationals.

The nationals of each High Contracting Party shall enjoy freedom of access to the courts of justice of the other on conforming to the local laws, as well for the prosecution as for the defence of their rights, and in all degrees of jurisdiction established by law.

The nationals of each High Contracting Party shall receive within the territories of the other, upon submitting to conditions imposed upon its nationals, the most constant protection and security for their persons and property, and shall enjoy in this respect that degree of protection that is required by international law. Their property shall not be taken without due process of law and without payment of just compensation.

Artikel II.

Wenn ein Staatsangehöriger eines Vertragsteiles in den Gebieten des anderen Teiles eine Körperverletzung erleidet oder getötet wird und das Reichs-, Landes- oder Kommunalrecht für solche Fälle den Angehörigen oder Erben des zu Schaden Gekommenen oder den ihm gegenüber Unterhaltsberechtigten Schutz in Form eines Klagerechts oder einer Geldentschädigung gewährt, so sollen diese Angehörigen, Erben oder Unterhaltsberechtigten unter denselben Bedingungen dieselben Rechte und Vergünstigungen geniessen, wie sie den eigenen Staatsangehörigen jetzt oder künftig gewährt werden, ohne Rücksicht auf ihre fremde Staatsangehörigkeit oder darauf, dass sie ihren Wohnsitz ausserhalb des Gebietes haben, wo der Schadensfall eingetreten ist.

Article II.

With respect to that form of protection granted by national, State or provincial laws establishing civil liability for injuries or for death, and giving to relatives or heirs or dependants of an injured party a right of action or a pecuniary benefit, such relatives or heirs or dependants of the injured party, himself a national of either of the High Contracting Parties and within any of the territories of the other, shall, regardless of their alienage or residence outside of the territory where the injury occurred, enjoy the same rights and privileges as are or may be granted to nationals, and under like conditions.

Artikel III.

Die Wohnungen, Lagerhäuser, Fabriken, Läden und sonstigen Geschäftsräume der Staatsangehörigen des einen Vertragsteiles sowie alle dazu gehörigen Grundstücke, die in den Gebieten des andern Teiles liegen und einem der in Artikel I genannten Zwecke dienen, sollen nicht angetastet werden. In solchen Gebäuden und Räumlichkeiten und auf solchen Grundstücken Haussuchungen oder Durchsuchungen vorzunehmen oder Bücher, Schriftstücke oder Aufstellungen einer Prüfung und Einsicht zu unterwerfen, ist nur zulässig unter den Voraussetzungen und unter Beobachtung der Formen, die von den Gesetzen, Verordnungen und Bestimmungen für die eigenen Staatsangehörigen vorgeschrieben sind.

Article III.

The dwellings, warehouses, manufactories, shops and other places of business, and all premises thereto appertaining of the nationals of each of the High Contracting Parties in the territories of the other used for any purposes set forth in Article I, shall be respected. It shall not be allowable to make a domiciliary visit to, or search of any such buildings and premises, or there to examine or inspect books, papers or accounts, except under the conditions and in conformity with the forms prescribed by the laws, ordinances and regulations for nationals.

Artikel IV.

Wenn eine Person bei ihrem Tode innerhalb der Gebiete des einen Vertragsteiles Grund- oder sonstiges unbewegliches Vermögen oder Rechte daran hinterlässt und dieses Vermögen oder diese Rechte nach den am Orte geltenden Gesetzen oder infolge letztwilliger Verfügung an sich auf einen Staatsangehörigen des andern Vertragsteiles — mag er in dessen Gebiet wohnen oder nicht — übergehen oder vererbt werden würden, dieser jedoch nach den Gesetzen des Landes, in dem das Vermögen oder die Rechte

Article IV.

Where, on the death of any person holding real or other immovable property or interests therein within the territories of one High Contracting Party, such property or interests therein would, by the laws of the country or by a testamentary disposition, descend or pass to a national of the other High Contracting Party, whether resident or non-resident, were he not disqualified by the laws of the country where such property or interests therein is or are situated, such national shall be allowed a term of three years in which

daran sich befinden, hiervon ausgeschlossen ist, so soll diesem Staatsangehörigen eine Frist von drei Jahren, die, wenn nötig, angemessen verlängert werden kann, bewilligt werden, um dieses Vermögen oder diese Rechte zu veräussern und den Erlös aus der Veräusserung frei und ungehindert an sich zu ziehen ; er soll dabei keinen anderen Erbschafts-, Nachlassgerichts- oder Verwaltungsabgaben oder Lasten unterworfen werden, als in gleichen Fällen den Staatsangehörigen des Landes auferlegt werden, aus dem dieser Erlös gezogen wird.

Staatsangehörige eines Vertragsteiles sind berechtigt, über ihr innerhalb der Gebiete des andern Teiles befindliches bewegliches Vermögen jeder Art letztwillig, durch Schenkung oder auf andere Weise zu verfügen. Die Erben, Vermächtnisnehmer und Schenkungsempfänger erwerben solches bewegliches Vermögen und dürfen daran selbst oder durch Stellvertreter Besitz ergreifen, es behalten oder nach Belieben darüber verfügen ohne Rücksicht darauf, welcher Staatsangehörigkeit sie sind und ob sie im Lande wohnen oder nicht. Sie haben nur solche Abgaben oder Lasten zu entrichten, wie die Staatsangehörigen des Vertragsteiles, in dessen Gebiet dieses Vermögen sich befindet oder zu dem es gehört, im gleichen Falle zu zahlen verpflichtet sind.

to sell the same, this term to be reasonably prolonged if circumstances render it necessary, and withdraw the proceeds thereof, without restraint or interference, and exempt from any succession, probate or administrative duties or charges other than those which may be imposed in like cases upon the nationals of the country from which such proceeds may be drawn.

Nationals of either High Contracting Party may have full power to dispose of their personal property of every kind within the territories of the other, by testament, donation, or otherwise, and their heirs, legatees and donees of whatsoever nationality, whether resident or non-resident, shall succeed to such personal property, and may take possession thereof, either by themselves or by others acting for them, and retain or dispose of the same at their pleasure subject to the payment of such duties or charges only as the nationals of the High Contracting Party within whose territories such property may be or belong shall be liable to pay in like cases.

Artikel V.

Die Staatsangehörigen eines Vertragsteiles dürfen bei der oben vorgesehenen Ausübung des Rechts der freien Religionsübung innerhalb der Gebiete des andern Teiles, ohne Störung oder Belästigung irgendwelcher Art wegen ihres Glaubens oder aus anderen Gründen, entweder in ihren eigenen Häusern oder in anderen geeigneten Gebäuden, soweit deren Erbauung und Erhaltung in passender Lage ihnen freisteht, Gottesdienst abhalten, vorausgesetzt dass ihre Lehren und Gebräuche der öffentlichen Moral nicht zuwider sind ; auch ist es ihnen gestattet, ihre Toten nach ihren religiösen Gebräuchen an geeigneten und passenden, für den Zweck eingerichteten und unterhaltenen Plätzen zu bestatten, wenn sie die angemessenen Bestattungsvorschriften und gesundheitspolizeilichen Verordnungen des Bestattungsortes beachten.

Article V.

The nationals of each of the High Contracting Parties in the exercise of the right of freedom of worship, within the territories of the other, as hereinabove provided, may, without annoyance or molestation of any kind by reason of their religious belief or otherwise, conduct services either within their own houses or within any appropriate buildings which they may be at liberty to erect and maintain in convenient situations, provided their teachings or practices are not contrary to public morals ; and they may also be permitted to bury their dead according to their religious customs in suitable and convenient places established and maintained for the purpose, subject to the reasonable mortuary and sanitary laws and regulations of the place of burial.

Artikel VI.

Im Falle eines Krieges zwischen einem Vertragsteil und einem dritten Staate ist dieser Teil berechtigt, Staatsangehörige des anderen Teiles, die ihren ständigen Wohnsitz innerhalb seiner Gebiete haben und förmlich nach dem Gesetz des Landes ihre Absicht erklärt haben, seine Staatsangehörigkeit durch Naturalisation zu erwerben, zum Heeresdienst zwangsweise einzuziehen, es sei denn, dass diese Personen innerhalb sechzig Tagen nach der Kriegserklärung das Gebiet des kriegführenden Teiles verlassen.

Article VI.

In the event of war between either High Contracting Party and a third State, such Party may draft for compulsory military service nationals of the other having a permanent residence within its territories and who have formally, according to its laws, declared an intention to adopt its nationality by naturalisation, unless such individuals depart from the territories of said belligerent Party within sixty days after a declaration of war.

Artikel VII.

Zwischen den Gebieten der Vertragsteile soll Freiheit des Handels und der Schiffahrt bestehen. Die Staatsangehörigen eines Vertragsteils sollen unter Gleichstellung mit denen der meistbegünstigten Nation die Freiheit geniessen, frei mit ihren Schiffen und Ladungen alle Plätze, Häfen und Gewässer jeder Art innerhalb der Gebietsgrenzen des anderen Teiles zu besuchen, die jetzt oder künftig dem fremden Handel und der fremden Schiffahrt geöffnet sind. Nichts in diesem Vertrage soll so ausgelegt werden, als ob es das Recht des einen oder des anderen Vertragsteils beschränke, unter ihm angemessen dünkenden Bedingungen Verbote oder Beschränkungen sanitärer Art, die das Leben von Menschen, Tieren oder Pflanzen zu schützen bestimmt sind, oder Verordnungen zur Durchführung von Polizei- oder Steuergesetzen zu erlassen.

Jeder Vertragsteil verpflichtet sich bedingungslos, der Einfuhr irgendwelcher Ware, die in den Gebieten des anderen Teiles gewachsen, erzeugt oder hergestellt ist, keine höheren oder anderen Abgaben oder Bedingungen aufzuerlegen und gegen diese Ware keine anderen Einfuhrverbote zu erlassen, als für die Einfuhr derselben Ware bestehen oder bestehen werden, wenn sie in irgendeinem anderen Lande gewachsen, erzeugt oder hergestellt ist.

Jeder Vertragsteil verpflichtet sich ebenfalls bedingungslos, Waren, die nach den Gebieten des anderen Teiles ausgeführt werden, keinen höheren oder anderen Abgaben und keinen anderen Beschränkungen oder Verboten zu unterwerfen als denjenigen, welchen die nach irgendeinem anderen fremden Lande ausgeführten Waren unterliegen.

Article VII.

Between the territories of the High Contracting Parties there shall be freedom of commerce and navigation. The nationals of each of the High Contracting Parties equally with those of the most favoured nation, shall have liberty freely to come with their vessels and cargoes to all places, ports and waters of every kind within the territorial limits of the other which are or may be open to foreign commerce and navigation. Nothing in this Treaty shall be constructed to restrict the right of either High Contracting Party to impose, on such terms as it may see fit, prohibitions or restrictions of a sanitary character designed to protect human, animal or plant life, or regulations for the enforcement of police or revenue laws.

Each of the High Contracting Parties binds itself unconditionally to impose no higher or other duties or conditions and no prohibition on the importation of any article, the growth, produce or manufacture of the territories of the other than are or shall be imposed on the importation of any like article, the growth, produce or manufacture of any other foreign country.

Each of the High Contracting Parties also binds itself unconditionally to impose no higher or other charges or other restrictions or prohibitions on goods exported to the territories of the other High Contracting Party than are imposed on goods exported to any other foreign country.

Jeder Vorteil, gleichgültig welcher Art, den der eine Vertragsteil künftig irgendeiner in irgendeinem anderen fremden Lande gewachsenen, erzeugten oder hergestellten Ware gewährt, soll gleichzeitig und bedingungslos ohne Antrag und ohne Gegenleistung auf dieselbe Ware ausgedehnt werden, wenn sie in den Gebieten des anderen Vertragsteiles gewachsen, erzeugt oder hergestellt ist.

Alle Waren, welche aus fremden Ländern auf Schiffen der Vereinigten Staaten in Häfen der Vereinigten Staaten jetzt oder künftig rechtmässig eingeführt werden dürfen, können in diese Häfen gleicherweise auf deutschen Schiffen eingeführt werden, ohne dass sie anderen oder höheren Abgaben oder Lasten irgendeiner Art unterworfen sind, als wenn solche Waren auf Schiffen der Vereinigten Staaten eingeführt würden ; umgekehrt können alle Waren, die auf deutschen Schiffen aus fremden Ländern nach deutschen Häfen jetzt oder künftig rechtmässig eingeführt werden dürfen, gleicherweise auf Schiffen der Vereinigten Staaten in diese Häfen eingeführt werden, ohne dass sie anderen oder höheren Abgaben oder Lasten irgendeiner Art unterworfen sind, als wenn solche Waren auf deutschen Schiffen aus fremden Ländern eingeführt würden.

Hinsichtlich der Höhe und der Erhebung von Abgaben auf Ein- und Ausfuhr jeder Art verpflichtet sich jeder Vertragsteil, den Staatsangehörigen, Schiffen und Gütern des anderen Teiles alle Vergünstigungen, Vorrechte und Befreiungen zu gewähren, die er den Staatsangehörigen, Schiffen und Gütern eines dritten Staates bewilligt, und zwar ohne Rücksicht darauf, ob dem begünstigten Staate eine solche Behandlung ohne Gegenleistung bewilligt wird oder als Gegenleistung für eine entsprechende Behandlung. Alle solche Vorrechte, Vergünstigungen und Befreiungen, die künftig den Staatsangehörigen, Schiffen und Gütern eines dritten Staates bewilligt werden, sollen gleichzeitig und bedingungslos ohne Antrag und ohne Gegenleistung auf den anderen Vertragsteil zu seinen Gunsten und zu Gunsten seiner Staatsangehörigen und Schiffe ausgedehnt werden.

Die Bestimmungen dieses Artikels gelten für die Ein- und Ausfuhr von Gütern nach und aus allen Gebietsteilen innerhalb der deutschen Zollgrenzen. Sie ertrecken sich jedoch nicht auf die Behandlung, die jeder Vertragsteil dem reinen Grenzverkehr innerhalb einer Zone von höchstens fünfzehn Kilometern (zehn Meilen) Ausdehnung zu beiden Seiten seiner Zollgrenzen

Any advantage of whatsoever kind which either High Contracting Party may extend to any article, the growth, produce, or manufacture of any other foreign country shall simultaneously and unconditionally, without request and without compensation, be extended to the like article the growth, produce or manufacture of the other High Contracting Party.

All the articles which are or may be legally imported from foreign countries into ports of the United States, in United States vessels, may likewise be imported into those ports in German vessels, without being liable to any other or higher duties or charges whatsoever than if such articles were imported in United States vessels ; and, reciprocally, all articles which are or may be legally imported from foreign countries into the ports of Germany, in German vessels, may likewise be imported into these ports in United States vessels without being liable to any other or higher duties or charges whatsoever than if such were imported from foreign countries in German vessels.

With respect to the amount and collection of duties on imports and exports of every kind, each of the two High Contracting Parties binds itself to give to the nationals, vessels and goods of the other the advantage of every favour, privilege or immunity which it shall have accorded to the nationals, vessels and goods of a third State, and regardless of whether such favoured State shall have been accorded such treatment gratuitously or in return for reciprocal compensatory treatment. Every such favour, privilege or immunity which shall hereafter be granted the nationals, vessels or goods of a third State shall simultaneously and unconditionally, without request and without compensation, be extended to the other High Contracting Party for the benefit of itself, its nationals and vessels.

The stipulations of this Article shall apply to the importation of goods into and the exportation of goods from all areas within the German Customs lines, but shall not extend to the treatment which either Contracting Party shall accord to purely border traffic within a zone not exceeding ten miles (15 kilometres) wide on either side of its Customs frontier, or to the

gewährt, noch auf die Behandlung, welche seitens der Vereinigten Staaten dem Handel mit Cuba auf Grund des am 11. Dezember 1902 zwischen den Vereinigten Staaten und Cuba abgeschlossenen Handelsabkommens[1] oder irgendeines anderen Handelsabkommens gewährt wird, das künftig zwischen den Vereinigten Staaten und Cuba etwa abgeschlossen wird, und auch nicht auf den Handel der Vereinigten Staaten mit irgendeinem seiner Schutzgebiete und der Panamakanalzone unter gegenwärtigen oder zukünftigen Gesetzen.

treatment which is accorded by the United States to the commerce of Cuba under the provisions of the Commercial Convention[1] concluded by the United States and Cuba on December 11, 1902, or any other commercial convention which hereafter may be concluded by the United States with Cuba, or to the commerce of the United States with any of its dependencies and the Panama Canal Zone under existing or future laws.

Artikel VIII.

Die Staatsangehörigen und die Waren eines Vertragsteils sollen innerhalb der Gebiete des anderen hinsichtlich der inneren Abgaben, der Durchgangszölle, der Gebühren für Lagerung und Benutzung anderer Hilfsmittel sowie hinsichtlich der Höhe von Rückerstattungen und Vergütungen dieselbe Behandlung erfahren wie Staatsangehörige und Waren des eigenen Landes.

Article VIII.

The nationals and merchandise of each High Contracting Party within the territories of the other shall receive the same treatment as nationals and merchandise of the country with regard to internal taxes, transit duties, charges in respect to warehousing and other facilities and the amount of drawbacks and bounties.

Artikel IX.

Tonnen-, Hafen-, Lotsen-, Leuchtfeuer-, Quarantänegelder oder ähnliche oder entsprechende Gefälle oder Abgaben irgendwelcher Benennung, die im Namen oder für Rechnung der Regierung, öffentlicher Beamter und Angestellter, Privater, Körperschaften oder Institute irgendwelcher Art erhoben werden, sollen in den Häfen der Gebiete eines der beiden Länder den Schiffen des anderen nicht auferlegt werden, wenn sie nicht gleicherweise unter denselben Bedingungen von einheimischen Schiffen erhoben werden. Diese Gleichheit, in der Behandlung soll wechselseitig auf die Schiffe beider Länder Anwendung finden, woher sie auch kommen und wohin sie auch bestimmt sind.

Article IX.

No duties of tonnage, harbour, pilotage, lighthouse, quarantine, or other similar or corresponding duties or charges of whatever denomination, levied in the name or for the profit of the Government, public functionaries, private individuals, corporations or establishments of any kind shall be imposed in the ports of the territories of either country upon the vessels of the other, which shall not equally, under the same conditions, be imposed on national vessels. Such equality of treatment shall apply reciprocally to the vessels of the two countries respectively from whatever place they may arrive and whatever may be their place of destination.

Artikel X.

Handelsschiffe und andere Schiffe in Privateigentum, unter der Flagge eines Vertragsteils und zum Ausweis ihrer Nationalität versehen mit den von ihren Landesgesetzen vorgeschriebenen Papieren, sollen sowohl innerhalb

Article X.

Merchant vessels and other privately owned vessels under the flag of either of the High Contracting Parties, and carrying the papers required by its national laws in proof of nationality shall, both within the territorial waters

[1] De Martens, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome XXXI, page 473.

[1] *British and Foreign State Papers*, Vol. 95, page 791.

der Hoheitsgewässer des anderen Vertragsteils als auch auf hoher See als Schiffe desjenigen Teiles gelten, dessen Flagge sie führen.

of the other High Contracting Party and on the high seas, be deemed to be the vessels of the Party whose flag is flown.

Artikel XI.

Handelsschiffe und andere Schiffe in Privateigentum unter der Flagge eines Vertragsteils dürfen Teile ihrer Ladung in jedem Hafen löschen, der dem fremden Handel in den Gebieten des anderen Teiles offen steht, und mit dem verbleibenden Teile dieser Ladung nach jedem anderen dem fremden Handel offen stehenden Hafen desselben Gebietes fahren, ohne in solchen Fällen andere oder höhere Tonnengelder oder Hafenabgaben zu zahlen, als unter gleichen Umständen von einheimischen Schiffen gezahlt werden ; sie dürfen in gleicher Weise in verschiedenen Häfen auf derselben Ausreise laden, jedoch unter dem Vorbehalt, dass der Küstenhandel der Vereinigten Staaten von den Bestimmungen dieses Artikels und von den anderen Bestimmungen dieses Vertrages ausgenommen ist und sich nach den darauf bezüglichen Gesetzen der Vereinigten Staaten regelt. Es wird jedoch vereinbart, dass die Staatsangehörigen eines Vertragsteils innerhalb der Gebiete des anderen im Küstenhandel die Behandlung der meistbegünstigten Nation geniessen sollen.

Article XI.

Merchant vessels and other privately owned vessels under the flag of either of the High Contracting Parties shall be permitted to discharge portions of cargoes at any port open to foreign commerce in the territories of the other High Contracting Party, and to proceed with the remaining portions of such cargoes to any other ports of the same territories open to foreign commerce, without paying other or higher tonnage dues or port charges in such cases than would be paid by national vessels in like circumstances, and they shall be permitted to load in like manner at different ports in the same voyage outward, provided, however, that the coasting trade of the United States is exempt from the provisions of this Article and from the other provisions of this Treaty, and is to be regulated according to the laws of the United States in relation thereto. It is agreed, however, that the nationals of either High Contracting Party shall within the territories of the other enjoy with respect to the coasting trade the most-favoured-nation treatment.

Artikel XII.

Juristische Personen des Privatrechts mit oder ohne Haftungseinschränkung, mögen sie Erwerbszwecken dienen oder nicht, welche gemäss und unter dem Reichs-, Landes-, oder Kommunalrecht eines Vertragsteils gegründet worden sind oder künftig gegründet werden und welche innerhalb seiner Gebiete eine Hauptniederlassung haben, sollen als juristische Personen durch den anderen Vertragsteil anerkannt werden, vorausgesetzt, dass sie innerhalb seiner Gebiete keine seinen Gesetzen widersprechenden Zwecke verfolgen. Sie sollen sowohl zur Verfolgung als zur Verteidigung ihrer Rechte in allen gesetzlich vorgesehenen Instanzen gemäss den auf den Fall anwendbaren Gesetzen freien Zutritt zu den Gerichten haben.

Das Recht so anerkannter juristischer Personen eines Vertragsteils, sich in den Gebieten des anderen niederzulassen, Zweigniederlassungen zu errichten und ihre Tätigkeit dort auszu-

Article XII.

Limited liability and other corporations and associations, whether or not for pecuniary profit, which have been or may hereafter be organised in accordance with and under the laws, national, State or provincial, of either High Contracting Party and maintain a central office within the territories thereof, shall have their juridical status recognised by the other High Contracting Party provided that they pursue no aims within its territories contrary to its laws. They shall enjoy free access to the courts of law and equity, on conforming to the laws regulating the matter, as well for the prosecution as for the defence of rights in all the degrees of jurisdiction established by law.

The right of such corporations and associations of either High Contracting Party so recognised by the other to establish themselves within its territories, establish branch offices and fulfil

üben, soll von der Zustimmung dieses Teiles, wie sie in dessen Reichs-, Landes- und Kommunalgesetzen zum Ausdruck kommt, abhängen und sich allein nach ihr regeln.

their functions therein shall depend upon, and be governed solely by, the consent of such Party as expressed in its National, State or Provincial laws.

Artikel XIII.

Die Staatsangehörigen eines Vertragsteils sollen innerhalb der Gebiete des anderen wechselseitig und unter den dort geltenden Bedingungen solche Rechte und Vergünstigungen, geniessen, wie sie jetzt oder künftig den Staatsangehörigen irgendeines anderen Staates hinsichtlich der Gründung von und Beteiligung an juristischen Personen des Privatrechts mit oder ohne Haftungseinschränkung, mögen sie Erwerbszwecken dienen oder nicht, gewährt werden, einschliesslich des Rechts, Geschäftsanteile unterzubringen, zu kaufen, als Eigentum zu besitzen und zu verkaufen und in leitender Stellung oder als Angestellte die Geschäfte solcher juristischen Personen zu führen. In der Ausübung dieser Rechte und hinsichtlich der Regelung des Verfahrens bei der Gründung und Geschäftsgebarung solcher juristischen Personen sollen diese Staatsangehörigen keinen Bedingungen unterworfen werden, die weniger günstig sind, als die den Staatsangehörigen der meistbegünstigten Nation jetzt oder künftig auferlegten. Wenn Staatsangehörige eines Vertragsteils solche juristischen Personen im Gebiet des anderen gründen, kontrollieren oder an ihnen beteiligt sind, so richtet sich deren Berechtigung zur Ausübung irgendwelcher geschäftlicher Tätigkeit alldort nach den Reichs, Landes- oder Kommunalgesetzen und -Verordnungen, die innerhalb der Gebiete des Teils, in dem sie ihre Geschäftstätigkeit ausüben wollen, jetzt gelten oder künftig erlassen werden. Die vorstehenden Bestimmungen gelten nicht für die Gründung politischer Vereinigungen und für die Beteiligung an solchen.

Die Staatsangehörigen eines Vertragsteils sollen ausserdem innerhalb der Gebiete des anderen wechselseitig und unter den dort geltenden Bedingungen die Rechte und Vergünstigungen geniessen, die jetzt oder künftig den Staatsangehörigen irgendeines anderen Staates hinsichtlich der bergbaulichen Gewinnung von Kohle, Phosphat, Erdöl, Öl-Schiefer, Gas und Steinsalz auf den öffentlichen Ländereien des anderen Teils gewährt werden.

Article XIII.

The nationals of either High Contracting Party shall enjoy within the territories of the other, reciprocally and upon compliance with the conditions there imposed, such rights and privileges as have been or may hereafter be accorded the nationals of any other State with respect to the organisation of and participation in limited liability and other corporations and associations, for pecuniary profit or otherwise, including the rights of promotion, incorporation, purchase and ownership and sale of shares and the holding of executive or official positions therein. In the exercise of the foregoing rights and with respect to the regulation or procedure concerning the organisation or conduct of such corporations or associations, such nationals shall be subjected to no conditions less favourable than those which have been or may hereafter be imposed upon the nationals of the most favoured nation. The rights of any such corporations or associations as may be organised or controlled or participated in by the nationals of either High Contracting Party within the territories of the other to exercise any of their functions therein, shall be governed by the laws and regulations, national, State or provincial, which are in force or may hereafter be established within the territories of the Party wherein they propose to engage in business. The foregoing stipulations do not apply to the organisation of and participation in political associations.

The nationals of either High Contracting Party shall, moreover, enjoy within the territories of the other, reciprocally and upon compliance with the conditions there imposed, such rights and privileges as have been or may hereafter be accorded the nationals of any other State with respect to the mining of coal, phosphate, oil, oil shale, gas and sodium on the public domain of the other.

Artikel XIV.

a) Fabrikanten, Kaufleute und Gewerbetreibende, die ihren Wohnsitz im Bereich der Rechtshoheit eines Vertragsteils haben, sind berechtigt, persönlich oder durch Vertreter und Angestellte innerhalb des Bereichs der Rechtshoheit des anderen sich als Handelsreisende zu betätigen, wenn sie von letzterem einen Erlaubnisschein lösen, der gegen Zahlung einer einzigen Gebühr in dessen ganzem Rechtshoheitsgebiet Geltung haben soll.

Für den Fall, dass ein Vertragsteil in einen Krieg verwickelt wird, behält er sich das Recht vor, feindlichen Staatsangehörigen und anderen Ausländern zu untersagen, innerhalb des Bereichs seiner Rechtshoheit eine Tätigkeit nach den Bestimmungen dieses Artikels oder in anderer Weise auszuüben, wenn er deren Anwesenheit als eine Gefahr für die öffentliche Ordnung oder die nationale Sicherheit ansieht.

b) Zur Erlangung des oben erwähnten Erlaubnisscheines muss der Bewerber sich von dem Lande, in dem die Fabrikanten, Kaufleute und Gewerbetreibenden, die er vertritt, ansässig sind, einen Ausweis als Handelsreisender verschaffen. Dieser Ausweis, der von der zuständigen Behörde des betreffenden Landes ausgestellt sein muss, soll von dem Konsul des Landes visiert werden, in welchem der Bewerber sich zu betätigen gedenkt, und die Behörden des letzteren sollen auf Vorlegung eines solchen Ausweises dem Bewerber den für das ganze Land geltenden Erlaubnisschein, wie in Absatz *a)* vorgesehen, ausstellen.

c) Ein Handelsreisender darf seine Muster verkaufen, ohne eine besondere Erlaubnis zu Einfuhrgeschäften zu besitzen.

d) Muster ohne Handelswert sollen zollfrei zur Einfuhr zugelassen werden.

Muster, die so bezeichnet, gestempelt oder zugerichtet sind, dass sie für andere Zwecke unbrauchbar sind, sollen als Gegenstände ohne Handelswert gelten.

e) Muster mit Handelswert sollen vorläufig zugelassen werden gegen Gestellung einer Sicherheit für die Zahlung des gesetzlichen Zolles auf den Fall, dass sie nicht innerhalb eines Zeitraumes von sechs (6) Monaten aus dem Lande zurückgezogen werden.

Auf den Teil der Muster, der nicht auf diese Weise zurückgezogen wird, muss Zoll gezahlt werden.

Article XIV.

(a) Manufacturers, merchants, and traders domiciled within the jurisdiction of one of the High Contracting Parties may operate as commercial travellers either personally or by means of agents or employees within the jurisdiction of the other High Contracting Party on obtaining from the latter, upon payment of a single fee, a licence which shall be valid throughout its entire territorial jurisdiction.

In case either of the High Contracting Parties shall be engaged in war, it reserves to itself the right to prevent from operating within its jurisdiction under the provisions of this Article, or otherwise, enemy nationals or other aliens whose presence it may consider prejudicial to public order and national safety.

(b) In order to secure the licence above mentioned the applicant must obtain from the country of domicile of the manufacturers, merchants and traders represented a certificate attesting his character as a commercial traveller. This certificate, which shall be issued by the authority to be designated in each country for the purpose, shall be visé by the consul of the country in which the applicant proposes to operate, and the authorities of the latter shall, upon the presentation of such certificate, issue to the applicant the national licence as provided in Section *(a)*.

(c) A commercial traveller may sell his samples without obtaining a special licence as an importer.

(d) Samples without commercial value shall be admitted to entry free of duty.

Samples marked, stamped or defaced in such manner that they cannot be put to other uses shall be considered as objects without commercial value.

(e) Samples having commercial value shall be provisionally admitted upon giving bond for the payment of lawful duties if they shall not have been withdrawn from the country within a period of six (6) months.

Duties shall be paid on such portion of the samples as shall not have been so withdrawn.

f) Alle Zollförmlichkeiten sollen möglist vereinfacht werden, um Verzögerung in der Versendung der Muster zu vermeiden.

g) Hausierer und andere Händler, die ihre Waren unmittelbar dem Verbraucher feilbieten, sollen auch dann nicht als Handelsreisende gelten, wenn sie in dem Lande, in dem sie sich betätigen, keine gewerbliche Niederlassung haben. Sie unterliegen vielmehr den Gewerbeabgaben, die von Geschäften der Art, die sie betreiben, erhoben werden.

h) Ein Erlaubnisschein soll nicht verlangt werden von :

1. Personen, die nur reisen, um den Handel und seine Bedürfnisse zu studieren, selbst wenn sie geschäftliche Beziehungen anknüpfen, vorausgesetzt, dass sie keine Warenverkäufe vornehmen.

2. Personen, die sich durch solche örtliche Vertretungen betätigen, welche die für ihr Geschäft vorgesehenen Gewerbegebühren oder sonstigen Abgaben bezahlen.

3. Personen, die ausschliesslich Einkäufer sind.

i) Werden künftig durch Gesetz oder Vertrag oder Übereinkommen seitens eines Vertragsteiles irgendwelche Vergünstigungen gewährt, welche die Bestimmungen dieses Artikels betreffen, so sollen sie unmittelbar auch auf den anderen Teil Anwendung finden.

(f) All Customs formalities shall be simplified as much as possible with a view to avoid delay in the despatch of samples.

(g) Peddlers and other salesmen who vend directly to the consumer, even though they have not an established place of business in the country in which they operate, shall not be considered as commercial travellers, but shall be subject to the licence fees levied on business of the kind which they carry on.

(h) No licence shall be required of :

(1) Persons travelling only to study trade and its needs, even though they initiate commercial relations, provided they do not make sales of merchandise.

(2) Persons operating through local agencies which pay the licence fee or other imposts to which their business is subject.

(3) Travellers who are exclusively buyers.

(i) Any concessions affecting any of the provisions of the present Article that may hereafter be granted by either High Contracting Party, either by law or by treaty or convention, shall immediately be extended to the other Party.

Artikel XV.

a) Verordnungen über die Erneuerung und Übertragung der nach den Bestimmungen des Artikels XIV ausgestellten Erlaubnisscheine und die Auferlegung von Geldbussen und anderen Strafen für den Missbrauch von Erlaubnisscheinen können, wenn ratsam, von jedem Vertragsteil im Rahmen der Bedingungen des Artikels XIV und ohne Beeinträchtigung der darin bezeichneten Rechte erlassen werden.

Wenn solche Verordnungen die Erneuerung von Erlaubnisscheinen gestatten, so soll die Gebühr für die Erneuerung nicht höher sein als die für den ursprünglichen Schein erhobene Gebühr.

Gestatten solche Verordnungen die Übertragung von Erlaubnisscheinen und wird hinreichend dargetan, dass der Übernehmer in jeder Beziehung wirklich der Nachfolger des ursprünglichen Erlaubnisscheininhabers und in der Lage ist, einen Personalausweis entsprechend

Article XV.

(a) Regulations governing the renewal and transfer of licences issued under the provisions of Article XIV, and the imposition of fines and other penalties for any misuse of licences may be made by either of the High Contracting Parties whenever advisable within the terms of Article XIV and without prejudice to the rights defined therein.

If such regulations permit the renewal of licences, the fee for renewal will not be greater than that charged for the original licence.

If such regulations permit the transfer of licences, upon satisfactory proof that transferee or assignee is in every sense the true successor of the original licensee, and that he can furnish a certificate of identification similar to that furnished by the original licensee, he will be

dem des ursprünglichen Inhabers beizubringen, so soll dem Übernehmer gestattet werden, sich bis zum Eingang des neuen Personalausweises bereits als Handelsreisender zu betätigen; die für die Muster gestellte Sicherheit soll aber erst freigegeben werden, wenn dieser Ausweis eingegangen ist.

b) Für die Ausfertigung eines Personalausweises ist die Staatsangehörigkeit der Firma, die der Handelsreisende vertritt, massgebend, nicht seine eigene.

Die Vertragsteile kommen dahin überein, ihre örtlichen Zollbeamten oder sonstige geeignete Behörden zu ermächtigen, die genannten Erlaubnisscheine nach Übergabe eines Personalausweises und einer beglaubigten Musterliste in Vertretung der zur Erteilung und Kontrolle von Erlaubnisscheinen befugten Zentralbehörde auszustellen. Die genannten Beamten oder Behörden sollen sofort der Zentralbehörde entsprechende Nachweisungen zugehen lassen. Der Erlaubnisscheininhaber muss der Zentralbehörde rechtzeitig Mitteilung machen, wenn er später beabsichtigt, die Erneuerung oder Übertragung seines Erlaubnisscheines (soweit solche gestattet ist) oder die Freigabe der geleisteten Sicherheit bei seiner Ausreise aus dem Lande zu beantragen. Als angemessene Frist für die Eingabe an die Zentralbehörde soll die Zeit gelten, die zum Schriftwechsel bei regelrechtem Postverkehr nötig ist zuzüglich fünf Geschäftstagen für die amtliche Nachprüfung und Eintragung.

c) Es versteht sich, dass der Reisende keine anderen Waren als die in seinem Geschäftsbereich liegenden verkauft; er darf seine Muster verkaufen und übernimmt damit die Verpflichtung, den darauf stehenden Zoll zu entrichten, aber er darf keine anderen Waren verkaufen, die er etwa mitgebracht hat oder die ihm etwa zugesandt werden, wenn sie nicht vernünftigerweise und offenbar dem Geschäftszweig zugerechnet werden können, den er zu vertreten angibt.

d) Reklamematerial, das in angemessenen Mengen von den Handelsreisenden mitgebracht wird, soll als Muster ohne Handelswert behandelt werden. Gegenstände, die wegen ihrer Anpassung an Reklamezwecke einen verminderten Handelswert besitzen und die umsonst verteilt werden sollen, sind, soweit sie in angemessenen Mengen eingeführt werden, ebenfalls als Muster ohne Handelswert zu behandeln. Es versteht sich jedoch, dass diese Vorschrift den Zollgesetzen des betreffenden Landes nach-

allowed to operate as a commercial traveller pending the arrival of the new certificate of identification, but the cancellation of the bond for the samples shall not be effected before the arrival of the said certificate.

(b) It is the citizenship of the firm that the commercial traveller represents, and not his own, that governs the issuance to him of a certificate of identification.

The High Contracting Parties agree to empower the local Customs officials or other competent authorities to issue the said licenses upon surrender of the certificate of identification and authenticated list of samples, acting as deputies of the central office constituted for the issue and regulation of licences. The said officials shall immediately transmit the appropriate documentation to the central office, to which the licencee shall thereafter give due notice of his intention to ask for the renewal or transfer of his license, if these acts be allowable, or cancellation of his bond, upon his departure from the country. Due notice in this connection will be regarded as the time required for the exchange of correspondence in the normal mail schedules, plus five business days for purposes of official verification and registration.

(c) It is understood that the traveller will not engage in the sale of other articles than those embraced by his lines of business; he may sell his samples, thus incurring an obligation to pay the Customs duties thereupon, but he may not sell other articles brought with him or sent to him, which are not reasonably and clearly representative of the kind of business he purports to represent.

(d) Advertising matter brought by commercial travellers in appropriate quantities shall be treated as samples without commercial value. Objects having a depreciative commercial value because of adaptation for purposes of advertisement, and intended for gratuitous distribution, shall, when introduced in reasonable quantities, also be treated as samples without commercial value. It is understood, however, that this prescription shall be subject to the Customs laws of the respective countries. Samples

steht. Muster, die der Handelsreisende bei sich führt, sollen als Teil seines persönlichen Gepäcks befördert werden, solche, die nach ihm eintreffen, sollen vor gewöhnlichen Frachtgütern den Vorrang haben.

e) Wenn der ursprüngliche Erlaubnisschein für eine längere Frist als sechs Monate ausgestellt worden ist, oder wenn der Erlaubnisschein erneuert wird, so wird auch die für die Muster zu leistende Sicherheit dementsprechend verlängert. Es versteht sich jedoch, dass diese Vorschrift den Zollgesetzen des betreffenden Landes nachsteht.

accompanying the commercial traveler will be despatched as a portion of his personal baggage; and those arriving after him will be given precedence over ordinary freight.

(e) If the original licence was issued for a period longer than six months, or if the licence be renewed, the bond for the samples will be correspondingly extended. It is understood, however, that this prescription shall be subject to the Customs laws of the respective countries.

Artikel XVI.

Für Personen und Waren, die aus den Gebieten des einen Vertragsteiles kommen oder durch diese Gebiete gehen, soll völlige Durchfuhrfreiheit durch die Gebiete einschliesslich der Gewässer des anderen Vertragsteiles gelten, und zwar auf den für den internationalen Durchgangsverkehr geeignetsten Strassen, auf der Eisenbahn, auf Schiffahrtsstrassen und Kanälen, jedoch mit Ausnahme des Panama-Kanals und derjenigen Wasserstrassen und Kanäle, die internationale Grenzen der Vereinigten Staaten bilden. Von dieser Berechtigung ausgeschlossen sind Personen, denen das Betreten der Gebiete des anderen Vertragsteils verboten ist und Waren, deren Einfuhr gesetzlich verboten ist. Im Durchgangsverkehr brauchen Personen und Waren keinen Durchfuhrzoll zu bezahlen und sollen keinen unnötigen Verzögerungen und Beschränkungen unterworfen werden. Sie sollen hinsichtlich der Abgaben und Verkehrsmittel und in allen anderen Beziehungen wie Angehörige des eigenen Landes behandelt werden.

Durchgangsgüter müssen auf dem zuständigen Zollamt eingetragen werden, sind aber von allen Zöllen und anderen ähnlichen Abgaben befreit.

Alle Kosten für die Durchgangsbeförderung sollen unter Berücksichtigung der Verkehrslage in angemessenen Grenzen gehalten werden.

Article XVI.

There shall be complete freedom of transit through the territories including territorial waters of each High Contracting Party on the routes most convenient for international transit, by rail, navigable waterway, and canal, other than the Panama Canal and waterways and canals which constitute international boundaries of the United States, to persons and goods coming from or going through the territories of the other High Contracting Party, except such persons as may be forbidden admission into its territories or goods of which the importation may be prohibited by law. Persons and goods in transit shall not be subjected to any transit duty, or to any unnecessary delays or restrictions, and shall be given national treatment as regards charges, facilities, and all other matters.

Goods in transit must be entered at the proper Custom-house, but they shall be exempt from all Customs or other similar duties.

All charges imposed on transport in transit shall be reasonable, having regard to the conditions of the traffic.

Artikel XVII.

Die beiden Vertragsteile kommen dahin überein, gegenseitig Konsularbeamte in denjenigen ihrer Häfen, Plätze und Städte zuzulassen, die

Article XVII.

Each of the High Contracting Parties agrees to receive from the other consular officers in those of its ports, places and cities, where it may

sich dazu eignen und die konsularischen Vertretern anderer fremder Mächte offenstehen.

Die Konsularbeamten der beiden Vertragsteile sollen nach ihrem Dienstantritt wechselseitig in den Gebieten des anderen Teiles alle Rechte, Vergünstigungen, Vorrechte und Freiheiten geniessen, die die Beamten desselben Ranges der meistbegünstigten Nation geniessen. Als amtliche Vertreter haben diese Beamten ein Anrecht auf achtungsvolle Behandlung seitens aller Staats- und Kommunalbehörden, mit denen sie in dem Staat, in dem sie zugelassen sind, amtlichen Verkehr haben.

Die Regierung eines Vertragsteils soll den Konsularbeamten des anderen Teiles, wenn sie eine von dem Staatsoberhaupt des ernennenden Staates unterzeichnete und mit dem grossen Staatssiegel versehene Bestallungsurkunde vorlegen, gebührenfrei das erforderliche Exequatur erteilen ; einem nachgeordneten oder stellvertretenden Konsularbeamten, der von einem zugelassenen höheren Konsularbeamten mit Genehmigung seiner Regierung oder von irgendeinem anderen befugten Beamten dieser Regierung ernannt ist, soll sie diejenigen Urkunden ausstellen, die nach den Gesetzen des betreffenden Landes zur Ausübung des Konsulardienstes durch den Ernannten erforderlich sind.

Nach Vorlegung eines Exequaturs oder — wenn es sich um einen nachgeordneten Beamten handelt — nach Vorlegung einer statt dessen ausgestellten anderen Urkunde darf dieser Konsularbeamte seinen Dienst antreten und die durch diesen Vertrag gewährten Rechte, Vergünstigungen und Befreiungen geniessen.

be convenient and which are open to consular representatives of any foreign country.

Consular officers of each of the High Contracting Parties shall, after entering upon their duties, enjoy reciprocally in the territories of the other all the rights, privileges, exemptions and immunities which are enjoyed by officers of the same grade of the most favoured nation. As official agents, such officers shall be entitled to the high consideration of all officials, national or local, with whom they have official intercourse in the State which receives them.

The Government of each of the High Contracting Parties shall furnish free of charge the necessary exequatur of such consular officers of the other as present a regular commission signed by the chief executive of the appointing State and under its great seal ; and it shall issue to a subordinate or substitute consular officer duly appointed by an accepted superior consular officer with the approbation of his Government, or by any other competent officer of that Government, such documents as according to the laws of the respective countries shall be requisite for the exercise by the appointee of the consular function.

On the exhibition of an exequatur, or other document issued in lieu thereof to such subordinate, such consular officer shall be permitted to enter upon his duties and to enjoy the rights, privileges and immunities granted by this Treaty.

Artikel XVIII.

Konsularbeamte, die Staatsangehörige des sie ernennenden Staates sind, dürfen nicht in Haft genommen werden, ausser wenn sie solchen Verfehlungen beschuldigt sind, welche das Landesgesetz als Verbrechen zur Unterscheidung von Vergehen und Übertretungen bezeichnet und durch welche sich die der Tat schuldige Person strafbar macht. Solche Beamten sind von militärischer Einquartierung und von jedem Heeres- oder Flotten-, Verwaltungs- oder Polizeidienst jeglicher Art befreit.

In Strafsachen kann die Anwesenheit eines Konsularbeamten als Zeuge in der Verhandlung von der Anklage oder Verteidigung verlangt werden. Das Verlangen soll mit jeder ordentlichen Rücksicht auf die konsularische Würde

Article XVIII.

Consular officers, nationals of the State by which they are appointed, shall be exempt from arrest except when charged with the commission of offences locally designated as crimes other than misdemeanours and subjecting the individual guilty thereof to punishment. Such officers shall be exempt from military billetings, and from service of any military or naval, administrative or police character whatsoever.

In criminal cases the attendance at the trial by a consular officer as a witness may be demanded by the prosecution or defence. The demand shall be made with all possible regard for the consular dignity and the duties of the

und die Pflichten des Dienstes gestellt werden, und der Konsularbeamte soll der Vorladung Folge leisten. In Zivilsachen unterstehen Konsularbeamte der Gerichtsbarkeit des Staates, in dem sie zugelassen sind, jedoch mit der Massgabe, dass, wenn der Beamte ein Staatsangehöriger des ihn ernennenden Staates ist und keine Erwerbstätigkeit privater Art ausübt, sein Zeugnis mündlich oder schriftlich in seiner Wohnung oder in seinem Amtszimmer unter gebührender Berücksichtigung seiner Wünsche eingeholt werden soll. Der Beamte sollte jedoch, soweit es sich irgend mit seinen amtlichen Pflichten in Einklang bringen lässt, freiwillig bei der Gerichtsverhandlung als Zeuge erscheinen.

Artikel XIX.

Konsularbeamte, einschliesslich der Angestellten eines Konsulates, die Angehörige des sie ernennenden Staates sind und in dem Staate, in dem sie ihren Dienst verrichten, keine Erwerbstätigkeit privater Art ausüben, sind von allen Reichs-, Staats- und Kommunalsteuern auf ihre Person und auf ihr Eigentum befreit. Diese Befreiung gilt jedoch nicht für Steuern auf Besitz oder Eigentum an unbeweglichem Vermögen, das innerhalb des Gebietes des Staates liegt, in dem die Beamten ihren Dienst verrichten, und für Steuern auf Einkünfte aus Vermögen irgendwelcher Art, das innerhalb des Gebietes des erwähnten Staates liegt oder dahin gehört. Alle Konsularbeamten und Angestellten, die Angehörige des sie ernennenden Staates sind, sind von der Bezahlung von Steuern auf das Gehalt, die Sporteln und den Lohn, die sie als Entgelt für ihre Dienste beim Konsulat empfangen, befreit.

Grundstücke und Gebäude, die in dem Gebiete eines Vertragsteiles liegen und im Eigentum des anderen Teiles stehen und von ihm ausschliesslich zu Regierungszwecken benutzt werden, sind von jeglicher Art von Steuern, seien es Reichs-, Landes- oder Kommunalsteuern, befreit, jedoch nicht von Beiträgen für Dienstleistungen und öffentliche Anlagen, die diesen Grundstücken und Gebäuden zugute kommen.

Artikel XX.

Konsularbeamte dürfen über der Eingangstür zu ihren Amtsräumen das Wappen ihres Staates mit einer angemessenen Inschrift anbringen,

office ; and there shall be compliance on the part of the consular officer.

Consular officers shall be subject to the jurisdiction of the courts in civil cases in the State which receives them, subject to the proviso, however, that when the officer is a national of the State which appoints him and is engaged in no private occupation for gain, his testimony shall be taken orally or in writing at his residence or office and with due regard for his convenience. The officer should, however, voluntarily give his testimony at the trial whenever it is possible to do so without serious interference with his official duties.

Article XIX.

Consular officers, including employees in a consulate, nationals of the State by which they are appointed other than those engaged in private occupations for gain within the State where they exercise their functions shall be exempt from all taxes, national, State, provincial and municipal, levied upon their persons or upon their property, except taxes levied on account of the possession or ownership of immovable property situated in, or income derived from property of any kind situated or belonging within the territories of the State within which they exercise their functions. All consular officers and employees, nationals of the State appointing them shall be exempt from the payment of taxes on the salary, fees or wages received by them in compensation for their consular services.

Lands and buildings situated in the territories of either High Contracting Party, of which the other High Contracting Party is the legal or equitable owner and which are used exclusively for governmental purposes by that owner, shall be exempt from taxation of every kind, national, State, provincial and municipal, other than assessments levied for services or local public improvements by which the premises are benefited.

Article XX.

Consular officers may place over the outer door of their respective offices the arms of their State with an appropriate inscription designating

die den amtlichen Charakter der Amtsräume bezeichnet. Diese Beamten dürfen die Flagge ihres Landes auf ihren Amtsgebäuden hissen, auch in den Hauptstädten beider Länder. Sie dürfen diese Flagge ebenfalls auf jedem Schiff oder Fahrzeug hissen, das bei der Ausübung des konsularischen Dienstes benutzt wird.

Die Konsulatsräume und Archive sollen allzeit unverletzlich sein ; sie sollen keinesfalls dem Eindringen von Behörden irgendwelcher Art in dem Lande, in dem die Diensträume liegen, ausgesetzt sein. Auch dürfen die Behörden unter keinerlei Vorwand eine Durchsicht oder Beschlagnahme von Schriftstücken oder sonstigem in einem Konsulat bewahrten Besitztum vornehmen. Konsulate dürfen nicht als Freistatt dienen. Von keinem Konsularbeamten darf verlangt werden, dass er dienstliche Aktenstücke vor Gericht vorlegt oder über ihren Inhalt aussagt.

Im Falle des Todes, der Dienstunfähigkeit oder Abwesenheit eines Konsularbeamten, dem kein nachgeordneter Konsularbeamter beigegeben war, dürfen Sekretäre oder Kanzleibeamte, wenn ihr amtlicher Charakter zuvor der Regierung des Staates, in dem die konsularische Tätigkeit ausgeübt wurde, mitgeteilt worden ist, vorübergehend die konsularischen Obliegenheiten des verstorbenen, dienstunfähigen oder abwesenden Konsularbeamten versehen. Sie geniessen während dieser ihrer Tätigkeit alle Rechte, Vorrechte und Befreiungen des Amtsinhabers.

Artikel XXI.

Konsularbeamte, die Staatsangehörige des sie ernennenden Staates sind, dürfen innerhalb ihres Konsularbezirks die Reichs-, Landes- und Kommunalbehörden anrufen, um ihre Landsleute im Genuss der durch Staatsvertrag oder sonst begründeten Rechte zu schützen. Sie dürfen im Falle einer Verletzung dieser Rechte Beschwerde erheben. Wenn die zuständigen Behörden keine Abhilfe schaffen oder keinen Schutz gewähren, so ist der Weg diplomatischen Vorgehens gegeben ; falls ein diplomatischer Vertreter nicht vorhanden ist, kann ein Generalkonsul oder der Konsularbeamte, der in der Hauptstadt seinen Amtssitz hat, sich unmittelbar an die Landesregierung wenden.

Artikel XXII.

Konsularbeamte können, soweit es den Gesetzen ihres eigenen Landes entspricht, an

the official office. Such officers may also hoist the flag of their country on their office including those situated in the capitals of the two countries. They may likewise hoist such flag over any boat or vessel employed in the exercise of the consular function.

The consular offices and archives shall at all times be inviolable. They shall under no circumstances be subjected to invasion by any authorities of any character within the country where such offices are located. Nor shall the authorities under any pretext make any examination or seizure of papers or other property deposited within a consular office. Consular offices shall not be used as places of asylum. No consular officer shall be required to produce official archives in court or testify as to their contents.

Upon the death, incapacity, or absence of a consular officer having no subordinate consular officer at his post, secretaries or chancellors, whose official character may have previously been made known to the Government of the State where the consular function was exercised, may temporarily exercise the consular function of the deceased or incapacitated or absent consular officer ; and while so acting shall enjoy all the rights, prerogatives and immunities granted to the incumbent.

Article XXI.

Consular officers, nationals of the State by which they are appointed, may, within their respective consular districts, address the authorities, national, State, provincial or municipal, for the purpose of protecting their countrymen in the enjoyment of their rights accruing by treaty or otherwise. Complaint may be made for the infraction of those rights. Failure upon the part of the proper authorities to grant redress or to accord protection may justify interposition through the diplomatic channel, and, in the absence of a diplomatic representative, a consul-general or the consular officer stationed at the capital may apply directly to the Government of the country.

Article XXII.

Consular officers may, in pursuance of the laws of their own country, take, at any appro-

jedem geeigneten Orte ihres Amtsbezirks die Aussagen der Schiffsinsassen von Schiffen ihres eigenen Landes oder von Angehörigen ihres Landes oder von Personen, die dort ihren ständigen Wohnsitz haben, zu Protokoll nehmen. Solche Beamte können einseitige Rechtsakte, Eigentumsübertragungen und letztwillige Verfügungen ihrer Landsleute aufsetzen, bescheinigen, beglaubigen und legalisieren, ebenso Verträge, bei denen ein Landsmann Partei ist. Sie können Schriftstücke jeder Art aufsetzen, bescheinigen, beglaubigen und legalisieren, die die Abtretung oder Belastung von Eigentum irgendwelcher Art innerhalb des Gebietes desjenigen Staates, durch den solche Beamte ernannt sind, zum Ausdruck bringen oder zum Inhalt haben, ferner einseitige Rechtsakte, Eigentumsübertragungen, letztwillige Verfügungen und Verträge, die sich auf Eigentum innerhalb der Gebiete des Staates, von dem sie ernannt sind, oder auf Geschäfte, die dort abgeschlossen werden sollen, beziehen, einschliesslich einseitiger Rechtsakte, Eigentumsübertragungen, letztwilliger Verfügungen oder Übereinkommen, die nur von Angehörigen des Staates vorgenommen sind, in dem solche Beamte ihre Amtsgeschäfte ausüben.

Urkunden und Dokumente, die so vollzogen worden sind, und Abschriften und Übersetzungen davon sollen, wenn sie von dem Konsularbeamten ordnungsmässig unter seinem Amtssiegel legalisiert sind, in den Gebieten der Vertragsteile als Beweismittel zugelassen werden, und zwar als Originalurkunden oder als legalisierte Abschriften, je nach Lage des Falles, und sie sollen dieselbe Kraft und Wirkung haben, als wenn sie von einem in dem Lande, durch das der Konsularbeamte ernannt wurde, hierzu befugten Notar oder anderen öffentlichen Beamten aufgesetzt und vor ihm vollzogen wären, immer vorausgesetzt, dass solche Urkunden in Übereinstimmung mit den Gesetzen und Verordnungen des Landes aufgesetzt und vollzogen worden sind, wo sie in Wirksamkeit zu treten bestimmt sind.

priate place within their respective districts, the depositions of any occupants of vessels of their own country, or of any national of, or of any person having permanent residence within the territories of, their own country. Such officers may draw up, attest, certify and authenticate unilateral acts, deeds, and testamentary dispositions of their countrymen, and also contracts to which a countryman is a party. They may draw up, attest, certify and authenticate written instruments of any kind purporting to express or embody the conveyance or encumbrance of property of any kind within the territory of the State by which such officers are appointed, and unilateral acts, deeds, testamentary dispositions and contracts relating to property situated, or business to be transacted within, the territories of the State by which they are appointed, embracing unilateral acts, deeds, testamentary dispositions or agreements executed solely by nationals of the State within which such officers exercise their functions.

Instruments and documents thus executed and copies and translations thereof, when duly authenticated under his official seal by the consular officer shall be received as evidence in the territories of the Contracting Parties as original documents or authenticated copies, as the case may be, and shall have the same force and effect as if drawn by and executed before a notary or other public officer duly authorised in the country by which the consular officer was appointed ; provided always, that such documents shall have been drawn and executed in conformity to the laws and regulations of the country where they are designed to take effect.

Artikel XXIII.

Ein Konsularbeamter hat die ausschliessliche Gerichtsbarkeit in Streitigkeiten, die sich aus dem inneren Dienstbetrieb an Bord von Privatschiffen seines Landes ergeben ; in Streitfällen, die sich zwischen Offizieren und Mannschaften solcher Schiffe — gleichgültig wo — ergeben und

Article XXIII.

A consular officer shall have exclusive jurisdiction over controversies arising out of the internal order of private vessels of his country, and shall alone exercise jurisdiction in cases, wherever arising, between officers and crews, pertaining to the enforcement of discipline on

sich auf die Erzwingung der Disziplin an Bord beziehen, hat er gleichfalls allein die Gerichtsbarkeit. Vorausgesetzt ist in diesen Fällen, dass das Schiff und die eines begangenen Unrechts beschuldigten Personen in einen Hafen eingelaufen sind, der in seinem Konsularbezirk liegt. Ein solcher Beamter übt auch die Gerichtsbarkeit aus in Streitfragen betreffend die Regelung von Löhnen und die Innehaltung von darauf bezüglichen Verträgen, vorausgesetzt, dass die am Orte geltenden Gesetze es gestatten.

Wenn an Bord eines Privatschiffes unter der Flagge des Staates, von welchem der Konsularbeamte ernannt ist, innerhalb der Hoheitsgewässer des Staates, bei welchem er beglaubigt ist, eine Tat begangen wird, die nach den Gesetzen dieses Staates eine strafbare Handlung darstellt, die die schuldige Person einer gerichtlichen Bestrafung aussetzt, so kann der Konsularbeamte Gerichtsbarkeit nur insoweit ausüben, als er dazu nach dem am Orte geltenden Rechte berechtigt ist.

Ein Konsularbeamter kann ohne weiteres die Hilfe der örtlichen Polizeibehörde in jeder Angelegenheit anrufen, die sich auf die Aufrechterhaltung der Ordnung an Bord eines Schiffes unter der Flagge seines Landes innerhalb der Hoheitsgewässer des Staates bezieht, bei dem er beglaubigt ist. Auf ein entsprechendes Ersuchen hin soll der erforderliche Beistand gewährt werden.

Ein Konsularbeamter kann mit den Offizieren und Mannschaften von Schiffen der Flagge seines Landes vor den Gerichtsbehörden des Staates erscheinen, bei dem er beglaubigt ist, um als Dolmetscher oder Beistand Hilfe zu leisten.

board, provided the vessel and the persons charged with wrong-doing shall have entered a port within his consular district. Such an officer shall also have jurisdiction over issues concerning the adjustment of wages and the execution of contracts relating thereto provided the local laws so permit.

When an act committed on board of a private vessel under the flag of the State by which the consular officer has been appointed and within the territorial waters of the State to which he has been appointed constitutes a crime according to the laws of that State subjecting the person guilty thereof to punishment as a criminal, the consular officer shall not exercise jurisdiction except in so far as he is permitted to do so by the local law.

A consular officer may freely invoke the assistance of the local police authorities in any matter pertaining to the maintenance of internal order on board of a vessel under the flag of his country within the territorial waters of the State to which he is appointed, and upon such a request the requisite assistance shall be given.

A consular officer may appear with the officers and crews of vessels under the flag of his country before the judicial authorities of the State to which he is appointed to render assistance as an interpreter or agent.

Artikel XXIV.

Falls ein Staatsangehöriger eines Vertragsteiles im Gebiete des anderen sterben sollte, ohne in dem Lande seines Ablebens bekannte Erben oder von ihm ernannte Testamentsvollstrecker zu hinterlassen, sollen die zuständigen örtlichen Behörden sofort den nächsten Konsularbeamten des Staates, dessen Staatsangehöriger der Verstorbene war, von der Tatsache seines Ablebens in Kenntnis setzen, damit die erforderliche Benachrichtigung den beteiligten Parteien übermittelt werde.

Falls ein Staatsangehöriger eines Vertragsteils ohne letzten Willen oder Testament im Gebiete des anderen Vertragsteils stirbt, soll der Konsularbeamte des Staates, dessen Angehöriger

Article XXIV.

In case of the death of a national of either High Contracting Party in the territory of the other without having in the territory of his decease any known heirs or testamentary executors by him appointed, the competent local authorities shall at once inform the nearest consular officer of the State of which the deceased was a national of the fact of his death, in order that necessary information may be forwarded to the parties interested.

In case of the death of a national of either of the High Contracting Parties without will or testament, in the territory of the other High Contracting Party, the consular officer of the

der Verstorbene war, und des Konsularbezirks, in dem der Verstorbene zur Zeit seines Ablebens seinen Wohnsitz hatte, soweit es das am Orte geltende Recht erlaubt, bis zur Ernennung eines Nachlassverwalters oder bis zur Einleitung des Nachlassverfahrens als berufen gelten, das von dem Verstorbenen hinterlassene Vermögen zu dessen Erhaltung und Schutz in Verwahrung zu nehmen. Ein solcher Konsularbeamter kann nach dem Ermessen eines Gerichts oder einer anderen für die Verwaltung von Nachlässen zuständigen Behörde seine Ernennung zum Nachlassverwalter beanspruchen, vorausgesetzt, dass die Gesetze des Ortes, wo der Nachlass verwaltet wird, es gestatten.

Wenn ein Konsularbeamter das Amt als Verwalter des Nachlasses eines verstorbenen Landsmannes übernimmt, so unterwirft er sich insoweit für alle in Betracht kommenden Zwecke der Gerichtsbarkeit des Gerichts oder der Behörde, die die Ernennung vornimmt, in demselben Umfange, wie ein Angehöriger des Landes, in welchem er zum Nachlassverwalter ernannt ist.

State of which the deceased was a national and within whose district the deceased made his home at the time of death, shall, so far as the laws of the country permit and pending the appointment of an administrator and until letters of administration have been granted, be deemed qualified to take charge of the property left by the decedent for the preservation and protection of the same. Such consular officer shall have the right to be appointed as administrator within the discretion of a tribunal or other agency controlling the administration of estates provided the laws of the place where the estate is administered so permit.

Whenever a consular officer accepts the office of administrator of the estate of a deceased countryman, he subjects himself as such to the jurisdiction of the tribunal or other agency making the appointment for all necessary purposes to the same extent as a national of the country where he was appointed.

Artikel XXV.

Ein Konsularbeamter jedes Vertragsteils kann im Namen seiner nicht im Lande seiner Tätigkeit wohnenden Landsleute Quittung leisten für die Anteile, die ihnen aus in Abwicklung befindlichen Nachlässen oder nach den Bestimmungen der sogenannten Arbeiter-Entschädigungsgesetze oder ähnlicher Gesetze zufallen. Er soll alle so erhaltenen Gelder durch die zuständige Regierungsstelle seines Landes an die berechtigten Empfänger überweisen und der Behörde oder Stelle, die durch ihn die Verteilung vornimmt, diese Überweisung gebührend nachweisen.

Article XXV.

A consular officer of either High Contracting Party may in behalf of his non-resident countrymen receipt for their distributive shares derived from estates in process of probate or accruing under the provision of so-called Workmen's Compensation Laws or other like statutes provided he remit any funds so received through the appropriate agencies of his Government to the proper distributees, and provided further that he furnish to the authority or agency making distribution through him reasonable evidence of such remission.

Artikel XXVI.

Ein Konsularbeamter eines Vertragsteils hat das Recht, in den in seinem Konsularbezirk liegenden Häfen des anderen Teiles die Privatschiffe jeder Flagge zu untersuchen, die nach Häfen des Landes, das ihn ernannt hat, bestimmt oder im Begriff sind, dorthin auszulaufen, damit er in der Lage ist, die gesundheitlichen Zustände und Massnahmen an Bord solcher Schiffe zu beobachten, danach Gesundheitspässe und andere nach den Gesetzen seines Landes

Article XXVI.

A consular officer of either High Contracting Party shall have the right to inspect within the ports of the other High Contracting Party within his consular district the private vessels of any flag destined or about to clear for ports of the country appointing him in order to observe the sanitary conditions and measures taken on board such vessels, and to be enabled thereby to execute intelligently bills of health and other documents required by the laws of his country,

erforderliche Papiere auszufertigen und seine Regierung zu unterrichten, inwieweit ihre gesundheitlichen Vorschriften von Schiffen, die nach ihren Häfen bestimmt sind, in den Abfahrthäfen beobachtet worden sind, damit auf diese Weise den Schiffen dort das Einlaufen erleichert wird.

and to inform his Government concerning the extent to which its sanitary regulations have been observed at ports of departure by vessels destined to its ports, with a view to facilitating entry of such vessels therein.

Artikel XXVII.

Jeder Vertragsteil gestattet, alle Möbel sowie alle Ausstattungs- und Bedarfsgegenstände, die für den amtlichen Gebrauch in den Konsulatsräumen des anderen Teils bestimmt sind, gänzlich zollfrei und ohne jegliche Untersuchung einzuführen. Er räumt den Konsularbeamten des anderen Teils, die dessen Staatsangehörige sind, sowie ihren Familien und ihrer Begleitung das Recht der zollfreien Einfuhr ihres Gepäcks und alles anderen persönlichen Eigentums ein, einerlei ob dieses Gepäck oder Eigentum von dem Konsularbeamten bei der Reise nach seinem Amtssitz mitgeführt oder zu irgendeiner Zeit während seiner Amtsdauer eingeführt wird, jedoch mit der Einschränkung, dass kein Gegenstand, dessen Einfuhr durch das Gesetz eines Vertragsteils verboten ist, in dessen Gebiet gebracht werden darf.

Es versteht sich jedoch, dass diese Vergünstigung denjenigen Konsularbeamten nicht zusteht, die in den Ländern, in denen sie beglaubigt sind, eine private Erwerbstätigkeit ausüben, es sei denn, dass es sich um Bedarfsgegenstände zu amtlichen Zwecken handelt.

Article XXVII.

Each of the High Contracting Parties agrees to permit the entry free of all duty and without examination of any kind, of all furniture, equipment and supplies intended for official use in the consular offices of the other, and to extend to such consular officers of the other and their families and suites as are its nationals, the privilege of entry free of duty of their baggage and all other personal property, whether accompanying the officer to his post or imported at any time during his encumbency thereof ; provided, nevertheless, that no article, the importation of which is prohibited by the law of either of the High Contracting Parties, may be brought into its territories.

It is understood, however, that this privilege shall not be extended to consular officers who are engaged in any private occupation for gain in the countries to which they are accredited, save with respect to governmental supplies.

Artikel XXVIII.

Erleidet ein Schiff eines Vertragsteils an den Küsten des anderen Schiffbruch, so sollen alle mit der Bergung des Schiffes in Zusammenhang stehenden Handlungen von dem Konsularbeamten des Landes, dem das Schiff angehört und des Konsularbezirks, in dem der Schiffbruch erfolgt ist, geleitet werden. Dieser Beamte soll sofort von dem Vorgang unterrichtet werden. Bis zu seiner Ankunft sollen die Ortsbehörden alle erforderlichen Massnahmen zum Schutz von Personen und zur Erhaltung des schiffbrüchigen Gutes ergreifen. Die Ortsbehörden sollen nur so weit eingreifen, als zur Aufrechterhaltung der Ordnung, zum Schutz der Interessen der Berger, wenn diese nicht zu der schiffbrüchigen Schiffsmannschaft gehören, sowie für die Durchführung der für die Einbringung und die Aus-

Article XXVIII.

All proceedings relative to the salvage of vessels of either High Contracting Party wrecked upon the coasts of the other shall be directed by the consular officer of the country to which the vessel belongs and within whose district the wreck may have occurred. Pending the arrival of such officer, who shall be immediately informed of the occurrence, the local authorities shall take all necessary measures for the protection of persons and the preservation of wrecked property. The local authorities shall not otherwise interfere than for the maintenance of order, the protection of the interests of the salvors, if these do not belong to the crews that have been wrecked, and to carry into effect the arrangements made for the entry and exportation of the merchandise saved. It is understood that

fuhr der geborgenen Waren getroffenen Massnahmen nötig ist. Es versteht sich, dass dies Waren keinen Zollabgaben unterliegen, es sei denn, dass sie zum Verbrauch in dem Lande bestimmt sind, wo der Schiffbruch erfolgt ist.

Die Tätigkeit der Ortsbehörden in diesen verschiedenen Fällen soll keine Kosten irgendwelcher Art veranlassen, ausser denen, die etwa durch die Bergungsarbeiten und die Erhaltung der geborgenen Güter verursacht werden, sowie denen, die unter ähnlichen Umständen auch einheimischen Schiffen erwachsen würden.

such merchandise is not to be subjected to any Custom house charges, unless it be intended for consumption in the country where the wreck may have taken place.

The intervention of the local authorities in these different cases shall occasion no expense of any kind, except such as may be caused by the operations of salvage and the preservation of the goods saved, together with such as would be incurred under similar circumstances by vessels of the nation.

Artikel XXIX.

Vorbehaltlich der im vorstehenden genannten oder künftig noch zu vereinbarenden Beschränkungen oder Ausnahmen gelten als Gebiete der Vertragsparteien, auf welche die Bestimmungen dieses Vertrages Anwendung finden sollen, alle diejenigen Land- und Wasserflächen sowie diejenigen Lufträume, über welche diese Vertragsteile souveräne Gewalt beanspruchen und ausüben, ausgenommen die Panamakanalzone ; für Angelegenheiten, die mit der Zollverwaltung in Zusammenhang stehen, ist unter den Gebieten Deutschlands das deutsche Zollgebiet zu verstehen.

Article XXIX.

Subject to any limitation or exception hereinabove set forth, or hereafter to be agreed upon, the territories of the High Contracting Parties to which the provisions of this Treaty extend shall be understood to comprise all areas of land, water, and air over which the Parties respectively claim and exercise dominion as sovereign thereof, except the Panama Canal Zone ; for purposes connected with Customs administration the territory of Germany shall be deemed to be co-terminus with the area included within the German Customs lines.

Artikel XXX.

Nichts in diesem Vertrag soll im Sinne irgendeiner Einschränkung oder Kürzung derjenigen Rechte, Vergünstigungen und Vorteile ausgelegt werden, die Deutschland oder seinen Staatsangehörigen oder den Vereinigten Staaten oder ihren Staatsangehörigen durch den am 25. August 1921 zwischen Deutschland und den Vereinigten Staaten abgeschlossenen Vertrag[1] zur Wiederherstellung freundschaftlicher Beziehungen gewährt worden sind.

Article XXX.

Nothing in the present Treaty shall be construed to limit or restrict in any way the rights, privileges and advantages accorded to Germany or its nationals or to the United States or its nationals, by the Treaty[1] between Germany and the United States restoring friendly relations, concluded on August 25, 1921.

Artikel XXXI.

Der gegenwärtige Vertrag soll für einen Zeitraum von zehn Jahren in voller Kraft bleiben, beginnend mit dem Tage des Austausches der Ratifikationsurkunden. An diesem Tage soll er in allen seinen Bestimmungen in Gültigkeit treten.

Article XXXI.

The present Treaty shall remain in full force for the term of ten years from the date of the exchange of ratic fiations, on which date it shall begin to take effect in all of its provisions.

[1] Vol. XII, page 191, de ce recueil.

[1] Vol. XII, page 191, of this Series.

Wenn innerhalb eines Jahres vor Ablauf des genannten Zeitraumes von zehn Jahren keiner der beiden Vertragsteile dem anderen die Absicht kundtut, irgendwelche Bestimmungen irgendeines Artikels dieses Vertrages zu ändern oder auszuscheiden oder den Vertrag mit Ablauf des genannten Zeitraums endigen zu lassen, so soll der Vertrag nach dem genannten Zeitraum in voller Kraft und Gültigkeit bleiben, und zwar bis zum Ablauf eines Jahres nach dem Zeitpunkt, an welchem ein Vertragsteil dem anderen die Absicht kundtut, den Vertrag abzuändern oder endigen zu lassen.

If within one year before the expiration of the aforesaid period of ten years neither High Contracting Party notifies to the other an intention of modifying by change or omission, any of the provisions of any of the Articles in this Treaty or of terminating it upon the expiration of the aforesaid period, the Treaty shall remain in full force and effect after the aforesaid period and until one year from such a time as either of the High Contracting Parties shall have notified to the other an intention of modifying or terminating the Treaty.

Artikel XXXII.

Der gegenwärtige Vertrag soll ratifiziert und die Ratifikationsurkunden darüber sollen so bald wie möglich in Washington ausgetauscht werden.

Article XXXII.

The present Treaty shall be ratified, and the ratifications thereof shall be exchanged at Washington as soon as possible.

Zu Urkund dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten den Vertrag unterzeichnet und hierunter ihre Siegel gesetzt.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the same and have affixed their seals hereto.

Ausgefertigt in doppelter Urschrift in deutscher und englischer Sprache zu Washington am 8. Dezember 1923.

Done in duplicate, in the German and English languages, at the City of Washington this 8th day of December, 1923.

(L.S.) Dr. Otto Wiedfeldt.
(L.S.) Charles Evans Hughes.

EXCHANGE OF NOTES.

I.

Department of State. Washington, *March* 19, 1925.

Excellency :

Referring to the Treaty of Friendship, Commerce and Consular Rights signed by the United States and Germany on December 8, 1923, I beg to inform you that the Senate on February 10, 1925 gave its advice and consent to the ratification of the said Treaty in a resolution as follows :

" Resolved (Two thirds of the Senators present concurring therein), That the Senate advise and consent to the ratification of Executive D, 68th Congress, 1st Session, a Treaty of friendship, commerce and consular rights between the United States and Germany, signed at Washington on December 8, 1923, subject to the following reservations and understandings to be set forth in an exchange of notes between the High Contracting Parties so as to make it plain that this condition is understood and accepted by each of them :

" First, that there shall be added to Article I of said treaty the following :

" Nothing herein contained shall be construed to affect existing statutes of either country in relation to the immigration of aliens or the right of either country to enact such statutes. '

" Second, that the fifth paragraph of Article VII and Articles IX and XI shall remain in force for twelve months from the date of exchange of ratification, and if not then terminated on ninety days previous notice shall remain in force until Congress shall enact legislation inconsistent therewith, when the same shall automatically lapse at the end of sixty days from such enactment, and on such lapse each High Contracting Party shall enjoy all the rights which it would have possessed had such paragraph or articles not been embraced in the Treaty. "

It will be observed that by this resolution the advice and consent of the Senate to the ratification of the Treaty are given subject to certain reservations and understandings.

I shall be glad if when bringing the foregoing to the attention of your Government you will inform it that it is the hope of this Government that your Government will find acceptable the reservations and understandings which the Senate has made a condition of its advice and consent to the ratification of the Treaty. You may regard this note as sufficient acceptance by the Government of the United States of these reservations and understandings. An acknowledgment of this note on the occasion of the exchange of ratifications accepting, by direction and on behalf of your Government, the said reservations and understandings, will be considered as completing the required exchange of notes and the acceptance by both Governments of the reservations and understandings.

Accept, Excellency, the renewed assurance of my highest consideration.

His Excellency
Baron Ago von Maltzan,
Ambassador of Germany.

Frank B. Kellogg.

Texte allemand. — German Text.

II.

Deutsche Botschaft. Washington, D. C., *den* 21. *Mai* 1925.

Herr Staatssekretär,

Euerer Exzellenz beehre ich mich im Nanem und Auftrag meiner Regierung den Empfang der Note vom 19. März d. J., betreffend den zwischen Deutschland und den Vereinigten Staaten am 8. Dezember 1923 unterzeichneten Freundschafts-, Handels- und Konsularvertrag, zu bestätigen und folgendes mitzuteilen :

Die Deutsche Regierung hat von dem Beschluss des amerikanischen Senats vom 10. Februar 1925, der folgenden Wortlaut hat [1] :

" Resolved (Two-thirds of the Senators present concurring therein), That the Senate advise and consent to the ratification of Executive D., 68th Congress, 1st session, a treaty of friendship, commerce and consular rights between the United States and Germany, signed at Washington on December 8, 1923, subject to the following reservations and understandings to be set forth in an exchange of notes between the High Contracting Parties so as to make it plain that this condition is understood and accepted by each of them :

" First, that there shall be added to Article I of said treaty the following :

'Nothing herein contained shall be construed to affect existing statutes of either country in relation to the immigration of aliens or the right of either country to enact such statutes.'

[1] *Translation :*

German Embassy. Washington, D. C., 21*st May* 1925.

Your Excellency,

By direction and on behalf of my Government I have the honour to acknowledge receipt of your note of March 19th, 1925, regarding the Treaty of Friendship, Commerce and Consular Rights signed on December 8th, 1923, between Germany and the United States, and to communicate to you the following :

The German Government has taken note of the resolution of the United States Senate, dated February 10th, 1925, which reads as follows :

" Second, that the fifth paragraph of Article VII and Articles IX and XI shall remain in force for twelve months from the date of exchange of ratification, and if not then terminated on ninety days' previous notice shall remain in force until Congress shall enact legislation inconsistent therewith, when the same shall automatically lapse at the end of sixty days from such enactment, and on such lapse each High Contracting Party shall enjoy all the rights which it would have possessed had such paragraph or articles not been embraced in the treaty. "

Kenntnis genommen. Trotz schwerer grundsätzlicher Bedenken gegen den sich auf die Schiffahrt beziehenden zweiten Vorbehalt des Senats hat sich die Deutsche Regierung im Interesse des Zustandekommens des Vertrages entschlossen, sich vorbehaltlich der Ratifikation mit dem Beschluss des Senats einverstanden zu erklären[1].

Ich benutze auch diesen Anlass, um Euerer Exzellenz die Versicherung meiner ausgezeichnetsten Hochachtung zu erneuern.

(gez.) MALTZAN.

Seiner Exzellenz
dem Staatssekretär der Vereinigten Staaten,
Herrn Frank B. Kellogg,
Washington, D. C.

---

[2] TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 1254. — TRAITÉ D'AMITIÉ, DE COMMERCE, ET CONSULAIRE, ENTRE L'ALLEMAGNE ET LES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE. SIGNÉ A WASHINGTON, LE 8 DÉCEMBRE 1923.

L'ALLEMAGNE et LES ÉTATS-UNIS d'AMÉRIQUE, désireux de resserrer les liens pacifiques existant heureusement, entre eux, par des accords destinés à développer les rapports amicaux entre leurs territoires respectifs grâce à des dispositions répondant aux aspirations intellectuelles, culturelles, économiques et commerciales de leurs peuples respectifs, ont décidé de conclure un traité d'amitié, de commerce, et consulaire, et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND :

Le Dr Otto WIEDFELDT, ambassadeur d'Allemagne aux Etats-Unis d'Amérique ;

LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

M. Charles Evans HUGHES, secrétaire d'Etat des Etats-Unis d'Amérique ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

---

[1] *Translation :*

Though the German Government has serious objections of principle to the second reservation to the Treaty by the Senate regarding navigation, it has decided, in order to ensure the definitive conclusion of the, to accept, subject to ratification, the resolution of the Senate.

Accept, Excellency, the renewed assurance of my highest consideration.

(Signed) MALTZAN.

His Excellency
M. Frank B. Kellogg,
United States Secretary of State,
Washington, D. C.

[2] Traduit par le Secretariat de la Société des Nations.

[2] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Article premier.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes pourront pénétrer, voyager et résider dans les territoires de l'autre Partie ; ils jouiront de la liberté de conscience et de la liberté de cultes ; ils pourront, sans entrave, se consacrer à toutes activités d'ordre professionnel, scientifique, religieux, philanthropique, industriel et commercial ; ils pourront exercer toutes les formes d'activité commerciale qui ne sont pas interdites par la loi locale ; ils pourront posséder, construire, louer à bail et occuper des immeubles appropriés, et louer à bail des terrains en vue de l'habitation, ou en vue de fins scientifiques, religieuses, philanthropiques, industrielles, commerciales et mortuaires ; ils pourront employer des agents de leur choix, et, d'une manière générale, effectuer toutes les opérations nécessaires ou se rapportant à l'exercice de l'un quelconque des privilèges ci-dessus mentionnés, dans les mêmes conditions que les ressortissants de l'Etat dans lequel ils résident ou que les ressortissants d'un pays auquel ledit Etat pourra ultérieurement conférer le privilège de la nation la plus favorisée, et en se soumettant à toutes les lois et règlements locaux dûment établis.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes ne pourront être assujettis, sur les territoires de l'autre Partie, au paiement d'impôts ou taxes intérieurs autres ou plus élevés que ceux qui sont exigés des ressortissants de l'autre Partie et acquittés par lesdits ressortissants.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes auront le droit, en se conformant aux lois locales, d'ester en justice à tous les degrés de juridiction établis par la loi, soit pour intenter une action, soit pour défendre leurs droits.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront, sur les territoires de l'autre Partie, en se soumettant aux conditions imposées aux ressortissants de cette Partie, de la protection et de la sécurité les plus constantes pour leurs personnes et leurs biens, et jouiront à cet égard du degré de protection requis par le droit international. Ils ne pourront être privés de leurs biens qu'en vertu d'une procédure dûment légale et contre paiement d'une indemnité équitable.

Article II.

En ce qui concerne la forme de protection concédée par les lois nationales, d'Etats ou de provinces, établissant la responsabilité civile en cas de blessures ou de mort, et accordant aux parents, ou héritiers, ou personnes à la charge de la partie lésée, le droit d'intenter une action ou d'obtenir une indemnité pécuniaire, lesdits parents, héritiers ou personnes à la charge de la partie lésée, si celle-ci est un ressortissant de l'une ou de l'autre des Hautes Parties contractantes, et si le dommage a été subi sur l'un quelconque des territoires de l'autre Partie jouiront, dans les mêmes conditions et sans qu'il soit tenu compte de leur qualité d'étrangers, ou du fait qu'ils résident en dehors du territoire où le dommage a été subi, des mêmes droits et privilèges qui sont, ou pourront être accordés aux nationaux de ladite Partie.

Article III.

Les habitations, entrepôts, manufactures, magasins, boutiques et autres lieux commerciaux, ainsi que toutes leurs dépendances, appartenant aux ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes, sur les territoires de l'autre Partie, et utilisés à l'une quelconque des fins énumérées à l'article premier, seront respectés. Il sera interdit de procéder à une visite domiciliaire ou à une perquisition dans l'un quelconque de ces immeubles et dépendances, ou d'y examiner ou inspecter des livres, documents ou pièces de comptabilité, sauf dans les conditions prévues par les lois, ordonnances et règlements applicables aux nationaux, et suivant les formes prescrites par lesdites lois, ordonnances et règlements.

Article IV.

Dans les cas où, à la mort de toute personne possédant, sur les territoires de l'une des Hautes Parties contractantes, des biens-fonds ou d'autres propriétés immobilières, ou des intérêts dans ces biens-fonds ou propriétés immobilières, ces propriétés ou ces intérêts, en vertu des lois du pays ou d'une disposition testamentaire, seraient transférés ou passeraient à un ressortissant de l'autre Partie contractante (qu'il s'agisse d'un résidant ou d'un non résident), si ledit ressortissant n'est pas

frappé d'incapacité aux termes des lois du pays dans lequel se trouvent lesdites propriétés ou lesdits intérêts, il lui sera accordé un délai de trois ans pour vendre lesdits biens ou lesdits intérêts, ce délai pouvant être raisonnablement prolongé si les circonstances rendent cette mesure nécessaire ; l'intéressé pourra retirer librement et sans entraves le produit de la vente ; il ne sera assujetti à aucun droit de succession ou de liquidation, ni à aucune redevance d'ordre administratif, autres que ceux auxquels peuvent être assujettis, en pareil cas, les ressortissants du pays d'où peut-être tiré le produit de la vente.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront pleinement du droit de disposer, de leurs biens mobiliers, quels qu'ils soient, sur les territoires de l'autre Partie, par testament, donation ou de toute autre manière ; leurs héritiers, légataires et donataires, quelle que soit leur nationalité, qu'ils soient résidents ou non-résidents, seront saisis de plein droit de ces biens mobiliers et pourront en prendre possession, soit eux-mêmes, soit par des mandataires agissant en leur nom, et conserver ces biens ou en disposer à leur gré, à condition d'acquitter les seuls droits ou taxes auxquels seront soumis en pareil cas, les ressortissants de la Haute Partie contractante sur les territoires de laquelle se trouvent ces biens et à laquelle lesdits biens ressortissent.

Article V.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes, dans l'exercice du droit de pratiquer librement leur culte sur les territoires de l'autre Partie contractante, ainsi qu'il est prévu ci-dessus, pourront, sans entrave ou vexation d'aucune sorte en raison de leurs croyances religieuses ou pour tout autre motif, célébrer des services religieux, soit en leur propre maison, soit dans tout immeuble approprié qu'ils peuvent avoir le droit de bâtir ou d'entretenir sur des emplacements convenables, à la condition que ni leur enseignement ni leurs pratiques ne soient contraires à l'ordre public et à la morale publique ; ils seront également autorisés à enterrer leurs morts, conformément à leurs coutumes religieuses, dans des lieux convenables et appropriés, établis et entretenus à cet effet et sous réserve des lois et règlements équitables en vigueur au lieu de l'inhumation, en matière d'hygiène et de sépulture.

Article VI.

Dans le cas d'une guerre entre l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes et un troisième Etat, ladite Partie pourra recruter pour le service militaire obligatoire les ressortissants de l'autre Partie ayant leur résidence permanente sur ses territoires et qui ont expressément, aux termes de ses propres lois, déclaré leur intention d'adopter sa nationalité par voie de naturalisation, à moins que ces ressortissants ne quittent les territoires de ladite Partie belligérante dans un délai de soixante jours à dater de la déclaration de guerre.

Article VII.

Il y aura liberté de commerce et de navigation entre les territoires des Hautes Parties contractantes. Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes auront, dans les mêmes conditions que ceux de la nation la plus favorisée, libre accès, avec leurs navires et leurs cargaisons, dans tous les lieux, ports et eaux, quels qu'ils soient, qui sont situés à l'intérieur des limites territoriales de l'autre Partie, et qui sont ou pourront être ouverts à la navigation et au commerce étrangers. Aucune disposition du présent traité ne pourra être interprétée comme limitant le droit de l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes d'édicter, dans les termes qu'elle jugera utiles, des interdictions ou des restrictions d'un caractère sanitaire, visant la protection de la vie humaine, animale ou végétale, ou d'établir des règlements en vue d'assurer l'application de lois de police ou de lois fiscales.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage, d'une manière absolue, à ne pas soumettre l'importation d'une marchandise quelconque, produit naturel, fabriqué ou manufacturé, en

provenance des territoires de l'autre Partie, à des mesures de prohibition, à des conditions ou à des droits, autres ou plus élevés, que ceux auxquels est soumise l'importation de toute marchandise similaire, produit naturel, fabriqué ou manufacturé, provenant de tout autre pays étranger.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage également, d'une manière absolue, à ne pas soumettre les marchandises exportées à destination des territoires de l'autre Partie contractante, à des taxes autres ou plus élevées, ou à d'autres restrictions ou interdictions que celles auxquelles sont soumises les marchandises exportées à destination de tout autre pays étranger.

Tout avantage, quel qu'il soit, que l'une des deux Parties contractantes pourra accorder à un article quelconque, produit naturel, fabriqué ou manufacturé, de tout autre pays étranger, s'appliquera simultanément et d'une manière absolue, sans que la demande en soit formulée et sans compensation, au même article, produit naturel, fabriqué ou manufacturé, de l'autre Partie contractante.

Tous les articles qui sont ou pourront être légalement importés de pays étrangers dans les ports des Etats-Unis, sur des navires des Etats-Unis, pourront être également importés dans lesdits ports sur des navires allemands sans être passibles de droits ou taxes autres ou plus élevés, quelle qu'en soit la nature, que si ces mêmes articles étaient importés sur des navires des Etats-Unis et, réciproquement, tous les articles qui sont ou pourront être légalement importés de pays étrangers dans les ports allemands, sur des navires allemands, pourront également être importés dans lesdits ports sur des navires des Etats-Unis, sans être passibles de droits ou taxes, autres ou plus élevés, quelle qu'en soit la nature, que si ces mêmes articles étaient importés sur des navires allemands.

En ce qui concerne le montant et le recouvrement des droits sur les importations et exportations de toutes sortes, chacune des deux Hautes Parties contractantes s'engage à accorder aux ressortissants, navires et marchandises de l'autre Partie, le bénéfice de tout avantage, privilège ou immunité qu'elle aura accordé aux ressortissants, navires et marchandises d'un troisième Etat, que cet Etat ait bénéficié de ce traitement de faveur à titre gratuit ou à titre de réciprocité, par mesure de compensation. Tout avantage, privilège ou immunité de cette nature, qui sera ultérieurement accordé aux ressortissants, navires ou marchandises d'un troisième Etat, sera simultanément, et d'une manière absolue, sans que la demande en soit formulée et sans compensation, étendu à l'autre Haute Partie contractante pour son propre avantage, ainsi que pour celui de ses ressortissants et de ses navires.

Les dispositions du présent article s'appliqueront à l'importation et à l'exportation de marchandises en provenance et à destination de toutes les régions situées à l'intérieur des frontières douanières allemandes ; toutefois, elles ne s'étendront pas au régime que l'une des Hautes Parties contractantes pourra accorder au trafic purement frontalier dans une zone qui ne dépassera pas dix milles (quinze kilomètres) de chaque côté de sa frontière douanière, ni au régime que les Etats-Unis accordent au commerce de Cuba, conformément aux dispositions de la Convention commerciale conclue entre les Etats-Unis et Cuba, le 11 décembre 1902, ou de toute autre convention commerciale qui pourra, dans la suite, être conclue par les Etats-Unis avec Cuba, ni au commerce des Etats-Unis avec l'une quelconque de leurs dépendances et avec la zone du canal de Panama, en vertu de lois existantes ou futures.

Article VIII.

Les ressortissants et les marchandises de chacune des Hautes Parties contractantes, jouiront, à l'intérieur des territoires de l'autre Partie, du même traitement que les ressortissants et les marchandises dudit pays, en matière d'impôts intérieurs, de droits de transit, de taxes afférentes aux entrepôts et autres facilités, ainsi qu'en ce qui concerne le montant des drawbacks et des primes.

Article IX.

Les droits de tonnage, de port, de pilotage, de phare, de quarantaine, ou tout autre impôt ou taxe similaires ou correspondants, quelle qu'en soit la dénomination, perçus au nom ou pour le compte du Gouvernement, de fonctionnaires publics, de particuliers, d'institutions ou d'établissements

quels qu'ils soient, ne pourront dans les ports des territoires de l'une des deux Hautes Parties contractantes, être exigés des navires de l'autre Partie que s'ils sont exigés des navires nationaux, dans la même mesure et dans les mêmes conditions. Cette égalité de traitement s'appliquera réciproquement aux navires des deux pays, respectivement, quel que soit le lieu d'où ils viennent et quel que soit leur lieu de destination.

Article X.

Les navires de commerce et les autres navires appartenant à des particuliers, qui naviguent sous le pavillon de l'une des deux Hautes Parties contractantes et qui sont munis des documents exigés par leurs lois nationales en matière de preuve de nationalité, seront considérés, aussi bien dans les eaux territoriales de l'autre Partie contractante qu'en haute mer, comme étant les navires de la Partie dont ils battent pavillon.

Article XI.

Les navires de commerce et les autres navires appartenant à des particuliers, qui naviguent sous le pavillon de l'une des Hautes Parties contractantes, seront autorisés à décharger des fractions de leur cargaison dans un port quelconque des territoires de l'autre Partie contractante ouvert au commerce étranger, et à poursuivre leur route, avec le reste de la cargaison, à destination d'autres ports quelconques des mêmes territoires, ouverts au commerce étranger, sans avoir à acquitter, en pareil cas, des droits de tonnage ou des droits de port autres ou plus élevés que ceux qu'acquitteraient, dans les mêmes circonstances, les navires nationaux ; ils pourront également charger des marchandises dans les mêmes conditions, dans différents ports, au cours du même voyage d'aller, étant entendu, toutefois, que les dispositions du présent article et les autres dispositions du présent traité ne s'appliquent pas au commerce de cabotage des Etats-Unis, lequel sera réglementé par les lois des Etats-Unis relatives au cabotage. Toutefois, il est convenu que les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront dans les limites territoriales de l'autre partie, en matière de cabotage, du traitement de la nation la plus favorisée.

Article XII.

Les sociétés anonymes et autres corporations et associations, qu'elles recherchent ou non la réalisation de bénéfices pécuniaires, qui ont ou pourront être ultérieurement fondées, conformément aux lois nationales, d'Etats ou de provinces, de l'une des Hautes Parties contractantes, et aux termes desdites lois, et qui entretiennent un établissement central sur les territoires de ladite Partie, verront leur statut juridique reconnu par l'autre Partie contractante, à condition, toutefois, qu'elles ne poursuivent pas, sur les territoires de cette dernière, de fins contraires à ses lois. Elles auront libre accès aux cours et tribunaux judiciaires et d'équité en se conformant aux lois réglementant cette matière, aussi bien pour y revendiquer que pour y défendre des droits, à tous les degrés de juridiction établis par la loi.

Le droit, pour ces corporations et associations de l'une des Parties contractantes ainsi reconnues par l'autre Partie, de s'établir sur les territoires de cette autre Partie, d'y installer des succursales et d'y exercer leur activité, sera subordonné à l'assentiment de ladite Partie, et uniquement régi par cet assentiment, tel qu'il est exprimé dans ses lois nationales, d'Etats ou de provinces.

Article XIII.

Les ressortissants de l'une des Hautes Parties contractantes jouiront sur les territoires de l'autre Partie, à titre de réciprocité et en se conformant aux conditions qui y sont en vigueur, des droits et privilèges qui ont été ou pourront être ultérieurement accordés aux ressortissants de tout

autre Etat en matière de constitution de sociétés anonymes, autres corporations et associations (qu'elles recherchent ou non la réalisation de bénéfices pécuniaires) et en matière de participation à ces sociétés, y compris les droits de placement, d'enregistrement, d'achat, de possession et de vente d'actions, ainsi que le droit d'occuper une situation dirigeante ou officielle dans lesdites sociétés. Dans l'exercice des droits susmentionnés et en ce qui concerne la réglementation ou la procédure relative à la constitution ou à la direction de ces corporations ou associations, lesdits ressortissants ne seront soumis à aucune condition moins favorable que celles qui ont été ou pourront ultérieurement être appliquées aux ressortissants de la nation la plus favorisée. Lorsque des ressortissants de l'une des deux Hautes Parties contractantes constitueront ou contrôleront, sur les territoires de l'autre Partie, des corporations ou associations de ce genre, ou qu'ils y seront intéressés à titre de participants, les droits desdites corporations ou associations concernant l'exercice de leurs activités sur lesdits territoires, seront soumis aux lois et règlements nationaux, d'Etats ou de provinces qui sont en vigueur ou pourront être ultérieurement établis sur les territoires de la Partie où elles se proposent d'exercer leur activité commerciale. Les dispositions ci-dessus ne s'appliqueront ni à la constitution d'associations politiques ni à la participation auxdites associations.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront, en outre, sur les territoires de l'autre Partie, à titre de réciprocité, et en se conformant aux conditions qui y sont en vigueur, des droits et privilèges qui ont été ou pourront être ultérieurement accordés aux ressortissants de tout autre Etat, en ce qui concerne l'extraction de charbon, de phosphate, de pétrole, de schiste pétrolifère, de gaz et de soude, sur le domaine public de l'autre Partie.

Article XIV.

a) Les fabricants, les négociants et commerçants domiciliés dans le ressort d'une des Parties contractantes peuvent exercer la profession de voyageurs de commerce, soit personnellement, soit par l'entremise de représentants ou d'employés dans le ressort de l'autre Partie contractante, sur délivrance par cette dernière, après paiement d'un droit unique, d'une licence qui sera valable dans toute sa juridiction territoriale.

Si l'une des Parties contractantes se trouve en état de guerre, elle se réserve le droit d'interdire l'exercice de ces fonctions dans sa juridiction, conformément aux clauses du présent article, ou dans toute autre condition, à tout ressortissant d'une nation ennemie ou à tout autre étranger dont elle peut estimer la présence préjudiciable à l'ordre public et à la sécurité nationale.

b) Pour se procurer la licence ci-dessus mentionnée, le postulant doit obtenir du pays où résident les fabricants, négociants et commerçants représentés, une carte de légitimation attestant sa qualité de voyageur de commerce. Cette carte, qui sera délivrée par les autorités que chaque pays désignera comme compétentes, devra être visée par le consul du pays où le postulant se propose d'exercer ses fonctions, et, sur présentation de cette carte, les autorités de ce dernier pays délivreront au postulant la licence nationale prévue par la section *a)*.

c) Un voyageur de commerce peut vendre ses échantillons sans obtenir de licence spéciale comme importateur.

d) Les échantillons sans valeur commerciale seront admis en franchise.

Les échantillons marqués, timbrés ou dépréciés de telle manière qu'ils ne puissent servir à d'autres usages, seront considérés comme objets sans valeur commerciale.

e) Les échantillons ayant une valeur commerciale seront admis temporairement, moyennant garantie du paiement éventuel des droits établis, s'ils n'ont pas été retirés du pays après un laps de six (6) mois.

Les droits seront acquittés sur la partie des échantillons qui n'aura pas été retirée de la manière ci-dessus indiquée.

f) Toutes les formalités de douane seront simplifiées autant que possible, afin d'éviter les retards dans l'expédition des échantillons.

g) Les colporteurs et autres marchands qui vendent directement au consommateur, même s'ils n'ont pas un siège commercial fixe dans le pays où ils exercent, ne seront point considérés comme voyageurs de commerce, mais seront passibles des droits de licence applicables aux transactions de même nature que celles auxquelles ils se livrent.

h) Aucune licence ne sera exigible :

1° Des personnes voyageant uniquement en vue d'étudier le commerce et ses besoins, même si elles engagent des relations commerciales, pourvu qu'elles ne se livrent pas à la vente des marchandises.

2° Des personnes se livrant au commerce par l'entremise d'agences locales acquittant les droits de licence ou autres taxes afférentes à leur commerce.

3° Des voyageurs qui sont exclusivement acheteurs.

i) Toutes concessions affectant une stipulation quelconque du présent article, et qui pourront éventuellement être accordées par l'une des Parties contractantes en vertu de lois, traités ou conventions, seront immédiatement étendues à l'autre Partie.

Article XV.

a) Les règlements régissant le renouvellement et le transfert des licences délivrées conformément aux stipulations de l'article XIV, ainsi que l'imposition d'amendes et autres peines pour tout emploi illicite de licences, peuvent être édictés par l'une des Parties contractantes chaque fois qu'elle le juge opportun, conformément aux termes de l'article XIV, et sans préjudice des droits y définis.

Si les susdits règlements permettent le renouvellement des licences, la taxe de renouvellement ne sera pas plus élevée que celle qui a frappé la licence primitive.

Si ces règlements permettent le transfert des licences sur preuve satisfaisante que la personne à qui est transférée la licence ou qui reprend la licence est, à tous égards, le successeur véritable du détenteur de la licence primitive, et qu'elle peut produire une carte de légitimation analogue à celle qu'a produite le détenteur de la licence primitive, elle aura la faculté d'effectuer des opérations en qualité de voyageur de commerce, préalablement à l'arrivée de la nouvelle carte de légitimation, mais l'annulation de la garantie fournie pour les échantillons n'aura pas lieu avant l'arrivée de la susdite carte.

b) C'est la nationalité de la maison que le voyageur de commerce représente, et non point sa nationalité personnelle, qui régit la délivrance d'une carte de légitimation à ce voyageur.

Les Hautes Parties contractantes conviennent de conférer aux fonctionnaires des douanes locales ou autres autorités compétentes, agissant en qualité de représentants de l'office central institué pour la délivrance et la réglementation des licences, la faculté de délivrer lesdites licences contre remise de la carte de légitimation et de la liste certifiée conforme des échantillons. Les susdits fonctionnaires devront immédiatement transmettre la documentation correspondante à l'office central auquel le détenteur de la licence devra dorénavant communiquer en temps utile son intention de solliciter le renouvellement ou le transfert de sa licence (si ces opérations sont conformes à la loi), ou l'annulation de sa garantie, en cas de son départ du pays. Le délai fixé à cet égard correspondra au laps de temps nécessaire pour un échange de correspondance, suivant l'horaire normal des courriers postaux, plus cinq jours ouvrables, aux fins de vérification et d'enregistrement officiels.

c) Il est convenu que le voyageur ne se livrera pas à la vente d'autres articles que ceux qui sont compris dans sa spécialité ; il aura la faculté de vendre ses échantillons, en étant soumis à l'obligation d'acquitter les droits de douane y afférents, mais il n'aura pas la faculté de vendre d'autres articles apportés par lui ou à lui adressés, et qui n'appartiennent pas raisonnablement et nettement à la spécialité qu'il déclare représenter.

d) Le matériel de publicité apporté par les voyageurs de commerce en quantités convenables sera traité comme échantillons sans valeur commerciale. Les objets ayant une valeur commerciale dépréciée, en raison de leur emploi comme moyen de publicité, et destinés à une distribution gratuite, seront, eux aussi, lorsqu'ils seront introduits en quantités raisonnables, traités comme échantillons sans valeur commerciale. Il est convenu, toutefois, que cette disposition sera soumise aux lois douanières des pays respectifs. Les échantillons accompagnant le voyageur de commerce seront expédiés comme faisant partie de ses bagages personnels, et ceux qui arriveront après lui, auront droit de priorité sur les transports ordinaires.

e) Si la licence primitive a été délivrée pour une période de plus de six mois, ou si la licence est renouvelée, la garantie relative aux échantillons recevra une prolongation de validité correspondante. Il est convenu, toutefois, que cette disposition restera assujettie aux lois douanières des pays respectifs.

Article XVI.

Il y aura entière liberté de transit à travers les territoires de chacune des Hautes Parties contractantes, y compris les eaux territoriales, sur les itinéraires les plus appropriés au transit international, par chemins de fer, par voies navigables et par canaux (autres que le canal de Panama, les voies navigables et canaux qui constituent des frontières internationales des Etats-Unis), en faveur des personnes et des marchandises venant des territoires de l'autre Partie contractante, ou les traversant, à l'exception des personnes dont l'entrée dans ces territoires pourra être interdite, ou des marchandises dont l'importation pourra être prohibée par la loi. Les personnes et les marchandises en transit ne seront assujetties à aucun droit de transit ni à aucun délai ou restrictions inutiles, et jouiront du traitement accordé aux nationaux en ce qui concerne les redevances, facilités et toutes autres questions.

Les marchandises en transit devront être enregistrées au Bureau de douane approprié, mais seront exemptes de tous droits de douane ou de tous autres droits similaires.

Toutes les redevances afférentes aux transports en transit seront maintenues dans des limites raisonnables en tenant compte des conditions du trafic.

Article XVII.

Chacune des Hautes Parties contractantes convient de recevoir de l'autre Partie des fonctionnaires consulaires dans ceux de ses ports, places et villes où leur présence pourra être utile et qui sont ouverts aux représentants consulaires de tout autre pays étranger.

Les fonctionnaires consulaires de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront, après leur entrée en fonctions et à titre de réciprocité, sur les territoires de l'autre Partie, de tous les droits, privilèges, exemptions et immunités, dont jouissent les fonctionnaires du même rang de la nation la plus favorisée. En leur qualité d'agents officiels, ces fonctionnaires auront droit à la haute considération de tous les fonctionnaires nationaux ou locaux avec lesquels ils entretiennent des relations officielles dans l'Etat auprès duquel ils seront accrédités.

Le gouvernement de chacune des Hautes Parties contractantes fournira, sans frais, l'exequatur nécessaire auxdits fonctionnaires consulaires de l'autre Partie qui présenteront une nomination régulière, signée du chef du pouvoir exécutif de l'Etat qui les nomme, et revêtue du grand sceau dudit Etat ; et il délivrera à un fonctionnaire consulaire subordonné ou suppléant, dûment nommé par un fonctionnaire consulaire supérieur agréé, avec l'approbation de son gouvernement, ou par tout autre fonctionnaire compétent dudit gouvernement, les pièces qui, aux termes des lois des pays respectifs, seront exigées du fonctionnaire ainsi nommé, pour l'exercice des fonctions consulaires.

Sur présentation de l'exequatur ou de toute autre pièce délivrée en son lieu audit subordonné, ce fonctionnaire consulaire sera autorisé à entrer en fonctions et à jouir des droits, privilèges et immunités accordés par le présent traité.

Article XVIII.

Les fonctionnaires consulaires qui sont des ressortissants de l'Etat par lequel ils sont nommés, ne pourront être arrêtés, sauf lorsqu'ils seront accusés d'avoir commis des délits que la loi locale qualifie d'actes criminels par opposition aux contraventions, et qui rendent passible de sanctions pénales la personne qui s'en est rendue coupable. Ces fonctionnaires seront exempts de loger des militaires par voie de réquisition et ne seront astreints à aucun service d'ordre militaire, naval, administratif ou de police.

Dans le cas d'affaires criminelles, la présence d'un fonctionnaire consulaire aux débats, en qualité de témoin, pourra être demandée par la partie poursuivante ou par la défense. La demande en sera faite avec tous les égards dus à la dignité consulaire et aux fonctions de la charge ; le fonctionnaire consulaire sera tenu de se conformer à la demande en question.

Les fonctionnaires consulaires seront soumis, en matière civile, à la juridiction des tribunaux de l'Etat qui les reçoit ; toutefois, lorsque le fonctionnaire est un ressortissant de l'Etat qui l'a nommé, et qu'il ne se livre à aucune occupation lucrative d'ordre privé, son témoignage sera recueilli oralement, ou par écrit, soit à sa résidence, soit à son bureau, et en tenant dûment compte de ses désirs. Néanmoins, le fonctionnaire devra, de lui-même, déposer à l'audience toutes les fois qu'il sera possible de le faire sans qu'il en résulte une gêne sérieuse dans l'exercice de ses fonctions officielles.

Article XIX.

Les fonctionnaires consulaires, y compris les employés du consulat, qui sont des ressortissants de l'Etat par lequel ils sont nommés, à l'exception de ceux qui ont des occupations privées lucratives dans l'Etat où ils exercent leurs fonctions, seront exempts de tous impôts nationaux, d'Etats, de provinces et de municipalités, s'appliquant à leurs personnes ou à leurs biens, à l'exception des impôts frappant la possession ou la propriété de biens immobiliers situés sur les territoires de l'Etat dans lequel ils exercent leurs fonctions, ou frappant le revenu des biens de toutes sortes situés dans ces territoires ou ressortissant auxdits. Tous les fonctionnaires et employés consulaires qui sont des ressortissants de l'Etat par lequel ils sont nommés, seront exempts du paiement d'impôts sur les traitements, honoraires ou salaires perçus par eux comme rémunération de leurs services consulaires.

Les terrains et immeubles situés sur les territoires de chacune des Hautes Parties contractantes, dont l'autre Partie contractante est propriétaire, en droit ou en équité, et qui sont exclusivement employés à des fins officielles par ledit propriétaire, seront exempts de tous impôts, nationaux, d'Etats, de provinces et de municipalités, autres que les contributions perçues pour des services ou des améliorations publiques locales dont profitent ces locaux ou terrains.

Article XX.

Les fonctionnaires consulaires pourront placer au-dessus de la porte extérieure de leurs bureaux respectifs les armes de leur Etat avec une inscription appropriée indiquant le caractère officiel du bureau. Ces fonctionnaires pourront également hisser le pavillon de leur pays sur leurs bureaux, y compris ceux qui sont situés dans les capitales des deux pays. Ils pourront de même hisser ce pavillon sur tout bateau ou navire employé dans l'exercice des fonctions consulaires.

Les bureaux et archives consulaires seront en tout temps inviolables. Ils ne pourront, en aucune circonstance, être soumis à aucun empiétement de la part d'autorités quelconques, dans le pays où ces bureaux sont situés. Ces autorités ne pourront, non plus, sous aucun prétexte, procéder à un examen ou à une saisie de documents ou autres biens déposés dans un bureau consulaire. Les bureaux consulaires ne pourront être utilisés comme lieu d'asile. Aucun fonctionnaire consulaire ne pourra être requis à l'effet de produire des archives officielles devant un tribunal, ou de témoigner sur des questions relatives au contenu desdites archives.

En cas de décès, d'empêchement ou d'absence d'un fonctionnaire consulaire qui n'a auprès de lui aucun fonctionnaire consulaire subordonné, les secrétaires ou chanceliers dont le caractère officiel aura été antérieurement notifié au Gouvernement de l'Etat dans lequel étaient exercées les fonctions consulaires, pourront exercer temporairement les fonctions consulaires du fonctionnaire décédé, se trouvant dans l'incapacité de remplir ses fonctions ou absent, et jouiront, pendant cet intérim, de tous les droits, prérogatives et immunités accordées au titulaire régulier.

Article XXI.

Les fonctionnaires consulaires qui sont des ressortissants de l'Etat par lequel ils sont nommés, pourront, dans les limites de leurs districts consulaires respectifs, s'adresser aux autorités nationales, d'Etat, de provinces ou de municipalités, à l'effet de protéger leurs compatriotes en ce qui concerne la jouissance des droits que ceux-ci tiennent de traités ou autrement. Les infractions à ces droits pourront faire l'objet de réclamations. Si les autorités compétentes ne prennent aucune mesure de réparation ou n'accordent aucune protection, l'intervention par voie diplomatique sera justifiée, et, en l'absence d'un représentant diplomatique, un consul général ou le fonctionnaire consulaire résidant officiellement dans la capitale pourra s'adresser directement au gouvernement du pays.

Article XXII.

Les fonctionnaires consulaires pourront, en exécution des lois de leur propre pays, recueillir à tout endroit approprié, dans les limites de leurs districts respectifs, les dépositions de tous occupants de navires de leur propre pays, ou de tout ressortissant dudit pays, ou de toute personne résidant en permanence sur les territoires de leur propre pays. Ces fonctionnaires pourront établir, attester, certifier et légaliser les documents unilatéraux, actes et dispositions testamentaires de leurs compatriotes, ainsi que les contrats auxquels un de leurs compatriotes est partie. Ils pourront établir, attester, certifier et légaliser les instruments écrits, quels qu'ils soient, qui ont pour effet d'exprimer ou de contenir le transfert de biens quelconques ou de grever des biens quelconques situés sur le territoire de l'Etat par lequel ces fonctionnaires sont nommés ; ils pourront établir, attester, certifier et légaliser les documents unilatéraux, actes, dispositions testamentaires et contrats, relatifs à des biens situés sur les territoires de l'Etat par lequel ils sont nommés, ou à des transactions qui doivent être effectuées sur lesdits territoires, y compris les documents unilatéraux, actes, dispositions testamentaires, ou accords, auxquels sont uniquement participants des ressortissants de l'Etat sur les territoires duquel ces fonctionnaires exercent leurs fonctîons.

Les documents et actes ainsi dressés, et les copies et traductions de ces actes et documents, lorsqu'ils auront été dûment légalisés et revêtus du sceau du fonctionnaire consulaire, feront foi dans les territoires des Parties contractantes, comme pièces originales, ou copies légalisées, selon le cas, et auront la même valeur et les mêmes effets que s'ils avaient été rédigés et dressés par devant un notaire ou un autre fonctionnaire public dûment autorisé dans le pays par lequel le fonctionnaire consulaire a été nommé, sous réserve que ces actes auront toujours été rédigés et dressés conformément aux lois et règlements du pays dans lequel ils sont destinés à prendre effet.

Article XXIII.

Un fonctionnaire consulaire aura droit exclusif de juridiction dans les conflits survenant au sujet de questions d'ordre intérieur sur des navires privés battant pavillon de son pays, et il aura seul ce droit de juridiction dans tous les conflits (en quelque lieu qu'ils se produisent) entre officiers et équipages, relatifs à l'application de la discipline à bord, à condition que le navire et les personnes accusées d'actes répréhensibles aient pénétré dans un port situé dans son district consulaire. Ce fonctionnaire consulaire aura également droit de juridiction en matière de litiges concernant le règlement de salaires et l'exécution de contrats y relatifs, à condition que les lois locales en vigueur le permettent.

Lorsqu'un acte, commis à bord d'un navire privé, naviguant sous le pavillon de l'Etat par lequel le fonctionnaire consulaire a été nommé, et dans les eaux territoriales de l'Etat auprès duquel ledit fonctionnaire a été accrédité, constitue un crime aux termes des lois de ce dernier Etat et rend la personne qui en est coupable passible d'une peine criminelle, le fonctionnaire consulaire n'exercera sa juridiction que dans la mesure où la loi locale le lui permettra.

Un fonctionnaire consulaire pourra librement demander l'aide des autorités de la police locale à l'occasion de toute question relative au maintien de l'ordre intérieur à bord d'un navire naviguant

sous le pavillon de son pays, et se trouvant dans les eaux territoriales de l'Etat auprès duquel il est accrédité ; à la suite de cette requête, l'aide nécessaire sera donnée.

Un fonctionnaire consulaire pourra comparaître avec les officiers et les équipages des navires naviguant sous le pavillon de son pays, devant les autorités judiciaires de l'Etat auprès duquel il est accrédité, afin de prêter son concours comme interprète ou comme conseil.

Article XXIV.

Si un ressortissant de l'une des Hautes Parties contractantes décède sur le territoire de l'autre Partie, sans laisser, dans le territoire de son décès, aucun héritier connu ou exécuteur testamentaire désigné par lui, les autorités locales compétentes aviseront immédiatement de ce décès le plus proche fonctionnaire consulaire de l'Etat dont le défunt était un ressortissant, afin que les renseignements nécessaires puissent être transmis aux parties intéressées.

Si un ressortissant de l'une des deux Hautes Parties contractantes décède sur le territoire de l'autre Partie sans avoir laissé de dernières volontés ou de testament, le fonctionnaire consulaire de l'Etat dont le défunt était un ressortissant et dans le district duquel le défunt avait son domicile au moment de sa mort, sera, dans la mesure où les lois du pays le permettent, considéré comme qualifié pour prendre charge des biens laissés par le défunt aux fins de conservation et de protection desdits biens, en attendant la désignation d'un administrateur, et jusqu'au moment où le pouvoir d'administration aura été accordé. Ce fonctionnaire consulaire aura le droit d'être désigné comme administrateur, à la discrétion d'un tribunal ou de toute autre autorité chargée de contrôler l'administration des successions, sous réserve que les lois du lieu où la succession est administrée le permettent.

Lorsqu'un fonctionnaire consulaire acceptera de remplir les fonctions d'administrateur de la succession d'un compatriote décédé, il se soumettra, en cette qualité et pour toutes les questions relevant de cette administration, à la juridiction des tribunaux ou de toute autre autorité désignant les administrateurs de successions, dans la même mesure qu'un ressortissant du pays auprès duquel il est accrédité.

Article XXV.

Un fonctionnaire consulaire de l'une ou de l'autre des Hautes Parties contractantes pourra, au nom de ses compatriotes non résidents, donner quittance pour les parts revenant auxdits compatriotes sur des successions en voie de liquidation, ou en ce qui concerne les sommes dues aux termes des lois connues sous le nom de Lois d'assurances ouvrières contre les accidents *(Workmen's Compensation Laws)* ou de toutes autres lois analogues, à la condition qu'il expédie tous les fonds ainsi reçus aux destinataires réels, par l'intermédiaire des services compétents de son gouvernement et à la condition, en outre, qu'il fournisse à l'autorité ou à l'administration qui procède à la répartition par son intermédiaire, les preuves appropriées de la remise desdites sommes.

Article XXVI.

Un fonctionnaire consulaire de l'une des deux Hautes Parties contractantes aura le droit de procéder à l'inspection, dans les ports de l'autre Partie contractante situés dans son district consulaire, des navires privés, quel que soit le pavillon sous lequel ils naviguent, à destination d'un port, ou en partance pour un port du pays qui l'a nommé, afin de se rendre compte de l'état sanitaire et des mesures sanitaires prises à bord de ces navires, et afin d'être ainsi en mesure d'établir convenablement les patentes de santé, et autres pièces exigées par les lois de son pays, et de pouvoir informer son gouvernement de la mesure dans laquelle ses règlements sanitaires ont été observés au port de départ par les navires à destination des ports dudit gouvernement, en vue d'y faciliter l'entrée desdits navires.

Article XXVII.

Chacune des Hautes Parties contractantes convient d'accorder l'entrée, en franchise et sans examen d'aucune sorte, de tous les meubles, effets et fournitures, destinés à un usage officiel dans les bureaux consulaires de l'autre Partie, et à accorder aux fonctionnaires consulaires de l'autre Partie, à leurs familles et aux personnes de leur suite, qui sont des ressortissants de ladite Partie, le bénéfice de l'entrée, en franchise, de leurs bagages et de tous autres biens et effets personnels dont le fonctionnaire est accompagné en se rendant à son poste ou qui pourraient être importés à un moment quelconque au cours de l'exercice de ses fonctions, à la condition, néanmoins, qu'aucun article dont l'importation est prohibée par les lois de l'une des deux Hautes Parties contractantes ne pourra être introduit sur les territoires de ladite Partie.

Il est toutefois entendu que le privilège accordé aux termes du présent article ne sera pas applicable aux fonctionnaires consulaires qui exercent une occupation privée lucrative dans les pays auprès desquels ils sont accrédités, à moins qu'il ne s'agisse d'objets et fournitures de caractère officiel.

Article XXVIII.

Toutes les mesures concernant le sauvetage de navires de l'une des deux Hautes Parties contractantes naufragés sur les côtes de l'autre Partie seront dirigées par le fonctionnaire consulaire du pays auquel le navire appartient, et dans le district duquel le naufrage aura eu lieu. En attendant l'arrivée de ce fonctionnaire, qui sera immédiatement avisé de l'accident, les autorités locales prendront toutes les mesures nécessaires pour la protection des personnes et la conservation des biens naufragés. Les autorités locales n'interviendront que pour le maintien de l'ordre et la protection des intérêts des sauveteurs, si ceux-ci n'appartiennent pas aux équipages naufragés, et pour faire exécuter les accords conclus en vue de l'entrée et de l'exportation des marchandises sauvées. Il est entendu que ces marchandises ne seront soumises à aucun droit de douane, à moins qu'elles ne soient destinées à être consommées dans le pays où le naufrage aura eu lieu.

L'intervention des autorités locales dans ces différents cas n'occasionnera aucune dépense, quelle qu'elle soit, à l'exception de celles qui pourront être causées par les opérations de sauvetage et la conservation des marchandises sauvées, ainsi que celles qui auraient été encourues, dans des circonstances analogues, par des navires nationaux.

Article XXIX.

Sous réserve de toute restriction ou exception énumérée ci-dessus, ou qui pourrait faire ultérieurement l'objet d'un accord, les territoires des Hautes Parties contractantes auxquels s'appliquent les dispositions du présent traité comprendront toutes les terres, eaux et régions aériennes sur lesquelles les Parties revendiquent et exercent leur souveraineté respective, à l'exception, toutefois, de la zone du canal de Panama. Pour toutes les questions touchant à l'administration douanière, le territoire de l'Allemagne sera considéré comme coïncidant avec le territoire compris dans les limites des frontières douanières allemandes.

Article XXX.

Rien, dans le présent traité, ne sera interprété comme limitant ou restreignant d'une manière quelconque les droits, privilèges et avantages accordés soit à l'Allemagne ou à ses nationaux, soit aux Etats-Unis ou à leurs nationaux, par le Traité entre l'Allemagne et les Etats-Unis, rétablissant les relations d'amitié, qui a été conclu le 25 août 1921.

Article XXXI.

Le présent traité restera entièrement en vigueur pendant une période de dix ans à compter de l'échange des ratifications et toutes ses dispositions commenceront à prendre effet à dater dudit échange.

Si, dans le délai d'un an avant l'expiration de la période de dix ans ci-dessus mentionnée, aucune des Hautes Parties contractantes ne notifie à l'autre son intention de modifier, par changement ou omission, l'une quelconque des dispositions de l'un quelconque des articles du présent traité, ou de dénoncer ledit traité à l'expiration de la période ci-dessus mentionnée, le présent traité restera entièrement en vigueur après la période susmentionnée et pendant une durée d'un an à partir de la date à laquelle l'une des deux Hautes Parties contractantes aura notifié à l'autre son intention de modifier ou de dénoncer le traité.

Article XXXII.

Le présent traité sera ratifié et l'échange des ratifications aura lieu à Washington aussitôt que possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé ledit traité et y ont apposé leur sceau.

Fait en double exemplaire, en langue allemande et en langue anglaise, à Washington, le huit décembre mil neuf cent vingt-trois.

(L. S.) Charles Evans HUGHES.
(L. S.) Dr Otto WIEDFELDT.

ÉCHANGE DE NOTES

I.

DÉPARTEMENT D'ÉTAT.

WASHINGTON, *le* 19 *mars* 1925.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant au Traité d'amitié, de commerce, et consulaire, signé par les Etats-Unis et l'Allemagne le 8 décembre 1923, j'ai l'honneur de vous informer que le Sénat, en date du 10 février 1925, a recommandé et approuvé la ratification dudit traité, aux termes d'une résolution conçue comme suit :

« Il est décidé (avec l'assentiment des deux tiers des sénateurs présents) que le Sénat recommande et approuve la ratification du document exécutif D, 68me Congrès, 1re Session, savoir un traité d'amitié, de commerce et consulaire entre les Etats-Unis et l'Allemagne, signé à Washington, le 8 décembre 1923, moyennant les réserves et accords suivants, qui devront faire l'objet d'un échange de notes entre les Hautes Parties contractantes, afin de bien établir que cette condition est comprise et acceptée par chacune d'elles :

« En premier lieu, il sera ajouté à l'article premier dudit traité le paragraphe suivant :

« Aucune disposition du présent article ne sera interprétée comme affectant les lois actuelles de l'un ou de l'autre pays en ce qui concerne l'immigration des étrangers ou le droit pour chaque pays de promulguer de telles lois. »

« En second lieu, le cinquième paragraphe de l'article VII et les articles IX et XI resteront en vigueur pendant une durée de douze mois, à dater de l'échange des ratifications, et, s'ils ne sont pas alors dénoncés moyennant un préavis de quatre-vingt-dix jours, ils resteront en vigueur jusqu'à ce que le congrès promulgue une loi incompatible avec les dispositions desdits articles et paragraphe ; ceux-ci deviendront automatiquement caducs à l'expiration d'un délai de soixante jours à partir de cette promulgation, et, à dater de l'expiration dudit délai, chacune des Hautes Parties contractantes jouira des droits qu'elle aurait possédés si ce paragraphe ou ces articles n'avaient pas été compris dans le traité. »

Il y a lieu de faire remarquer que, par cette résolution, le Sénat recommande et approuve la ratification du traité, moyennant certaines réserves et certains accords.

En portant ce qui précède à la connaissance de votre gouvernement, je vous serais reconnaissant de bien vouloir l'informer que mon gouvernement espère que votre gouvernement pourra accepter les réserves et les accords auxquels le Sénat subordonne sa recommandation et son approbation de la ratification du traité. Il vous est loisible de considérer la présente note comme constituant une acceptation suffisante par le Gouvernement des Etats-Unis desdites réserves et desdits accords.

Un accusé de réception de la présente note, lors de l'échange des ratifications, portant que lesdites réserves et lesdits accords sont acceptés par ordre et au nom de votre gouvernement, sera considéré comme complétant l'échange de notes envisagé et comme constituant l'acceptation, par les deux gouvernements, de ces réserves et accords.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances renouvelées de ma haute considération.

Frank B. KELLOGG.

A son Excellence
le baron von Maltzan,
Ambassadeur d'Allemagne.

II.

AMBASSADE D'ALLEMAGNE.

WASHINGTON, D.C., 21 *mai* 1925.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ETAT,

J'ai l'honneur, au nom et sur ordre de mon gouvernement, de vous accuser réception de la note du 19 mars de l'année en cours, concernant le Traité d'amitié, de commerce, et consulaire, entre l'Allemagne et les Etats-Unis d'Amérique, signé le 8 décembre 1923, et de vous faire connaître ce qui suit :

Le Gouvernement allemand a pris connaissance de la résolution du Sénat américain en date du 10 février 1925, conçue comme suit :

> « Il est décidé (avec l'assentiment des deux tiers des sénateurs présents) que le Sénat recommande et approuve la ratification du document exécutif D, 68me Congrès, 1re Session, savoir un traité d'amitié, de commerce, et consulaire, entre les Etats-Unis et l'Allemagne, signé à Washington, le 8 décembre 1923, moyennant les réserves et accords suivants, qui devront faire l'objet d'un échange de notes entre les Hautes Parties contractantes, afin de bien établir que cette condition est comprise et acceptée par chacune d'elles :
>
> « En premier lieu, il sera ajouté à l'article premier dudit traité le paragraphe suivant :
>
> « Aucune disposition du présent article ne sera interprétée comme affectant les lois actuelles de l'un ou de l'autre pays en ce qui concerne l'immigration des étrangers ou le droit pour chaque pays de promulguer de telles lois. »
>
> « En second lieu, le cinquième paragraphe de l'article VII et les articles IX et XI resteront en vigueur pendant une durée de douze mois, à dater de l'échange des ratifications et, s'ils ne sont pas alors dénoncés moyennant un préavis de quatre-vingt-dix jours, ils resteront en vigueur jusqu'à ce que le congrès promulgue une loi incompatible avec les dispositions desdits articles et paragraphe ; ceux-ci deviendront automatiquement caducs à l'expiration d'un délai de soixante jours à partir de cette promulgation, et, à dater de l'expiration dudit délai, chacune des Hautes Parties contractantes jouira des droits qu'elle aurait possédés si ce paragraphe ou ces articles n'avaient pas été compris dans le traité. »

Malgré de graves objections de principe à la deuxième résolution du Sénat, relative à la navigation, le Gouvernement allemand a décidé, afin que le traité puisse prendre effet et sous réserve de sa ratification, d'accepter la résolution du Sénat.

Je saisis cette occasion pour renouveler à votre Excellence l'expression de ma plus haute considération.

(Signé) MALTZAN.

A Son Excellence M. Frank B. Kellogg,
Secrétaire d'Etat des Etats-Unis d'Amérique,
Washington, D.C.

N° 1255.

ALLEMAGNE ET AUTRICHE

Convention concernant le règlement de certaines questions douanières. Signée à Berlin, le 3 octobre 1925.

GERMANY AND AUSTRIA

Convention concerning the Settlement of certain Customs Questions. Signed at Berlin, October 3, 1925.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N° 1255. — ÜBEREINKOMMEN [1] ZWISCHEN DEM DEUTSCHEN REICHE UND DER REPUBLIK ÖSTERREICH ZUR REGELUNG EINZELNER ZOLLFRAGEN, GEZEICHNET IN BERLIN, AM 3. OKTOBER 1925.

Texte officiel allemand communiqué par le consul général d'Allemagne à Genève [2]. *L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 3 août* 1926.

German official text communicated by the German Consul-General at Geneva [2]. *The registration of this Convention took place August* 3, 1926.

Zwischen dem DEUTSCHEN REICHE und der REPUBLIK ÖSTERREICH sind die nachstehenden Vereinbarungen getroffen worden :

Artikel 1.

Die Deutsche Regierung gewährt der Österreichischen Regierung für die Einfuhr von Rindvieh zu Nutz- oder Zuchtzwecken die nachstehende Zollvergünstigung :

Nummer des deutschen Tarifs	Benennung der Gegenstände	Zollsatz für 1 Doppelzentner Lebendgewicht RM
aus 103	Rindvieh, das im Deutschen Reiche von Landwirten bayerischer und württembergischer Grenzgebietsteile zur Verwendung für Nutz- oder Zuchtzwecke im eigenen Wirtschaftsbetrieb aus österreichischen Grenzgebietsteilen unter Inanspruchnahme der für diesen Verkehr auf Grund autonomer Verordnungen gewährten seuchenpolizeilichen Erleichterungen eingeführt wird	9
	Anmerkung. Hierbei sind der Verzollung zum vertragsmässigen Gewichtszolle folgende Normalgewichte zugrunde zu legen :	
	Kälber im Alter bis zu 6 Wochen . . . . . 50 kg	
	Jungrinder im Alter von mehr als 6 Wochen bis zu 1 ½ Jahren :	
	männliche Tiere . . . . . 175 kg	
	weibliche Tiere . . . . . 150 »	
	Jungrinder im Alter von mehr als 1 ½ Jahren bis 2 ½ Jahren :	
	männliche Tiere . . . . . 250 kg	
	weibliche Tiere . . . . . 200 »	
	Rinder im Alter von mehr als 2 ½ Jahren :	
	männliche Tiere . . . . . 400 »	
	weibliche Tiere . . . . . 300 »	

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Berlin, le 9 décembre 1925.

[2] Vol. II, page 60 (renvoi), de ce recueil.

[1] The exchange of ratifications took place at Berlin, December 9, 1925.

[2] Vol. II, page 60 (foot-note), of this Series.

Artikel 2.

Die Anlage A (Zölle bei der Einfuhr nach Deutschland) des Zusatzvertrags [1] vom 12. Juli 1924 zu dem deutsch-österreichischen Wirtschaftsabkommen [2] vom 1. September 1920 wird wie folgt geändert :

I. Die in Anmerkung zu Tarifnummer 440 bis 442 des deutschen Zolltarifs auf zwei Zollstellen beschränkte Befugnis zur Abfertigung von Baumwollgarnen wird auf drei Zollstellen ausgedehnt.

II. Die Vereinbarung zu Tarifnummer 475 des deutschen Zolltarifs erhält die nachstehende Fassung :

Nummer des deutschen Tarifs	Benennung der Gegenstände	Zollsatz für 1 Doppelzentner Lebendgewicht RM
aus 475	Hanfgarn und Hanfwerggarn, auch gemischt mit sonstigen zum Abschnitt 5 D des allgemeinen Tarifs gehörigen Spinnstoffen, jedoch ohne Beimischung von Baumwolle oder tierischen Spinnstoffen, eindrähtig, roh :	
	bis Nr. 6 englisch	11,50
	über Nr. 6 bis Nr. 10 englisch	13,—

Artikel 3.

Dieses Übereinkommen gilt als wesentlicher Bestandteil des Zusatzvertrags vom 12. Juli 1924 zu dem deutsch-österreichischen Wirtschaftsabkommen vom 1. September 1920. Es unterliegt der Ratifikation. Die Ratifikationsurkunden sollen möglichst bald in Berlin ausgetauscht werden. Das Abkommen erhält hinsichtlich der Bestimmung zu Artikel 1 rückwirkende Kraft vom 10. Oktober 1925 ab, hinsichtlich der übrigen Bestimmungen tritt es eine Woche nach Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft.

So geschehen zu Berlin in doppelter Urschrift am 3. Oktober neunzehnhundertfünfundzwanzig.

(gez.) Dr. H. G. MARCKWALD.
(gez.) Dr. Richard SCHÜLLER.

---

[1] Vol. XLI, page 287, de ce recueil.
[2] Vol. IV, page 201, de ce recueil.

[1] Vol. XLI, page 287, of this Series.
[2] Vol. IV, page 201, of this Series.

[1] TRADUCTION.

N° 1255. — CONVENTION ENTRE LE REICH ALLEMAND ET LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE CONCERNANT LE RÈGLEMENT DE CERTAINES QUESTIONS DOUANIÈRES. SIGNÉE A BERLIN, LE 3 OCTOBRE 1925.

LE REICH ALLEMAND et LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Le Gouvernement allemand accorde au Gouvernement autrichien, en matière de douanes, les taux de faveur spécifiés ci-dessous, applicables aux animaux de race bovine importés en vue de leur utilisation ou de la reproduction :

N° du tarif allemand	Dénomination des marchandises	Droits par 100 kg. de poids vif (en Reichsmarks)
ex 103	Bétail bovin importé de la zone frontière autrichienne dans le Reich allemand par des agriculteurs de la zone frontière bavaroise et wurtembourgeoise aux fins d'utilisation ou en vue de la reproduction dans les exploitations agricoles desdits importateurs, lorsque ces derniers réclament le bénéfice des facilités sanitaires spéciales accordées en vertu d'ordonnances autonomes relatives au trafic de frontière	9
	Note. — On prendra comme base du paiement des droits conventionnels les poids moyens suivants :	
	Veaux, jusqu'à l'âge de six semaines . . . . . 50 kg.	
	Jeunes bêtes de plus de six semaines jusqu'à un an et demi :	
	Animaux mâles . . . . . 175 kg.	
	Animaux femelles . . . . . 150 kg.	
	Jeunes bêtes d'un an et demi à deux ans et demi :	
	Animaux mâles . . . . . 250 kg.	
	Animaux femelles . . . . . 200 kg.	
	Bêtes de plus de deux ans et demi :	
	Animaux mâles . . . . . 400 kg.	
	Animaux femelles . . . . . 300 kg.	

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] TRANSLATION.

No. 1255. — CONVENTION BETWEEN THE GERMAN REICH AND THE AUSTRIAN REPUBLIC RELATING TO THE SETTLEMENT OF CERTAIN CUSTOMS QUESTIONS. SIGNED AT BERLIN, OCTOBER 3, 1925.

The following provisions have been agreed upon between THE GERMAN REICH and THE AUSTRIAN REPUBLIC :

Article 1.

The German Government grants to the Austrian Government for the import of cattle for use or breeding the following preferential Customs duties :

German Tariff No.	Description of Goods	Duty per 100 kg. live weight (in Reichsmarks)
ex 103	Cattle imported into the German Reich from Austrian frontier districts by farmers living in the Bavarian and Wurtemberg frontier zones for use or breeding purposes on their own establishments, when they claim the special facilities in respect of veterinary police regulations granted for this traffic in virtue of autonomous regulations	9
	Note. — The basis taken for the payment of the conventional rates shall be the following average weights : Calves, up to six weeks old . . . . . 50 kg. Young cattle between six weeks and eighteen months : Male . . . . . 175 kg. Female . . . . . 150 kg. Young cattle between eighteen months and two and a half years : Male . . . . . 250 kg. Female . . . . . 200 kg. Cattle over two and a half years : Male . . . . . 400 kg. Female . . . . . 300 kg.	

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Article 2.

L'annexe A (Droits de douane applicables à l'entrée en Allemagne) de l'avenant du 12 juillet 1924 à l'Arrangement économique germano-autrichien du 1er septembre 1920, est modifiée comme suit :

I. Le dédouanement des fils de coton qui, aux termes de la remarque aux Nos 440 à 442 du tarif douanier allemand, ne pouvait s'effectuer que par deux bureaux de douanes, pourra dorénavant s'effectuer par trois bureaux.

II. La disposition concernant le No 475 du tarif douanier allemand reçoit la rédaction suivante :

No du tarif allemand	Dénomination des marchandises	Droits par 100 kg. (en Reichsmarks)
ex 475	Fils de chanvre et d'étoupe de chanvre, même mélangés avec d'autres matières textiles classées dans la section 5 D du tarif général, mais sans mélange de coton ou de matières textiles animales, à un bout, écru :	
	Jusqu'au No 6 anglais	11,50
	Au-dessus du No 6, jusqu'au No 10 anglais	13,—

Article 3.

Le présent accord sera considéré comme partie intégrante de l'avenant du 12 juillet 1924 à l'Arrangement économique germano-autrichien du 1er septembre 1920. Il devra être ratifié. Les instruments de ratification devront être échangés à Berlin, dans le plus bref délai possible. L'accord entrera en vigueur une semaine après l'échange des instruments de ratification, avec effet rétroactif à partir du 10 octobre 1925 en ce qui concerne la disposition de l'article premier.

Fait à Berlin, en double original, le trois octobre mil neuf cent vingt-cinq.

(Signé) Dr H. G. MARCKWALD.
(Signé) Dr Richard SCHÜLLER.

Article 2.

Annex A (Duties on importation into Germany) of the Treaty of July 12, 1924, supplementary to the German-Austrian Economic Agreement of September 1, 1920, shall be amended as follows :

I. The authorisation for the clearance of cotton yarns, which in the note to tariff Nos. 440–442 of the German Customs Tariff is restricted to two Customs offices, shall be extended to three offices.

II. The agreement regarding tariff No. 475 of the German Customs Tariff shall read as follows :

German Tariff No.	Description of Goods	Duty per 100 kg. (in Reichsmarks)
ex 475	Yarn of hemp and of hemp tow, even if mixed with other textile materials included under Section 5 D of the general tariff, but without admixture of cotton or animal textile materials, single, unbleached :	
	Up to No. 6 English	11.50
	Above No. 6 and up to No. 10 English	13.—

Article 3.

The present Convention shall constitute an integral part of the Treaty of July 12, 1924, supplementary to the German-Austrian Economic Agreement of September 1, 1920. It must be ratified. The instruments of ratification shall be exchanged as soon as possible at Berlin. As regards the provisions of Article 1, the Convention shall have retroactive effect as from October 10, 1925 ; as regards the other provisions, it shall come into force one week after the exchange of the instruments of ratification.

Done in duplicate at Berlin on the third day of October, nineteen hundred and twenty-five.

(Signed) Dr. H. G. MARCKWALD.
(Signed) Dr. Richard SCHÜLLER.

N° 1256.

ALLEMAGNE ET ITALIE

Traité de commerce et de navigation, avec protocole final, signé à Rome, le 31 octobre 1925, protocole relatif à la prorogation de l'Arrangement commercial provisoire du 10 janvier 1925, signé à Rome, le 12 octobre 1295, et échanges de notes relatifs à ce dernier, Rome, le 31 octobre 1925, le 9 décembre 1926 et Protocole.

GERMANY AND ITALY

Treaty of Commerce and Navigation, with Final Protocol, signed at Rome, October 31, 1925, Protocol relating to the Extension of the Provisional Commercial Arrangement of January 10, 1925, signed at Rome, October 12, 1925, and Exchanges of Notes relating to the latter, Rome, October 31, 1925, December 9, 1926 and Protocol.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

No. 1256. — HANDELS- UND SCHIFFAHRTSVERTRAG[1] ZWISCHEN DEM DEUTSCHEN REICHE UND ITALIEN, GEZEICHNET IN ROM, AM 31. OKTOBER 1925.

Textes officiels allemand, italien et français communiqués par le consul général d'Allemagne à Genève[2] *et par le ministre des Affaires étrangères d'Italie. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 3 août 1926.*

DER DEUTSCHE REICHSPRÄSIDENT und SEINE MAJESTÄT DER KÖNIG VON ITALIEN, in gleicher Weise von dem Wunsche beseelt, die Handelsbeziehungen zwischen den beiden Staaten weiter zu festigen, haben beschlossen, einen Handels- und Schiffahrtsvertrag abzuschliessen und haben zu diesem Zwecke als ihre Bevollmächtigten ernannt :

DER DEUTSCHE REICHSPRÄSIDENT :

den deutschen Botschafter bei Seiner Majestät dem König von Italien, Constantin Freiherrn VON NEURATH, und
den Ministerialdirektor Wilhelm DENHARD ;

SEINE MAJESTÄT DER KÖNIG VON ITALIEN :

den Ministerpräsidenten und Minister der auswärtigen Angelegenheiten S. E. Benito MUSSOLINI,

die nach gegenseitiger Mitteilung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten die nachstehenden Artikel vereinbart haben :

Artikel 1.

Zwischen den vertragschliessenden Teilen besteht gegenseitige Freiheit des Handels und der Schiffahrt.

Die Angehörigen jedes vertragschliessenden Teils geniessen im Gebiete des anderen Teils die gleichen Rechte, Vorrechte und Vergünstigungen aller Art in Beziehung auf Handel, Gewerbe und Schiffahrt, die den Inländern oder den Angehörigen der meistbegünstigten Nation zustehen oder zustehen werden ; die Bestimmungen der Gesetze und Verordnungen sowie die anderen Vorschriften, die in dem Gebiet eines jeden vertragschliessenden Teils in Beziehung auf Handel, Gewerbe und Polizei auf die Angehörigen jedes anderen Landes anwendbar sind, bleiben unberührt.

Demgemäss können die Angehörigen jedes vertragschliessenden Teils, vorausgesetzt, dass sie die Landesgesetze beobachten. das Gebiet des anderen Teils frei betreten, darin reisen, sich aufhalten und niederlassen sowie dieses Gebiet jederzeit frei verlassen, ohne anderen oder lästigeren allgemeinen oder örtlichen Beschränkungen oder Auflagen irgendwelcher Art unterworfen zu sein als denjenigen, denen die Inländer oder, soweit besondere Bestimmungen für Ausländer bestehen, die Angehörigen der meistbegünstigten Nation unterworfen sind oder unterworfen sein werden,

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Rome, le 15 décembre 1925.
[2] Vol. II, page 60 (renvoi), de ce recueil.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

Nº 1256. — TRATTATO [1] DI COMMERCIO E DI NAVIGAZIONE FRA LA GERMANIA E L'ITALIA, FIRMATO A ROMA, IL 31 OTTOBRE, 1925.

German, Italian and French official texts communicated by the German Consul-General at Geneva [2] *and by the Italian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Treaty took place August* 3, 1926.

IL PRESIDENTE DEL REICH GERMANICO e SUA MAESTÀ IL RE D'ITALIA, animati dal comune desiderio di stringere vieppiù le relazioni commerciali fra i due Stati, hanno risoluto di concludere un trattato di commercio e di navigazione e hanno nominati, a tale effetto, come loro Plenipotenziari :

IL PRESIDENTE DEL REICH GERMANICO :

S. E. il Barone Costantino VON NEURATH, Ambasciatore di Germania presso S. M. il Re d'Italia,
Sig. Guglielmo DENHARD, Direttore Ministeriale,

SUA MAESTA IL RE D'ITALIA :

S. E. Benito MUSSOLINI, Presidente del Consiglio e Ministro degli Affari Esteri ;

I Quali, dopo avere scambiati i loro pieni poteri, trovati in buona e debita forma, si sono accordati sugli articoli seguenti :

Articolo 1.

Vi sarà reciproca libertà di commercio e di navigazione fra le Parti contraenti.

I sudditi di ciascuna delle Parti contraenti godranno, nel territorio dell'altra, di uguali diritti, privilegi e favori di ogni specie relativamente al commercio, all'industria e alla navigazione, che spettano o spetteranno ai nazionali o ai sudditi della nazione più favorita. Restano salve le disposizioni di legge e di regolamento, nonchè le altre ordinanze che, nel territorio de ciascuna delle Parti contraenti, in materia di commercio, di industria e di polizia, siano applicabili ai sudditi di ogni altro Paese.

In conseguenza i sudditi di ciascuna delle Parti contraenti potranno, purchè osservino le leggi del paese, liberamente entrare, viaggiare, soggiornare e stabilirsi nel territorio dell'altra, nonchè lasciarlo liberamente in ogni tempo, senza essere sottoposti a restrizioni o imposizioni generali o locali, di qualsiasi natura, diverse o più gravose di quelle alle quali sono o saranno sottoposti i nazionali o, in quanto esistano disposizioni speciali per gli stranieri, i sudditi della nazione più favorita, restando salvo, in questo caso, il disposto dell'articolo 7 per quanto riguarda le imposte. Inoltre,

[1] The exchange of ratifications took place at Rome, December 15, 1925.
[2] Vol. II, page 60 (foot-note), of this Series.

wobei in diesem Falle die Bestimmung des Artikels 7 bezüglich der Steuern unberührt bleibt. Sie haben ferner wie die Inländer volle Freiheit, in den von den Landesgesetzen bestimmten Grenzen im Gebiete des anderen Teils jede Art von Handel, Gewerbe oder Beruf auszuüben, soweit nicht die Eigenschaft als Inländer nach den genannten Gesetzen eine unerlässliche Bedingung für die Ausübung eines Berufes bildet.

Artikel 2.

Jeder der vertragschliessenden Teile verpflichtet sich, dem anderen Teile alle Vergünstigungen und Befreiungen zukommen zu lassen, die er einem dritten Lande in Beziehung auf die Einfuhr, die Ausfuhr und die Durchfuhr und überhaupt in allem gewährt hat, was sich auf die Ausübung von Handel und Gewerbe bezieht. Insbesondere werden die Boden- und die Gewerbeerzeugnisse jedes vertragschliessenden Teils bei der Einfuhr in das Gebiet des anderen Teils oder bei der Ausfuhr nach dem Gebiete des anderen Teils in Ansehung des Betrages, der Erhebung und Sicherstellung von Zöllen und Abgaben einschliesslich aller Nebengebühren, Zuschläge, Koeffizienten und Erhöhungen sowie in Ansehung der Lagerung, der Ein- oder Ausfuhr auf Zeit, der Wiederein- oder Wiederausfuhr sowie in Ansehung aller übrigen Zollförmlichkeiten dieselbe Behandlung geniessen wie die Erzeugnisse der meistbegünstigten Nation oder wie die Erzeugnisse, die für die meistbegünstigte Nation bestimmt sind.

Ebenso sollen alle Vergünstigungen und Befreiungen der vorgenannten Art, die einer der vertragschliessenden Teile künftig einem dritten Lande gewährt, unmittelbar, ohne Gegenleistung und nur durch die Tatsache der Gewährung auf den anderen Teil erstreckt werden.

Artikel 3.

Die Angehörigen jedes vertragschliessenden Teils haben volle Freiheit, bewegliche und unbewegliche Güter im Gebiete des anderen zu besitzen und das Eigentum an solchen durch Kauf, Schenkung, letztwillige Verfügung oder gesetzliche Erbfolge oder auf irgend eine andere Weise zu erwerben, und zwar in den Grenzen, in denen nach den Gesetzen des Staates, in denen sich die Güter befinden, der Besitz oder der Erwerb des Eigentums den Angehörigen irgend eines anderen Staates gestattet ist oder gestattet werden kann. Sie können zu den gleichen Bedingungen, die für diese gelten oder gelten werden, hierüber verfügen.

Keiner der vertragschliessenden Teile ist jedoch verpflichtet, hier den Angehörigen des anderen Teils weitergehende Befugnisse oder Rechte zuzugestehen als diejenigen, die seine eigenen Angehörigen tatsächlich im Gebiete des anderen vertragschliessenden Teils geniessen.

Artikel 4.

Die Angehörigen jedes vertragschliessenden Teils geniessen im Gebiete des anderen Teils in Beziehung auf den gesetzlichen und gerichtlichen Schutz ihrer Person und ihrer Güter die gleiche Behandlung wie die Inländer.

Demgemäss sind die Angehörigen jedes vertragschliessenden Teils ohne Unterschied hinsichtlich ihres Wohnsitzes sowie die juristischen Personen und die in Artikel 8 bezeichneten Handelsgesellschaften berechtigt, im Gebiete des anderen Teils vor Gericht als Kläger und Beklagte unter ihrem Namen oder unter ihrer Firma aufzutreten.

Sie können sich zu diesem Zweck eines Anwalts, Notars oder anderer nach den Landesgesetzen zugelassener Personen bedienen, die ihnen zur Vertretung ihrer Interessen geeignet erscheinen, und geniessen vor Gericht die gleichen Rechte und Vorrechte, die den Inländern zustehen oder künftig zustehen werden.

Artikel 5.

Die Angehörigen jedes vertragschliessenden Teils sind in dem Gebiete des anderen Teils von jedem Militärdienst im Heer, in der Flotte und im Luftdienst sowie in der nationalen Miliz befreit

essi avranno, nel territorio dell'altra Parte, piena libertà di esercitare, come i nazionali, nei limiti fissati dalle leggi del paese, ogni specie di commercio, industria o professione, in quanto la qualità di sudditi dello Stato non sia, secondo le leggi stesse, una condizione assoluta per l'esercizio di una professione.

Articolo 2.

Ciascuna delle Parti contraenti s'impegna a far profittare l'altra di tutti i favori e immunità che abbia accordati ad un terzo paese riguardo all'importazione all'esportazione ed al transito ed in generale a tutto ciò che si riferisce all'esercizio del commercio e dell'industria. In special modo i prodotti del suolo e dell'industria di ciascuna delle Parti contraenti, all'importazione nel territorio dell'altra o all'esportazione verso il territorio dell'altra, godranno, per quanto riguarda l'ammontare, la riscossione e la garanzia dei dazi e dei diritti, compresi tutti i diritti accessori, quelli addizionali, i coefficienti, gli aumenti, nonchè riguardo al deposito, all'importazione o esportazione temporanea, alla reimportazione o riesportazione e a tutte le altre formalità doganali, dello stesso trattamento di cui godono i prodotti della nazione più favorita, o destinati alla nazione più favorita.

Così pure tutti i favori e le immunità della specie suddetta, che una delle Parti contraenti accorderà in avvenire ad un terzo paese, saranno estesi immediatamente, senza compensi e per questo solo fatto, all'altra Parte.

Articolo 3.

I sudditi di ciascuna delle Parti contraenti avranno piena libertà di possedere beni mobili e immobili nel territorio dell'altra e di acquistarvene la proprietà a titolo di compravendita, donazione, successione testamentaria o legittima o ad ogni altro titolo, nei limiti nei quali, secondo le leggi dello Stato in cui i beni si trovano, sia permesso o possa essere permesso il possesso o l'acquisto della proprietà ai sudditi di qualsiasi altro Stato, e potranno disporne alle medesime condizioni che valgono o varranno per questi ultimi.

Nessuna delle Parti contraenti è, però, obbligata a concedere, in tale materia, ai sudditi dell'altra, facoltà o diritti maggiori di quelli dei quali i propri sudditi siano ammessi di fatto a godere nel territorio della stessa altra Parte contraente.

Articolo 4.

I sudditi di ciascuna delle Parti contraenti godranno, sul territorio dell'altra, lo stesso trattamento dei nazionali in quanto riguarda la protezione legale e giudiziaria delle loro persone e dei loro beni.

A questo fine, i sudditi di ciascuna delle Parti contraenti, senza alcuna distinzione nei riguardi della loro residenza, come pure le persone giuridiche e le Società commerciali, di cui all'articolo 8 del presente trattato, avranno nel territorio dell'altra Parte, il diritto di stare in giudizio, sia per intentare un'azione, sia per difendersi, sotto il loro nome o sotto la loro ditta o ragione sociale.

Essi potranno servirsi, a tale effetto, di avvocati, di notai e di altre persone, ammesse dalla legge del paese, che giudicheranno atti a difendere i loro interessi e godranno, nei rapporti giudiziari, degli stessi diritti e degli stessi privilegi che sono o saranno accordati in avvenire ai nazionali.

Articolo 5.

I sudditi di ciascuna delle Parti contraenti saranno esenti, sul territorio dell'altra Parte, da ogni servizio militare, nell'esercito, nell'armata e nell'aeronautica, nonchè nelle milizie nazionale.

Ebenso sind sie von jedem öffentlichen Zwangsdienst bei Gerichts-, Verwaltungs- und Gemeindebehörden, von allen Requisitionen oder militärischen Leistungen und allen Geld- und Naturalleistungen, die als Ablösung für persönliche Dienstleistungen auferlegt werden, sowie von Zwangsanleihen und Kontributionen befreit.

Ausgenommen sind jedoch die mit dem Besitz, der Miete oder der Pacht von Grundstücken verbundenen Lasten sowie die Leistungen und militärischen Requisitionen, zu denen die Inländer als Eigentümer, Mieter oder Pächter von Grundstücken herangezogen werden können.

Artikel 6.

Im Falle der im vorhergehenden Artikel behandelten Requisitionen sowie im Falle von Enteignungen aus Gründen des öffentlichen Nutzens, die im Gebiet eines der vertragschliessenden Teile stattfinden, sollen die Angehörigen des anderen Teils nicht ungünstiger behandelt werden als die Inländer oder die Angehörigen der meistbegünstigten Nation.

Artikel 7.

Die Staatsangehörigen des einen vertragschliessenden Teils geniessen im Gebiete des anderen Teils sowohl für ihre Person wie für ihre Güter, Rechte und Interessen in Bezug auf Abgaben (Steuern und Zölle), Gebühren, sofern sie steuerähnlich sind, und andere ähnliche Lasten durchweg die gleiche Behandlung und den gleichen Schutz bei den Finanzbehörden und Finanzgerichten wie die Inländer.

Artikel 8.

Aktiengesellschaften und andere Handelsgesellschaften einschliesslich der Industrie-, Finanz-Verkehrs-, Transport- und Versicherungsgesellschaften, die im Gebiet eines vertragschliessenden Teils rechtsgültig gegründet sind und dort zurecht bestehen, werden auch im Gebiete des anderen Teils als zurecht bestehend anerkannt. Sie können in diesem Gebiete nach Massgabe der geltenden gesetzlichen Bestimmungen und Beschränkungen ihre Handels- oder gewerbliche Tätigkeit und alle anderen Rechte ausüben.

Auf jeden Fall geniessen die Gesellschaften im Gebiete des anderen vertragschliessenden Teils die gleichen Rechte, die gleichartigen Gesellschaften des in dieser Beziehung meistbegünstigten Landes zustehen oder zustehen werden.

Auf die Gesellschaften finden alle in diesem Vertrag enthaltenen Bestimmungen steuerlicher Art entsprechende Anwendung.

Bezüglich der Zwangsleistungen und militärischen Requisitionen gelten auch für die Handelsgesellschaften die Bestimmungen des Artikels 5.

Artikel 9.

Die Beseitigung von Doppelbesteuerungen und die Gewährung von Rechtsschutz und Rechtshilfe in Steuersachen werden durch besonderes Abkommen vom heutigen Tage geregelt.

Artikel 10.

Die vertragschliessenden Teile verpflichten sich, den gegenseitigen Verkehr durch keinerlei Einfuhr- oder Ausfuhrverbote zu hindern.

Ausnahmen hiervon können, soweit sie auf alle Länder oder auf die Länder, bei denen die gleichen Voraussetzungen zutreffen, anwendbar sind, in folgenden Fällen stattfinden:

Essi saranno del pari esenti da qualsiasi funzione ufficiale obbligatoria, giudiziaria, amministrativa, o municipale, da ogni requisizione o prestazione militare e da tutte le prestazioni in denaro o in natura che vengano imposte per l'esonero da prestazioni di servizi personali, nonchè da prestiti forzosi e da contribuzioni.

Saranno tuttavia eccettuati gli oneri connessi col possesso o con la locazione di beni immobili, come pure le prestazioni e le requisizioni militari, alle quali i nazionali possano essere chiamati a concorrere come proprietari o locatari di beni immobili.

Articolo 6.

Nel caso delle requisizioni di cui si tratta all'articolo precedente, come pure nel caso di espropriazioni per ragioni di pubblica utilità nel territorio di una delle Parti contraenti, i sudditi dell'altra non saranno trattati in modo meno favorevole dei nazionali o dei sudditi della nazione più favorita.

Articolo 7.

I sudditi di ciascuna delle Parti contraenti, sia per la loro persona, sia per i loro beni, diritti ed interessi, godranno, sotto ogni rapporto, sul territorio dell'altra, rispetto ai tributi (tasse e imposte, compresi i dazi), ai diritti in quanto abbiano carattere di tributo, e ad altri simili oneri, dell'identico trattamento e dell'identica tutela presso le autorità e le giurisdizioni finanziarie di cui godono i nazionali.

Articolo 8.

Le Società per azioni e le altre Società commerciali, comprese quelle industriali, finanziarie, di traffico e di trasporto e di assicurazioni, le quali, essendo state validamente costituite nel territorio di una delle Parti contraenti vi hanno la loro esistenza legale, saranno riconosciute come aventi l'esistenza legale anche nel territorio dell'altra Parte. Esse potranno esercitare in questo territorio la loro attività commerciale e industriale con le modalità e salve le limitazioni stabilite dalle leggi in vigore, e vi potranno far valere tutti i loro diritti.

In ogni caso le dette Società godranno, nei territori dell'altra Parte contraente, degli stessi diritti che sono o saranno accordati alle Società similari del paese più favorito sotto questo riguardo.

Alle Società stesse sono analogamente applicabili tutte le disposizioni di carattere tributario comprese nel presente trattato.

Nei riguardi delle prestazioni forzose e requisizioni militari trovano applicazione anche per le Società commerciali le disposizioni dell'art. 5.

Articolo 9.

L'eliminazione di doppie imposizioni e la concessione della tutela giuridica e dell'assistenza legale in materia d'imposte sono regolate da apposita Convenzione, stipulata in data di oggi.

Articolo 10.

Le Parti contraenti s'impegnano a non impedire il commercio reciproco con divieti di importazione o di esportazione.

Eccezioni a questa regola, in quanto esse siano applicabili a tutti i paesi, o ai paesi che si trovano in condizioni identiche, potranno aver luogo nei casi seguenti :

a) aus Rücksicht auf die öffentliche Sicherheit,

b) aus Rücksicht auf die Gesundheitspolizei oder zum Schutze von Tieren oder Nutzpflanzen gegen Krankheiten und Schädlinge,

c) in Beziehung auf Waffen, Munition und Kriegsgerät und unter ausserordentlichen Umständen auf anderen Kriegsbedarf,

d) in Beziehung auf Waren, die im Gebiet eines der vertragschliessenden Teile den Gegenstand eines Staatsmonopols bilden oder bilden werden, und zu dem Zweck, um für fremde Waren alle anderen Verbote oder Beschränkungen durchzuführen, die durch die innere Gesetzgebung für die Erzeugung, den Vertrieb, die Beförderung oder den Verbrauch gleichartiger einheimischer Waren im Inlande festgesetzt sind oder festgesetzt werden.

Artikel 11.

Die vertragschliessenden Teile gewähren sich gegenseitig die Freiheit der Durchfuhr durch ihr Gebiet.

Ausnahmen hiervon können, soweit sie auf alle Länder oder auf die Länder, bei denen die gleichen Voraussetzungen zutreffen, anwendbar sind, in folgenden Fällen stattfinden :

a) aus Rücksicht auf die öffentliche Sicherheit,

b) aus Rücksicht auf die Gesundheitspolizei oder zum Schutze von Tieren oder Nutzpflanzen gegen Krankheiten und Schädlinge,

c) in Beziehung auf Kriegsbedarf unter ausserordentlichen Umständen.

Die vertragschliessenden Teile verpflichten sich, keine Durchgangsabgaben zu erheben.

Sie verpflichten sich ferner, die Durchfuhr nicht solchen Förmlichkeiten oder anderen Massnahmen zu unterwerfen, die die Durchfuhr erschweren, unbeschadet des Rechts, die erforderlichen Massnahmen zu treffen, um sicherzustellen, dass die Waren, insbesondere diejenigen, die Gegenstand eines Staatsmonopols sind, ebenso wie die Fahrzeuge tatsächlich durchgeführt werden.

Diese Bestimmungen gelten sowohl für die Waren, die unmittelbar durchgeführt werden, wie für Waren, die während der Durchfuhr umgeladen, umgepackt oder gelagert werden.

Artikel 12.

Soweit die Bestimmungen dieses Vertrags die gegenseitige Gewährung der Meistbegünstigung betreffen, sind sie nicht anwendbar

a) auf die von einem der vertragschliessenden Teile angrenzenden Staaten gegenwärtig oder künftig gewährten besonderen Begünstigungen zur Erleichterung des Grenzverkehrs in einer Ausdehnung von äusserstenfalls 15 km beiderseits der Grenze ;

b) auf die von einem der vertragschliessenden Teile gegenwärtig oder künftig auf Grund einer Zollvereinigung eingegangenen Verpflichtungen ;

c) auf Begünstigungen, die einer der vertragschliessenden Teile durch ein Abkommen einem anderen Staate einräumt, um die in- und ausländische Besteuerung auszugleichen, insbesondere eine Doppelbesteuerung zu verhüten oder um Rechtsschutz und Rechtshilfe in Steuersachen oder Steuerstrafsachen zu sichern.

Artikel 13.

Die in dem beiliegenden Tarif A bezeichneten italienischen Boden- und Gewerbeerzeugnisse werden bei ihrer Einfuhr nach Deutschland zu den in diesem Tarif festgesetzten Bedingungen zugelassen.

Die in dem beiliegenden Tarif B bezeichneten deutschen Boden- und Gewerbeerzeugnisse werden bei ihrer Einfuhr nach Italien zu den in diesem Tarif festgesetzten Bedingungen zugelassen.

a) per motivi di sicurezza pubblica ;

b) per motivi di polizia sanitaria o per la difesa di animali o di piante utili contro le malattie, gli insetti e i parassiti nocivi ;

c) in rapporto alle armi, munizioni o materiali di guerra e, in circostanze eccezionali, in rapporto a quanto altro sia necessario per la guerra ;

d) in rapporto alle merci che nel territorio di una delle Parti contraenti formano o formeranno oggetto di monopolio di Stato, e allo scopo di applicare a merci estere ogni altra proibizione o restrizione che sia o sarà sancita dalla legislazione interna per la produzione, lo smercio, il trasporto o il consumo di merci similari di produzione nazionale.

Articolo 11.

Le Parti contraenti si concedono reciprocamente la libertà di transito attraverso il loro territorio.

Eccezioni a questa regola, in quanto siano applicabili a tutti i paesi o ai paesi che si trovano in condizioni identiche, potranno aver luogo nei casi seguenti :

a) per motivi di sicurezza pubblica ;

b) per motivi di polizia sanitaria o per la difesa di animali o di piante utili contro le malattie, gli insetti et i parassiti nocivi ;

c) in circostanze eccezionali, in rapporto a quanto sia necessario per la guerra.

Le Parti contraenti si impegnano a non percepire alcun diritto di transito.

Esse si obbligano altresì a non sottoporre il transito a formalità o altre misure tali da ostacolarlo, salvo il diritto di prendere le misure necessarie per assicurarsi che le merci, e specialmente quelle che formano oggetto di monopolio statale, nonchè i veicoli, siano realmente in transito.

Queste disposizioni avranno valore tanto per le merci in transito diretto, quanto per quelle che, durante il transito, siano scaricate o ricaricate, reimballate o depositate.

Articolo 12.

Le disposizioni del presente trattato, in quanto concerne la reciproca concessione del trattamento della nazione più favorita, non sono applicabili :

a) ai favori speciali che sono o saranno accordati da una delle Parti contraenti a Stati limitrofi per favorire il traffico fra le zone di frontiera di una estensione massima di 15 chilometri da ciascuna parte della linea di confine ;

b) agli obblighi contratti da una delle Parti contraenti, in virtù di una unione doganale già conclusa o che fosse conclusa in avvenire :

c) ai favori, che una delle Parti contraenti conceda mediante convenzione ad un altro Stato, allo scopo di contemperare le tassazioni interna ed estera e, in special modo, per impedire una doppia tassazione e per assicurare la tutela giuridica e l'assistenza legale in materia d'imposte o di applicazione delle relative sanzioni penali.

Articolo 13.

I prodotti del suolo e dell'industria dell'Italia, indicati nell'annessa tariffa *A*, saranno ammessi, alla loro importazione in Germania, alle condizioni stabilite in questa tariffa.

I prodotti del suolo e dell'industria della Germania, indicati nell'annessa tariffa *B*, saranno ammessi, alla loro importazione in Italia, alle condizioni stabilite in questa tariffa.

Artikel 14.

Deutsche Boden- und Gewerbeerzeugnisse, die durch das Gebiet anderer Länder nach Italien eingeführt werden, und italienische Boden- und Gewerbeerzeugnisse, die durch das Gebiet anderer Länder nach Deutschland eingeführt werden, sowie Boden- und Gewerbeerzeugnisse anderer Länder, die durch das Gebiet eines der vertragschliessenden Teile nach dem Gebiet des anderen Teils eingeführt werden, dürfen bei ihrer Einfuhr keinen anderen oder höheren Zöllen oder Abgaben unterliegen, als wenn sie unmittelbar aus dem Ursprungsland eingeführt worden wären.

Diese Bestimmung gilt sowohl für die unmittelbar durchgeführten wie für die Waren, die während der Durchfuhr umgeladen, umgepackt oder gelagert worden sind.

In Beziehung auf die Waren, die nach ihrem Ursprungsland einer unterschiedlichen Behandlung unterliegen, gelten auch in den obengenannten Fällen die in jedem der beiden Staaten bestehenden Vorschriften über Ursprungszeugnisse.

Artikel 15.

Innere Abgaben, die in dem Gebiete des einen der vertragschliessenden Teile, sei es für Rechnung des Staats oder einer Gemeinde oder einer anderen Körperschaft, auf der Erzeugung, der Zubereitung oder dem Verbrauch einer Ware ruhen oder ruhen werden, dürfen die Erzeugnisse des anderen Teils unter keinem Vorwand höher oder in lästigerer Weise treffen als die gleichartigen inländischen Erzeugnisse.

Artikel 16.

Die im Gebiete des einen vertragschliessenden Teils im zollbegünstigten Verkehr hergestellten Erzeugnisse sollen bei ihrer Einfuhr in das Gebiet des anderen Teils ebenso behandelt werden wie Erzeugnisse, die aus dem freien Verkehr des erstgenannten Teils stammen.

Artikel 17.

Die Regierungen der beiden vertragschliessenden Teile verpflichten sich, die erforderlichen Vorschriften zu erlassen, damit die Exporteure jedes der beiden Länder vor der Einfuhr ihrer Waren in das andere Land, vorausgesetzt dass die Waren genau bezeichnet sind, von den zuständigen Behörden dieses Landes bindende Auskünfte über die Tarifierung der Waren und über die auf die Waren anwendbaren Zollsätze erhalten können.

Artikel 18.

Unbeschadet der weiteren Vorteile, die sich aus der Meistbegünstigung ergeben, sollen Kaufleute, Fabrikanten und andere Gewerbetreibende des einen vertragschliessenden Teils, die durch eine von den Behörden ihres Landes ausgestellte Ausweiskarte nachweisen, dass sie in dem Staat, in dem sie ihren Wohnsitz haben, zur Ausübung ihres Handels oder ihres Gewerbebetriebes berechtigt sind, und dass sie dort die gesetzlichen Steuern und Abgaben entrichten, befugt sein, selbst oder durch in ihren Diensten stehende Reisende unter Beobachtung der vorgeschriebenen Förmlichkeiten in dem Gebiete des anderen Teils bei Kaufleuten oder in offenen Verkaufsstellen oder bei Personen, welche die Waren erzeugen, Warenankäufe zu machen. Sie können ferner bei Kaufleuten oder bei anderen Personen, in deren Gewerbebetrieb Waren der angebotenen Art Verwendung finden, Bestellungen suchen, sind berechtigt, Warenproben und Muster, jedoch keine Waren mitzuführen und werden wegen der in diesem Absatz bezeichneten Tätigkeit keinerlei Steuern und Abgaben unterworfen.

Die Ausweiskarten müssen dem Muster entsprechen, das in dem am 3. November 1923 in Genf unterzeichneten internationalen Abkommen[1] über die Vereinfachung der Zollförmlichkeiten aufgestellt ist. Ein konsularischer oder anderer Sichtvermerk wird nicht gefordert.

[1] Vol. XXX, page 371; vol. XXXV, page 324; vol. XXXIX, page 208; vol XLV, page 140, et vol. L, page 161, de ce recueil.

Articolo 14.

I prodotti del suolo e dell'industria della Germania, i quali saranno importati in Italia attraverso il territorio di altri paesi, e i prodotti del suolo e dell'industria dell'Italia, che saranno importati in Germania attraverso il territorio di altri paesi, come pure i prodotti del suolo e dell'industria di altri paesi, i quali saranno importati attraverso il territorio di una delle Parti contraenti nel territorio dell'altra, non dovranno essere sottoposti, alla loro importazione, a nessun altro o maggiore dazio o diritto che se fossero importati direttamente dal paese di origine.

Questa disposizione avrà valore tanto per le merci in transito diretto, quanto per quelle che durante il transito, siano state scaricate e ricaricate, reimballate o depositate.

Per quanto riguarda le merci che siano sottoposte a diverso trattamento secondo il loro paese di origine, sono applicabili, anche nei casi sopraindicati, le disposizioni sui certificati di origine in vigore in ciascuno dei due Stati.

Articolo 15.

I diritti interni che nel territorio di una delle Parti contraenti gravano o graveranno, sia per conto dello Stato, sia per conto dei Comuni o di altri enti, sulla produzione, sulla fabbricazione o sul consumo di un prodotto, non dovranno colpire, sotto alcun pretesto, i prodotti dell'altra Parte, nè in misura più elevata nè in modo più oneroso, che i prodotti similari indigeni.

Articolo 16.

I prodotti fabbricati sotto il regime dell'importazione temporanea nel territorio di una delle Parti contraenti saranno trattati come quelli provenienti dal libero traffico di questa Parte alla loro importazione nel territorio dell'altra.

Articolo 17.

I Governi delle due Parti contraenti si impegnano ad emanare le norme necessarie affinchè gli esportatori di ciascuno dei due Paesi possano, prima di importare le loro merci nell'altro Paese, e purchè queste siano esattamente identificate, ottenere dalle competenti autorità di quest'ultimo Paese informazioni impegnative sulla classificazione doganale delle merci stesse e sui dazi ad esse applicabili.

Articolo 18.

Salvo i maggiori vantaggi che derivano dal trattamento della nazione più favorita, i commercianti, i fabbricanti ed altri industriali di una delle Parti contraenti, che provino, mediante una carta di legittimazione, rilasciata dalle autorità del loro Paese, che nello Stato ove hanno il domicilio, essi sono autorizzati ad esercitare il loro commercio e la loro industria e che vi assolvono le tasse e imposte legali, avranno il diritto, personalmente o col mezzo di viaggiatori al loro servizio, ed osservando le formalità prescritte, di fare acquisti di merci nel territorio dell'altra Parte, presso commercianti o nei pubblici locali di vendita o presso le persone che producono queste merci. Essi potranno pure prendere commissioni presso i commercianti o le altre persone, nella cui industria trovino impiego le merci del genere offerto, avranno diritto di portare campioni e modelli, ma non merci e non saranno sottoposti per l'attività indicata in questo comma ad alcuna imposta o tassa.

Le carte di legittimazione dovranno essere conformi al modello che è stabilito dalla Convenzione[1] internazionale per la semplificazione delle formalità doganali, firmata a Ginevra il 3 novembre 1923; per esse non è richiesto alcun visto consolare o di altro genere.

[1] Vol. XXX, page 371; Vol. XXXV, page 324; Vol. XXXIX, page 208; Vol. XLV, page 140, and Vol. L, page 161, of this Series.

Die Bestimmungen dieses Artikels finden keine Anwendung auf den Gewerbebetrieb im Umherziehen, auf den Hausierhandel und auf das Aufsuchen von Bestellungen bei Personen, die weder Handel noch ein Gewerbe betreiben. Die vertragschliessenden Teile behalten sich in dieser Hinsicht die volle Freiheit ihrer Gesetzgebung vor.

Artikel 19.

Die untengenannten Gegenstände werden von jedem vertragschliessenden Teile zur Ein- und Ausfuhr frei von jeder Ein- und Ausgangsabgabe zugelassen unter der Bedingung der Wiederaus- oder Wiedereinfuhr innerhalb einer festgesetzten Frist und des Nachweises der Nämlichkeit :

a) Gegenstände, die aus dem Gebiete des einen in das Gebiet des anderen vertragschliessenden Teils eingeführt werden, um dort ausgebessert und nach beendigter Ausbesserung wieder ausgeführt zu werden ;

b) Werkzeuge, Instrumente und mechanische Geräte, die eine Firma des einen vertragschliessenden Teils in das Gebiet des anderen Teils einführt, um dort durch ihr Personal Montierungs-, Versuchs-, Ausbesserungs- oder andere ähnliche Arbeiten vornehmen zu lassen, gleichviel ob die genannten Gegenstände durch Versendung eingeführt oder durch das Personal selbst eingebracht werden ;

c) Bütten und Fässer aus Holz, Eisen, Steinzeug oder anderem Stoff, Korbflaschen, Säcke, Körbe, Kisten und andere ähnliche Behältnisse, die aus dem Gebiete des einen in das Gebiet des anderen vertragschliessenden Teils leer eingeführt werden, um dort gefüllt und danach wieder ausgeführt zu werden, oder die aus dem Gebiete des einen in das Gebiet des anderen Teils leer wieder eingeführt werden, nachdem sie vorher aus diesem Gebiete voll ausgeführt waren ; alle diese Behältnisse, sofern sie gezeichnet und gebraucht sind ;

d) Waren, mit Ausnahme von Lebensmitteln, Getränken und Gegenständen eines Staatsmonopols, die aus dem Gebiete des einen in das Gebiet des anderen vertragschliessenden Teils auf Messen oder Märkte gebracht und unverkauft wieder ausgeführt werden.

In Beziehung auf Warenproben und Muster werden die vertragschliessenden Teile die Bestimmungen anwenden, die in dem am 3. November 1923 in Genf unterzeichneten internationalen Abkommen über die Vereinfachung der Zollförmlichkeiten enthalten sind. Die Wiederausfuhrfrist wird auf 12 Monate festgesetzt.

Artikel 20.

Bei der Einfuhr von Erzeugnissen des einen vertragschliessenden Teils in das Gebiet des anderen wird im allgemeinen die Vorlage von Ursprungszeugnissen nicht gefordert.

Wenn jedoch einer der vertragschliessenden Teile Erzeugnisse eines dritten Landes mit höheren Abgaben als die Erzeugnisse des anderen Teils belegt oder wenn er die Erzeugnisse eines dritten Landes Einfuhrverboten oder Beschränkungen unterwirft, denen die Erzeugnisse des anderen Teils nicht unterliegen, so kann er, wenn erforderlich, die Anwendung der ermässigten Abgaben für die Erzeugnisse des anderen Teils oder deren Zulassung zur Einfuhr von der Beibringung von Ursprungszeugnissen abhängig machen.

Die vertragschliessenden Teile verpflichten sich, dafür zu sorgen, dass der Handel nicht durch überflüssige Förmlichkeiten bei der Ausstellung von Ursprungszeugnissen behindert wird.

Die genannten Ursprungszeugnisse können von der Zollbehörde des Versandorts im Innern oder an der Grenze oder von der zuständigen Industrie- und Handelskammer ausgestellt werden. Die beiden Regierungen können Vereinbarungen treffen, um noch auf andere als die obenbezeichneten Stellen oder auch auf wirtschaftliche Vereinigungen eines der beiden Länder die Befugnis zur Ausstellung von Ursprungszeugnissen zu übertragen, die von den Zollbehörden des anderen Landes anzunehmen sind. Falls die Zeugnisse nicht von einer dazu ermächtigten Staatsbehörde ausgestellt sind, kann die Regierung des Bestimmungslandes verlangen, dass sie von ihrer für den

Le disposizioni di questo articolo non sono applicabili alle industrie ambulanti, al commercio ambulante ed alla ricerca di commissioni presso persone che non esercitano nè commercio nè industria. Le Parti contraenti si riservano a questo riguardo la piena libertà della loro legislazione.

Articolo 19.

Gli oggetti sottoindicati saranno ammessi, da ciascuna delle Parti contraenti, alla importazione ed esportazione in esenzione da ogni diritto di entrata e di uscita, a condizione che siano riesportati o reimportati entro un termine stabilito e che ne sia provata l'identità :

a) oggetti che vengono importati dal territorio di una delle Parti contraenti nel territorio dell'altra per essere ivi riparati e riesportati dopo l'avvenuta riparazione ;

b) utensili, strumenti e attrezzi meccanici importati da una ditta di una delle Parti contraenti nel territorio dell'altra, allo scopo di far ivi eseguire dal proprio personale lavori di montaggio, di prova, di riparazione o altri simili, sia che detti oggetti siano importati mediante spedizione o introdotti dal personale stesso ;

c) botti e barili di legno, di ferro, di grès o di altre materie, damigiane, sacchi, cesti, casse e altri recipienti simili importati vuoti dal territorio dell'una nel territorio dell'altra Parte contraente, per essere riempiti e poscia riesportati o che vengano reimportati vuoti dal territorio dell'una nel territorio dell'altra Parte, dopo essere stati esportati pieni da questo territorio, sempre che tutti questi recipienti sieno marcati e usati ;

d) merci, eccettuati i commestibili, le bevande ed i generi di monopolio statale, che sono portate a fiere o mercati, dal territorio dell'una nel territorio dell'altra Parte contraente e che vengono riesportate invendute.

Nei riguardi dei campioni e modelli le Parti contraente applicheranno le disposizioni contenute nella Convenzione internazionale per la semplificazione delle formalità doganali, firmata a Ginevra il 3 novembre 1923. Il termine per la riesportazione viene fissato a 12 mesi.

Articolo 20.

All'importazione dei prodotti di una delle Parti contraenti nel territorio dell'altra non sarà, di regola, richiesta le presentazione di certificati di origine.

Tuttavia, se una delle Parti contraenti sottopone i prodotti di un terzo paese diritti più elevati di quelli applicabili agli stessi prodotti dell'altra Parte, o, se assoggetta i prodotti di un terzo paese a proibizioni e restrizioni d'importazione non applicabili agli stessi prodotti dell'altra Parte, essa avrà facoltà, se necessario, di far dipendere l'applicazione dei diritti più ridotti ai prodotti provenienti dall'altra Parte, o la loro ammissione all'entrata, dalla presentazione di certificati di origine.

Le Parte contraenti s'impegnano a provvedere a che il commercio non sia ostacolato da superflue formalità nel rilascio dei certificati di origine.

I detti certificati di origine potranno essere rilasciati dall'ufficio di dogana del luogo di spedizione, all'interno o alla frontiera, ovvero dalla Camera di Commercio e Industria competente. I due Governi potranno stipulare accordi per deferire ad altre autorità oltre quelle sopraindicate, o anche ad associazioni economiche di uno dei due Paesi, la facoltà di rilasciare certificati di origine da accettarsi dalle dogane dell'altro Paese. Nel caso che i certificati non siano rilasciati da un'autorità governativa, a ciò autorizzata, il Governo del Paese importatore potrà esigere che essi siano vidimati dalla propria autorità diplomatica o consolare competente per il luogo dal quale le merci sono spedite.

Versandort der Waren zuständigen diplomatischen oder konsularischen Behörde beglaubigt werden. Beide Regierungen werden sich über das Höchstmass der Gebühren einigen, die für die etwaige Beglaubigung erhoben werden können.

Die Ursprungszeugnisse können sowohl in der Sprache des Bestimmungslandes als auch in der Sprache des Ausfuhrlandes abgefasst sein ; im letzteren Falle können die Zollämter des Bestimmungslandes eine Übersetzung verlangen.

Wenn Erzeugnisse dritter Länder über das Gebiet des einen vertragschliessenden Teils in das Gebiet des anderen eingeführt werden, sollen die Zollbehörden des letztgenannten Teils auch die in obenbezeichneter Form von den Zollbehörden des erstgenannten Teils ausgestellten Ursprungszeugnisse annehmen, vorausgesetzt, dass aus den Ursprungszeugnissen hervorgeht, dass die Erzeugnisse während der Durchfuhr dauernd unter Zollaufsicht geblieben sind.

Bei Zweifeln über den Ursprung eines Erzeugnisses, wie er sich aus dem Ursprungszeugnis ergibt, oder im allgemeinen über die anderen Angaben des Zeugnisses kann das Bestimmungsland verlangen, dass auf dem Gebiete des Ausfuhrlandes die notwendigen Ermittlungen angestellt werden, um die ordnungsmässige Ausstellung des Zeugnisses klarzustellen. In diesem Falle wird das Ermittlungsverfahren durch die von der Regierung des Ausfuhrlandes bezeichneten Organe im Benehmen mit den zuständigen Behörden des Bestimmungslandes durchgeführt.

Artikel 21.

Wenn einer der vertragschliessenden Teile die Behandlung einer Ware bei der Einfuhr von besonderen Bedingungen in Beziehung auf Zusammensetzung, Reinheitsgrad, Güte, sanitären Zustand, Erzeugungsgebiet oder von anderen ähnlichen Bedingungen abhängig macht, werden beide Regierungen gemeinsam prüfen, ob die Kontrollförmlichkeiten an der Grenze, durch die festgestellt werden soll, ob die Ware den vorgeschriebenen Bedingungen genügt, durch Zeugnisse vereinfacht werden können, die in gebührender Form von den zuständigen Behörden des Ausfuhrlandes ausgestellt werden.

Sind beide Regierungen hierüber einig, so werden sie gemeinsam das Verfahren für den Nachweis der erforderlichen Bedingungen festlegen. Sie werden ferner die Behörden bezeichnen, die zur Ausstellung der Zeugnisse befugt sind, den Inhalt der Zeugnisse, die bei der Ausstellung zu befolgenden Grundsätze, die Förmlichkeiten, durch welche die Nämlichkeit der Waren gewährleistet wird, und gegebenenfalls auch das Verfahren für die Entnahme von Proben.

Es herrscht Einverständnis darüber, dass auch bei Vorlage von Zeugnissen auf Grund der in diesem Artikel vorgesehenen Vereinbarungen das Bestimmungsland das Recht hat, die Richtigkeit der Zeugnisse nachzuprüfen und sich über die Nämlichkeit der Waren zu vergewissern.

Artikel 22.

Bei der Beförderung der Reisenden und ihres Gepäcks auf den Eisenbahnen der vertragschliessenden Teile wird bei gleichen Bedingungen zwischen den Angehörigen des einen und des anderen Teils kein Unterschied bezüglich der Preise, der Art der Beförderung sowie der damit zusammenhängenden Abgaben und Steuern gemacht.

Artikel 23.

Die von Italien nach einer deutschen Eisenbahnstation oder im Durchgangsverkehr durch deutsches Gebiet versandten Güter werden auf den deutschen Eisenbahnen in Bezug auf die Preise, die Art der Beförderung sowie die damit zusammenhängenden Steuern und Abgaben nicht ungünstiger behandelt als gleichartige Gütertransporte, die zwischen deutschen Eisenbahnstationen in derselben Richtung und auf derselben Verkehrsstrecke versandt werden.

Der gleiche Grundsatz gilt für die italienischen Eisenbahnen in Bezug auf Güter, die von Deutschland nach einer italienischen Eisenbahnstation oder im Durchgangsverkehre durch italienisches Gebiet versandt werden.

I due Governi si accorderanno sulla misura massima dei diritti, che potranno essere percepiti per l'eventuale vidimazione.

I certificati di origine potranno essere redatti sia nella lingua del paese di destinazione delle merci, sia in quella del paese esportatore ; in quest'ultimo caso gli uffici doganali del paese di destinazione potranno esigerne la traduzione.

Qualora prodotti di terzi paesi vengano importati attraverso il territorio di una delle Parti contraenti nel territorio dell'altra, le autorità doganali di questa accetteranno anche i certificati di origine emessi, nelle forme di cui sopra, dalle autorità doganali dell'altra Parte, purchè dagli stessi certificati risulti che i prodotti sono rimasti, durante il transito, sempre sotto sorveglianza doganale.

Nel caso di dubbio sull'origine di un prodotto quale risulta dal certificato d'origine o in generale sulle altre indicazioni di questo, il paese di destinazione potrà chiedere che siano esperite sul territorio del paese di esportazione le indagini necessarie per accertare la regolarità del certificato. Il tal caso l'inchiesta sarà effettuata dagli organi a tal fine designati dal Governo del Paese esportatore, d'accordo con la competente autorità del Paese di destinazione.

Articolo 21.

Quando una delle Parti contraenti fa dipendere il trattamento di una merce, all'importazione, da speciali condizioni relative alla composizione, al grado di purezza, alla qualità, allo stato sanitario, alla zona di produzione o da altre condizioni analoghe, i due Governi esamineranno insieme se le formalità di controllo alla frontiera per verificare se la merce soddisfi alle condizioni prescritte possano essere semplificate mediante la presentazione di certificati rilasciati in debita forma dalle autorità competenti del paese di esportazione.

Qualora i due Governi siano su ciò d'accordo, stabiliranno insieme la procedura per la constatazione delle condizioni richieste. Inoltre designeranno le autorità autorizzate al rilascio dei certificati, determineranno i requisiti di questi, le norme da seguire per il loro rilascio, le formalità con le quali sarà garantita l'identità delle merci e, eventualmente, anche la procedura per il prelevamento dei campioni.

È inteso che anche quando la presentazione dei certificati sia stata ammessa in virtù degli accordi previsti nel presente articolo il paese di destinazione avrà il diritto di verficarne l'esattezza e di assicurarsi della identità delle merci.

Articolo 22.

Nel trasporto dei viaggiatori e dei loro bagagli sulle strade ferrate delle Parti contraenti, non sarà fatta, a condizioni eguali, alcuna differenza, fra i sudditi dell'una e quelli dell'altra, nè riguardo ai prezzi ed al modo di trasporto, nè riguardo alle tasse e imposte relative.

Articolo 23.

Le merci spedite dall'Italia a destinazione di una stazione germanica o in transito sul territorio della Germania non saranno assoggettate sulle ferrovie germaniche, per ciò che concerne il prezzo e il modo di trasporto, nonchè le tasse e imposte relative, a un trattamento meno favorevole di quello fatto per trasporti similari di merci spedite tra le stazioni germaniche, nella stessa direzione e sullo stesso percorso.

La stessa norma vale per le ferrovie italiane nei riguardi delle merci spedite dalla Germania a destinazione di una stazione italiana od in transito sul territorio dell'Italia.

Die vorstehenden Bestimmungen erstrecken sich nicht auf die Ermässigungen der Beförderungspreise für milde Zwecke, zu Gunsten des öffentlichen Unterrichts- oder Erziehungswesens, auf die bei der Beförderung von Personen oder Gütern in Fällen eines öffentlichen Notstandsereignisses gewährten Ermässigungen sowie auf Erleichterungen, die bei Militärtransporten gewährt werden oder die auf öffentliche Beamte und Angestellte, auf das Eisenbahnpersonal oder andere ähnliche Personengruppen oder ihre Familienangehörigen anwendbar sind.

Artikel 24.

Die vertragschliessenden Teile verpflichten sich zur gegenseitigen Gewährung der Beförderungspreise, die auf den Eisenbahnen in derselben Richtung und auf derselben Verkehrsstrecke für gleichartige Gütertransporte von oder nach einem dritten Staat gelten oder geltend werden.

Der gleiche Grundsatz gilt für die Beförderungspreise auf Binnenschiffahrtsstrassen, soweit es sich um kombinierte Eisenbahn- und Schiffahrtstarife oder um Binnenschiffahrtsbeförderungstarife handelt, über welche die Regierung des betreffenden Staats eine Kontrolle ausübt.

Artikel 25.

Die Schiffe des einen vertragschliessenden Teils werden in den Häfen des anderen Teils in jeder Hinsicht wie die einheimischen Schiffe behandelt. Dies gilt auch für den freien Zutritt zum Hafen, seine Benutzung und den vollständigen Gebrauch der für die Schiffe und ihre Handelstätigkeit zur Verfügung stehenden Anlagen.

Artikel 26.

In Beziehung auf Tonnen-, Lotsen-, Leuchtturm-, Quarantäne- und ähnliche Abgaben und Gebühren jeder Art, die im Namen oder für Rechnung des Staats, öffentlicher Beamter, Privater, Körperschaften oder Anstalten irgendwelcher Bezeichnung erhoben werden, geniessen die Schiffe jedes vertragschliessenden Teils in den Häfen des anderen Teils dieselbe Behandlung wie die einheimischen Schiffe.

Artikel 27.

Alle Schiffe, welche nach italienischem Rechte als italienische Schiffe, und alle Schiffe, welche nach deutschem Rechte als deutsche Schiffe angesehen werden, gelten im Sinne dieses Vertrags als italienische beziehungsweise deutsche Schiffe.

Die Regeln und Vorschriften der inländischen Gesetzgebung über die Ausrüstung, Einrichtung und Sicherheitsbedingungen der Schiffe des einen vertragschliessenden Teils werden auch in den Häfen des anderen Teils bei der Beförderung von Frachten als gültig anerkannt.

Das Abkommen zwischen Deutschland und Italien über die Anerkennung der Schiffsmessbriefe vom 17. Februar und 1. April 1907 tritt wieder in Kraft.

Mit Ausnahme des Falles der gerichtlichen Versteigerung können die Schiffe des einen vertragschliessenden Teils bei dem anderen Teil Heimatrecht nicht erlangen, ohne dass von den Behörden des Staates, dem sie angehören, eine Erklärung über die Flaggenstreichung ausgestellt worden ist.

Artikel 28.

Alle Güter, gleichviel welcher Art und Herkunft, deren Ein-, Aus-, Durchfuhr oder Lagerung im Gebiete des einen vertragschliessenden Teils stattfinden kann, wenn sie durch einheimische Schiffe befördert werden, können in gleicher Weise ein-, aus-, durchgeführt oder gelagert werden, wenn sie durch Schiffe des anderen Teils befördert werden. In diesen Fällen geniessen die Güter

Le disposizioni precedenti non si estendono alle riduzioni di prezzi di trasporto per scopi di beneficenza, o in favore di opere di istruzione o educazione pubblica, nè alle riduzioni accordate ai trasporti di persone o di merci in casi di pubbliche calamità, nè a quelle concesse ai trasporti militari, o applicabili ai pubblici funzionari ed agenti, al personale delle ferrovie, e a simili altre categorie di persone, come alle loro famiglie.

Articolo 24.

Le Parti contraenti s'impegnano ad accordarsi reciprocamente i prezzi di trasporto che, sulle strade ferrate, sono o saranno in vigore, nella stessa direzione e sullo stesso percorso, per i trasporti similari in provenienza da un terzo Stato o destinati a un terzo Stato.

La stessa norma vale per i prezzi di trasporto sulle vie di navigazione interna, in quanto si tratti di tariffe combinate con quelle ferroviarie, oppure di tariffe di trasporto su vie di navigazione interna, delle quali il Governo dello Stato rispettivo abbia il controllo.

Articolo 25.

Le navi di una delle Parti contraenti, saranno, nei porti dell'altra, trattate sotto ogni rapporto come le navi nazionali. Ciò vale anche per il libero accesso al porto, la sua utilizzazione e il completo uso degli impianti messi a disposizione delle navi e delle loro operazioni commerciali.

Articolo 26.

Per quanto riguarda tasse e diritti di tonnellaggio, di porto, di pilotaggio, di faro, di quarantena o analoghi diritti e tasse di qualsivoglia denominazione, che vengano percepiti in nome o per conto dello Stato, di pubblici funzionari, di privati, di corporazioni o istituti di qualsiasi specie, le navi di ciascuna delle Parti contraenti nei porti dell'altra godranno dello stesso trattamento concesso alle navi nazionali.

Articolo 27.

Tutte le navi che, secondo il diritto italiano, sono considerate come navi italiane e tutte quelle che, secondo il diritto germanico, sono considerate come navi germaniche, saranno, agli effetti di questo trattato, considerate rispettivamente come navi italiane e navi germaniche.

Le norme e prescrizioni della legislazione nazionale circa l'armamento, l'allestimento e le condizioni di sicurezza delle navi di una delle Parti contraenti, saranno riconosciute valide anche nei porti dell'altra per quanto riguarda il trasporto di merci.

L'accordo tra la Germania e l'Italia del 17 febbraio e 1º aprile 1907, sul riconoscimento dei certificati di stazza, è richiamato in vigore.

Salvo il caso di vendita giudiziaria le navi di una delle Parti contraenti non potranno essere nazionalizzate nell'altra, senza che sia stata rilasciata una dichiarazione di disinvestimento da parte dell'autorità dello Stato al quale appartengono.

Articolo 28.

Tutte le merci, qualunque ne sia la natura, la provenienza, di cui l'importazione, l'esportazione, il transito o il deposito, possono aver luogo, nel territorio di una delle Parti contraenti, se siano trasportate da navi nazionali, potranno egualmente esservi importate, esportate, passarvi in transito o esservi depositate, se siano trasportate da navi dell'altra Parte. In questi casi le merci godranno

dieselben Vorteile und werden keinen anderen oder höheren Abgaben oder Gebühren noch anderen oder stärkeren Beschränkungen unterworfen als denjenigen, die für gleichartige, durch einheimische Schiffe beförderte Güter gelten.

Dieser Grundsatz gilt entsprechend für Reisende, die von einem aus dem Auslande kommenden Schiffe an Land oder an Bord eines nach dem Ausland fahrenden Schiffes gehen. Im letztgenannten Falle müssen die Schiffe den gesetzlichen Vorschriften entsprechen, die der Vertragsteil, in dessen Gebiet sich der Abfahrtshafen befindet, für die zur Beförderung von Reisenden bestimmten Schiffe erlassen hat oder erlassen wird.

Artikel 29.

Die Bestimmungen des vorhergehenden Artikels finden keine Anwendung auf die besondere Behandlung, die einer der vertragschliessenden Teile bei der Einfuhr in sein Gebiet für Fische zugesteht, die von Mannschaften einheimischer Schiffe gefangen werden. Jedoch werden Fische, die von Mannschaften der Schiffe eines Teils gefangen sind, bei der Einfuhr in das Gebiet des anderen Teils nicht ungünstiger behandelt als Fische, die von Mannschaften der Schiffe eines dritten Landes gefangen worden sind.

Artikel 30.

Die Schiffe jedes vertragschliessenden Teils, die nach den Häfen des anderen Teils kommen, um ihre nach dem Ausland bestimmte Ladung zu vervollständigen oder um einen Teil ihrer vom Ausland kommenden Ladung zu löschen, wobei auch ein direktes Überladen gestattet ist, dürfen unter Beobachtung der Gesetze und Vorschriften des Landes denjenigen Teil der Ladung, der nach einem anderen Hafen desselben oder eines anderen Landes bestimmt ist, an Bord behalten und ihn wiederausführen, ohne für diesen Teil ihrer Ladung irgend eine Abgabe ausser den Aufsichtsabgaben zu bezahlen. Diese dürfen im übrigen nicht höher sein als die für die eigenen Schiffe oder die Schiffe eines dritten Landes geltenden Sätze.

Sie können zu den gleichen Bedingungen von einem nach einem anderen Hafen des anderen vertragschliessenden Teils fahren, um dort Reisende, die aus dem Auslande kommen, zu landen oder Reisende, die sich ins Ausland begeben, an Bord zu nehmen.

Artikel 31.

Bezüglich der Schiffsliegeplätze, beim Laden oder Ausladen der Schiffe in den Häfen, Reeden, Buchten oder Docks und im allgemeinen bei allen Förmlichkeiten und Bestimmungen, denen Schiffe, ihre Besatzung und ihre Ladung unterliegen, werden einheimischen Schiffen oder Schiffen eines dritten Staates keine Vorrechte oder Vergünstigungen zugestanden, die nicht in gleicher Weise den Schiffen des anderen Teils gewährt werden.

Diese Bestimmungen schränken aber nicht die Freiheit der zuständigen Behörden ein, die Massnahmen zu treffen, die ihnen für die Verwaltung und den Betrieb des Hafens zweckmässig erscheinen, wobei indessen stets der Grundsatz beobachtet werden muss, dass die Schiffe beider vertragschliessenden Teile gleich behandelt werden.

Artikel 32.

Tarife, Ermässigungen der Beförderungspreise oder andere Vergünstigungen, deren Anwendung von der Bedingung abhängig gemacht wird, dass die Güter vorher oder nachher mit Schiffen eines bestimmten staatlichen oder privaten Schiffahrtsunternehmens oder auf bestimmten See- oder Binnenschiffahrtsstrassen befördet werden, gelten in dem Gebiete des vertragschliessenden Teils, in dem sie in Kraft sind, ohne weiteres in derselben Richtung und für dieselbe Verkehrsstrecke auch zugunsten der Güter, die in Schiffen des anderen Teils in einem Hafen ankommen oder von einem Hafen nach einem anderen Orte weiterbefördert werden.

degli stessi benefici e non saranno sottoposte ad altri o più elevati diritti o tasse, nè ad altre o più forti restrizioni di quelli in vigore per eguali merci trasportate da navi nazionali.

Questa norma vale analogamente per i passeggeri che sbarcano da navi provenienti dall'estero o che s'imbarcano su navi in partenza per l'estero. In quest'ultimo caso, le navi devono corrispondere alle prescrizioni legislative, che sono state o saranno emanate per le navi destinate al trasporto di passeggeri, da quella delle Parti contraenti, nel cui territorio si trova il porto di partenza.

Articolo 29.

Le disposizioni dell'articolo precedente non sono applicabili al trattamento speciale che una delle Parti contraenti concede all'importazione nel suo territorio per il pesce pescato dagli equipaggi delle navi nazionali. Nondimeno il pesce pescato dagli equipaggi delle navi di una Parte sarà trattato, all'importazione nel territorio dell'altra Parte non meno favorevolmente del pesce pescato dagli equipaggi delle navi di un terzo paese.

Articolo 30.

Le navi di ciascuna delle Parti contraenti potranno, alla loro entrata in un porto dell'altra Parte, sia allo scopo di completare il carico destinato all'estero, sia per lo scarico di una parte del carico proveniente dall'estero, anche mediante trasbordo diretto, tenere a bordo o riesportare con l'osservanza delle leggi e delle prescrizioni del Paese, quella parte del carico destinata ad un altro porto dello stesso o di un terzo Stato, senza essere tenute a pagare, per detta parte del carico, diritti di sorta, eccetto quelli di vigilanza. Questi ultimi non potranno peraltro essere più elevati di quelli applicati alle navi proprie o alle navi di un terzo Stato.

Esse potranno passare, alle medesime condizioni, da un porto dell'altra Parte contraente ad un altro porto della stessa per sbarcarvi passeggeri provenienti dall'estero o per imbarcarvi passeggeri che si recano all'estero.

Articolo 31.

Per quanto riguarda il collocamento delle navi, il loro caricamento e scaricamento nei porti, rade, scali o darsene, e in generale per tutte le formalità e disposizioni alle quali sono sottoposte le navi, il loro equipaggio e il loro carico, non sarà accordato alle navi nazionali o a quelle di un terzo Stato, alcun privilegio nè alcun favore, che non sia egualmente accordato alle navi dell'altra Parte.

Queste disposizioni non limitano, però, la libertà delle autorità competenti di applicare le misure che giudicassero convenienti per l'amministrazione e la gestione del porto, semprechè sia rispettato il principio della uguaglianza di trattamento tra le navi dell'una e quelle dell'altra Parte contraente.

Articolo 32.

Le tariffe, le riduzioni dei prezzi di trasporto o altri favori, la cui applicazione sia fatta dipendere dalla condizione che le merci siano, in precedenza o in seguito, trasportate con navi di una determinata impresa di navigazione statale o privata, o su una determinata linea di navigazione marittima o interna, verranno, nel territorio della Parte contraente in cui sono adottate, applicate senz'altro, nella medesima direzione e per il medesimo percorso, anche a favore delle merci che giungano in porto o che dal porto siano inoltrate altrove, con navi dell'altra Parte.

Artikel 33.

Die Gleichstellung der Schiffe des einen vertragschliessenden Teils und ihrer Ladung mit den Schiffen des anderen Teils und ihrer Ladung erstreckt sich nicht :

a) auf die Anwendung der besonderen Gesetze für die einheimische Handelsmarine, soweit sie die Förderung von Neubauten und des Schiffahrtsbetriebs durch Prämien oder andere besondere Erleichterungen betreffen ;

b) auf die Vergünstigungen, die Gesellschaften für Wassersport gewährt werden ;

c) auf den Betrieb des Seedienstes in den Häfen, auf den Reeden und am Strand. Der Seedienst umfasst den Schlepp-, Lotsen-, Hilfs- und Rettungsdienst :

d) auf den Fischfang ;

e) auf die Auswanderung und die Beförderung von Auswanderern. Die gesetzlichen Bestimmungen jedes der beiden Staaten hierüber bleiben unberührt.

Hinsichtlich der Küstenschiffahrt hat jeder vertragschliessende Teil für seine Schiffe das Recht auf alle Vergünstigungen und Vorrechte, die der andere in dieser Beziehung einer dritten Macht gewährt hat oder gewähren wird, unter der Bedingung, dass er den Schiffen des anderen Teils die gleichen Vergünstigungen und Vorrechte in seinem Gebiete zugesteht.

Artikel 34.

Den Schiffen des einen vertragschliessenden Teils, die unter dem Zwange des Wetters oder durch Unfall genötigt werden, in einem Hafen des anderen Teils Zuflucht zu suchen, ist gestattet, dort Ausbesserungen vorzunehmen, sich aller hierzu notwendigen Hilfsmittel zu bedienen und wieder in See zu gehen, ohne irgendwelche andere Gebühren entrichten zu müssen als diejenigen, die unter gleichen Umständen von einheimischen Schiffen zu entrichten wären. Falls jedoch der Führer des in Ausbesserung befindlichen Schiffes sich genötigt sehen sollte, zur Bestreitung der Unkosten über einen Teil der Ladung zu verfügen, so ist er verpflichtet, sich nach den Verordnungen und Tarifen des Ortes, wohin er gekommen ist, zu richten.

Artikel 35.

Wenn ein Schiff des einen vertragschliessenden Teils an der Küste oder im Gebiete des anderen Teils Schiffbruch, Havarie oder einen anderen Seeunfall erleidet, so wird den Schiffbrüchigen jede Hilfe und Erleichterung gewährt. Ferner werden das Schiff, seine Teile und Überreste, seine Geräte und jede andere dazugehörige Sache, die an Bord gefundenen Schiffspapiere sowie die geretteten Güter, Waren und sonstigen Gegenstände, einschliesslich der in See geworfenen und wiedergeborgenen, oder der durch etwaigen Verkauf daraus erzielte Erlös den Eigentümern auf ihren Antrag oder auf Antrag ihrer hierzu ordnungsgemäss ermächtigten Vertreter vollständig zurückgegeben. In allen diesen Fällen sind nur die Kosten der Bergung und Aufbewahrung und auch sonst dieselben Gebühren zu bezahlen, die in ähnlichen Fällen von inländischen Schiffen zu entrichten wären.

Die Überreste und die aus dem Seeunfall geborgenen Güter und Gegenstände sind jedoch von Zollabgaben nur dann befreit, wenn sie nicht in den inländischen Verbrauch übergehen.

Falls die Eigentümer oder ihre ermächtigten Vertreter sich nicht an Ort und Stelle befinden, so werden das Schiff, seine Teile und alle anderen obenbezeichneten Gegenstände, soweit sie Eigentum eines Angehörigen des anderen vertragschliessenden Teils sind, der Konsularbehörde dieses Teils übergeben, in deren Amtsbezirk sich der Seeunfall ereignet hat. Die Übergabe muss jedoch innerhalb der Frist beantragt werden, die durch die Gesetze des Landes, in dessen Gebiet sich der Seeunfall ereignet hat, bestimmt ist. Wenn es anlässlich des Seeunfalls zu einem Rechtsstreit über das Schiff, die Güter und sonstigen Gegenstände kommt, so steht die Entscheidung dieses Streitfalls den für den Ort des Seeunfalls zuständigen Gerichten zu.

Articolo 33.

L'assimilazione delle navi di una delle Parti contraenti e del loro carico, alle navi dell'altra e loro carico non si estende :

a) all'applicazione delle speciali leggi sulla marina mercantile nazionale, in quanto riguardano incoraggiamenti per le nuove costruzioni e per l'esercizio della navigazione, mediante premi o altre facilitazioni speciali ;

b) ai favori concessi a società per il diporto nautico ;

c) all'esercizio del servizio marittimo nei porti, nelle rade e sulle spiagge. Il servizio marittimo comprende l'esercizio del rimorchio, il pilotaggio, l'assistenza ed il salvataggio marittimi ;

d) all'esercizio della pesca :

e) all'emigrazione e al trasporto di emigranti. In questa materia restano impregiudicate le disposizioni legislative di ciascuno dei due Stati.

Quanto al cabotaggio, ciascuna delle Parti contraenti avrà diritto, per le sue navi, a tutti favori e privilegi che l'altra ha accordato od accorderà, a questo riguardo, ad una terza Potenza, a condizione che essa accordi alle navi dell'altra Parte gli stessi favori e privilegi nel suo territorio.

Articolo 34.

Alle navi di una delle Parti contraenti le quali, a causa di maltempo o d'infortunio, siano costrette a cercare rifugio in un porto dell'altra Parte, sarà permesso di provvedere, nel porto stesso alle riparazioni, di avvalersi di tutti i mezzi a ciò necessari e di riprendere il mare, senza essere tenute, a pagare diritti di nessuna specie, oltre quelli che, nelle stesse circostanze, sarebbero dovuti dalle navi nazionali. Nel caso, però, che il comandante della nave in riparazione si vedesse costretto a disporre di una parte del carico per sostenere delle spese, egli sarà tenuto a ottemperare alle prescrizioni e alle tariffe in vigore nel luogo d'approdo.

Articolo 35.

Qualora una nave di una delle Parti contraenti subisse naufragio, avaria o altro sinistro marittimo sulle coste o sul territorio dell'altra Parte, sarà data ai naufraghi ogni sorta di assistenza e di agevolazioni. Inoltre la nave, le sue parti e i relitti, i suoi strumenti e ogni altra cosa di sua pertinenza, i documenti della nave trovati a bordo come pure i beni e le merci ed altri oggetti che siano stati posti in salvo, compresi quelli che, gettati in mare siano stati ricuperati, oppure, nel caso che siano stati venduti, il ricavato della vendita, saranno integralmente restituiti ai rispettivi proprietari, su loro domanda o su domanda di loro agenti a ciò debitamente autorizzati. In tutti questi casi non si dovranno pagare che le spese di salvataggio, di conservazione, o, in generale, gli stessi diritti che sarebbero tenute a pagare, in simili casi, le navi nazionali.

Gli avanzi, le merci e gli oggetti ricuperati dal sinistro saranno però esenti dal pagamento di diritti doganali solo in quanto non vengano passati al consumo interno.

Nel caso che i detti proprietari o i loro agenti autorizzati non si trovino sul posto, la nave, le sue parti e quant'altro qui sopra indicato, in quanto siano di proprietà di un suddito dell'altra Parte contraente, saranno dati in consegna all'autorità consolare di questa stessa Parte contraente, nella cui giurisdizione è avvenuto il sinistro. La consegna però deve essere richiesta entro il termine stabilito dalle leggi dello Stato in cui si verificò il sinistro. Qualora la nave, le merci o gli altri oggetti dessero luogo, in occasione del sinistro, ad un'azione legale, la decisione della vertenza spetterà all'autorità giudiziaria competente del luogo del sinistro.

Artikel 36.

Die Massnahmen der Verwaltungs- oder Finanzbehörden wie polizeiliche, gesundheitspolizeiliche Kontrollmassnahmen oder Zollnachschau, die von einem vertragschliessenden Teil auf Auswanderer bei ihrer Durchreise angewendet werden, dürfen für Auswanderer, die nach Häfen oder sonstigen Gebietsteilen des anderen Staates reisen, nicht andere oder lästigere sein als die Massnahmen, die von dem vertragschliessenden Teil auf die nach seinen eigenen Häfen oder anderen Teilen seines Gebiets reisenden Auswanderer angewendet werden.

Artikel 37.

Die Generalkonsuln, Konsuln, Vizekonsuln und Konsularagenten jedes vertragschliessenden Teils, die ordnungsgemäss ernannt und zur Ausübung ihrer Amtsbefugnisse in dem Gebiete des anderen Teils zugelassen sind, geniessen dort alle Rechte, Befugnisse, Befreiungen, Immunitäten und alle Ehren- und Vorrechte, welche die Konsularbeamten gleichen Grades der meistbegünstigten Nation geniessen oder geniessen werden.

Es besteht jedoch Einverständnis darüber, dass keiner der vertragschliessenden Teile auf Grund der Meistbegünstigung für seine eigenen Konsularbeamten weitergehende Rechte, Befugnisse, Befreiungen, Immunitäten, Ehren- und Vorrechte beanspruchen kann als diejenigen, die er den Konsularbeamten des anderen vertragschliessenden Teils gewährt.

Artikel 38.

Wenn sich bei der Auslegung oder Anwendung dieses Vertrags eine Streitfrage ergeben und einer der vertragschliessenden Teile verlangen sollte, dass diese einem Schiedsgerichte zur Entscheidung unterbreitet wird, so muss der andere Teil zustimmen, und zwar auch hinsichtlich der Vorfrage, ob die Streitfrage ihrer Art nach vor das Schiedsgericht zu bringen ist.

Das Schiedsgericht wird für jeden Streitfall in der Weise gebildet, dass jeder Teil einen seiner Staatsangehörigen zum Schiedsrichter ernennt und dass beide Teile einen Angehörigen eines dritten befreundeten Staates zum Obmann wählen. Einigen sich die vertragschliessenden Teile nicht über die Wahl des Obmanns, so werden sie gemeinsam den Präsidenten des Ständigen Internationalen Gerichtshofs im Haag um die Ernennung des Obmanns ersuchen.

Die vertragschliessenden Teile behalten sich vor, sich von vornherein für einen bestimmten Zeitraum über die Person des Obmanns zu verständigen.

Artikel 39.

Dieser Vertrag, der in doppelter Urschrift in deutscher und in italienischer Sprache ausgefertigt ist, soll ratifiziert und die Ratifikationsurkunden sollen so bald als möglich in Rom ausgetauscht werden.

Er tritt an dem auf den Tag des Austausches der Ratifikationsurkunden folgenden Tage in Kraft und bleibt von diesem Tage an fünf Jahre in Geltung. Falls keiner der beiden vertragschliessenden Teile sechs Monate vor Ablauf dieser Frist seine Absicht bekanntgegeben hat, ihn ausser Kraft zu setzen, bleibt der Vertrag bis zum Ablauf von sechs Monaten von dem Tage an verbindlich, an dem einer der vertragschliessenden Teile ihn gekündigt haben wird.

Wenn indessen einer der vertragschliessenden Teile seinen jetzt geltenden Zolltarif durch einen neuen ersetzen sollte, ist jeder Teil befugt, die Gültigkeit dieses Vertrags mittels einer drei Monate vorher anzuzeigenden Kündigung zu beendigen, wobei Einverständnis besteht, dass diese Kündigung nicht für einen vor dem 1. August 1927 liegenden Zeitpunkt erfolgen darf.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten den Vertrag unterzeichnet und hierunter ihre Siegel gesetzt.

In Rom, am 31. Oktober 1925.

(L. S.) C. von Neurath *(L. S.)* Benito Mussolini.

(L. S.) Wilhelm Denhard.

Articolo 36.

I provvedimenti dell'autorità amministrativa o finanziaria, come quelli di polizia generale, di polizia sanitaria, di controllo, la visita doganale, che siano adottati da una delle Parti contraenti nei riguardi degli emigranti di transito, non dovranno essere, per gli emigranti destinati ai porti o ad altra parte del territorio dell'altro Stato, diversi o più onerosi di quelli stabiliti dalla stessa Parte contraente, per gli emigranti destinati ai propri porti o ad altra parte del proprio territorio.

Articolo 37.

I consoli generali, consoli, viceconsoli e agenti consolari di ciascuna delle Parti contraenti, regolarmente nominati e ammessi all'esercizio delle loro funzioni nel territorio dell'altra, vi godranno di tutti i diritti, facoltà, esenzioni, immunità e di tutti gli onori e privilegi di cui godano e godranno in avvenire i funzionari consolari, di eguale grado, della nazione più favorita.

È tuttavia, convenuto che nessuna delle Parti contraenti potrà invocare, in base al trattamento della nazione più favorita, per i propri funzionari consolari, diritti, facoltà, esenzioni, immunità, onori e privilegi, più estesi di quelli da essa accordati ai funzionari consolari dell'altra Parte contraente.

Articolo 38.

Qualora sull'interpretazione o l'applicazione di questo trattato sorgesse una controversia e una delle Parti contraenti domandasse che essa fosse sottoposta alla decisione di un Tribunale arbitrale, l'altra Parte dovrà consentirvi, e ciò anche riguardo alla questione pregiudiziale se la controversia sia di tal natura da dovere essere deferita al Tribunale arbitrale.

Il Tribunale arbitrale sarà costituito, per ogni controversia, in modo che ognuna delle Parti nomini arbitro uno dei suoi sudditi e che le due Parti scelgano per terzo arbitro un suddito d'un terzo Stato amico. Se le Parti contraenti non si accordassero sulla scelta del terzo arbitro, esse chiederanno concordemente al Presidente della Corte permanente di Giustizia Internazionale all'Aja di nominarlo.

Le Parti contraenti si riservano di intendersi, anticipatamente e per un determinato periodo di tempo, intorno alla persona da designare come terzo arbitro.

Articolo 39.

Il presente trattato, redatto in doppio originale uno in lingua tedesca e l'altro in lingua italiana, sarà ratificato e le ratifiche saranno scambiate a Roma il più presto possibile.

Esso entrerà in vigore il giorno successivo a quello dello scambio delle ratifiche e resterà in vigore per cinque anni a partire dallo stesso giorno. Nel caso che nessuna delle due Parti contraenti abbia notificato, sei mesi prima della scadenza di questo termine, la sua intenzione di farne cessare gli effetti, il detto trattato resterà obbligatorio fino allo scadere di sei mesi a partire dal giorno in cui l'una o l'altra delle Parti contraenti l'avrà denunciato.

Tuttavia, se una delle Parti contraenti avesse a costituire una nuova tariffa doganale a quella che si trova attualmente in vigore, ciascuna di esse avrà facoltà di far decadere la validità del presente trattato, mediante denuncia da notificare tre mesi prima restando inteso che tale denuncia non potrà farsi per una data anteriore a quella del 1° agosto 1927.

In fede di che i Plenipotenziari l'hanno firmato e munito dei loro sigilli.

Fatto a Roma, il 31 ottobre 1925.

(L. S.) C. von Neurath. *(L. S.)* Benito Mussolini.

(L. S.) Wilhelm Denhard.

TARIF A.

ZÖLLE BEI DER EINFUHR NACH DEUTSCHLAND

Tarif-Nr.	Benennung des Gegenstandes	Zollsatz für 1 Doppelzentner RM
10	Reis, unpoliert	2,50
aus 13	Senf	3
18	Rotkleesaat und Luzernesaat	3,50
	andere Kleesaaten	6
aus 23	Kartoffeln, frisch, in der Zeit vom 1. April bis 31. Juli	1,50
aus 28	Hanf, roh, gereinigt, geröstet, gebrochen, geschwungen, entleimt	frei
	Anmerkung. Werg von Hanf ist zollfrei.	
	Anmerkung zu Nr. 29. Zollermässigungen, die Deutschland einem dritten Lande für unter Nr. 29 des allgemeinen Tarifs fallende Tabakblätter bestimmter Sorte und Herkunft gewährt, werden auf die gleichartigen Tabakblätter italienischer Erzeugung ebenfalls angewendet.	
aus 33	Küchengewächse, frisch :	
	Artischocken, Fenchel	2
	Melonen	3
	Rhabarber	6
	Spargel in der Zeit vom 1. April bis 30. Juni	10
	Tomaten :	
	in der Zeit vom 1. Mai bis 15. Juni	2
	in der Zeit vom 16. Juni bis 30. September	1,50
	Blumenkohl :	
	in der Zeit vom 1. November bis 31. Mai	2,50
	in der Zeit vom 1. Juni bis 31. Oktober	5
	Karotten, Sellerie	5
	Erbsen in der Zeit vom 16. April bis 15. Juli	5
	Bohnen in der Zeit vom 1. Mai bis 30. September	4
	Salat in der Zeit vom 1. Dezember bis 31. März	3
	Gurken in der Zeit vom 16. April bis 15. September	5
	Zwiebeln	1
	Knoblauch :	
	in der Zeit vom 1. Juli bis 31. Januar	2
	in der Zeit vom 1. Februar bis 30. Juni	7
	andere, im allgemeinen Tarif und vorstehend nicht besonders genannt	6
aus 34	Lorbeerblätter, Salbeiblätter, Waldmeister und sonstige zum Würzen von Nahrungs- und Genussmitteln dienende Blätter und Kräuter, getrocknet, mit Ausnahme von Paraguaytee (Mate)	4
36	Artischocken, Melonen, Pilze, Rhabarber, Spargel, Tomaten, zerkleinert, geschält, gepresst, getrocknet, gedörrt, gebacken oder sonst einfach zubereitet :	
	Artischocken, Melonen, Rhabarber	20
	Pilze, Spargel	25
	Tomaten	5
	Anmerkung. Der ermässigte Zollsatz für die unter Nr. 36 fallenden einfach zubereiteten Tomaten gilt auch für einfach zubereitete Tomatenkonserven, soweit sie sich nicht in luftdicht verschlossenen Behältnissen befinden.	

TARIFFA A

Dazi all'importazione in Germania.

Numero della tariffa germanica	Denominazione delle merci	Dazio per quintale marchi del Reich
10	Riso, non pulito	2,50
ex 13	Semi di senapa	3
18	Semi di trifoglio rosso e violetto ; semi di erba medica	3,50
	Altri semi di trifoglio	6
ex 23	Patate, fresche : nel periodo dal 1° aprile al 31 luglio	1,50
ex 28	Canapa greggia, pulita, macerata, gramolata, scotolata, sgommata	esente
	Nota. — La stoppa di canapa è esente.	
	Nota al n. 29. — Le riduzioni di dazio che la Germania concedesse ad un terzo Paese per le foglie di tabacco di un determinato tipo e provenienza, che entrano sotto il n. 29 della tariffa generale, saranno applicate parimenti alle foglie di tabacco similari di produzione italiana.	
ex 33	Ortaggi da cucina, freschi :	
	carciofi e finocchi	[illegible]
	meloni	3
	rabarbaro	6
	asparagi : nel periodo dal 1° aprile al 30 giugno	[illegible]
	pomodori :	
	nel periodo dal 1° maggio al 15 giugno	2
	nel periodo dal 16° giugno al 30 settembre	[illegible]
	cavolfiori :	
	nel periodo dal 1° novembre al 31 maggio	[illegible]
	nel periodo dal 1° giugno al 31 ottobre	[illegible]
	carote e sedani	[illegible]
	piselli : nel periodo dal 16 aprile al 15 luglio	[illegible]
	fagiolini : nel periodo dal 1° maggio al 30 settembre	[illegible]
	insalata verde : nel periodo dal 1° dicembre al 31 marzo	[illegible]
	cetrioli : nel periodo dal 16 aprile al 15 settembre	[illegible]
	cipolle	[illegible]
	agli :	
	nel periodo dal 1° luglio al 31 gennaio	[illegible]
	nel periodo dal 1° febbraio al 30 giugno	[illegible]
	altri ortaggi, non nominati nè in tariffa generale nè qui sopra	[illegible]
ex 34	Foglie di alloro, foglie di salvia, asperula ed altre foglie ed erbe, [illegible] aromatizzate [illegible] commestibili [illegible] eccezione del tè del Paraguay (mate)	[illegible]
36	Carciofi, cocomeri, funghi, rabarbaro, asparagi, pomodori, sminuzzati, mondati, compressi, seccati al forno o altrimenti, cotti o fritti o preparati in altro modo semplice :	
	carciofi, cocomeri, rabarbaro	[illegible]
	funghi, asparagi	[illegible]
	pomodori	[illegible]
	Nota. — Il dazio ridotto per i pomodori preparati in modo semplice, compresi nella voce 36, si applica anche alle conserve di pomodori preparate in modo semplice, in quanto non siano in recipienti chiusi ermeticamente.	

Tarif-Nr.	Benennung des Gegenstandes	Zollsatz für 1 Doppelzentner RM
Noch : 36	Die unter Nr. 36 fallenden Küchengewächse, einschliesslich der Tomatenkonserven, gelten auch dann als einfach zubereitet, wenn sie eingesalzen oder in Salzwasser eingelegt sind.	
aus 37	Küchengewächse, in Salzwasser eingelegt, in Fässern bei einem Gewicht von mehr als 10 kg :	
	Blumenkohl	6
	Gurken	8
aus 38	Bäume, Reben, Stauden, Sträucher, Schösslinge zum Verpflanzen und sonstige lebende Gewächse, ohne oder mit Erdballen, auch in Töpfen oder Kübeln ; Pfropfreiser :	
	Pflanzen in Töpfen :	
	Palmen	30
	Lorbeerbäume	20
	Araucarien; Aspidistras	60
	Pflanzen ohne Erdballen :	
	Obstbäume	23
	Andere	40
	Rosen	42
	andere, im allgemeinen Tarif nicht genannt :	
	Palmen mit Erdballen, auch in Kübeln oder Kästen .	20
	Lorbeerbäume mit Erdballen, auch in Kübeln oder Kästen	15
	Araucarien und Aspidistras mit Erdballen, auch in Kübeln oder Kästen	30
	Indische Azaleen, an deren Knospen noch nicht die Farbe der Blüte zu erkennen ist, mit Erdballen, auch in Kübeln oder Kästen, in der Zeit vom 1. März bis 30. April	25
41	Blumen, Blüten, Blütenblätter und Knospen zu Binde- oder Zierzwecken, frisch :	
	in der Zeit vom 1. Dezember bis 30. April	100
	in der Zeit vom 1. Mai bis 30. November	130
42	Blätter, Gräser, Zweige (auch solche mit Früchten), zu Binde- oder Zierzwecken, frisch :	
	Lorbeerblätter und -zweige, Magnolienblätter	25
	andere in der Zeit vom 1. Dezember bis 31. März.	75
44	Blumen, Blätter (auch Palmwedel und zu Fächern zugeschnittene Palmblätter), Blüten, Blütenblätter, Gräser, Seemoos, Knospen, Zweige (auch solche mit Früchten), zu Binde- oder Zierzwecken, getrocknet, getränkt (imprägniert) oder sonst zur Erhöhung der Dauerhaftigkeit zubereitet, auch gefärbt	40
	Anmerkung. Waren der Nr. 44, getrocknet, gebleicht, getränkt oder sonst haltbar gemacht zur Be- oder Verarbeitung im eigenen Betrieb auf Erlaubnisschein nach näherer Anordnung des Reichsministers der Finanzen	frei
aus 45	Weintrauben, frisch (Tafeltrauben) :	
	in Postsendungen von einem Gewicht bis 5 kg einschliesslich eingehend in der Zeit vom 1. August bis 30. November .	5
	auf andere Weise eingehend, in Behältnissen bei einem Gewicht von 15 kg oder darunter in der Zeit vom 1. August bis 30. November	7
aus 46	Wal- und Haselnüsse, unreife (grüne) und reife, auch ausgeschält, gemahlen oder sonst zerkleinert oder einfach zubereitet	2
aus 47	Äpfel, frisch :	
	unverpackt :	
	in der Zeit vom 25. September bis 31. Dezember	2
	in der Zeit vom 1. Januar bis 24. September	4,50

Numero della tariffa germanica	Denominazione delle merci	Dazio per quintale marchi del Reich
Segue : 36	Gli ortaggi che entrano nella voce 36, comprese le conserve di pomodori, si considerano come preparati in modo semplice anche nel caso che siano stati salati o conservati in acqua salata.	
ex 37	Ortaggi, in salamoia, in barili di peso superiore a 10 kg. :	
	cavolfiori	6
	cetrioli	8
ex 38	Alberi, vitigni, arbusti, frutici, polloni da trapiantare e altre piante vive, con o senza piote aderenti alle radici, anche in vasi, mastelli o casse ; innesti :	
	piante in vasi :	
	palme	30
	alberi d'alloro	20
	araucarie e aspidistrie.	60
	piante senza piote :	
	alberi fruttiferi	23
	altri	40
	rosai	42
	altri, non nominati in tariffa generale :	
	palme con piote, anche in casse o mastelli	20
	alberi di alloro con piote, anche in casse o mastelli	15
	araucarie e aspidistrie con piote, anche in casse o mastelli	30
	azalee indiane, dai cui boccioli non si può ancora riconoscere il colore dei fiori, con piote, anche in casse o mastelli, nel periodo dal 1° marzo al 30 aprile	25
41	Fiori, corolle, petali e boccioli per fare mazzi o per adornamento, freschi :	
	nel periodo dal 1° dicembre al 30 aprile	100
	nel periodo dal 1° maggio al 30 novembre	130
42	Foglie, erbe, rami (compresi quelli con frutti), per fare mazzi o per adornamento, freschi :	
	foglie e rami di alloro, e foglie di magnolia.	25
	altri, nel periodo dal 1° dicembre al 31 marzo	75
44	Fiori, foglie (anche le palme e le foglie di palma tagliate per ventagli), corolle, petali, erbe, musco marino, boccioli, rami (anche con frutti), per fare mazzi o per adornamento, secchi, imbevuti (impregnati) o altrimenti preparati per aumentarne la durevolezza, anche tinti.	40
	Nota. — Prodotti del n. 44, secchi, imbianchiti, imbevuti o altrimenti preparati per aumentarne la durevolezza, destinati allo stabilimento della ditta che li deve lavorare o trasformare, in base a permesso rilasciato secondo istruzioni più particolari del Ministro delle Finanze del Reich	[illegible]
ex 45	Uva, fresca (da tavola) :	
	importata in pacchi postali di peso fino a 5 chilogrammi inclusivamente, nel periodo dal 1° agosto al 30 novembre . . .	5
	importata in altro modo, in pacchi del peso di 5 chilogrammi o meno, nel periodo dal 1° agosto al 30 novembre . . .	[illegible]
ex 46	Noci e nocciole, immature (verdi) e mature, anche sgusciate, macinate o altrimenti sminuzzate o preparate in modo semplice.	2
ex 47	Mele, fresche :	
	non imballate :	
	nel periodo dal 25 settembre al 31 dicembre	2
	nel periodo dal 1° gennaio al 24 settembre. . .	4

Tarif-Nr.	Benennung des Gegenstandes	Zollsatz für 1 Doppelzentner RM
Noch :	verpackt :	
aus 47	nur in Säcken bei mindestens 50 kg Rohgewicht in der Zeit vom 25. September bis 31. Dezember	2,50
	in anderer Verpackung	7
	Birnen, Quitten, frisch :	
	unverpackt :	
	in der Zeit vom 1. Juli bis 31. August	4,50
	in der Zeit vom 1. September bis 30. November	2
	in der Zeit vom 1. Dezember bis 30. Juni	6
	verpackt :	
	nur in Säcken bei mindestens 50 kg Rohgewicht in der Zeit vom 1. September bis 30. November	2,50
	in anderer Verpackung	7
	Anmerkung. Frische Äpfel, Birnen und Quitten sind als unverpackt zu behandeln, wenn sie lose geschüttet in Fahrzeugen eingehen. An dieser Behandlung wird dadurch nichts geändert, dass die Fahrzeuge lediglich durch senkrechte Wände abgeteilt sind, wobei die Zahl der Abteilungen bei Eisenbahnwagen nicht mehr als fünf betragen darf und dass die Bodenfläche und die Wände der Fahrzeuge sowie die obere Fläche des Obstes mit Stroh, Papier oder mit ähnlichem Verpackungsmaterial belegt oder bedeckt sind.	
	Aprikosen, Pfirsiche, frisch	5
	Kirschen, Weichseln, frisch	4
	Heidelbeeren, Wacholderbeeren, frisch	3
aus 51	Apfelsinen, frisch	3,25
	Zitronen, frisch	frei
	Zedratfrüchte, Pomeranzen, frisch	2
aus 52	Feigen :	
	in Behältnissen bei einem Gewicht von 5 kg oder darunter	8
	in anderen Behältnissen	4
	Anmerkung. Feigen, in Rollen oder Stangen gepresst, werden nach Nr. aus 52 verzollt.	
aus 54	Mandeln (mit oder ohne Schale), getrocknet	4
aus 55	Johannisbrot (Karrobben, Karuben), auch gemahlen	2
	Pinienkerne (Piniolen), reife (trockene) ; Pinienkerne, reife und unreife, ausgeschält, gemahlen oder sonst zerkleinert ; Kastanien, geniessbare (Maronen), auch ausgeschält, gemahlen oder sonst zerkleinert	4
56	Mit Meer- oder Salzwasser übergossene, zerschnittene oder geschälte Zitronen	1
aus 57	Pomeranzen, unreife (grün oder gelb, geschält oder ungeschält), auch in Salzwasser eingelegt	2
58	Südfruchtschalen (die fleischigen Schalen der Früchte der Citrusarten), frisch (auch in Salzwasser eingelegt), getrocknet, gemahlen ; Zedratfrüchte, zerschnitten und mit Meer- oder Salzwasser übergossen	2
aus 59	Zitronensaft, nicht äther- oder weingeisthaltig, uneingekocht oder ohne Zuckerzusatz eingekocht, auch entkeimt (sterilisiert)	1
aus 66	Paprika (spanischer Pfeffer), frisch (grün, auch andersfarbig)	frei
aus 77	Erikaholz (Bruyereholz) unbearbeitet oder in geschnittenen Stücken	frei
93	Quebrachoholz und anderes Gerbholz in Blöcken, auch gemahlen, geraspelt oder in anderer Weise zerkleinert	frei
94	Algarobilla, Bablah, Dividivi, Eckerdoppern, Galläpfel, Knoppern, Moyrobalanen, Sumach Valonea sowie sonstige anderweit im	

Numero della tariffa germanica	Denominazione delle merci	Dazio per quintale marchi del Reich
Segue :	imballate :	
ex 47	in sacchi di almeno 50 chilogrammi (peso lordo), nel periodo dal 25 settembre al 31 dicembre	2,50
	in altro imballaggio	7
	Pere e cotogne, fresche :	
	non imballate :	
	nel periodo dal 1° luglio al 31 agosto	4,50
	nel periodo dal 1° settembre al 30 novembre	2
	nel periodo dal 1° dicembre al 30 giugno	6
	imballate :	
	in sacchi di almeno 50 chilogrammi (peso lordo), nel periodo dal 1° settembre al 30 novembre	2,50
	in altro imballaggio	7
	Nota. — Le mele, le pere e le cotogne, fresche, sono trattate come non imballate quando si importano alla rinfusa in veicoli. Tale trattamento non resta modificato dal fatto di essere i veicoli suddivisi in scompartimenti soltanto mediante pareti verticali, purchè il numero degli scompartimenti, in vagoni di ferrovie, non sia superiore a cinque e dal fatto che il fondo e le pareti dei veicoli, come pure la parte superiore delle frutta siano coperti con paglia, carta o materie simili da imballaggio.	
	Albicocche e pesche, fresche	5
	Ciliegie e visciole, fresche	4
	Mirtilli e coccole di genipro, freschi	3
ex 51	Aranci e mandarini, freschi	3,25
	Limoni, freschi	esenti
	Cedri e aranci amari, freschi	2
ex 52	Fichi :	
	in recipienti del peso di 5 chilogrammi o meno	8
	in altri recipienti	4
	Nota. — Sotto questa posizione si classificano anche i salami di fichi secchi.	
ex 54	Mandorle secche, con o senza guscio	4
ex 55	Carrube, anche, macinate	2
	Pignoli, maturi (secchi) ; pignoli maturi e immaturi, sgusciati, macinati o altrimenti sminuzzati : castagne commestibili (marron), anche sbucciate, macinate o altrimenti sminuzzate . .	4
56	Limoni tagliati in pezzi o sbucciati, importati in acqua di mare o in acqua salata	4
ex 57	Aranci amari immaturi (verdi o gialli, sbucciati o non sbucciati), anche conservati in acqua salata	2
58	Scorze di frutta dei Mezzagrumi (scorze candite di frutta del genere Citrus), fresche (anche conservate in acqua salata), secche, macinate ; cedri, tagliati in pezzi e importati in acqua di mare o in acqua salata	2
ex 59	Sugo di limone, non contenente etere nè alcool, non cotto o cotto senza aggiunta di zucchero, anche sterilizzato	1
ex 66	Peperoni freschi (verdi o anche di altro colore)	esenti
ex 77	Legno di erica, greggio o in pezzi tagliati	esente
93	Legno di quebracho ed altri legni per conciare in stratti, anche macinati, raspati o altrimenti frantumati	esenti
94	Algarobilla, baccelli di carruba, [illegible], galloni, mirabolani, sommacco, vallonea, non chè altre materie per concia	

Tarif-Nr.	Benennung des Gegenstandes	Zollsatz für 1 Doppelzentner RM
Noch:	allgemeinen Tarif nicht genannte Gerbstoffe, auch gemahlen;	
94	Katechu, braunes und gelbes (Gambir), roh oder gereinigt; Kino	frei
aus 99	Manna (auch Mannazucker)	frei
aus 107	Hühner aller Art und sonstiges lebendes Federvieh, ausgenommen Gänse	6
	Anmerkung zu aus 114. Zollermässigungen, die Deutschland einem dritten Lande für besondere Sorten von Wurst aus Fleisch von Vieh gewährt, sollen auch auf Salami, Mortadelle, Cresponi, Zamponi und Cotechini italienischer Erzeugung angewendet werden.	
aus 117	Fische, mit Essig, Öl oder Gewürzen einfach zubereitet, in Fässern	12
	Anmerkung. Unter Nr. aus 117 fallen auch sogenannte « marinierte Aale », die durch Kochen und mit Essig und Salz zubereitet sind.	
aus 135	Käse, nicht in Einzelpackungen von 2 ½ kg Rohgewicht oder darunter:	
	Stracchino, Gorgonzola, Fontina, Parmesan (sogenannter Parmigiano, Reggiano, Lodigiano), Caciocavallo, Provolone, Montasio und Pecorino	20
	Belpaese	25
	Anmerkungen.	
	1. Falls Deutschland einem dritten Lande für irgendeine andere besondere Käsesorte einen niedrigeren Zoll zugestehen sollte als für die unter Nr. aus 135 fallenden Arten, so wird der gleiche Zollsatz auf die oben bezeichneten italienischen Käsesorten angewendet werden, je nachdem, ob es sich um Weich- oder Hartkäse handelt.	
	2. Bei der Zollnachschau soll für die Feststellung der Käsesorten Form und äusseres Ansehen der Ware nicht allein massgebend sein.	
aus 136	Eier von Federvieh, roh oder nur in der Schale gekocht, auch, gefärbt, bemalt oder in anderer Weise verziert	5
aus 159	Schwämme (Meerschwämme), bearbeitet (gewaschen oder gebleicht), auch in Weissblech oder dergleichen gefasst (Schreibtafelschwämme)	50
163	Reis, poliert.	2,50
(aus 166/7)	Fette Öle:	
aus 166	in Fässern:	
	Baumöl (Olivenöl), rein; Lavat- und Sulfuröl; Rizinusöl .	frei
	Anmerkung. Reines Baumöl (Olivenöl) mit einem Gehalt an freien Fettsäuren von nicht mehr als 20 v. H. (als Ölsäure berechnet) ist zollfrei.	
aus 167	in anderen Behältnissen:	
	Baumöl (Olivenöl), rein	10
	Rizinusöl:	
	in Blechgefässen bei einem Gewicht des Blechgefässes nebst Inhalt von 15 kg oder darunter	8
	in anderen Blechgefässen	4
(aus 178/9)	Branntwein:	
aus 178	in Behältnissen mit einem Raumgehalt von 15 l oder mehr:	
	Marascasprit	500
aus 179	in anderen Behältnissen:	
	Maraschinolikör aus Zara, in Originalflaschen mit einem Raumgehalt von nicht mehr als 1 l	600
	Marascasprit	500

Numero della tariffa germanica	Denominazione delle merci	Dazio per quintale marchi del Reich
Segue : 94	non nominate altrove nella tariffa generale, anche macinate ; catecu, bruno e giallo (gambier), greggio o depurato ; kino. . .	esenti
ex 99	Manna (anche mannite)	esente
ex 107	Pollame di ogni sorta ed altri animali volatili domestici vivi, escluse le oche	6
	Nota ad ex 114. — Le concessioni che fossero fatte dalla Germania alle specialità di carni di bestiame, insaccate, di un terzo Stato saranno estese ai salami, mortadelle, cresponi, zamponi e cotechini di produzione italiana.	
ex 117	Pesci semplicemente preparati, con aceto, olio o droghe, in barili	12
	Nota. — Si classificano sotto il n. ex 117 anche le cosiddette anguille marinate, preparate mediante cottura e salamoia di aceto e sale.	
ex 135	Formaggio, escluso quello in forme con recipienti immediati, pesanti, compreso il recipiente, kg. 2 ½ o meno :	
	stracchino, gorgonzola, fontina, grana (parmigiano, reggiano, lodigiano), caciocavallo, provolone, montasio e pecorino	20
	tipo Belpaese	25
	Note. —	
	I. Nel caso in cui un dazio inferiore a quelli stabiliti per i formaggi compresi sotto il n. ex 135 fosse accordato dalla Germania a un terzo Stato qualsiasi, per qualunque altro genere o specialità di formaggio, lo stesso dazio sarà applicato ai formaggi italiani sopraindicati secondo che si tratti di formaggi di pasta molle o di pasta dura.	
	II. Nella visita doganale per stabilire il tipo di formaggio non devesi tener conto soltanto della forma o dell'apparenza esterna del prodotto.	
ex 136	Uova di animali volatili domestici, crude o solamente cotte col guscio, anche tinte, dipinte o altrimenti decorate.	5
ex 159	Spugne (spugne di mare lavorate (lavate o imbianchite), anche montate su latta o in modo simile (spugne per lavagna)	50
163	Riso, pulito	2,50
(ex 166/7)	Oli grassi :	
ex 166	in fusti :	
	olio di oliva, puro ; olio lavato e olio al sulforo ; olio di ricino	esenti
	Nota. — L'olio di oliva puro con un contenuto in acidi grassi liberi (calcolati in acido oleico) di non oltre 20 per cento è esente da dazio.	
ex 167	in altri recipienti :	
	olio di oliva, puro	10
	olio di ricino :	
	in stagnoni pesanti chilogrammi 15 o meno, stagnone compreso	8
	in altri stagnoni.	4
(ex 178/9)	Spiriti :	
ex 178	in recipienti della capacità di 15 litri o più :	
	distillato di marasca (Marascasprit)	500
ex 179	in altri recipienti :	
	Maraschino di Zara, in bottiglie originali di capacità non superiore a un litro	600
	distillato di marasca (Marascasprit).	500

Tarif-Nr.	Benennung des Gegenstandes	Zollsatz für 1 Doppelzentner RM
Noch:	*Anmerkungen* zu aus 178/9.	
aus 179	1. Die Anwendung der Vertragszollsätze für Marascasprit und Maraschinolikör aus Zara ist dadurch bedingt, dass jede Sendung bei der Einfuhr von einem Zeugnis begleitet ist, und dass die Einfuhr über bestimmte Zollstellen erfolgt. Die beiden Regierungen werden sich über die Behörden, die zur Ausstellung dieser Zeugnisse berechtigt sind, über den Inhalt der Zeugnisse sowie über die Zollstellen verständigen, über die die Einfuhr erfolgen muss.	
	2. Der für Marascasprit in der Position aus 178/9 vereinbarte Zollsatz von 500 M. gilt nur für eine Gesamthöchstmenge von 150 hl Weingeist für das Kalenderjahr.	
	3. Zollermässigungen, die Deutschland einem dritten Lande für besondere Likörsorten gewährt, sollen auch auf Maraschinolikör, Mandarinetto, Fernet und Strega italienischer Erzeugung angewendet werden.	
aus 180	Wein und frischer Most von Trauben, auch entkeimt:	
	in Behältnissen bei einem Raumgehalt von 50 l oder mehr:	
	mit natürlichem Weingeistgehalt; frischer Most:	
	rot	32
	weiss	45
	mit verstärktem Weingeistgehalt:	
	Marsala mit einem Weingeistgehalt von nicht weniger als 140, aber nicht mehr als 180 g in 1 l	32
	in anderen Behältnissen, mit verstärktem Weingeistgehalt:	
	Marsala mit einem Weingeistgehalt von nicht weniger als 140, aber nicht mehr als 180 g in 1 l	55
	Anmerkung.	
	1. Zollermässigungen, die Deutschland einem dritten Lande für Weine irgendwelcher Art mit natürlichem Weingeistgehalt gewährt, sollen auch auf die gleichartigen Weine italienischer Erzeugung mit natürlichem Weingeistgehalt angewendet werden.	
	2. Zollermässigungen, die Deutschland einem dritten Lande für Verschnittweine gewährt, sollen auch auf die gleichartigen Verschnittweine italienischer Erzeugung angewendet werden.	
	3. Zollermässigungen, die Deutschland einem dritten Lande für Weine mit verstärktem Weingeistgehalt von besonderer Art und Herkunft gewährt, sollen auch auf Marsala der obengenannten Art angewendet werden..	
aus 181	Most von Trauben, ohne oder mit Zuckerzusatz eingekocht oder sonst eingedickt (Traubensirup), weingeistfrei, entkeimt, in Flaschen	80
aus 182	Wermutwein mit einem Weingeistgehalt von nicht mehr als 180 g und einem Gehalt an zuckerfreiem Extrakt von mindestens 18 g in 1 l:	
	in Behältnissen bei einem Raumgehalt von 15 l oder mehr	25
	in anderen Behältnissen	35
aus 192	Reisabfälle (Abfälle beim Schälen und Polieren von Reis), auch gemahlen, ausschliesslich als Viehfutter verwendbar.	frei
aus 193	Rückstände, feste, von der Herstellung fetter Öle, auch gemahlen oder in der Form von Kuchen (Ölkuchen)	frei

Numero della tariffa germanica	Denominazione delle merci	Dazio per quintale marchi del Reich
Segue : ex 179	*Note ad* ex 178 179.	
	I. L'applicazione dei dazi convenzionali stabiliti per il distillato di marasca (Marascasprit) e per il Maraschino di Zara è sub-ordinata alla condizione che ogni spedizione sia accompagnata da un certificato rilasciato dalle autorità e con le indicazioni che saranno stabilite d'accordo fra i due Governi e che l'importatione si effettui per le dogane che saranno a a ciò debitamente autorizzate d'intesa fra gli stessi Governi.	
	II. Il dazio di marchi [illegible] stabilito per il distillato di marasca (Marascasprit) sotto i nn. ex 178 9, è applicabile fino alla concorrenza di un quantitativo complessivo di ettolitri 150 di alcool per anno solare.	
	III. Le agevolazioni che la Germania accordasse per una qualunque specialità di liquori di un terzo Stato saranno estese ai seguenti liquori italiani : « Maraschino, Mandarinetto, Fernet e Strega ».	
ex 180	Vino e mosto fresco di uva, anche sterilizzati :	
	in recipienti della capacità di 50 litri o più :	
	con contenuto d'alcool naturale ; mosto fresco :	
	rosso	32
	bianco	45
	con contenuto d'alcool rinforzato :	
	Marsala con contenuto in alcool di non meno di 140 gr. e non più di 180 gr. per litro	32
	in altri recipienti, con contenuto d'alcool rinforzato :	
	Marsala con contenuto in alcool di non meno di 140 gr. e non più di 180 gr. per litro	55
	Note. —	
	I. Le riduzioni di dazio che la Germania concedesse a un terzo Stato per qualsiasi tipo di vini con contenuto di alcool naturale saranno applicate anche ai vini similari con contenuto di alcool naturale di produzione italiana.	
	II. Le riduzioni di dazio che la Germania concedesse a un terzo Stato per vini da taglio saranno applicate anche ai vini similari da taglio di produzione italiana.	
	III. Le riduzioni di dazio che la Germania concedesse a un terzo Stato per vini, con contenuto d'alcool rinforzato, di speciale tipo e provenienza, saranno applicate anche al vino Marsala, considerato sopra.	
ex 181	Mosto di uva, cotto con o senza zucchero o altrimenti concentrato (sciroppo di uva), senza alcool, sterilizzato, in bottiglie	80
ex 182	Vermut con [illegible] di 15 gr. di [illegible] e non più di 180 gr. di alcool, per litro :	
	in recipienti della capacità di 15 litri o più	25
	in altri recipienti	35
ex 192	Cascami di riso (provenienti dalla mondatura e dalla pulitura del riso), anche macinati, adatti esclusivamente all'alimentazione del bestiame	esenti
ex 193	Residui [illegible] in forma di panelli (panelli oleosi)	esenti

Tarif-Nr.	Benennung des Gegenstandes	Zollsatz für 1 Doppelzentner RM
aus 200	Teigwaren (Nudeln und gleichartige nicht gebackene Erzeugnisse aus Mehl, Gries oder Kleber)	25 ausser dem Zolle auf Weizen
aus 202	Kastanien, Obst, Südfruchtschalen und Südfrüchte, überzuckert (kandiert, glasiert)	100
aus 208	Milchpulver ohne Zusatz von Zucker	40
213	Säfte von Früchten (mit Ausnahme der Weintrauben) und von Pflanzen, nicht äther- oder weingeisthaltig, mit Zucker oder Sirup versetzt oder mit Zusatz von Zucker oder Sirup eingekocht, einschliesslich des Schachtelmuses (der Marmelade) und der pflanzlichen Gallerten (Gelees); Himbeeressig . .	60
aus 216	Oliven, auch in Essig, Öl oder Salzwasser eingelegt; Tomaten und Blumenkohl, für den feineren Tafelgenuss zubereitet; Kapern; kleine Gurken (sogenannte Cetrolini), in Fässern, eingesalzen oder in Essig eingelegt, mit Zutaten von Gewürzen der Nummern 66 und 67, auch mit Zusätzen anderer Küchengewächse	30
	Artischocken, für den feineren Tafelgenuss zubereitet	40
	Mostarde (ganze oder zerkleinerte Früchte, in Sirup mit Zusätzen von Traubenzucker (Glykose) und Senf eingelegt)	60
	Obst, mit Zucker eingekocht	80
aus 219	Nahrungs- und Genussmittel in luftdicht verschlossenen Behältnissen, soweit sie nicht an sich unter höhere Zollsätze fallen:	
	Oliven, in Essig, Öl, oder Salzwasser eingelegt; Sardinen und Sardellen, einschliesslich der Filets von solchen, in Öl, auch mit geringem Zusatz von Kapern; Sardinen, anders als in Öl eingelegt; Tunfischkonserven.	30
	Tomatenmark (salsa di pomodori)	15
	Obst, ohne Zucker eingekocht	50
aus 225	Bimsstein und Tripel, roh, gemahlen oder geschlämmt, nicht in Aufmachungen für den Kleinverkauf:	
	zu Ziegeln geformt.	0,25
	anderer:	
	roh	frei
	gemahlen oder geschlämmt	0,25
aus 231	Talk, roh, auch gemahlen	frei
aus 233	Rohe Schieferplatten, roher Tafelschiefer	0,90
aus 234	Marmor und Alabaster, roh oder bloss roh behauen, auch gesägt, jedoch an nicht mehr als drei Seiten, oder in nicht gespaltenen, nicht gesägten (geschnittenen Platten; auch gemahlen. . . .	frei
	Anmerkung. Steine der bezeichneten Art werden auch dann als bloss roh behauen behandelt, wenn sie über das rohe Behauen für die Versendung hinaus lediglich mit dem Spitzhammer oder dem Spitzmeissel derartig weiter bearbeitet sind, dass sie regelmässige viereckige Formen mit geebneten, d. h., von wesentlichen Vertiefungen und Erhebungen befreiten Flächen und mit regelmässig verlaufenden Kanten aufweisen.	
aus 236	Sonstige Erden und rohe mineralische Stoffe, anderweit im allgemeinen Tarif nicht genannt oder inbegriffen, auch gebrannt, geschlämmt, gemahlen oder gereinigt.	frei
265	Quecksilber und Quecksilberlegierungen (Amalgame)	frei
aus 270	Schwefel, roh oder gereinigt, auch gepulvert	frei
	Anmerkung. Schwefelblute fällt unter die Nummer «aus 270».	
275	Borsäure und Borax (borsaures Natron, Natriumborat) . . .	3
aus 279	Zitronensäure	10

Numero della tariffa germanica	Denominazione delle merci	Dazio per quintale marchi del Reich
ex 200	Paste alimentari (taglierini e altri prodotti simili con cotti, di farina, di semolino, di glutine)	25 oltre il dazio sul grano
ex 202	Castagne e altre frutta di ogni specie, comprese le frutta del mezzogiorno, e scorze di frutta del mezzogiorno, candite (glacées) . .	100
ex 208	Polvere di latte intero, senza aggiunta di zucchero	40
213	Sughi di frutta, eccettuato il sugo d'uva, e di piante, non contenenti etere nè alcool, con aggiunta di zucchero o di sciroppo o cotti con aggiunta di zucchero o sciroppo, comprese le marmellate e le gelatine vegetali ; sugo di lampone misto ad aceto (Himbeeressig)	60
ex 216	Olive, anche conservate in aceto, olio o salamoia ; pomodori e cavolfiori preparati per usi fini da tavola ; capperi ; cetrioli in fusti, salati o riposti nell'aceto con aggiunta di droghe di cui ai numeri 66 e 67 della tariffa, anche con aggiunta di altri ortaggi.	30
	Carciofi preparati per usi fini da tavola	40
	Mostarda di frutta intere o sminuzzate, riposte in sciroppo con aggiunta di glucosio e di senapa	60
	Frutta in conserva con zucchero	80
ex 219	Generi alimentari e di consumo in recipienti chiusi ermeticamente, in quanto non cadano sotto dazi più alti :	
	Olive conservate in aceto, in olio o in salamoia ; sardine e acciughe, compresi i filetti, conservate in olio, anche con piccola aggiunta di capperi ; sardine conservate in altro modo che in olio ; tonno conservato	30
	Conserva (salsa) di pomodori	15
	Frutta d'ogni specie, conservate senza zucchero	50
ex 225	Pomice e tripolo, greggi, macinati, o lavati, non preparati per la vendita al minuto :	
	in mattonelle	0,25
	altri :	
	greggi	esenti
	macinati o lavati	0,25
ex 231	Talco greggio, anche macinato	esente
ex 233	Ardesia in tavole e lastre, greggie	0,90
ex 234	Marmo ed alabastro, greggi o semplicemente sgrossati, anche segati, ma su non più di tre lati, o in lastre non spaccate, non segate (tagliate) ; anche macinati.	esenti
	Nota. — Le pietre della specie sopra indicata sono trattate come semplicemente sgrossate anche quando, oltre la sgrossamento fatto per renderle atte al trasporto, siano state lavorate soltanto con la piccozza o con lo scalpello a punta in modo tale da conferire forme regolarmente squadrate con superfici appianate, cioè liberate da cavità e prominenze notevoli, e con spigoli regolarmente diritti.	
ex 236	Altre terre e materie minerali greggie, non nominate, nè comprese altrove in tariffa generale, anche calcinate, lavate, macinate o depurate	esenti
265	Mercurio e sue leghe (amalgame)	esenti
ex 270	Zolfo, greggio o raffinato, anche polverizzato.	esente
	Nota. — Il solfuro di zolfo è compreso sotto il n. ex 270.	
275	Acido borico e borato (tetraborato di sodio) raffinato	5
ex 279	Acido citrico.	10

Tarif-Nr.	Benennung des Gegenstandes	Zollsatz für 1 Doppelzentner RM
aus 317 V	Zitronensaurer Kalk	frei
aus 353	Flüchtige (ätherische) Öle aus Früchten der Citrusarten (Orangen-, Zitronen-, Bergamott-, Mandarinen-, usw. -öl)	20
368	Zündkerzchen aus Stearin, Wachs oder ähnlichen Stoffen	50
aus 384	Gerbstoffauszüge (Gerbstoffextrakte), anderweit im allgemeinen Tarif nicht genannt :	
	flüssig	2
	fest	4
aus 385	Süssholzsaft :	
	mit Zucker, Honig, Anisöl, Salmiak oder sonstigen Geschmackszutaten oder Heilmitteln versetzt oder in Aufmachungen für den Kleinverkauf	60
	anderer, roh oder gereinigt, auch in lose verpackten Stangen	frei
	Anmerkung. Als lose verpackt sind nur die einfach in Kisten oder in andere unmittelbar zur Versendung dienende grössere Umschliessungen verpackten glatten Stangen, und zwar auch dann anzusehen, wenn sie lediglich zur Verhütung des Zusammenklebens durch Zwischenlagen von Papier oder dergleichen voneinander getrennt sind. Stangen, die durch Einkerbungen, Schnitte oder dergleichen in mundgerechte Stücke abgeteilt sind, oder die in besonderer Papierumhüllung oder in kleineren Umschliessungen eingehen, sind als Süssholzsaft in Aufmachungen für den Kleinverkauf zu verzollen.	
aus 391	Rohseide, ungefärbt :	
	ungezwirnt oder einmal gezwirnt	frei
	zweimal gezwirnt	150
	Anmerkungen.	
	1. Wie zweimal gezwirnte ist auch die mehr als zweimal gezwirnte Seide zu verzollen.	
	2. Organsinseide (als Kettseide dienende Rohseide, die aus zwei oder mehr in einem Arbeitsgange vereinigten, zuvor aber einzeln für sich gedrehten Gregefäden besteht) sowie Tramseide (als Einschlagseide dienende Rohseide, die aus zwei oder mehr nicht gedrehten, schwach zusammengezwirnten Rohseidefäden besteht) wird wie einmal gezwirnte Rohseide behandelt.	
aus 394	Künstliche Seide, ungezwirnt oder einmal gezwirnt, ungefärbt.	60
aus 395	Künstliche Seide, zweimal gezwirnt, ungefärbt.	120
396	Florettseide (Abfallseide), ungekämmt	frei
aus 397	Florettseide (Abfallseide), gekämmt, ungefärbt	frei
	Anmerkung. Gekämmte Florettseide (Abfallseide) aus Abfällen von gefärbter Seide ist zollfrei.	
aus 398	Florettseidengespinste, ein- oder mehrfach, auch gezwirnt, ohne Verbindung mit anderen Spinnstoffen oder Gespinsten, ungefärbt	frei
	Anmerkung. Ungefärbte Gespinste aus Abfällen von künstlicher Seide sind zollfrei.	
aus 440	Baumwollgarn, eindrähtig, roh :	
	bis Nr. 11 englisch	10,80
	über Nr. 11 bis Nr. 17 englisch.	14,40
	über Nr. 17 bis Nr. 22 englisch.	19,80
	über Nr. 22 bis Nr. 32 englisch.	25,20
	über Nr. 32 bis Nr. 47 englisch.	32,40
	Anmerkung. Die Vertragssätze für die Garne der Nr. aus 440 gelten nur für eine Höchstmenge im Kalenderjahr, die im	

Numero della tariffa germanica	Denominazione delle merci	Dazio per quintale marchi del Reich
ex 317 V	Citrato di calcio	esente
ex 353	Olii volatili (essenze) dei frutti del genere Citrus (essenza di arancio, di limone, di bergamotto, di mandarino, ecc.)	20
368	Fiammiferi di stearina, di cera o di simili materie	50
ex 384	Estratti tannici non nominati altrove in tariffa generale :	
	liquidi	2
	solidi	4
ex 385	Sugo di liquirizia :	
	con aggiunta di zucchero, di miele, di essenza di anice, di sale ammoniaco o di altri condimenti o sostanze medicinali oppure preparato per la vendita al minuto	60
	altro, greggio o depurato, anche in cannelli, semplicemente imballati sciolti	esente
	Nota. — Si considerano come imballati sciolti solo i cannelli lisci, imballati semplicemente in casse o in altri recipienti più grandi, che si usano direttamente per la spedizione, e ciò anche quando siano divisi l'uno dall'altro da fogli di carta o simili, al solo scopo di impedire che si attacchino insienne. I cannelli che sono divisi mediante intaccature, tagli o simili, in pezzi a bocconi, o che si importino in uno speciale involucro di carta o in piccoli recipienti, si devono classiare come sugo di liquirizia preparato per la vendita al minuto.	
ex 391	Seta greggia, non tinta :	
	non torta o torta una volta	esente
	torta due volte.	150
	Note.	
	I. Come torta due volte si classifica anche la seta torta più di due volte.	
	II. L'organzino (seta greggia destinata a formare l'ordito e costituita da due o più fili di seta greggia accoppiati in una operazione dopo essere stati ritorti singolarmente) e le trame (seta greggia usata per ripieno e costituita da due o più fili di seta greggia non ritorti, ma che hanno ricevuto una leggera torsione) sono considerati come seta greggia torta una volta.	
ex 394	Seta artificiale non torta o torta una volta, non tinta	60
ex 395	Seta artificiale torta due volte, non tinta	120
396	Cascami di seta, non pettinati	esenti
ex 397	Cascami di seta, pettinati, non tinti	esenti
	Nota. — La filusella pettinata proveniente da cascami di seta tinta è esente da dazio.	
ex 398	Filati di cascami di seta, semplici od a più capi, anche torti, non commisti con altre materie tessili o filati : non tinti.	esenti
	Nota. — I filati di cascami di seta artificiale non tinti sono esenti da dazio.	
ex 440	Filati di cotone, semplici, greggi :	
	fino al n. 11 inglese.	10.80
	oltre il n. 11 fino al n. 17 inglese	14.40
	oltre il n. 17 fino al n. 22 inglese	19.80
	oltre il n. 22 fino al n. 32 inglese	25.20
	oltre il n. 32 fino al n. 47 inglese	32.40
	Nota. — I dazi convenzionali per i filati del n. ex 440 saranno applicati entro i limiti di un quantitativo annuo di tali filati,	

Tarif-Nr.	Benennung des Gegenstandes	Zollsatz für 1 Doppelzentner RM
Noch:	gegenseitigen Einvernehmen zwischen beiden Regierungen	
aus 440	festgesetzt wird. Die Garne müssen über die Zollstellen eingeführt werden, die hierfür auf Grund einer Vereinbarung zwischen beiden Regierungen bestimmt werden.	
aus 445	Dichte Gewebe aus Baumwollengespinsten für Möbel- und Zimmerausstattung (mit Ausnahme von Sammet und Plüsch, sammet- und plüschartigen Geweben), gefärbt, bedruckt, gemustert, bunt gewebt, im Stück als Meterware eingehend	350
aus 457	Bedruckte Taschentücher, nicht grösser als 50 cm im Quadrat, ganz aus Baumwolle, mit einfachen Säumen, in der Kette und dem Schuss zusammen auf 5 mm im Geviert mit 30 bis 44 Fäden:	
	im Gewichte von 80 g oder darüber auf 1 qm Gewebefläche	175
	im Gewichte von 40 g oder darüber, jedoch weniger als 80 g. auf 1 qm Gewerbefläche	255
	Anmerkung. Der nach Ziffer 10 der allgemeinen Anmerkung zu Abschnitt 5 des allgemeinen Tarifs zu erhebende Saumzuschlag von 15 v. H. bleibt für Taschentücher der Nr «aus 457» unerhoben.	
aus 470	Hanf, gekämmt	frei
aus 475	Hanfgarn und Hanfwerggarn, eindrähtig, roh:	
	bis Nr. 6 englisch	10,50
	über Nr. 6 bis Nr. 10 englisch	12
	über Nr. 10 bis Nr. 16 englisch	13,50
515	Pferdehaare (aus der Mähne oder dem Schweife), bearbeitet:	
	gehechelt, gezogen, gebleicht, gefärbt	frei
	Krollhaare aus Pferdehaaren, auch gemischt mit anderen Tierhaaren oder mit pflanzlichen Faserstoffen	5
aus 519	Grobe Schuhe aus baumwollenem Gewebe mit angenähten Sohlen aus durch Nähen verbundenem Flechtwerk aus Hanfgespinsten, zum Schutz der Schnürlöcher auch mit unlackiertem Leder verbunden	70
(537/8)	Männerhüte aus Filz (mit Ausnahme der lackierten):	für 1 Stück
537	aus Haarfilz:	
	unausgerüstet (ungarniert)	1,30
	ausgerüstet (garniert)	1,80
538	aus Wollfilz:	
	unausgerüstet (ungarniert)	0,60
	ausgerüstet (garniert)	0,80
540	Hutstumpen aus Filz, ganz oder unvollständig in Hutform gebracht:	
	aus Haarfilz.	1
	aus Wollfilz	0,40
aus 541	Hüte aus Stroh:	
	Frauenhüte, nicht nach Art der Männerhüte geformt:	
	unausgerüstet (ungarniert)	0,70
	ausgerüstet (garniert)	1,20
	andere:	
	unausgerüstet (ungarniert)	0,80
	ausgerüstet (garniert)	1,20
	Hüte aus Holzspan:	
	aus Geflechten, deren Breite 7 mm übersteigt:	
	unausgerüstet (ungarniert)	0,20
	ausgerüstet (garniert)	0,40
	andere:	
	unausgerüstet (ungarniert)	0,60
	ausgerüstet garniert)	0,90

Numero della tariffa germanica	Denominazione delle merci	Dazio per quintale marchi del Reich
Segue : ex 440	che sarà stabilito di comune accordo fra i due Governi e da importare per le dogane che saranno a ciò autorizzate d'intesa fra gli stessi Governi.	
ex 445	Tessuti fitti di cotone per mobili e addobbi (ad eccezione del velluto e della felpa, dei tessuti vellutati e felpati), tinti, stampati, operati, a colori : importati in pezza per essere venduti a misura	350
ex 457	Fazzoletti stampati, di tessuto di solo cotone avente nel quadrato di 5 mm. di lato, fra catena e trama, da 30 fino a 44 fili con lato non superiore a 50 cm. e con orli semplici :	
	del peso di 80 grammi o più per ogni metro quadrato . .	175
	del peso di 40 grammi o più, ma di meno di 80 grammi per ogni metro quadrato	255
	Nota. — Pre i fazziletti del numero « ex 457 » non si riscuote il sopradazio del 15 % per l'orlatura, stabilito dal n. 10 delle note generali alla 5ᵉ categoria della tariffa generale.	
ex 470	Canapa, pettinata	esente
ex 475	Filati di canapa e filati di stoppa di canapa : semplici, greggi :	
	fino al n. 6 inglese	10,50
	oltre il n. 6 fino al n. 10 inglese	12,00
	oltre il n. 10 fino al n. 16 inglese	13,50
515	Crine di cavallo (della criniera o della coda), preparato :	
	pettinato, stirato, imbianchito, tinto	esente
	arricciato, anche misto con peli di altri animali o con materie filamentose vegetali	5
ex 519	Scarpe grossolane di tessuto di cotone, con suole cucite formate di trecce di filati di canapa riunite mediante cucitura, anche cucite con pelle non verniciata per protezione degli orlichelli. .	70
(537/8)	Cappelli da uomo, di feltro (esclusi quelli verniciati) :	
537	di feltro di pelo :	ciascuno
	non guarniti.	1,30
	guarniti.	1,80
538	di feltro di lana :	ciascuno
	non guarniti.	0,60
	guarniti.	0,80
540	Campane di feltro, ridotte totalmente o in parte in forma di cappelli	
	di feltro di pelo	1
	di feltro di lana	0,40
ex 541	Cappelli di paglia :	
	da donna, non foggiati come quelli da uomo :	
	non guarniti.	0,70
	guarniti.	1,20
	altri :	
	non guarniti.	0.80
	guarniti.	1,20
	Cappelli di truciolo :	
	con treccie di larghezza superiore a 7 millimetri :	
	non guarniti.	0,20
	guarniti.	0,40
	altri :	
	non guarniti	0,60
	guarniti.	0,90

Tarif-Nr.	Benennung des Gegenstandes	Zollsatz für 1 Doppelzentner RM
Noch:	Hüte aus Hanfgeflechten, auch gemischt mit pflanzlichen Flechtstoffen:	
aus 541	unausgerüstet (ungarniert)	0,60
	ausgerüstet (garniert)	1,20
		für 1 Doppelzentner
aus 556	Sandalen aus Leder, mit Ledersohlen, das Paar im Gewicht von 600 g oder darunter	180
562	Handschuhe ganz oder teilweise aus Leder (mit Ausnahme der mit Pelzwerk überzogenen oder mit solchem gefütterten Handschuhe und der ausgepolsterten Fechthandschuhe)	600
	Anmerkung. Besätze einschliesslich der Pelz- und Federbesätze, Stickereien, Schleifen und sonstiger Ausputz bleiben bei der Verzollung von Handschuhen, ganz oder teilweise aus Leder, ausser Betracht.	
aus 563	Ganzgare Kaninchenfelle zur Pelzwerkbereitung, durch Scheren und Färben als Nachahmung von edleren Pelztierfellen zugerichtet	frei
aus 574	Schläuche aus Kautschuk für die Bereifung von Fahrzeugrädern	125
aus 578	Vollreifen aus Kautschuck für Fahrzeugräder	100
	Schutzdecken (Laufdecken) für die zu Fahrzeugrädern bestimmten Schläuche, aus Gespinstwaren, mit Kautschuk getränkt oder überzogen oder durch Zwischenlagen von Kautschuk verbunden	125
587	Holzspangeflechte:	
	ungefärbt	1
	gefärbt	2
588	Geflechte aus Stroh, Bast, Baumwurzeln, Binsen, Ginster, Gras, Holzwolle, Palmblatt, Seegras, Schilf oder anderen pflanzlichen Flechtstoffen:	
	ungebleicht, ungefärbt	frei
	gebleicht, gefärbt	8
(590/1)	Korbflechterwaren und andere Flechtwaren:	
590	grobe, roh oder gefärbt, gebeizt, gefirnisst:	
	aus Holzspan, aus unedlem Rohr, aus ungeschälten, ungespaltenen Ruten oder aus ungewaschenem, ungeschältem, ungespaltenem edlen Rohr	4
	aus geschälten, gespaltenen, auch gehobelten Ruten	12
	aus gewaschenem, geschältem, gespaltenem, auch gehobeltem edlen Rohr	16
	aus anderen Flechtstoffen	16
591	andere als grobe, insbesondere alle lackierten, polierten, bronzierten, vergoldeten, versilberten	48
(aus 596/7)	Andere Besen als solche aus Reisig sowie Bürsten:	
aus 596	grobe, auch in Verbindung mit unlackiertem, unpoliertem Holz, Rohr oder Eisen:	
	aus pflanzlichen Stoffen oder Pflanzenfaserersatzstoffen; Dreidel (Dweidel) und ähnliche Gegenstände für Reinigungszwecke	3
aus 597	grobe in Verbindung mit lackiertem, poliertem Holz, Rohr oder Eisen	24
aus 607	Bearbeitete (abgeriebene, geschliffene, durchbohrte) rote Korallen:	
	ungefasst	180
	ungefasst, zum Zwecke der Verpackung und Versendung auf Gespinstfäden oder Schnüre gereiht	300

Numero della tariffa germanica	Denominazione delle merci	Dazio per quintale marchi del Reich
Segue : ex 541	Cappelli di treccie di canapa (compresi quelli di tagal), anche misti con altre fibre vegetali :	
	non guarniti	0,60
	guarniti	1,20
		pre quintale
ex 556	Sandali di pelle, con suola di cuoio, pesanti grammi 600 o meno al paio	180
562	Guanti, interamente o in parte di pelle (esclusi i guanti ricoperti o foderati di pelliccia ed i guanti imbottiti da scherma) . . .	600
	Nota. — Nel daziamento dei guanti, interamente o in parte di pelle, non si tiene conto delle guarnizioni, comprese quelle di pelliccia o di piuma, dei ricami, dei fiocchi nè di altri abbellimenti.	
ex 563	Pelli di coniglio conciate per la fabbricazione di pelliccie, preparate mediante taglio e tintura ad imitazione delle pelli fini da pelliceria	esenti
ex 574	Camere d'aria di gomma elastica, per cerchiare ruote di veicoli	125
ex 578	Gomme piene per ruote di veicoli	100
	Copertoni di protezione per le camere d'aria da ruote di veicoli, di tessuto imbevuto o spalmato di gomma elastica o in strati riuniti con gomma elastica	125
587	Treccie di truciolo :	
	non tinte	1
	tinte	2
588	Treccie di paglia, libro, radici di albero, giunco, ginestra, erba, lana di legno, foglie di palma, alghe, o di altre materie vegetali da intreccio :	
	non imbianchite, non tinte	esenti
	imbianchite, tinte	8
(590/1)	Lavori da panieraio ed altri lavori d'intreccio :	
590	grossolani, greggi o tinti, trattati con mordenti, verniciati :	
	di truciolo, di canna comune, di bacchette non scortecciate, nè spaccate, o di canna nobile non lavata, non scortecciata, nè spaccata	4
	di bacchette scortecciate, spaccate, anche piallate	12
	di canna nobile lavata, scortecciata, spaccata, anche piallata .	16
	di altre materie da intreccio	16
591	Altri non grossolani, specialmente quelli laccati, puliti, bronzati, dorati, argentati	48
(ex 596/7)	Scope, altre che quelle di stipa, e spazzole :	
ex 596	grossolane, anche in unione con legno, canna o ferro non laccati nè puliti :	
	di materie vegetali o di succedanei di fibre vegetali : radazze con manico ed oggetti analoghi per pulire	3
ex 597	grossolane, in unione con legno, canna o ferro laccati o puliti . .	24
ex 607	Coralli rossi lavorati (strofinati, levigati, forati) :	
	non montati	180
	non montati, infilati su fili di materie tessili o su cordoncini, per scopo di imballaggio e di trasporto	300

Tarif-Nr.	Benennung des Gegenstandes	Zollsatz für 1 Doppelzentner RM
aus 611	Gepresste, gedrehte oder gefräste Knöpfe aus Horn, ausgenommen solche aus Horn von Hufen, mit oder ohne Ösen	200
	Gepresste Knöpfe aus Horn von Hufen, sofern sie den hinterlegten Mustern entsprechen.	70
	Anmerkung. Die Befugnis zur Abfertigung der gepressten Knöpfe aus Horn von Hufen zu dem Zollsatz von 70 M. wird auf die Zollstellen beschränkt, die im Einvernehmen beider Regierungen bestimmt werden.	
aus 622	Peitschenstöcke :	
	roh	3
	grobe, bearbeitet	10
aus 631	Feine Holzwaren (ausgenommen Stöcke), auch in Verbindung mit anderen Stoffen, soweit sie nicht dadurch unter höhere Zollsätze fallen :	
	Tabakpfeifenköpfe und Tabakpfeifen aus Bruyereholz, letztere auch mit Mundstücken aus Knochen, Horn oder Hartkautschuk und auch in Verbindung mit unedlem Metall	45
	Möbel und Möbelteile mit Bildhauer- und Bildschnitzerarbeit	60
	Möbel und Möbelteile mit eingelegter Arbeit, soweit sie nicht durch die eingelegten Stoffe unter höhere Zollsätze fallen, auch fein bemalt, vergoldet, versilbert oder bronziert . .	72
aus 640	Kämme und Haarnadeln aus Zellhorn, soweit sie nicht durch die Verbindung mit anderen Stoffen unter höhere Zollsätze fallen oder als Nachahmungen höher belegter Waren anzusehen sind	250
aus 646	Steinnussknöpfe, auch in Verbindung mit anderen Stoffen, soweit sie nicht dadurch unter höhere Zollsätze fallen	100
aus 674	Bücher in allen Sprachen, gedruckt oder geschrieben, auch mit beigedruckten, beigehefteten oder beigelegten Bildern aller Art ; Papier, beschriebenes ; Papier, bedrucktes, mit Ausnahme des im elften Abschnitt des allgemeinen Tarifs genannten ; Musiknoten ; alle diese auch gebunden	frei
677	Gemälde (gemalte Bilder) auf Geweben aus pflanzlichen Spinnstoffen, auf Holz, unedlen Metallen oder Legierungen unedler Metalle, Papier oder Stein ; Zeichnungen, auch eingebunden oder auf Papier, Pappe, Geweben oder dergleichen aufgezogen	frei
aus 680	Alabaster und Marmor, an mehr als drei Seiten gesägt, an den nicht gesägten Seiten roh oder bloss roh behauen	0,25
	Anmerkung. Bei Marmor und Alabaster werden diejenigen Seiten, die mit dem Drahtseil geschnitten sind, nicht als gesägt, sondern als roh behandelt, soweit die Züge des Drahtseils daran erkennbar sind oder seine Anwendung von dem Einbringer nachgewiesen wird.	
(aus 682/3)	Platten :	
aus 682	gesägt (geschnitten) oder gespalten, weder geschliffen noch gehobelt, poliert oder mit Schmelz überzogen :	
	aus Alabaster, Marmor, Serpentinstein	3,50
	aus Granit, Porphyr, Syenit oder ähnlichen harten Steinen ; aus Lava, poröser oder dichter	3
	aus anderen Steinen (mit Ausnahme von polierfähigem Kalkstein, Schiefer und Glimmer)	2,50
	Anmerkung. Platten aus Marmor und Alabaster von mehr als 16 cm Stärke sind nach Nr. aus 680 zu verzollen.	
aus 683	geschliffen, gehobelt, poliert oder mit Schmelz überzogen :	
	aus Alabaster, Marmor, Serpentinstein	20
	aus Granit, Porphyr, Syenit oder ähnlichen harten Steinen .	15

Numero della tariffa germanica	Denominazione delle merci	Dazio per quintale marchi del Reich
ex 611	Bottoni di corno stampati, tornati o fresati, esclusi quelli di unghia, con o senza gambo	200
	Bottoni di unghia, stampati, corrispondenti ai campioni depositati	70
	Nota. — La facoltà di sdoganamento dei bottoni di unghia al dazio di marchi 70 è limitata alle dogane che saranno designate d'intesa fra i due Governi.	
ex 622	Manici da frusta :	
	greggi	3
	grossolani, lavorati	10
ex 631	Lavori di legno fini (esclusi i bastoni) anche in unione con altre materie, in quanto per effetto di tale unione non siano soggetti a dazi più alti :	
	Teste di pipe e pipe, di radica o legno d'erica, pipe di tutto anche con bocchino di osso, di corno o di ebanite, anche in unione con metallo comune	45
	Mobili e loro parti, scolpiti o intagliati	60
	Mobili e loro parti, con lavoro d'intarsio, in quanto per la materia costituente l'intarsio non siano soggetti a dazio più alto, o anche finemente dipinti, dorati, argentati o bronzati	72
ex 640	Pettini e forcelle di celluloide, in quanto per l'unione con altre materie non ricadano sotto dazi più elevati o non siano da considerare come imitazioni di lavori soggetti a maggior dazio . . .	250
ex 646	Bottoni di corozo (avorio vegetale), anche in unione con altre materie, purchè questa unione non li assoggetti a dazi più alti	100
ex 674	Libri in tutte le lingue, stampati o manoscritti, anche con illustrazioni di ogni sorta nel testo, fuori testo o semplicemente inserite ; carta manoscritta ; carta stampata, esclusa quella nominata nella sezione undicesima della tariffa generale ; musica ; tutti questi lavori anche rilegati.	esenti
677	Quadri dipinti a mano su tessuti di materie tessili vegetali, su legno, metalli comuni o leghe di metalli comuni, carta o pietra ; disegni, anche rilegati o incollati su carta, cartone, tessuti o simili	esenti
ex 680	Alabastro e marmo, segati su più di lati, greggi o semplicemente sgrossati sui lati non segati	0,25
	Nota. — Nel trattamento del marmo e dell'alabastro non si considerano come segati, ma greggi, i lati tagliati col filo elicoidale, quando le [illegible] di questi [illegible] l'uso del filo elicoidale venga provato dall'importatore.	
ex 682 31	Lastre :	
ex 682	segate (tagliate) o spaccate, non levigate, nè piallate, pulite o smaltate :	
	di alabastro, di marmo, di serpentino	3,50
	di granito, di porfido, di [illegible] e di simili pietre dure, di tufo porosa o compatta	3
	di altre pietre ad eccezione delle pietre calcari [illegible] pulitura, dell'ardesia e della mica)	2,50
	Nota. — Le lastre di marmo, di alabastro di spessore superiore a 16 centimetri, si classificano sotto il n. ex 680.	
ex 683	levigate, piallate, pulite o smaltate :	
	di alabastro, di marmo, di serpentino	20
	di granito, di porfido, di [illegible] e di simili pietre dure	15

Tarif-Nr.	Benennung des Gegenstandes	Zollsatz für 1 Doppelzentner RM
684	Schieferblöcke und Schieferplatten, an einer oder mehreren schmalen Seiten (Kanten) gesägt (geschnitten), weder gehobelt noch geschliffen oder poliert	3
(aus 685/6)	Steinmetzarbeiten, ungeschliffen, ungehobelt, auch in Verbindung mit unlackiertem, unpoliertem Holz oder Eisen, mit Ausnahme der Arbeiten aus polierfähigem Kalkstein :	
aus 685	von schlichter, nicht profilierter Arbeit, nicht abgedreht, nicht verziert :	
	aus Alabaster, Marmor, Serpentinstein	2,50
	aus Granit, Porphyr, Syenit oder ähnlichen harten Steinen ; aus Lava, poröser oder dichter	1,25
aus 686	profiliert, ganz oder teilweise abgedreht oder verziert :	
	aus Alabaster, Marmor, Serpentinstein	5
	aus Granit, Porphyr, Syenit oder ähnlichen harten Steinen ; aus Lava, poröser oder dichter	5
	aus anderen Steinen (mit Ausnahme von Schiefer)	3
690	Bildhauer- und Bildschnitzerarbeiten aus Steinen aller Art, sofern sie Kunstgegenstände sind, einschliesslich der punktierten . .	frei
	Anmerkung. Als Kunstgegenstände sind alle Statuen aus Marmor und anderen Steinen ohne Rücksicht auf ihre künstlerische und technische Ausführung, ihre Bestimmung und Grösse anzusehen. Als Statuen werden die Darstellungen des ganzen menschlichen und tierischen Körpers, auch symbolische und stilisierte einschliesslich der der Büsten betrachtet.	
aus 691	Steinwaren, nicht unter andere Nummern des allgemeinen Tarifs fallend, ohne Verbindung mit anderen Stoffen oder nur in Verbindung mit Holz oder Eisen, mit Ausnahme der Luxusgegenstände, aus Alabaster, Marmor, Serpentinstein	30
	Anmerkung zu Nr. 692. Als Luxusgegenstände im Sinne der Nr. 692 des allgemeinen Tarifs werden nicht betrachtet Lampenschalen aus Alabaster im Gewichte von mehr als 5 kg deren Aussenfläche glatt oder nur gedreht, profiliert oder kanneliert ist.	
aus 695	Andere natürliche Schleifsteine als die unter Nr. 694 des allgemeinen Tarifs fallenden, ohne Verbindung mit anderen Stoffen	0,50
759	Glasplättchen, Glasperlen, Glasschmelz und Glasschuppen, auch lediglich zum Zwecke der Verpackung und Versendung auf Gespinstfäden gereiht ; Glastropfen (Glastränen, Springgläser) ; Glaskörner (Glaskügelchen, massive Glastropfen) :	
	weiss, auch gefärbt	2
	bemalt, vergoldet oder versilbert	15
aus 760	Glaskorallen, ohne Fassung, auch lediglich zum Zwecke der Verpackung und Versendung auf Gespinstfäden gereiht, roh	30
aus 761	Glasperlen, Glasflüsse, Glassteine, Glaskorallen, auf Gespinstfäden, Schnüre oder Draht genäht oder gereiht und ohne weiteres als Schmuck verwendbar	120
aus 764	Glasmalereien, Glasmosaik	40
aus 767	Glas- und Schmelzwaren in Verbindung mit anderen Stoffen, soweit sie nicht in anderen Nummern des allgemeinen Tarifs besonders genannt sind oder durch die Verbindung mit anderen Stoffen unter höhere Zollsätze fallen :	
	bemalt, vergoldet, versilbert oder durch Auftragen oder Einbrennen von Farben gemustert	100
	andere	80

Numero della tariffa germanica	Denominazione delle merci	Dazio per quintale marchi del Reich
684	Blocchi e lastre di ardesia, segati (tagliati) su uno o più lati (canti), non piallati, nè levigati, nè puliti	3
(ex 685/6)	Lavori da scalpellino, non levigati, non piallati, anche in unione con legno o ferro non laccati nè puliti, esclusi i lavori di pietra calcare suscettibile di pulitura :	
ex 685	semplici, non profilati, nè torniti, nè ornati :	
	di alabastro, di marmo, di serpentino	2,50
	di granito, di porfido, di sienite o di simili pietre dure ; di lava porosa o compatta	1,25
ex 686	profilati, in tutto o in parte torniti o ornati :	
	di alabastro, di marmo, di serpentino	5
	di granito, di porfido, di sienite o di simili pietre dure ; di lava porosa o compatta	5
	di altre pietre (esclusa l'ardesia)	3
690	Lavori da scultore o da intagliatore fatti di pietre di ogni sorta, in quanto siano oggetti artistici, compresi i lavori punteggiati .	esenti
	Nota. — Le statue di marmo e di altre pietre sono considerate come oggetti artistici, senza tener conto della loro esecuzione artistica, e tecnica, della loro destinazione o grandezza. Si considerano come statue le riproduzioni dell'intero corpo umano o animale, comprese quelle simboliche e stilizzate ed i busti.	
ex 691	Lavori di pietre, non compresi in altri numeri della tariffa generale, generale, non uniti con altre materie od uniti soltanto con legno o con ferro, eccettuati gli oggetti di lusso : di alabastro, di marmo, di serpentino	30
	Ad 692. — Non si considerano come oggetti di lusso agli effetti del n. 692 della tariffa generale le coppe da lampade, di alabastro, pesanti più di kg. 5 e delle quali la superficie sia liscia o soltanto tornita, profilata o scanalata.	
ex 695	Pietre da affilare, naturali (pietre coti), altre che quelle che rientrano nel n. 694 della tariffa generale, non commiste con altre materie	0,50
759	Lastrine di vetro ; perle di vetro, perline di vetro forate e scaglie di vetro anche infilate su fili di materie tessili unicamente a scopo di imballaggio e di trasporto ; gocciole di vetro (lagrime di vetro, lagrime bataviche) ; granelli di vetro (palline di vetro), gocce di vetro massicce) :	
	bianchi o colorati	2
	dipinti, dorati o argentati	15
ex 760	Coralli di vetro, non montati, anche infilati su fili di materie tessili unicamente a scopo di imballaggio e di trasporto, greggi. . . .	30
ex 761	Perle di vetro, vetrificazioni imitanti le pietre preziose, pietre da gioielli di vetro e coralli di vetro, cuciti o infilati su fili di materie tessili, cordoncini o fili metallici e adoperabili senza altro come ornamento	120
ex 764	Dipinti su vetro ; mosaici di vetro	40
ex 767	Lavori di vetro o di smalto, in unione con altre materie, in quanto non siano nominati particolarmente in altre voci della tariffa generale o per la loro unione con altre materie non vadano soggetti a dazi più alti :	
	dipinti, dorati, argentati o fregiati di disegni a colori applicati a freddo o fissati a fuoco	160
	altri	80

Tarif-Nr.	Benennung des Gegenstandes	Zollsatz für 1 Doppelzentner RM
aus 879	Geräte für die Herstellung von Kaffeegetränk (sogenannte Caffé espresso-Maschinen) aus Kupfer, Tombak oder Messing, verniert, gefärbt oder vernickelt, soweit sie nicht durch die Verbindung mit anderen Stoffen unter höhere Zollsätze fallen :	
	im Gewichte des Stückes { von mehr als 20, aber unter 150 kg	50
	von 20 kg oder darunter . . .	70
aus 907	Dynamomaschinen (Generatoren) ausser Lichtmaschinen, Lichtzündmaschinen für Motorfahrzeuge und ausser Anlassmotoren für Verbrennungsmotoren :	
	bei einem Reingewichte { von 15 kg oder darunter . . .	40
	des Gegenstandes { von mehr als 15 kg bis 1,5 dz	23
	Anmerkung. Elektrische Ventilatoren, bei denen das Ventilationsrad unmittelbar auf der Welle des Elektromotors sitzt, werden nach Nr. aus 907 verzollt.	
aus 912 C	Geräte für die Herstellung von Kaffeegetränk (sogenannte Caffé espresso-Maschinen) aus unedlem Metall, auch vernickelt, mit elektrischer Heizung :	
	bei einem Reingewichte { von mehr als 3 kg	50
	des Gegenstandes { von 3 kg oder darunter	70
aus 915	Motorwagen, nicht zum Fahren auf Schienengleisen bestimmt (ausgenommen Zugmaschinen), in Verbindung mit Antriebsmaschinen :	
	bei einem Reingewichte des Stückes von 2 ½ dz oder mehr aber nicht mehr als 5 dz	250
	Anmerkung. Der Zollsatz beträgt	
	vom 1. Juli 1926 an . . . . . 255 RM	
	vom 1. Januar 1927 an . . . . . 200 »	
	vom 1. Juli 1927 an . . . . . 150 » } für 1 dz	
	vom 1. Januar 1928 an . . . . . 100 »	
	vom 1. Juli 1928 an . . . . . 75 »	
	bei einem Reingewicht des Stückes von mehr als 5 dz, aber nicht mehr als 9 dz	175
	Anmerkung. Der Zollsatz beträgt	
	vom 1. Juli 1926 an . . . . . 175 RM	
	vom 1. Januar 1927 an . . . . . 175 »	
	vom 1. Juli 1927 an . . . . . 150 » } für 1 dz	
	vom 1. Januar 1928 an . . . . . 100 »	
	vom 1. Juli 1928 an . . . . . 75 »	
	bei einem Reingewichte des Stückes von mehr als 9 dz, aber nicht mehr als 12 dz	180
	Anmerkung. Der Zollsatz beträgt	
	vom 1. Juli 1926 an . . . . . 180 RM	
	vom 1. Januar 1927 an . . . . . 180 »	
	vom 1. Juli 1927 an . . . . . 150 » } für 1 dz	
	vom 1. Januar 1928 an . . . . . 100 »	
	vom 1. Juli 1928 an . . . . . 75 »	
	bei einem Reingewicht des Stückes von mehr als 12 dz, aber nicht mehr als 22 dz	200
	Anmerkung. Der Zollsatz beträgt	
	vom 1. Juli 1926 an . . . . . 190 RM	
	vom 1. Januar 1927 an . . . . . 175 »	
	vom 1. Juli 1927 an . . . . . 150 » } für 1 dz	
	vom 1. Januar 1928 an . . . . . 100 »	
	vom 1. Juli 1928 an . . . . . 75 »	
aus 941	Streich- und Zupftonwerkzeuge :	
	Gitarren, Mandolinen, Mandolen	30
aus 942	Blastonwerkzeuge :	
	Flöten, Klarinetten	60
aus 944 B	Ziehharmonikas	60

Numero della tariffa germanica	Denominazione delle merci	Dazio per quintale marchi del Reich
ex 879	Apparecchi per la preparazione del caffè in bevanda (macchine per caffè espresso), di rame, tombacco o ottone, anche dorati o argentati a falso, colorati o nichelati, in quanto per la loro unione con altre materie non vadano soggetti a dazi più alti :	
	del peso ciascuno : di più di 20, ma meno di 150 chilogrammi	50
	di 20 chilogrammi o meno	70
ex 907	Motori generatori elettrici, esclusi le dinamo per illuminazione ed accensione per automobili, i motori d'avviamento per motori a combustione, del peso netto :	
	di 15 kg. o meno	40
	di più di 15 fino a 150 kg.	23
	Nota ad 907. — Si classificano sotto il n. ex 907 come motori elettrici, anche i ventilatori elettrici aventi la ruota di ventilazione posta direttamente sull'albero del motore elettrico.	
ex 912 C	Apparecchi per la preparazione del caffè in bevanda (macchine per caffè espresso) di metallo comune, anche nichelate, con riscaldamento elettrico del peso netto ciascuna :	
	di più di 3 chilogrammi	50
	di 3 chilogrammi o meno	70
ex 915	Automobili, del peso netto :	
	1. di più di 2 ½ fino a 5 quintali :	
	fino al 30 giugno 1926	250
	dal 1° luglio 1926	225
	dal 1° gennaio 1927	200
	dal 1° luglio 1927	150
	dal 1° gennaio 1928	100
	dal 1° luglio 1928	75
	2. di più di 5 fino a 9 quintali :	
	fino al 30 giugno 1926	175
	dal 1° luglio 1926	175
	dal 1° gennaio 1927	175
	dal 1° luglio 1927	150
	dal 1° gennaio 1928	100
	dal 1° luglio 1928	75
	3. di più di 9 fino a 12 quintali :	
	fino al 30 giugno 1926	180
	dal 1° luglio 1926	180
	dal 1° gennaio 1927	180
	dal 1° luglio 1927	150
	dal 1° gennaio 1928	100
	dal 1° luglio 1928	75
	4. di più di 12 fino a 22 quintali :	
	fino al 30 giugno 1926	200
	dal 1° luglio 1926	190
	dal 1° gennaio 1927	175
	dal 1° luglio 1927	150
	dal 1° gennaio 1928	100
	dal 1° luglio 1928	75
ex 941	Strumenti ad arco ed a pizzico :	30
	chitarre, mandolini e mandole	30
ex 942	Strumenti musicali a fiato :	
	flauti e clarini	60
ex 944 B	Armoniche a mantice	60

TARIF B.

Zölle bei der Einfuhr nach Italien.

Nummer und Buchstabe des italienischen Tarifs	Bezeichnung der Waren	Einheit	Einfuhrzoll in Goldlire	Erhöhungskoeffizient
22	Würze für Fleischbrühe und Suppen in Behältnissen oder in Umschliessungen, im Gewichte (einschliesslich des Behältnisses oder der Umschliessung) :			
a)	bis 1 kg	1 dz	50	—
b)	mehr als 1 bis 25 kg	»	45	—
c)	mehr als 25 kg	»	30	—
aus 105	Bier :			
a)	in Gebinden	1 hl	15	—
	Zu 105 : Deutsches Bier wird keinem anderen oder höheren Zoll unterworfen als dem, der auf das am günstigsten behandelte Bier irgendeiner anderen Herkunft angewendet wird.			
aus 168	Leinwand aus Flachs oder Hanf :			
c)	Schmirgelleinwand	1 dz	50	—
aus 181				
aus a/1	Nitrierbaumwolle	»	3	—
189	Netze aus Baumwolle	»	Zuschlag von 10 v. H. auf den Zoll der Garne, aus denen sie hergestellt sind	
	Zu 196 : Hierunter fallen auch Filtertücher Gewebe, getränkt mit Kreosot, Schwerölen aus der Petroleumdestillation oder Kupferhydrat), auch gelocht oder mit umnähten Rändern.			
197	Wachstuch aus Baumwolle	»	60	0,3
aus 198 *b)*	Schmirgeltücher	»	50	—
aus 199	Riemen und Schläuche aus Baumwolle :			
b)	andere	»	70	0,1
aus 200	Samt aus Baumwolle :			
aus *a)*	gewöhnliche :			
	4. bedruckt	»	275	—
aus 201	Strümpfe aus Baumwolle :			
aus *b)*	abgepasst :			
	aus 1 Strümpfe, ausgenommen Kinderstrümpfe, das Dutzend im Gewichte von :			
	β) mehr als 400 bis 500 g	»	360	—
	γ) bis 400 g	»	450	0,1
aus 205	Tülle aus Baumwolle :			
aus *b)*	appretiert, gebleicht oder gefärbt, im Gewichte von mehr als 300 g auf 1 qm, auf 1 cm in der Breite oder in der Länge enthaltend :		2	—
	1. bis 9 Löcher.	»	450	
	2. mehr als 9 bis 12 Löcher	»	525	

TARIFFA B.

DAZI ALL'ENTRATA IN ITALIA.

Numero e lettera della tariffa italiana	Denominazione delle merci	Unità	Dazio d'entrata in lire oro	Coefficiente di maggiorazione
22	Condimenti per brodi e per minestre, in recipienti o in involucri del peso (compreso il recipiente o l'involucro) :			
a)	fino a 1 chilogramma	quintale	50	—
b)	di più di 1, fino a 25 chilogrammi	id.	45	—
c)	di più di 25 chilogrammi	id.	30	—
ex 105	Birra :			
a)	in fusti	ettolitro	15	
	Ad 105. — La birra germanica non sarà sottoposta a dazi diversi o più alti di quelli che siano applicabili alla birra più favorita di qualsiasi altra provenienza.			
ex 168	Tele di lino e di canapa :			
c)	smerigliate	quintale	50	—
ex 181				
ex *a*/1	Cotone per nitrocellulosa	id.	3	—
189	Reti di cotone	id.	Aumento di 10 % sul dazio dei filati di cui sono composte.	
	Ad 196. — Seguono il trattamento di questa voce i panni da filtro (tessuti imbevuti con creosoto, oli pesanti derivanti dalla distillazione del petrolio, idrato di rame), anche forati o con lati cuciti.			
197	Tessuti di cotone incerati.	id.	60	0,3
ex 198 *b)*	Tessuti di cotone smerigliati	id.	50	—
ex 199	Cinghie e tubi, di cotone :			
b)	altri	id.	70	0,1
ex 200	Velluti di cotone :			
ex *a)*	comuni :			
	4. stampati	id.	275	
ex 201	Calze di cotone :			
ex *b)*	foggiate :			
	ex 1. intere, escluse quelle per ragazzi, pesanti per dozzina :			
	β) più di 400, fino a 500 grammi . . .	id.	300	
	γ) fino a 400 grammi	id.	450	0,1
ex 205	Tulli di cotone :			
ex *b)*	apparecchiati, imbianchiti o tinti, pesanti più di 300 grammi per metro quadrato, e aventi nello spazio di un centimetro di larghezza e di lunghezza :			
	1. fino a 9 fori	id.	450	
	2. più di 9, fino a 12 fori.	id.	525	

Nummer und Buchstabe des italienischen Tarifs	Bezeichnung der Waren	Einheit	Einfuhrzoll in Goldlire	Erhöhungskoeffizient
aus 207	Borten und Bänder aus Baumwolle :			
b)	andere :			
	1. glatt	1 dz	125	0,3
	2. gemustert oder broschiert	»	200	0,4
aus 211	Wolle :			
aus *e)*	gekämmt :			
	1. ungefärbt	»	15	0,8
aus 213	Tierhaar :			
c)	Krollhaar	»	20	—
aus 217				
aus *a)*	Garne aus Wolle, andere, einfach, roh, auf 1 kg messend :			
	aus 1 α) bis 10.000 m	»	45	0,4
	aus β) mehr als 10.000 bis 20.000 m . .	»	55	0,3
238	Borten und Bänder aus Wolle	»	240	0,2
239	Posamentierwaren aus Wolle	»	300	0,3
243	Presstücher aus Wolle oder aus Kamelhaar, im Gewichte von mehr als 1.000 g auf 1 qm	»	120	—
aus 262	Wirkwaren aus künstlicher Seide :			
aus *a)*	Strümpfe :			
	1. geschnitten	1 kg	12	0,5
	2. abgepasst	»	16	0,5
	Allgemeine Anmerkungen zur Warengruppe XVI. (Kleidung, Wäsche und in anderen Warengruppen nicht inbegriffene genähte Gegenstände). 1. Der Verzollung der in diesem Vertrage genannten genähten Gegenstände wird das bei ihrer Herstellung mitverwendete höchsttarifierte Gewebe oder Textilerzeugnis anderer Art nur dann zugrunde gelegt, wenn dieses Gewebe oder Textilerzeugnis anderer Art mehr als $^1/_{10}$ der Oberfläche des genähten Gegenstandes ausmacht. Ist dies nicht der Fall, so ist der Zoll des Spinnstoffes, aus dem die Gegenstände hauptsächlich bestehen, zugrunde zu legen. 2. Bei der Verzollung der genähten Gegenstände bleiben die Knöpfe ausser Betracht. 3. Gegenstände mit Hohlsäumen jeder Art, die auf der Gegauf-Nähmaschine oder auf Maschinen anderer Systeme hergestellt sind, werden nicht als gestickt angesehen ; sie unterliegen dem Vertragszoll des Gewebes mit einem Zuschlage von 10 v. H. Der Umstand, dass bei diesen Gegenständen Schuss- oder Kettfäden entfernt worden sind, bleibt ohne Einfluss. Diese Gegenstände mit kombiniertem Hohlsaum unterliegen dem vertragsmässigen Zollsatz des Gewebes mit einem Zuschlage von 20 v. H. Bei			

Numero e lettera della tariffa italiana	Denominazione delle merci	Unità	Dazio d'entrata in lire oro	Coefficiente di maggiorazione
ex 207 b)	Galloni e nastri di cotone :			
	altri :			
	1. lisci	quintale	125	0,3
	2. operati o broccati	id.	200	0,4
ex 211 ex c)	Lane :			
	pettinate :			
	1. non tinte	id.	15	0,8
ex 213	Crino animale :			
	arricciato	id.	20	—
ex 217 ex a)	Filati di lana, altri, semplici, greggi, che misurano per chilogramma :			
	ex 1 α) fino a 10 mila metri	id.	45	0,4
	ex β) più di 10 mila, fino a 20 mila metri	id.	55	0,3
238	Galloni e nastri, di lana	id.	240	0,2
239	Passamani, di lana	id.	300	0,3
243	Tessuti per presse, di lana o di pelo di cammello, pesanti più di 1.000 grammi per metro quadrato	id.	120	—
ex 262 ex a)	Maglie di seta artificiale :			
	calze :			
	1. tagliate	1 kg.	12	0,5
	2. foggiate	id.	16	0,5
	Note Generali alla Categoria XVI. — (Vestimenta, biancheria e altri oggetti cuciti non compresi in altre categorie)			
	1. Nella classificazione degli oggetti cuciti nominati nel trattato, il tessuto o altro prodotto di materia tessile più fortemente tassato che entra nella loro composizione, sarà preso come base solo nel caso in cui questo tessuto o altro prodotto di materia tessile superi il decimo della superficie dell'oggetto cucito. Se tale condizione non si verifica, si prenderà come base il dazio della materia tessile di cui gli oggetti sono principalmente formati.			
	2. Nella classificazione degli oggetti cuciti non si tien conto dei bottoni.			
	3. Gli oggetti con orli a giorno di ogni specie fatti con la macchina da cucire sistema Gegauf, o altre, non si considerano come ricamati ; essi sono sottoposti al dazio convenzionale del tessuto, aumentato del sopradazio di 10 per cento. A nulla influisce la circostanza che in detti oggetti siano stati tolti dei fili di trama e di catena. Gli stessi oggetti con orli a giorno combinati sono ammessi al dazio convenzionale del tessuto, aumentato di 20 per cento. Negli oggetti di biancheria (da letto e da tavola, asciugamani e fazzoletti) e nelle tende semplicemente orlate,			

Nummer und Buchstabe des italienischen Tarifs	Bezeichnung der Waren	Einheit	in Goldlire Einfuhrzoll	Erhöhungskoeffizient
Noch: aus 262 aus *a)*	Wäschegegenständen (Bett- und Tischwäsche, Hand- und Taschentücher) und einfach gesäumten Vorhängen werden die mit Festonstickereien oder Spinnen versehenen Ecken nicht als Stickereien angesehen und bleiben bei der Berechnung des Zollsatzes ausser Betracht.			
	4. Der Nähzuschlag für Taschentücher, einfach eingefasste oder gesäumte Vorhänge, auch mit Hohlsäumen, und andere ähnliche Gegenstände wird auf 10 v. H. des Vertragszolles für das Gewebe festgesetzt.			
aus 270	Genähte Gegenstände aus Hanf, Flachs, Jute und anderen pflanzlichen Spinnstoffen, ausgenommen Baumwolle:			
b)	Bett- und Tischwäsche, Handtücher und andere Gegenstände in rechteckiger Form, einfach gesäumt	1 kg	Zuschlag von 10 v. H. auf den Gewebezoll	—
c)	Korsetts für Frauen und Kinder:			
	1. glatt	1 Stück	0,50	0,5
	2. gestickt oder mit Aufputz	—	Zuschlag von 10 v. H. auf den Gewebezoll	0 2
d)	andere	—	Zuschlag von 40 v. H. auf den Gewebezoll	—
aus 272	Genähte Gegenstände aus Wolle, Rosshaar oder anderem Haar:			
aus *b)*	andere:			
	Mäntel aus Wolle für Frauen und Kinder	—	Zuschlag von 40 v. H. auf den Gewebezoll	—
	Zu 272: Teppiche, im Stück, zum Verkauf als Meterware, unterliegen nicht dem Nähzuschlag, wenn die Enden zur Verhütung des Ausfaserns des Gewebes benäht sind. Der Nähzuschlag bei Wollteppichen, die im Stück hergestellt und nach der Fertigstellung voneinander getrennt und an den beiden nicht mit Salleisten versehenen Rändern einfach gesäumt oder eingefasst sind, wird auf 10 v. H. festgesetzt. In anderen Fällen werden die einfach gesäumten oder eingefassten Wollteppiche einem Nähzuschlage von 20 v. H. unterworfen.			
aus 273	Genähte Gegenstände aus Seide:			
b)	andere	—	Zuschlag von 50 v. H. auf den Gewebezoll	—
aus 281	Eisenlegierungen, roh:			
b)	Ferrochrom mit mehr als 10 bis 90 v. H. Chrom	1 dz	8	0,4
c)	Ferromolybdän mit mehr als 5 bis 90 v. H. Molybdän	»	18	0,3

Numero e lettera della tariffa italiana	Denominazione delle merci	Unità	Dazio d'entrata in lire oro	Coefficiente di maggiorazione
Segue : ex 262 ex *a)*	gli angoli muniti di punti a festone o tela di ragno (araignées) non sono considerati come ricami e non se ne deve tener conto nel computo del dazio.			
	4. La sopratassa di cucitura per i fazzoletti, le tende semplicemente bordate o orlate, anche con orli a giorno, e altri oggetti simili, è fissata nella misura di 10 per cento del dazio convenzionale del tessuto.			
ex 270	Oggetti cuciti di canapa, lino, juta e di altri vegetali filamentosi, escluso il cotone :			
b)	biancheria da letto e da tavola, asciugamani e altri oggetti di forma rettangolare semplicemente orlati	1 kg	Aumento di 10 % sul dazio del tessuto.	—
c)	busti per donna e per ragazzi :			
	1. lisci	ciascuno	0,50	0,5
	2. ricamati o guarniti	—	Aumento di 10 % sul dazio del tessuto.	0,2
d)	altri	—	Aumento di 40 % sul dazio del tessuto.	—
ex 272	Oggetti cuciti di lana, crino e peli :			
ex *b)*	altri :			
	Mantelli di lana, per signora e bambini . .	—	Aumento di 40 % sul dazio del tessuto.	— —
	Ad 272. — I tappeti in pezza, da vendere a metro, non sono sottoposti alla sopratassa per la cucitura, quando presentano le estremità cucite per evitare lo sfilacciamento del tessuto. La sopratassa per la cucitura dei tappeti di lana fabbricati in pezza e separati l'uno dall'altro dopo la fabbricazione, semplicemente orlati o bordati lungo i due lati sprovvisti di cimose, è fissata a 10 per cento.			
	Negli altri casi i tappeti di lana semplicemente orlati o bordati sono soggetti, per la cucitura, alla sopratassa del 20 per cento.			
ex 273	Oggetti cuciti di seta :			
b)	altri	—	Aumento di 50 % sul dazio del tessuto.	—
ex 281	Leghe ferro-metalliche, allo stato greggio :			
b)	ferro-cromo, contenente in cromo più di 10 fino a 90 per cento	quintale	8	0,4
c)	ferro-molibdeno, contenente in molibdeno più di 5, fino a 90 per cento	id.	18	0,3

Nummer und Buchstabe des italienischen Tarifs	Bezeichnung der Waren	Einheit	Einfuhrzoll in Goldlire	Erhöhungskoeffizient
Noch :				
aus 281				
h)	Ferrowolfram mit mehr als 5 bis 90 v. H. Wolfram	1 dz	18	0,2
i)	Ferrovanadium mit mehr als 5 bis 90 v. H. Vanadium	»	18	—
j)	andere, nicht genannt	»	18	0,3
284	Stahl in Blöcken :			
a)	gewöhnlicher	»	3	0,3
b)	Sonderstahl	»	6	0,4
aus 287	Sonderstahl, warm gewalzt, in Barren oder Stäben, roh :			
	I. der im Querschnitt eine Seite oder einen Durchmesser von 8 mm oder weniger hat	—	Zuschlag von 3 L. für 1 dz auf den Zoll für Stahl, gewöhnlich, warm gewalzt, in Barren oder Stäben, je nach dem Querschnitt	—
aus 287	II. von rundem, ovalem, vierkantigem, flachem, flachrundem, winkelförmigem, sechskantigem, achtkantigem, T- oder Z-förmigem Querschnitt, bei dem keine Seite oder kein Durchmesser 8 mm oder weniger beträgt	—	Zuschlag von 2 L für 1 dz auf den Zoll für Stahl, gewöhnlich, warm gewalzt, in Barren oder Stäben	—
289	Eisen und Stahl, gehämmert, in Barren mit gleichbleibendem Querschnitt, nicht in anderer Weise bearbeitet	—	Zuschlag von 1,50 L. für 1 dz auf den Zoll für Eisen und Stahl, je nach der Art, warm gewalzt, in rohen Barren oder Stäben, je nach dem Querschnitt.	—
291	Bandeisen oder Bandstahl, kalt gewalzt :			
a)	mit einer Zugfestigkeit unter 75 kg auf 1 qmm Querschnitt und einer Stärke von :			
	1. 1 mm oder mehr	1 dz	15	0,5
	2. weniger als 1, aber mehr als ½ mm	»	17	0,5
	3. ½ mm oder weniger	»	18	0,5
b)	mit einer Zugfestigkeit von 75 kg oder mehr auf 1 qmm Querschnitt und einer Stärke von :			
	1. 1 mm oder mehr	»	20	0,5
	2. weniger als 1, aber mehr als ½ mm	»	22	0,5
	3. ½ mm oder weniger	»	25	0,5

Numero e lettera della tariffa italiana	Denominazione delle merci	Unità	Dazio d'entrata in lire oro	Coefficiente di maggiorazione
Segue :				
ex 281				
h)	ferro-tungsteno, contenente in tungsteno più di 5, fino a 90 per cento	quintale	18	0,2
i)	ferro-vanadio, contenente in vanadio più di 5, fino a 90 per cento	id.	18	—
j)	altre, non nominate	id.	18	0,3
284	Acciai in lingotti :			
a)	comuni	id.	3	0,3
b)	speciali	id.	6	0,4
ex 287	Acciai speciali, laminati a caldo in barre o verghe, greggie :			
	I. aventi in sezione lato o diametro di 8 millimetri o meno	—	Aumento di L. 3 il q.le sul dazio degli acciai comuni laminati a caldo, in barre o verghe secondo la sezione.	—
	II. tonde, ovali, quadre, piatte arrotondate, angolari, esagonali, ottagonali, a T, a Z, non aventi in sezione alcun lato o diametro di 8 millimetri o meno	—	Aumento di L. 2 il q.le sul dazio degli acciai comuni laminati a caldo, in barre o verghe.	—
289	Ferri e acciai, battuti in barre a sezione costante, non altrimenti lavorate	—	Aumento di L. 1,50 il q.le sul dazio dei ferri ed acciai, secondo la specie, laminati a caldo in barre o verghe, greggie, secondo la sezione.	—
291	Nastri di ferro o di acciaio laminati a freddo :			
a)	con resistenza inferiore a 75 chilogrammi per millimetro quadrato di sezione e della grossezza :			
	1. di un millimetro o più	quintale	15	0,5
	2. di meno di 1, ma più di mezzo millimetro	id.	17	0,5
	3. di mezzo millimetro o meno	id.	18	0,5
b)	con resistenza di 75 chilogrammi o più per millimetro quadrato di sezione e della grossezza :			
	1. di un millimetro o più	id.	20	0,5
	2. di meno di 1, ma più di mezzo millimetro	id.	22	0,5
	3. di mezzo millimetro o meno	id.	25	0,5

Nummer und Buchstabe des italienischen Tarifs	Bezeichnung der Waren	Einheit	Einfuhrzoll in Goldlire	Erhöhungskoeffizient
aus 292 aus *a)*	aus 2 Eisen- oder Stahldraht, mit rundem oder vierkantigem Querschnitt, roh oder nur glänzend gemacht, mit einer Zugfestigkeit von 130 kg oder mehr, aber weniger als 150 kg auf 1 qmm Querschnitt und mit einem Durchmesser von :			
	α) 1 ½ mm oder weniger, aber mehr als 0,5 mm	1 dz	23	0,2
	β) 0,5 mm oder weniger, aber mehr als 0,3 mm	»	35	0,2
aus 295	Kabel und Seile aus Eisen- oder Stahldraht der Nummern 292 a 2 α und a 3 β, auch mit Spinnstoff umkleidet oder mit einem Kern aus Spinnstoff	»	Zuschlag von 8 L. für 1 dz auf den Zoll der Drähte aus denen sie bestehen	—
	Zu 295 : Bei der Verzollung von Kabeln und Seilen aus Eisen oder Stahl, die aus Drähten von gleichem Querschnitt und gleichem Durchmesser, jedoch verschiedener Zugfestigkeit auf 1 qmm des Querschnitts bestehen, bleiben Drähte höherer Zugfestigkeit dann ausser Betracht, wenn ihr Gewicht 10 v. H. des Gewichts der Kabel und Seile oder des Gewichts von Drähten mit gleichem Durchmesser nicht übersteigt.			
298	Sonderstahl, warm gewalzt, in flachen Blechen, auch geglüht, roh	»	Zuschlag von 4 L. für 1 dz auf den Zoll fürEisen und Stahl, gewöhnlich, warm gewalzt, in flachen Blechen, je nach der Stärke	—
299	Bleche, flach, aus Eisen oder Stahl, kalt gewalzt, auch abgeätzt, aber nicht weiter bearbeitet		Zuschlag von 3 L. für 1 dz auf den Zoll für flache Bleche aus Eisen oder Stahl, je nach der Art, warm gewalzt, je nach der Stärke	—
aus 300 aus *g)*	Bleche aus Eisen oder Stahl, bearbeitet : verbleit, verzinkt	»	Zuschlag von 3 L. für 1 dz auf den Zoll der Bleche, je nach der Art	—
i)	verzinnt	»	Zuschlag von 4 L. für 1 dz auf den Zoll der Bleche, je nach der Art	—

Numero e lettera della tariffa italiana	Denominazione delle merci	Unità	Dazio d'entrata in lire oro	Coefficiente di maggiorazione
ex 292 ex *a)*	ex 2 Fili di ferro o di acciaio, di sezione tonda o quadra, greggi o soltanto lucidati, con resistenza di 130 kg. o più, ma meno di 150 kg. per millimetro quadrato di sezione e del diametro :			
	α) di millimetri 1 e mezzo o meno, ma più di millimetri 0,5	quintale	23	0,2
	β) di millimetri 0,5 o meno, ma più di millimetri 0,3	id.	35	0,2
ex 295	Cavi e corde, di filo di ferro o di acciaio, di cui ai numeri 292 a-2-α) et a-3-β), anche rivestiti di materia tessile o con nucleo di materia tessile	id.	Aumento di L. 8 il q.le sul dazio dei fili di cui sono formati.	—
	Ad 295. — Nella determinazione del dazio dei cavi e delle corde, di ferro o di acciaio, fatti con fili i quali. pur avendo la stessa sezione e lo stesso diametro, presentano tutavia una resistenza differente per millimetro quadrato di sezione, non si tien conto dei fili aventi maggiore resistenza nel caso in cui il loro peso non ecceda il 10 per cento del peso dei rispettivi cavi e corde o del peso dei fili che hanno il demesimo diametro.			
298	Acciai speciali, laminati a caldo, in lamiere piane, anche ricotte, greggie	id.	Aumente di L. 4 il q.le sul dazio dei ferri e acciai comuni, laminati a caldo in lamiere piane, secondo la grossezza.	—
299	Lamiere piane di ferro o di acciaio, laminate a freddo, anche imbianchite, ma non ulteriormente lavorate	id.	Aumento di L. 3 il q.le sul dazio dei ferri e acciai, secondo la specie, laminati a caldo in lamiere piane, secondo la grossezza.	—
ex 300 ex *g)*	Lamiere di ferro o di acciaio, lavorate : piombate, zincate	id.	Aumento di L. 3 il q.le sul dazio delle lamiere, secondo la specie.	—
i)	stagnate	id.	Aumento di L. 4 il q.le sul dazio delle lamiere secondo la specie.	—

Nummer und Buchstabe des italienischen Tarifs	Bezeichnung der Waren	Einheit	Einfuhrzoll in Goldlire	Erhöhungskoeffizient
Noch :				
aus 300				
aus *j)*	lackiert oder fein gefirnisst	1 dz	Zuschlag von 3 L. für 1 dz auf den Zoll der Bleche, je nach der Art	—
k)	vernickelt	»	Zuschlag von 6 L. für 1 dz auf den Zoll der Bleche, je nach der Art	—
l)	poliert	»	Zuschlag von 16L. für 1 dz auf den Zoll der Bleche, je nach der Art	—
aus 303 *a)*	Röhren aus Eisen oder Stahl, nur rein mechanisch bearbeitet : aus 1. mit walzenförmigem äusseren Gewinde, ohne Muffe	»	Zuschlag von 0,75 L. für 1 dz auf den Zoll der rohen, je nach der Art	—
	Zu 304 : Unter Nr. 304 a fallen die Rohrverschlusskapseln (Abschlusstopfen und Abschlusskappen). Unter Nr. 304 b fallen die Verschraubungen, sogenannte Holländer.			
309	Festes Material für Eisenbahnen und Strassenbahnen, nicht genannt, ausgenommen elektrisches Material :			
a)	für Feld- oder Schwebebahnen	»	18	0,5
b)	für gewöhnliche Eisenbahnen oder Strassenbahnen :			
	1. vorwiegend aus gusseisen	»	16	0,5
	2. vorwiegend aus Eisen oder Stahl	»	20	0,5
aus 310	Röhren aus Gusseisen :			
a)	roh oder nur angeknöpft :			
	1. mit einer Wandstärke über 7 mm :			
	a) gerade	»	6,50	0,3
	b) andere	»	7	0,3
	2. mit einer Wandstärke von 7 mm oder weniger.	»	10	0,3
b)	grob gefirnisst oder geteert	»	Zuschlag von 0,50 L. für 1 dz auf den Zoll der rohen	—
aus 311	Formguss aus nicht schmiedbarem Gusseisen, nicht genannt :			
a)	roh :			
	1. Hartguss (Kokillenguss), im Stückgewichte von :			
	α) 100 kg oder mehr	»	8	0,6
	β) 10 kg oder mehr, aber weniger als 100 kg	»	8,50	0,6
	γ) weniger als 10 kg	»	11	0,6

Numero e lettera della tariffa italiana	Denominazione delle merci	Unità	Dazio d'entrata in lire oro	Coefficiente di maggiorazione
Segue :				
ex 300				
ex *j)*	laccate o finemente verniciate	quintale	Aumento di L. 3 il q.le sul dazio delle lamiere, secondo la specie.	—
k)	nichelate	id.	Aumento di L. 6 il q.le sul dazio delle lamiere, secondo la specie.	—
l)	brunite	id.	Aumento di L. 16 il q.le sul dazio secondo la specie.	—
ex 303 *a)*	Tubi di ferro o di acciaio, lavorati con solo operazioni di carattere meccanico :			
	ex 1 con filettatura esterna cilindrica, senza manicotto	id.	Amento di L. 0,75 il q.le sul dazio dei greggi, secondo la specie.	—
	Ad 304. — Sono classificate sotto la voce 304-*a)* le capsule di chiusura per i tubi (tappi e cappe per tubi). Sono classificati sotto la voce 304-*b)* i giunti a vite cosidetti olandesi.			
309	Materiali fissi per ferrovie e tramvie, non nominati, esclusi quelli elettrici :			
a)	per ferrovie portatili o aeree	id.	18	0,5
b)	per ferrovie ordinarie o tramvie :			
	1. prevalentemente di ghisa	id.	16	0,5
	2. provalentemente di ferro o di acciaio . .	id.	20	0,5
ex 310	Tubi di ghisa :			
a)	greggi o solo intestati :			
	1. con parete di grossezza superiore a 7 mm. .			
	α) diritti	id.	6,50	0,3
	β) altri	id.	7	0,3
	2. con parete della grossezza di 7 mm. o meno	id.	10	0,3
b)	grossolanamente verniciati o incatramati . .	id.	Aumento di L. 0,50 il q.le sul dazio dei greggi.	—
ex 311	Ghisa non malleabile, in getti non nominati :			
a)	greggi :			
	1. temprati (induriti per fusione in conchiglia), pesanti per pezzo :			
	α) 100 kg. o più	id.	8	0,6
	β) 10 kg. o più, ma meno di 100 kg. .	id.	8,50	0,6
	γ) meno di 10 kg.	id.	11	0,6

Nummer und Buchstabe des italienischen Tarifs	Bezeichnung der Waren	Einheit	Einfuhrzoll in Goldlire	Erhöhungskoeffizient
Noch :				
aus 311				
a)	2. anderer, im Stückgewichte von :			
	α) 100 kg oder mehr	1 dz	6	0,6
	β) 10 kg oder mehr, aber weniger als 100 kg	»	6,50	0,6
	γ) 1 kg oder mehr, aber weniger als 10 kg	»	8,50	0,6
	ϱ) weniger als 1 kg	»	12	0,6
b)	gehobelt, abgedreht oder in anderer Weise bearbeitet :			
	1. Hartguss (Kokillenguss), im Stückgewichte von :			
	α) 100 kg oder mehr	»	12	0,6
	β) 10 kg oder mehr, aber weniger als 100 kg	»	13	0,6
	γ) 1 kg oder mehr, aber weniger als 10 kg	»	15,50	0,6
	ϱ) weniger als 1 kg	»	20	0,6
	2. anderer, im Stückgewichte von :			
	α) 100 kg oder mehr	»	9	0,6
	β) 10 kg oder mehr, aber weniger als 100 kg	»	10	0,6
	γ) 1 kg oder mehr, aber weniger als 10 kg	»	12	0,6
	ϱ) weniger als 1 kg	»	16	0,6
aus *g)*	vernickelt	»	Zuschlag von 6 L. für 1 dz auf den Zoll des gehobelten, abgedrehten usw. Formgusses	—
aus *h)*	emailliert :			
	aus 2. andere :			
	Badewannen und Wascheinrichtungen . .	«	28	—
aus 312	Temperguss in Stücken :			
aus *a)*	roh, im Stückgewichte von :			
	5. 1 kg oder mehr, aber weniger als 10 kg	»	20	0,3
	6. 100 g oder mehr, aber weniger als 1 kg	»	25	0,3
	7. weniger als 100 g	»	32	0,45
aus *b)*	nur auf einem geringen Teile seiner Fläche gehobelt, gefeilt, abgedreht, gelocht oder in anderer Weise bearbeitet, im Stückgewichte von :			
	5. 1 kg oder mehr, aber weniger als 10 kg	»	24	0,3
	6. 100 g oder mehr, aber weniger als 1 kg	»	30	0,3
	7. weniger als 100 g	»	38	0,45
aus 314	Eisen und Stahl in geschmiedeten oder warm gepressten Stücken, nicht genannt :			
aus *a)*	roh, im Stückgewichte von :			
	3. 40 kg oder mehr, aber weniger als 100 kg	»	16	0,4
	4. 10 kg oder mehr, aber weniger als 40 kg	»	19	0,4
	5. 1 kg oder mehr, aber weniger als 10 kg	»	24	0,4
	6. 100 g oder mehr, aber weniger als 1 kg	»	28	0,4
	7. weniger als 100 g	»	35	0,4

Numero e lettera della tariffa italiana	Denominazione delle merci	Unità	Dazio d'entrata in lire oro	Coefficiente di maggiorazione
Segue :				
ex 311				
a)	2. altri, pesanti per pezzo :			
	α) 100 kg. o più	quintale	3	0,6
	β) 10 kg. o più, ma meno di 100 kg..	id.	6,50	0,6
	γ) 1 kg. o più, ma meno di 10 kg..	id.	8,50	0,6
	δ) meno di 1 kg..	id.	12	0,6
b)	piallati, torniti o in altro modo lavorati :			
	1. temprati (induriti per fusione in conchiglia), pesanti per pezzo :			
	α) 100 kg. o più	id.	12	0,6
	β) 10 kg. o più, ma meno di 100 kg..	id.	13	0,6
	γ) 1 kg. o più, ma meno di 10 kg..	id.	15,50	0,6
	δ) meno di 1 kg..	id.	20	0,6
	2. altri, pesanti per pezzo :			
	α) 100 kg. o più	id.	9	0,6
	β) 10 kg. o più, ma meno di 100 kg..	id.	10	0,6
	γ) 1 kg. o più, ma meno di 10 kg..	id.	12	0,6
	δ) meno di 1 kg..	id.	16	0,6
ex *g)*	nichelati	id.	Aumento di L. 6 il q.le sul dazio di quelli piallati, torniti, ecc.	—
ex *h)*	smaltati :			
	ex 2 altri :			
	vasche da bagno e lavabi	id.	28	—
ex 312	Ghisa malleabile, in getti :			
ex *a)*	greggi, pesanti per pezzo :			
	5. kg. 1 o più, ma meno di kg. 10.	id.	20	0,3
	6. grammi 100 o più, ma meno di 1 kg. . .	id.	25	0,3
	7. meno di grammi 100	id.	32	0,45
ex *b)*	piallati, limati, torniti, bucati o in altro modo lavorati, solo su piccola parte della loro superficie, pesanti per pezzo :			
	5. kg. 1 o più, ma meno di kg. 10.	id.	24	0,3
	6. grammi 100 o più, ma meno di 1 kg. . .	id.	30	0,3
	7. meno di grammi 100	id.	38	0,45
ex 314	Ferri e acciai in pezzi fucinati o stampati a caldo, non nominati :			
ex *a)*	greggi, pesanti per pezzo :			
	3. kg. 40 o più, ma meno di kg. 100	id.	16	0,4
	4. kg. 10 o più, ma meno di kg. 40	id.	19	0,4
	5. kg. 1 o più, ma meno di kg. 10	id.	24	0,4
	6. grammi 100 o più, ma meno di 1 kg. . .	id.	28	0,4
	7. meno di grammi 100	id.	35	0,4

Nummer und Buchstabe des italienischen Tarifs	Bezeichnung der Waren	Einheit	Einfuhrzoll in Goldlire	Erhöhungskoeffizient
Noch :				
aus 314				
aus *b)*	nur auf einem geringen Teile seiner Fläche gefeilt, abgedreht, gelocht oder in anderer Weise bearbeitet, im Stückgewichte von :			
	3. 40 kg oder mehr, aber weniger als 100 kg	1 dz	19	0,4
	4. 10 kg oder mehr, aber weniger als 40 kg	»	22	0,4
	5. 1 kg oder mehr, aber weniger als 10 kg	»	27	0,4
	6. 100 g oder mehr, aber weniger als 1 kg	»	32	0,4
	7. weniger als 100 g	»	42	0,4
315	Eisen und Stahl, in Formguss oder in geschmiedeten oder warm gepressten Stücken, nicht genannt, ganz oder auf einem grossen Teil seiner Fläche bearbeitet :			
a)	nur rein mechanisch bearbeitet (gehobelt, gefeilt, gelocht usw.) im Stückgewichte von :			
	1. 5000 kg oder mehr	»	19	0,4
	2. 100 kg oder mehr, aber weniger als 5000 kg	»	20	0,4
	3. 40 kg oder mehr, aber weniger als 100 kg	»	25	0,4
	4. 10 kg oder mehr, aber weniger als 40 kg	»	30	0,4
	5. 1 kg oder mehr, aber weniger als 10 kg	»	35	0,3
	6. 100 g oder mehr, aber weniger als 1 kg	»	42	0,3
	7. weniger als 100 g	»	58	0,3
b)	grob gefirnisst	»	Zuschlag von 0,50 L. für 1 dz auf den Zoll des nur rein mechanisch bearbeiteten, je nach dem Gewichte	—
c)	oxydiert, lackiert, fein gefirnisst, vermessingt, verkupfert, verbleit oder mit Aluminiumüberzug	»	Zuschlag von 3 L. für 1 dz auf den Zoll des nur rein mechanisch bearbeiteten, je nach dem Gewichte	—
d)	verzinkt	»	Zuschlag von 3,50 L. für 1 dz auf den Zoll des nur rein mechanisch bearbeiteten, je nach dem Gewichte	—
e)	verzinnt	»	Zuschlag von 4,50 L. für 1 dz auf den Zoll des nur rein mechanisch bearbeiteten, je nach dem Gewichte	—

Numero e lettera della tariffa italiana	Denominazione delle merci	Unità	Dazio d'entrata in lire oro	Coefficiente di lavorazione
Segue: ex 314 ex *b)*	piallati, limati, torniti, bucati o in altro modo lavorati, solo su piccola parte della loro superficie, pesanti per pezzo:	quintale		
	3. kg. 40 o più, ma meno di kg. 100	id.	19	0.4
	4. kg. 10 o più, ma meno di kg. 40	id.	22	0.4
	5. kg. 1 o più, ma meno di kg. 10	id.	27	0.4
	6. grammi 100 o più ,ma meno di 1 kg. . .	id.	32	0.4
	7. meno di grammi 100	id.	42	0.4
315	Ferri e acciai, in getti o in pezzi fucinati o stampati a caldo, non nominati, lavorati su tutta o larga parte della loro superficie:			
a)	con sole operazioni di carattere meccanico (piallati, limati, bucati, ecc.) pesanti per pezzo:			
	1. kg. 5.000 o più	id.	19	0.4
	2. kg. 100 o più, ma meno di kg. 5.000. . .	id.	20	0.4
	3. kg. 40 o più, ma meno di kg. 100	id.	25	0.4
	4. kg. 100 o più, ma meno di kg. 40	id.	30	0.4
	5. kg. 1 o più, ma meno di kg. 10	id.	35	0.3
	6. grammi 100 o più, ma meno di kg. 1 . .	id.	42	0.3
	7. meno di grammi 100	id.	58	0.3
b)	grossolanamente verniciati	id.	Aumento di L.0,50 il q.le sul dazio di quelli lavorati con sole operazioni di carattere meccanico, secondo il peso.	—
c)	ossidati, laccati finemente verniciati, ottonati, ramati, piombati o alluminiati	id.	Aumento di L. 3 il q.le sul dazio di quelli lavorati con sole operazioni di carattere meccanico, secondo il peso.	—
d)	zincati.	id.	Aumento di L.3,50 il q.le sul dazio di quelli lavorati con sole operazioni di carattere meccanico, secondo il peso.	—
e)	stagnati	id.	Aumento di L.4,50 il q.le sul dazio di quelli lavorati con sole operazioni di carattere meccanico, secondo il peso.	

Nummer und Buchstabe des italienischen Tarifs	Bezeichnung der Waren	Einheit	Einfuhrzoll in Goldlire	Erhöhungskoeffizient
Noch :				
315				
f)	vernickelt oder mit anderen Stoffen verbunden	1 dz	Zuschlag von 9 L. für 1 dz auf den Zoll des nur rein mechanisch bearbeiteten, je nach dem Gewichte	—
g)	poliert	»	Zuschlag von 20 L. für 1 dz auf den Zoll des nur rein mechanisch bearbeiteten, je nach dem Gewichte	—
h)	vergoldet oder versilbert		70	—
	Zu 311 bis 315 : Die unter die Nummern 311 bis 315 fallenden Gegenstände werden als roh betrachtet, auch wenn nach dem Giessen, Schmieden oder Pressen die Eingüsse oder verlorenen Köpfe oder die Gussnahte sowie die Formwand oder die Guss- und Schmiedehaut auf irgendeine Weise entfernt wurden, sofern diese Arbeiten nicht eine eigentliche Bearbeitung der Oberfläche des Gegenstandes darstellen. Es ist ohne Belang, ob diese Arbeiten von Hand oder mit der Maschine, wie z. B. durch Scheuern im Rollfass, in der Putztrommel oder durch Sandstrahlgebläse, ausgeführt worden sind. Bei der Verzollung von Eisen oder Stahl in Guss oder in Stücken, geschmiedet oder warm gepresst, nicht genannt, bleibt ein Einschmieren oder Anstrich mit Fett, Mennige, Teer, Graphit oder Asphalt oder anderen ähnlichen Stoffen zum blossen Schutz vor Rost ausser Betracht.			
aus 316	Bolzen aus Eisen oder Stahl, mit oder ohne Mutter, und Muttern für Bolzen :			
aus *a)*	geschmiedet oder warm gepresst, auch teilweise bearbeitet, mit einem Durchmesser im Querschnitt von :			
	4. weniger als 5 mm	»	30	0,1
b)	andere.	»	35	—
321	Unterlagscheiben, Unterlagplättchen und Flanschen aus Eisen oder Stahl für Röhren, roh oder bearbeitet, mit einem oder mehreren Löchern, in der Stärke von :			
a)	12 mm oder mehr	»	17	0,3
b)	5 mm oder mehr, aber weniger als 12 mm	»	20	0,3
c)	1 mm oder mehr, aber weniger als 5 mm	»	25	0,3
d)	unter 1 mm	»	30	0,5

Numero della tariffa doganale italiana	Denominazione delle merci	Unità	Dazio d'entrata in lire oro	Coefficiente di maggiorazione
Segue : 315 *f)*	nichelati o commisti con altre materie	quintale	Aumento di L. 9 il q.le sul dazio di quelli lavorati con sole operazioni di carattere meccanico, secondo il peso.	—
g)	bruniti	id.	Aumento di L. 20 il q.le sul dazio di quelli lavorati con sole operazioni di carattere meccanico, secondo il peso.	—
h)	dorati o argentati	id.	70	—
	Ad 311 *a* 315. — Gli oggetti compresi nelle voci 311 a 315 si considerano come greggi, anche se dopo il getto, la fucinazione o la stampatura, siano stati asportati in qualunque modo i pezzi di colata o materozze, le sbavature la sabbia della forma o l'ossido di fusione, purché dette operazioni non costituiscano un vero lavoro sulla superficie dell'oggetto. E indifferente che le dette operazioni siano state eseguite a mano o a macchina, come ad esempio, mediante botte rotativa o tamburo di lisciatura o getto di sabbia.			
	Nella classificazione dei ferri o acciai in getti o in pezzi fucinati o stampati a caldo, non nominati, non si tiene conto della spalmatura o della colorazione, fatta con grasso, minio, catrame, grafite o asfalto o con altre simili sostanze al solo scopo di preservarli dalla ruggine.			
ex 316	Bulloni di ferro o di acciaio, con o senza dado, e dadi per bulloni :			
ex *a)*	fucinati o stampati a caldo, anche parzialmente lavorati, aventi in sezione un diametro :			
	4. inferiore a 5 millimetri	id.	30	0,1
b)	altri	id.	35	—
321	Rondelle, piastrine e [illegible] di ferro o di acciaio per tubi, greggie o lavorate, con uno o più fori, della grossezza :			
a)	di 12 millimetri o più	id.	17	0,3
b)	di 5 millimetri o più, ma meno di 12 millimetri	id.	20	0,3
c)	di 1 millimetro o più, ma meno di 5 millimetri.	id.	25	0,3
d)	inferiore a 1 millimetro	id.	30	0,5

Nummer und Buchstabe des italienischen Tarifs	Bezeichnung der Waren	Einheit	Einfuhrzoll in Goldlire	Erhöhungskoeffizient
aus 322	Schieber aus Gusseisen, Eisen oder Stahl :			
aus *a)*	nicht in Verbindung mit anderen Metallen im Stückgewichte von :			
	1. 50 kg oder mehr	1 dz	17	0,5
	2. 10 kg oder mehr, aber weniger als 50 kg	»	21	0,5
	3. 1 kg oder mehr, aber weniger als 10 kg	»	26	0,5
aus *b)*	in Verbindung mit anderen Metallen, im Stückgewichte von :			
	1. 50 kg oder mehr	»	22,50	0,5
	2. 10 kg oder mehr, aber weniger als 50 kg	»	28,50	0,5
	3. 1 kg oder mehr, aber weniger als 10 kg	»	39	0,5
aus 323	Ketten Kettchen, und deren Teile aus Eisen oder Stahl :			
aus *a)*	roh :			
	2. Gliederketten aus Eisen oder Stahl, mit runden oder viereckigen geschweissten oder gelöteten Gliedern von einer inneren Länge, die das 3½ fache der Stärke des verwendeten Eisens oder weniger beträgt	»	Zoll der Gliederketten mit Gliedern von einer innern Länge, die mehr als das 3½ fache der Stärke des verwendeten Eisens beträgt	—
	aus 2. Gelenkketten und -kettchen und deren Teile aus Temperguss, roh :			
	I. mit Gliedern im Stückgewichte von weniger als 100 g. . . .	»	32	—
	II. andere	»	25	—
	aus 4. Plattenketten mit Rollen, das laufende Meter im Gewichte von :			
	α) 1 kg oder mehr, aber weniger als 5 kg	»	88	0,2
	ζ) 100 g oder mehr, aber weniger als 1 kg	»	100	0,1
aus 324	Federn aus Stahl :			
a)	in Bogenform, im Stückgewichte von :			
	1. 55 kg oder mehr.	»	22	0,2
	2. weniger als 55 kg	»	26	0,2
d)	jeder anderen Art, im Stückgewichte von :			
	1. mehr als 10 kg	»	22	0,4
	2. mehr als 2 kg bis 10 kg	»	30	0,4
	3. mehr als 100 g bis 2 kg	»	50	0,2
	4. mehr als 20 bis 100 g	»	150	—
	5. bis 20 g.	»	400	—
aus *d)*	Bruchbandfedern	»	80	—
aus 325	Möbel aus Eisen oder Stahl :			
a)	für chirurgische Operationen oder für klinische Zwecke	»	50	0,6
326	Fässer aus Eisen- oder Stahlblech, auch verbleit, verzinkt, verzinnt oder mit Zubehör aus anderen Stoffen.	»	28	0,5

Numero e lettera della tariffa italiana	Denominazione delle merci	Unità	Dazio d'entrata in lire oro	Coefficiente di maggiorazione
ex 322	Saracinesche, di ghisa, di ferro o di acciaio :			
ex *a)*	non commiste con altri metalli, del peso per pezzo :			
	1. di 50 kg. o più	quintale	17	0,5
	2. di 10 kg. o più, ma meno di kg. 50 . . .	id.	21	0,5
	3. di kg. 1 o più, ma meno di kg. 10. . . .	id.	26	0,5
ex *b)*	commiste con altri metalli, del peso per pezzo :			
	1. di 50 kg. o più	id.	22,50	0,5
	2. di kg. 10 o più, ma meno di kg. 50 . . .	id.	28,50	0,5
	3. di kg. 1 o più, ma meno di kg. 10. . . .	id.	39	0,5
ex 323	Catene, catenelle e loro parti, di ferro o di acciaio :			
ex *a)*	greggie :			
	2. ad anelli di ferro o di acciaio, tondi o quadri, bolliti o saldati, aventi gli anelli di lunghezza interna uguale o inferiore a tre volte e mezzo la grossezza del impiegato	id.	Dazio delle catene ad anelli di lunghezza interna superiore a tre volte e mezzo la grossezza del ferro impiegato.	—
	ex 2. Catene e catanelle smontabili e loro parti, di ghisa malleabile, greggie :			
	I. con elementi pesanti ciascuno meno di grammi 100	id.	32	—
	II. altre	id	25	—
	ex 4. a piastrine con rulli, pesanti, per metro lineare :			
	ε) 1 kg. o più, ma meno di 5 kg.. .	id.	88	0,2
	ζ) 100 grammi o più, ma meno di 1 kg.	id.	100	0,1
ex 324	Molle di acciaio :			
a)	a balestra, del peso per pezzo :			
	1. di 55 kg. o più	id.	22	0,2
	2. di meno di 55 kg..	id.	29	0,2
d)	di qualsiasi altra specie, del peso per pezzo :			
	1. di più di 10 kg..	id	22	0,4
	2. di più di kg. 2 fino a kg. 10	id.	39	0,4
	3. di più di 100 grammi, fino a 2 kg. . . .	id.	50	0,2
	4. di più di 20 grammi fino a 100 grammi .	id.	150	—
	5. fino a 20 grammi	id.	400	—
ex *d)*	per cinture da ernie	id.	80	—
ex 325	Mobili di ferro o di acciaio :			
g)	per operazioni chirurgiche i per uso clinico . .	id.	50	0,6
326	Botti di lamiera di ferro o di acciaio, anche piombate, zincate, stagnate o con accessori d'altre materie	id	28	0,5

Nummer und Buchstabe des italienischen Tari	Bezeichnung der Waren	Einheit	Einfuhrzoll in Goldlire	Erhöhungskoeffizient
327	Behältnisse aus Eisen oder Stahl für komprimiertes oder verflüssigtes Gas im Gewichte von :			
a)	75 kg oder mehr	1 dz	36	0,4
b)	mehr als 35 kg, aber weniger als 75 kg	»	39	0,4
c)	35 kg oder weniger	»	42	0,4
330	Schlösser und deren Teile aus Eisen oder Stahl, auch poliert, gefirnisst, vernickelt, vergoldet, versilbert oder in Verbindung mit anderen Metallen :			
a)	einfach	»	50	0,2
b)	andere	»	90	—
331	Beschläge aus Gusseisen, Eisen oder Stahl für Möbel und für Türen oder Fenster (Verschlüsse, Riegel, Haken, Scharniere, Schlüsselschilder usw.) :			
a)	roh	»	30	0,3
b)	bearbeitet :			
	1. in Verbindung mit anderen Metallen	»	50	0,2
	2. andere	»	40	0,2
	Zu 331 b : Kleiderhaken, Huthaken, Stützen und Handtuchhalter fallen unter Nr. 331 b.			
aus 332	Nadeln aus Eisen oder Stahl, einschliesslich der Behältnisse oder der unmittelbaren Umschliessungen :			
a)	gerade, glatte, ohne Öhr, für Wirk-, Stick- und ähnliche Arbeiten, einschliesslich der Stricknadeln	»	20	0,6
b)	gebogene, Häkelnadeln und ähnliche, auch mit Heft aus anderen Stoffen .	»	50	0,6
c)	Hand- und Maschinennähnadeln in der Länge von :			
	1. 5 cm oder mehr	»	150	—
	2. unter 5 cm	»	250	—
aus 338	Scheren aus Eisen oder Stahl			
aus *a)*	Haarschneidemaschinen für Friseure oder zum Hausgebrauch, im Gewichte von weniger als 350 g.	100 Stk.	60	—
aus *b)*	gewöhnliche Scheren :			
	1. für gewerbliche oder landwirtschaftliche Zwecke	1 dz	50	—
	aus 2. nicht genannte :			
	β) andere	»	70	0,2
aus 343	Arbeiten, nicht genannte, vorwiegend aus Eisen- oder Stahlbarren oder -stäben hergestellt :			
b)	grob gefirnisst	»	Zuschlag von 0,75 L. für 1 dz auf den Zoll der rohen, je nach der Art	—
aus 344	Ringschrauben, Schraubhaken, Stifthaken . .	»	32	—

Numero e lettera della tariffa italiana	Denominazione delle merci	Unità	Dazio d'entrata in lire oro	Centesimi di maggiorazione
327	Recipienti di ferro o di acciaio, per gas compressi o liquefatti, pesanti :	quintale		
a)	75 kg. o più	id.	36	0,4
b)	più di 35 kg., ma meno di 75 kg.	id.	39	0,4
c)	35 kg. o meno	id.	42	0,4
330	Serrature e loro parti, di ferro o di acciaio, anche brunite, verniciate, nichelate, dorate, argentate o commiste con altri metalli :			
a)	semplici	id.	50	0,2
b)	altre.	id.	90	—
331	Guarniture di ghisa, di ferro o di acciaio, per mobili e per porte o finestre (cremonesi, chiavistelli, ganci, cerniere, bocchette, ecc.) :			
a)	greggie.	id.	30	0,3
b)	lavorate :			
	1. commiste con altri metalli.	id.	50	0,2
	2. altre	id.	40	0,2
	ad 331 *b)* Seguono il trattamento della voce 331 *b)* gli attaccapanni e i cappellinai, le mensolette ed i porta asciugamani.			
ex 332	Aghi di ferro o di acciaio, compresi i recipienti o gli involucri immediati :			
a)	diritti, lisci, senza cruna, per lavori di maglieria, ricami e simili, compresi i ferri da calze	id.	20	0,6
b)	torti, da uncinetto e simili, anche con manico di altra materia.	id.	50	0,6
c)	da cucire e per macchina da cucire, della lunghezza :			
	1. di 5 centimetri o più	id.	150	—
	2. inferiore a 5 centimetri	id.	250	—
ex 338	Forbici di ferro o di acciaio :			
ex *a)*	tosatrici a pettine da parrucchiere e per uso casalingo, pesanti meno di 350 grammi per pezzo	cento	60	—
ex *b)*	non a pettine :			
	1. per uso industriale o agricolo	quintale	50	—
	ex 2. non nominate :			
	β) altre	id.	70	0,2
ex 343	Lavori non nominati fatti prevalentemente con barre o verghe di ferro o di acciaio :			
b)	grossolanamente verniciati	id.	Aumento di L.0,75 il q.le sul dazio dei greggi, secondo la specie.	—
ex 344	Ganci curvi a vite, viti a occhio, ganci a punta	id.	32	—

Nummer und Buchstabe des italienischen Tarifs	Bezeichnung der Waren	Einheit	Einfuhrzoll in Goldlire	Erhöhungskoeffizient
aus 347	Arbeiten, nicht genannte, vorwiegend aus Eisen- oder Stahlblech hergestellt :			
a)	einfach gestanzt, auch ausgeschnitten, abgedreht, gefräst oder an den Rändern abgekantet, aber nicht weiter bearbeitet, aus Blech, in der Stärke von :			
	1. mehr als 10 mm :			
	α) mit einem Durchmesser oder Höchstmass von über 1 m	1 dz	16	0,4
	β) andere	»	15	0,4
	2. 4 mm oder mehr, aber weniger als 10 mm	»	15	0,6
	3. 1 ½ mm oder mehr, aber weniger als 4 mm	»	18	0,6
	4. weniger als 1 ½ mm	»	21,50	0,6
b)	andere, roh, aus Blech in der Stärke von :			
	1. 4 mm oder mehr	»	17	0,6
	2. 1 ½ mm oder mehr, aber weniger als 4 mm	»	20	0,6
	3. weniger als 1 ½ mm	»	23	0,6
aus *e)*	Wannen und Eimer, verzinkt	»	30	—
g)	verzinnt	»	Zuschlag von 6 L. für 1 dz auf den Zoll der einfach gestanzten usw. oder der anderen rohen, je nach der Art	—
k)	vergoldet oder versilbert	»	70	—
aus 353	Draht aus Kupfer und seinen Legierungen, auch um Garn aus Spinnstoffen gewickelt			
aus *a)*	roh :			
	aus 1. von kreisförmigem Querschnitt, im Durchmesser von :			
	α) 0,2 mm oder mehr, aber weniger als 0,5 mm.	»	38	—
	β) unter 0,2 mm	»	55	—
aus *b)*	verzinnt	»	Zuschlag von 7 L. für 1 dz auf den Zoll des rohen Drahtes	—
aus 355 aus *b)*	Röhren aus Kupfer und seinen Legierungen, roh: von anderem Querschnitt			
	I. mit einem Aussendurchmesser von 35 mm oder mehr, aber nicht über 125 mm, mit einer Wandstärke von :			
	α) 1 ½ mm oder mehr, aber weniger als 2 ½ mm	»	36	—
	β) unter 1 ½ mm	»	47	—
	II. mit einem Aussendurchmesser von weniger als 35 mm, aber mehr als 125 mm, mit einer Wandstärke von :			
	α) 1 ½ mm oder mehr, aber weniger als 2 ½ mm	»	47	—
	β) unter 1 ½ mm	»	69	—
	Zu 355 : Kannellierte Röhren fallen unter Buchstaben b			

Numero e lettera della tariffa italiana	Denominazione delle merci	Unità	Dazio d'entrata in lire oro	Coefficiente di maggiorazione
ex 347	Lavori non nominati fatti prevalentemente con lamiere di ferro o di acciaio :			
a)	semplicemente stampati, anche ritagliati, torniti, fresati o ugnati agli orli, ma non ulteriormente lavorati, di lamiera di grossezza :			
	1. di più di 10 millimetri :			
	α) con diametro o dimensione massima superiore a 1 metro	quintale		
	β) altri	id.	16	0,4
	2. di 4 millimetri o più, ma meno di 10 millimetri	id.	15	0,4
	3. di 1 millimetro e mezzo o più, ma meno di 4 millimetri	id.	15	0,6
	4. di meno di 1 millimetro e mezzo . . .	id.	18	0,6
b)	altri, greggi, di lamiera di grossezza :	id.	21,50	0,6
	1. di 4 millimetri o più	id.	17	0,6
	2. di 1 millimetro e mezzo o più, ma meno di 4 millimetri	id.	20	0,6
	3. di meno di 1 millimetro e mezzo . . .	id.	23	0,6
ex *e)*	— vasche e secchi zincati	id.	30	—
g)	stagnati	id.	Aumento di L. 6 il q.le sul dazio dei semplicemente stampati ecc. o degli altri greggi secondo la specie.	
h)	dorati o argentati	id.	70	—
ex 353	Fili di rame e sue leghe, anche volti su filati di materie tessili :			
ex *a)*	greggi :			
	ex 1 di sezione circolare, del diametro :			
	α) di millimetri 0,2 o più, ma meno di millimetri 0,5	id.	38	—
	β) inferiore a millimetri 0,2	id.	55	—
ex *b)*	stagnati	id.	Aumento di L. 7 il q.le sul dazio dei fili greggi.	—
ex 355 ex *b)*	Tubi di rame e sue leghe, greggi :			
	di altra sezione :			
	I. del diametro esterno di 35 millimetri o più, ma non superiore a 125 millimetri, con parete della grossezza :			
	α) di 1 millimetro e mezzo o più, ma meno di 2 millimetri e mezzo	id.	36	—
	β) inferiore a 1 millimetro e mezzo . . .	id.	47	—
	II. del diametro esterno inferiore a 35 millimetri o superiore a 125 millimetri con parete della grossezza :			
	α) di 1 millimetro e mezzo o più, ma meno di 2 millimetri e mezzo	id.	47	—
	β) inferiore a 1 millimetro e mezzo . . .	id.	69	—
	Ad 355. I tubi scanalati si classificano sotto la lettera *b)*.			

Nummer und Buchstabe des italienischen Tarifs	Bezeichnung der Waren	Einheit	Einfuhrzoll in Goldlire	Erhöhungskoeffizient
aus 356	Röhren aus Kupfer und seinen Legierungen, gefirnisst oder vernickelt	1 dz	Zuschlag von 10 L. für 1 dz auf den Zoll der rohen	—
aus 356	Röhren aus Kupfer und seinen Legierungen von anderen als kreisförmigem oder ovalem Querschnitt, blank, auch kanneliert, mit einer Wandstärke unter 2 ½ mm	»	Zuschlag von 5 L. für 1 dz auf den Vertragszoll der rohen von anderem Querschnitt je nach dem Durchmesser und der Wandstärke	—
362	Stifte oder Nieten aus Kupfer und seinen Legierungen	»	30	—
363	Nägel und Zwecken aus Kupfer und seinen Legierungen :			
	I. geschmiedet oder gepresst	»	45	—
	II. andere	»	75	0,3
aus 369	Arbeiten aus Kupfer und seinen Legierungen, nicht genannt :			
aus *a)*	Zierarbeiten, weder vergoldet noch versilbert :			
	Zubehör für Möbel (Schlüsselschilder, Knöpfe, Scharniere u. dgl.), Türen und Fenster	»	90	—
aus 372 *a)*	Gärbottiche, Tanks und Druckgefässe für Brauereizwecke aus Aluminium, auch mit Zubehör aus anderem Stoffe (mit Ausnahme der Manometer)	»	80	—
aus 382	Arbeiten aus Blei und seinen Legierungen, nicht genannt :			
a)	gefirnisst, vergoldet oder versilbert . .	»	40	0,3
aus 387	Arbeiten aus Zink und seinen Legierungen :			
aus *b)*	nicht genannt :			
	1. Zierarbeiten oder gefirnisst :			
	I. Fliesen, geprägt, lackiert	»	50	—
	II. andere	»	75	0,3
	aus 2 Zinkbleche, auf elektrolytischem Wege vernickelt, verkupfert, vermessingt oder oxydiert	»	25	—
aus 388	Metalle und ihre Legierungen, nicht genannt :			
aus *c)*	in Arbeiten jeder Art, weder vergoldet noch versilbert :			
	I. aus Elektrometall (Magnesium)	»	120	—
	II. andere	»	130	—
aus 392	Messerwaren :			
aus *a)*	Taschen- und Federmesser :			
	aus 1. mit Hornheft.	»	125	0,1
	2. mit Heft aus anderem Stoffe, einschliesslich der aus gewöhnlichem Metall, weder vergoldet noch versilbert.	»	125	0,1

Numero e lettera della tariffa italiana	Denominazione delle merci	Unità	Dazio d'entrata in lire oro	Coefficiente di maggiorazione
ex 350	Tubi di rame e sue leghe, verniciati o nichelati	quintale	Aumento di L. 10 il q.le sul dazio dei greggi.	—
ex 356	Tubi di rame e sue leghe di sezione diversa dalla circolare o ovale lucidati anche scanalati, con parete di grossezza inferiore a due millimetri e mezzo	id.	Aumento di L. 5 il q.le sul dazio conventionale dei greggi di altra sezione, secondo il diametro e la grossezza della parete.	—
392	Pernotti e ribadini, di rame e sue leghe	id.	30	—
393	Chiodi e bullette, di rame e sue leghe :			
	I. fucinati o stampati.	id.	45	—
	II. altri	id.	75	[illegible]
ex 399	Lavori di rame e sue leghe non nominati :			
ex a)	ornamentali, non dorati nè argentati :			
	Accessori per mobili (bocchette per serrature, pomelli, cerniere e simili) e per porte e finestre.	id.	90	—
ex 372 a)	Tini di fermentazione, serbatoi e recipienti di pressione, ad uso delle fabbriche di birra, di alluminio, anche con accessori di altra materia (esclusi i manometri)	id.	80	—
ex 382	Lavori di piombo e sue leghe, non nominati :			
a)	verniciati, dorati o argentati	id.	40	[illegible]
ex 387 ex b)	Lavori di zinco e sue leghe : non nominati :			
	1. ornamentali o verniciati :			
	I. ambrogette impresse, verniciate . . .	id.	50	—
	II. altri	id.	75	[illegible]
	ex 2. lamiere di zinco nichelate, ramate, ottonate, ossidate, con processo elettrolitico . .	id.	25	—
ex 388 ex a)	Metalli e leghe metalliche non, nominati : in lavori di qualsiasi sorta non dorati nè argentati :			
	I. di elettronmetallo (di magnesio)	id.	120	—
	II. altri	id.	130	—
ex 402 ex a)	Coltelli : da tasca e temperini :			
	ex 1. con manico di corno	id.	125	[illegible]
	2. con manico di altra materia, compresi i metalli comuni, non dorati nè argentati	id.	125	[illegible]

Nummer und Buchstabe des italienischen Tarifs	Bezeichnung der Waren	Einheit	Einfuhrzoll in Goldlire	Erhöhungskoeffizient
393	Rasiermesser :			
a)	gewöhnliche und deren Teile	1 dz	160	—
b)	Sicherheitsrasiermesser, deren Teile und Klingen, einschliesslich der Etuis :			
	I. Rasierapparate mit schweren hohlgeschliffenen, nur auf einer Seite schneidenden Klingen, deren Rücken eine Stärke von nicht weniger als 2,5 mm hat, und ihre Klingen, auch für sich eingehend	»	160	—
	II. Gewöhnliche Rasiermesser mit Schutzkamm	»	160	—
	III. andere	»	300	—
aus 394	Löffel und Gabeln aus einem Stück :			
aus *a)*	aus Eisen oder Stahl :			
	2. verzinkt oder verzinnt	»	35	0,2
	Zu 394 : Löffel und Gabeln und andere ähnliche zu einer Besteckgarnitur gehörige Tafelgeräte aus gewöhnlichem Metall (mit Ausnahme der Messerwaren) unterliegen der vertragsmässigen Behandlung nach Position 394 auch dann, wenn der Stiel (Griff) aus demselben Metall ist, aus dem der übrige Teil des Gegenstandes besteht, und mittels Löten derart angeschweisst ist, dass der Gegenstand wie aus einem Stück hergestellt aussieht.			
	Allgemeine Anmerkung, betreffend die Maschinen.			
	1. Die Maschinen werden zu den Vertragszöllen auch dann zugelassen, wenn sie in zerlegtem Zustande eingeführt werden, und die verschiedenen Teile gleichzeitig oder nacheinander in verschiedenen Sendungen eingehen und in einem oder mehreren Wagen befördert werden. Diese Bestimmung gilt auch für unvollständige, d. h. solche Maschinen, bei denen einzelne für ihren Betrieb nötige Teile oder einzelne Zubehörteile fehlen.			
	2. Alle Teilsendungen sind innerhalb einer Frist, die vom Einbringer bei der Vorführung der ersten Sendung anzugeben ist und die sechs Monate nicht übersteigen darf, bei demselben Zollamt anzumelden.			
	3. Mit der Einfuhranmeldung für eine vollständige, in zerlegtem Zustand eingeführte Maschine oder für die erste Teilsendung hat der Einbringer dem Zollamt eine Zeichnung oder eine Abbildung der ganzen Maschine sowie ein Verzeichnis vorzulegen, das die Hauptbestandteile, ihre Beschaffenheit und annähernd das Einzelgewicht der Teile angibt. Ebenso ist auch annähernd das Gesamtgewicht der Zubehörteile anzugeben.			

Numero e lettera della tariffa italiana	Denominazione delle merci	Unità	Dazio d'entrata in lire oro	Coefficienti di [illegible]
393	Rasoi :			
a)	comuni e loro parti	quintale	160	—
b)	di sicurezza, loro parti e loro lame, compreso l'astuccio :			
	I. con lame pesanti, incavate, taglienti da una parte sola e col dorso dello spessore di non meno di mm. 2,5 e loro lame sciolte	id.	160	—
	II. rasoi comuni, con pettine di sicurezza. .	id.	160	—
	III. altri	id.	300	—
ex 394	Cucchiai e forchette di un sol pezzo :			
ex *a)*	di ferro o di acciaio :			
	2. zincati o stagnati	id.	35	0.2
	Ad 394. — I cucchiai e le forchette o altri simili oggetti di posateria di metallo comune (ad eccezione della coltelleria), seguono il trattamento convenzionale del n. 394 anche quando il manico (impugnatura), pur essendo dello stesso metallo di cui è formata la restante parte dell'oggetto, vi sia applicato mediante saldatura in modo da dare all'oggetto stesso l'aspetto di quelli fatti di un sol pezzo.			

Nummer und Buchstabe des italienischen Tarifs	Bezeichnung der Waren	Einheit	Einfuhrzoll in Goldlire	Erhöhungskoeffizient
	4. Wenn nach der Zollabfertigung einer oder mehrerer Teilsendungen die übrigen Teile der Maschine innerhalb der festgesetzten Frist nicht eingeführt werden, so sind für die bereits eingeführten Teile die Zölle für Maschinenteile oder, wenn für sie im Tarif keine besonderen Zollsätze enthalten sind, die Zölle je nach dem Stoff, aus dem sie bestehen, zu entrichten.			
	5. Das Zollamt ist berechtigt, bis zur endgültigen Zollabfertigung aller Teilsendungen eine Sicherheitsleistung für die etwa zu entrichtenden höheren Zölle zu verlangen und die eingeführten Teile mit einem Erkennungszeichen zu versehen. Das Zollamt ist ferner berechtigt, sich nach erfolgter Zusammensetzung der Maschine durch eine Nachprüfung zu vergewissern, dass alle Teilsendungen tatsächlich zu der betreffenden Maschine gehörten.			
	6. Ersatz- und Reserveteile sind stets nach den für sie geltenden Sätzen zu verzollen.			
	7. Für die Entrichtung der Einfuhrzölle wird in bezug auf die Materialien, aus denen die Maschinen bestehen, keine Unterscheidung gemacht, soweit nicht der italienische Zolltarif vom 9. Juni 1921 eine solche macht.			
	8. Die Maschinen und Maschinenteile können glatt gemacht, angestrichen, gefirnisst oder in anderer Weise bearbeitet sein, ohne dass, abgesehen von den gekröpften Wellen der Nummer 465 des italienischen Zolltarifs ihre Tarifierung infolge dieser besonderen Bearbeitung eine Änderung erfährt.			
	9. Die vorstehenden Bestimmungen gelten auch für die in Nummer 437 des italienischen Zolltarifs genannten Apparate.			
aus 396	Antriebsmaschinen :			
aus *a)*	mit Kolbenantrieb :			
	2. Verbrennungsmotoren im Gewichte von:			
	α) mehr als 1000 dz	1 dz	18	0,3
	β) mehr als 500 bis 1000 dz . . .	»	20	0,3
	γ) mehr als 200 bis 500 dz . . .	»	23	0,3
	δ) mehr als 100 bis 200 dz . . .	»	25	0,3
	ε) mehr als 50 bis 100 dz . . .	»	30	0,2
	ζ) mehr als 25 bis 50 dz . . .	»	35	0,2
	η) mehr als 10 bis 25 dz . . .	»	45	0,1
	θ) mehr als 5 bis 10 dz . . .	»	60	0,1
	aus ι) mehr als 3 bis 5 dz, ausgenommen Motore für Kraftwagen und Flugzeuge	»	70	
	aus κ) mehr als 1 ½ bis 3 dz, ausgenommen Motore für Kraftwagen und Flugzeuge. . . . . , ...	»	90	—

Numero e lettera della tariffa italiana	Denominazione delle merci	Unità	Dazio d'entrata in lire oro	Coefficiente di maggiorazione
ex 300 ex *a*)	Macchine motrici :			
	a moto alternativo :			
	2. a combustione interna, del peso :			
	α) di più di 1.000 quintali	quintale	18	[illegible]
	β) di più di 500, fino a 1.000 quintali .	id.	20	[illegible]
	γ) di più di 200, fino a 500 quintali .	id.	23	[illegible]
	δ) di più di 100, fino a 200 quintali .	id.	25	[illegible]
	ε) di più di 50, fino a 100 quintali .	id.	30	[illegible]
	ζ) di più di 25, fino a 50 quintali .	id.	35	[illegible]
	η) di più di 10, fino a 25 quintali .	id.	45	[illegible]
	θ) di più di 5, fino a 10 quintali .	id.	60	[illegible]
ex 300 ex *a*)	ex ι) di più di 3, fino a 5 quintali, esclusi i motori per automobili e per aviazione	id.	90	[illegible]
	ex κ) di più di 1 e mezzo, fino a 3 quintali, esclusi i motori per automobili e per aviazione	id.	90	[illegible]

Nummer und Buchstabe des italienischen Tarifs	Bezeichnung der Waren	Einheit	Einfuhrzoll in Goldlire	Erhöhungskoeffizient
Noch :				
aus 396	aus λ bis 1 ½ dz, ausgenommen Motore für Kraftwagen und Flugzeuge	1 dz	100	—
aus b)	Rotationsmotoren :			
	aus 2. hydraulische Motoren, im Gewichte von :			
	α) mehr als 200 dz	»	15	0,4
	β) mehr als 100 bis 200 dz	»	16	0,3
	γ) mehr als 50 bis 100 dz	»	17	0,3
aus 397	Lokomobile :			
aus a)	für Dampfbetrieb, im Gewichte von 30 bis 150 dz	»	25	0,4
aus 398	Dampfkessel :			
c)	andere, einschliesslich der Cornwallkessel, auch mit Überhitzer und Siederöhren.	»	18	0,1
aus 400	Ekonomiser, Überhitzer und Kondensatoren :			
a)	ganz oder grösstenteils aus Kupfer und seinen Legierungen	»	35	0,3
aus b)	Ekonomiser und Überhitzer : ganz aus Gusseisen	»	10	0,4
aus c)	Ekonomiser und Überhitzer : andere . .	»	30	0,4
aus 403	Werkzeugmaschinen :			
a)	nicht automatische, im Gewichte von :			
	1. mehr als 100 dz	»	16	0,6
	2. mehr als 50 bis 100 dz	»	18	0,6
	3. mehr als 10 bis 50 dz	»	24	0,6
	4. mehr als 1 bis 10 dz	»	32	0,6
	5. bis 1 dz	»	45	0,6
b)	automatische, im Gewichte von :			
	1. mehr als 50 dz	»	Zuschlag von 10 v. H. auf den Zoll für nicht automatische	»
	2. mehr als 10 bis 50 dz	»	Zuschlag von 10 v. H. auf den Zoll für nicht automatische	»
	3. bis 10 dz	»	Zuschlag von 10 v. H. auf den Zoll für nicht automatische	—
aus 403	Papier- oder Pappschneidemaschinen (soweit nicht unter Nummer 409 fallend), Kouvert- und Tütenmaschinen, im Gewichte von mehr als 10 dz	»	24	—
406	Sichtmaschinen (ausgenommen Spiraltrieure).	»	20	0,5
	Zu 436 : Hierunter fallen Aspirationsreinigungsmaschinen, Trommel- und Scheibenseparatoren, Bürstenschnecken, Plansichter, Griess- und Dunstputzmaschinen.			
aus 407	Landwirtschaftliche Maschinen :			
aus a)	Pflüge und andere Maschinen zur Bearbeitung des Bodens und deren Teile :			
	I. Brabantpflüge mit zwei Pflugscharen	»	10	—
	II. andere Pflüge, im Gewichte von mehr als 2 bis 10 dz	»	18	0,2
	III. Hackmaschinen	»	12	—

Numero e lettera della tariffa italiana	Denominazione delle merci	Unità	Dazio d'entrata in lire oro	Coefficiente di maggiorazione
Segue :				
ex 396	ex λ) fino a 1 quintale e mezzo, esclusi i motori per automobili e per aviazione . .	quintale	100	—
ex b)	a moto rotativo :			
	ex 2. idrauliche, del peso :			
	α) di più di 200 quintali	id.	15	0,4
	β) di più di 100, fino a 200 quintali . .	id.	16	0,3
	γ) di più di 50, fino a 100 quintali . .	id.	17	0,3
ex 397	Locomobili :			
ex a)	a vapore, pesanti più di 30 fino a 150 quintali	id.	25	0,4
ex 398	Caldaie generatrici di vapore :			
c)	altre, comprese le Cornovaglia, anche con riscaldatori e bollitori	id.	18	0,1
ex 400	Economizzatori, soprariscaldatori e condensatori :			
a)	interamente o in massima parte di rame e sue leghe	id.	35	0,3
ex b)	economizzatori e soprariscaldatori : interamente di ghisa	id.	10	0,4
ex c)	economizzatori e soprariscaldatori : altri . . .	id.	30	0,4
ex 403	Macchine-utensili :			
a)	non automatiche, del peso :			
	1. di più di 100 quintali	id.	16	0,6
	2. di più di 50, fino a 100 quintali	id.	18	0,6
	3. di più di 10, fino a 50 quintali	id.	24	0,6
	4. di più di 1, fino a 10 quintali	id.	32	0,6
	5. fino a 1 quintale	id	45	0,6
b)	automatiche del peso :			
	1. di più di 50 quintali	id	Aumento del 10 % sul dazio delle non automatiche.	—
	2. di più di 10, fino a 50 quintali	id.	id.	—
	3. fino a 10 quintali	id.	id.	—
ex 403	Macchine per tagliare la carta o il cartone (in quanto non rientrino sotto il n. 409) e macchine per fare buste e sacchetti di carta : del peso di più di 10 quintali	id	24	—
ex 406	Macchine cernitrici (escluse quelle a spirale) . .	id	20	0,5
	Ad 406. — Le seguenti macchine si classificano sotto il n. 406 : Pulitrici aspiratrici ; separatori a tamburo e à disco ; buratti ; Plansichter e pulitrici da semola e farinaccio (dunst).			
ex 407	Macchine agrarie :			
ex a)	aratri e altre macchine per la lavorazione del suolo e loro parti :			
	I. aratri Brabant a voltaorecchi	id	10	—
	II. aratri altri, pesanti più di 2, fino a 10 quintali	id	18	0,2
	III. zappatrici	id	12	—

Nummer und Buchstabe des italienischen Tarifs	Bezeichnung der Waren	Einheit	Einfuhrzoll in Goldlire	Erhöhungskoeffizient
Noch :				
aus 407				
aus *a)*	IV. andere Maschinen für die Bearbeitung des Bodens, im Gewichte von :			
	1. mehr als 30 dz	1 dz	14	0,3
	2. mehr als 10 bis 30 dz	»	16	0,3
b)	Dreschmaschinen, im Gewichte von :			
	1. mehr als 30 dz	»	14	—
	2. mehr als 10 bis 30 dz	»	16	0,3
	3. bis 10 dz	»	18	0,3
aus *c)*	Einzelteile zu Gras- und Getreidemähmaschinen (mit Ausnahme der Mähmesser und Mähmesserklingen)	»	10	—
aus *e)*	Einzelteile von Heuwendern, von einfachen Rechen und von Schwadenrechen, auch mit Heuwendern	»	7	—
aus *g)*	nicht genannte und deren Teile :			
	1. vorwiegend aus Holz	»	14	0,3
	aus 2. Sämaschinen im Gewichte über 3 ½ dz	»	12	—
aus 408	I. Maschinen, nicht genannte, für Müllereien	»	16	—
	II. Maschinen, nicht genannte, für Reisschälwerke	»	18	0,5
409	Maschinen zur Herstellung von Papier und Pappe	»	15	—
	Zu 409 : Hierunter fallen auch Stäuber, Haderndrescher, Hadernschneider, Hadernkocher (nicht inbegriffen Kessel zum Kochen des chemischen Stoffes), Holländer, Papierschneidemaschinen, Holzschleifer, Raffineure, Sortiermaschinen, Stoffentwässerungsmaschinen.			
411	Maschinen zum Heften und Binden von Büchern und Registern	»	20	0,5
aus 412	Maschinen für die graphische Industrie, ausgenommen Schriftgiess- und Setzmaschinen :			
a)	Rotationsmaschinen für Zeitungsdruck (einschliesslich dazugehörigen Stereotypieapparate)	»	15	—
aus *b)*	andere, im Gewichte von :			
	1. mehr als 50 dz	»	18	0,5
	2. mehr als 20 bis 50 dz	»	20	0,5
	3. mehr als 10 bis 20 dz	»	24	0,3
	4. mehr als 5 bis 10 dz	»	28	0,3
417	Maschinen zur Herstellung von Tüll, Spitzen, Gipüren und Stickereimaschinen, im Gewichte von :			
a)	mehr als 30 dz	»	18	—
b)	mehr als 10 bis 30 dz	»	30	—
c)	mehr als 3 bis 10 dz	»	35	—
d)	bis 3 dz	»	40	—
418	Maschinen für die Herstellung von Material für Häuser- und Strassenbau, im Gewichte von :			
a)	mehr als 50 dz	»	13	0,3
b)	mehr als 10 bis 50 dz	»	15	0,3
c)	mehr als 5 bis 10 dz	»	18	0,3
d)	bis 5 dz	»	22	0,3

Numero e lettera della tariffa italiana	Denominazione delle merci	Unità	Dazio d'entrata in lire oro	Coefficiente di maggiorazione
Segue :				
ex 407				
ex *a)*	IV. altre, macchine per la lavorazione del suolo del peso :			
	1. di più di 30 quintali.	quintali	14	0.3
	2. di più di 10, fino a 30 quintali . . .	id.	16	0.3
b)	trebbiatrici del peso :			
	1. di più di 30 quintali.	id.	14	—
	2. di più di 10, fino a 30 quintali	id.	16	0.3
	3. fino a 10 quintali	id.	18	0.3
ex *c)*	parti staccate di falciatrici e mietitrici (escluse i coltelli e le lame dei coltelli).	id.	10	—
ex *e)*	parti staccate di spandifieno, di rastrelli semplici e di rastrelli con scarico laterale, anche con spandifieno	id.	7	
ex *g)*	non nominate e loro parti :			
	1. fatte prevalentemente di legno . . .	id.	14	0.3
	ex 2. seminatrici di peso superiore a quintali tre e mezzo	id.	12	—
ex 408	I. Macchine non nominate, per mulini	id.	16	
	II. Macchine non nominate, per brillatoi da riso	id.	18	0.5
409	Macchine per la fabbricazione della carta e dei cartoni.	id.	15	—
	Ad 409. — I buratti, lupi o battistracci, tagliastracci, lisciviatori (non comprese le caldaie per la cottura della pasta chimica), le pile, le tagliatrici, gli sfibratori, i raffinatori, i classatori e i pressapasta seguono il trattamento convenzionale di questa voce.			
411	Macchine per legare e rigelare i libri e i registri	id.	20	0.5
ex 412	Macchine per le industrie grafiche, escluse quelle per fondere caratteri e comporre :			
a)	macchine rotative per la stampa dei giornali (ivi compresi i relativi apparecchi di stereotipia)	id.	15	—
ex *b)*	altre, del peso :			
	1. di più di 50 quintali.	id.	18	0.5
	2. di più di 20, fino a 50 quintali	id.	20	0.5
	3. di più di 10, fino a 20 quintali	id.	24	0.3
	4. di più di 5, fino a 10 quintali	id.	28	0.3
417	Telai per fare tulli, pizzi, guipures e per ricamare del peso :			
a)	di più di 30 quintali	id.	18	—
b)	di più di 10, fino a 30 quintali	id.	30	—
c)	di più di 3, fino a 10 quintali	id.	35	—
d)	fino a 3 quintali.	id.	40	—
418	Macchine per la fabbricazione di materiali da costruzioni edilizie e stradali, del peso :			
a)	di più di 50 quintali	id.	13	0.3
b)	di più di 10, fino a 50 quintali	id.	15	0.3
c)	di più di 5, fino a 10 quintali	id.	18	0.3
d)	fino a 5 quintali.	id.	22	0.3

Nummer und Buchstabe des italienischen Tarifs	Bezeichnung der Waren	Einheit	Einfuhrzoll in Goldlire	Erhöhungskoeffizient
aus 419	Erzförder- und Aufbereitungsmaschinen (ausgenommen die Trockenbagger), im Gewichte von :			
a)	mehr als 50 dz	1 dz	13	0,4
b)	mehr als 10 bis 50 dz	»	15	0,4
c)	mehr als 5 bis 10 dz	»	18	0,4
d)	bis 5 dz	»	22	0,4
420	Maschinen zur Bearbeitung von Farben und verwandten Stoffen, im Gewichte von :			
a)	mehr als 10 dz	»	15	0,4
b)	mehr als 5 bis 10 dz	»	18	0,4
c)	mehr als 1 bis 5 dz	»	21	0,4
d)	bis 1 dz	»	25	0,4
422	Maschinen für die Milchwirtschaft :			
a)	Entrahmungsmaschinen	»	35	—
b)	andere im Gewichte von :			
	1. mehr als 3 dz	»	20	0,2
	2. mehr als 50 kg bis 3 dz	»	25	0,2
	3. mehr als 10 bis 50 kg	»	30	0,2
	4. bis 10 kg	»	50	—
424	Maschinen zum Füllen und Spülen von Flaschen und anderen Behältnissen :			
	I. im Gewichte über 2 dz	»	15	—
	II. andere	»	20	0,5
425	Maschinen zum Waschen, Bügeln, Desinfizieren, Färben und Bleichen von Fasern und Spinnstoffen und Waren daraus, im Gewichte von :			
a)	mehr als 10 dz	»	25	0,4
b)	mehr als 2 ½ bis 10 dz	»	27	0,4
c)	bis 2 ½ dz	»	30	0,4
aus 426	Spezialnähmaschinen und Stickmaschinen :			
a)	ohne Gestell	»	40	—
b)	mit Gestell	»	35	—
	Zu aus 426 : Als Spezialnähmaschinen gelten solche, die dazu bestimmt sind, ausschliesslich Kettenstich, Schlingstich, Plattstich, Hohlsaum und Kreuzstich herzustellen, ferner solche zur Herstellung von Knopflöchern oder zum Sticken unter Verwendung von Posamentierwaren oder Perlen. Ausgeschlossen sind von der Vertragsbehandlung die sonstigen Nähmaschinen, welche die genannten Arbeiten mittels Anwendung besonderer Vorrichtung ausführen können. Die Maschinen zum Sticken werden zur Vertragsbehandlung zugelassen, auch wenn sie mit einer Kurbel zur Bewegung des Stoffes versehen sind.			
427	Maschinen für Gerbereien und für die Bearbeitung von Häuten, im Gewichte von :			
a)	mehr als 100 dz	»	15	0,5
b)	mehr als 50 bis 100 dz	»	18	0,5
c)	mehr als 10 bis 50 dz	»	22	0,6
d)	mehr als 1 bis 10 dz :			
	I. Maschinen zum Einfassen von Schuhen.	»	24	—
	II. andere	»	30	0,6

Numero e lettera della tariffa italiana	Denominazione delle merci	Unità	Dazio d'entrata in lire oro	Coefficiente di maggiorazione
ex 419	Macchine per l'estrazione e la lavorazione dei minerali (esclusi gli escavatori a secco), del peso :			
a)	di più di 50 quintali	quintale	13	0,4
b)	di più di 10, fino a 50 quintali	id.	15	0,4
c)	di più di 5, fino a 10 quintali	id.	18	0,4
d)	fino a 5 quintali.	id.	22	0,4
420	Macchine per la lavorazione di colori e di materie affini, del peso :			
a)	di più di 10 quintali	id.	15	0,4
b)	di più di 5, fino a 10 quintali	id.	18	0,4
c)	di più di 1, fino a 5 quintali	id.	21	0,4
d)	fino a 1 quintale	id.	25	0,4
422	Macchine per la lavorazione del latte :			
a)	scrematrici	id.	35	—
b)	altre, del peso :			
	1. di più di 3 quintali	id.	20	0,2
	2. di più di 50 kg., fino a 3 quintali . . .	id.	25	0,2
	3. di più di 10, fino a 50 kg.	id.	30	0,2
	4. fino a 10 kg.	id.	50	—
424	Macchine per riempire e lavare bottiglie e altri recipienti :			
	I. di peso superiore a 2 quintali	id.	15	—
	II. altre	id.	20	0,5
425	Macchine per lavare, stirare, disinfettare, tingere e imbianchire fibre materie tessili e relativi manufatti, del peso :			
a)	di più di 10 quintali	id.	25	0,4
b)	di più di 2 e mezzo, fino a 10 quintali . . .	id.	27	0,4
c)	fino a 2 quintali e mezzo	id.	30	0,4
ex 426	Macchine per cuciture speciali e da ricamo :			
a)	senza sostegno	id.	40	—
b)	con sostegno	id.	35	—
	Ad ex 426. — S'intendono per macchine per cuciture speciali quelle destinate a compiere esclusivamente cuciture a punto a catenella, a punto a ricci (occhielli), a punto piatto, a punto a giorno e punto a croce, nonchè quelle per fare asole o per ricamare con applicazioni di passamani o di perline. Sono escluse dal trattamento convenzionale le altre macchine da cucire che possano compiere le suddette lavora zioni mediante l'applicazione di speciali dispositivi. Le macchine da ricamare sono ammese al trattamento convenzionale anche se munite di manovella per il movimento della stoffa.			
427	Macchine per conceria e per la lavorazione delle pelli, del peso :			
a)	di più di 100 quintali	id.	15	0,5
b)	di più di 50, fino a 100 quintali . . .	id.	18	0,5
c)	di più di 10, fino a 50 quintali .	id.	22	0,6
d)	di più di 1, fino a 10 quintali :			
	I. macchine per montare le calzature .	id.	[illegible]	
	II. altre	id.	50	0,6

Nummer und Buchstabe des italienischen Tarifs	Bezeichnung der Waren	Einheit	Einfuhrzoll in Goldlire	Erhöhungskoeffizient
Noch :				
427				
e)	bis 1 dz :			
	I. Maschinen zum Einfassen von Schuhen	1 dz	30	—
	II. andere	»	40	0,6
	Zu 427 : Hierunter fallen auch alle Maschinen für mechanische Schuhbearbeitung, wie zum Scheren und Stanzen von Leder und Häuten, zum Verfeinern und Formen des Schaftes, zum Spalten und Egalisieren von Leder und Häuten, zum Abschürfen von Leder und Häuten, zum Anbringen von Ösen und Haken, Rissmaschinen für Sohle und Schuhboden, Lederfräsmaschinen und Maschinen für jede Bearbeitung und Herstellung von Sohle und Absatz.			
aus 431	Pumpen für Kraft- oder Handbetrieb :			
aus *a)*	Kolbenpumpen :			
	aus 1. aus Gusseisen, Eisen oder Stahl, im Gewichte von :			
	α) mehr als 10 dz	»	16	0,5
	β) mehr als 3 bis 10 dz . . .	»	18	0,5
	γ) mehr als 1 bis 3 dz . . .	»	22	0,5
	aus 2. andere, im Gewichte von :			
	α) mehr als 10 dz	»	20	0,6
	β) mehr als 3 bis 10 dz . . .	»	23	0,6
	γ) mehr als 1 bis 3 dz . . .	»	28	0,7
aus *b)*	Rotationspumpen :			
	aus 1. aus Gusseisen, Eisen oder Stahl, im Gewichte von :			
	α) mehr als 10 dz	»	20	0,4
	β) mehr als 3 bis 10 dz . . .	»	24	0,4
	γ) mehr als 1 bis 3 dz . . .	»	30	0,4
	aus 2. andere, im Gewichte von :			
	α) mehr als 10 dz	»	28	0,5
	β) mehr als 3 bis 10 dz . . .	»	35	0,5
	γ) mehr als 1 bis 3 dz . . .	»	40	0,7
	Zu 431 : In den Fällen, in denen für die Tarifierung als Pumpen aus Gusseisen, Eisen oder Stahl die Feststellung notwendig ist, dass der Kolben, der Zylinder oder das Laufrad nicht aus anderem Metall besteht, werden die Bescheinigungen als gültig anerkannt, welche die behördlichen Stellen des Absendeortes, die hierzu nach den zwischen den Regierungen zu treffenden Vereinbarungen befugt sind, ausgestellt haben.			
aus 433	Saugapparate, nicht genannte, und Ventilatoren mit Kraft- oder Handbetrieb :			
aus *a)*	mit Rotationsbewegung :			
	aus 1. aus Gusseisen, Eisen oder Stahl :			
	I. mit einem Körper aus Gusseisen, im Gewichte von :			
	α) mehr als 3 dz	»	14	—
	β) mehr als 1 bis 3 dz	»	16	—
	γ) mehr als 25 kg bis 1 dz . . .	»	20	—
	δ) bis 25 kg	»	23	—

Numero e lettera della tariffa italiana	Denominazione delle merci	Unità	Dazio d'entrata in lire oro	Coefficiente di maggiorazione
Segue :				
427				
c)	fino a 1 quintale :			
	I. macchine per montare le calzature . .	quintale	30	—
	II. altre	id.	40	0,6
	Ad 427. — Sotto questà voce si classificano tutte le macchine che servono per la lavorazione meccanica della calzatura, come : macchine per cimare e lavorare col punzone cuoio e pellami ; per abbellire e modellare la tomaia ; per spaccare ed eguagliare la pelle e il cuoio ; per smussare pelli e cuoio ; per applicare occhielli e ganci ; per scalfire la suola e il fondo della calzatura ; per fresare il cuoio o il fondo delle calzature e per lavorare comunque o finire suola e tacco.			
ex 431	Pompe mosse meccanicamente o a mano :			
ex *a)*	alternative :			
	ex 1. di ghisa, di ferro o di acciaio, del peso :			
	α) di più di quintali.	id.	16	0,5
	β) di più di 3, fino a 10 quintali .	id.	18	0,5
	γ) di più di 1, fino a 3 quintali .	id.	22	0,5
	ex 2. altre, del peso :			
	α) di più di 10 quintali	id.	20	0,6
	β) di più di 3, fino a 10 quintali .	id.	23	0,6
	γ) di più di 1, fino a 3 quintali .	id.	28	0,7
ex *b)*	rotative :			
	ex 1. di ghisa, di ferro o di acciaio, del peso			
	α) di più di 10 quintali	id.	20	0,4
	β) di più di 3, fino a 10 quintali .	id.	24	0,4
	γ) di più di 1, fino a 3 quintali .	id.	30	0,4
	ex 2. altre, del peso :			
	α) di più di 10 quintali	id.	28	0,5
	β) di più di 3, fino a 10 quintali .	id.	35	0,5
	γ) di più di 1, fino 3 quintali a .	id.	40	0,7
	Ad 431. — Nei casi in cui, per classificare le pompe fra quelle di ghisa, di ferro o di acciaio, sia necessario accertare che non siano di altro metallo lo stantuffo, il cilindro o la parte rotante saranno riconosciute valide, a tale effetto, le attestazioni risultanti da certificati rilasciati dalle autorità del luogo di spedizione a ciò debitamente autorizzate, secondo accordi da prendere fra i due Governi.			
ex 433	Aspiratori non nominati e ventilatori, mossi meccanicamente o a mano :			
ex *a)*	o moto rotativo :			
	ex 1. di ghisa, di ferro e di acciaio :			
	I. con corpo di ghisa, del peso :			
	α) di più di 3 quintali	id.	14	—
	β) di più di 1, fino a 3 quintali . . .	id.	16	—
	γ) di più di 25 kg., fino a 1 quintale .	id.	20	—
	δ) fino a 25 kg.	id.	23	—

Nummer und Buchstabe des italienischen Tarifs	Bezeichnung der Waren	Einheit	Einfuhrzoll in Goldlire	Erhöhungskoeffizient
Noch :				
aus 433				
aus *a)*	II. andere, im Gewichte von :			
	α) mehr als 3 dz	1 dz	15	0,4
	β) mehr als 1 bis 3 dz	»	18	0,4
	γ) mehr als 25 kg bis 1 dz . . .	»	22	0,6
	δ) bis 25 kg	»	25	0,6
aus 436	Walzenstühle, Drehrollen und Kalandriermaschinen für jeden Verwendungszweck (ausgenommen Walzenmühlen), im Gewichte von :			
a)	mehr als 100 dz	»	15	0,5
b)	mehr als 50 bis 100 dz	»	18	0,5
c)	mehr als 10 bis 50 dz	»	22	0,5
aus *d)*	Wringmaschinen zum Hausgebrauch zum Auspressen von Wasser aus Wäsche und Geweben, im Gewichte von mehr als 1 bis 10 dz	»	30	0,3
aus *e)*	Wringmaschinen zum Hausgebrauch zum Auspressen von Wasser aus Wäsche und Geweben, im Gewichte bis 1 dz . . .	»	40	—
aus 437	Kälte- oder Eismaschinen und -apparate ; Maschinen und Apparate zum Rösten von Kaffee, Kakao und Getreide ; Kessel und Bottiche mit Rührwerken, Maischfilter, Kühlschiffe und Kühlapparate für Brauereien :			
aus *a)*	ohne Rohrschlangen :			
	aus 1. aus Gusseisen, Eisen oder Stahl, im Gewichte von :			
	α) mehr als 20 dz	»	16	0,4
	β) mehr als 5 bis 20 dz . . .	»	18	0,4
	γ) mehr als 1 bis 5 dz . . .	»	20	0,4
	δ) mehr als 50 kg bis 1 dz . .	»	22	0,4
	aus 2. andere, im Gewichte von :			
	α) mehr als 20 dz	»	20	0,5
	β) mehr als 5 bis 20 dz . . .	»	22	0,5
	γ) mehr als 1 bis 5 dz . . .	»	24	0,5
	δ) mehr als 50 kg bis 1 dz . .	»	26	0,5
	Zu aus 437 : Unter die Kälte- oder Eismaschinen oder -apparate fallen : Ammoniak-Berieselungskondensatoren, zylinderische Ammoniak-Tauchverflüssiger, Systeme für direkte Verdampfung aus glatten Röhren oder solchen mit Rippen für Luftkühlung, Eisgeneratoren (einschliesslich der Anlagen zum Füllen und Ausleeren, der Auftaugefässe, der beweglichen Krane für Eis), Berieselungsluftkühler und Kälteapparate, die Autofrigoren oder Frigorotoren heissen.			
aus 437 *a)* 1	Filterpressen aus Gusseisen, Eisen oder Stahl, im Gewichte von :			
	α) mehr als 20 dz	»	16	0,4
	β) mehr als 5 bis 20 dz	»	18	0,4
	γ) mehr als 1 bis 5 dz	»	20	0,4
	δ) mehr als 50 kg bis 1 dz	»	22	0,4

Numero e lettera della tariffa italiana	Denominazione delle merci	Unità	Dazio d'entrata in lire oro	Coefficiente di maggiorazione
Segue :				
ex 433				
ex *a)*	II. altri, del peso :			
	α) di più di 3 quintali	quintale	15	0,4
	β) di più di 1, fino a 3 quintali . . .	id.	18	0,4
	γ) di più di 25 kg., fino a 1 quintale .	id.	22	0,6
	δ) fino a 25 kg.	id.	25	0,6
ex 436	Laminatoi, mangani calandre, per qualsiasi uso (esclusi i mulini a cilindro), del peso :			
a)	di più di 100 quintali	id.	15	0,5
b)	di più di 50, fino a 100 quintali	id.	18	0,5
c)	di più di 10, fino a 50 quintali	id.	22	0,5
ex *d)*	torcitoi di uso domestico per premere l'acqua dalla biancheria e dai tessuti, del peso di più di 1, fino a 10 quintali	id.	30	0,3
ex *e)*	torcitoi di uso domestico per spremere l'acqua dalla biancheria e dai tessuti, di peso fino a 1 quintale	id.	40	—
ex 437	Macchine e apparecchi frigoriferi o da ghiaccio ; macchine e apparecchi per la torrefazione del caffé, del cacao e dei cereali ; caldaie e tini con agitatori, filtri per mosto, rinfrescatori e apparecchi di raffreddamento per birrifici :			
ex *a)*	senza serpentino :			
	ex 1. di ghisa, ferro o acciaio, pesanti :			
	γ) più di 20 quintali	id.	16	0,4
	β) più di 5, fino a 20 quintali. . .	id.	18	0,4
	α) più di 1, fino a 5 quintali. . .	id.	20	0,4
	δ) più di 50 kg., fino a 1 quintale.	id.	22	0,4
	ex 2. altri, pesanti :			
	α) più di 20 quintali	id.	20	0,5
	β) più di 5, fino a 20 quintali. . .	id.	22	0,5
	γ) più di 1, fino a 5 quintali. . .	id.	24	0,5
	δ) più di 50 kg., fino a 1 quintale.	id.	26	0,5
	Ad ex 437. — Fra le macchine e gli apparecchi frigoriferi o da ghiaccio si comprendono i seguenti : Condensatori a pioggia per ammoniaca ; condensatori d'ammoniaca cilindrici a immersione ; sistemi d'evaporazione diretta formati da tubi lisci o ad alette per il raffreddamento dell'aria ; generatori di ghiaccio (compresi gli impianti di riempimento e rovesciamento, i vasi per il disgelo, le gru mobili per ghiaccio) ; raffreddatori d'aria a pioggia e apparecchi per raffreddare denominati auto-frigori e frigorotori.			
ex 437*a)* 1	Filtri-presse di ghisa, ferro e acciaio, pesanti :			
	α) più di 20 quintali	id.	16	0,4
	β) più di 5, fino a 20 quintali.	id.	18	0,4
	γ) più di 1, fino a 5 quintali.	id.	20	0,4
	δ) più di 50 kg., fino a 1 quintale.	id.	22	0,4

Nummer und Buchstabe des italienischen Tarifs	Bezeichnung der Waren	Einheit	Einfuhrzoll in Goldlire	Erhöhungskoeffizient
aus 439	Herde und Apparate zum Kochen oder Wärmen von Lebensmitteln :			
aus *a)*	für Gas-, Holz- oder Kohlenfeuerung :			
	1. aus Gusseisen oder Eisenblech, roh oder nur durch Abfeilen oder Abdrehen bearbeitet oder mit grobem Firnisanstrich versehen, im Gewichte von :			
	α) mehr als 1 dz	1 dz	15	0,4
	β) mehr als 10 kg bis 1 dz . .	»	20	—
	γ) bis 10 kg	»	25	—
	2. aus Gusseisen oder Eisenblech, andere, im Gewichte von :			
	α) mehr als 1 dz	»	17	0,5
	β) mehr als 10 kg bis 1 dz . .	»	25	0,5
	γ) bis 10 kg	»	30	0,5
b)	für flüssige Brennstoffe oder für elektrischen Betrieb :			
	1. aus Gusseisen, Eisen oder Stahl, roh oder nur durch Abfeilen oder Abdrehen bearbeitet oder mit grobem Firnisanstrich versehen, im Gewichte von :			
	α) mehr als 10 kg	»	35	0,5
	β) bis 10 kg	»	40	0,5
	2. andere, im Gewichte von ;			
	α) mehr als 10 kg	»	40	0,5
	β) bis 10 kg	»	50	0,5
	Zu aus 439 : Herde und Apparate zum Kochen oder Wärmen von Lebensmitteln aus Eisen oder Eisenblech unterliegen der vertragsmässigen Behandlung nach Nr. aus 439, ohne Rücksicht darauf, ob bei ihnen auch noch andere Materialien verwendet oder dass sie emailliert oder vernickelt sind.			
443	Öfen zum Beheizen von Räumen, auch mit Öffnungen nebst Herdringen oder -deckeln zum Einsetzen von Behältnissen versehen :			
a)	vollständig aus Gusseisen oder nur mit dem üblichen gefirnissten, auch emaillierten oder vernickelten Zubehör aus Eisen .	»	10	0,4
b)	aus Eisen, Stahl oder Gusseisen in Verbindung mit Eisen oder Stahl :			
	1. für Holz- oder Kohlenfeuerung :			
	α) roh oder bloss durch Abfeilen oder Abdrehen bearbeitet oder mit grobem Firnisanstrich versehen	»	20	0,4
	β) andere	»	25	0,4
	2. für Gas, elektrischen Betrieb oder für flüssige Brennstoffe, im Gewichte von :			
	α) mehr als 10 kg	»	30	0,3
	β) bis 10 kg.	»	50	0,3
aus 446	Krane, ausgenommen solche, die auf Eisenbahnwagen angebracht sind :			
a)	aus Eisen oder Stahl	»	20	0,3

Numero e lettera della tariffa italiana	Denominazione delle merci	Unità	Dazio d'entrata in lire oro	Coefficiente di maggiorazione
ex 439	Cucine ed apparecchi per cuocere o riscaldare vivande :			
ex *a)*	a gas, a legna o a carbone :			
	1. di ghisa o di lamiera di ferro, greggi o lavorati con sole operazioni di limatura, tornitura o grossolana verniciatura, del peso :			
	α) di più di 1 quintale	quintale	15	0,4
	β) di più di 10 kg., fino a 1 quintale .	id.	20	—
	γ) fino a 10 kg.	id.	25	—
	2. di ghisa o di lamiera di ferro, altri, del peso :			
	α) di più di 1 quintale	id.	17	0,5
	β) di più di 10 kg., fino a 1 quintale .	id.	25	0,5
	γ) fino a 10 kg.	id.	30	0,5
b)	a liquidi combustibili o ad elettricità :			
	1. di ghisa, di ferro o di acciaio, greggi o lavorati con sole operazioni di limatura, tornitura o grossolana verniciatura, del peso :			
	α) di più di 10 kg.	id.	35	0,5
	β) fino a 10 kg.	id.	40	0,5
	2. altri, del peso :			
	α) di più di 10 kg.	id.	40	0,5
	β) fino a 10 kg.	id.	50	0,5
	Ad ex 439. — Le cucine e gli apparecchi per cuocere o riscaldare vivande, di ferro o di lamiera di ferro, seguono il trattamento convenzionale del n. ex 439 anche se sono fatti con aggiunta di altre materie e anche se sono smaltati o nichelati.			
443	Stufe per riscaldare ambienti, anche fornite di fori, con anelli scalari o coperti per l'introduzione di recipienti :			
a)	completamente di ghisa, o con soli accessori usuali di ferro, anche verniciati, smaltati o nichelati	id.	10	0,4
b)	di ferro, di acciaio o di ghisa commista con ferro o acciaio :			
	1. a legno o a carbone :			
	α) greggie o lavorate con sole operazioni di limatura, tornitura o grossolana verniciatura	id.	20	0,4
	β) altre.	id.	25	0,4
	2. a gas, a elettricità o a liquidi combustibili, del peso :			
	α) di più di 10 kg.	id.	30	0,3
	β) fino a 10 kg.	id.	50	0,3
ex 446	Gru, escluse quelle montate su carro ferroviario :			
a)	di ferro o di acciaio	id.	20	0,3

Nummer und Buchstabe des italienischen Tarifs	Bezeichnung der Waren	Einheit	Einfuhrzoll in Goldlire	Erhöhungskoeffizient
449	Hebe- und Zugwinden :			
a)	einfache Schraubwinden oder Zahnstangenwinden	1 dz	20	0,4
b)	andere	»	30	0,2
aus 451	Wagen :			
a)	automatische, mit einer Tragfähigkeit von :			
	1. mehr als 150 kg	»	45	—
	2. mehr als 25 bis 150 kg	»	50	0,5
	3. mehr als 5 bis 25 kg	»	55	0,5
	4. bis 5 kg	»	60	0,5
aus *b)*	nicht automatische, mit einer Tragfähigkeit von :			
	1. mehr als 50 kg	»	40	0,5
	2. mehr als 5 bis 50 kg	»	45	0,5
aus 457	Apparate für die Anwendung von Elektrizität, nicht genannt, und deren Teile :			
	I. Spannungsregulatoren, Anlasser, Widerstände, Unterbrecher, Umschalter, Kontroller, Geschwindigkeitsregler, Sicherungen, Blitzschutzapparate ; alle diese Gegenstände, soweit sie keine Wickelungen von isolierten Drähten haben, im Gewichte von :			
	a) mehr als 2 ½ dz	»	40	—
	b) mehr als 25 kg bis 2 ½ dz . .	»	50	—
	c) mehr als 5 bis 25 kg.	»	65	—
	d) mehr als 1 bis 5 kg	»	80	—
	e) bis 1 kg	»	100	—
	II. Spannungsregulatoren, automatische Unterbrecher, auch mit Uhrwerk, Kontroller, Geschwindigkeitsregler, Blitzschutzapparate ; alle diese Gegenstände mit Wicklungen von isolierten Drähten, im Gewichte von :			
	a) mehr als 2 ½ dz	»	40	0,2
	b) mehr als 25 kg bis 2 ½ dz . .	»	50	0,2
	c) mehr als 5 bis 25 kg	»	65	0,2
	d) mehr als 1 bis 5 kg	»	80	0,2
	e) bis 1 kg	»	100	0,2
	III. Elektrolyseure	»	40	—
	IV. Bügeleisen	»	70	—
	V. Zündkerzen	»	120	—
	VI. Separatoren, elektromagnetisch	»	40	—
	VII. Neuluftapparate, den Merkmalen des dem Vertrag beigefügten Musters enstprechend	»	75	—
	VIII. Lötlampen, Lötwerkzeuge, Heiss- und Kaltluftduschen	»	120	—
	IX. andere, im Gewichte von :			
	a) mehr als 2 ½ dz	»	40	0,5
	b) mehr als 25 kg bis 2 ½ dz . .	»	50	0,5
	c) mehr als 5 bis 25 kg	»	65	0,5
	d) mehr als 1 bis 5 kg	»	80	0,5
	e) bis 1 kg	»	100	0,5

Numero e lettera della tariffa italiana	Denominazione delle merci	Unità	Dazio d'entrata in lire oro	Coefficiente di maggiorazione
449	Binde e martinetti :			
a)	a vite semplice o a dentiera	quintale	20	0,4
b)	altre.	id.	30	0,2
ex 451	Bilance :			
a)	automatiche, della portata :			
	1. di più di 150 kg.	id.	45	—
	2. di più di 25, fino a 150 kg..	id.	50	0,5
	3. di più di 5, fino a 25 kg..	id.	55	0,5
	4. fino a 5 kg.	id.	60	0,5
ex *b)*	non automatiche, della portata :			
	1. di più di 50 kg..	id.	40	0,5
	2. di più di 5, fino a 50 kg..	id.	45	0,5
ex 457	Apparecchi non nominati, per l'applicazione dell'elettricità, e loro parti :			
	I. Regolatori di tensione, apparecchi di avviamento, resistenze, interruttori, commutatori, controllers, regolatori di velocità, valvole di sicurezza, apparecchi di sicurezza parafulmini ; tutti questi oggetti in quanto siano senza avvolgimenti di fili isolati, del peso :			
	a) di più di 2 quintali e mezzo	id.	40	—
	b) di più di 25 kg., fino a 2 quintali e mezzo	id.	50	—
	c) di più di 5, fino a 25 kg.	id.	65	—
	d) di più di 1, fino a 5 kg.	id.	80	—
	e) fino a 1 kg.	id.	100	—
	II. Regolatori di tensione, interruttori automatici, anche con movimenti d'orologeria, controllers, regolatori di velocità, apparecchi di sicurezza parafulmini ; tutti questi oggetti con avvolgimenti di fili isolati, del peso :			
	a) di più di 2 quintali e mezzo	id.	40	0,2
	b) di più di 25 kg., fino a 2 quintali e mezzo	id.	50	0,2
	c) di più di 5, fino a 25 kg.	id.	65	0,2
	d) di più di 1, fino a 5 kg.	id.	80	0,2
	e) fino a 1 kg.	id.	100	0,2
	III. Apparecchi per l'elettrolisi	id.	40	—
	IV. Ferri da stiro	id.	70	—
	V. Candele d'accensione	id.	120	—
	VI. Separatori elettrici e magnetici	id.	40	—
	VII. Apparecchi per rinnovazione dell'aria della specie del campione annesso al trattato	id.	75	—
	VIII. Lampade per saldare, saldatori, doccie ad aria calda e fredda	id.	120	—
	IX. Altri, pesanti :			
	a) di più di 2 quintali e mezzo	id.	40	0,5
	b) di più di 25 kg., fino a 2 quintali e mezzo	id.	50	0,5
	c) di più di 5, fino a 25 kg.	id.	65	0,5
	d) di più di 1, fino a 5 kg.	id.	80	0,5
	e) fino a 1 kg.	id.	100	0,5

Nummer und Buchstabe des italienischen Tarifs	Bezeichnung der Waren	Einheit	Einfuhrzoll in Goldlire	Erhöhungskoeffizient
aus 460	Sackklopf- und -bürstmaschinen, Kollergänge, Mahlgänge und Mischmaschinen, Fleischzerkleinerungs- und Wurstmaschinen, Formmaschinen für die Giesserei, Strassenreinigungsmaschinen, von Tieren gezogen, Rammen ohne Motor, Pressen (ausser hydraulischen sowie Frucht-, Öl- und Filterpressen) :			
aus *a)*	aus Gusseisen, Eisen oder Stahl, im Gewichte von			
	1. mehr als 100 dz	1 dz	24	0,3
	2. mehr als 50 bis 100 dz	»	27	0,3
	3. mehr als 10 bis 50 dz	»	36	0,3
	4. mehr als 1 bis 10 dz	»	46	0,3
	5. bis 1 dz.	»	58	0,3
aus *b)*	andere, im Gewichte von :			
	1. mehr als 100 dz	»	30	0,3
	2. mehr als 50 bis 100 dz	»	35	0,3
	3. mehr als 10 bis 50 dz	»	44	0,3
	4. mehr als 1 bis 10 dz	»	55	0,3
	5. bis 1 dz.	»	70	0,3
aus 465	Gekröpfte Wellen :			
aus *a)*	abgedreht oder anders auf der ganzen oder auf dem grössten Teil der Fläche bearbeitet, im Gewichte von :			
	3. mehr als 40 kg bis 1 dz	»	32	0,6
	4. mehr als 10 bis 40 kg	»	40	0,6
	5. bis 10 kg	»	50	0,6
aus *b)*	andere, ausgenommen rohe, im Gewichte von :			
	3. mehr als 40 kg bis 1 dz	»	22	0,5
	4. mehr als 10 bis 40 kg	»	27	0,5
	5. bis 10 kg	»	32	0,5
aus 465*ter*	Kugeln, einzelne, vollständig zugerichtete, für Lager, im Durchmesser von :			
d)	mehr als 3 bis 6 mm	1 kg	2,75	0,2
e)	bis 3 mm	»	8	—
aus 466	Backen und Mundstücke für Brechmaschinen ; Platten und Teile von Walzen für Zerkleinerungsmaschinen, Kugeln und andere Arbeitsteile von Mahlmaschinen, Desintegratoren und von ähnlichen Maschinen für das grobe Brechen und Mahlen von Kunststeinen, Steinen, Erden, Zement und anderen harten Stoffen ; nicht roh :			
a)	aus Gusseisen, auch mit Zubehör aus anderen Metallen im Gewichte von :			
	1. mehr als 10 dz	1 dz	10	0,3
	2. mehr als 1 bis 10 dz	»	11	0,3
	3. mehr als 40 kg bis 1 dz	»	12	0,3
	4. mehr als 10 bis 40 kg	»	13	0,3
	5. mehr als 1 bis 10 kg	»	15	0,3
	6. mehr als 500 g bis 1 kg	»	20	0,3
	7. bis 500 g	»	25	0,3
b)	aus anderen gewöhnlichen Metallen, im Gewichte von :			
	1. mehr als 10 dz	»	22	0,3

Numero e lettera della tariffa italiana	Denominazione delle merci	Unità	Dazio d'entrata in lire oro	Coefficiente di maggiorazione
ex 460	Macchine per battere e spazzolare sacchi, molazze, palmenti e macchine per mescolare ; macchine per sminuzzare la carne e insaccarla ; macchine per modellare ad uso delle fonderie ; macchine per pulire le strade a trazione animale : battipali (escluso il motore) : torchi (ad esclusione dei torchi idraulici e di quelli per frutta e da olio ed esclusi i filtri-presse) :			
ex *a)*	a di ghisa, di ferro o di acciaio, del peso :			
	1. di più di 100 quintali	quintale	24	0,3
	2. di più di 50, fino a 100 quintali.	id.	27	0,3
	3. di più di 10, fino a 50 quintali.	id.	36	0,3
	4. di più di 1, fino a 10 quintali.	id.	46	0,3
	5. fino a 1 quintale	id.	58	0,3
ex *b)*	altre, del peso :			
	1. di più di 100 quintali	id.	30	0,3
	2. di più di 50, fino a 100 quintali.	id.	35	0,3
	3. di più di 10, fino a 50 quintali.	id.	44	0,3
	4. di più di 1, fino a 10 quintali.	id.	55	0,3
	5. fino a 1 quintale	id.	70	0,3
ex 465	Alberi a gomito :			
ex *a)*	torniti, altrimenti lavorati su tutta o sulla maggior parte della superficie, del peso :			
	3. di più di 40 chilogrammi fino 1 a quintale	id.	32	0,6
	4. di più di 10, fino a 40 chilogrammi . . .	id.	40	0,6
	5. fino a 10 chilogrammi	id.	50	0,6
ex *b)*	altri, esclusi quelli greggi, del peso :			
	3. di più di 40 chilogrammi, fino a 1 quintale	id.	22	0,5
	4. di più di 10, fino a 40 chilogrammi . . .	id.	27	0,5
	5. fino a 10 chilogrammi	id.	32	0,5
ex 465 *bis*	Sfere sciolte, complemente rifinite, cuscinetti del diametro :			
a)	di più di 3, fino a 6 millimetri	kg.	2,75	0,2
b)	fino a 3 millimetri.	id.	8	—
ex 466	Ganasce e bocche da maciullatori, piastre e parti di cilindri per frantumatori, palle ed altre parti operanti di mulini, di disintegratori e di simili macchine per la frantumazione e la macinazione grossa di ossa, pietre, terre, cementi ed altre materie dure in getti non greggi :			
a)	I. di ghisa anche con accessori di altri metalli, del peso ciascuno :			
	1. di più di 10 quintali.	quintale	10	0,8
	2. di più di 1, fino a 10 quintali.	id.	11	[illegible]
	3. di più di 40 kg., fino a 1 quintale	id.	12	0,8
	4. di più di 10, fino a 40 kg.	id.	13	0,8
	5. di più di 1, fino a 10 kg..	id.	15	[illegible]
	6. di più di 500 gr., fino a 1 kg..	id.	20	[illegible]
	7. fino a 500 gr.	id.	[illegible]	[illegible]
b)	II. di altri metalli comuni, del peso ciascuno :			
	1. di più di 10 quintali.	id.	22	0,8

Nummer und Buchstabe des italienischen Tarifs	Bezeichnung der Waren	Einheit	Einfuhrzoll in Goldlire	Erhöhungskoeffizient
Noch :				
aus 466				
b)	2. mehr als 1 bis 10 dz	1 dz	26	0,3
	3. mehr als 40 kg bis 1 dz	»	32	0,3
	4. mehr als 10 bis 40 kg	»	40	0,3
	5. mehr als 1 bis 10 kg	»	50	0,3
	6. mehr als 500 g bis 1 kg	»	70	0,3
	7. mehr als 100 bis 500 g	»	100	0,3
	8. mehr als 20 bis 100 g	»	140	0,3
	9. bis 20 g.	»	200	0,3
aus 468	Feilen und Raspeln :			
aus *a)*	halbrund, rund, dreikantig, in der Länge von :			
	1. mehr als 30 cm	»	26	1
	2. mehr als 15 bis 30 cm	»	40	0,5
	3. mehr als 8 bis 15 cm	»	80	—
aus *b)*	andere, in der Länge von :			
	1. mehr als 30 cm	»	20	0,8
	2. mehr als 15 bis 30 cm	»	30	0,8
	3. mehr als 8 bis 15 cm	»	40	0,8
aus 469	Sägeblätter :			
aus *a)*	Kreissägeblätter :			
	1. über 4 mm stark :			
	α) mit angesetzten Zähnen	»	70	—
	β) andere	»	20	0,6
	aus 2 : bis 4 mm stark, mit einem Durchmesser von :			
	α) mehr als 40 cm	»	30	0,5
	β) mehr als 10 bis 40 cm	»	50	0,4
aus *b)*	Bandsägen, in der Breite von :			
	2. bis 30 mm	»	35	0,5
aus *c)*	andere, auch montierte, in der Breite von :			
	3. mehr als 20 bis 30 mm	»	75	—
	4. bis 20 mm	»	100	—
aus 470	Reibahlen, Dorne, Zieheisen, Spiralbohrer, im Stückgewichte von :			
aus *b)*	mehr als 2 bis 4 kg	»	100	0,5
aus *c)*	mehr als 400 g bis 2 kg	»	150	0,5
aus *d)*	Gewindeschneider und Gewindebohrer, im Stückgewichte von mehr als 200 bis 400 g	»	300	0,4
aus 471	Messer für Strohhäckselmaschinen	»	15	—
472	Schaufeln, Spaten, Hacken, Spitzhacken, Schippen, Jätkacken, Pflugscharen und andere ähnliche Geräte zur Bearbeitung des Bodens, Heu- und Mistgabeln, Rechen aus Gusseisen, Eisen oder Stahl :			
	I. Pflugscharen	»	20	—
	II. andere	»	20	0,2
473	Beile, Spundmesser, Kreuzhacken und Pflugscharspitzen :			
	I. Pflugscharspitzen	»	15	—
	II. andere	»	25	—
474	Messer und Schnitzmesser für Kunst und Gewerbe und für die Landwirtschaft. . .	»	30	0,2

Numero e lettera della tariffa italiana	Denominazione delle merci	Unità	Dazio d'entrata in lire oro	Coefficiente di maggiorazione
Segue :				
ex 466				
b)	2. di più di 1, fino a 10 quintali	quintale	26	0,3
	3. di più di 40 kg., fino a 1 quintale	id.	32	0,3
	4. di più di 10 kg., fino a 40 kg.	id.	40	0,3
	5. più di 1 kg., fino a 10 kg.	id.	50	0,3
	6. di più di 500 gr., fino a 1 kg.	id.	70	0,3
	7. di più di 100 gr., fino a 500 gr.	id.	100	0,3
	8. di più di 20 gr., fino a 100 gr.	id.	140	0,3
	9. fino a 20 grammi	id.	200	0,3
ex 468	Lime e raspe :			
ex *a)*	mezzo tonde, tonde, triangolari, della lunghezza			
	1. di più di 30 centimetri	id.	26	1
	2. di più di 15, fino a 30 centimetri	id.	40	0,5
	3. di più di 8, fino a 15 centimetri	id.	80	—
ex *b)*	altre, della lunghezza :			
	1. di più di 30 centimetri	id.	20	0,8
	2. di più di 15, fino a 30 centimetri	id.	30	0,8
	3. di più di 8, fino a 15 centimetri	id.	40	0,8
ex 469	Lame da seghe :			
ex *a)*	a disco :			
	1. della spessore di più di 4 millimetri :			
	a) a denti riportati	id.	70	—
	b) altre	id.	20	0,6
	ex 2. dello spessore fino a 4 millimetri, aventi uu diametro :			
	α) di più di 40 centimetri	id.	30	0,5
	β) di più di 10, fino a 40 centimetri	id.	50	0,4
ex *b)*	a nastro continuo, della larghezza :			
	2. fino a 30 millimetri	id.	35	0,5
ex *c)*	altre, anche montate, della larghezza :			
	3. di più di 20, fino a 30 millimetri	id.	75	—
	4. fino a 20 millimetri	id.	100	—
ex 470	Alesatori, maschi, filiere e punte elicoidali, del peso per pezzo :			
ex *b)*	di più di 2, fino a 4 kg.	id.	100	0,5
ex *c)*	di più di 400 grammi, fino a 2 kg.	id.	150	0,5
ex *d)*	maschi e filiere, del peso per pezzo di più di 200, fino a 400 grammi	id.	300	0,4
ex 471	Lame da macchine trinciapaglia	id.	15	
472	Badili, vanghe, zappe, picconi, pale, sarchielli, vomeri ed altri simili strumenti per la lavorazione del suolo, forche, forconi e rastrelli di ghisa, di ferro e di acciaio :			
	I. vomeri	id.	20	—
	II. altri	id.	20	0,2
473	Scuri, acie, piccozze e punte da vomeri :			
	I. punte da vomeri	id.	15	—
	II. altri	id.	25	—
474	Coltelli e trincetti, per falci e mestieri e per l'agricoltura	id.	30	0,2

Nummer und Buchstabe des italienischen Tarifs	Bezeichnung der Waren	Einheit	Einfuhrzoll in Goldlire	Erhöhungskoeffizient
476	Gerätschaften und Werkzeuge für Kunst und Gewerbe und für die Landwirtschaft, nicht genannte, und deren Teile (ausgenommen solche aus Holz) :			
a)	gewöhnliche, im Stückgewichte von :			
	1. mehr als 10 kg	1 dz	20	0,4
	2. mehr als 3 bis 10 kg	»	27	0,4
	3. mehr als 1 bis 3 kg	»	35	0,4
	4. bis 1 kg	»	50	0,4
b)	feine, im Stückgewichte von :			
	1. mehr als 10 kg	»	35	0,4
	2. mehr als 3 bis 10 kg	»	45	0,4
	3. mehr als 1 bis 3 kg	»	60	0,4
	4. bis 1 kg	»	80	0,4
	Zu 476 b : Hierunter fallen auch Messer von Maschinen zur Bearbeitung von Eisen, Metall, Holz, Papier, Pappe, Leder, Textilien, keramischen Erzeugnissen und Tabak.			
aus 476 *b)*	Gewindeschneideeisen (Kluppen) mit Backen und Bohrern, in Zusammenstellungen :			
	I. auf Holz oder in einer Holzkiste (einschliesslich des Holzes oder der Kiste)	»	160	—
	II. auf Pappe befestigt (einschliesslich der Pappe)	»	200	—
477	Chirurgische Instrumente (einschliesslich des Etuis)	»	400	0,3
478	Nadeln, chirurgische und medizinische :			
a)	zum Nähen	»	180	—
b)	für Einspritzungen	1 kg	50	—
	Zu 478 : Der Zoll wird ohne Abzug des Gewichts der Behältnisse oder der unmittelbaren Umschliessung erhoben.			
479	Orthopädische Apparate und deren Teile, auch roh.	1 dz	150	0,8
aus 480	Apparate zum medizinischen Gebrauch, im Gewichte von mehr als 500 g.	»	100	0,5
aus 481	Instrumente für Astronomie, Geodäsie, Schifffahrt, Topographie, Physik und Chemie (einschliesslich des Etuis) :			
aus *b)*	elektromedizinische :			
	I. Röntgenröhren, Stärkemesser, Verstärkungsschirme und fluoreszierende Schirme	»	80	—
	II. andere (mit Ausnahme der Transformatoren für radiologische Apparate)	»	160	—
aus *c)*	andere			
	I. Wasserwagen :			
	1. gewöhnliche, aus Holz oder Eisen	»	80	—
	2. andere	»	200	—
	II. elektrische Trockenelemente	»	80	—
	Anmerkung. Hierunter fallen auch metallische Elemente, die zu ihrem Betrieb ein wenig Flüssigkeit bedürfen.			
	III. andere, nicht genannte	»	200	0,3

Numero e lettera della tariffa italiana	Denominazione delle merci	Unità	Dazio d'entrata in lire oro	Coefficiente di maggiorazione
476	Utensili e strumenti, per arti e mestieri e per l'agricoltura, non nominati, e loro parti (esclusi quelli di legno) :			
a)	comuni, del peso per pezzo :			
	1. di più di 10 kg.	quintale	20	0,4
	2. di più di 3, fino a 10 kg..	id.	27	0,4
	3. di più di 1, fino a 3 kg.	id.	35	0,4
	4. fino a 1 kg.	id.	50	0,4
b)	fini, del peso per pezzo :			
	1. di più di 10 kg..	id.	35	0,4
	2. di più di 3, fino a 10 kg..	id.	45	0,4
	3. di più di 1, fino a 3 kg.	id.	60	0,4
	4. fino a 1 kg.	id.	80	0,4
	Ad 476 *b)*. — I coltelli di macchine per lavorazione del ferro, dei metalli, del legno, della carta, del cartone, del cuoio, delle materie tessili, dei prodotti di ceramica e del tabacco, seguono il trattametno convenzionale del n. 476 *b)*.			
ex 476 *b)*	Filettatrici, con mascelle e madreviti, in assortimenti :			
	I. su legno o in cassetta di legno (compreso il legno o la cassetta)	id.	160	
	II. fissati su cartone (compreso il cartone) . .	id.	200	
477	Strumenti per chirurgia (compreso l'astuccio) . .	id.	400	0,8
478	Aghi per chirurgia e medicina :			
a)	per suture	id.	180	
b)	per iniezioni ipodermiche	kg.	50	
	Ad 478. — Il dazio si riscuote senza detrazione del peso dei recipienti o involucri immediati.			
479	Apparecchi ortopedici e loro parti anche greggie	quintale	150	0,8
ex 480	Apparecchi per medicina di peso superiore a 500 grammi	id.	100	[illegible]
ex 481	Strumenti per astronomia, geodesia, navigazione, topografia, fisica e chimica (compreso l'astuccio)			
ex *b)*	elettromedicali :			
	I. tubi Röntgen, intensimetri, schermi di rinforzo e schermi fluorescenti.	id.	80	
	II. altri (esclusi i trasformatori per apparecchi radiologici)	id.	160	
c)	altri :			
	I. Livelle a bolla d'aria :			
	1. ordinarie, di legno o di ferro	id.	80	
	2. altre	id.	200	
	II. Pile elettriche a secco	id.	80	
	Nota. — Si classificano come pile a secco anche quelle a elementi metallici che abbisognano di poca sostanza liquida per il loro funzionamento.			
	III. altri non nominati.	id.	200	[illegible]

Nummer und Buchstabe des italienischen Tarifs	Bezeichnung der Waren	Einheit	Einfuhrzoll in Goldlire	Erhöhungskoeffizient
482	Photographische Apparate, mit oder ohne Objektiv (einschliesslich des Futterals) .	1 dz	350	
	Zu 481, 482 *und* 483 : Die zusammen mit den unter die Nummern 481, 482 und 483 fallenden Apparaten oder Maschinen eingeführten Stative werden getrennt nach ihrem eigenen Satze verzollt, wenn sie keinen wesentlichen oder für deren Handhabung unerlässlichen Bestandteil bilden.			
aus 484	Theatergläser oder Feldstecher, binokulare oder monokulare :			
a)	Prismengläser	1 Stück	15	0,2
aus 485	Linsen, bearbeitet :			
c)	andere, auch eingefasst	1 dz	300	0,5
aus 486	Augengläser mit Gläsern, auch farbig, weder konkav noch konvex, mit Scheiben aus Glimmer, Zellhorn oder anderem ähnlichen Stoff, insbesondere für den Schutz der Augen, einschliesslich der Automobil- und Schneebrillen :			
a)	mit Fassung aus gewöhnlichem Metall . .	»	250	
b)	andere, ausgenommen solche mit Fassung aus Edelmetall	»	300	
aus 489	Zeichengeräte :			
aus *a)*	Zirkel, gewöhnliche, mit Bleistift, nach Art der hinterlegten Muster.	»	150	
aus 490	I. Barometer, Druck- und Wasserstandsanzeiger	»	200	0,5
	II. Manometer, im Stückgewichte von :			
	1. bis 1 kg	»	200	0,5
	2. mehr als 1 kg	»	200	0,4
491	Amperemeter und andere elektrische Messinstrumente, ausgenommen Elektrizitätszähler und Registrierapparate mit Schreibvorrichtung	»	200	
aus 492	Geschwindigkeitsmesser für Lokomotiven (Tachymeter)	»	200	
aus 493	Messer (Zähler) :			
a)	Gasmesser und deren Bestandteile	»	30	0,4
b)	Elektrizitätsmesser	»	200	0,3
494	Registrierapparate mit Schreibvorrichtung (einschliesslich des Futterals) :			
	I. im Gewichte von mehr als 5 kg. . . .	»	300	0,2
	II. andere	»	300	0,4
aus 496	Messinstrumente, nicht genannt :			
a)	vorwiegend aus Glasstäben und mit Einteilung (einschliesslich des Futterals und der Platte)	»	100	0,6
b)	Prüfungsinstrumente für Mechanik	»	150	0,4
aus *c)*	andere :			
	I. Stazze und Bandmasse		100	
	II. Gliedermasstäbe aus gewöhnlichem Metall		160	
	III. Vergleicher und andere Instrumente oder Maschinen, auch mit optischen Teilen, zum Registrieren, Regulieren und Prü-			

Numero e lettera della tariffa italiana	Denominazione delle merci	Unità	Dazio d'entrata in lire oro	Coefficiente di maggiorazione
482	Macchine fotografiche, con o senza obbiettivo (compreso l'astuccio)	quintale	350	—
	Ad 481, 482 *e* 483. — I sostegni importati insieme con gli apparecchi o le macchine, considerati sotto i numeri 481, 482 e 483 quando non ne facciano parte integrante e indispensabile per il funzionamento, si tassano separatamente secondo il trattamento loro proprio.			
ex 484	Binocoli e monocoli, da teatro e da campo :			
a)	a prisma	ciascuno	15	0,2
ex 485	Lenti lavorate :			
c)	altre, anche montate.	quintale	300	0,5
ex 486	Occhiali con vetri anche colorati, non concavi nè convessi, con lamine di mica, celluloide o altra materia simile, e in special modo occhiali per protezione degli occhi, e occhiali da automobilisti e per la neve :			
a)	con montatura di metallo comune	id.	250	—
b)	altri, esclusi quelli con montatura di metallo prezioso	id.	300	—
ex 489	Strumenti da disegno :			
ex *a)*	compassi ordinari a matita, conforme ai campioni depositati	id.	150	—
ex 490	I. Barometri, indicatori di pressione e di livello di acqua.	id.	200	0,5
	II. Manometri del peso :			
	1. fino a 1 kg.	id.	200	0,5
	2. di più di 1 kg.	id.	200	0,4
491	Amperometri e altri strumenti di misura elettrica, esclusi i contatori di elettricità e i registratori grafici	id.	200	—
ex 492	Misuratori di velocità per locomotive (tachimetri)	id.	200	—
ex 493	Contatori :			
a)	di gas e loro parti staccate	id.	30	0,4
b)	di elettricità	id.	200	0,3
494	Registratori grafici (compresa la custodia) :			
	I. di peso superiore a 5 kg.	id.	300	0,2
	II. altri.	id.	300	0,4
ex 496	Strumenti da misura non nominati :			
a)	con aste di vetro, costituenti la parte essenziale dello strumento e graduazione (compreso l'astuccio e la tavoletta)	id.	100	0,6
b)	per verifiche ad uso dei meccanici	id.	150	0,4
ex *c)*	altri :			
	I. stazze e misure a nastro	id.	100	—
	II. metri snodati di metallo comune	id.	160	
	III. comparatori e altri strumenti o macchine, anche con parti di ottica, per registrare, regolare e verificare i calibri, per dividere,			

Nummer und Buchstabe des italienischen Tarifs	Bezeichnung der Waren	Einheit	Einfuhrzoll in Goldlire	Erhöhungskoeffizient
Noch :				
aus 496				
aus *b)*	fen von Kalibern, zum Teilen, Messen oder Ausführen von anderen Kontrolloperationen bei der Herstellung von Präzisionsinstrumenten	1 dz	100	
498	Rechenmaschinen	»	200	
aus 501	Uhren :			
aus *b)*	aus 1. Pendeluhren, Wanduhren, im Gewichte von mehr als 500 g. . .	»	300	0,3
	Zu 501 b : Uhrgehäuse aus Porzellan, Zink, Blei werden als Arbeiten aus dem Stoff verzollt, aus dem sie bestehen, wenn sich kein Teil der Uhr daran befindet.			
511	Schiesspulver :			
a)	für Minen	»	150	0,2
b)	Jagdpulver	»	200	0,2
515	Minenzündschnüre	»	50 neben dem eigenen Zolle für die Hülle	0,2
	Das Gewicht der Hülle wird mit $^2/_3$ des Gesamtgewichts angenommen, das dem festen Zollsatz unterliegt.			
aus 519	Wagen :			
b)	Kinderwagen :			
	1. gewöhnliche	1 Stück	8	0,5
	2. feine	»	25	0,3
aus 520	Elektrokarren	1 dz	100	
	Traktoren	»	60	
aus 527	Einzelteile und Zubehör für Fahrräder und Krafträder :			
aus *b)*	Speichen, Fahrradlaternen, Pedale, Kettenradgarnituren, Freilaufzahnkränze, Naben, Lenker, auch mit Felgenbremsen, Bremsen, Brems- und Steuerhebel, Fahrradglocken und deren Teile	»	125	
aus 528	Lokomotiven :			
a)	Strassenlokomotiven.	»	30	0,5
533	Achsen, montierte, für Fahrzeuge, die auf Schienen laufen :			
a)	gerade	»	20	0,5
b)	gekröpft	»	26	0,5
534	Radreifen für Fahrzeuge, die auf Schienen laufen :			
a)	roh	»	16	0,5
b)	bearbeitet	»	20	0,5
aus 567	Feuerfestes Material :			
b)	besserer Beschaffenheit :			
	1. in Ziegeln :			
	α) gewöhnliche	»	3	0,3
	β) andere	»	4,50	0,3
	2. in anderen Arbeiten	»	4,50	0,3

Numero e lettera della tariffa italiana	Denominazione delle merci	Unità	Dazio d'entrata in lire oro	Coefficiente di maggiorazione
Segue :				
ex 496 ex *c)*	per misurare o fare altre operazioni di controllo nella fabbricazione degli strumenti di precisione	quintale	100	
498	Macchine da calcolare	id.	200	—
ex 501 ex *b)*	Orologi : ex 1. a pendolo, da muro, del peso di più di 500 gr..	id.	300	0.3
	Ad 501 *b)*. — Le casse di orologi, di porcellana o fuse in zinco o piombo, quando non portino nessun parte dell'orologio, seguono il trattamento convenzionale dei lavori della materia di cui sono formate.			
511	Polveri piriche :			
a)	da mina	id.	150	0.2
b)	da caccia.	id.	200	0.2
515	Micce da minatori.	id.	50 oltre il dazio proprio dell'involucro.	0.2
	Il peso dell'involucro si considera eguale ai due terzi del peso intiero sul quale grava il dazio fisso.			
ex 519 *b)*	Carrozzelle : per bambini :			
	1. comuni	ciascuno	8	0.5
	2. fini	id.	25	0.3
ex 520	I. Carriole elettriche.	quintale	100	
	II. Trattrici.	id.	60	
ex 527 ex *b)*	Parti staccate e accessori di velocipedi e di motocicli : raggi di ruote, fanali, pedali, guarnizioni di ruote a catena, ingranaggi per ruota libera, mozzi, manubri, anche con freni, freni, leve da freno e da comando, campanelli da biciclette, e loro parti.	id.	125	
ex 528 *a)*	Locomotive : stradali	id.	30	0.5
533	Assi montati, per veicoli scorrenti su rotaie :			
a)	diritti	id.	20	0.5
b)	a gomito	id.	26	0.5
534	Cerchioni da ruote, per veicoli scorrenti su rotaie :			
a)	greggi	id.	16	0.5
b)	lavorati	id.	20	0.5
ex 567 *b)*	Materiale refrattario : di qualità superiore :			
	1. in mattoni :			
	α) comuni	id.	3	0.5
	β) altri	id.	4.50	0.5
	2. in altri lavori	id.	4.50	0.5

Nummer und Buchstabe des italienischen Tarifs	Bezeichnung der Waren	Einheit	Einfuhrzoll in Goldlire	Erhöhungskoeffizient
aus 574	Tonwaren, gebrannte :			
aus *a)*	des gewöhnlichen Gebrauchs :			
	Öfen und ihre Teile	1 dz	5	0,2
b)	andere :			
	I. Öfen und Ofenteile, einfarbig, mit gepressten oder erhabenen Verzierungen .	»	16	—
	II. andere	»	25	0,3
aus 575	Steinzeug :			
a)	gewöhnliches	»	8	0,5
c)	feines :			
	I. Raschigringe	»	24	—
	II. anderes	»	25	0,5
	Zu 575 : Arbeiten aus Steatit werden als feines Steinzeug nach Nummer 575 c verzollt.			
576	Majoliken (Waren aus farbiger Masse, mit Schmelz oder undurchsichtiger Glasur überzogen) :			
a)	weiss oder einheitlich gefärbt	»	8	0,6
b)	verschieden gefärbt oder irgendwie verziert	»	12	0,6
577	Steingut (Waren aus weisser Masse) :			
a)	weiss, weich	»	15	0,5
b)	weiss, hart :			
	I. hygienische Artikel (Badewannen, Wascheinrichtungen, Klosetts, Bidets und ähnliche)	»	30	0,4
	II. andere	»	30	0,5
c)	gefärbt, auch einheitlich gefärbt oder irgendwie verziert	»	40	0,5
578	Porzellan :			
a)	weiss	»	35	0,5
b)	gefärbt, auch einheitlich gefärbt oder irgendwie verziert	»	45	0,5
aus 579	Platten :			
aus *b)*	jeder anderen Art oder aus jedem anderen keramischen Stoff :			
	aus 1. weiss, auch glasiert, in der Stärke von :			
	α) mehr als 12 mm	»	14	0,3
	β) mehr als 9 bis 12 mm	»	19	0,3
	γ) mehr als 6 bis 9 mm	»	24	0,3
	aus 2. in der Masse gefärbt, unglasiert, auch mit Zeichnungen oder Verzierungen, die bei der Formung der Masse erzielt werden, in der Stärke von :			
	α) mehr als 12 mm	»	14	0,3
	β) mehr als 9 bis 12 mm . . .	»	19	0,3
	γ) mehr als 6 bis 9 mm	»	24	0,3
	aus 3. andere, in der Stärke von :			
	α) mehr als 12 mm	»	19	0,3
	β) mehr als 9 bis 12 mm . . .	»	25	0,3
	γ) mehr als 6 bis 9 mm	»	32	0,3
aus 582	Spiegelglas, geschliffen und mit Zinn- oder Silberfolie belegt, in der Länge und in der Breite zusammen messend :			
a)	bis 160 cm	»	45	0,8
b)	mehr als 160 cm	»	55	0,8

Numero e lettera della tariffa italiana	Denominazione delle merci	Unità	Dazio d'entrata in lire oro	Coefficiente di maggiorazione
ex 574	Terre cotte :			
ex *a)*	d'uso comune :			
	stufe e loro parti	quintale	5	0,2
b)	altre :			
	I. stufe e loro parti a un sol colore con ornati impressi o a rilievo	id.	16	—
	II. altre	id.	25	0,3
ex 575	Grès :			
a)	ordinari	id.	8	0,5
c)	fini :			
	I. anelli Raschig	id.	24	—
	II. altri.	id.	25	0,5
	Ad 575. I lavori di steatite si classificano come Grès fini sotto il n. 575 *c)*.			
576	Maioliche (lavori di pasta colorata, ricoperta di smalto o con vernice opaca) :			
a)	bianche o colorate a fondo unito	id.	8	0,6
	variamente colorate o altrimenti decorate . .	id.	12	0,6
577	Terraglie (lavori di pasta bianca) :			
a)	bianche dolci	id.	15	0,5
b)	bianche forti :			
	I. articoli igieni (vasche da bagno, lavabi, closet, bidet e simili)	id.	30	0,4
	II. altre	id.	30	0,5
c)	colorate, anche a fondo unito o comunque decorate	id.	40	0,5
578	Porcellane :			
a)	bianche	id.	35	0,5
b)	colorate, anche a fondo unito o comunque decorate	id.	45	0,5
ex 579	Ambrogette :			
ex *b)*	di qualunque altra specie o materia ceramica :			
	ex 1, bianche anche smaltate, di spessore :			
	α) di più di 12 millimetri	id.	14	0,3
	β) di più di 9, fino a 12 millimetri .	id.	19	0,3
	γ) di più di 6, fino 9 millimetri . .	id.	24	0,3
	ex 2. tinte in pasta, non smaltate, anche con disegni od ornati, ottenuti in pasta, di spessore :			
	α) di più di 12 millimetri	id.	14	0,3
	β) di più di 9, fino a 12 millimetri .	id.	19	0,3
	γ) di più di 6, fino a 9 millimetri . .	id.	24	0,3
	ex 3. altre, di spessore :			
	α) di più di 12 millimetri	id.	19	0,3
	β) di più di 9, fino a 12 millimetri .	id.	25	0,3
	γ) di più di 6, fino a 9 millimetri . .	id.	32	0,3
ex 582	Lastre da specchi, pulite e stagnate o argentate, che misurano in lunghezza e larghezza riunite :			
a)	fino a 160 centimetri	id.	45	0,8
b)	più di 160 centimetri	id.	55	0,8

Nummer und Buchstabe des italienischen Tarifs	Bezeichnung der Waren	Einheit	Einfuhrzoll in Goldlire	Erhöhungskoeffizient
aus 591 *bis*	Arbeiten aus geschmolzenem Quarz, die nicht so durchsichtig sind wie Wasser	1 dz	40	—
591 *ter*	Kolben für elektrische Glühlampen aus Glas oder Kristall	»	14	0,5
602	Arbeiten aus Graphit	»	12	0,3
aus 603	Glimmer :			
aus *d)*	in Plättchen auf Papier, Pappe oder Gewebe geklebt (Mikanit)	»	40	—
e)	Mikanit in anderen Arbeiten	»	40	—
aus 615 aus *a)*	aus 2. Sitze und Rückenlehnen aus Birkenholz, roh oder lackiert, gelocht, aber ohne Einpressungen oder andere Verzierungen.	»	18	0,3
aus 616	Leisten aus Holz für Möbel oder zum Einfassen von Wänden, Decken u. dgl. :			
	I. roh	»	30	0,5
	II. mit Bildhauer- oder Bildschnitzerarbeit	»	60	—
620	Schuhleisten (auch mit Scharnieren)	»	15	—
622	Röhrchen, Spulen, Spindeln und Röllchen aus Holz für die Spinnerei und Weberei :			
a)	mit Zubehör aus Metall	»	20	—
a)	andere	»	16	—
aus 623 aus *a)*	Geräte und Arbeiten aus Holz, nicht genannt : roh :			
	I. Maste aus gewöhnlichem Holz und deren Teile, auch gebohrt oder mit rohen, auch geglätteten, verzinnten, verzinkten, mit Teer oder anderem ähnlichen Anstrich versehenen Eisenteilen verbunden	»	5	—
	II. Bretter aus Holz, gewöhnlich, roh, bestehend aus zwei äussern auf ein aus zusammengeleimten Holzleisten gebildetes Brett aufgeleimt	»	7	—
	Zu 623 : Hierunter fallen auch solche rohen Geräte (einschliesslich der Haus- und Küchengeräte, wie Löffel, Quirle, Fasshähne, Leitern u. dgl.), die mit rohen oder nur glänzend gemachten verzinnten oder verzinkten Teilen aus Eisen, Stahl oder Gusseisen versehen sind.			
645	Terpentinöl	»	3	—
	Zu 645 : Hierunter fallen auch Cyclohexanol und Methylcyclohexanol.			
aus 661	Synthetische Riechstoffe und nicht genannte Bestandteile von Essenzen : Anethol, Cumarin, Heliotropin, Eucalyptol, Eugenol, Jonon, Iraldein, Terpineol, Thymol	vom amtlich. Werte	10 v. H.	—
644	Ammonium-, Kalium- und Natriumsulforizinate	»	10	—
aus 672 *h)*	Säuren : Phosphorsäure	»	5	—

Numero e lettera della tariffa italiana	Denominazione delle merci	Unità	Dazio d'entrata in lire oro	Coefficiente di maggiorazione
ex 591 *bis*	Lavori di quarzo fuso non trasparente come l'acqua	quintale	40	—
591 *ter*	Ampolle di vetro o di cristallo per lampadine elettriche ad incandescenza	id.	14	0,5
602	Lavori di grafite	id.	12	0,3
ex 603 ex *d)*	Mica : in lamine incollate su carta, su cartone e su tessuto (micanite)	id.	40	—
	micanite in altri lavori	id.	40	—
ex 615 ex *a)*	ex 2. Piani e spalliere per sedili, di legno curvato di betulla greggi o verniciati, traforati ma senza impressioni o altre decorazioni	id.	18	0,3
ex 616	Liste di legno per mobili o per riquadrature di pareti, soffitti e simili :			
	I. greggie	id.	30	0,5
	II. scolpite o intagliate	id.	60	—
620	Forme per calzature (anche con cerniera)	id.	15	—
622	Tubetti, spole, fusi e rocchetti, di legno, per la filatura e la tessitura :			
a)	con accessori di metallo	id.	20	—
b)	altri	id.	16	—
ex 623 ex *a)*	Utensili e lavori non nominati di legno : greggi :			
	I. alberi di legno comune e loro parti, anche forati o congiunti con parti di ferro greggie o anche pulite, stagnate o spalmate di catrame o di altre sostanze	id.	5	—
	II. tavole di legno comune, greggie, composte di due fogli esterni incollati su tavola fatta di listelli di legno incollati insieme	id.	7	—
	Ad 623. — Si classificano come lavori di legno greggi anche quelli (compresi utensili casalinghi, come cucchiai, frullini, spine, scale ecc.) commisti con parti di ferro, acciaio, ghisa, greggie o soltanto pulite, stagnate o zincate.			
645	Essenza di trementina	id.	3	—
	Ad 645. — Si classificano sotto questa voce il « Cicloexnaolo » ed il « Metilcicloexanolo ».			
ex 661	Profumi sintetici e costituenti di essenze, non nominati : anetolo, cumarina, eliotropina, eucaliptolo, eugenolo, ionone, iraldeina, terpineolo, timolo.	sulvalore ufficiale	10 %	
664	Solforicinati di ammonio, di potassio e di sodio	quintale	10	—
ex 672 *h)*	Acido : fosforico	id.	5	—

Nummer und Buchstabe des italienischen Tarifs	Bezeichnung der Waren	Einheit	Einfuhrzoll in Goldlire	Erhöhungskoeffizient
674	Ätzkali	1 dz	3	—
	Zu 674 : Behälter aus Eisenblech, die Ätzkali enthalten, unterliegen derselben Behandlung wie die Waren, die sie enthalten.			
aus 679	Oxyde :			
f)	Eisenoxyd	»	4	—
aus 680	Karbonate :			
a)	kohlensaures Ammonium	»	12	—
e)	kohlensaures Kalium	»	2	—
aus 689	Nitrate von :			
c)	Baryum und Strontium	»	15	—
f)	Kalium	»	2	—
690	Salpetrigsaures Kalium und Natrium	»	10	—
aus 692 *i)*	Natriumsulfat (Glaubersalz)	»	0,80	—
aus 694	Sulfide von :			
aus *c)*	Kalium	»	5	0,5
	Zu 694 c : Eisene Behälter, die Kaliumsulfid und Natriumsulfid enthalten, unterliegen derselben Behandlung wie die Ware, die sie enthalten.			
aus 696	Phosphate von :			
aus *a)*	Natrium :			
	2. trocken	»	10	—
aus 699	Natriumthiosulfat	»	5	—
aus 699	Natriumsulfit, Bisulfit, in Pulver	»	5	0,5
704	Superoxyde von Kalium und Natrium	»	25	—
707	Ferrizyanide	»	15	—
aus 711	Salze, nicht genannte von :			
a)	Antimon	»	20	—
b)	Silber	1 kg	5	0,3
aus *e)*	Schädlingsbekämpfungsmittel mit einem Gehalt an Quecksilbersalz von nicht mehr als 50 v. H.	1 dz	50	
aus 713	Anorganische chemische Erzeugnisse, nicht genannt :			
	I. Chlorsulforsäure	»	10	
	II. Kryolith, künstlich	»	10	
	III. Chlorzink	»	10	0,2
	IV. Natriumpyrophosphat	»	10	0,2
aus 717	Säuren :			
b)	Benzoesäure	»	75	—
e)	Ameisensäure	»	20	—
h)	Oxalsäure	»	10	—
i)	Salizylsäure	»	100	—
720	Methanol	»	10	
aus 727	Chromazetat	»	7 50	
aus 732	Aethylenchlorid	»	25	—
733	Laktate, nicht genannt	»	50	—
734	Oxalate, nicht genannte	»	15	
735	Salizylate und Benzoate, nicht genannte :			
	I. Salizylate	»	100	—
	II. Benzoate	»	85	—
aus 753	Echtblau B Base (Dianisidin), Dianisidinbase, Tolidin	»	200	

Numero e lettera della tariffa italiana	Denominazione delle merci	Unità	Dazio d'entrata in lire oro	Coefficiente di maggio razione
674	Potassa caustica	quintale	3	
	Ad 674. — I recipienti di lamiera di ferro contenenti potassa caustica sono ammessi allo stesso trattamento della merce che contengono.			
ex 679	Ossido :			
	b) di ferro	id.	4	
ex 680	Carbonato :			
	a) di ammonio	id.	12	
	c) di potassio	id.	2	
ex 680	Nitrato :			
	a) di bario e di stronzio	id.	15	
	b) di potassio	id.	2	
680	Nitriti di potassio e di sodio	id.	10	
ex 682	*a)* Solfato di sodio	di.	0,80	
ex 694	Solfuro :			
	c) di potassio	id.	5	[illegible]
	Ad 694 *c)*. — I recipienti di ferro contenenti i solfuri di potassio e di sodio, sono ammessi allo stesso trattamento della merce che contengono			
ex 699	Fosfato :			
ex *a)*	di sodio :			
	2. secco	id.	10	
ex 699	Tiosolfato di sodio.	id.	5	
ex 699	Solfito di sodio e bisolfito di sodio in polvere	id.	5	[illegible]
704	Perossidi di potassio e di sodio	id.	25	
707	Ferricianuri	id.	15	
ex 711	Sali non nominati :			
	a) di antimonio	id.	20	
	b) d'argento	kg.	5	[illegible]
ex [illegible]	Prodotti antiparassitari contenenti sali di mercurio in misura non superiore a 50 per cento	quintale	50	
ex 713	Prodotti chimici inorganici non nominati :			
	I. Acido clorosolfonico	id.	10	
	II. Criolite artificiale	id.	10	
	III. Cloruro di zinco.	id.	10	[illegible]
	IV. Pirofosfato di sodio	id.	10	[illegible]
ex 717	Acido			
	b) benzoico	id.	[illegible]	
	d) formico	id.	[illegible]	
	h) ossalico	id.	[illegible]	
	i) salicilico	id.	[illegible]	
720	Alcool metilico	id.	[illegible]	
ex 727	Acetato di cromo	id.	7.50	
ex 732	Cloruro di etilene	id.	25	
733	Lattati non nominati	id.	50	
734	Ossalati non nominati	id.	15	
735	Salicilati e benzoati, non nominati :			
	I. salicilati	id.	[illegible]	
	II. benzoati	id.	[illegible]	
ex 753	Base per bleu solido difenilsulfina ; base di difenilsulfina ; toludina	id.	[illegible]	

Nummer und Buchstabe des italienischen Tarifs	Bezeichnung der Waren	Einheit	Einfuhrzoll in Goldlire	Erhöhungskoeffizient
aus 756	Primulinbase, Primulinsulfosäure, Echtscharlach G Base (Paranitroorthotoluidin), Echtscharlach R Base (Metanitroorthoanisidin), Echtrot GL Base (Metanitroparatoluidin), Echtrot KB Base (Chlororthotoluidin), Echtgranat GC Base (Amidoazotoluol)	1 dz	200	—
aus 760	Naphtol AS (Betaoxynaphthoesäureanilid), Napthol ASG (Diazoacethyltolidin), Echtschwarz LB Base (Ortho-Phenitidin-Azo-alpha-naphthylamin)	»	200	—
aus 761	Paramidophenol, Paranitrophenol, Orthoamidophenolsulfosäure	»	200	—
aus 767	Alkaloide, nicht genannte, und deren Salze : Adrenalin, Arekolin und dessen Salze, Atropin, Digitalin, Emetin und dessen Salze, Eserin und dessen Salze, Yohimbin Pilokarpin, Saponin, Scapolamin, Strychnin, Suprarenin (in Pulver oder in Tafeln), Theobromin, Theocin, Veratrin	vom amtl. Werte	10 v. H.	—
aus 769	Organische chemische Erzeugnisse, nicht genannte :			
	1. Butylalkohol	1 dz	30	—
	2. Harnstoff, technischer	»	15	—
	3. Synthetische Gerbstoffe : Ordoval G. Ordoval 2 G, Neradol N D und künstlicher Gerbstoff F ; alle diese Erzeugnisse sowohl flüssig wie fest	»	20	
	Zu 769 : Nachstehende Erzeugnisse fallen als « organische chemische Erzeugnisse, nicht genannt » unter Nummer 769 : Adronolacetat, Butylacetat, unrein, Methylacetat, Cyclohexanon, Essigsäureäthylester, unrein, und Methylcyclohexanon.			
775	Kampfer, einschliesslich des synthetischen Kampfers	—	frei	—
aus 780	Synthetische medizinische Erzeugnisse, mit Ausnahme der Alkaloide :			
	I. Acethylsalizylsäure	1 kg	3	—
	II. Diäthylbarbitursäure	»	5	—
	III. Amidopyrin	»	10	—
	IV. Antipyrin	»	10	—
	V. Benzoenaphtol	»	3	—
	VI. Bromural	»	10	—
	VII. Natriumkakodylizium	»	12	—
	VIII. Guajacolcarbonat	»	4	—
	IX. Helmitol	»	15	—
	X. Phenacetin	»	4	—
	XI. Glycerophosphate	»	8	—
	XII. Ferrummonomethylarsenicum	»	12	—
	XIII. Natriummonomethylarsenicum . . .	»	12	—
	XIV. Novocain in Pulver	»	12	—
	XV. Salol	»	8	—

Numero e lettera della tariffa italiana	Denominazione delle merci	Unità	Dazio d'entrata in lire oro	Coeffciente di maggiorazione
ex 756	Base di primulina ; acido primulinsolfonico ; base per scarlatto solido G (paranitro-ortotoluidina) ; base per scarlatto solido R (metanitroortoanisidina) ; base per rosso solido G. L (metanitroparatoluidina) ; base per rosso solido K B (cloroortotoluidina) e base per granato solido G C (aminoazotoluolo)	quintale	200	—
ex 760	Naftolo A S (anilide dell'acido beta-ossi naftoico) ; Naftolo A S G (diazoaceltitolidina) ; base per nero solido L B (orto-fenetidin-azo-alfa naftilamina)	id.	200	—
ex 761	Paramidofenolo ; paranitrofenolo e acido ortoamidofenolsolfonico.	id.	200	—
ex 767	Alcaloidi non nominati e loro sali : Adrenalina, arecolina e suoi sali, atropina, digitalina, emetina e suoi sali, eserina e suoi sali, joimbina, pilocarpina, saponina, scopolamina, stricnina, suprarenina (in polvere e in tavolette), teobromina, teocina e veratrina . . .	valore ufficiale	10 %	—
ex 769	Prodotti chimici organici non nominati :			
	I. Alcool butilico	quintale	15	—
	II. Urea tecnica	id.	15	—
	III. Prodotti tannici sintetici : Ordoval G ; ordoval 2 G ; neradol N. D e conciante sintetico F ; tutti questi prodotti tanto liquidi che solidi . . .	id.	20	—
	Ad 769. — I seguenti prodotti si classificano come « Prodotti chimici organici non nominati » sotto il n. 769 : Acetato di adrenolo ; acetato di butile, impuro ; acetato di metile ; cicloexanone ; etere etilacetico impuro ; metilcicloexanone.			
775	Canfora, compresa la canfora sintetica	—	esente	
ex 780	Prodotti medicinali sintetici, esclusi gli alcaloidi :			
	I. Acido acetilsalicilico	kg.	3	—
	II. Acido dietilbarbiturico (Veronal) . . .	id.	5	—
	III. Amidopirina (Piramidone)	id.	10	—
	IV. Antipirina	id.	10	—
	V. Benzonaftolo	id.	3	—
	VI. Bromural	id.	10	—
	VII. Cacodilato di sodio	id.	12	—
	VIII. Carbonato di guaiacolo.	id.	4	—
	IX. Elmitolo	id.	15	—
	X. Fenacetina	id.	4	—
	XI. Glicerofosfati	id.	8	—
	XII. Metilarsinato di ferro	di.	12	—
	XIII. Metilarsinato di sodio	id.	12	—
	XIV. Novocaina in polvere	id.	12	—
	XV. Salolo	id.	8	—

Nummer und Buchstabe des italienischen Tarifs	Bezeichnung der Waren	Einheit	Einfuhrzoll in Goldlire	Erhöhungskoeffizient
Noch :				
aus 780	XVI. Guajacolsulfosaures Kalium	1 kg	4	-
	XVII. Urethan	»	15	-
	XVIII. Urotropin	»	10	
	Zu aus 780 : Der Vertragszoll gilt auch dann, wenn das Erzeugnis mit einem anderen Namen als dem im Tarif angegebenen eingeführt wird, wobei für die Verzollung die chemische Zusammensetzung massgebend ist.			
	Zu Nr. 781 : Zu den einfachen pharmazeutischen Erzeugnissen gehören auch diejenigen, die neben einem einzigen Arzneistoff ein oder zwei Zusatzmittel enthalten, wenn diese Zusatzmittel keine Heilwirkung besitzen, sondern nur als Binde- oder Lösemittel dienen, wie : Alkohol, Stärke, Magnesiumkarbonat, Kreide, Glycerin, Gummi, Fett, Lykopodium, Öl, soweit es kein Arzneimittel ist, Talkum, Vaselin, Zucker und ähnliche.			
aus 782	Medizinische Spezialartikel :			
aus *a)*	I. Methylenblau, medizinisch	1 dz	250	-
	II. Olesal	»	150	
	III. Salyrgan	»	150	-
	IV. Diphtherieserum	»	250	-
	V. Sera und Bakterienpräparate	»	250	
	VI. Tumenol	»	150	-
	VII. Methylviolett, medizinisch	»	250	-
aus 792	Erdfarben, natürliche :			
aus *b)*	Casseler Erde	»	3,50	—
c)	gefärbt oder künstlich gefärbt ohne Aluminiumhydrat	»	12	
aus 795	Synthetische organische Farben :			
b)	andere :			
	1. trockene Farben oder solche von weniger als 50 v. H. Wasser :			
	α) Küpenfarben und Gallocyaninfarben	—	frei	—
	β) andere	1 dz	200	0,5
	2. in Teigform mit 50 v. H. Wasser oder mehr :			
	α) Küpenfarben und Gallocyaninfarben	—	frei	-
	β) Indigo mit mehr als 78 v. H. Wasser	1 dz	80	
	γ) andere	»	100	0,5
aus 796	Farben, nicht genannte :			
a)	gepulvert	»	15	0,5
c)	Ölfarben	»	25	0,2
d)	in Tuben oder in Blasen, auf Näpfchen, Muscheln o. dgl. oder in Schachteln. .	»	35	0,2
797	Lacke von Anilin oder anderen Farbstoffen	»	40	
aus 798	Lacke :			
aus *a)*	in Flaschen, Blechbehältern, Tuben oder in anderen Behältnissen im Gewichte von			

Numero e lettera della tariffa italiana	Denominazione delle merci	Unità	Dazio d'entrata in lire oro	Coefficiente di maggiorazione
Segue :				
ex 780	XVI. Solfoguaiacolato di potassio	kg.	4	—
	XVII. Uretano	id.	15	—
	XVIII. Urotropina	id.	10	—
	Ad ex 780. — Il dazio convenzionale è applicabile anche quando i prodotto è presentato con nome diverso da quello indicato, dovendosi prendere come base per la tassazione dei prodotti ammessi al trattamento di favore, la loro composizione chimica.			
	Ad n. 781. — Fra le preparazioni farmaceutiche semplici si comprendono quelle contenenti una sola sostanza medicamentosa ed uno o due eccipienti i quali non abbiano alcuna azione medicamentosa, ma servano soltanto come materia agglutinante o diluente, quali sono : alcool, amido, carbonato di magnesio, creta, glicerina, gomma, grasso, licopodio, olio non medicinale, talco, vasellina, zuccheri e simili.			
ex 782 (ex *a*)	Specialità medicinali :			
	I. Azurro metilene medicinale	quintale	250	—
	II. Olesal	id.	150	—
	III. Salyrgan	id.	150	—
	IV. Siero antidifterico	id.	250	—
	I. Sieri e preparazioni batteriologiche	id.	250	—
	VI. Tumenol	id.	150	—
	VII. Violetto di metile medicinale	id.	250	—
ex 792 (ex *b*)	Terre coloranti naturali :			
	terra di Cassel	id.	3,50	—
(*c*)	tinte o colorate artificialmente, senza idrato di alluminio.	id.	12	—
ex 795 (*b*)	Colori organici sintetici :			
	altri :			
	1. allo stato secco o con meno di 50 per cento di acqua :			
	α) colori al tino e colori di gallocianina.	—	esenti	—
	β) altri	quintale	200	0,5
	2. in pasta, con 50 per cento o più di acqua :			
	α) colori al tino e colori di gallocianina.	—	esenti	—
	β) indaco con più di 78 per cento di acqua	quintale	80	—
	γ) altri	id.	100	0,5
ex 796	Colori non nominati :			
(*a*)	in polvere	id.	15	0,5
(*c*)	ad olio.	id.	25	0,2
(*d*)	in tubetti, in vescichette su piattini con biglie e simili, o in scatole	id.	35	0,[illegible]
797	Lacche di anilina o di altre sostanze coloranti	id.	40	—
ex 798 (ex *a*)	Vernici :			
	in bottiglie, latte, tubetti o in altri recipienti, di peso non superiore a 3 chilogrammi (es-			

Nummer und Buchstabe des italienschen Tarifs	Bezeichnung der Waren	Einheit	Einfuhrzoll in Goldlire	Erhöhungskoeffizient
Noch :				
aus 798				
aus *a)*	nicht mehr als 3 kg (mit Ausnahme der Spezialartikel für Kunst und häusliche Zwecke) :			
	1. mit Weingeist	1 dz	55	—
aus *b)*	in anderen Behältnissen :			
	1. mit Weingeist	»	40	—
aus 799	Bleistifte :			
aus *b)*	ungefasst :			
	2. Kopierstifte	»	200	—
	3. andere	»	50	0,5
aus 800				
aus *a)*	Druckfarben :			
	1. schwarz	»	12	—
804	Spezialartikel für Kunst und häusliche Zwecke, in Aufmachung für den Kleinverkauf . . .	»	50	—
aus 809	Häute, ohne Haar gegerbt, fertig oder unfertig ausgenommen pergamentartige :			
aus *a)*	von Ochsen, Kühen und andere grosse Häute, ganze oder halbe Blätter, gefärbt oder ungefärbt, auch lackiert, gekörnt, gepresst, geprägt oder anders bearbeitet :			
	aus 3. andere :			
	α) mit mineralischer oder gemischter Gerbung	»	110	—
aus 816	Zubehör zu Maschinen und Teile von Maschinen, aus Haut oder Leder :			
	I. Webschützen für Webstühle	»	65	—
	II. andere	»	100	—
819	Gamaschen aus Häuten oder Leder	1 Paar	2	—
aus 826				
aus *b)*	Kautschuk, künstlicher (Faktis)	1 dz	20	
835	Treibriemen aus Kautschuk in Verbindung mit Geweben oder mit Gewebeeinlage . .	»	80	0,2
aus 844	Hartkautschuk :			
b)	in Voll- oder Hohlröhren	»	100	0,1
c)	in Arbeiten, nicht genannte.	»	150	0,2
aus 845	Guttapercha :			
b)	in Blättern oder Platten, in der Stärke von :			
	1. ½ mm oder mehr	»	60	—
	2. unter ½ mm	»	100	—
c)	in Arbeiten, nicht genannt	»	120	—
aus 847	Papier :			
aus *a)* 1	weiss oder in der Masse gefärbt, nicht gestrichen :			
	δ) in Form von Briefumschlägen. . .	»	22,50	0,2
aus *b)*	I. weiss oder in der Masse gefärbt, trocken gepresst	»	30	—
	II. Kohle- und Blaupapier	»	30	—
aus *d)*	aus 2. Lichtpauspapier	»	50	
aus *i)*	Flintpapier (mit Überzug aus Quarz. . .	»	7	—
aus 848 *a)*	Pappe :			
aus	gewöhnliche :			
	3. glänzend	»	12	0,2

Numero e lettera della tariffa italiana	Denominazione delle merci	Unità	Dazio d'entrata in lire oro	Coefficiente di maggiorazione
Segue :				
x 798				
ex *a)*	cluse le specialità per arti e per usi domestici) :			
	1. a spirito	quintale	55	—
ex *b)*	in altri recipienti :			
	1. a spirito	id.	40	
x 799	Matite :			
ex *b)*	senza guaina :			
	2. copiative	id.	200	—
	3. altre	id.	50	0,5
x 800				
ex *a)*	Inchiostro :			
	da stampa :			
	1. nero	id.	12	
804	Specialità per arti e per usi domestici, preparate per la vendita al minuto	id.	50	
x 809	Pelli conciate senza pelo, rifinite o non, escluse le pergamenate :			
ex *a)*	di bue, di vacca ed altre grandi pelli, intiere o a schiappe, tinte o non, anche verniciate, granite, stampate, sbalzate o in altro modo lavorate :			
	ex 3. altre :			
	a concia minerale o mista	id.	110	
x 816	Accessori per macchine e parti di macchine, di pelle o di cuoia :			
	I. tacchetti (chasse-navettes), per telai da tessere	di.	65	
	II. altri	id.	100	
819	Gambali di pelle o di cuoio	paio	2	
x 820				
ex *b)*	Gomma elastica artificiale (Faktis)	quintale	20	
835	Cinghie di trasmissione, di gomma elastica, miste e tessuti o con inserzione di tessuti	id.	80	0,2
844	Ebanite :			
b)	in cilindri o in tubi	id.	100	0,1
c)	in lavori non nominati	id.	150	0,2
845	Guttaperca :			
b)	in fogli o in piastre, dello spessore :			
	1. di mezzo millimetro o più	id.	60	
	2. inferiore a mezzo millimetro	id.	100	
c)	in lavori non nominati	id.	120	
847	Carta :			
ex *a)* 1	bianca o tinta in pasta, non patinata :			
	foggiata in buste	id.	22,50	0,2
ex *b)*	I. bianca o tinta in pasta, impressa a secco	id.	30	
	II. carta al carbone e carta azzurra	id.	30	
ex *d)*	ex 2. eliografica	id.	50	
ex *i)*	carta carta flint (carta ricoperta di quarzo)	id.	7	
848	Cartoni :			
ex *a)*	ordinari :			
	3. lucidati	id.	12	0,2

Nummer und Buchstabe des italienischen Tarifs	Bezeichnung der Waren	Einheit	Einfuhrzoll in Goldlire	Erhöhungskoeffizient
Noch :				
aus 848				
aus *b)*	feine :			
	aus 1. weiss oder in der Masse gefärbt :			
	β) gestrichen, auch nur einseitig, glänzend oder matt	1 dz	28	–
aus *f)*	geteert oder mit Zement gehärtet oder mit Sand bedeckt :			
	I. Dachpappe, geteert, gesandet oder ungesandet	»	4	–
	II. Dachpappe, nicht geteert	»	5	-
849	Röhrchen, Spulen und Rollen aus Papier oder Pappe, für Spinnerei- und Webereizwecke	»	30	-
	Zu 849 : Hierunter fallen auch Röhrchen aus Papier oder Pappe in beliebiger Grösse für die Kunstseidenfabrikation.			
aus 850	Briefumschläge, die zwecks Vermeidung der Durchsichtigkeit im Innern Linien und Zeichnungen haben, die durch Druck, Lithographie oder in irgendeiner Weise hergestellt sind	—	Vertragssatz für farbiges Papier mit einem Zuschlag von 10 L. für 1 dz	-
aus 854	Papier- und Pappwaren, nicht genannte :			
b)	mit anderem Besatz, weder aus Papier noch aus Pappe	1 dz.	80	0,3
861	Noten in Buchdruck oder Steindruck :			
a)	in Blättern oder Heften, lose oder einfach oder nach bodonischer Art gebunden . .	—	frei	- -
b)	in anderer Art gebunden	—	frei	
aus 862	Bücher, gedruckt :			
b)	in anderen Sprachen, lose oder einfach oder nach bodonischer Art gebunden, mit Deckel aus Pappe, auch vollständig mit Papier oder Leinwand überzogen und mit Einband, auf den aussen die Aufschrift aufgedruckt ist		frei	
	Zu 862 a) *und* b) : Der vertragsmässigen Behandlung der Nummern 862 a und 862 b unterliegen auch Bücher, gedruckt, für die Belehrung oder Unterhaltung von Kindern, mit Abbildungen, auch mehrfarbig im Texte.			
	Dieselben Bücher, gebunden oder nicht gebunden, welche mit der Post unter Streifband bis zum Gewichte von 2 kg eingehen, sind zollfrei.			
863	Register :			
a)	lose oder in Pappe gebunden	»	22	0,2
b)	andere	»	40	0,2
aus 864	Lithographierte Bücher, mit Abbildungen, auch mehrfarbig, zur Belehrung oder Unterhaltung von Kindern, eingebunden oder nicht	.	25	

Numero e lettera della tariffa italiana	Denominazione delle merci	Unità	Dazio d'entrata in lire oro	Coefficiente di maggiorazione
Segue :				
ex 848				
ex *b)*	fini :			
	ex 1. bianchi o tinti in pasta :			
	β) patinati, anche da una sola parte, ludici od opachi	quintale	28	
ex *f)*	incatramati o induriti con cemento o ricoperti di sabbia :			
	I. incatramati per tettoie con o senza sabbia	id.	4	
	II. non incatramati	id.	5	
849	Tubetti, spole e rocchetti, di carta o di cartone, per la filatura e la tessitura	id.	30	
	Ad 849. — Come tali si classificano anche i tubetti di carta o di cartone di qualunque grandezza per la fabbricazione della seta artificiale.			
ex 850	Buste da lettere aventi nell'interno rigature e disegni ottenuti a stampa, in litografia o in altro modo qualsiasi allo scopo di evitare la trasparenza	—	Dazio convenzionale della carta colorita con aumento di L. 10 il q.le.	
ex 854	Lavori di carta e di cartone, non nominati :			
b)	con altre guarnizioni, non di carta, nè di cartone	quintale	80	0,3
861	Musica stampata o litografata :			
a)	in fogli o fascicoli sciolti o legati alla rustica o alla bodoniana	—	esente	
b)	rilegata in altro modo	—	id.	
ex 862	Libri stampati :			
b)	in altre lingue, sciolti e legati alla rustica o alla bodoniana, con copertina di cartone, anche ricoperti interamente di carta o di tela e col titolo stampato all'esterno della copertina .	—	id.	
	Ad 862 a) *et* b). — Seguono il trattamento convenzionale delle voci 862 *a)* et 862 *b)* anche i libri stampati per istruzione o divertimento dei bambini, con illustrazioni, anche a più colori, intercalate nel testo.			
	Gli stessi libri, rilegati o non, importati per posta sotto fascia, fino al peso di 2 chiligrammi, sono ammessi in esenzione da dazio.			
863	Registri :			
a)	sciolti o legati in cartone	quintale	22	
b)	altri	id.	40	
864	Libri litografati, con illustrazioni, anche a più colori, per istruzione o divertimento dei bambini, rilegati o non	quintale	25	

Nummer und Buchstabe des italienischen Tarifs	Bezeichnung der Waren	Einheit	Einfuhrzoll in Goldlire	Erhöhungskoeffizient
869	Harmoniums :			
a)	einfache :			
	1. mit mehr als einem Register oder Stimmwechselorgan	1 Stück	80	0,3
	2. andere	»	50	0,3
b)	mechanische, mit innerem Werke zum Selbstspielen		Zuschlag von 50 L. auf den Zoll der einfachen	—
aus 871	Harmonikas :			
a)	Ziehharmonikas :			
	1. mit mehr als 16 bis 24 Bässen . . .	1 Stück	2	
	2. bis 16 Bässe	»	1,50	
873	Saalinstrumente mit Walzen oder Scheiben (Orchestreons u. dgl.) im Gewichte von :			
a)	200 kg oder mehr	1 dz	75	
b)	unter 200 kg	»	100	
aus 875	Musikinstrumente, nicht genannte :			
aus *b)*	Blasinstrumente :			
	Blasakkordions und Harmonikaflöten, nach Art der hinterlegten Muster . . .	»	80	
c)	andere	1 Stück	3	0,2
aus 877 *b)*	Stimmplatten (Membrane) und Zubehör für Akkordions und Harmonikas	1 dz	100	
aus 883	Schmuckwaren :			
aus *a)*	aus Gold oder Platina :			
	3. andere	1 kg.	150	—
aus *b)*	aus Silber, auch vergoldet :			
	2. mit anderen Edelsteinen	»	120	
	3. andere	»	50	
aus 884	Tafelgeschirre und Bestecke :			
b)	aus Silber, auch vergoldet		50	
	Zu 885 : Nachstehende Halbfabrikate aus Gold, Platina oder Silber fallen als Arbeiten für gewerbliche oder Arbeitszwecke unter Nummer 885 : Chatons, einfach gestanzt oder gewalzt, Tiegel für chemische Experimente, hohle Kügelchen, mit Pressluftdrehbank hergestellt, Werkzeuge für Kunst und Handwerk, Röhren, die für die Herstellung anderer Arbeiten bestimmt sind.			
886	Gold und Platina in nicht genannten Arbeiten		200	0,2
887	Silber in nicht genannten Arbeiten, auch vergoldet		50	
aus 887	Arbeiten aus Glas oder Porzellan, auch gefärbt, elektrolytisch versilbert	»	10	
	Zu 884 *und* 887 : Arbeiten aus gewöhnlichem Metall, elektrolytisch versilbert, gelten als versilbert, wenn die Stärke der Silberschicht 30 Mikromillimeter nicht übersteigt. Bei der Verzollung von elektrolytisch versilberten Löffeln, Gabeln und ähnlichen Gegenständen bleibt jedoch eine Schicht, die stärker ist als 30 Mikromillimeter, an den der Abnutzung am meisten ausgesetzten Stellen ausser Betracht.			

Numero e lettera della tariffa italiana	Denominazione delle merci	Unità	Dazio d'entrata in lire oro	Coefficiente di maggiorazione
869	Armonium :			
a)	semplici :			
	1. con più di un registro e mezzo di voci . .	ciascuno	80	0,3
	2. altri	id.	50	0,3
b)	con apparecchio interno per suonare meccanicamente	—	Aumento di L. 50 sul dazio dei semplici.	
ex 871	Armoniche :			
a)	a mantice :			
	1. con più di 16, fino a 24 bassi.	ciascuno	2	
	2. fino a 16 bassi	id.	1,50	
873	Strumenti da sala, a cilindri o a dischi (orchestrion e simili), pesanti ::			
a)	chilogrammi 200 o più	quintale	75	
b)	meno di 200 chilogrammi.	id.	100	
ex 875	Strumenti musicali non nominati :			
ex *b)*	a fiato :			
	organini a fiato (Blasakkordeons) e flautiarmoniche (Harmonikaflöten), conformi ai campioni depositati	id.	80	
c)	altri	ciascuno	3	0,2
ex 877 *b)*	Membrane ed accessori per accordeons e armoniche	quintale	100	
ex 883	Gioielli :			
ex *a)*	d'oro o di platino :			
	3. altri	kg.	150	
ex *b)*	d'argento, anche dorato :			
	2. con altre pietre preziose	id.	120	
	3. altri	id.	50	
ex 884	Vasellame e posaterie :			
b)	d'argento anche dorato	id.	50	
	Ad 885. — I seguenti oggetti semi lavorati, di oro, di platino e di argento, si classificano sotto il n. 885 come lavori per usi industriali o di laboratorio : Castoni semplicemente punzonati o cilindrati ; capsule per esperimenti di chimica ; palline vuote, fatte con tornietto ad aria compressa ; strumenti per arti e mestieri ; tubi destinati alla fabbricazione di altri lavori.			
886	Ore e platino, in lavori non nominati	id.	200	0,2
887	Argento in lavori non nominati, anche dorati. .	id.	50	
ex 887	Lavori di vetro o di porcellana, anche colorati, placcati di argento per via elettrolitica. . . .	id.	10	
	Ad 884 et 887. — I lavori di metallo comune, placcati in argento con processo elettrolitico, si considerano argentati quando lo spessore dello strato d'argento non supera i 30 micromillimetri. Nella classificazione, pero, di cucchiai, forchette e simili oggetti, argentati con processo elettrolitico, non si tiene conto dello strato che superi i 30 micromillimetri in qualche punto soggetto a più facile logorio.			

Nummer und Buchstabe des italienischen Tarifs	Bezeichnung der Waren	Einheit	Einfuhrzoll in Goldlire	Erhöhungskoeffizient
aus 890	Pantoffel :			
aus *b)*	aus Gewebe, Filz, Netzstoffen oder irgendeinem anderen Stoff (ausgenommen Leder):			
	aus 1. Kamelhaarschuhe, auch mit Ledersohle	1 Paar	1,50	
	Zu 896 *c)* : Kämme aus Zelluloid oder Hartkautschuk mit Eindruck oder Einpressung von Marken, Namen oder Firma der Fabrikanten in Gold oder in anderer Weise fallen unter andere Kämme der Nummer 896 c, wobei der Eindruck oder die Einpressung von Marken, Namen oder Firma der Fabrikanten ausser Betracht bleibt.			
	Zu 903 : Schirmgestelle werden nicht als vernickelt betrachtet, wenn nur ihre Zubehörteile, wie Ring, Zwinge, Feder, Schieber, Blocke, vernickelt sind.			
aus 906	Knäufe und Griffe für Schirme und Spazierstöcke :			
aus *b)*	aus 2. ganz aus Holz, gefirnisst und geglättet	1 dz	60	
aus 911	Kurzwaren :			
aus *d)*	aus Glas :			
	aus 1. vergoldet oder versilbert, mit Ausnahme der Fransen aus Glasperlen	»	150	
	2. andere	»	75	
aus 912	Kinderspielzeug (ausgenommen aus verschiedenen Stoffen hergestellte Puppen) :			
a)	aus Pappe oder Papiermaché	»	100	0,2
b)	aus Zellhorn	»	150	0,2
c)	aus Kautschuk :			
	1. roh	»	100	0,2
	2. farbig oder bemalt	»	125	0,2
g)	vorwiegend aus gewöhnlichem, weder vergoldetem noch versilbertem Metalle :			
	1. vollständig gegossen		100	
	2. anderes		150	
h)	aus irgendeinem Stoffe, mit mechanischen Teilen versehen	»	280	
	Zu 912 *h)* : Mechanisches Spielzeug ist das, das nur durch Dampf, Federn oder elektrische Kraft angetrieben wird.			
i)	anderes :			
	1. gewöhnliches	»	120	
	2. feines	»	200	
aus 913	Puppen, aus verschiedenen Stoffen hergestellt :			
aus *a)*	gewöhnliche :			
	1. mit Schlafaugen oder mit Perücke :			
	α) bekleidet	»	250	
	β) unbekleidet	»	200	
b)	feine :			
	1. mit Schlafaugen oder mit Perücke :			
	α) bekleidet	»	350	
	β) unbekleidet	»	300	
	2. andere :			
	α) bekleidet	»	280	
	β) unbekleidet	»	250	

Numero e lettera della tariffa italiana	Denominazione delle merci	Unità	Dazio d'entrata in lire oro	[illegible]
ex 890	Pantofolo :			
ex *b)*	di tessuto, di feltro, di rete o di qualsiasi altra materia (esclusa la pelle) :			
	ex 1. Scarpe di tessuto di pelo di cammello, anche con suola di cuoio . .	paio	1,50	
	Ad 896 *c)*. — I pettini di celluloide e di ebanite, con incisi o impressi in oro o altrimenti, marchi, nomi o ditta, del fabbricante, i classificano come « Pettini altri » del n. 896 *c)*, senza tener conto dell'incisione o impressione dei marchi, nomi o ditte.			
	Ad 903. — Le ossature da ombrelli e da ombrellini non sono considerate nichelate quando hanno nichelati soltanto gli accessori, come gli anelli, i calzuoli, le molle, i corsoi, le campane.			
ex 906	Pomi e impugnature per bastoni da ombrelli e da ombrellini o per mazze da appoggio :			
ex *b)*	ex 2. interamente di legno, verniciati e puliti	quintale	60	
ex 911	Mercerie :			
ex *d)*	di vetro :			
	ex 1. dorate e argentate, escluse le frange di perline o margheritine	id.	150	
	2. altre.	id.	75	
ex 912	Balocchi (escluse le bambole fatte di diverse materie) :			
a)	di cartone o di cartapesta	id.	100	[illegible]
b)	di celluloide	id.	150	[illegible]
c)	di gomma elastica :			
	1. greggi	id.	100	[illegible]
	2. coloriti o dipinti	id.	125	[illegible]
g)	fatti principalmente di metallo comune, non dorato, nè argentato :			
	1. completamente gettati	id.	100	
	2. altri	id.	150	
h)	di qualsiasi materia, con meccanismo	id.	280	
	Ad 912 *h)*. — Si classificano come balocchi con meccanismo quelli azionati solo dal vapore, da molle o dall'elettricità.			
i)	altri :			
	1. comuni	id.	120	
	2. fini.	id.	200	
ex 913	Bambole di diverse materie :			
ex *a)*	comuni :			
	1. con occhi riportati o con parrucca :			
	α) vestite.	id.	250	
	β) svestite	id.	200	
b)	fini :			
	1. con occhi riportati o con parrucca :			
	α) vestite.	id.	350	
	β) svestite	id.	300	
	2. altre :			
	α) vestite.	id.	280	
	β) svestite	id.	250	

Nummer und Buchstabe des italienischen Tarifs	Bezeichnung der Waren	Einheit	Einfuhrzoll in Goldlire	Erhöhungskoeffizient
aus 915	Pinsel			
aus *a)*	Rasierpinsel :			
	2. mit Heft aus Bein, Horn, Zellstoff, Hartkautschuk oder dgl.	1 dz	250	0,2
b)	andere :			
	1. aus feinen Haaren	»	200	0,1
	2. nicht genannte	»	75	0,3
aus 916	Füllfederhalter :			
b)	mit einfachen Verzierungen aus Gold, Platina oder Silber	1 Stück	4	—
aus 921	Stärke :			
a)	in Schachteln	1 dz	18	—
aus 922	Dextrin, Schlichte und Klebstoffe auf der Grundlage von Satzmehl und Stärke :			
	Schlichte und Stärke auf der Grundlage von Satzmehl und Stärke	»	16	—

SCHLUSSPROTOKOLL.

Bei der Unterzeichnung des heute zwischen dem Deutschen Reiche und Italien abgeschlossenen Handels- und Schiffahrtsvertrags haben die unterzeichneten Bevollmächtigten folgende Vorbehalte und Erklärungen abgegeben, die einen integrierenden Bestandteil des Vertrages bilden.

Zu Artikel 1.

I. Es besteht Einverständnis, dass die Angehörigen jedes vertragschliessenden Teils, vorausgesetzt, dass sie die Landesgesetze beobachten, beim Verlassen des Gebiets des anderen Teils ihr Eigentum und ihre Waren oder den aus deren Verkauf erzielten Erlös frei ausführen können, ohne dabei wegen ihrer Eigenschaft als Ausländer besonderen Beschränkungen unterworfen zu sein und ohne für eine solche Ausfuhr andere oder höhere Abgaben entrichten zu müssen, als den Inländern unter gleichen Bedingungen auferlegt werden.

II. Die Staatsangehörigen jeden vertragschliessenden Teils geniessen auf Grund des Rechtes auf Meistbegünstigung in Beziehung auf Handel, Gewerbe und Schiffahrt in dem Gebiete des anderen Teils bei der Gründung von Aktiengesellschaften und anderen Handelsgesellschaften einschliesslich der Industrie-, Finanz-, Versicherungs-, Verkehrs- und Transportgesellschaften sowie bei der Beteiligung an solchen Gesellschaften dieselben Rechte, Vorrechte und Vergünstigungen, die den Staatsangehörigen irgendeines dritten Landes zustehen.

III. Die Bestimmungen des Artikels 1 berühren nicht die Vorschriften, die von den vertragschliessenden Teilen über die Beschäftigung ausländischer Arbeiter erlassen sind oder künftig erlassen werden. Dieser Gegenstand soll durch besondere Vereinbarungen zwischen den vertragschliessenden Teilen geregelt werden.

Zu Artikel 2.

I. Es besteht Einverständnis, dass Zollvergünstigungen, die ein vertragschliessender Teil einem dritten Lande in der Form von mengenmässig begrenzten Zugeständnissen eingeräumt hat

Numero e lettera della tariffa italiana	Denominazione delle merci	Unità	Dazio d'entrata in lire oro	Coefficiente di maggiorazione
ex 915	Pennelli :			
ex *a)*	per barba :			
	2. con manico di osso, di corno, di celluloide, di ebanite o di simili materie	quintale	250	0,2
b)	altri :			
	1. di pelo fine	id.	200	0,1
	2. non nominati	id.	75	0,3
ex 916	Penne stilografiche :			
b)	con semplici guarnizioni d'oro, di platino o d'argento	ciascuna	4	—
ex 921	Amido :			
a)	in scatole	quintale	18	—
ex 922	Destrina, bozzime e colle a base di fecole e di amidi :			
	bozzime e colle a base di fecole e di amidi . .	id.	16	—

PROTOCOLLO FINALE.

Al momento di procedere alla firma del trattato di commercio e di navigazione, concluso in data d'oggi, fra la Germania e l'Italia i Plenipotenziari sottoscritti hanno fatte le riserve e dichiarazioni seguenti, le quali formeranno parte integrante dello stesso trattato.

Ad Articolo 1.

I. È convenuto che i sudditi di ciascuna delle Parti contraenti, nel lasciare il territorio dell'altra, potranno esportarne liberamente, purchè osservino le leggi del Paese, i loro beni e le loro merci o il ricavato dalla vendita di essi, senza essere sottoposti, per la loro qualità di stranieri, a restrizioni speciali, e senza essere obbligati a pagare, per tale esportazione, diritti diversi o più elevati di quelli imposti ai nazionali nelle stesse condizioni.

II. I sudditi di ciascuna delle Parti contraenti, in base al trattamento di nazione più favorita per quanto concerne il commercio, l'industria e la navigazione, godranno nel territorio dell'altra Parte, per la costituzione di società per azioni e di altre società commerciali, comprese quelle industriali, finanziarie, di assicurazione, di traffico e di trasporti, nonchè per la partecipazione a tali società, gli stessi diritti, privilegi e favori spettanti ai sudditi di qualsiasi altro paese.

III. Le disposizioni dell'articolo 1 non pregiudicano le norme che siano state o saranno in seguito emanate dalle Parti contraenti per l'impiego di operai stranieri. Questa materia sarà regolata mediante accordi speciali fra le Parti contraenti.

Ad Articolo 2.

I. È inteso che, in virtù delle disposizioni dell'articolo 2, anche i favori doganali che una delle Parti contraenti abbia accordato o accorderà in avvenire a un terzo paese sotto forma di conces-

oder künftig einräumen wird, von dem anderen Teil in denselben Grenzen und zu denselben Bedingungen in Anspruch genommen werden können, denen das Zugeständnis gegenüber dem dritten Lande unterliegt.

II. Die im Artikel 2 für die Ein- und Ausfuhr auf Zeit und für die Wiederein- und Wiederausfuhr vereinbarte Meistbegünstigung erstreckt sich nicht auf den Veredelungsverkehr, abgesehen von dem im Artikel 19, Buchstabe *a)* behandelten Fall.

Zu Artikel 3.

Soweit die Bestimmungen des Artikels 3 des Vertrags die den Angehörigen des einen vertragschliessenden Teils zustehende Freiheit des Erwerbs und Besitzes beweglicher und unbeweglicher Güter im Gebiete des anderen von der den Angehörigen eines dritten Staates zugestandenen Behandlung abhängig machen, finden diese Bestimmungen auf die beweglichen und unbeweglichen Güter keine Anwendung, deren rechtmässige Besitzer oder Eigentümer die betreffenden Staatsangehörigen im Zeitpunkt der Unterzeichnung des Vertrags waren ; dabei besteht Einverständnis, dass die Angehörigen des einen vertragschliessenden Teils, die zur Zeit Eigentümer oder Besitzer solcher Güter im Gebiete des anderen sind, auch künftighin in gleicher Weise und unter denselben Bedingungen wie die Inländer im Genuss dieser Güter bleiben werden.

Zu Artikel 8.

Die Bestimmungen des Artikels 8 des Vertrags finden auch auf die Gesellschaften Anwendung, denen durch eine Massnahme der zuständigen Gerichts- oder Verwaltungsbehörde des Königreichs Italien auf Grund von Bestimmungen der den Weltkrieg beendigenden Verträge oder eines in Ausführung dieser Verträge geschlossenen Abkommens die Zugehörigkeit zum italienischen Staat beigelegt worden ist, obwohl sie ausserhalb Italiens gegründet worden sind und dort noch ihren Sitz haben.

Zu Artikel 10.

Es besteht Einverständnis, dass die vertragschliessenden Teile in ihren gegenseitigen Beziehungen, um möglichst rasch und vollständig den im Artikel 10 Abs. 1 dieses Vertrags aufgestellten Grundsatz zu verwirklichen, keinerlei Einfuhr- oder Ausfuhrverbote oder -beschränkungen aufrechterhalten oder einführen, sofern dies nicht unbedingt erforderlich ist, und dann auch nur so lange, als besondere Umstände, die zu ihrer Einführung Anlass gegeben haben, andauern.

Die zur Zeit in den beiden Ländern bestehenden Verbote sind von den vertragschliessenden Teilen gegenseitig mitgeteilt worden.

Zu Artikel 15.

Zu den in Artikel 15 erwähnten inneren Abgaben gehört auch die Umsatzsteuer.

Zu Artikel 17.

Die Regierungen der beiden vertragschliessenden Teile werden sich über die für die Durchführung der Bestimmungen des Artikels 17 erforderlichen Massnahmen verständigen.

Zu Artikel 38.

Hinsichtlich des im Artikel 38 vorgesehenen Schiedsverfahrens haben die vertragschliessenden Teile folgendes vereinbart :

sioni limitate a contingenti, possono essere invocati dall'altra, entro gli stessi limiti e alle stesse condizioni alle quali la concessione sia stata subordinata nei riguardi del terzo paese.

II. Il trattamento di nazione più favorita, stabilito all'articolo 2 per l'importazione e l'esportazione temporanea e per la reimportazione e riesportazione, non si estende al traffico di perfezionamento, eccettuati i casi considerati all'articolo 19 lettera *a)*.

Ad Articolo 3.

Le disposizioni dell'art. 3 del trattato, in quanto subordinano al trattamento ammesso per i sudditi di un terzo Stato la libertà dei sudditi di una delle Parti contraenti di acquistare e possedere beni mobili o immobili nel territorio dell'altra, non sono applicabili ai beni mobili o immobili dei quali i sudditi medesimi erano, legittimamente, proprietari o possessori al momento della firma del trattato, essendo inteso che i sudditi di una delle due Parti contraenti ora proprietari o possessori di tali beni nel territorio dell'altra continueranno a goderne allo stesso modo e alle stesse condizioni dei nazionali.

Ad Art. 8.

Le disposizioni dell'articolo 8 del trattato sono applicabili anche alle Società alle quali, con provvedimento della competente autorità giudiziaria o amministrativa del Regno d'Italia e pur essendo state costituite fuori del Regno e ivi abbiano ancora la loro sede, sia stata attribuita l'appartenenza allo Stato italiano, in virtù di disposizioni dei trattati che hanno posto fine alla guerra mondiale o di accordi conclusi in dipendenza di questi.

Ad Articolo 10.

Resta inteso che, allo scopo di realizzare al più presto nella sua integrità il principio stabilito all'art. 10 primo alinea del presente trattato, le Parti contraenti non manterranno e non stabiliranno nei loro rapporti reciproci nessuna proibizione o restrizione d'importazione o di esportazione, a meno che ciò non sia assolutamente necessario e fino a tanto che sussisteranno le circostanze eccezionali che ne sono la causa.

I divieti attualmente esistenti nei due Paesi sono stati dalle Parti contraenti reciprocamente comunicati.

Ad Articolo 15.

Fra i diritti interni considerati nell'art. 15 è compresa anche la tassa sugli scambi.

Ad Articolo 17.

Le norme necessarie per dare esecuzione alle disposizioni dell'art. 17 saranno stabilite, di comune accordo, fra i Governi delle Parti contraenti.

Ad Articolo 38.

Rispetto alla procedura dell'arbitraggio prevista dall'articolo 38, le Parti contraenti hanno convenuto quanto segue:

Bei dem ersten Schiedsfall wird das Schiedsgericht seinen Sitz auf dem Gebiete des beklagten Teils haben, in dem zweiten Fall auf dem Gebiete des anderen Teils und weiterhin abwechselnd auf dem Gebiete des einen und des anderen Teils.

Der Teil, auf dessen Gebiet das Schiedsgericht tagt, bzeichnet den Ort seines Sitzes und stellt die erforderlichen Räumlichkeiten sowie das Kanzlei- und Dienstpersonal bereit.

Den Vorsitz in dem Schiedsgericht führt der Obmann. Die Entscheidungen werden mit Stimmenmehrheit gefällt.

Die vertragschliessenden Teile werden sich entweder von Fall zu Fall oder ein für allemal über das Verfahren des Schiedsgerichts verständigen. In Ermangelung einer solchen Verständigung wird das Verfahren von dem Schiedsgericht selbst geregelt. Das Verfahren kann schriftlich durchgeführt werden, wenn keiner der beiden Teile hiergegen Einwendungen erhebt.

Für die Zustellung jedes Schriftstückes und für die Ersuchungsschreiben des Schiedsgerichts werden die Behörden jedes vertragschliessenden Teils auf Ersuchen des Schiedsgerichts, das an die zuständige Regierung gerichtet wird, in der gleichen Weise Rechtshilfe leisten, wie auf ein Ersuchen der inländischen bürgerlichen Gerichte.

Zu den Tarifen A und B.

I.

Es besteht Einverständnis, dass hinsichtlich der für die „medizinischen Spezialitäten" bei ihrer Einfuhr von dem einen nach dem anderen Staat geltenden Zollbehandlung die Bestimmungen in den dem Handels- und Schiffahrtsvertrag beigefügten Tarifen durch ein späteres Abkommen ergänzt werden sollen. Zu diesem Zwecke sollen innerhalb einer Frist von drei Monaten von dem Tag des Inkrafttretens des Vertrags an Verhandlungen zwischen den Regierungen der beiden vertragschliessenden Teile aufgenommen werden.

Es besteht Einverständnis, dass wenn durch dieses Abkommen eine neue Zollbehandlung für die Einfuhr der in Nr. 782 des italienischen Zolltarifs behandelten „medizinischen Spezialitäten" vereinbart wird, auch die Frage der Tara der unter Nr. 780 und 780 *bis* dieses Tarifs fallenden Erzeugnisse behandelt werden sollen.

II.

Soweit die diesem Vertrag beigefügten Tarife A und B den von einer Ware zu erhebenden Zoll von dem für eine andere Ware festgesetzten Zoll abhängig machen und bei diesem mehrere Sätze, seien es allgemeine oder vertragsmässige, in Frage kommen, wird bei der Berechnung des abhängigen Zolles von dem niedrigsten unter diesen verschiedenen Sätzen ausgegangen, der auf die Erzeugnisse des anderen vertragschliessenden Teils anwendbar ist.

Die Bezeichnung der Waren mit Fabrikmarken und Firmenstempeln bleibt auf die Zollbehandlung ohne Einfluss.

Zu Tarif A (Zölle bei der Einfuhr nach Deutschland).

I.

Erzeugnisse, die nach dem Tarif A während eines bestimmten Zeitraums im Jahre in Deutschland einem ermässigten Eingangszoll unterliegen, werden, sofern sie vor dem Ablauf dieses Zeitraums dem zuständigen Grenzzollamt zur Verzollung angemeldet und zur Abfertigung gestellt worden sind, auch dann zu dem ermässigten Zollsatz abgelassen, wenn die Abfertigung erst nach Ablauf des genannten Zeitraums beendigt wird.

Sind derartige Erzeugnisse einem Zollamt im Innern zur Schlussabfertigung überwiesen, so werden sie zu dem ermässigten Zollsatz abgelassen, wenn an dem Tage, an dem das Grenzzollamt das Überweisungspapier ausgestellt hat, der Zeitraum, in dem der höhere Zollsatz angewendet wird, noch nicht begonnen hatte.

Nel primo caso d'arbitraggio, il tribunale arbitrale avrà sede sul territorio della Parte convenuta ; nel secondo caso sul territorio dell'altra Parte e così di seguito alternativamente, sul territorio dell'una e su quello dell'altra.

La Parte sul territorio della quale siederà il tribunale, designerà il luogo della sede e provvederà ai locali, agli impiegati d'ufficio e al personale di servizio, necessari.

Il Tribunale sarà presieduto dal terzo arbitro. Le decisioni saranno prese a maggioranza di voti.

Le Parti contraenti s'intenderanno, o di caso in caso o una volta per tutte, sulla procedura del tribunale. In mancanza di tale intesa la procedura sarà regolata dallo stesso tribunale. Il procedimento potrà essere svolto per corrispondenza, se nessuna delle due Parti solleva obiezioni.

Per la notificazione di qualsiasi atto e per le commissioni rogatorie del Tribunale arbitrale le autorità di ciascuna delle Parti contraenti, su richiesta del Tribunale stesso, rivolta al Governo competente, presteranno la loro assistenza nello stesso modo che per le richieste dei Tribunali civili del paese.

In quanto si riferisce alle tariffe A e B.

I.

È convenuto che le disposizioni contenute nelle tariffe annesse al trattato di commercio e navigazione saranno completate, mediante successivo accordo fra le Parti contraenti, per quanto si riferisce al trattamento doganale applicabile alle «specialità medicinali», alla loro importazione dall'uno nell'altro Stato. A questo fine saranno iniziate negoziazioni fra i Governi delle due Parti contraenti, entro il termine di tre mesi dal giorno dell'entrata in vigore del detto trattato.

È inteso che, nello stabilire, con detto accordo, un nuovo trattamento per l'importazione in Italia delle «specialità medicinali» considerate sotto il n. 782 della tariffa doganale italiana, sarà preso in considerazione anche il regime di tara dei prodotti di cui ai nn. 780 et 780 *bis* della stessa tariffa.

II.

In quanto le tariffe *A* o *B* annesse al presente trattato facciano dipendere l'ammontare del dazio da percepire su una determinata merce dall'ammontare del dazio stabilito per un'altra merce e che vi sieno più misure, generali o convenzionali, del dazio determinante, sarà presa per base, per fissare il dazio dipendente, la meno alta di queste diverse misure di dazi applicabile ai prodotti dell'altra Parte contraente.

L'applicazione delle marche o dei nomi di fabbrica sulle merci non esercita alcuna influenza sul trattamento doganale

In quanto si riferisce alla tariffa A (dazi all'entrata in Germania)

I.

I prodotti soggetti, secondo la tariffa *A*, a dazi d'entrata in Germania differenti secondo determinati periodi dell'anno e che saranno dichiarati e presentati a un ufficio di confine prima che scada il periodo durante il quale sia applicabile il dazio minore, saranno ammessi a godere di questo dazio anche nel caso in cui lo sdoganamento non fosse ultimato che dopo la scadenza del detto periodo.

Nel caso in cui lo sdoganamento definitivo fosse rinviato a un ufficio posto all'interno i detti prodotti saranno ammessi al trattamento più favorevole qualora nel giorno in cui la bolletta di cauzione sarà chiusa dall'ufficio di confine non sia ancora scadutto il periodo d'applicazione di un dazio più alto.

Wenn bei der Verzollung von frischen Küchengewächsen, frischem Obst oder anderen ebenso verderblichen zollpflichtigen landwirtschaftlichen Erzeugnissen festgestellt wird, dass die Ware verdorben ist, so hat der Einbringer stets das Recht, sich für die Vernichtung der Ware unter zollamtlicher Aufsicht zu entscheiden.

II.

Wenn für die Verzollung von Baumöl (Olivenöl) bei der Einfuhr nach Deutschland Verfügungen getroffen werden, um festzustellen, dass es keine Beimengungen anderer Öle enthält, so werden die Zeugnisse über den Untersuchungsbefund, die von den im Einvernehmen beider Regierungen bestimmten wissenschaftlichen Anstalten im Königreich Italien ausgestellt worden sind, in Deutschland anerkannt und die von solchen Zeugnissen begleiteten Ölsendungen nicht von neuem einer Untersuchung unterworfen werden, vorausgesetzt, dass nach Ausweis dieser Zeugnisse die Untersuchung unter Beobachtung der im Einvernehmen beider Regierungen zu erlassenden Vorschriften vorgenommen worden ist. In Zweifelsfällen sind die Verwaltungsbehörden berechtigt, den Untersuchungsbefund des mit einem Zeugnis eingeführten Öls nachzuprüfen.

III.

Es besteht Einverständnis, dass die Bezeichnungen der in Nr. aus 135 des Tarifs A genannten besonderen italienischen Käsearten wie „ parmigiano, reggiano, lodigiano " nicht den Ort, sondern die Art der Herstellung angeben. Der Zollsatz von 20 *RM* ist daher auf alle Käsesorten dieser Herstellungsart, gleichviel aus welcher Gegend sie stammen, anwendbar.

Zu Tarif B (Zölle bei der Einfuhr nach Italien).

I.

Falls auf Antrag des Wareneinbringers der Zuschlag zur Biersteuer auf Grund des festgestellten Zucker- und Alkoholgehalts erhoben wird, werden die von deutschen wissenschaftlichen Anstalten ausgestellten Zeugnisse über den Untersuchungsbefund von den italienischen Behörden anerkannt. Die von solchen Zeugnissen begleiteten Biersendungen werden nicht von neuem einer Untersuchung unterzogen, vorausgesetzt, dass nach Ausweis dieser Zeugnisse der sacharometrische Grad der Stammwürze unter Anwendung der vorgeschriebenen Formel festgestellt worden ist, und dass bei der Untersuchung die Vorschriften beobachtet worden sind, die im Einvernehmen der beiden Regierungen, auch unter Berücksichtigung der gesundheitlichen Interessen, zu erlassen sind.

Andererseits erkennt Deutschland für die italienischen Weine die Zeugnisse über den Untersuchungsbefund, die von den wissenschaftlichen Anstalten im Königreich Italien ausgestellt worden sind, in allen Fällen an, in denen die Untersuchung für die zollamtliche Abfertigung erforderlich ist. In diesen Fällen werden die italienischen Weine nicht von neuem einer Untersuchung unterzogen, vorausgesetzt, dass sie von den erwähnten Zeugnissen begleitet sind, und dass nach Ausweis dieser Zeugnisse die Untersuchung unter Beobachtung der Vorschriften vorgenommen worden ist, die im Einvernehmen der beiden Regierungen erlassen werden sollen.

In Zweifelsfällen bleibt den Verwaltungsbehörden das Recht gewahrt, bei Bier und Wein, die mit Zeugnissen eingeführt werden, den Untersuchungsbefund nachzuprüfen.

Die wissenschaftlichen Anstalten, die zur Ausstellung der in den vorstehenden Bestimmungen vorgesehenen Zeugnisse ermächtigt sind, sollen im Einvernehmen der beiden Regierungen bestimmt werden.

II.

Die Maschinen werden zu den Vertragszöllen auch dann zugelassen, wenn sie in zerlegtem Zustande eingeführt werden, und die verschiedenen Teile gleichzeitig oder nacheinander in verschiedenen Sendungen eingehen und in einem oder mehreren Wagen befördert werden. Diese Bestimmung gilt auch für unvollständige, d. h. solche Maschinen, bei denen einzelne für ihren Betrieb nötige Teile oder einzelne Zubehörteile fehlen.

Ove, all'atto dello sdoganamento, fosse constatato il guasto di ortaggi freschi, frutta fresche o altri prodotti dell'agricoltura egualmente deperibili, soggetti a pagamento di dazio, darà sempre in facoltà dell'importatore di optare per la distruzione della merce guasta, che sarà fatta sotto la vigilanza della dogana.

II.

Qualora fossero stabilite delle norme per lo sdaziamento degli olii d'oliva alla loro entrata in Germania, con lo scopo di accertare che essi non siano miscelati con altri olii, saranno riconosciuti in Germania i certificati d'analisi, rilasciati dagli istituti scientifici del Regno d'Italia designati di comune accordo fra i due Governi, e gli olii accompagnati dai detti certificati non saranno sottoposti a una nuova analisi, purchè risulti da questi certificati che l'analisi è stata fatta secondo le norme da stabilire di comune accordo fra i due Governi. In caso di dubbio è riservato alle Amministrazioni rispettive il diritto di verificare l'analisi dell'olio importato coi certificati.

III.

È inteso che le designazioni delle specialità italiane di formaggi specificati al n. ex 135 della tariffa A quali « parmigiano, reggiano, lodigiano, ecc. » non indicano il luogo di produzione, ma il modo di fabbricazione. Il dazio di marchi 20 è, per conseguenza, applicabile a tutte le specie di formaggio di questo genere di fabbricazione, qualunque sia la regione di dove provengono.

In quanto si riferisce alla tariffa B (dazi all'entrata in Italia).

I.

Nel caso in cui, l'importatore chiedesse che la sopratassa sulla birra sia riscossa in base alla ricchezza saccarina e alcoolica constatata, saranno riconosciuti dalle autorità italiane i certificati d'analisi rilasciati da istituti scientifici tedeschi. La birra accompagnata da tali certificati non sarà sottoposta a nuove analisi, purchè risulti dai detti certificati che il grado saccarometrico del mosto originale è stato constatato secondo la formula prescritta e che nell'analisi sono state osservate le norme che saranno fissate di comune accordo fra i due Governi, anche in vista degli interessi sanitari.

Dal canto suo la Germania riconoscerà, per i vini italiani, certificati d'analisi rilasciati dagli istituti scientifici del Regno d'Italia, in tutti i casi in cui l'analisi fosse necessaria per lo sdoganamento. In questi casi i vini italiani non saranno sottoposti a nuova analisi, purchè siano accompagnati dai detti certificati e da questi risulti che l'analisi è stata fatta secondo le norme che saranno stabilite di comune accordo fra i due Governi.

In caso di dubbio, è riservato alle amministrazioni rispettive il diritto di verificare l'analisi delle birre e dei vini importati coi certificati.

Gli istituti scientifici autorizzati a rilasciare i certificati previsti dalle disposizioni precedenti saranno designati di comune accordo fra i due Governi.

II.

Le macchine sono ammesse alla tariffa convenzionale anche quando siano importate smontate, e le diverse parti arrivino contemporaneamente o successivamente a diverse riprese e vengano trasportate in uno solo o in diversi vagoni. Questa disposizione è applicabile anche alle macchine incomplete cioè mancanti di alcune parti necessarie al loro funzionamento o di alcune parti accessorie.

Alle Teilsendungen sind innerhalb einer Frist, die vom Einbringer bei der Vorführung der ersten Sendung anzugeben ist und die sechs Monate nicht übersteigen darf, bei demselben Zollamt anzumelden.

Mit der Einfuhranmeldung für eine vollständige, in zerlegtem Zustand eingeführte Maschine oder für die erste Teilsendung hat der Einbringer dem Zollamt eine Zeichnung oder eine Abbildung der ganzen Maschine sowie ein Verzeichnis vorzulegen, das die Hauptbestandteile, ihre Beschaffenheit und annähernd das Einzelgewicht der Teile angibt. Ebenso ist auch annähernd das Gesamtgewicht der Zubehörteile anzugeben.

Wenn nach der Zollabfertigung einer oder mehrerer Teilsendungen die übrigen Teile der Maschine innerhalb der festgesetzten Frist nicht eingeführt werden, so sind für die bereits eingeführten Teile die Zölle für Maschinenteile oder, wenn für sie im Tarif keine besonderen Zollsätze enthalten sind, die Zölle je nach dem Stoff, aus dem sie bestehen, zu entrichten.

Das Zollamt ist berechtigt, bis zur endgültigen Zollabfertigung aller Teilsendungen eine Sicherheitsleistung für die etwa zu entrichtenden höheren Zölle zu verlangen und die eingeführten Teile mit einem Erkennungszeichen zu versehen. Das Zollamt ist ferner berechtigt, sich nach erfolgter Zusammensetzung der Maschine durch eine Nachprüfung zu vergewissern, dass alle Teilsendungen tatsächlich zu der betreffenden Maschine gehörten.

Ersatz- und Reserveteile sind stets nach den für sie geltenden Sätzen zu verzollen.

Für die Entrichtung der Einfuhrzölle wird in Bezug auf die Materialien, aus denen die Maschinen bestehen, keine Unterscheidung gemacht, soweit nicht der italienische Zolltarif vom 9. Juni 1921 eine solche macht.

Die Maschinen und Maschinenteile können glatt gemacht, angestrichen, gefirnisst oder in anderer Weise bearbeitet sein, ohne dass, abgesehen von den gekröpften Wellen der Nr. 465 des italienischen Zolltarifs, ihre Tarifierung infolge dieser besonderen Bearbeitung eine Änderung erfährt.

Die vorstehenden Bestimmungen gelten auch für die in Nr. 437 des italienischen Zolltarifs genannten Apparate.

Dieses Protokoll, das ohne weitere besondere Ratifikation allein durch die Tatsache des Austausches der Ratifikationsurkunden des Vertrags, auf den es sich bezieht, als von den vertragschliessenden Teilen gebilligt und festgestellt angesehen werden wird, ist in doppelter Urschrift in deutscher und in italienischer Sprache in Rom am 31. Oktober 1925 gefertigt worden.

C. von Neurath.

Wilhelm Denhard. Benito Mussolini.

PROTOKOLL.

Die Unterzeichneten haben, hierzu gebührend ermächtigt, Nachstehendes vereinbart :

Die Deutsche Reichsregierung und die Königlich Italienische Regierung haben festgestellt, dass sie in der Absicht einig sind, die zur Zeit schwebenden Verhandlungen über den Abschluss eines Handels- und Schiffahrtsvertrags zwischen beiden Staaten noch im Laufe des Monats Oktober zum Abschluss zu bringen.

Im Interesse des Fortganges dieser Verhandlungen und zur Vermeidung von Störungen des Handelsverkehrs zwischen beiden Staaten erklärt die Deutsche Reichsregierung, dass bis einschliesslich 31. Oktober 1925 vorbehaltlich der nachträglichen Genehmigung durch die gesetzgebenden Körperschaften von den Waren, die in Ziffer 2 des Notenwechsels vom 10. Januar 1925, abgeändert durch den Notenwechsel vom 31. März 1925, bezeichnet und in der Anlage A des mit Ablauf des 16. Oktober 1925 ausser Kraft tretenden deutsch-spanischen Handelsabkommens vom 25. Juli 1924 aufgeführt sind, Zölle zu nicht höheren Beträgen erhoben werden als denjenigen, die sich aus der genannten Anlage A ergeben.

Rom, *den* 12. *Oktober* 1925.

Prittwitz. Mussolini.

Tutte le spedizioni parziali devono essere dichiarate allo stesso ufficio doganale, entro un termine che sarà indicato dall'importatore all'atto in cui presenta la prima spedizione e che non potrà sorpassare i tre mesi.

Insieme colla dichiarazione per entrata di una macchina completa introdotta smontata o di una prima spedizione parziale, l'importatore consegnerà all'ufficio di dogana un piano o un disegno d'insieme, nonchè un elenco indicante le parti importanti, la loro natura e il peso approssimativo di ognuna di esse. Si indicherà altresì il peso totale approssimativo delle parti accessorie.

Se, dopo lo sdoganamento di una o più spedizioni parziali, le altre parti della macchina non sono importate entro il termine fissato, si dovrà pagare, per le parti già importate, i dazi stabiliti per le parti staccate di macchine, o, nel caso in cui la tariffa non contenga dazi speciali per queste ultime, i dazi stabiliti a seconda della materia di cui esse sono formate.

È riservata la facoltà all'ufficio di dogana di esigere, fino allo sdoganamento definitivo di tutte le spedizioni parziali una cauzione per i dazi più alti da pagare eventualmente e di munire di un contrassegno di identificazione le parti importate. L'ufficio di dogana ha pure il diritto di accertarsi, mediante una verificazione fatta dopo la montatura della macchina, che tutte le spedizioni parziali appartenevano effettivamente alla detta macchina.

Le parti di ricambio e di riserva pagano sempre i dazi loro propri.

Per il pagamento dei dazi d'entrata, nessuna distinzione è fatta riguardo alle materie delle quali le macchine sono formate, in quanto nessuna differenza sia fatta dalla tariffa doganale italiana del 9 giugno 1921.

Le macchine e le parti di macchine possono essere pulite, dipinte, verniciate, o altrimenti lavorate, senza che, per il fatto della speciale lavorazione subita, ne sia mutata la classificazione doganale, fatta astrazione per gli « alberi a gomito » del n. 465 della tariffa italiana.

Le suesposte disposizioni sono applicabili anche agli apparecchi nominati sotto il n. 437 della tariffa italiana.

Il presente Protocollo che sarà considerato come approvato e sanzionato dalle Parti contraenti, senz'altra ratificazione speciale, per il solo fatto dello scambio delle ratifiche del trattato al quale si riferisce, è stato redatto in doppio originale, uno in lingua tedesca e l'altro in lingua italiana, a Roma il 31 ottobre 1925.

C. VON NEURATH.
Wilhelm DENHARD.

Benito MUSSOLINI.

PROTOCOLLO.

I sottoscritti, a ciò debitamente autorizzati hanno convenuto quanto segue:

Il Governo del Reich Germanico e il Regio Governo Italiano hanno constatato il loro accordo sull'intendimento comune di condurre a termine entro il corrente mese di ottobre le negoziazioni attualmente in corso per la stipulazione di un Trattato di Commercio e Navigazione fra i due Stati.

Nell'interesse dello svolgimento di dette trattative e per evitare intralci al traffico commerciale fra i due Stati il Governo del Reich Germanico dichiara che fino al 31 ottobre 1925 incluso con riserva dell'approvazione successiva da parte dei corpi legislativi saranno ricessi sulle merci di cui al n. 2 dello scambio di note del 10 gennaio 1925, modificato dallo scambio di note del 31 marzo 1925, e che siano indicate nell'allegato A dell'accordo commerciale germanico-polacco in data del 25 luglio 1924 scadente il 10 ottobre corrente, dazi in un ammontare non più alto di quello risultante dall'allegato suddetto.

ROMA, *li* 12 *ottobre* 1925.

PRITTWITZ.

MUSSOLINI.

No. 2[illegible]

ÉCHANGE DE NOTES

I.

MINISTÈRE ROYAL
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

ROME, *le* 31 *octobre* 1925.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

L'accord conclu par l'échange des notes en date du 10 janvier 1925 au sujet du régime douanier entre l'Italie et l'Allemagne prorogé par l'échange de notes en date du 31 mars 1925, prendra sa fin aujourd'hui même.

D'autre part, le Traité de commerce et de navigation conclu entre l'Italie et l'Allemagne, en date d'aujourd'hui, n'entrera en vigueur qu'après l'échange des ratifications, qui devra avoir lieu au plus tard le 15 décembre 1925.

Etant donné ces circonstances, et en vue de régler les relations commerciales entre nos deux pays pendant cette période transitoire, Votre Excellence a bien voulu reconnaître l'opportunité de proroger, dans l'intérêt des deux Etats, l'accord susdit jusqu'à l'entrée en vigueur du Traité de commerce et navigation.

En conséquence, il est entendu que le Gouvernement italien continuera à appliquer jusqu'à l'entrée en vigueur du Traité de commerce et navigation entre l'Italie et l'Allemagne, signé en date d'aujourd'hui, aux produits du sol et de l'industrie, originaires et en provenance de l'Allemagne, à leur importation en Italie, les droits les plus favorables résultant des traités, conventions ou accords déjà conclus ou qui seraient conclus à l'avenir avec les exceptions établies par l'accord conclu par l'échange de notes en date du 10 janvier 1925 modifié par l'accord successif du 31 mars 1925.

Le Gouvernement allemand, de son côté, sous réserve de l'approbation successive des corps législatifs, à partir du 1er novembre et pendant la même période, appliquera aux produits du sol et de l industrie, originaires et en provenance de l'Italie, les droits actuellement perçus à l'importation en Allemagne sur lesdits produits, ou, avec les exceptions établies par l'accord susdit du 10 janvier 1925, modifié par l'accord successif du 31 mars 1925, les droits plus favorables que ceux-ci qui seront perçus à l'avenir sur les produits de la nation la plus favorisée en vertu des traités, conventions ou accords, déjà conclus ou qui seraient conclus entre l'Allemagne et d'autres Etats.

J'ai l'honneur de déclarer que le Gouvernement royal animé du désir d'assurer aux relations commerciales entre l'Italie et l'Allemagne des conditions favorables jusqu'à l'entrée en vigueur du Traité de commerce et navigation, est prêt à donner application, en ce qui le concerne, aux dispositions qui précèdent.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, l'assurance de ma haute considération.

MUSSOLINI.

A S. Exc. le baron von Neurath,
Ambassadeur d'Allemagne,
Rome.

II.

AMBASSADE D'ALLEMAGNE.

ROME, *le* 31 *octobre* 1925.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par note en date d'aujourd'hui, Votre Excellence a bien voulu me faire les communications suivantes :

« L'accord conclu par l'échange de notes en date du 10 janvier 1925 au sujet du régime douanier entre l'Italie et l'Allemagne prorogé par l'échange de notes en date du 31 mars 1925, prendra sa fin aujourd'hui même.

« D'autre part, le Traité de commerce et navigation conclu entre l'Italie et l'Allemagne en date d'aujourd'hui n'entrera en vigueur qu'après l'échange des ratifications qui devra avoir lieu au plus tard le 15 décembre 1925.

« Etant donné ces circonstances, et en vue de régler les relations commerciales entre nos deux pays pendant cette période transitoire, Votre Excellence a bien voulu reconnaître l'opportunité de proroger, dans l'intérêt des deux Etats, l'accord susdit jusqu'à l'entrée en vigueur du Traité de commerce et navigation.

« En conséquence, il est entendu que le Gouvernement italien continuera à appliquer jusqu'à l'entrée en vigueur du Traité de commerce et navigation entre l'Italie et l'Allemagne, signé en date d'aujourd'hui, aux produits du sol et de l'industrie, originaires et en provenance de l'Allemagne, à leur importation en Italie, les droits les plus favorables résultant des traités, conventions ou accords déjà conclus ou qui seraient conclus à l'avenir avec les exceptions établies par l'accord conclu par l'échange de notes en date du 10 janvier 1925, modifié par l'accord successif du 31 mars 1925.

« Le Gouvernement allemand, de son côté, sous réserve de l'approbation successive des corps législatifs, à partir du 1er novembre et pendant la même période, appliquera aux produits du sol et de l'industrie, originaires et en provenance de l'Italie, les droits actuellement perçus à l'importation en Allemagne sur lesdits produits, ou, avec les exceptions établies par l'accord susdit du 10 janvier 1925 modifié par l'accord successif du 31 mars 1925, les droits plus favorables que ceux-ci qui seront perçus à l'avenir sur les produits de la nation la plus favorisée en vertu des traités, conventions ou accords, déjà conclus ou qui seraient conclus entre l'Allemagne et d'autres Etats.

« J'ai l'honneur de déclarer que le gouvernement royal, animé du désir d'assurer aux relations commerciales entre l'Italie et l'Allemagne des conditions favorables jusqu'à l'entrée en vigueur du Traité de commerce et navigation, est prêt à donner application en ce qui le concerne, aux dispositions qui précèdent. »

En prenant acte de cette déclaration j'ai l'honneur de donner à Votre Excellence l'assurance que le Gouvernement allemand approuve à son tour les dispositions susindiquées, et qu'il est prêt à y donner exécution en ce qui le concerne.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

NEURATH.

A S. Exc. Benito Mussolini,
Ministre des Affaires étrangères
du Royaume d'Italie,
Rome.

[1] TRADUCTION.

N° 1256. — TRAITÉ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE L'ALLEMAGNE ET L'ITALIE, SIGNÉ A ROME, LE 31 OCTOBRE 1925.

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND et SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE, animés d'un même désir de resserrer de plus en plus les relations commerciales entre les deux Etats, ont résolu de conclure un traité de commerce et de navigation et ont nommé, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND :

Son Excellence le baron Constantin VON NEURATH, ambassadeur d'Allemagne auprès de S. M. le roi d'Italie ; et
M. Wilhelm DENHARD, directeur ministériel ;

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

Son Excellence M. Benito MUSSOLINI, président du Conseil et ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Il y aura liberté réciproque de commerce et de navigation entre les Parties contractantes.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes jouiront, sur le territoire de l'autre, en matière de commerce, d'industrie et de navigation, de droits, privilèges et faveurs de toute nature égaux à ceux qui appartiennent ou appartiendront aux nationaux, ou aux ressortissants de la nation la plus favorisée. Les stipulations du présent article ne dérogent point aux dispositions législatives, réglementaires et autres, applicables sur le territoire de chacune des Parties contractantes aux ressortissants de tout autre pays, en matière de commerce, d'industrie ou de police.

En conséquence, les ressortissants de chacune des Parties contractantes pourront, en se conformant aux lois du pays, entrer, voyager, séjourner et s'établir librement dans le territoire de l'autre, et le quitter librement à n'importe quel moment, sans être soumis à des restrictions ou impôts, généraux ou locaux, de quelque nature que ce soit, autres ou plus élevés que ceux auxquels sont ou seront soumis les nationaux, ou, s'il existe des dispositions spéciales pour les étrangers, les ressortissants de la nation la plus favorisée, mais sans préjudice, dans ce dernier cas, des dispositions de l'article 7, en ce qui concerne les impôts. En outre, les ressortissants de chacune des Parties contractantes jouiront, sur le territoire de l'autre Partie, de la liberté pleine et entière d'exercer, au même titre que les nationaux, dans les limites fixées par les lois du pays, toute espèce de commerce, d'industrie ou de profession, dans la mesure où la qualité de ressortissant national n'est pas, aux termes desdites lois, une condition strictement requise pour l'exercice d'une profession.

Article 2.

Chacune des Parties contractantes s'engage à faire bénéficier l'autre de toutes les faveurs et immunités qu'elle a accordées à une tierce Puissance, en ce qui concerne l'importation, l'ex-

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] TRANSLATION.

No. 1256. — TREATY OF COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN GERMANY AND ITALY, SIGNED AT ROME, OCTOBER 31, 1925.

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH and HIS MAJESTY THE KING OF ITALY, being desirous of developing the commercial relations between their two countries, have decided to conclude a Treaty of Commerce and Navigation, and for this purpose have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH :

His Excellency Baron Constantin VON NEURATH, German Ambassador accredited to H. M. the King of Italy, and
M. Wilhelm DENHARD, Ministerial Director ;

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

His Excellency Benito MUSSOLINI, President of the Council and Minister for Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

There shall be freedom of commerce and navigation between the Contracting Parties.

The subjects of either of the Contracting Parties shall enjoy in the territory of the other the rights, privileges and favours of every description in the matters of commerce, industry and navigation which are accorded or may hereafter be accorded to nationals or subjects of the most favoured nation. This shall be without prejudice to the laws and regulations or other provisions applicable in the territory of either of the Contracting Parties to the subjects of any other country, in the matters of commerce, industry and police.

Accordingly, the subjects of each of the Contracting Parties shall be free, provided that they comply with the laws of the country, to enter the territory of the other, to travel, reside or establish themselves in it, and to leave it at any time, without being subject to general or local restrictions or impositions of any nature other or more burdensome than those already or subsequently applicable to nationals, or, in the case of special provisions for foreigners, to subjects of the most favoured nation, without prejudice in such case to the provisions of Article 7 concerning taxation. They shall further be free, within the territory of the other Party, to carry on like nationals, within the limits fixed by the laws of the country, any commercial, industrial or professional activities, provided that the status of a subject of the State is not, under the said laws, an absolute condition for the exercise of a profession.

Article 2.

Each of the Contracting Parties undertakes to accord to the other all favours and exemptions which it may have granted to a third country in the matter of importation, exportation and transit

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

portation et le transit et, en général, tout ce qui a trait à l'exercice du commerce et de l'industrie. Plus particulièrement, les produits du sol et de l'industrie de chacune des Parties contractantes, lors de leur importation sur le territoire de l'autre, ou de leur exportation à destination du territoire de l'autre, bénéficieront en ce qui concerne le montant, la perception et le cautionnement, des droits et redevances, y compris tous les droits accessoires et additionnels, les coefficients et les majorations, l'entreposage, l'importation ou l'exportation temporaires, la réimportation ou la réexportation et toutes les autres formalités douanières, du même traitement que les produits de la nation la plus favorisée ou que les produits à destination de la nation la plus favorisée.

De même, toutes les faveurs et immunités de la nature indiquée ci-dessus, que l'une des Parties contractantes accordera, à l'avenir, à une tierce Puissance, seront immédiatement, sans compensation et de ce seul fait, étendues à l'autre Partie.

Article 3.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes auront la liberté pleine et entière de posséder des biens mobiliers et immobiliers sur le territoire de l'autre, et d'y acquérir la propriété de tels biens par voie d'achat, de donation, de succession testamentaire ou légale, ou par tout autre moyen, dans la mesure où, suivant les lois de l'Etat dans lequel se trouvent les biens, les ressortissants de toute autre Puissance sont autorisés ou pourront être autorisés à posséder ou à acquérir des biens. Ils pourront, en outre, disposer de ces biens dans les mêmes conditions, présentes ou futures, que ces derniers.

Toutefois, aucune des Parties contractantes n'est tenue d'accorder, en cette matière, aux ressortissants de l'autre Partie, des facultés ou des droits plus étendus que ceux dont jouissent, en fait, leurs ressortissants sur le territoire de cette autre Partie contractante.

Article 4.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes jouiront, sur le territoire de l'autre, du même traitement que les nationaux en ce qui concerne la protection légale et judiciaire de leur personne et de leurs biens.

A cette fin, les ressortissants de chacune des Parties contractantes, sans aucune distinction quant à leur domicile, ainsi que les personnes juridiques et les sociétés commerciales visées à l'article 8 du présent traité, auront, sur le territoire de l'autre Partie, le droit d'ester en justice soit comme demandeur, soit comme défendeur, sous leur nom ou sous le nom de leur maison ou, raison sociale.

Ils pourront se servir, à cet effet, d'avocats, de notaires et de toutes autres personnes, admises par la législation du pays, qu'ils jugeront aptes à défendre leurs intérêts et ils jouiront, devant les tribunaux, de tous les droits et privilèges qui sont, ou qui seront accordés aux nationaux.

Article 5.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes seront exempts, sur le territoire de l'autre Partie, de tout service militaire, tant dans l'armée, la marine et l'aéronautique, que dans la milice nationale. Ils seront également exemptés de toute fonction officielle obligatoire, judiciaire, administrative ou municipale, de toute réquisition ou prestation militaire et de toutes les prestations en argent ou en nature qui sont imposées en remplacement des prestations de service personnel, ainsi que des emprunts et des contributions forcés.

Seront toutefois exceptées les charges afférentes à la possession ou à la location de biens immobiliers, ainsi que les prestations et les réquisitions militaires auxquelles les nationaux peuvent être astreints en qualité de propriétaires ou de locataires de biens immobiliers.

and, in general, in all matters relating to the exercise of commerce and industry. In particular, the products of the soil and industry of each of the Contracting Parties shall enjoy on importation into or exportation to the territory of the other, as regards the amount, collection and guaranteeing of duties and charges, including all accessory or additional duties, coefficients and increases, and in the matter of deposit, temporary importation or exportation, re-importation or re-exportation, and all other Customs formalities, the same treatment as the products coming from or destined for the most favoured nation.

Similarly, all favours and exemptions of the above-mentioned nature that one of the Contracting Parties may in future accord to a third country shall immediately be extended *ipso facto* and without compensation to the other Party.

Article 3.

The subjects of each of the Contracting Parties shall be free to possess movable and immovable property in the territory of the other and to acquire it by purchase, gift, testamentary disposition, or inheritance under the law, or by any other process, so far as subjects of any other State are permitted to possess or acquire property under the laws of the State in which the property in question is situated, and shall have power to dispose of the said property under the conditions now or hereafter applicable to the last-named subjects.

Neither of the Contracting Parties shall be bound, however, to accord in this connection, to subjects of the other, privileges or rights greater than those actually enjoyed by its subjects in the territory of the other Contracting Party.

Article 4.

The subjects of either of the Contracting Parties shall enjoy in the territory of the other the same treatment as nationals as regards the legal and judicial protection of their persons and property.

Accordingly, the subjects of each of the Contracting Parties, irrespective of residence, and likewise the juridical persons and commercial companies mentioned in Article 8 of the present Treaty, shall have the right of access to the judicial authorities in the territory of the other Party, for the purpose of prosecuting or of defending their rights either under their own name or under that of their firm.

They may for this purpose employ the counsel, solicitors or other persons authorised by the law of the country whom they think fit to defend their interests, and shall enjoy in all judicial matters the rights and privileges which are or may hereafter be granted to nationals.

Article 5.

The subjects of either of the Contracting Parties shall be exempt in the territory of the other Party from all service in the army, navy or air force, or in the national militia. They shall be exempt similarly from all compulsory judicial, administrative or municipal functions, from all requisitions or military contributions, and from all contributions in money or kind that may be imposed in lieu of personal services, and likewise from forced loans and contributions.

This provision shall not apply, however, to burdens connected with the possession or leasing of immovable property, or to services or military requisitions which may be imposed on nationals in their capacity as owners or lessees of immovable property.

Article 6.

Au cas où les réquisitions visées à l'article précédent seraient exercées sur le territoire de l'une des Parties contractantes, ainsi qu'en cas d'expropriation pour raison d'utilité publique, les ressortissants de l'autre Partie ne seront pas traités d'une manière moins favorable que les nationaux ou que les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Article 7.

En matière fiscale (taxes et impôts, y compris les droits de douane), en matière de droits, dans la mesure où ces droits ont un caractère fiscal, et à l'égard de toutes autres charges similaires, les ressortissants de chacune des Parties contractantes jouiront, sous tous les rapports, sur le territoire de l'autre Partie, pour leur personne comme pour leurs biens, droits et intérêts, du même traitement et de la même protection que les nationaux auprès des autorités et juridictions financières.

Article 8.

Les sociétés par actions et les autres sociétés commerciales, y compris les sociétés industrielles, financières, de communications, de transports et d'assurances, qui ont été régulièrement constituées sur le territoire de l'une des Parties contractantes et y ont une existence légale, seront également reconnues sur le territoire de l'autre Partie comme ayant une existence légale. Elles pourront exercer dans ce territoire leur activité commerciale et industrielle, suivant les modalités et sous réserve des restrictions établies par les lois en vigueur, et pourront y exercer tous leurs droits.

En tout cas, lesdites sociétés jouiront, sur le territoire de l'autre Partie contractante, des mêmes droits que ceux qui sont ou seront accordés aux sociétés similaires de la nation la plus favorisée à cet égard.

Toutes les dispositions de caractère fiscal comprises dans le présent traité sont applicables, par analogie, à ces sociétés.

En ce qui concerne les prestations forcées et les réquisitions militaires, les dispositions de l'article 5 sont également applicables aux sociétés commerciales.

Article 9.

La suppression des doubles impositions, ainsi que l'octroi de la protection légale et le concours réciproque des tribunaux et des administrations des deux pays, dans les affaires d'ordre fiscal, sont réglés par une convention spéciale, conclue ce jour.

Article 10.

Les Parties contractantes s'engagent à ne pas entraver le commerce réciproque des deux pays par des restrictions d'importation ou d'exportation.

Des exceptions à cette règle, dans la mesure où elles seront applicables à tous les pays ou aux pays qui se trouvent dans des conditions identiques, pourront avoir lieu dans les cas suivants :

a) Pour des raisons de sûreté publique ;

b) Pour des raisons de police sanitaire, ou pour la protection d'animaux ou de plantes utiles contre les maladies, les insectes et les parasites nuisibles ;

c) Relativement aux armes, munitions, ou matériels de guerre et, dans des circonstances exceptionnelles, relativement à tout ce qui est nécessaire pour la guerre ;

d) Relativement aux marchandises qui, dans le territoire de l'une des Parties contractantes, font ou feront l'objet d'un monopole d'Etat, et en vue d'appliquer à des

Article 6.

In the case of the requisitions mentioned in the preceding Article, as in that of expropriation for public utility purposes in the territory of one of the Contracting Parties, subjects of the other Party shall not be treated less favourably than nationals or subjects of the most favoured nation.

Article 7.

Subjects of either of the Contracting Parties shall enjoy in every respect in regard to their persons, property, rights and interests, in the territory of the other Party, in the matter of taxation (taxes and imposts, including Customs duties), dues in the nature of taxes, and other similar burdens, the treatment and protection accorded by the revenue authorities and tribunals to nationals.

Article 8.

Joint-stock companies and other commercial companies, including industrial, financial, traffic, transport and insurance companies, regularly constituted and recognised by law in the territory of one of the Contracting Parties, shall also be recognised as duly and regularly constituted in the territory of the other Contracting Party. They may carry on their commercial and industrial activities under the conditions and subject to the limitations laid down in the existing legislation, and may exercise all their rights in that territory.

In any case, the said companies shall enjoy in the territory of the other Contracting Party the rights already or hereafter accorded in the matter to similar companies of the most favoured nation.

All provisions concerning taxation in the present Treaty shall be likewise applicable to such companies.

As regards forced contributions and military requisitions the provisions of Article 5 shall also apply to commercial companies.

Article 9.

The prevention of double taxation and the granting of legal protection and legal assistance in the matter of taxation shall be governed by a special Convention concluded under to-day's date.

Article 10.

The Contracting Parties undertake not to hinder trade between the two countries by means of import or export prohibitions.

Exceptions to this rule may apply in the following cases, so far as they are applicable to all countries, or to countries in an identical situation :

(a) For reasons of public safety ;

(b) For reasons of public health or to protect animals or useful plants against diseases, insects, and harmful parasites ;

(c) In the matter of arms, munitions or implements of war, and, in case of emergency, to other war requirements ;

(d) In the matter of goods which form or may hereafter form State monopolies in the territory of one of the Contracting Parties, and with a view to the application

marchandises étrangères toute autre prohibition ou restriction qui est ou sera établie par la législation intérieure sur la production, la vente, le transport ou la consommation de marchandises nationales similaires.

Article 11.

Les Parties contractantes s'accordent réciproquement la liberté de transit à travers leur territoire.

Des exceptions à cette règle, dans le mesure où elles seront applicables à tous les pays ou aux pays qui se trouvent dans des conditions identiques, pourront avoir lieu dans les cas suivants :

a) Pour des raisons de sûreté publique ;

b) Pour des raisons de police sanitaire, ou pour la protection d'animaux ou de plantes utiles contre les maladies, les insectes et les parasites nuisibles ;

c) Dans des circonstances exceptionnelles, relativement à tout ce qui est nécessaire pour la guerre.

Les Parties contractantes s'engagent à ne percevoir aucun droit de transit.

Elles s'engagent, en outre, à ne pas soumettre le transit à des formalités ou autres mesures susceptibles de l'entraver, en se réservant, toutefois, le droit de prendre les mesures nécessaires pour s'assurer que les marchandises, et notamment celles qui font l'objet d'un monopole d'Etat, ainsi que les véhicules, sont véritablement en transit.

Ces dispositions seront applicables aussi bien aux marchandises en transit direct qu'à celles qui, pendant le transit, font l'objet d'un transbordement, d'un changement d'emballage ou d'un entreposage.

Article 12.

Les dispositions du présent traité, dans la mesure où elles concernent l'octroi réciproque du traitement de la nation la plus favorisée, ne sont pas applicables :

a) Aux faveurs spéciales qui sont ou seront accordées par l'une des Parties contractantes à des Etats limitrophes pour faciliter le trafic de frontière dans une zone d'une largeur maximum de quinze kilomètres de chaque côté de la frontière ;

b) Aux obligations contractées par l'une des Parties contractantes en vertu d'une union douanière déjà conclue ou qui pourrait être conclue à l'avenir ;

c) Aux faveurs qu'une des Parties contractantes accorde, par voie de convention, à un autre Etat, en vue d'établir une compensation entre les impôts intérieurs et extérieurs, et plus spécialement, en vue d'empêcher la double imposition ou pour assurer la protection légale et le concours réciproque des administrations et tribunaux des deux pays, dans les affaires d'ordre fiscal ou d'application des sanctions pénales correspondantes.

Article 13.

Les produits du sol et de l'industrie de l'Italie, indiqués au tarif A ci-annexé seront admis, à leur importation en Allemagne, aux conditions établies par ce tarif.

Les produits du sol et de l'industrie de l'Allemagne, indiqués dans le tarif B ci-annexé, seront admis, à leur importation en Italie, aux conditions établies par ce tarif.

Article 14.

Les produits du sol et de l'industrie de l'Allemagne qui seront importés en Italie à travers le territoire d'autres pays, et les produits du sol et de l'industrie de l'Italie qui seront importés en

to foreign goods of other prohibitions or restrictions which are or may hereafter be established by internal legislation on the production, sale, transport or consumption of like goods produced within the country itself.

Article 11.

The Contracting Parties shall grant one another freedom of transit through their respective territories.

Exceptions to this rule may apply in the following cases, so far as they are applicable to all countries, or to countries in an identical situation :

(a) For reasons of public safety ;

(b) For reasons of public health or to protect animals or useful plants against diseases, insects and harmful parasites ;

(c) In case of emergency, to war requirements.

The Contracting Parties undertake not to levy any transit duties.

They further undertake not to impose transit formalities or other measures calculated to impede transit, but reserve the right to take such measures as may be necessary to ascertain that the goods, and more particularly those which are State monopolies, and likewise the vehicles employed, are actually in transit.

These provisions shall apply both to goods in direct transit, and to goods which, during the process of transit, may be unloaded or reloaded, repacked or warehoused.

Article 12.

The provisions of the present Treaty, so far as they concern the reciprocal granting of most-favoured-nation treatment, shall not apply to the following :

(a) Special privileges which have been or may hereafter be granted by one of the Contracting Parties to contiguous States with the object of facilitating frontier traffic within a zone not exceeding fifteen kilometres in width on either side of the frontier ;

(b) Obligations entered into by one of the Contracting Parties in virtue of a Customs union already existing or concluded hereafter ;

(c) Favours which one of the Contracting Parties may grant in virtue of an agreement to another State, for the purpose of equalising internal and external taxation, and, more particularly, of preventing double taxation and ensuring legal protection and legal assistance in matters of taxation or in penal matters relating to taxation.

Article 13.

Products of the soil and industry originating in and coming from Italy, enumerated in Tariff A annexed hereto, shall be admitted on importation into Germany, subject to the conditions laid down in the said tariff.

Products of the soil and industry originating in and coming from Germany, enumerated in Tariff B annexed hereto, shall be admitted on importation into Italy, subject to the conditions laid down in the said tariff.

Article 14.

Products of the soil and industry of Germany imported into Italy, and products of the soil and industry of Italy imported into Germany, through the territory of other countries, and

Allemagne à travers le territoire d'autres pays, ainsi que les produits du sol et de l'industrie d'autres pays qui seront importés à travers le territoire de l'une des Parties contractantes dans le territoire de l'autre, ne devront être soumis, à leur importation, à aucun droit ou taxe autre ou plus élevé que s'ils avaient été importés directement du pays d'origine.

Cette disposition sera applicable aussi bien aux marchandises en transit direct qu'à celles qui, pendant le transit, ont fait l'objet d'un transbordement, d'un changement d'emballage ou d'un entreposage.

En ce qui concerne les marchandises qui sont soumises à un traitement différent suivant leur pays d'origine, les dispositions en vigueur dans chacun des deux Etats, relativement aux certificats d'origine, seront applicables même dans les cas indiqués ci-dessus.

Article 15.

Les droits intérieurs qui, dans le territoire d'une des Parties contractantes, sont ou seront perçus, soit pour le compte de l'Etat, soit pour le compte des communes ou d'autres organisations, sur la production, la fabrication ou la consommation d'un produit, ne devront, sous aucun prétexte, ni quant au taux, ni quant à la forme, frapper plus lourdement les produits de l'autre Partie que les produits nationaux similaires.

Article 16.

Les articles fabriqués sous le régime de l'admission temporaire dans le territoire de l'une des Parties contractantes seront soumis, à leur importation sur le territoire de l'autre Partie, au même traitement que les articles ressortissant au commerce libre de la Partie susmentionnée.

Article 17.

Les gouvernements des deux Parties contractantes s'engagent à édicter les règlements nécessaires pour que les exportateurs de chacun des deux pays puissent, avant d'importer leurs marchandises dans l'autre pays, à la condition que celles-ci soient exactement désignées, obtenir des autorités compétentes de ce dernier pays des renseignements engageant ces autorités sur la classification douanière de ces marchandises et sur les droits qui leur sont applicables.

Article 18.

Sans préjudice des avantages plus étendus qui découlent du traitement de la nation la plus favorisée, les commerçants, les fabricants et autres industriels d'une des Parties contractantes qui prouveront, au moyen d'une carte de légitimation délivrée par les autorités de leur pays, qu'ils sont autorisés, dans l'Etat où est établi leur domicile, à exercer leur commerce et leur industrie, et qu'ils y acquittent les taxes et impôts légaux, auront le droit, personnellement ou par l'intermédiaire de voyageurs à leur service, et en observant les formalités prescrites, d'acheter des marchandises dans le territoire de l'autre Partie, chez les commerçants ou dans les locaux publics de vente, ou encore chez les producteurs de ces marchandises. Ils pourront, en outre, rechercher des commandes auprès des commerçants ou autres personnes utilisant dans leur industrie les marchandises du genre qu'ils ont à offrir ; ils auront le droit de transporter des échantillons et modèles, mais non des marchandises, et ils ne seront soumis, en raison de l'activité indiquée dans le présent paragraphe, à aucun impôt ou taxe.

Les cartes de légitimation devront être conformes au modèle établi par la Convention internationale pour la simplification des formalités douanières, signée à Genève, le 3 novembre 1923: aucun visa consulaire ou autre ne sera requis pour ces cartes.

likewise similar products of other countries which may be imported through the territory of one of the Contracting Parties into the territory of the other, shall not be subjected on importation to any duty or charge other or higher than would have been applicable if they had been imported direct from the country of origin.

This provision shall apply both to goods in direct transit and to goods which during the process of transit may be unloaded and reloaded, repacked, or warehoused.

As regards goods which are subject to varying treatment according to their country of origin, the regulations concerning certificates of origin in force in each of the two States shall be applicable also in the above-mentioned cases.

Article 15.

Internal charges which are or may hereafter be levied in the territory of one of the Contracting Parties, on behalf of the State or of the communes or other corporations, on the production, manufacture or consumption of a product, shall not on any pretext be levied on products of the other Party to a greater extent or in a more burdensome form than on national products of a like nature.

Article 16.

Products manufactured under the system of temporary importation in the territory of one of the Contracting Parties shall, on importation into the territory of the other, be treated on the same footing as those forming part of the free traffic of the former Party.

Article 17.

The Governments of the two Contracting Parties undertake to issue the necessary regulations in order that exporters of either of the two countries, before importing their goods into the other country, may, provided that such goods are accurately described, obtain from the competent authorities of the last-named State authoritative information as to the Customs classification of the goods and the duties applicable to them.

Article 18.

Without prejudice to such further advantages as may follow from most-favoured-nation treatment, merchants, manufacturers and other industrialists of one of the Contracting Parties who prove by the production of a trading licence issued by the authorities in their country of origin that they are authorised to exercise their trade and industry in the State where they are domiciled, and that they pay the legal taxes and charges in that State, shall be authorised, either personally or through commercial travellers in their employ, subject to compliance with the prescribed formalities, to purchase goods in the territory of the other Party from merchants or in places of public sale, or from the manufacturers of the goods. They may also solicit orders either from merchants or from persons who utilise in their industry goods of the kind offered ; they shall be entitled to carry with them samples and patterns, but not goods, and shall not be subject to any tax or charge by reason of the activities described in this paragraph.

Trading licences shall be made out in accordance with the model established by the International Convention relating to the Simplification of Customs Formalities, signed at Geneva on November 3, 1923 ; no consular or other visa shall be required for such licences.

Les dispositions du présent article ne seront pas applicables aux industries ambulantes, au commerce ambulant, et à la recherche de commandes auprès de personnes qui n'exercent ni commerce ni industrie. Les Parties contractantes réservent, à cet égard, la pleine et entière liberté de leur législation.

Article 19.

Les objets énumérés ci-dessous seront admis par chacune des Parties contractantes, à l'importation et à l'exportation, en franchise de tous droits d'entrée et de sortie, à la condition qu'ils soient réexportés ou réimportés dans un délai fixé et que leur identité soit établie :

a) Objets importés du territoire d'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre, pour y être réparés et réexportés après réparation ;

b) Ustensiles, instruments et appareils mécaniques, importés par une maison de l'une des Parties contractantes dans le territoire de l'autre en vue d'y faire exécuter par son propre personnel des travaux de montage, d'essai, de réparation et autres travaux similaires, que les objets soient importés par voie d'expédition ou introduits par le personnel même ;

c) Barriques et tonneaux de bois, de fer, de grès ou d'autres matières, dames-jeannes, sacs, paniers, caisses et autres récipients similaires, importés vides du territoire de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre pour être remplis et ensuite réexportés, ou qui sont réimportés vides du territoire de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre, après avoir été exportés pleins de ce territoire, à la condition que tous ces récipients soient marqués et usagés ;

d) Marchandises, à l'exception des denrées alimentaires, des boissons et des articles faisant l'objet d'un monopole d'Etat, qui sont apportées du territoire d'une des Parties contractantes à des foires ou marchés dans le territoire de l'autre, et qui sont réexportées invendues.

En ce qui concerne les échantillons et modèles, les Parties contractantes appliqueront les dispositions contenues dans la Convention internationale pour la simplification des formalités douanières, signée à Genève, le 3 novembre 1923. Le délai de réexportation est fixé à douze mois.

Article 20.

En règle générale, il ne sera pas exigé de certificat d'origine à l'importation des produits d'une des Parties contractantes dans le territoire de l'autre.

Toutefois, si l'une des Parties contractantes soumet les produits d'une tierce Puissance à des droits plus élevés que ceux qui sont applicables aux produits similaires de l'autre Partie, ou, si elle assujettit les produits d'une tierce Puissance à des prohibitions et restrictions d'importation non applicables aux produits similaires de l'autre Partie, elle aura la faculté, s'il est nécessaire, d'exiger pour l'application des droits moins élevés aux produits provenant de l'autre Partie, ou, pour l'admission de ces produits à l'entrée, la production de certificats d'origine.

Les Parties contractantes s'engagent à veiller que le commerce ne soit pas entravé par des formalités superflues dans la délivrance des certificats d'origine.

Les certificats d'origine pourront être délivrés par le bureau de douane du lieu d'expédition, à l'intérieur ou à la frontière, ou par la chambre de commerce et d'industrie compétente. Les deux gouvernements pourront conclure des accords en vue de conférer à d'autres autorités que celles qui sont indiquées ci-dessus, ou encore à des associations économiques d'un des deux pays, le droit de délivrer des certificats d'origine qui seront acceptés par les douanes de l'autre pays. Au cas où les certificats ne seraient pas délivrés par une autorité publique ayant qualité pour le faire, le gouvernement du pays importateur pourra exiger que ces certificats soient visés par celle

The provisions of this Article shall not apply to itinerant industries, itinerant trades, or the soliciting of orders from persons not engaged in commerce or industry. The Contracting Parties reserve the right to apply in this respect such legislation as they may think fit.

Article 19.

No import or export duties shall be levied by either of the Contracting Parties on the articles mentioned below, provided that such articles are re-exported or re-imported within a prescribed period, and that proof is given of their identity :

(a) Articles imported from the territory of one of the Contracting Parties into the territory of the other, for the purpose of being repaired there, and re-exported after completion of the repairs ;

(b) Tools, instruments and mechanical appliances imported by a firm of one of the Contracting Parties into the territory of the other to be mounted, tested or repaired, or to be subjected to similar treatment, by its own staff, whether such articles have been imported on consignment or by the said staff ;

(c) Barrels and casks of wood, iron, stone or other materials, demijohns, sacks, baskets, cases and other similar receptacles which may be imported empty from the territory of one of the Contracting Parties into the territory of the other for the purpose of being filled and then re-exported, or which may be re-imported empty from the territory of one of the Contracting Parties into the territory of the other after having been exported full from the last-named territory, provided that such receptacles are marked and used ;

(d) Goods — except foodstuffs, beverages and State monopolies — which are taken to fairs or markets from the territory of one of the Contracting Parties to that of the other, and are re-exported unsold.

As regards samples and patterns, the Contracting Parties will apply the provisions laid down in the International Convention relating to the Simplification of Customs Formalities, signed at Geneva on November 3, 1923. The period within which re-exportation must take place is fixed at twelve months.

Article 20.

The production of certificates of origin shall not as a rule be required on the importation of the products of one of the Contracting Parties into the territory of the other.

Nevertheless, should one of the Contracting Parties levy on the products of a third country duties higher than those applicable to like products of the other Party, or impose on products of a third country import prohibitions and restrictions not applicable to like products of the other Party, it shall have the right, if necessary, to make the application of reduced charges to products of the other Party, and likewise their admittance, conditional on the production of certificates of origin.

The Contracting Parties undertake to see that no unnecessary formalities in the issue of certificates of origin are allowed to hinder commerce.

The said certificates of origin may be made out by the Customs Office in the place of consignment within the country or at the frontier, or by the competent Chamber of Commerce and Industry. The two Governments may conclude agreements transferring to authorities other than those mentioned above, or to economic associations in either of the two countries, the power to issue certificates of origin which must be accepted by the Customs authorities in the other country. Should the certificates not be issued by a duly authorised Government authority, the Government of the importing country may require them to be endorsed by its own diplomatic or consular

de ses autorités diplomatiques ou consulaires dont le ressort comprend le lieu d'où les marchandises ont été expédiées. Les deux gouvernements fixeront d'un commun accord le montant maximum des droits qui pourront être perçus pour ce visa éventuel.

Les certificats d'origine pourront être rédigés soit dans la langue du pays de destination des marchandises, soit dans celle du pays exportateur ; dans ce dernier cas, les bureaux de douane du pays de destination pourront en exiger la traduction.

Lorsque des produits d'une tierce Puissance seront importés à travers le territoire d'une des Parties contractantes dans le territoire de l'autre, les autorités douanières de cette dernière accepteront également les certificats d'origine délivrés, dans les formes indiquées ci-dessus, par les autorités douanières de l'autre Partie, à la condition que ces certificats attestent que les produits, pendant le transit, sont restés constamment sous la surveillance de la douane.

En cas de doute sur l'origine d'un produit, telle qu'elle ressort du certificat d'origine, ou, d'une manière générale, sur les autres indications contenues dans ce certificat, le pays de destination pourra exiger que l'on procède sur le territoire du pays exportateur aux investigations nécessaires en vue de vérifier la régularité du certificat. Dans ce cas, l'enquête sera effectuée, d'accord avec l'autorité compétente du pays de destination, par les organes désignés à cet effet par le pays exportateur.

Article 21.

Dans les cas où l'une des deux Parties contractantes fera dépendre le traitement d'une marchandise, à l'importation, de conditions spéciales relatives à la composition, au degré de pureté, à la qualité, à l'état sanitaire, à la région de production, ou d'autres conditions analogues, les deux gouvernements rechercheront de concert si les formalités de contrôle accomplies à la frontière pour s'assurer que la marchandise satisfait aux conditions prescrites, pourraient être simplifiées moyennant production de certificats délivrés en bonne et due forme par les autorités compétentes du pays d'exportation.

Si les deux gouvernements se mettent d'accord sur ce point, ils fixeront de concert la procédure à suivre pour établir que les conditions requises sont remplies. En outre, ils désigneront les autorités qui auront qualité pour délivrer des certificats, détermineront le contenu de ces certificats, les règles à suivre pour leur délivrance, les formalités par lesquelles sera garantie l'identité des marchandises et, éventuellement aussi, la procédure à suivre pour le prélèvement des échantillons.

Il est entendu que même lorsque la production des certificats aura été admise, en vertu des accords prévus dans le présent article, le pays de destination aura le droit de vérifier l'exactitude desdits certificats et de s'assurer de l'identité des marchandises.

Article 22.

Dans le transport des voyageurs et de leurs bagages sur les chemins de fer des Parties contractantes il ne sera établi, à conditions égales, aucune différence entre les ressortissants de l'une des Parties et ceux de l'autre, tant en ce qui concerne les prix et le mode de transport qu'en ce qui concerne les taxes et impôts correspondants.

Article 23.

Les marchandises expédiées d'Italie à destination d'une gare allemande, ou en transit à travers le territoire allemand, ne seront pas assujetties, sur les chemins de fer allemands, en ce qui concerne les prix et le mode de transport, ainsi que les taxes et impôts correspondants, à un traitement moins favorable que celui qui est appliqué aux transports similaires de marchandises expédiées d'une gare allemande à une autre dans la même direction et sur le même parcours.

Cette règle sera également applicable, sur les chemins de fer italiens, aux marchandises expédiées d'Allemagne à destination d'une gare italienne, ou en transit à travers le territoire italien.

authority possessing competence in the place of consignment. The two Governments will come to an agreement as to the maximum charges which may be levied for such endorsement.

Certificates of origin may be drawn up either in the language of the country of destination or in that of the exporting country ; in the latter case, the Customs officials in the country of destination may require a translation.

If products of other countries are imported through the territory of one of the Contracting Parties into the territory of the other, the Customs authorities of the latter shall also accept certificates of origin issued in the above-mentioned form by the Customs authorities of the other Party, provided that it is proved by the said certificates that the products in question have remained under Customs supervision throughout the course of transit.

Should an examination of the certificate of origin arouse doubt as to the origin of a product, or should doubt exist in general concerning the other particulars in the certificate, the country of destination may demand that the necessary enquiries shall be carried out in the exporting country in order to ascertain whether the certificate has been regularly issued. In such cases, the enquiries shall be carried out by the organs appointed for this purpose by the Government of the exporting country, in agreement with the competent authority of the country of destination.

Article 21.

If one of the Contracting Parties makes the treatment of goods on importation dependent upon special conditions concerning composition, degree of purity, quality, sanitary condition, region of production, or other similar conditions, the two Governments shall together consider whether the inspection formalities at the frontier for the purpose of ascertaining whether the goods comply with the prescribed conditions can be simplified by means of the production of certificates issued in due form by the competent authorities in the exporting country.

When the two Governments are agreed in the matter, they shall determine together the procedure to be followed for establishing the existence of the conditions prescribed. They shall further name the authorities competent to issue certificates, and shall determine the particulars to be given in the latter, the rules to be followed for their issue, the formalities required as proof of the identity of the goods, and, if necessary, the procedure to be followed for the taking of samples.

It is understood that even if the production of certificates is decided upon in virtue of the agreements mentioned in the present Article, the country of destination shall have the right to verify the accuracy of the statements and to prove the identity of the goods.

Article 22.

In the transport of travellers and their luggage on the railways of the Contracting Parties, no difference shall be made, conditions being equal, between the subjects of the two Parties, as regards rates or means of transport or charges and taxes connected therewith.

Article 23.

Goods consigned from Italy to a German station or in transit through German territory shall not be subjected on the German railways, as regards rates and means of transport or charges and taxes connected therewith, to treatment less favourable than that accorded to similar consignments of goods forwarded between German stations in the same direction and over the same lines.

The same principle shall apply to Italian railways as regards goods consigned from Germany to an Italian station or in transit through Italian territory.

Les dispositions précédentes ne s'étendent pas aux réductions des prix de transport consenties pour des objets charitables ou en faveur d'œuvres d'instruction et d'éducation publique, ni aux réductions accordées pour les transports de personnes ou de marchandises en cas de calamité publique, ni à celles qui sont consenties pour les transports militaires ou applicables aux fonctionnaires et agents des administrations publiques, au personnel des chemins de fer et à d'autres catégories similaires de personnes, ainsi qu'à leur famille.

Article 24.

Les Parties contractantes s'engagent à s'accorder réciproquement les prix de transport qui sont ou seront appliqués sur les chemins de fer, dans la même direction et pour le même parcours, aux transports similaires en provenance ou à destination d'une tierce Puissance.

Cette règle sera également applicable aux prix de transport par les voies de navigation intérieure en ce qui concerne les tarifs combinés par voie ferrée et par voie d'eau, ou les tarifs de transport par les voies d'eau intérieures contrôlées par le gouvernement de l'Etat intéressé.

Article 25.

Les navires de l'une des Parties contractantes jouiront, dans les ports de l'autre, du même traitement, sous tous les rapports, que les navires nationaux. Cette règle est également applicable en ce qui concerne le libre accès dans le port, son utilisation et l'usage complet des installations mises à la disposition des navires ou servant à leurs opérations commerciales.

Article 26.

En ce qui concerne les taxes et droits de tonnage, de port, de pilotage, de phare, de quarantaine ou autres droits et taxes analogues de quelque dénomination que ce soit, perçus au nom ou pour le compte de l'Etat, de fonctionnaires publics, de particuliers, de groupements ou d'institutions de toute nature, les navires de chacune des Parties contractantes jouiront, dans les ports de l'autre, du même traitement que celui qui est appliqué aux navires nationaux.

Article 27.

Tous les navires qui sont considérés comme des navires italiens suivant le droit italien, et tous ceux qui sont considérés comme des navires allemands d'après le droit allemand, seront, aux fins du présent traité, considérés respectivement comme navires italiens et navires allemands.

Les règles et prescriptions de la législation nationale concernant l'armement, l'équipement et les conditions de sécurité des navires de l'une des Parties contractantes, seront également reconnues valables dans les ports de l'autre, en ce qui concerne le transport des marchandises.

L'accord conclu entre l'Allemagne et l'Italie, en date des 17 février et 1er avril 1907, concernant la reconnaissance des certificats de jauge, est remis en vigueur.

Sauf le cas de vente judiciaire, les navires de l'une des Parties contractantes ne pourront acquérir la nationalité de l'autre sans qu'une déclaration de radiation de pavillon ait été délivrée par l'autorité de l'Etat auquel ils appartiennent.

Article 28.

Toutes les marchandises, quelles qu'en soient la nature et la provenance, dont l'importation, l'exportation, le transit ou l'entreposage peuvent avoir lieu sur le territoire de l'une des Parties

The foregoing provisions shall not apply to reduced transport rates for charitable purposes or purposes of public education, or to reductions accorded in respect of the transport of persons or goods in case of public calamity, or to those accorded to military traffic or applicable to public officials and agents, railway personnel, and other similar classes of persons, or their families.

Article 24.

The Contracting Parties undertake to allow one another the transport rates which are or may hereafter be in force on the railways in the same direction and over the same line for like traffic proceeding from or to a third State.

The same principle shall apply to transport rates on inland waterways, so far as concerns combined railway and shipping tariffs or transport tariffs on inland waterways, when the Government of the State in question has control over such tariffs.

Article 25.

Vessels of one of the Contracting Parties shall be treated in the ports of the other in every respect like national vessels. This applies also to free access to the port, utilisation of it, and the full use of the arrangements available for vessels and for their commercial operations.

Article 26.

As regards tonnage, port, pilotage, lighthouse, quarantine, and similar duties and charges of any kind which may be levied in the name or on behalf of the State, public officials, private individuals, corporations or institutions of any description, the vessels of each of the Contracting Parties shall enjoy in the ports of the other the treatment accorded to national vessels.

Article 27.

All vessels which under Italian law are regarded as Italian vessels, and all vessels which under German law are regarded as German vessels, shall be regarded, for the purposes of this Treaty, as Italian and German vessels respectively.

The regulations and provisions of the national legislation concerning the fitting-out, equipment, and conditions of safety of vessels of one of the Contracting Parties shall be recognised as valid in the ports of the other, as regards the transport of goods.

The Agreement between Germany and Italy dated February 17 and April 1, 1907, concerning the recognition of tonnage measurement certificates, shall again be put into force.

Except in the case of a sale by order of the court, vessels of one of the Contracting Parties may not acquire the nationality of the other unless a declaration has been issued by the authority of the State to which they belong to the effect that they have ceased to carry the flag of that State.

Article 28.

All goods, irrespective of their nature and origin, whose importation, exportation, transit or warehousing is permitted in the territory of one of the Contracting Parties if transported on national

contractantes, si elles sont transportées par des navires nationaux, pourront également y être importées, expédiées en transit, entreposées ou en être exportées si elles sont transportées par des navires de l'autre Partie. Dans ces cas, les marchandises jouiront des mêmes avantages et ne seront soumises à aucun droit ou taxe autre ou plus élevé, et à aucune restriction autre ou plus sévère que les marchandises similaires transportées par des navires nationaux.

Cette règle est également applicable, par analogie, aux passagers qui débarquent de navires en provenance de l'étranger ou qui s'embarquent sur des navires en partance pour l'étranger. Dans ce dernier cas, les navires devront se conformer aux dispositions législatives qui ont été ou seront édictées, pour les navires destinés au transport des passagers, par celle des Parties contractantes sur le territoire de laquelle se trouve le port de départ.

Article 29.

Les dispositions de l'article précédent ne s'appliquent pas au traitement spécial qu'une des Parties contractantes accorde à l'importation, sur son territoire, du poisson pêché par les équipages de navires nationaux. Néanmoins, le poisson pêché par les équipages des navires de l'une des Parties bénéficiera, à l'importation sur le territoire de l'autre Partie, d'un traitement aussi favorable que le poisson pêché par les équipages de navires d'une tierce Puissance.

Article 30.

Les navires de chacune des Parties contractantes pourront, lorsqu'ils entreront dans un port de l'autre Partie, soit pour y compléter leur cargaison destinée à l'étranger, soit pour y décharger une partie de leur cargaison en provenance de l'étranger, (opération qui pourra également se faire par transbordement direct) conserver à bord ou réexporter, en observant les lois et les prescriptions du pays, la partie de la cargaison destinée à un autre part du même pays ou d'une tierce Puissance, sans être tenus de payer, pour ladite partie de la cargaison, d'autres droits que ceux de la surveillance. Ces derniers ne pourront pas, d'ailleurs, être plus élevés que ceux qui sont appliqués aux navires nationaux ou aux navires d'une tierce Puissance.

Les navires de chacune des Parties contractantes pourront passer, aux mêmes conditions, d'un port de l'autre Partie contractante à un autre port de celle-ci pour y débarquer des passagers venant de l'étranger ou pour y embarquer des passagers se rendant à l'étranger.

Article 31.

En ce qui concerne le mouillage, le chargement et le déchargement des navires dans les ports, rades, baies ou bassins et, d'une manière générale, pour toutes les formalités et dispositions auxquelles sont soumis les navires, leur équipage et leur cargaison, il ne sera accordé aux navires nationaux ou à ceux d'une tierce Puissance aucun privilège ni aucune faveur qui ne soient également accordés aux navires de l'autre Partie.

Toutefois, les dispositions du présent article ne limitent pas la faculté dont jouissent les autorités compétentes de prendre les mesures qu'elles jugent utiles pour l'administration et l'exploitation du port, à la condition que le principe de l'égalité de traitement entre les navires des deux Parties contractantes, soit respecté.

Article 32.

Les tarifs, les réductions des prix de transport, ou autres faveurs dont l'application est subordonnée à la condition que les marchandises aient été préalablement ou soient ultérieurement transportées par les navires d'une entreprise de navigation nationale ou privée déterminée, ou par une voie de navigation maritime ou intérieure déterminée, seront, dans le territoire de la Partie contractante où ils sont en vigueur, également appliqués, sans autre, dans la même direction et pour le même parcours, aux marchandises qui sont amenées dans un port ou pris dans un port pour être acheminées sur leur dernière destination par des navires de l'autre Partie.

vessels, may also be imported, exported, conveyed in transit, or warehoused in that territory if transported on vessels of the other Party. In such cases, the goods shall enjoy the same benefits and shall not be subjected to duties or charges other or higher, or to restrictions other or more stringent, than those applicable to like goods transported on national vessels.

This principle shall apply also to passengers landing from vessels coming from abroad or embarking on vessels leaving for abroad. In the last-named case, the vessels shall comply with the regulations which have been or may hereafter be issued for passenger vessels by the Contracting Party in whose territory the port of embarkation is situated.

Article 29.

The provisions of the preceding Article shall not be applicable to the special treatment which one of the Contracting Parties accords on importation into its territory for fish caught by crews of national vessels. This notwithstanding, fish caught by crews of vessels of one of the Parties shall be treated on importation into the territory of the other Party not less favourably than fish caught by crews of vessels of any third country.

Article 30.

Vessels of either of the Contracting Parties shall be entitled on arrival at a port of the other Party for the purpose of completing their cargoes destined for abroad or discharging part of their cargoes coming from abroad, and this shall apply also in the case of direct transhipment) to keep on board and re-export, subject to compliance with the laws and regulations of the State in question, the part of their cargo consigned to another port in the same country or in another country, without being required to pay, in respect of the latter part of the cargo, duties of any description other than supervision fees, the rates of which shall not be higher than those applicable to national vessels or vessels of a third State.

Such vessels may proceed, subject to the same conditions, from one port of the other Contracting Party to another port of that Party in order to land passengers coming from abroad or to take on board passengers proceeding abroad.

Article 31.

As regards the berthing of vessels, their loading and unloading in ports, roadsteads, bays, or docks, and generally in connection with all the formalities and regulations applicable to vessels, their crews and their cargoes, no privilege or favour shall be granted to national vessels or to vessels of a third State which are not also accorded to vessels of the other Party.

These provisions, however, shall be without prejudice to the power of the competent authorities to take such measures as they may think fit for the administration and management of the port, subject to observance of the principle of equality of treatment between the vessels of the two Contracting Parties.

Article 32.

Tariffs, reductions on transport rates, and other favours, the application of which is conditional upon the previous or subsequent transportation of the goods on vessels of a specified State or private shipping undertaking or by a specified maritime or internal navigation route, shall also apply *ipso facto* in the territory of the Contracting Party where they are in force, in the same direction and over the same route, to goods arriving in port, or sent on elsewhere from a port, on vessels of the other Party.

Article 33.

L'assimilation des navires d'une des Parties contractantes et de leurs cargaisons aux navires de l'autre et à leurs cargaisons ne s'étend pas :

a) A l'application des lois visant spécialement la marine marchande nationale, en ce qui concerne les primes et autres facilités destinées à encourager les nouvelles constructions et l'exercice de la navigation ;

b) Aux faveurs spéciales accordées aux sociétés de sport nautique ;

c) A l'exercice des services maritimes dans les ports, dans les rades et sur les côtes. Les services maritimes comprennent le remorquage, le pilotage, l'assistance et le sauvetage maritimes ;

d) A l'exercice de la pêche ;

e) A l'émigration et au transport des émigrants. Les dispositions législatives de chacun des deux Etats, en cette matière, ne sont pas touchées par le présent traité.

En ce qui concerne le cabotage, chacune des Parties contractantes aura droit, pour ses navires, à toutes les faveurs et privilèges que l'autre Partie a accordés, ou accordera, à cet égard, à une tierce Puissance, à condition d'accorder elle-même aux navires de l'autre Partie les mêmes faveurs et privilèges sur son propre territoire.

Article 34.

Les navires de l'une des Parties contractantes qui, pour cause de mauvais temps ou d'accident, seront contraints de chercher refuge dans un port de l'autre Partie, pourront y procéder à leurs réparations, se servir de tous les moyens nécessaires à cet effet et reprendre la mer sans être tenus d'acquitter d'autres droits que ceux qui, dans des circonstances analogues, seraient dus par les navires nationaux. Toutefois, au cas où le commandant du navire en réparation se verrait contraint de disposer d'une partie de la cargaison pour faire face à ses dépenses, il sera tenu de se conformer aux prescriptions et aux tarifs en vigueur dans le lieu où il aura abordé.

Article 35.

Au cas où un navire de l'une des Parties contractantes subirait un naufrage, une avarie ou un autre accident de mer sur les côtes ou dans le territoire de l'autre Partie, il sera accordé aux naufragés toute assistance et toutes facilités. En outre, le navire, ses parties et ses épaves, ses instruments et tous autres objets lui appartenant, les papiers du navire trouvés à bord, ainsi que les biens, les marchandises et autres objets qui auront été sauvés du naufrage, y compris ceux qui, jetés à la mer, auront été repêchés, ou, s'ils ont été vendus, le profit retiré de la vente, seront intégralement restitués aux propriétaires respectifs, à leur demande ou à la demande de leurs agents dûment autorisés à cet effet. Dans tous les cas de ce genre, les intéressés n'auront à payer que les frais de sauvetage, de garde ou, d'une manière générale, les droits que les navires nationaux seraient tenus d'acquitter dans des circonstances analogues.

Les épaves, marchandises et objets sauvés du naufrage ne seront, toutefois, exempts de droits de douane que s'ils n'ont pas passé dans la consommation intérieure.

Au cas où lesdits propriétaires ou leurs agents autorisés ne se trouveraient pas sur place, le navire, ses parties et tous autres objets indiqués ci-dessus, appartenant à un ressortissant de l'autre Partie contractante, seront remis à l'autorité consulaire de cette Partie dans la juridiction de laquelle l'accident aura eu lieu. Toutefois, la remise devra être demandée dans le délai fixé par les lois de l'Etat où se sera produit l'accident. Si, à l'occasion de l'accident, le navire, les marchandises et les autres objets donnent lieu à une action en justice, c'est à l'autorité judiciaire compétente du lieu de l'accident qu'il appartiendra de trancher le différend.

Article 36.

Les mesures prises par l'autorité administrative ou financière de l'une des Parties contractantes, en ce qui concerne les émigrants en transit, telles que mesures de police générale, de police

Article 33.

The assimilation of vessels of one of the Contracting Parties and their cargoes to vessels of the other Contracting Party and their cargoes shall not extend to the following :

(a) The application of the special laws on the national mercantile marine, so far as concerns the encouragement of shipbuilding and shipping by means of bounties or other special facilities ;

(b) Favours accorded to yacht clubs ;

(c) Maritime services in ports, roadsteads and on the coast. Maritime services include towage, pilotage, and assistance and life-saving at sea ;

(d) Fishing ;

(e) Emigration or the transport of emigrants. The legislation of the two States in the matter shall not be affected.

As regards the coasting trade, each of the Contracting Parties shall be entitled, for its vessels, to all favours and privileges which the other has accorded or may hereafter accord in the matter to a third Power, provided that it accords the same favours and privileges to vessels of the other Party in its territory.

Article 34.

Vessels of one of the Contracting Parties which may be forced, owing to bad weather or accident, to take shelter in a port of the other Party, shall be allowed to undertake repairs in that port, to employ all the means necessary for such purpose, and to put to sea again, without being bound to pay dues of any description other than those which would be payable by national vessels in like circumstances. This notwithstanding, should the captain of the vessel undergoing repair find it necessary to dispose of part of the cargo to cover costs, he shall be bound to observe the regulations and tariffs in force in the port in which he has taken shelter.

Article 35.

If any vessel of one of the Contracting Parties should run aground or be wrecked or suffer other damage upon the coasts or in the territories of the other Party, the shipwrecked persons shall be given every assistance and facility. Further, the vessel, its parts and wreckage, its equipment and everything else appertaining to it, the ship's papers found on board, and the property, goods and other articles salvaged, including those thrown overboard and recovered, or, in the case of sale, the proceeds of such sale, shall be restored integrally to the owners, at the request of the latter or of their duly authorised agents. In all such cases there shall be paid only the costs of salvage, conservation and, in general, the dues which national vessels would be bound to pay in like circumstances.

Nevertheless, wreckage and goods and articles recovered from the disaster shall be exempt from payment of Customs duties only if not disposed of for consumption within the country.

Should the aforesaid owners or their authorised agents not be on the spot, the vessel, its parts, and the various articles mentioned above, shall be handed over, if they are the property of a subject of the other Contracting Party, to the consular authority of that Party possessing competence in the place where the disaster has occurred. Application for the transfer in question must, however, be made within the period laid down in the legislation of the State in which the disaster has occurred. Should the vessel, goods, or other articles, form the subject of a legal action arising out of the disaster, the decision in regard to the dispute shall rest with the judicial authority within whose jurisdiction the disaster occurred.

Article 36.

Administrative and financial regulations, and likewise regulations concerning police, sanitation, supervision or Customs inspection, that may be introduced by one of the Contracting Parties

sanitaire, de contrôle ou visite douanière, ne devront pas être, pour les émigrants se rendant dans les ports ou dans une autre partie du territoire de l'autre Etat, autres ou plus sévères que celles qui sont appliquées par ladite Partie contractante aux émigrants qui se rendent dans ses propres ports ou dans une autre partie de son territoire.

Article 37.

Les consuls généraux, les consuls, vice-consuls et agents consulaires de chacune des Parties contractantes, régulièrement nommés et admis à exercer leurs fonctions dans le territoire de l'autre Partie, y jouiront de tous les droits, facultés, exemptions, immunités et de tous les honneurs et privilèges dont jouissent et jouiront à l'avenir les fonctionnaires consulaires de même rang de la nation la plus favorisée.

Toutefois, il est convenu qu'aucune des deux Parties contractantes ne pourra revendiquer pour ses fonctionnaires consulaires, en vertu du traitement de la nation la plus favorisée, des droits, facultés, exemptions, immunités, honneurs et privilèges plus étendus que ceux qu'elle accorde aux fonctionnaires consulaires de l'autre Partie contractante.

Article 38.

Au cas où un différend s'élèverait au sujet de l'interprétation ou de l'application du présent traité, et où l'une des Parties contractantes demanderait que ce différend fût soumis à un tribunal arbitral, pour décision, l'autre Partie devra y consentir, même en ce qui concerne la question préjudicielle sur le point de savoir si le différend, étant donné sa nature, doit être déféré au tribunal arbitral.

Le tribunal arbitral sera, pour chaque différend, composé de la manière suivante : chaque Partie nommera comme arbitre un de ses ressortissants, et les deux Parties choisiront pour surarbitre un ressortissant d'une tierce Puissance amie. Si les Parties contractantes ne peuvent s'entendre sur le choix du surarbitre, elles prieront, d'un commun accord, le président de la Cour permanente de Justice internationale de La Haye de bien vouloir désigner le surarbitre.

Les Parties contractantes se réservent le droit de se mettre d'accord à l'avance et pour une période de temps déterminée sur la personne du surarbitre.

Article 39.

Le présent traité, qui est établi en double original, en allemand et en italien, devra être ratifié, et les instruments de ratification devront être échangés, à Rome, dans le plus bref délai possible.

Il entrera en vigueur le lendemain de l'échange des instruments de ratification, et restera en vigueur pendant cinq ans à partir de ce jour. Au cas où aucune des deux Parties contractantes n'aurait, six mois avant l'expiration de ce délai, notifié son intention d'y mettre fin, les dispositions du présent traité resteront obligatoires jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois, à partir du jour où l'une ou l'autre des Parties contractantes l'aura dénoncé.

Toutefois, si l'une des Parties contractantes devait remplacer son tarif douanier actuellement en vigueur par un nouveau tarif, chacune des deux Parties aura le droit de mettre fin à la validité du présent traité, en le dénonçant, moyennant préavis de trois mois ; il reste toutefois entendu que cette dénonciation ne pourra avoir lieu à une date antérieure au 1er août 1927.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent traité et y ont apposé leur sceau.

Fait à Rome, le 31 octobre 1925.

(L. S.) C. von Neurath. *(L. S.)* Benito Mussolini.

(L. S.) Wilhelm Denhard.

in regard to emigrants in transit, shall not, in the case of emigrants proceeding to the ports or elsewhere in the territory of the other State, be other or more burdensome than those established by the Contracting Party in question for emigrants proceeding to its own ports or elsewhere in its own territory.

Article 37.

Consuls-general, consuls, vice-consuls, and consular agents of either of the Contracting Parties, who have been duly appointed and admitted to the exercise of their functions in the territory of the other, shall enjoy there all the rights, facilities, exemptions, immunities, and all the honours and privileges that are accorded, or may hereafter be accorded, to consular officials of equal rank belonging to the most favoured nation.

It is agreed, however, that neither of the Contracting Parties shall be entitled, on the ground of most-favoured-nation treatment, to claim for its own consular officials rights, facilities, exemptions, immunities, honours, or privileges, more extensive than those accorded by it to the consular officials of the other Contracting Party.

Article 38.

In the event of dispute as to the interpretation or application of the present Treaty, should one of the Contracting Parties request that the said dispute be submitted for decision to an arbitral tribunal, the other Party shall consent to this procedure, and this shall apply also to the preliminary question whether the dispute is of a nature to be referred to the arbitral tribunal.

The arbitral tribunal shall be constituted *ad hoc* as follows: each Party shall appoint one of its nationals as arbitrator, and the two Parties shall select as umpire a national of a friendly third Power. Should the Contracting Parties fail to agree on the choice of the umpire, they shall apply jointly to the President of the Permanent Court of International Justice at The Hague to appoint him.

The Contracting Parties reserve the right to appoint a person beforehand for a definite period to act as umpire.

Article 39.

The present Treaty, made in two originals, one in German and the other in Italian, shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged, at Rome, as soon as possible.

It shall enter into force on the day after the exchange of ratifications, and shall remain valid for five years from that date. If, six months before the expiry of that period, neither of the Contracting Parties shall have given notice to the other to terminate the said Treaty, it shall remain in force for six months after its denunciation by either Contracting Party.

Should, however, either Contracting Party replace its existing customs tariff by a new one, either Party shall have the option of terminating the present Treaty at three months' previous notice, but no such denunciation can be notified before August 1, 1927.

In faith whereof, the Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have affixed their seals thereto.

Done at Rome, October 31, 1925.

(L. S.) C. von Neurath. *(L. S.)* Benito Mussolini.

(L. S.) Wilhelm Denhard.

TARIF A.

DROITS D'IMPORTATION EN ALLEMAGNE.

Numéros du tarif allemand	Désignation des marchandises	Droits par 100 kg. en Reichsmarks
10	Riz, non glacé	2,50
ex 13	Graines de moutarde	3
18	Graines de trèfle rouge et de luzerne	3,50
	Autres graines de trèfle	6
ex 23	Pommes de terre, fraîches ; du 1er avril au 31 juillet	1,50
ex 28	Chanvre, brut, nettoyé, roui, teillé, écangué, dégraissé	exempt
	Note. — L'étoupe de chanvre est exempte de droits.	
	Note ad N° 29. — Les réductions de droits que l'Allemagne accorde à une tierce Puissance pour les feuilles de tabac d'un genre et provenance déterminés, rentrant sous le N° 29 du tarif général, seront appliquées également aux feuilles de tabac similaires de production italienne.	
ex 33	Plantes potagères fraîches :	
	Artichauts et fenouil	2
	Melons	3
	Rhubarbe	6
	Asperges : du 1er avril au 30 juin	10
	Tomates :	
	Du 1er mai au 15 juin	2
	Du 16 juin au 30 septembre	1,50
	Choux-fleurs :	
	Du 1er novembre au 31 mai	2,50
	Du 1er juin au 31 octobre	5
	Carottes et céleri	5
	Petits pois : du 16 avril au 15 juillet	5
	Haricots : du 1er mai au 30 septembre	4
	Salade verte : du 1er décembre au 31 mars	3
	Concombres : du 16 avril au 15 septembre	5
	Oignons	1
	Ail :	
	Du 1er juillet au 31 janvier	2
	Du 1er février au 30 juin	7
	Autres plantes potagères qui ne sont dénommées ni dans le tarif général, ni ci-dessus	6
ex 34	Feuilles de laurier et de sauge, *asperula odorata* et autres feuilles et herbes servant à l'assaisonnement des aliments et des boissons, séchées, à l'exception du thé du Paraguay (maté)	4
36	Artichauts, melons, champignons, rhubarbe, asperges, tomates, en morceaux, pelés, pressés, séchés à l'air ou à l'étuve, cuits ou frits ou ayant subi une autre préparation simple :	
	Artichauts, melons, rhubarbe	20
	Champignons, asperges	25
	Tomates	5
	Note. — Le droit réduit pour les tomates ayant subi une préparation simple et rentrant sous le N° 36, est également applicable aux conserves de tomates ayant subi une préparation simple, dans la mesure où elles ne sont pas renfermées dans des récipients hermétiquement clos.	

TARIFF A.

DUTIES ON IMPORTS INTO GERMANY.

No. in German Tariff	Description of Goods	Reichsmarks per 100 kilos
10	Rice, not cleaned	2.50
ex 13	Mustard seed	3
18	Red clover seed and lucerne seed	3.50
	Other clover seed	6
ex 23	Potatoes, fresh : from April 1 to July 31	1.50
ex 28	Hemp, raw, cleaned, retted, heckled, swingled and scoured	free
	Note. — Tow is duty free.	
	Note to No. 29. — Any reduction of duty which Germany may accord to a third country for tobacco-leaves of specified kinds and origin falling under No. 29 of the General Tariff shall be extended to similar kinds of tobacco-leaves of Italian production.	
ex 33	Kitchen vegetables, fresh :	
	Artichokes, fennel	2
	Melons	3
	Rhubarb	6
	Asparagus : from April 1 to June 30	10
	Tomatoes :	
	From May 1 to June 15	2
	From June 16 to September 30	1.50
	Cauliflowers :	
	From November 1 to May 31	2.50
	From June 1 to October 31	5
	Carrots, celery	5
	Peas : from April 16 to July 15	5
	Beans : from May 1 to September 30	4
	Lettuce : from December 1 to March 31	3
	Cucumbers : from April 16 to September 15	5
	Onions	1
	Garlic :	
	From July 1 to January 31	2
	From February 1 to June 30	7
	Other fresh kitchen vegetables not specified in the General Tariff or above	[illegible]
ex 34	Laurel leaves, sage leaves, woodruff (*asperula odorata*) and other leaves and herbs used for seasoning food or other edible articles, dried, except Paraguay tea (maté)	4
36	Artichokes, melons, fungi, rhubarb, asparagus, tomatoes, broken up, husked, pressed, dried or kiln-dried, roasted or otherwise simply prepared :	
	Artichokes, melons, rhubarb	20
	Asparagus, fungi	25
	Tomatoes	5
	Note. — The reduced duty for simply-prepared tomatoes falling under No. 36 applies also to simply-prepared preserves of tomatoes, provided that they are not imported in hermetically-sealed receptacles.	

Numéros du tarif allemand	Désignation des marchandises	Droits par 100 kg. en Reichsmarks
36	*Note* (Suite). — Les plantes potagères qui rentrent sous le N° 36, y compris les conserves de tomates, sont considérées comme ayant subi une préparation simple, même lorsqu'elles ont été salées ou conservées dans l'eau salée.	
ex 37	Plantes potagères en saumure, en tonneaux pesant plus de 10 kg. :	
	Choux-fleurs	6
	Concombres	8
ex 38	Arbres, plants de vigne, arbustes, arbrisseaux, scions destinés à la transplantation et autres plantes vivantes, avec ou sans mottes de terre, même en pots, en cuvelles ou caisses ; greffes, entes :	
	Plantes en pots :	
	Palmiers	30
	Lauriers	20
	Araucarias et aspidistras	60
	Plantes sans mottes de terre :	
	Arbres fruitiers	23
	Autres	40
	Rosiers	42
	Autres ; non dénommés dans le tarif général :	
	Palmiers avec mottes de terre, même en cuvelles ou en caisses	20
	Lauriers avec mottes de terre, même en cuvelles ou en caisses	15
	Araucarias et aspidistras avec mottes de terre, même en cuvelles ou en caisses	30
	Azalées des Indes aux boutons desquelles on ne peut encore distinguer la couleur des fleurs, avec mottes de terre, même en cuvelles ou en caisses, du 1er mars au 30 avril.	25
41	Fleurs, inflorescences, pétales et boutons, pour bouquets ou pour ornements, frais :	
	Du 1er décembre au 30 avril	100
	Du 1er mai au 30 novembre	130
42	Feuilles, herbes, rameaux (même avec fruits) pour bouquets ou ornements, frais :	
	Feuilles et branches de laurier et feuilles de magnolia	25
	Autres, du 1er décembre au 31 mars	75
44	Fleurs, feuilles (y compris les palmes et les feuilles de palmiers découpées pour éventail), inflorescences, pétales, herbes, mousse marine, boutons, rameaux (même avec fruits) pour bouquets ou pour ornements, séchés, imprégnés ou autrement préparés pour en assurer la conservation, même teints	40
	Note. — Articles du N° 44, séchés, blanchis, imprégnés ou autrement préparés pour en assurer la conservation, expédiés directement à la maison qui doit les travailler ou les transformer, sur permis délivré conformément aux prescriptions de détail du ministre des Finances du Reich.	exempts
ex 45	Raisins frais (de table) :	
	Importés par colis postaux pesant jusqu'à 5 kg. inclusivement, du 1er août au 30 novembre	5
	Importés d'autre manière, en récipients pesant 15 kg. ou moins, du 1er août au 30 novembre	7
ex 46	Noix et noisettes, non mûres (vertes) et mûres, même décortiquées, moulues ou autrement réduites, ou ayant subi une préparation simple	2

No. in German Tariff	Description of Goods	Reichsmarks per 100 kilos
36	*Note* (cont.). — Kitchen vegetables falling under No. 36, including tomato preserves, are considered as simply prepared, even if they are salted or preserved in salt water.	
ex 37	Kitchen vegatables preserved in brine, in casks weighing not more than 10 kilos :	
	Cauliflowers	6
	Cucumbers	8
ex 38	Trees, vines, bushes, shrubs and cuttings for transplanting, and other live plants with or without clods of mould, even when in pots and tubs ; grafts :	
	Plants in pots :	
	Palms	30
	Laurel trees	20
	Araucarias, aspidistras	60
	Plants without mould-clods :	
	Fruit-trees	23
	Other.	40
	Rose-trees.	42
	Others, not mentioned in the General Tariff :	
	Palms with clods of mould, even when in tubs or buckets	20
	Laurel-trees with clods of mould, even when in tubs or buckets	15
	Araucarias and aspidistras with clods of mould, even when in tubs or buckets	30
	Indian azaleas, the colour of whose flowers is not yet recognisable from the buds, with clods of mould, even when in tubs or buckets : from March 1 to April 30	25
41	Flowers, blossoms, petals and buds for wreaths or decoration, fresh :	
	From December 1 to April 30	100
	From May 1 to November 30	130
42	Leaves, grass, branches (with or without fruit) for wreaths or decoration, fresh :	
	Laurel leaves and branches, magnolia leaves.	25
	Other : from December 1 to March 31	75
44	Flowers, leaves (also palms and palm leaves cut into fans), blossoms, petals, grasses, sea moss, buds, branches (with or without fruit) for wreaths or decoration, dried, impregnated or otherwise treated in order to be preserved, even when dyed	40
	Note. — Articles specified in No. 44 when dried, bleached, impregnated or otherwise treated with a view to being further worked up or completed in the appropriate industry, under licence in accordance with further regulations to be issued by the Minister of Finance of the Reich . . .	free
ex 45	Grapes (in bunches), fresh (table grapes) :	
	Sent by post in packages weighing not more than 5 kilos : from August 1 to November 30	5
	Otherwise imported, in packages weighing 15 kilos or less : from August 1 to November 30	7
ex 46	Walnuts and hazelnuts, unripe (green) or ripe, even if shelled, ground, or otherwise broken up or simply prepared	2

Numéros du tarif allemand	Désignation des marchandises	Droits par 100 kg. en Reichsmarks
ex 47	Pommes, fraîches :	
	Non emballées :	
	Du 25 septembre au 31 décembre	2
	Du 1er janvier au 24 septembre	4,50
	Emballées :	
	Seulement en sacs d'au moins 50 kg. (poids brut), du 25 septembre au 31 décembre	2,50
	Dans un autre emballage	7
	Poires et coings, frais :	
	Non emballés :	
	Du 1er juillet au 31 août	4,50
	Du 1er septembre au 30 novembre	2
	Du 1er décembre au 30 juin	6
	Emballés :	
	Seulement en sacs d'au moins 50 kg. (poids brut), du 1er septembre au 30 novembre	2,50
	Dans un autre emballage	7
	Note. — Les pommes, poires et coings frais sont traités comme non emballés lorsqu'ils sont importés en vrac dans des véhicules. Ce traitement n'est pas modifié du fait que les véhicules sont simplement divisés en compartiments par des cloisons verticales, à la condition que le nombre de compartiments, pour les wagons de chemin de fer, ne soit pas supérieur à cinq ; le fond et les parois latérales des véhicules, ainsi que la couche supérieure des fruits, peuvent être recouverts de paille, de papier ou d'emballages similaires.	
	Abricots et pêches, frais	5
	Cerises et griottes fraîches	4
	Myrtilles et baies de genévrier, fraîches	3
ex 51	Oranges et mandarines, fraîches	3,25
	Citrons, frais	exempts
	Cédrats et oranges amères, frais	2
ex 52	Figues :	
	En récipients pesant 5 kg. ou moins	8
	Dans d'autres récipients	4
	Note. — Sous cette rubrique sont également classées les figues pressées en rouleaux ou en barres.	
ex 54	Amandes séchées, avec ou sans coque	4
ex 55	Caroubes, même moulues	2
	Pignes mûres (séchées) ; pignes mûres ou non, décortiquées, moulues ou morcelées ; châtaignes comestibles (marrons), même décortiquées, moulues ou autrement réduites	4
56	Citrons, découpés ou pelés, trempés dans l'eau de mer ou l'eau salée	4
ex 57	Oranges amères, non mûres (vertes ou jaunes, pelées ou non), même conservées dans l'eau salée	2
58	Ecorces de fruits du Midi (zestes de fruits du genre *citrus*) fraîches, (même conservées dans l'eau salée), séchées, moulues ; cédrats découpés et trempés dans l'eau de mer ou l'eau salée	2
ex 59	Jus de citron ne contenant ni éther ni alcool, non réduit par la cuisson ou réduit par la cuisson sans addition de sucre, même stérilisé	1
ex 66	Paprica frais (vert ou même d'autre couleur)	exempt
ex 77	Bois de bruyère, non ouvré ou coupé en morceaux	exempt
93	Bois de quebracho et autres bois à tan, en blocs, même moulus, râpés ou autrement réduits	exempts

No. in German Tariff	Description of Goods	Reichsmarks per 100 kilos
ex 47	Apples, fresh :	
	Not packed :	
	From September 25 to December 31	2
	From January 1 to September 24	4.50
	Packed :	
	In sacks weighing gross at least 50 kilos : from September 25 to December 31	2.50
	Otherwise packed	7
	Pears and quinces, fresh :	
	Not packed :	
	From July 1 to August 31	4.50
	From September 1 to November 30	2
	From December 1 to June 30	6
	Packed :	
	In sacks weighing gross at least 50 kilos : from September 1 to November 30	2.50
	Otherwise packed	7
	Note. — Fresh apples, pears and quinces are to be treated as not packed if they are imported loose in vehicles. This treatment will be applied even if the vehicles are divided merely by vertical walls, making in the case of railway wagons not more than five compartments, or if the bottom and walls of the vehicle and the upper surface of the fruit are covered with straw, paper or similar packing materials.	
	Apricots and peaches, fresh	5
	Cherries and mazards, fresh	4
	Bilberries and juniper-berries, fresh	3
ex 51	Oranges, fresh	3.25
	Lemons, fresh	free
	Cedrates and bitter oranges, fresh	2
ex 52	Figs :	
	In packages weighing 5 kilos or less	8
	Otherwise packed	4
	Note. — Figs pressed in rolls or slabs are dutiable under Tariff No. 52.	
ex 54	Almonds (with or without shells), dried	4
ex 55	Carob-beans, even ground	2
	Pine-kernels, ripe (dried) ; pine-kernels, ripe or unripe, shelled, ground or otherwise broken up , edible chestnuts, even decorticated, ground or otherwise broken up	4
56	Citrons, cut up or without the rind, in brine or salt water	4
ex 57	Bitter oranges, unripe (green or yellow, with or without peel), even preserved in brine	2
58	Southern fruit peels (peels of citrous fruits), fresh (also in brine), dried, ground ; cedrates cut up and preserved in sea-water or brine	2
ex 59	Lemon juice, containing neither ether nor alcohol, unboiled, or boiled without admixture of sugar, even if sterilised	1
ex 66	Paprika (Spanish pepper), fresh (green or other colours)	free
ex 77	Heather wood, unwrought or cut into pieces	free
93	Quebracho wood and other tanning woods in blocks, also ground up, grated or otherwise broken up	free

Numéros du tarif allemand	Désignation des marchandises	Droits par 100 kg. en Reichsmarks
94	Algaroba (extrait d'inga), bablah, divi-divi, cupules de gland, noix de galle, galles ou gallons, myrobalans, sumac, avelanèdes et autres matières à tanner non dénommées ailleurs dans le tarif général, même moulus ; cachou, brun et jaune (gambir) brut ou purifié ; kino	exempts
ex 99	Manne (et sucre de manne).	exempte
ex 107	Poules de toute espèce et autres volailles vivantes, à l'exception des oies	6
	Note ad ex 114. — Les réductions qui seraient accordées par l'Allemagne à une tierce Puissance pour les spécialités de saucisses ou saucissons de viande d'animaux domestiques, seront étendues aux salamis, mortadelle, cresponi, zamponi et cotechini de production italienne.	
ex 117	Poissons préparés d'une manière simple, avec vinaigre, huile ou épices, en barils	12
	Note. — Seront également classées sous le N° ex 117 les «anguilles marinées» cuites et préparées au vinaigre et au sel.	
ex 135	Fromages, à l'exclusion des fromages en emballages de détail pesant brut 2 kg. ½ ou moins :	
	stracchino, gorgonzola, fontina, parmesan (dit parmigiano, reggiano, lodigiano), caciocavallo, provolone, montasio et pecorino	20
	Belpaese	25
	Notes. —	
	I. Au cas où un droit inférieur à ceux qui sont établis pour les fromages compris sous le N° ex 135 serait accordé par l'Allemagne à une tierce Puissance quelconque, pour une autre sorte ou spécialité de fromage, le même droit sera appliqué aux fromages italiens sus-indiqués, suivant qu'il s'agit de fromage à pâte molle ou à pâte dure.	
	II. Pour déterminer en douane le genre du fromage, on ne devra pas tenir compte uniquement de la forme ou de l'aspect extérieur du produit.	
ex 136	Oeufs de volaille, crus ou simplement cuits dans leur coquille, même teints, peints ou autrement décorés	5
ex 159	Eponges (éponges de mer), ouvrées (lavées ou blanchies), même montées sur du fer blanc ou des matières analogues (éponges pour ardoises d'écoliers ou pour tableaux noirs)	50
163	Riz, glacé.	2,50
ex 166/7	Huiles grasses :	
ex 166	En futailles :	
	Huile d'olive pure ; huile de grignons *(Lavatöl)* huile extraite par le sulfure de carbone ; huile de ricin.	exemptes
	Note. — L'huile d'olive pure avec une teneur en acides gras libres (calculés en acide oléique) ne dépassant pas 20 % est exempte de droits.	
ex 167	Dans d'autres récipients :	
	Huile d'olive pure	10
	Huile de ricin :	
	En estagnons pesant 15 kg. ou moins (contenant et contenu)	8
	En d'autres estagnons	4
ex 178/9	Alcools :	
ex 178	En récipients d'une capacité de 15 litres ou plus :	
	Esprit de marasque *(Marascasprit)*	500

No. in German Tariff	Description of Goods	Reichsmarks per 100 kilos
94	Algarobilla, bablah, divi-divi, acorn cups, gallnuts, galls, myrobalans, sumach, valonia, and other tanning materials not separately mentioned in the General Tariff, whether ground or not ; brown and yellow cutch (gambier), raw or refined ; kino	free
ex 99	Manna (and mannite)	free
ex 107	Fowls of all kinds and other live poultry (except geese)	6
	Note to ex 114. — Any reductions of duty which Germany may accord to a third country in respect of special kinds of meat sausages shall also apply to salami, mortadelle, cresponi, zamponi, and cotechini of Italian origin.	
ex 117	Fish, simply prepared with vinegar, oil or spices, in kegs	12
	Note. — No. 117 also includes so-called " marinated eels ", prepared by boiling, and with vinegar and salt.	
ex 135	Cheese, except those in packets of 2 ½ kilos gross or less :	
	Stracchino, Gorgonzola, Fontina, Parmesan (Parmigiano, Reggiano, Lodigiano), Caciocavallo, Provolone, Montasio, and Pecorino	20
	Belpaese.	25
	Notes.	
	I. If Germany should accord to a third country a special rate of duty, for any other special kinds of cheese, lower than the rates applicable to the kinds falling under No. 135, such reduced rate shall apply to the above-mentioned Italian cheeses, according as soft or hard cheese is in question.	
	II. In the Customs examination to determine the kind of cheese, the outward appearance and the shape of the goods will not serve as the only basis.	
ex 136	Eggs of poultry, raw or only cooked in the shell, even dyed, painted or ornamented in any other way	5
ex 159	Sponges (sea-sponges), prepared (washed or bleached), even fixed in tinplate or similar holders (writing-tablet sponges)	50
163	Rice, pearled.	2.50
ex 166/7	Fatty oils :	
ex 166	In casks :	
	Olive oil, pure ; olive husk oil and oil extracted by sulphide of carbon ; castor oil	free
	Note. — Olive oil, pure, containing not more than 20 per cent of free fatty acid (calculated as oleic acid) is duty free.	
ex 167	In receptacles other than casks :	
	Olive oil, pure	10
	Castor oil :	
	In tins weighing gross 15 kilos or less	8
	In other tins	4
ex 178/9	Spirits :	
ex 178	In receptacles of 15 litres or more in capacity :	
	Marasca spirit.	500

Numéros du tarif allemand	Désignation des marchandises	Droits par 100 kg. Ren eichsmarks
(Suite)	Alcools :	
ex 179	Dans d'autres récipients :	
	Liqueur de marasquin de Zara en bouteilles d'origine d'une capacité non supérieure à un litre	600
	Esprit de marasque *(Marascasprit)*	500
	Notes ad ex 178/9. —	
	I. L'application des droits conventionnels établis pour l'esprit de marasque *(Marascasprit)* et pour la liqueur de marasquin de Zara est subordonnée aux conditions suivantes : chaque expédition devra être accompagnée d'un certificat, et l'importation devra s'effectuer par des bureaux de douane déterminés. Les deux gouvernements se mettront d'accord sur les autorités ayant qualité pour délivrer lesdits certificats, sur le contenu desdits certificats, ainsi que sur les bureaux de douane par lesquels l'importation devra s'effectuer.	
	II. Le droit de 500 marks établi pour l'esprit de marasque *(Marascasprit)*, aux Nos ex 178/9, est applicable jusqu'à concurrence d'une quantité globale de 150 hectolitres d'alcool par année civile.	
	III. Les facilités que l'Allemagne accorderait pour une spécialité quelconque de liqueurs à une tierce Puissance seront étendues aux liqueurs italiennes : « Maraschino », « Mandarinetto », « Fernet » et « Strega ».	
ex 180	Vin et moût frais de raisins, même stérilisés :	
	En récipients d'une contenance de 50 litres ou plus :	
	Ayant une teneur alcoolique naturelle : moût frais :	
	Rouge	32
	Blanc	45
	Ayant une teneur alcoolique renforcée :	
	Marsala d'une teneur alcoolique comprise entre 140 gr. et 180 gr. par litre.	32
	En d'autres récipients, d'une teneur alcoolique renforcée :	
	Marsala d'une teneur alcoolique comprise entre 140 gr. et 180 gr. par litre.	55
	Notes. —	
	I. Les réductions de droits que l'Allemagne accorderait à une tierce Puissance pour une espèce quelconque de vins, de teneur alcoolique naturelle, seront également appliquées aux vins similaires, ayant teneur alcoolique naturelle, de production italienne.	
	II. Les réductions de droits que l'Allemagne accorderait à une tierce Puissance pour des vins de coupage, seront également appliquées aux vins de coupage similaires de production italienne.	
	III. Les réductions de droits que l'Allemagne accorderait à une tierce Puissance pour des vins ayant une teneur alcoolique renforcée, d'espèce et d'origine spéciales, seront également appliquées au vin de Marsala visé ci-dessus.	
ex 181	Moût de raisins cuit avec ou sans addition de sucre ou autrement condensé (sirop de raisin) exempt d'alcool, stérilisé, en bouteilles	80
ex 182	Vermouth d'une teneur alcoolique ne dépassant pas 180 gr. et d'une teneur en extrait sans sucre au moins égale à 18 gr., par litre :	
	En récipients d'une capacité de 15 litres ou plus	25
	En récipients autres	35

No. in German Tariff	Description of Goods	Reichsmarks per 100 kilos
(Continued) ex 179	Spirits :	
	In other receptacles :	
	Zara Maraschino in original bottles with a capacity of not more than 1 litre	600
	Marasca spirit.	500
	Notes to ex 178/9.	
	I. *Marasca* spirit and Zara Maraschino will only be cleared at the conventional rates if each consignment is accompanied by a certificate and import takes place through specified Custom-Houses. The two Governments will come to an agreement as to what authorities are authorised to issue these certificates, and as to the form of the certificates and the Custom-Houses through which import may take place.	
	II. The conventional rate of 500 R. M. established for *Marasca* spirit (ex Tariff Nos. 178/9) only applies to a maximum annual import of 150 hectolitres of alcohol.	
	III. Any reductions of duty which Germany may accord to a third country for special kinds of liqueurs shall be extended to Maraschino, Mandarinetto, Fernet, and Strega, of Italian origin.	
ex 180	Wine and fresh grape-must, even sterilised :	
	In receptacles of a capacity of 50 litres or more :	
	With natural alcoholic content ; fresh must :	
	Red	32
	White	45
	With strengthened alcoholic content :	
	Marsala with an alcoholic content of not less than 140 but not more than 180 grammes per litre	32
	In other receptacles, with strengthened alcoholic content :	
	Marsala with an alcoholic content of not less than 140 but not more than 180 grammes per litre	55
	Notes.	
	I. Any reductions of duty which Germany may accord to a third country in respect of wines of any sort with natural alcoholic content shall be extended to similar wines of Italian origin.	
	II. Reductions accorded to mixed wines from a third country shall be applied to similar Italian mixed wines.	
	III. If Germany accords reduced duties to a third country in respect of wines with strengthened alcoholic content of a specified kind and origin, such duties shall be applied to Marsala of the above-specified kinds.	
ex 181	Grape-must, boiled down with or without sugar or otherwise condensed (grape syrup), free from alcohol, sterilised in bottles . .	80
ex 182	Vermouth with an alcoholic content of not more than 108 grammes, and containing at least 18 gr. of sugar-free extract per litre :	
	In receptacles of a capacity of 15 litres or more	25
	In other receptacles	35

Numéros du tarif allemand	Désignation des marchandises	Droits par 100 kg. en reichsmarks
ex 192	Déchets de riz (provenant du décortiquage et du glaçage du riz) même moulus, ne pouvant servir que de nourriture pour le bétail	exempts
ex 193	Résidus solides de la fabrication des huiles grasses, même moulus ou sous forme de pains (tourteaux)	exempts
ex 200	Pâtes alimentaires (nouilles et autres produits similaires non cuits, de farine, de gruau et de gluten)	25 (outre le droit sur le blé)
ex 202	Marrons et autres fruits y compris les fruits du Midi, les écorces de fruits du Midi, confits au sucre (candis, glacés)	100
ex 208	Poudre de lait, sans addition de sucre	40
213	Jus de fruits (à l'exception du jus de raisins) et de plantes, ne contenant ni éther ni alcool, additionnés de sucre ou de sirops, ou cuits (condensés) après addition de sucre ou de sirop, y compris les marmelades et les gelées végétales ; vinaigres de framboises	60
ex 216	Olives, même au vinaigre, à l'huile ou en saumure ; tomates et choux-fleurs préparés finement pour l'usage de la table ; câpres ; petits concombres (dits « cetriolini »), en futailles, en saumure ou au vinaigre avec addition d'épices des Nos 66 et 67 du tarif, même avec addition d'autres plantes potagères	30
	Artichauts finement préparés pour l'usage de la table	40
	Mostarde (fruits entiers ou non, macérés dans du sirop additionné de glucose et de moutarde)	60
	Fruits conservés au sucre	80
ex 219	Articles alimentaires et de consommation en récipients hermétiquement fermés, à moins que, de par leur nature, ils ne soient soumis à des droits plus élevés :	
	Olives, au vinaigre, à l'huile ou en saumure ; sardines et anchois, y compris les filets de sardines et d'anchois, à l'huile, même avec faible addition de câpres ; sardines autres qu'à l'huile ; conserves de thon	30
	Conserves de tomates (sauce)	15
	Fruits conservés sans sucre	50
ex 225	Pierre ponce et tripoli, brut, moulu ou lavé, non conditionné pour la vente au détail : moulés en briques	0,25
	Autres :	
	Bruts	exempts
	Moulus ou lavés	0,25
ex 231	Talc brut, même moulu	exempt
ex 233	Plaques et tableaux d'ardoise, bruts	0,90
ex 234	Marbre et albâtre, bruts ou simplement dégrossis, même sciés, mais au plus sur trois côtés, ou en plaques non fendues, non sciées (taillées) ; albâtre et marbre moulus	exempts
	Note. — Les pierres appartenant à la catégorie désignée ci-dessus seront aussi traitées comme simplement dégrossies, lorsque, indépendamment du dégrossissage effectué pour en faciliter le transport, elles ont subi un travail complémentaire uniquement au marteau ou à la pointe, de telle façon qu'elles présentent une forme quadrangulaire régulière avec des faces aplanies, c'est-à-dire exemptes de dépressions et de renflements notables, et qu'elles présentent des arêtes d'allure régulière.	
ex 236	Autres terres et matières minérales brutes, non dénommées ni comprises, dans une autre partie du tarif général, même calcinées lavées, moulues ou nettoyées	exemptes

No in German Tariff	Description of Goods	Reichsmarks per 100 kilos
ex 192	Rice refuse (refuse from husking and pearling rice), ground or not, exclusively for use as food for cattle	free
ex 193	Residues, solid, from the manufacture of fatty oils, even if ground or in the form of cakes (oil-cakes)	free
ex 200	Alimentary pastes (noodles and similar unbaked products, of flour, groats, or gluten)	25 (in addition to wheat duties)
ex 202	Chestnuts, fruits, Southern fruits and Southern fruit peels, sugar-coated (candied, glacé)	100
ex 208	Milk powder, without addition of sugar	40
213	Fruit juices (with the exception of grape juice), and juices of plants, not containing ether or alcohol, mixed with sugar or syrup, or cooked (condensed), after addition of sugar or syrup, including vegetable jams and jellies ; raspberry vinegar	60
ex 216	Olives, even preserved in vinegar, oil or brine ; tomatoes and cauliflowers finely prepared for table use ; capers ; small cucumbers (*Cetriolini*) in casks, salted or preserved in vinegar, with the addition of spices enumerated in Nos. 66 and 67, also with the addition of other kitchen vegetables	30
	Artichokes finely prepared for table use	40
	Table pickles (whole or cut-up fruits, preserved in syrup with the addition of grape-sugar (glucose) and mustard)	60
	Fruit boiled down with sugar	80
ex 219	Foodstuffs and consumable articles in hermetically-sealed receptacles, provided that they do not in themselves fall under higher rates of duty :	
	Olives, preserved in vinegar, oil or brine ; sardines and anchovies, fillets of such, in oil, even with small addition of capers ; sardines preserved otherwise than in oil ; tunny preserves	30
	Tomato pulp (*salsa di pomodori*)	15
	Fruit, boiled down without sugar	50
ex 225	Pumice stone and tripoli, raw, ground, or washed, not made up for retail sale :	
	In the form of bricks	0.25
	Other :	
	Raw	free
	Ground or washed	0.25
ex 231	Talc, raw, also ground	free
ex 233	Rough table slates and slabs	0.90
ex 234	Marble and alabaster, rough or merely rough-hewn, even sawn (but on not more than three sides), or in unsplit unsawn slabs, ground or not	free
	Note. — Stones of the above-mentioned kind are treated as merely rough-hewn, even if, in addition to being rough hewn for transport, they have been further treated with hammer or chisel in such a way as to present regular quadrangular shapes with smooth sides (i.e., free of any considerable hollows or protuberances) and regular edges.	
ex 236	Other earths and raw materials of mineral origin, not specified or included elsewhere in the General Tariff, whether burnt, washed, ground, cleansed, or not	free

Numéros du tarif allemand	Désignation des marchandises	Droits par 100 kg. en Reichsmarks
265	Mercure et amalgames	exempt
ex 270	Soufre, brut ou raffiné, même pulvérisé	exempt
	Note. — La fleur de soufre est comprise sous le N° ex 270.	
275	Acide borique et borax (borate de soude)	3
ex 279	Acide citrique	10
ex 317 V	Citrate de calcium	exempt
ex 353	Huiles volatiles (essentielles) de fruits du genre *citrus* (essence d'orange, de citron, de bergamote, de mandarine, etc.) . . .	20
368	Allumettes-bougies en stéarine, cire, ou matières analogues . .	50
ex 384	Extraits pour le tannage, non dénommés dans une autre partie du tarif général :	
	Liquides	2
	Solides	4
ex 385	Jus de réglisse :	
	Additionné de sucre, de miel, d'huile d'anis, de sel ammoniac ou d'autres matières relevant le goût, ou de substances médicinales, ou conditionné pour la vente au détail	60
	Autre jus de réglisse, brut ou purifié, même en bâtons simplement emballés en vrac	exempt
	Note. — Ne sont considérés comme emballés en vrac que les bâtons lisses, emballés simplement dans des caisses ou autres récipients d'une certaine grandeur, employés directement pour l'expédition, même lorsque les bâtons sont séparés par des feuilles de papier ou autres matières similaires, exclusivement en vue d'empêcher qu'ils n'adhèrent les uns aux autres. Les bâtons qui sont divisés en bouchées par des entailles, encoches ou autres moyens, ou qui sont importés dans une enveloppe spéciale de papier ou dans de petits récipients doivent être taxés comme jus de réglisse conditionné pour la vente au détail.	
ex 391	Soie grège non teinte :	
	Non moulinée ou moulinée une seule fois	exempte
	Moulinée deux fois.	150
	Notes. —	
	I. La soie moulinée plus de deux fois sera tarifée comme soie moulinée deux fois.	
	II. L'organsin (soie grège destinée à former la chaîne et constituée de deux ou plusieurs fils de soie grège réunis en une opération après avoir été tordus séparément) et les fils-trame (soie grège employée pour le remplissage et constituée de deux ou plusieurs fils de soie grège non retors, mais qui ont subi une légère torsion) sont considérés comme soie grège moulinée une seule fois.	
ex 394	Soie artificielle non moulinée ou moulinée une seule fois, non teinte.	60
ex 395	Soie artificielle moulinée deux fois, non teinte	120
396	Bourre de soie, non peignée	exempte
ex 397	Bourre de soie, peignée, non teinte	exempte
	Note. — La bourre de soie peignée provenant de déchets de soie teinte est exempte de droits.	
ex 398	Filés de bourre de soie, à un ou plusieurs bouts, même retors, non combinés avec d'autres matières textiles ou des filés : non teints	exempts
	Note. — Les filés de bourre de soie artificielle non teints sont exempts de droits.	

No. in German Tariff	Description of Goods	Reichsmarks per 100 kilos
265	Quicksilver and alloys of quicksilver (amalgams)	free
ex 270	Sulphur, raw or refined, also powdered	free
	Note. — Flowers of sulphur come under No. ex 270.	
275	Boric acid and borax (borate of soda)	3
ex 279	Citric acid	10
ex 317 V	Citrate of lime	free
ex 353	Volatile (essential) oils from citrous fruits (orange, lemon, bergamot, mandarin, etc., oils)	20
368	Matches of stearine, wax, and similar materials	50
ex 384	Tannin extracts not elsewhere mentioned in the General Tariff :	
	Liquid	2
	Solid	4
ex 385	Liquorice juice :	
	Mixed with sugar, honey, oil of aniseed, sal ammoniac, or other flavouring or medicinal ingredients, or made up for retail sale	60
	Other liquorice juice, raw or purified, even if in bars separately packed	free
	Note. — The expression "separately packed" applies only to smooth bars simply packed in cases or other bigger receptacles, employed for the direct purpose of transport even if separated from one another by intervening sheets of paper or similar material purely in order to prevent their sticking together. Bars which are divided by means of notching, cutting or similar means into pieces of a suitable size for eating, or are imported in special paper wrappings or small receptacles, are dutiable as liquorice juice made up for retail sale.	
ex 391	Raw silk, undyed :	
	Not twisted, or only once twisted	free
	Twice twisted	150
	Notes.	
	I. Silk twisted more than twice is dutiable as twice twisted.	
	II. Organzine (raw silk to form the warp, and consisting of two or more raw silk threads united by one operation after having been singly twisted), and tram (raw silk to form the weft, consisting of two or more untwisted raw silk threads, loosely twisted together), are treated as raw silk once twisted.	
ex 394	Artificial silk, not twisted or only once twisted, not dyed	60
ex 395	Artificial silk, twice twisted, not dyed	120
396	Floss silk (waste silk), uncombed	free
ex 397	Floss silk (waste silk), combed, undyed	free
	Note. — Combed floss silk (waste silk) made from waste of dyed silk is duty free.	
ex 398	Yarn of floss silk, single or otherwise, twisted or not, not combined with other textile materials or yarns, undyed	free
	Note. — Undyed yarns of waste of artificial silk are duty-free.	

Numéros du tarif allemand	Désignation des marchandises	Droits par 100 kg. en Reichsmarks
ex 440	Fils de coton à un seul bout, écrus :	
	Jusqu'au nº 11 anglais	10,80
	Au-dessus du Nº 11 jusqu'au Nº 17 anglais	14,40
	» » » 17 » » 22 »	19,80
	» » » 22 » » 32 »	25,20
	» » » 32 » » 47 »	32,40
	Note. — Les droits conventionnels prévus pour les fils du Nº ex 440 ne seront appliqués que jusqu'à concurrence d'une quantité maximum qui sera fixée d'un commun accord par les deux gouvernements et qui devra être importée par les bureaux de douane désignés à la suite d'une entente entre les deux gouvernements.	
ex 445	Tissus de coton serrés, pour meubles et tentures (à l'exception du velours et de la peluche, des tissus veloutés et pelucheux), teints, imprimés, façonnés (à dessins), tissés en couleur : importés en pièces pour être vendus au mètre	350
ex 457	Mouchoirs de poche imprimés, entièrement en coton, n'ayant pas plus de 0,50 de côté , simplement ourlés, présentant cumulativement, en chaîne et en trame, de 30 à 44 fils dans un carré de 5 mm. de côté :	
	Pesant 80 grammes ou plus par mètre carré de surface tissée	175
	Pesant 40 grammes ou plus, mais moins de 80 gr. par mètre carré de surface tissée	255
	Note. — Pour les mouchoirs du Nº ex 457, on ne percevra pas la surtaxe de 15 % pour l'ourlet, établie par le nº 10 des remarques générales au chapitre 5 du tarif général.	
ex 470	Chanvre peigné	exempt
ex 475	Fil de chanvre et fil d'étoupe de chanvre : à un bout, écru :	
	Jusqu'au Nº 6 anglais	10,50
	au-dessus du Nº 6 jusqu'au Nº 10 anglais	12
	» » » 10 » » 16 »	13,50
515	Crin de cheval (de la crinière ou de la queue), préparé :	
	Peigné, étiré, blanchi, teint	exempt
	Crin de cheval frisé, même mélangé à d'autres poils d'animaux ou à des fibres végétales	5
ex 519	Chaussures grossières en tissu de coton, avec semelles cousues et composées de tresses d'étoupe de chanvre rattachées entre elles par le contenu, même combinées avec du cuir non verni pour la protection des œillets	70
537/8	Chapeaux pour hommes, en feutre (à l'exception des chapeaux cirés) :	
537	En feutre de poil :	pièce
	Non garnis	1,30
	Garnis	1,80
538	En feutre de laine :	
	Non garnis	0,60
	Garnis	0,80
540	Cloches en feutre, ayant complètement ou imparfaitement la forme du chapeau :	
	En feutre de poil	1,—
	En feutre de laine	0,40
ex 541	Chapeaux de paille :	
	Chapeaux pour femmes, non façonnés comme ceux pour hommes:	
	Non garnis	0,70
	Garnis	1,20

No. in German Tariff	Description of Goods	Reichsmarks per 100 kilos
ex 440	Cotton yarn, single, unbleached :	
	Up to No. 11 English	10.80
	Above No. 11 and up to No. 17 English	14.40
	Above No. 17 and up to No. 22 English	19.80
	Above No. 22 and up to No. 32 English	25.20
	Above No. 32 and up to No. 47 English	32.40
	Note. — The conventional duties for yarns coming under No. 440 are applicable only to a maximum amount per calendar year, to be fixed by agreement between the two Governments.	
	The yarns must be imported through Custom-Houses agreed upon by the two Governments.	
ex 445	Close-woven cotton tissues for furniture and upholstery (except velvet, plush, and tissues similar to velvet and plush), dyed, printed, figured, woven in colours, in the piece to be sold by measure.	350
ex 457	Printed handkerchiefs, not more than 50 cm. square, wholly of cotton, with simple hems, having in warp and weft together 30 to 44 threads in a square of 5 mm. side :	
	Weighing 80 grammes or more per sq. m.	175
	Weighing 40 grammes or more but less than 80 gr. per sq. m.	255
	Note. — The surtax of 15 % levied on hemmed articles in virtue of General Note 10 to Class V of the General Tariff will not be levied on handkerchiefs falling under No. ex 457	
ex 470	Hemp, combed	free
ex 475	Single unbleached yarn of hemp and of hemp tow :	
	Up to No. 6 English	10.50
	Above No. 6 and up to No. 10 English	12
	Above No. 10 and up to No. 16 English	13.50
515	Horsehair (from the mane or tail) prepared :	
	Hackled, drawn, bleached or dyed	free
	Curled horsehair (" Krollhaare "), mixed or not with other animal hair or with vegetable fibre	5
ex 519	Rough boots and shoes of cotton tissue with sewn-on soles of plaited hemp-yarn, combined by sewing, even with unglazed leather strips to hold the eyelets	70
537/8	Men's hats of hair felt (except those varnished) :	
537	Of hair felt :	each
	Untrimmed	1.30
	Trimmed	1.80
538	Of wool felt :	
	Untrimmed	0.60
	Trimmed	0.80
540	Hat bodies of felt, completely or only partially shaped :	
	Of hair felt	1
	Of wool felt	0.40
ex 541	Straw hats :	
	Women's hats not shaped like men's hats :	
	Untrimmed	0.70
	Trimmed	1.20

Numéros du tarif allemand	Désignation des marchandises	Droits par 100 kg. en reichsmarks
(Suite)		pièce
ex 541	Chapeaux de paille :	
	Autres :	
	Non garnis	0,80
	Garnis	1,20
	Chapeaux en copeaux de bois :	
	En tresses ayant plus de 7 mm. de largeur :	
	Non garnis	0,20
	Garnis	0,40
	Autres :	
	Non garnis	0,60
	Garnis	0,90
	Chapeaux en tresses de chanvre (y compris les chapeaux de tagal) même mélangées avec d'autres fibres végétales :	
	Non garnis	0,60
	Garnis	1,20
ex 556	Sandales en peau, avec semelles de cuir, pesant 600 grammes ou moins la paire	les 100 kgs 180
562	Gants, entièrement ou partiellement en peau (à l'exception des gants recouverts ou doublés de fourrure et des gants d'escrime rembourrés)	600
	Note. — Dans la taxation des gants entièrement ou partiellement en peau, il ne sera pas tenu compte des garnitures, y compris celles de fourrure ou de plume, des broderies, des nœuds et autres ornements.	
ex 563	Peaux de lapin pour la préparation des fourrures, entièrement tannées, taillées et teintes, de façon à imiter les fourrures fines.	exemptes
ex 574	Chambres à air en caoutchouc pour bandages de roues de véhicules	125
ex 578	Bandages pleins pour roues de véhicules.	100
	Enveloppes de protection pour les chambres à air de roues de véhicules, en filés imprégnés ou recouverts de caoutchouc ou réunis au moyen de couches intercalées de caoutchouc . . .	125
587	Tresses en copeaux de bois :	
	Non teintes	1
	Teintes	2
588	Tresses de paille, de liber, de racines d'arbres, de jonc, de genêt, d'herbe, de laine de bois, de feuilles de palmier, de crin marin, de roseaux (des marais) ou d'autres matières végétales de tressag :	
	Non blanchies, non teintes	exemptes
	Blanchies, teintes	8
590 /1	Vannerie et autres ouvrages tressés :	
590	Grossiers, bruts ou teints, passés au mordant, vernis :	
	En copeaux de bois, en jonc commun, en osier non écorcé, non refendu	4
	En osier écorcé, refendu, même raboté	12
	En jonc fin lavé, écorcé, refendu, même raboté.	16
	En autres matières à tresser	16
591	Autres que grossiers, notamment tous les articles laqués, polis, bronzés, dorés, argentés	48
ex 596 /7	Balais autres que les balais de brindilles, et brosses :	
ex 596	Grossiers, même combinés avec du bois, du roseau ou du fer, non laqués ni polis :	
	En matières végétales ou en imitation de fibre végétale ; fauberts à manche et objets similaires pour nettoyer . .	3
ex 597	Grossiers, combinés avec du bois, du roseau ou du fer laqués ou polis	24

No. in German Tariff	Description of Goods	Reichsmarks per 100 kilos
(Continued)		each
ex 541	Straw hats :	
	Other :	
	Untrimmed	0.80
	Trimmed	1.20
	Hats of wood shavings :	
	Made of plaits over 7 mm. in width :	
	Untrimmed	0.20
	Trimmed	0.40
	Other :	
	Untrimmed	0.60
	Trimmed	0.90
	Hats of hemp plait, even mixed with vegetable plaiting materials :	
	Untrimmed	0.60
	Trimmed	1.20
ex 556	Sandals of leather, with leather soles, weighing not more than 600 gr. per pair	per 100 kilos 180
562	Gloves, entirely or partly of leather (except those covered or lined with fur, and except also padded boxing-gloves)	600
	Note. — Trimmings, even of fur or feathers, embroidery, loops or other ornamentation do not influence the classification of gloves wholly or partly of leather.	
ex 563	Fully-dressed rabbit-skins prepared for furriery by means of shaving and dyeing, so as to imitate fine pelts	free
ex 574	Rubber tubes for tyres of vehicle wheels	125
ex 578	Solid rubber tyres for vehicle wheels	100
	Covers for the above-mentioned rubber tubing, of textile materials impregnated or coated with india-rubber or with an internal layer of india-rubber	125
587	Plaited wood shavings :	
	Undyed	1
	Dyed	2
588	Plaits of straw, bast, tree-roots, rushes, broom, grass, wood-wool, palm-leaves, seaweed, reeds or other vegetable plaiting materials :	
	Unbleached, undyed	free
	Bleached, dyed	8
590/1	Basket-makers' and other plaited wares :	
590	Coarse, in natural state, or dyed, stained, varnished :	
	Of wood shavings, common cane, unpeeled, unsplit, switches or unwashed, unpeeled, unsplit, fine cane	4
	Of peeled, split, switches, planed or not	12
	Of washed, peeled, split, fine cane, even planed	16
	Of other plaiting materials	16
591	Basket-makers' and other plaited wares other than coarse, including all lacquered, polished, bronzed gilt or silvered articles	48
ex 596/7	Brooms other than those of brushwood, and brushes :	
ex 596	Coarse brooms, even in combination with unlacquered, unpolished wood, cane or iron :	
	Of vegetable materials or substitutes for vegetable fibres, mops and the like for cleaning purposes	3
ex 597	Coarse, combined with lacquered, polished wood, cane or iron	24

Numéros du tarif allemand	Désignation des marchandises	Droits par 100 kg. en Reichsmarks
ex 607	Coraux rouges ouvrés (lissés, polis, percés) :	
	Non montés	180
	Non montés, mais pour la facilité de l'emballage et du transport, enfilés sur des fils textiles ou des cordons	300
ex 611	Boutons pressés, tournés ou fraisés, en corne, à l'exclusion des boutons en corne de sabot, percés ou non	200
	Boutons en corne de sabot, pressés, correspondant aux échantillons déposés	70
	Note. — Le dédouanement des boutons en corne de sabot, au taux de 70 marks, ne pourra s'effectuer qu'aux bureaux de douane qui auront été désignés d'un commun accord par les deux gouvernements.	
ex 622	Manches de fouets :	
	Bruts	3
	Grossiers, ouvrés.	10
ex 631	Ouvrages en bois fins (à l'exception des cannes) même combinés avec d'autres matières, à moins que, eu égard à cette combinaison, ils ne soient passibles de droits plus élevés :	
	Têtes de pipes et pipes en bruyère, ces dernières même avec bout en os, en corne ou en caoutchouc durci, même combinés à du métal commun	45
	Meubles et leurs parties, ornés d'ouvrages de grande ou de petite sculpture	60
	Meubles et leurs parties avec incrustations, à moins que, eu égard aux matières incrustées, ils ne soient passibles de droits plus élevés, — ou finement peints, dorés, argentés ou bronzés	72
ex 640	Peignes et épingles à cheveux en celluloïd, à moins que, eu égard à leur combinaison avec d'autres matières, ils ne soient passibles de droits plus élevés ou ne soient considérés comme imitations d'ouvrages passibles de droits plus élevés	250
ex 646	Boutons en corozo (ivoire végétal) même combinés avec d'autres matières, à moins que, eu égard à cette combinaison, ils ne soient passibles de droits plus élevés.	100
ex 674	Livres en toutes langues, imprimés ou manuscrits, même avec images de toutes sortes, imprimées dans le texte, encartées ou hors-texte ; papier manuscrit, papier imprimé à l'exception du papier visé au chapitre **XI** du tarif général ; musique ; tous ces ces articles même reliés	exempts
677	Tableaux (peintures) sur tissu de matières textiles végétales, sur bois, sur métaux communs ou alliages de ces métaux, sur papier ou pierre ; dessins, même reliés ou montés sur papier, carton, tissu ou matières similaires	exempts
ex 680	Albâtre et marbre, sciés sur plus de trois côtés, bruts, les côtés non sciés restant bruts ou grossièrement équarris	0,25
	Note. — Dans le cas du marbre et de l'albâtre, de l'espèce envisagée, ne seront pas considérées comme sciées, mais comme brutes, les faces taillées au fil hélicoïdal, en tant que les traits du fil hélicoïdal y pourront être reconnus ou que l'emploi de ce fil sera prouvé par l'importateur.	
ex 682 3	Dalles :	
ex 682	Sciées (taillées) ou refendues, non passées à la meule, ni rabotée ni polies, ni recouvertes d'émail :	
	D'albâtre, de marbre, de serpentine	3,50
	De granit, de porphyre, de syénite ou de pierres dures similaires ; de lave poreuse ou compacte.	3

No. in German Tariff	Description of Goods	Reichsmarks per 100 kilos
ex 607	Red corals, wrought (smoothed, polished, perforated) :	
	Unset	180
	Unset, but strung on threads or cord to facilitate packing and transport	300
ex 611	Moulded, turned or beaded buttons of horn (except hoof horn), with or without eyes	200
	Moulded buttons of hoof horn, provided that they correspond to the samples deposited	70
	Note. — Authority for permitting the importation of hoof-horn buttons at the rate of 70 R. M. will be restricted to the Custom-Houses agreed upon by the two Governments.	
ex 622	Whip stocks:	
	Rough	3
	Coarse, worked	10
ex 631	Fine wooden wares (except walking-sticks), combined or not with other materials, so far as they do not thereby become subject to higher rates of duty :	
	Briar pipe-bowls and pipes, the latter even with mouth-pieces of bone, horn or vulcanite and even combined with base metal	45
	Furniture and parts of furniture with carving, whether fine or otherwise	60
	Furniture and parts of furniture with inlaid work, so far as they do not become subject to higher rates of duty by reason of the materials inlaid, even if finely painted, gilt, silvered or bronzed	72
ex 640	Combs and hairpins of celluloid, so far as they are not subject to higher rates of duty by reason of their combination with other materials, or cannot be considered as imitations of more highly taxed goods	250
ex 646	Buttons of ivory-nut, even combined with other materials, so far as they do not thereby become subject to higher rates of duty	100
ex 674	Books in all languages, printed or written, with or without pictures of any kind printed therein or bound or inserted therein ; manuscript ; printed paper, except that mentioned in Class XI of the General Tariff ; music ; all these bound or not	free
677	Paintings on tissues of vegetable textile material, on wood, base metals or alloys of base metals, paper or stone ; drawings, bound or not, or mounted on paper, cardboard, cloth or the like . . .	free
ex 680	Alabaster and marble, sawn on more than three sides and in a natural state or merely rough-hewn on the unsawn sides . . .	0.25
	Note. — In the case of marble and alabaster, those sides which are cut with the wire cord will be treated not as sawn but as roughhewn, provided that the marks of the wire cord are recognisable or that its use is proved by the importer.	
ex 682/3	Slabs :	
ex 682	Sawn (cut) or polished, neither smoothed nor planed, polished nor enamelled :	
	Of alabaster, marble, serpentine	3.50
	Of granite, porphyry, syenite or similar hard stone ; of porous or compact lava	3

Numéros du tarif allemand	Désignation des marchandises	Droits par 100 kg. en Reichsmarks
(Suite)		
ex 682	Dalles : D'autres pierres (à l'exception de la pierre calcaire susceptible de polissage, de l'ardoise et du mica)	2,50
	Note. — Les dalles de marbre et d'albâtre de plus de 16 cm. d'épaisseur rentrent sous le N° ex 680	
ex 683	Passées à la meule, rabotées, polies ou recouvertes d'émail :	
	D'albâtre, de marbre, de serpentine	20
	De granit, de porphyre, de syénite ou d'autres pierres dures similaires	15
ex 684	Blocs et tables d'ardoise, sciés (coupés) sur un ou plusieurs côtés étroits (arêtes), non rabotés ni passés à la meule, ni polis . . .	3
ex 685/6	Ouvrages de tailleur de pierre, non passés à la meule, non rabotés, même combinés avec du bois ou du fer, ni laqués, ni polis, à l'exception des ouvrages de pierre calcaire susceptible de polissage :	
ex 685	D'un travail simple, non moulurés, ni tournés, ni ornementés :	
	D'albâtre, de marbre, de serpentine	2,50
	De granit, de porphyre, de syénite ou d'autres pierres dures similaires ; de lave poreuse ou compacte	1,25
ex 686	Moulurés, entièrement ou partiellement tournés ou ornementés :	
	D'albâtre, de marbre, de serpentine	5
	De granit, de porphyre, de syénite ou de pierres dures similaires; de lave poreuse ou compacte	5
	D'autres pierres (à l'exception de l'ardoise)	3
690	Ouvrages de grande ou de petite sculpture, en pierre de toute espèce, en tant qu'œuvres d'art, y compris les ouvrages ponctués (avec points de repère)	exempts
	Note. — Seront considérées comme œuvres d'art toutes statues en marbre et autres pierres, sans tenir compte de leur exécution artistique et technique, de leur destination et de leurs dimensions. Par statues, on entendra les représentations du corps humain ou du corps des animaux tout entier, même si ces représentations sont symboliques ou stylisées, ainsi que les bustes.	
ex 691	Ouvrages en pierre non compris sous d'autres numéros du tarif général, non combinés avec d'autres matières ou simplement combinés avec du bois ou du fer, à l'exception des objets de luxe :	
	D'albâtre, de marbre, de serpentine	30
	Note ad N° 692. — Les vasques pour lampes, en albâtre, pesant plus de 5 kg., et dont la face extérieure est polie ou simplement tournée, profilée, ou cannelée, ne seront pas considérées comme articles de luxe au sens du N° 692.	
ex 695	Pierres à polir et à aiguiser, naturelles, autres que celles qui rentrent sous le N° 694 du tarif général, non combinées avec d'autres matières	0,50
759	Lamelles de verre *(Glasplättchen)* ; perles de verre, émail de verre et écailles de verre, même enfilés sur des fils textiles uniquement pour en faciliter l'emballage et le transport ; larmes de verre (larmes bataviques) ; grains de verre (petites boules de verre, larmes massives) :	
	Blancs ou colorés	2
	Peints, dorés ou argentés	15
ex 760	Coraux de verre, non montés, même enfilés sur des fils textiles uniquement pour faciliter l'emballage et le transport, bruts . .	30
ex 761	Perles de verre, verreries imitant des pierres précieuses, verres de bijoux, coraux de verre, cousus ou enfilés sur des fils textiles, des cordonnets ou des fils de fer, prêts à être portés comme bijoux	120
ex 764	Peintures sur verre ; mosaïques de verre.	40

No. in German Tariff	Description of Goods	Reichsmarks per 100 kilos
(Continued)		
ex 682	Slabs : Of other stones (except polishable limestone, slate and mica)	2.50
	Note. — Slabs of marble and alabaster more than 16 cm. thick are classified under No. ex 680.	
ex 683	Smoothed, planed, polished or enamelled :	
	Of alabaster, marble or serpentine	20
	Of granite, porphyry, syenite or similar hard stone	15
684	Blocks and slabs of slate, sawn (cut) on one or more of the narrow sides (edges), neither planed, smoothed nor polished	3
ex 685/6	Stonecutters' work, neither smoothed nor planed, combined or not with unlacquered, unpolished wood or iron, except work of polishable limestone :	
ex 685	Smoothed, not cut in profile, not turned, not ornamented :	
	Of alabaster, marble or serpentine	2.50
	Of granite, porphyry, syenite or similar hard stone ; of porous or compact lava.	1.25
ex 686	Cut in profile, wholly or partially turned or ornamented :	
	Of alabaster, marble, or serpentine	5
	Of granite, porphyry, syenite or similar hard stone ; of porous or compact lava	5
	Of other stone (except slate)	3
690	Large or small carved wares of all kinds of stone, so far as they are works of art, including stippled work (" punktiert ")	free
	Note. — All statues of marble and other stone are to be regarded as works of art without regard to their artistic and technical execution, or to their use or size. Representations of whole human or animal figures, even symbolic and stylised, and also busts, are considered as statues.	
ex 691	Alabaster, marble and serpentine stonewares not included in other Nos. of the General Tariff, not combined with other materials, or merely combined with wood or iron, except fancy articles . .	30
	Note to No. 692. — Lamp bowls of alabaster weighing more than 5 kilos, with outer surface smooth or merely turned, profiled or channeled, are not regarded as " fancy articles " coming under No. 692.	
ex 695	Natural whetstones other than those falling under No. 694 of the General Tariff, not combined with other materials	0.50
759	Small glass plates *(Glassplättchen)* ; glass beads, bugles, enamel and scales, even if strung on thread for purposes of packing and transport , glass drops (Dutch tears) ; small glass balls (glass globes, massive tears) ;	
	White or coloured	2
	Painted, gilt, or silvered	15
ex 760	Glass corals not mounted, even if strung on thread for purposes of packing and transport only, rough	30
ex 761	Glass beads, imitation gems of glass, glass stones, glass corals, sewn or strung on thread, cord or wire, ready for use as ornaments .	120
ex 764	Paintings on glass, glass mosaics	40

Numéros du tarif allemand	Désignation des marchandises	Droits par 100 kg. en Reichsmarks
ex 767	Ouvrages en verre ou en émail combinés avec d'autres matières, à moins qu'ils ne soient spécialement dénommés sous d'autres numéros du tarif général ou que, eu égard à leur combinaison avec d'autres matières, ils ne soient passibles de droits plus élevés :	
	Peints, dorés, argentés ou façonnés (à dessins) par l'application de couleurs fixées à froid ou au feu	100
	Autres	80
ex 879	Appareils pour la préparation du café (percolateurs) en cuivre, tombac ou laiton, avec vernis imitant la dorure ou l'argenture, colorés ou nickelés, à moins que, eu égard à leur combinaison avec d'autres matières, ils ne soient passibles de droits plus élevés :	
	Pesant chacun { plus de 20, mais moins de 150 kg.	50
	Pesant chacun { 20 kg. ou moins	70
ex 907	Dynamos (générateurs) à l'exception des dynamos servant à la production de la lumière et à l'allumage pour automobiles et à l'exception des démarreurs pour moteurs à combustion :	
	Pesant net { plus de 15 jusqu'à 150 kg.	23
	Pesant net { 15 kg. ou moins	40
	Note ad 907. — Les ventilateurs électriques dont la roue de ventilation est fixée directement sur l'arbre de l'électro-moteur, suivent le régime du N° ex 907.	
ex 912 C	Appareils pour la préparation du café (percolateurs) en métal commun, même nickelés, avec chauffage électrique :	
	Pesant net { plus de 3 kg.	50
	Pesant net { 3 kg. ou moins	70
ex 915	Automobiles. Véhicules à moteur ne circulant pas sur rails (à l'exception des machines de traction) combinés avec des appareils moteur :	
	Poids net par article : plus de 2 ½ jusqu'à 5 quintaux . . .	250
	Note. — Les droits de douane sont comme suit :	
	A partir du 1er juillet 1926	225
	» » 1er janvier 1927	200
	» » 1er juillet 1927	150
	» » 1er janvier 1928.	100
	» » 1er juillet 1928	75
	Poids net par article : plus de 5 jusqu'à 9 quintaux	175
	Note. — Les droits de douane sont comme suit :	
	A partir du 1er juillet 1926	175
	» » 1er janvier 1927.	175
	» » 1er juillet 1927	150
	» » 1er janvier 1928	100
	» » 1er juillet 1928	75
	Poids net par article : plus de 9 jusqu'à 12 quintaux . . .	180
	Note. — Les droits de douane sont comme suit :	
	à partir du 1er juillet 1926	180
	» » 1er janvier 1927.	180
	» » 1er juillet 1927	150
	» » 1er janvier 1928.	100
	» » 1er juillet 1928	75

No. in German Tariff	Description of Goods	Reichsmarks per 100 kilos
ex 767	Articles of glass and enamel combined with other materials, so far as they are not specially mentioned in any other numbers of the General Tariff or are not subject to higher rates of duty as a result of combination with other materials :	
	Painted, gilt, silvered or figured by the application or burning in of colours	100
	Other.	80
ex 879	Copper, tombac and brass utensils for making coffee (so-called " caffè espresso " machines), varnished in imitation of gilding (" verniert "), coloured or nickelled, so far as they do not become subject to higher duties by reason of combination with other materials :	
	Weighing per article { above 20 but less than 150 kilos . .	50
	Weighing per article { 20 kilos or less	70
ex 907	Dynamos (generators), except lighting and ignition dynamos for motor vehicles, and except starters for combustion motors : . .	
	Net weight per article { above 15 kilos and up to 150 kilos .	23
	Net weight per article { 15 kilos or less	40
	Note. — Electric ventilators in which the fan is placed directly over the shaft of the electric motor are classified under No. ex 907.	
ex 912 C	Utensils for making coffee (so-called " caffè espresso " machines) of base metal, even if nickelled, with electric heating :	
	Net weight per article { more than 3 kilos	50
	Net weight per article { 3 kilos or less	70
ex 915	Motor vehicles not intended to run on rails (except traction engines), in combination with motive machinery :	
	Net weight per article : 250 kilos or more but not exceeding 500 kilos	250
	Note. — The Customs duty is as follows :	
	From July 1, 1926	225
	» Jan. 1, 1927	200
	» July 1, 1927	150
	» Jan. 1, 1928	100
	» July 1, 1928	75
	Net weight per article : above 500 kilos but not exceeding 900 kilos	175
	Note. — The Customs duty is as follows :	
	From July 1, 1926	175
	» Jan. 1, 1927	175
	» July 1, 1927	150
	» Jan. 1, 1928	100
	» July 1, 1928	75
	Net weight per article : above 900 kilos but not exceeding 1,200 kilos	180
	Note. — The Customs duty is as follows :	
	From July 1, 1926	180
	» Jan. 1, 1927	180
	» July 1, 1927	150
	» Jan. 1, 1928	100
	» July 1, 1928	75

Numéros du tarif allemand	Désignation des marchandises	Droits par 100 kg. en Reichsmarks
(Suite)		
ex 915	Automobiles, etc.	
	Poids net par article : plus de 12 jusqu'à 22 quintaux . . .	200
	Note. — Les droits de douane sont comme suit :	
	A partir du 1er juillet 1926	190
	» » 1er janvier 1927.	175
	» » 1er juillet 1927	150
	» » 1er janvier 1928	100
	» » 1er juillet 1928	75
ex 941	Instruments de musique à archet et à pincer ; guitares, mandolines, mandoles	30
ex 942	Instruments de musique à vent :	
	Flûtes et clarinettes	60
ex 944 B	Harmonicas à soufflet	60

TARIF B[1]

Droits a l'entrée en Italie.

Numéros et lettres du tarif italien	Désignation des marchandises	Unité	Droitsd'entrée en lires or	Coefficients de majoration
22	Condiments pour bouillons et potages, en récipients ou en emballages pesant (y compris le récipient ou l'emballage) :			
a)	Jusqu'à 1 kg.	100 kg.	50	—
b)	Plus de 1 kg. jusqu'à 25 kg.	»	45	—
c)	Plus de 25 kg.	»	30	—
ex 105	Bière :			
a)	En fûts	hectol.	15	—
	Ad 105. — La bière allemande ne sera pas soumise à des droits autres ou plus élevés que ceux applicables à la bière la plus favorisée de toute autre provenance.			
ex 168	Toile de lin et de chanvre :			
c)	A l'émeri	100 kg.	50	—
ex 181				
ex *a)* 1°	Coton pour nitrocellulose.	»	3	—
189	Filets de coton	»	Droit des filés dont ils sont composés avec augmentation de 10 %.	
	Ad 196. — Suivent le régime du présent numéro les draps à filtrer (tissus imprégnés de créosote, d'huiles lourdes dérivant de la distillation du pétrole, d'hydrate de cuivre), même perforés ou avec bords cousus.			
197	Tissus de coton cirés.	»	60	0,3

[1] Extrait du *Bulletin international des Douanes*, Italie, 26 août 1926.

No. in German Tariff	Description of Goods	Reichsmarks per 100 kilos
(Continued)		
ex 915	Motor vehicles, etc.	
	Net weight per article: above 1,200 kilos but not exceeding 2,200 kilos	200
	Note. — The Customs duty is as follows :	
	From July 1, 1926	190
	» Jan. 1, 1927	175
	» July 1, 1927	150
	» Jan. 1, 1928	100
	» July 1, 1928	75
ex 941	Stringed instruments to be played by hand or bow :	
	Guitars, mandolines, lutes	30
ex 942	Wind instruments :	
	Flutes, clarionets	60
ex 944 B	Concertinas	60

TARIFF B[1]

Duties on Imports into Italy.

Italian Tariff No. and letters	Description of Goods	Unit	Import Duty (Gold lira)	Coefficients of Increase
22	Condiments for broth or soup, in receptacles or packages weighing (including the receptacle or package) :			
(a)	Up to 1 kilo	100 kg.	50	
(b)	More than 1 and up to 25 kilos	»	45	
(c)	More than 25 kilos	»	30	
ex 105	Beer :			
(a)	In casks	hectolit.	15	
	Ad 105. — German beer shall not be subject to other or higher duties than those applicable to the most favoured beer of any other origin.			
ex 168	Cloth of linen and hemp :			
(c)	Emery cloth	100 kg.	50	
ex 181				
ex (a) (1)	Cotton for nitrocellulose	»	3	
189	Cotton nets	»	Duty on the yarn of which composed, increased by 10 %.	
	Ad 196. — Filter cloths (fabrics impregnated with creosote, heavy oils from the distillation of petroleum, or copper hydrate), even if perforated or with sewn edges, are dutiable under this number.			
197	Waxed cotton tissues	»	60	9 3

[1] Extract from "*International Customs Bulletin*", Italy August 26, 1926

Numéros et lettres du tarif italien	Désignation des marchandises	Unité	Droits d'entrée en lire or	Coefficients de majoration
ex 198 *b)*	Tissus de coton à l'émeri	100 kg.	50	—
ex 199 *b)*	Sangles et tuyaux, en coton : Autres.	»	70	0,1
ex 200 ex *a)*	Velours de coton : Communs : 4° Imprimés	»	275	—
ex 201 ex *b)*	Bas de coton : Façonnés : ex 1. Entiers, à l'exception de ceux pour enfants, pesant par douzaine : α) Plus de 400, jusqu'à 500 gr. . . .	»	360	—
	β) Jusqu'à 400 gr.	»	450	0,1
ex 205 ex *b)*	Tulles de coton : Apprêtés, blanchis ou teints, pesant plus de 300 gr. par mètre carré et ayant dans un espace de 1 cm. de largeur ou de longueur : 1° Jusqu'à 9 trous	»	450	—
	2° Plus de 9, jusqu'à 12 trous	»	525	—
ex 207 *b)*	Gallons et rubans, de coton : Autres : 1° Unis	»	125	0,3
	2° Ouvrages ou brochés	»	200	0,4
ex 211 ex *e)*	Laines : Peignées : 1. Non teintes	»	15	0,8
ex 213 *c)*	Crin animal : Frisé	»	20	—
ex 217 ex *a)*	Filés de laine, autres, simples, écrus, mesurant par kg. : ex 1 α) Jusqu'à 10.000 m.	»	45	0,4
	ex β) Plus de 1 .000 m. jusqu'à 20.000 m.	»	55	0,3
238	Galons et rubans, de laine	»	240	0,2
239	Passementerie de laine	»	300	0,3
243	Tissus pour presses, en laine ou en poils de chameau, pesant plus de 1.000 gr. par m. carré .	»	120	—
ex 262 ex *a)*	Bonneterie de soie artificielle : Bas : 1° Coupés	kg.	12	0,5
	2° Façonnés	»	16	0,5
	Notes générales à la catégorie XVI. — (Vêtements, lingerie et autres articles cousus, non compris dans d'autres catégories.) 1° Dans la classification des articles cousus dénommés dans le traité le tissu ou autre produit de matière textile le plus fortement taxé en entrant dans leur composition ne sera pris comme base que lorsque ledit tissu ou autre produit de matière textile couvre plus de 1/10 de la surface de l'article cousu. Si cette condition ne peut pas être vérifiée, on prendra comme base le droit de la matière textile dont les articles sont principalement composés. 2° Dans la classification des objets cousus, il n'est pas tenu compte des boutons.			

Italian Tariff No. and letters	Description of Goods	Unit	Import Duty (Gold lira)	Coefficients of Increase
ex 198 *(b)*	Emery cloth of cotton	100 kg.	50	—
ex 199	Belting and hose of cotton :			
(b)	Other	»	70	0.1
ex 200	Cotton velvets :			
ex *(a)*	Common :			
	(4) Printed	»	275	—
ex 201	Cotton stockings :			
ex *(b)*	Fashioned :			
	ex (1) Except those for children, weighing per dozen :			
	(α) More than 400, and up to 500 grammes	»	360	—
	(β) Up to 400 grammes	»	450	0.1
ex 205	Cotton tulles :			
ex *(b)*	Dressed, bleached or dyed, weighing more than 300 grammes per square metre, and having in a space of 1 centimetre long or wide :			
	(1) Up to 9 interstices	»	450	—
	(2) More than 9 and up to 12 interstices	»	525	—
ex 207	Cotton galloons and ribbons :			
(b)	Other :			
	(1) Plain	»	125	0.3
	(2) Figured or brocaded	»	200	0.4
ex 211	Wool :			
ex *(e)*	Combed :			
	(1) Undyed	»	15	0.8
ex 213	Horsehair :			
(c)	Curled	»	20	—
ex 217	Yarns of wool, other, single, unbleached, measuring per kg. :			
ex *(a)*	ex 1 *(α)* Up to 10,000 metres	»	45	0.4
	ex *(β)* Over 10,000 and up to 20,000 metres	»	55	0.3
238	Galloons and ribbons of wool	»	240	0.2
239	Trimmings, of wool	»	300	0.3
243	Press cloth, of wool or of camel hair, weighing more than 1,000 grammes per square metre	»	120	—
ex 262	Hosiery and knitted goods of artificial silk :			
ex*(a)*	Stockings :			
	(1) Cut	kg.	12	0.5
	(2) Fashioned	»	16	0.5
	General Notes to Category XVI. — (Clothing, Linen and other sewn articles not included in other categories.)			
	(1) In the classification of sewn articles specified in the Treaty, the tissue or other most highly taxed textile product entering into their composition shall be taken as the base for assessment of duty only if such tissue or other textile product covers more than 1/10 of the surface of the sewn article. If this condition cannot be verified, the textile material of which the articles are principally composed will be taken as the base for assessment of duty.			
	(2) Buttons are not taken into account in determining the classification of sewn articles.			

Numéros et lettres du tarif italien	Désignation des marchandises	Unité	Droits d'entrée en lire or	Coefficients de majoration
ex 262 ex *a)*	*Notes* (suite). — 3° Les articles avec ourlets à jour de toute sorte constitués par la machine à coudre système Gegauf ou autres ne sont pas considérés comme brodés ; ils sont soumis au droit conventionnel du tissu, augmenté d'une surtaxe de 10 %. Le fait d'avoir enlevé des fils de trame ou de chaîne dans lesdits articles n'a aucune influence sur la classification. Les mêmes articles avec ourlets à jour combinés sont admis au droit conventionnel du tissu avec une surtaxe de 20 %. Dans les articles de lingerie (de lit ou de table, essuie-mains et mouchoirs) et dans les rideaux simplement ourlés, les angles munis de points de feston ou de toile d'araignée ne sont pas considérés comme broderies et il n'en est pas tenu compte dans le calcul du droit. 4° La surtaxe de couture pour les mouchoirs, les rideaux simplement bordés ou ourlés, même avec ourlets à jour, et les autres articles similaires, est fixée au 10 % du droit conventionnel du tissu.			
ex 270	Articles cousus, en chanvre, lin, jute et autres végétaux filamenteux, à l'exception du coton :			
b)	Lingerie de lit et de table, essuie-mains et autres articles de forme rectangulaire, simplement ourlés		Droit du tissu augmenté de 10 %.	
c)	Corsets pour femmes et pour enfants :			
	1° Unis	pièce	0,50	0,5
	2° Brodés ou garnis		Droit du tissu avec augmentation de 10 %.	0,2
d)	Autres.		Droit du tissu etc. 40 %.	
ex 272 ex *b)*	Articles cousus, en laine, crin et poils :			
	Autres :			
	Manteaux en laine, pour femmes et enfants		Droit du tissu avec augmentation de 40 %.	
	Ad 272. — Les tapis, en pièces, se vendant au mètre, ne sont pas soumis à la surtaxe de couture, lorsqu'ils ont les extrémités cousues afin d'éviter l'effilochage du tissu. La surtaxe de couture des tapis de laine fabriqués en pièces, et séparés l'un de l'autre après la fabrication, simplement ourlés ou bordés le long des deux côtés dépourvus de lisières, est fixée à 10 %. Dans les autres cas, les tapis de laine simplement ourlés ou bordés sont soumis, pour la couture, à la surtaxe de 20 %.			

Italian Tariff No. and letters	Description of Goods	Unit	Import Duty (Gold lira)	Coefficients of Increase
ex 262 ex *(a)*	*Notes* (cont.). — (3) Articles with open hems of any kind made by the "Gegauf" or other sewing machine are not regarded as embroidered; they are subject to the conventional duty applicable to the fabric, increased by a surtax of 10 per cent. The fact that warp or weft threads in such wares have been cut away does not affect the classification. The same articles with combined open hems pay the conventional duties on the fabric increased by 20 per cent. In the case of linen (bed linen, table linen, towels and handkerchiefs) and merely hemmed curtains, the corners with festoon lace or openwork (araignées) are not regarded as embroidery and do not affect the calculation of duty.			
	(4) The surtax for sewing in respect of handkerchiefs, curtains merely bordered or hemmed, even with open hems and similar articles is fixed at 10 per cent of the conventional duty on the fabric.			
ex 270	Sewn articles of hemp, linen, jute, and other vegetable fibres, except cotton :			
(b)	Bed and table linen, towels, and other articles of a rectangular shape, simply hemmed		Duty on the tissue, increased by 10%	
(c)	Corsets for women and children :			
	(1) Plain	each	0.50	0.5
	(2) Embroidered or trimmed		Duty on the tissue, increased by 10%	0.2
(d)	Other		Duty on the tissue, increased by 40%	
ex 272 ex *(b)*	Sewn articles of wool, hair or horsehair : Other : Woollen cloaks for women and children . .		Duty on the tissue, increased by 40%	
	Ad 272. — Carpets in the piece, to be sold by measure, are not subject to the sewing surtax when the end is sewn to prevent unravelling.			
	The sewing surtax is fixed at 10 per cent in the case of carpets of wool made in the piece and separated after manufacture, merely hemmed or bordered on the two non-selvedged edges .			
	In other cases, the sewing surtax on carpets of wool merely hemmed or bordered is 20 per cent			

Numéros et lettres du tarif italien	Désignation des marchandises	Unité	Droits d'entrée en lire or	Coefficients de majoration
ex 273	Articles cousus en soie :			
b)	Autres		Droit du tissu avec augmentation de 50 %.	
ex 281	Alliages ferrométalliques, à l'état brut :			
b)	Ferrochrome contenant en chrome plus de 10 jusqu'à 90 %	100 kg.	8	0,4
e)	Ferromolybdène contenant en molybdène plus de 5 jusqu'à 90 %	»	18	0,3
h)	Ferrotungstène contenant en tungstène plus de 5 jusqu'à 90 %	»	18	0,2
i)	Ferrovanadium contenant en vanadium plus de 5 jusqu'à 90 %	»	18	
j)	Autres, non dénommés	»	18	0,3
284	Aciers en lingots :			
a)	Ordinaires	»	3	0,3
b)	Spéciaux.	»	6	0,4
ex 287	Aciers spéciaux laminés à chaud en barres ou tiges, brutes :			
	I. Ayant en section 8 mm. ou moins de côté ou de diamètre		Droit des aciers communs laminés à chaud en barres ou tiges, suivant la section, avec augmentation de 3 lire les 100 kg.	
	II. Rondes, ovales, carrées, plates, arrondies, angulaires, hexagonales, octogonales, à T, à Z, n'ayant en section aucun côté ou diamètre de 8 mm. ou moins		Droit des aciers communs laminés à chaud en barres ou tiges, avec augmentation de 2 lire les 100 kg.	
289	Fers et aciers, battus en barres à section uniforme, non autrement ouvrées		Droit des fers et aciers, selon l'espèce, laminés à chaud en barres ou tiges brutes, suivant la section avec augmentation de 1,50 lire les 100 kilos.	
291	Rubans en fer ou en acier, laminés à froid :			
a)	D'une résistance inférieure à 75 kg. par mm. carré de section et d'une épaisseur :			
	1° De 1 mm. ou plus	»	15	0,5
	2° De moins de 1 mm., mais de plus de ½ mm.	»	17	0,5
	3° De ½ mm. ou moins	»	18	0,5

Italian Tariff No. and letters	Description of Goods	Unit	Import Duty (Gold lira)	Coefficients of Increase
ex 273 (b)	Sewn articles of silk : Other		Duty on the tissue, increased by 50%	
ex 281 (b)	Ferro-alloys in a raw state : Ferro-chrome containing more than 10 % and up to 90 % of chromium	100 kg.	8	0.4
(e)	Ferro-molybdenum containing more than 5 % and up to 90 % of molybdenum	»	18	0.3
(h)	Ferro-tungsten containing more than 5 % and up to 90 % of tungsten	»	18	0.2
(i)	Ferro-vanadium containing more than 5 % and up to 90 % of vanadium	»	18	
(j)	Other kinds, not classified	»	18	0.3
284	Steel in ingots :			
(a)	Common	»	3	0.3
(b)	Special	»	6	0.4
ex 287	Special steel, hot rolled in bars or rods, raw :			
	I. Having in section 8 millimetres or less side or diameter		Duty on common steel hot rolled in bars or rods, according to the section, increased by 3 lira per 100 kg.	
	II. Round, oval, square, flat, flat rounded off, angular, hexagonal, octagonal, T, Z, having in section no side or diameter of 8 millimetres, or less		Duty on common steel hot rolled in bars or rods, increased by 2 lira per 100 kg.	
289	Iron and steel hammered into bars with a uniform section, not otherwise worked	»	Duty on iron and steel, according to kind, hot rolled in bars or rods, raw, according to the section, increased by 1.50 lira per 100 kg.	
291 (a)	Hoop iron or steel, cold rolled : With breaking strain of less than 75 kg. per square millimetre of section and of a thickness :			
	(1) Of 1 millimetre or more	»	15	0.5
	(2) Of less than 1 millimetre, but over ½ millimetre	»	17	0.5
	(3) Of ½ millimetre or less	»	18	0.5

Numéros et lettres du tarif italien	Désignation des marchandises	Unité	Droits d'entrée en lire or	Coefficients de majoration
(Suite)				
291 *b)*	Rubans en fer, etc. D'une résistance de 75 kg. ou plus par mm. carré de section et d'une épaisseur :			
	1° De 1 mm. ou plus	100 kg.	20	0,5
	2° De moins de 1 mm., mais de plus de ½ mm.	»	22	0,5
	3° De ½ mm. ou moins	»	25	0,5
ex 292 ex *a)*	ex 2. Fils de fer ou d'acier à section ronde ou carrée, bruts ou simplement polis, d'une résistance de 130 kg. ou plus, mais inférieure à 150 kg. par mm. carré de section et d'un diamètre :			
	a) De 1 ½ mm. ou moins, mais supérieur à 0,5 mm.	»	23	0,2
	b) De 0,5 mm. ou moins, mais supérieur à 0,3 mm.	»	35	0,2
ex 295	Câbles et cordages en fil de fer ou d'acier des Nos 292 *a)* et *a*-3-B, même recouverts de matière textile ou avec intérieur en matière textile.	»	Droit des fils dont ils sont composés, avec augmentation de 8 lire les 100 kg.	
	Ad 295. — Dans la détermination du droit des câbles et cordages en fer ou en acier, fabriqués avec des fils qui, ayant la même section et le même diamètre, présentent néanmoins une résistance différente par mm. carré de section, on ne tient pas compte des fils d'une résistance plus grande, pourvu que leur poids ne soit pas supérieur à 10 % du poids des câbles et cordages respectifs ou du poids des fils de même diamètre.			
298	Aciers spéciaux, laminés à chaud, en tôles plates, même recuites, brutes.	»	Droit des fers et aciers ordinaires, laminés à chaud, en tôles plates, suivant l'épaisseur, avec aug. de 4 lire les 100 kilogrammes.	
299	Tôles plates en fer ou en acier, laminées à froid, même blanchies, mais non ouvrées ultérieurement	»	Droit des fers et aciers selon l'espèce, laminés à chaud, en tôles plates, suivant l'épaisseur, avec augmentation de 3 lire les 100 kg.	

Italian Tariff No. and letters	Description of Goods	Unit	Import Duty (Gold lira)	Coefficients of Increase
(Continued)				
291	Hoop iron, etc.			
(b)	With breaking strain of 75 kg. or more per square millimetre of section and of a thickness :			
	(1) Of 1 millimetre or more	100 kg.	20	0.5
	(2) Of less than 1 millimetre, but over ½ millimetre	»	22	0.5
	(3) Of ½ millimetre or less	»	25	0.5
x 292 ex (a)	ex. (2) Iron or steel wire, round or square, rough or only polished, with breaking strain of 130 kilos or more but less than 150 kilos per square millimetre of section and of a diameter :			
	(b) Of 1 ½ millimetres or less, but more than ½ millimetre		23	0.2
	(c) Of ½ millimetre or less, but more than 0.3 millimetre.		35	0.2
x 295	Cable and rope of iron or steel wire, falling under Nos. 292 (a) and *a*-3-B, even if covered with textile material or with core of textile material		Duty on the wire of which made, increased by 8 lira per 100 kg.	
	Ad 295. — In determining the duty on cable and rope of iron or steel, consisting of wires of the same section and diameter but of different breaking strain per square millimetre of section, no regard is paid to wires of higher breaking strain if they do not represent more than 10 % of the weight of the cable or rope or of the total number of wires of similar diameter.			
298	Special steels, hot rolled, in flat sheets, even if annealed, rough	»	Duty on common iron and steel, hot rolled in flat sheets, according to thickness, increased by 4 lira per 100 kg	
299	Flat sheets of iron or steel, cold rolled, even whitened but not subsequently worked		Duty on iron and steel, according to kind, hot rolled in flat sheets, according to thickness, increased by 3 lira per 100 kg.	

Numéros et lettres du tarif italien	Désignation des marchandises	Unité	Droits d'entrée en lire or	Coefficients de majoration
ex 300	Tôles de fer ou d'acier, ouvrées :			
ex *g)*	Plombées, zinguées	100 kg.	Droit des tôles, selon l'espèce, avec augmentation de 3 lire les 100 kg.	
i)	Etamées		Droit des tôles, selon l'espèce avec augmentation de 4 lire les 100 kg.	
j)	Laquées ou finement vernies.	»	Droit des tôles, selon l'espèce avec augmentation de 3 lire les les 100 kg.	
k)	Nickelées.	»	Droit des tôles, selon l'espèce avec augmentation de 6 lire les 100 kg.	
l)	Brunies	»	Droit des tôles, selon l'espèce, avec augmentation de 16 lire les 100 kg.	
ex 303 *a)*	Tuyaux en fer ou en acier, ouvrés, avec de simples opérations d'un caractère mécanique :			
	ex 1. Avec filet extérieur cylindrique, sans manchons		Droit des tuyaux bruts, selon l'espèce, avec augmentation de 0,75 lires les 100 kg.	
	Ad 304. — Sont rangées sous le N° 304 *a)* les capsules de fermeture pour tubes (bouchons et chapeaux pour tubes). Sont rangés sous le N° 304 *b)* les joints à vis dits hollandais.			
309	Matériel fixe de chemins de fer et de tramways, non dénommé, à l'exception du matériel électrique :			
a)	Pour chemins de fer portatifs ou aériens. .	»	18	0,5
b)	Pour chemins de fer ordinaires ou tram :			
	1° Principalement en fonte	»	16	0,5
	2° Principalement en fer ou en acier. . . .	»	20	0,5
ex 310	Tuyaux en fonte :			
a)	Bruts ou simplement avec extrémités achevées :			
	1° Avec paroi d'une épaisseur dépassant 7 mm. :			
	α) Droits	»	6,50	0,3
	β) Autres	»	7	0,3
	2° Avec paroi d'une épaisseur ne dépassant pas 7 mm.	»	10	0,3
b)	Grossièrement vernis ou goudronnés	»	Droit des tuyaux bruts avec augmentation de 0,50 lire les 100 kg.	

Italian Tariff No. and letters	Description of Goods	Unit	Import Duty (Gold lira)	Coefficients of Increase
ex 300	Sheet iron or steel, worked :			
ex *(g)*	Coated with lead, zinc	100 kg.	Duty on sheets, according to kind, increased by 3 lira per 100 kg.	
(i)	Tinned	"	Duty on sheets, according to kind, increased by 4 lira per 100 kg.	
(j)	Lacquered or finely varnished	"	Duty on sheets, according to kind, increased by 3 lira per 100 kg.	
(k)	Nickelled	"	Duty on sheets, according to kind, increased by 6 lira per 100 kg.	
(l)	Burnished	"	Duty on sheets, according to kind, increased by 16 lira per 100 kg.	
ex 303 *(a)*	Tubes (or pipes) of iron or steel, worked only with operations of a mechanical character :			
	ex (1) With external cylindrical threads, without sleeve	"	Duty on unworked tubes, according to kind, increased by 0.75 lira per 100 kg.	
	Ad 304. — Capsules for closing tubes and pipes (caps and bungs for tubes and pipes) are to be classified under No. 304 (a). Screw joints known as Dutch joints are to be classified under No. 304 (b).			
309	Fixed material for railways and tramways, not specially mentioned, other than electric :			
(a)	For portable or aerial railways	"	18	0.5
(b)	For ordinary railways or tramways :			
	(1) Principally of cast iron	"	16	0.5
	(2) Principally of wrought iron or steel . . .	"	20	0.5
ex 310	Tubes (or pipes) of cast iron :			
(a)	Unworked or only cross cut :			
	(1) With wall of a thickness greater than 7 millimetres :			
	(α) Straight	"	6.50	0.3
	(β) Other	"	7	0.3
	(2) With wall of a thickness of 7 millimetres or less	"	10	0.3
(b)	Roughly varnished or tarred		Duty on unworked tubes, increased by 0.50 lira per 100 kg.	

Numéros et lettres du tarif italien	Désignation des marchandises	Unité	Droits d'entrée en lire or	Coefficients de majoration
ex 311	Fonte non malléable, en moulages non dénommés:			
a)	Bruts :			
	1° Trempés (durcis par moulage en coquille), pesant par pièce :			
	α) 100 kg. ou plus	100 kg.	8	0,6
	β) 10 kg. ou plus, mais moins de	»	8,50	0,6
	γ) Moins de 10 kg	»	11	0,6
	2° Autres, pesant par pièce :			
	α) 100 kg. ou plus	»	6	0,6
	β) 10 kg. ou plus, mais moins de 100 kg.	»	6,50	0,6
	γ) 1 kg. ou plus, mais moins de 10 kg. .	»	8,50	0,6
	δ) Moins de 1 kg.	»	12	0,6
b)	Rabotés, tournés ou autrement ouvrés :			
	1° Trempés (durcis par moulage en coquille), pesant par pièce :	»		
	α) 100 kg. ou plus	»	12	0,6
	β) 10 kg. ou plus, mais moins de 100 kg.	»	13	0,6
	γ) 1 kg. ou plus, mais moins de 10 . .	»	15,50	0,6
	δ) Moins de 1 kg.	»	20	0,6
	2° Autres, pesant par pièce :			
	α) 100 kg. ou plus	»	9	0,6
	β) 10 kg. ou plus, mais moins de 100 kg.	»	10	0,6
	γ) 1 kg. ou plus, mais moins de 10 kg. .	»	12	0,6
	δ) Moins de 1 kg.	»	16	0,6
ex *g)*	Nickelés	»	Droit des moulages rabotés, tournés, etc. avec augmentation de 6 lire les 100 kg.	
ex *h)*	Emaillés :			
	ex 2. Autres :			
	Baignoires et lavabos	»	28	—
ex 312	Fonte malléable, en moulages :			
ex *a)*	Bruts, pesant par pièce :			
	5° 1 kg. ou plus, mais moins de 10 kg.. . .	»	20	0,3
	6° 100 gr. ou plus, mais moins de 1 kg. . .	»	25	0,3
	7° Moins de 100 gr.	»	32	0,45
ex *b)*	Rabotés, limés, tournés, perforés ou autrement ouvrés, seulement sur une petite partie de leur surface, pesant par pièce :			
	5° 1 kg. ou plus, mais moins de 10 kg. . .	»	24	0,3
	6° 100 gr. ou plus, mais moins de 1 kg. . .	»	30	0,3
	7° Moins de 100 gr.	»	38	0,45
ex 314	Fers et aciers en pièces forgées ou estampées à chaud, non dénommés :			
ex *a)*	Bruts, pesant par pièce :			
	3° 40 kg. ou plus, mais moins de 100 kg.. .	»	16	0,4
	4° 10 kg. ou plus, mais moins de 40 kg. . .	»	19	0,4

Italian Tariff No. and letters	Description of Goods	Unit	Import Duty (Gold lira)	Coefficients of Increase
ex 311	Castings of non-malleable cast iron, not specially mentioned :			
(a)	Unworked :			
	(1) Tempered (case hardened), weighing per piece :			
	(α) 100 kilos or more	100 kg.	8	0.6
	(β) 10 kilos or more, but less than 100 kg.	»	8.50	0.6
	(γ) Less than 10 kilos	»	11	0.6
	(2) Other, weighing per piece :			
	(α) 100 kilos or more	»	6	0.6
	(β) 10 kilos or more, but less than 100 kg	»	6.50	0.6
	(γ) 1 kilo or more, but less than 10 kg. .	»	8.50	0.6
	(δ) Less than 1 kilo.	»	12	0.6
(b)	Planed, turned, or otherwise wrought :			
	(1) Tempered (case hardened), weighing per piece :			
	(α) 100 kilos or more	»	12	0.6
	(β) 10 kilos or more, but less than 100 kg	»	13	0.6
	(γ) 1 kilo or more but less than 10 kg. .	»	15.50	0.6
	(δ) Less than 1 kilo.	»	20	0.6
	(2) Other, weighing per piece :			
	(α) 100 kilos or more	»	9	0.6
	(β) 10 kilos or more, but less than 100 kg.	»	10	0.6
	(γ) 1 kilo or more, but less than 10 kg. .	»	12	0.6
	(δ) Less than 1 kilo.	»	16	0.6
ex (g)	Nickelled		Duty on castings planed, turned, etc., increased by 6 lira per 100 kg.	—
ex (h)	Enamelled :			
	ex (2) Other :			
	Baths and washing basins	»	28	
ex 312	Castings of malleable cast iron :			
ex (a)	Unworked, weighing per piece :			
	(5) 1 kilo or more, but less than 10 kilos .	»	20	0.3
	(6) 100 grammes or more, but less than 1 kilo			
	(7) Less than 100 grammes	»	25	0.3
ex (b)	Planed, filed, turned, drilled or otherwise worked on a small part of the surface only, weighing per piece :		31	0.45
	(5) 1 kilo or more, but less than 10 kilos .	»	24	0.3
	(6) 100 grammes or more, but less than 1 kilo.	»	30	0.3
	(7) Less than 100 grammes	»	38	0.45
ex 314	Iron and steel articles forged or hot pressed, not specially mentioned :			
ex (a)	Unworked, weighing per piece :			
	(3) 40 kilos or more, but less than 100 kilos	»	15	0.4
	(4) 10 kilos or more, but less than 40 kilos	»	19	0.4

Numéros et lettres du tarif italien	Désignation des marchandises	Unité	Droits d'entrée en lire or	Coefficients de majoration
(Suite)				
ex 314	Fers et aciers, etc.			
	Bruts, etc.			
ex *a)*	5° 1 kg. ou plus, mais moins de 10 kg. . .	100 kg.	24	0,4
	6° 100 gr. ou plus, mais moins de 1 kg. . .	»	28	0,4
	7° Moins de 100 gr.	»	35	0,4
ex *b)*	Rabotés, limés, tournés, perforés ou autrement ouvrés, seulement sur une petite partie de leur surface, pesant par pièce :			
	3° 40 kg. ou plus, mais moins de 100 kg. . .	»	19	0,4
	4° 10 kg. ou plus, mais moins de 40 kg. . .	»	22	0,4
	5° 1 kg. ou plus, mais moins de 10 kg. . .	»	27	0,4
	6° 100 gr. ou plus, mais moins de 1 kg. . .	»	32	0,4
	7° Moins de 100 gr.	»	42	0,4
315	Fers et aciers en moulages ou en pièces forgées ou estampées à chaud non dénommés, ouvrés sur toute ou sur une grande partie de leur surface :			
a)	Avec de simples ouvrages d'un caractère mécanique (rabotés, limés, perforés, etc.) pesant par pièce :			
	1° 5.000 kg. ou plus.	»	19	0,4
	2° 100 kg. ou plus, mais moins de 5.000 kg.	»	20	0,4
	3° 40 kg. ou plus, mais moins de 100 kg. . .	»	25	0,4
	4° 10 kg. ou plus, mais moins de 40 kg. . .	»	30	0,4
	5° 1 kg. ou plus, mais moins de 10 kg. . .	»	35	0,3
	6° 100 gr. ou plus, mais moins de 1 kg. . .	»	42	0,3
	7° Moins de 100 gr.	»	58	0,3
b)	Grossièrement vernis	»	Droits de ceux avec des simples ouvrages d'un caractère mécanique, selon le poids, avec augmentation de 0,50 lire les 100 kg.	
c)	Oxydés, laqués, finement vernis, recouverts de laiton, cuivré ou recouverts d'aluminium .	»	Droits de ceux avec de simples ouvrages d'un caractère mécanique selon le, poids, avec augmentation de 3 lires les 100 kg.	

Italian Tariff No and letters	Description of Goods	Unit	Import Duty (Gold lira)	Coefficients of Increase
(Continued)				
ex 314	Town and Steel, etc. Unworked, etc.			
ex *(a)*	(5) 1 kilo or more, but less than 10 kilos .	100 kg.	24	0.4
	(6) 100 grammes or more, but less than 1 kilo	»	28	0.4
	(7) Less than 100 grammes	»	35	0.4
ex *(b)*	Planed, filed, turned, drilled, or otherwise worked on a small part of the surface only, weighing per piece :			
	(3) 40 kilos or more, but less than 100 kilos	»	19	0.4
	(4) 10 kilos, or more, but less than 40 kilos	»	22	0.4
	(5) 1 kilo or more, but less than 10 kilos .	»	27	0.4
	(6) 100 grammes or more, but less than 1 kilo	»	32	0.4
	(7) Less than 100 grammes	»	42	0.4
315	Iron or steel castings or articles forged or hot pressed, not specially mentioned, worked on the whole or on a large part of their surface :			
(a)	Only with operations of a mechanical character (planed, filed, drilled, etc.) weighing per piece :			
	(1) 5,000 kilos or more	100 kg.	19	0.4
	(2) 100 kilos or more, but less than 5,000 kilos	»	20	0.4
	(3) 40 kilos or more, but less than 100 kilos	»	25	0.4
	(4) 10 kilos or more, but less than 40 kilos	»	30	0.4
	(5) 1 kilo or more, but less than 10 kilos.	»	35	0.3
	(6) 100 grammes or more, but less than 1 kilo	»	42	0.3
	(7) Less than 100 grammes.	»	58	0.3
(b)	Roughly varnished	»	Duty on worked only with operations of a mechanical character, according to weight, increased by 0.50 lira per 100 kg.	
c)	Oxidised, lacquered, finely varnished, coated with brass, copper, lead or aluminium . . .	»	Duty on worked only with operations of a mechanical character, according to weight, increased by 3 lira per 100 kg.	

Numéros et lettres du tarif italien	Désignation des marchandises	Unité	Droits d'entrée en lire or	Coefficients de majoration
(Suite) 315	Fers et aciers, etc.			
d)	Zingués	100 kg.	Droits de ceux avec des simples ouvrages d'un caractère mécanique, selon le poids, avec augmentation de 3,50 lire les 100 kg.	
e)	Etamés	»	Droits de ceux avec des simples ouvrages d'un caractère mécanique, selon le poids, avec augmentation de 4.50 lire les 100 kg.	
f)	Nickelés ou combinés avec d'autres matières .	»	Droits de ceux avec des simples ouvrages d'un caractère mécanique selon le poids, avec augmentation de 9 lire les 100 kg.	
g)	Brunis.	»	Droits de ceux avec des simples ouvrages d'un caractère mécanique, selon le poids, avec augmentation de 20 lire les 100 kg.	
h)	Dorés ou argentés	»	70	
	Nos 131 *à* 315. — Les articles rentrant sous les nº 311-315 sont considérés comme bruts, même si, après le moulage, le forgeage ou l'estampage, les jets de coulée ou masselottes, les bavures, le sable du moule ou l'oxyde de fusion ont été enlevés par un moyen quelconque, pourvu que lesdites opérations n'aient pas donné lieu à un véritable travail de la surface de l'article. Il est indifférent que lesdites opérations aient été exécutées à la main ou à la machine, par exemple au moyen du tonneau rotatif, du tambour à lisser ou d'un jet de sable. Lors de la classification des fers ou aciers en moulages ou en pièces forgées ou estampées à chaud, non dénommés, il n'est pas tenu compte d'un apprêt ou enduit de graisse, de minium, de goudron, de graphite d'asphalte ou d'autres substances similaires servant uniquement à les préserver de la rouille.			

Italian Tariff No. and letters	Description of Goods	Unit	Import Duty (Gold lira)	Coefficients of Increase
(Continued) 315	Iron and Steel, etc.			
(d)	Coated with zinc	100 kg.	Duty on worked only with operations of a mechanical character, according to weight, increased by 3.50 lira per 100 kg.	
(e)	Tinned	»	Duty on worked only with operations of a mechanical character, according to weight, increased by 4.50 lira per 100 kg.	
(f)	Nickelled or combined with other materials . .	»	Duty on worked only with operations of a mechanical character, according to weight, increased by 9 lira per 100 kg.	
(g)	Burnished	»	Duty on worked only with operations of a mechanical character, according to weight, increased by 20 lira per 100 kg.	
(h)	Gilt or silvered		70	—
	Ad Nos. 311-315. — Articles classed under Nos. 311-315 are regarded as unworked even if after casting, forging or stamping, the dead heads or runners, the seams, the mould, sand or smelting oxide have been removed by any process, provided such operations have not involved a real surface working of the article. It is immaterial whether the said operations have been effected by hand or machine, e.g., by rotary polishers, smoothing drums or sand jets. In the classification of iron or steel castings or articles forged or hot pressed not specially mentioned, no account is taken of the coating or colouring with grease, red lead, tar, graphite, asphalt or other similar substances used solely to protect the articles from rust.			

Numéros et lettres du tarif italien	Désignation des marchandises	Unité	Droits d'entrée en lire or	Coefficients de majoration
ex 316	Boulons en fer ou en acier, avec ou sans écrous, et écrous pour boulons :			
ex *a)*	Forgés ou estampés à chaud, même partiellement ouvrés, ayant en section un diamètre :			
	4° Inférieur à 5 mm.	100 kg.	30	0,1
b)	Autres	»	35	—
321	Rondelles, petites plaques et brides, en fer ou en acier, pour tuyaux, brutes ou ouvrées, avec un ou plusieurs trous, d'une épaisseur :			
a)	De 12 mm. ou plus	»	17	0,3
b)	De 5 mm. ou plus, mais de moins de 12 mm.	»	20	0,3
c)	De 1 mm. ou plus, mais de moins de 5 mm.		25	0,3
d)	Inférieure à 1 mm.	»	30	0,5
ex 322	Vannes, en fonte, fer ou acier :			
ex *a)*	Non combinées avec d'autres métaux, pesant par pièce :			
	1° 50 kg. ou plus	»	17	0,5
	2° 10 kg. ou plus, mais moins de 50 kg. . .	»	21	0,5
	3° 1 kg. ou plus, mais moins de 10 kg.. . .	»	26	0,5
ex *b)*	Combinées avec d'autres métaux, pesant par pièce :			
	1° 50 kg. ou plus	»	22,50	0,5
	2° 10 kg. ou plus, mais moins de 50 kg. . .	»	28,50	0,5
	3° 1 kg. ou plus, mais moins de 10 kg.. . .	»	39	0,5
ex 323	Chaînes, chaînettes et leurs parties, en fer ou en acier :			
ex *a)*	Brutes :			
	2° Avec maillons en fer ou en acier, ronds carrés, soudés ou brasés, d'une longueur intérieure égale ou inférieure à 3 ½ fois l'épaisseur du fer employé.	»	Droit des chaînes avec maillons d'une longueur intérieure supérieure à 3 ½ fois l'épaisseur du fer employé.	
	ex 2. Chaînes et chaînettes démontables et leurs parties, en fonte malléable, brutes :			
	I. Avec éléments pesant chacun moins de 100 gr.	»	32	—
	II. Autres	»	25	—
	ex 4. Avec mailles à pignons, pesant par mètre courant :			
	a) 1 kg. ou plus, mais moins de 5 kg.	»	88	0,2
	b) 100 gr. ou plus, mais moins de 1 kg.	»	100	0,1
ex 324	Ressorts en acier :			
a)	A lames superposées, pesant par pièce :			
	1° 55 kg. ou plus	»	22	0,2
	2° Moins de 55 kg.	»	26	0,2

Italian Tariff No. and letters	Description of Goods	Unit	Import Duty (Gold lira)	Coefficients of Increase
ex 316	Bolts of iron or steel, with or without nuts, and nuts for bolts :			
ex *(a)*	Forged or hot pressed, even partially worked, having in section a diameter of :			
	(4) Less than 5 millimetres	100 kg.	30	0.1
(b)	Other	»	35	–
321	Washers, small plates and flanges, of iron or steel, for tubes or pipes, unworked or worked, with one or more holes, of a thickness :			
(a)	12 millimetres or more	»	17	0.3
(b)	5 millimetres or more, but less than 12 millimetres	»	20	0.3
(c)	1 millimetre or more, but less than 5 millimetres	»	25	0.3
(d)	Less than 1 millimetre	»	30	0.5
ex 322	Sluice valves, of cast iron, wrought iron or steel :			
ex *(a)*	Not combined with other metals, weighing per piece :			
	(1) 50 kilos or more	»	17	0.5
	(2) 10 kilos or more, but less than 50 kilos	»	21	0.5
	(3) 1 kilo or more, but less than 10 kilos .	»	26	0.5
ex *(b)*	Combined with other metals, weighing per piece :			
	(1) 50 kilos or more	»	22.50	0.5
	(2) 10 kilos or more, but less than 50 kilos .	»	28.50	0.5
	(3) 1 kilo or more, but less than 10 kilos . .	»	39	0.5
ex 323	Chains, small chains and their parts, of iron and steel :			
ex *(a)*	In the rough :			
	(2) With iron or steel ring links, round or square, welded or soldered, of internal length equal to or less than 3 ½ times the thickness of the iron used	»	Duty on chains with links of internal length more than 3 ½ times the thickness of the iron used.	
	ex 2. Pitch-chains and small pitch-chains and their parts, of malleable cast iron, in the rough :			
	I. With links weighing less than 100 gr. each	»	32	–
	II. Other.	»	25	–
	ex 4. With roller plate links, weighing per linear metre :			
	(a) 1 kilo or more, but less than 5 kilos . .	»	88	0.2
	(b) 100 grammes or more, but less than 1 kilo	»	100	0.1
ex 324	Springs, steel :			
(a)	Elliptical, weighing each :			
	(1) 55 kilos or more	»	22	0.2
	(2) Less than 55 kilos	»	26	0.2

Numéros et lettres du tarif italien	Désignation des marchandises	Unité	Droits d'entrée en lire or	Coefficients de majoration
(Suite)				
324	Ressorts en acier :			
d)	De toute autre espèce, pesant par pièce :			
	1° Plus de 10 kg.	100 kg.	22	0,4
	2° Plus de 2 kg. jusqu'à 10 kg.	»	30	0,4
	3° Plus de 100 gr. jusqu'à 2 kg.	»	50	0,2
	4° Plus de 20 gr. jusqu'à 100 gr.	»	150	—
	5° Jusqu'à 20 gr.	»	400	—
ex *d)*	Pour ceintures herniaires	»	80	—
ex 325	Meubles en fer ou en acier :			
a)	Pour opérations chirurgicales ou à l'usage des cliniques	»	50	0,6
326	Tonneaux en tôle de fer ou d'acier, même plombés, zingués, étamés ou avec accessoires en autres matières	»	28	0,5
327	Récipients en fer ou en acier, pour gaz comprimés ou liquéfiés, pesant :			
a)	75 kg. ou plus	»	36	0,4
b)	Plus de 35 kg., mais moins de 75 kg.	»	39	0,4
c)	35 kg. ou moins.	»	42	0,4
330	Serrures et leurs parties, en fer ou en acier, même brunies, vernies, nickelées, dorées, argentées ou combinées avec d'autres métaux :			
a)	Simples	»	50	0,2
b)	Autres.	»	90	—
331	Garnitures en fonte, fer ou acier pour meubles et pour portes et fenêtres (crémones, verrous, crochets, charnières, entrées de clefs, etc.) :			
a)	Brutes	»	30	0,3
b)	Ouvragées :			
	1° Combinées avec d'autres métaux . .	»	50	0,2
	2° Autres	»	40	0,2
	Ad 331 *b)*. — Suivent le régime du N° 331 *b)* les porte-manteaux et les porte-chapeaux, les consoles et les porte-essuie-mains.			
ex 332	Aiguilles en fer ou en acier, y compris les contenants, ou emballages immédiats :			
a)	Droites, polies, sans chas, pour ouvrages de bonneterie, broderie et similaires, y compris les aiguilles à tricoter les bas . . .	»	20	0,6
b)	Courbées, à crochet et similaires, même avec manche en autre matière	»	50	0,6
c)	A coudre et pour machines à coudre, d'une longueur :			
	1° De 5 cm. ou plus	»	150	-
	3° Inférieure à 5 cm.	»	250	-
ex 338	Ciseaux en fer ou en acier :			
ex *a)*	Tondeuses avec peigne pour coiffeurs et pour usages domestiques, pesant moins de 350 gr. pièce	cent	60	-
ex *b)*	Sans peigne :			
	1° Pour usages industriels ou agricoles.	100 kg.	50	-
	ex 2° Non dénommés :			
	b) Autres	»	70	0,2

Italian Tariff No. and letters	Description of Goods	Unit	Import Duty (Gold lira)	Coefficients of Increase
(Continued)				
324	Springs, steel :			
(d)	Of any other kind whatsoever, weighing per piece :			
	(1) More than 10 kilos	100 kg.	22	0.4
	(2) More than 2 kilos, and up to 10 kilos . .	»	30	0.4
	(3) More than 100 grammes, and up to 2 kg.	»	50	0.2
	(4) More than 20 grammes, and up to 100 gr.	»	150	
	(5) Up to 20 grammes		400	
ex *(d)*	For hernial trusses	»	80	
ex 325	Furniture of iron or steel :			
(a)	For surgical operations or for clinical use. . .	100 kg.	50	0.6
326	Barrels of sheet iron or steel, even coated with lead, zinc, tin, or with accessories of other materials.	»	28	0.5
327	Recipients of iron or steel, for compressed or liquefied gas, weighing :			
(a)	75 kilos or more	»	36	0.4
(b)	More than 35 kilos, but less than 75 kilos .	»	39	0.4
(c)	35 kilos or less	»	42	0.4
330	Locks and their parts, of iron or steel, even burnished, varnished, nickelled, gilt, silvered or combined with other metals :			
(a)	Simple	»	50	0.2
(b)	Other	»	90	
331	Fittings of cast iron, iron or steel, for furniture (mobil), doors or windows (slide bolts, catches, hooks, hinges, escutcheons, etc.) :			
(a)	Rough	»	30	0.3
(b)	Worked :			
	(1) Combined with other metals	»	50	0.2
	(2) Other.	»	40	0.2
	Ad 331 *(b)* — Clothes-hangers, hat racks, brackets and towel-rails are dutiable under No. 331 *(b)*.			
ex 332	Needles of iron or steel, including receptacle or immediate packing :			
(a)	Straight, plain, eyeless, for hosiery, embroidery, and the like, including stocking needles	»	20	0.6
(b)	Curved, crochet hooks and the like, even with handle of other material	»	30	0.6
(c)	For sewing by hand or machine, of a length of :			
	(1) 5 centimetres or more	»	150	
	(2) Less than 5 centimetres	»	250	
ex 338	Scissors of iron or steel :			
ex *(a)*	Hair clippers and clippers for domestic use, weighing less than 350 grammes each	hundred	60	
ex *(b)*	Other scissors :			
	(1) For industrial or agricultural use . . .	100 kg.	50	—
	ex (2) Not specially mentioned :			
	(a) Other	»	70	0.2

Numéros et lettres du tarif italien	Désignation des marchandises	Unité	Droits d'entrée en lire or	Coefficients de majoration
ex 343	Ouvrages non dénommés, principalement fabriqués avec des barres ou tiges en fer ou en acier :			
b)	Grossièrement vernis	100 kg.	Droits des ouvrages bruts, selon l'espèce, avec augmentation de 0,75 lire les 100 kg.	
ex 344	Crochets recourbés à vis, pitons, crochets à pointe		32	—
ex 347	Ouvrages non dénommés, principalement fabriqués avec des tôles de fer ou d'acier :	»		
a)	Simplement estampés, même rognés, tournés, fraisés, ou biseautés sur les bords, mais non ultérieurement travaillés, en tôle d'une épaisseur :			
	1° Supérieure à 10 mm. :			
	α) D'un diamètre ou d'une dimension maximum supérieure à 1 m.	»	16	0,4
	β) Autres	»	15	0,4
	2° De 4 mm. ou plus, mais ne dépassant pas 10 mm.	»	15	0,6
	3° De 11/2 mm. ou plus, mais inférieure à 4 mm.	»	18	0,6
	4° Inférieure à 11/2 mm.	»	21,50	0,6
b)	Autres, bruts, en tôle d'une épaisseur :			
	1° De 4 mm. ou plus	»	17	0,6
	2° De 11/2 mm. ou plus, mais inférieure à 4 mm.	»	20	0,6
	3° Inférieure à 11/2 mm.	»	23	0,6
ex *e)*	Bassins et seaux zingués	»	30	—
g)	Etamés	»	Droits des ouvrages simplement estampés, etc. ou des autres, bruts selon l'espèce, avec augmentation de 6 lire les 100 kg.	
k)	Dorés ou argentés	»	70	—
ex 353	Fils de cuivre et ses alliages, même enroulés sur des filés de matière textile :			
ex *a)*	Bruts :			
	ex 1. A section circulaire, d'un diamètre :			
	α) De 0,2 mm. ou plus, mais inférieur à 0,5 mm.	»	38	—
	β Inférieur à 0,2 mm.	»	55	—
ex *b)*	Etamés	»	Droit des fils bruts avec augmentation de 7 lire les les 100 kg.	—
ex 355	Tuyaux en cuivre et ses alliages bruts :			
ex *b)*	A section autre :			
	I. D'un diamètre extérieur de 35 mm. ou plus, mais ne dépassant pas 125 mm., avec paroi d'une épaisseur :			
	α) De 11/2 mm. ou plus, mais inférieure à 21/2 mm.	»	36	
	β) Inférieure à 11/2 mm.	»	47	

Italian Tariff No. and letters	Description of Goods	Unit	Import Duty (Gold lira)	Coefficients of Increase
ex 343	Wares not specially mentioned, made principally with bar or rod of iron or steel :			
(b)	Roughly varnished.	100 kg.	Duty on unworked wares, according to kind, increased by 0.75 lira per 100 kg.	
ex 344	Swivel-screws, eyed-screws, pointed screws . . .	»	32	—
ex 347	Wares not specially mentioned, made principally of sheet iron or steel :			
(a)	Simply pressed, whether or not cut, turned, milled or chased at the edges, but not further worked ; made of sheets of a thickness of :			
	(1) More than 10 millimetres :			
	(α) With diameter or maximum dimension greater than 1 metre	»	16	0.4
	(β) Other	»	15	0.4
	(2) 4 millimetres or more, but not more than 10 millimetres	»	15	0.6
	(3) 1 ½ millimetres or more, but less than 4 millimetres	»	18	0.6
	(4) Less than 1 ½ millimetre	»	21.50	0.6
(b)	Other, rough, made of shects of thickness of :			
	(1) 4 millimetres or more	»	17	0.6
	(2) 1 ½ millimetre or more, but less than 4 millimetres	»	20	0.6
	(3) Less than 1 ½ millimetres	»	23	0.6
ex *(e)*	Basins and buckets coated with zinc	»	30	—
(g)	Tinned.	»	Duty on wares simply pressed, etc., or other in the rough, according to kind, increased by 6 lira per 100 kg.	—
(k)	Gilt or silvered	»	70	—
ex 353	Wire of copper and its alloys, even wound on threads of textile materials :			
ex *(a)*	In the rough :			
	ex (1) Of circular section, with a diameter :			
	(α) Of 0.2 millimetre or more, but less than 0.5 millimetre	»	38	—
	(β) Of less than 0.2 millimetre	»	55	—
ex *(b)*	Tinned	»	Duty on wires in the rough increased by 7 lira per 100 kg.	—
ex 355 ex *b)*	Tubes (or pipes) of copper and its alloys, in the rough: Of other section :			
	I. Of external diameter of 35 millimetres or more, but not exceeding 125 millimetres with wall of the thickness :			
	(α) of 1 ½ millimetres or more, but less than 2 ½ millimetres	»	36	—
	(β) of less than 1 ½ millimetres	»	47	—

Numéros et lettres du tarif italien	Désignation des marchandises	Unité	Droits d'entrée en lire or	Coefficients de majoration
(Suite)				
ex 355	Tuyaux en cuivre, etc.			
	A Section autre :			
ex *b)*	II. D'un diamètre extérieur inférieur à 35 mm. ou supérieur à 125 mm. avec paroi d'une épaisseur :			
	α) De 11/2 mm. ou plus, mais inférieure à 21/2 mm.	100 kg.	47	—
	β) Inférieure à 11/2 mm.	»	69	—
	Ad 355. — Les tuyaux cannelés sont rangés sous la lettre *b)*.			
ex 356	Tuyaux en cuivre et ses alliages, vernis ou nickelés	»	Droit des tuyaux bruts avec augmentation de 10 lire les 100 kg.	—
ex 356	Tuyaux en cuivre et ses alliages, à section autre que circulaire ou ovale, polis, même cannelés, avec paroi d'une épaisseur inférieure à 21/2 mm.	»	Droit conventionnel des tuyaux bruts à section autre suivant le diamètre et l'épaisseur de la paroi, avec augmentation de 5 lire les 100 kg.	—
362	Rivets *(Pernotti e ribadini)* en cuivre et ses alliages	»	30	—
363	Clous et clous de tapissier, en cuivre et ses alliages:			
	I. Forgés ou estampés.	»	45	—
	II. Autres.	»	75	0,3
ex 369	Ouvrages en cuivre et ses alliages, non dénommés :			
ex *a)*	Ornementaux, non dorés ni argentés :			
	Accessoires pour meubles (entrées de clefs, poignées, charnières et similaires) ainsi que pour portes et pour fenêtres. . . .	»	90	
ex 372 *a)*	Cuves de fermentation, réservoirs et récipients de pressage, pour brasseries, en aluminium, même avec accessoires en autre matière (à l'exception des manomètres)	»	80	—
ex 382	Ouvrages en plomb et ses alliages, non dénommés :			
a)	Vernis dorés ou argentés	»	40	0,3
ex 387	Ouvrages en zinc et ses alliages :			
ex *b)*	Non dénommés :			
	1° Ornementaux ou vernis :			
	I. Carreaux imprimés, vernis	»	50	—
	II. Autres.	»	75	0,3
	ex 2° Tôles de zinc nickelées, cuivrées, recouvertes de laiton, oxydées, par un procédé électrolytique.	»	25	
ex 388	Métaux et alliages métalliques non dénommés :			
ex *c)*	En ouvrages de toute sorte, non dorés ni argentés :			
	I. En électrométal (en magnésium)	»	120	—
	II. Autres	»	130	—

Italian Tariff No. and letters	Description of Goods	Unit	Import Duty (Gold lira)	Coefficients of Increase
(Continued)				
ex 355	Tubes (or pipes), etc.			
	Of other section :			
ex *(b)*	II. Of external diameter of less than 35 millimetres, or over 125 millimetres, with wall of the thickness :			
	(α) Of 1 ½ millimetres or more, but less than 2 ½ millimetres	100 kg.	47	—
	(β) Of less than 1 ½ millimetres	»	69	—
	Ad 355. — Channelled tubes are classed under letter *(b)*.			
ex 356	Tubes of copper and its alloys, varnished or nickelled	»	Duty on tubes in the rough, increased by 10 lira per 100 kg.	—
ex 356	Tubes of copper and its alloys (except those of round or oval section), polished, even if channelled, with walls less than 2 ½ millimetres in thickness.	»	Conventional duty of tubes in the rough, of other section, according to the diameter and the thickness of the wall, increased by 5 lira per 100 kg.	—
362	Studs and rivets *(Pernotti e ribadini)* of copper and its alloys	»	30	—
363	Nails and tacks, of copper and its alloys :			
	I. Forged or stamped	»	45	—
	II. Other.	»	75	0.3
ex 369	Unenumerated articles of copper and its alloys :			
ex *(a)*	Ornamental, not gilt or silvered :			
	Furniture accessories (escutcheons, knobs, hinges and similar), also those for doors and windows	»	90	—
ex 372 *(a)*	Aluminium fermenting vats, tanks and pressure receptacles for use in breweries, even if with accessories of other material (except manometers).	»	80	—
ex 382	Unspecified articles of lead and its alloys :			
(a)	Varnished, gilt or silvered	»	40	0.3
ex 387	Articles of zinc and its alloys :			
ex *(b)*	Unenumerated :			
	(1) Ornamental or varnished :			
	I. Stamped slabs, varnished	»	50	—
	II. Other.	»	75	0.3
	ex (2) Zinc sheets, nickelled, coppered, brass-coated, or oxidised, by electrolytic process	»	25	—
ex 388	Unspecified metals and metallic alloys : in articles of all kinds, neither gilt nor silvered :			
ex *(c)*				
	I. Of electro-metal (magnesium)	»	120	—
	II. Other.	»	130	—

Numéros et lettres du tarif italien	Désignation des marchandises	Unité	Droits d'entrée en lire or	Coefficients de majoration
ex 392	Couteaux :			
ex *a)*	De poche et canifs :			
	ex 1° Avec manche en corne	100 kg.	125	0,1
	ex 2° Avec manche en autre matière, y compris les métaux communs, non dorés ni argentés	»	125	0,1
393	Rasoirs :			
a)	Communs et leurs parties	»	160	
b)	De sûreté, leurs parties et leurs lames, y compris l'étui :			
	I. Avec lames, pesantes, évidées, tranchant d'un seul côté et avec dos d'une épaisseur non inférieure à 2,5 mm., ainsi que leurs lames séparées.	»	160	—
	II. Rasoirs communs avec peigne de sûreté	»	160	—
	III. Autres	»	300	—
ex 394	Cuillers et fourchettes, d'une seule pièce :			
ex *a)*	En fer ou en acier :			
	2° Zinguées ou étamées	»	35	0,2
	Ad 394. — Les cuillers et fourchettes ou autres objets similaires pour la table en métal commun (à l'exception de la coutellerie) suivent le traitement conventionnel du N° 394, même si le manche (poignée), tout en étant du même métal que le restant de l'objet, est fixé par soudure de façon à donner à l'objet l'apparence de ceux faits d'une seule pièce.			
ex 396	Machines motrices :			
ex *a)*	A mouvement alternatif :			
	2° A combustion interne, pesant :			
	α) Plus de 100.000 kg.	»	18	0,3
	β) Plus de 50.000 jusqu'à 100.000 kg. .	»	20	0,3
	γ) Plus de 20.000 jusqu'à 50.000 kg. .	»	23	0,3
	δ) Plus de 10.000 jusqu'à 20.000 kg. .	»	25	0,3
	ε) Plus de 5.000 jusqu'à 10.000 kg. .	»	30	0,2
	ζ) Plus de 2.500 jusqu'à 5.000 kg. .	»	35	0,2
	η) Plus de 1.000 jusqu'à 2.500 kg. .	»	45	0,1
	θ) Plus de 500 jusqu'à 1.000 kg. .	»	60	0,1
	ex 1° Plus de 300 jusqu'à 500 kg., à l'exception des moteurs pour automobiles et pour aviation	»	70	—
	ex 2° Plus de 150 jusqu'à 300 kg., à l'exception des moteurs pour automobiles et aviation	»	90	—
	ex 3° Jusqu'à 150 kg., à l'exception des moteurs pour automobiles et pour aviation	»	100	
ex *b)*	A mouvement rotatif :			
	ex 2° Hydrauliques, pesant :			
	α) Plus de 20.000 kg.	»	15	0,4
	β) Plus de 10.000 jusqu'à 20.000 kg. . .	»	16	0.3
	γ) Plus de 5.000 jusqu'à 10.000 kg. . .	»	17	0,3
ex 397	Locomobiles :			
ex *a)*	A vapeur, pesant plus de 3.000 à 15.000 kg. .	»	25	0,4
ex 398	Chaudières génératrices de vapeur :			
c)	Autres, y compris celles dites « Cornovaglia », même avec réchauffeurs et bouilleurs. . .	»	18	0,1

Italian Tariff No. and letters	Description of Goods	Unit	Import Duty (Gold lira)	Coefficients of Increase
ex 392	Knives :			
ex (a)	Pocket and penknives :			
	ex (1) With horn handle	100 kg.	125	0.1
	ex (2) With handles of other materials including base metals, neither gilded nor silvered	»	125	0.1
393	Razors :			
(a)	Ordinary and parts thereof	»	160	—
(b)	Safety, parts and blades thereof, including the case :			
	I. With heavy hollow-ground blades, with only one cutting edge and with the back not less than 2.5 millimetres thick, also spare blades therefor	»	160	—
	I. Ordinary razors with safety attachment	»	160	—
	III. Other	»	300	—
ex 394	Spoons and forks, in one piece :			
ex (a)	Of iron or steel :			
	(2) Coated with zinc or tin	»	35	0.2
	Ad 394. — Spoons and forks and other similar tableware of common metal (except knives) are to be subject to the conventional treatment of No. 394, even when the handle, being of the same metal as the rest of the article, is soldered on so that the whole article appears to be in one piece.			
ex 396	Engines :			
ex (a)	With reciprocating motion :			
	(2) Internal combustion, weighing :			
	(α) More than 100,000 kilos	»	18	0.3
	(β) More than 50,000 and up to 100,000 kg.	»	20	0.3
	(γ) More than 20,000 and up to 50,000 kg.	»	23	0.3
	(δ) More than 10,000 and up to 20,000 kg.	»	25	0.3
	(ε) More than 5,000 and up to 10,000 kg.	»	30	0.2
	(ζ) More than 2,500 and up to 5,000 kg.	»	35	0.2
	(η) More than 1,000 and up to 2,500 kg.	»	45	0.1
	(θ) More than 500 and up to 1,000 kg.	»	60	0.1
	ex (1) More than 300 and up to 500 kilos, except motor-car and aeroplane engines	»	70	—
	ex (2) More than 150 and up to 300 kilos, except motor-car and aeroplane engines	»	90	—
	ex (3) Up to 150 kilos, except motor-car and aeroplane engines	»	100	—
ex (b)	Rotary :			
	ex (2) Hydraulic, weighing :			
	(α) More than 20,000 kilos	»	15	0.4
	(β) More than 10,000 and up to 20,000 kg.	»	16	0.3
	(γ) More than 5,000 and up to 10,000 kg.	»	17	0.3
ex 397	Portable engines :			
ex (a)	Steam, weighing more than 3,000 and up to 15,000 kilos	»	25	0.4
ex 398	Steam boilers :			
(a)	Other including Cornish even with heaters and French boilers		12	0.1

Numéros et lettres du tarif italien	Désignation des marchandises	Unité	Droits d'entrée en lire or	Coefficients de majoration
ex 400	Economiseurs, surchauffeurs et condensateurs :			
a)	Entièrement ou en majeure partie en cuivre et ses alliages	100 kg.	35	0,3
ex *b)*	Economiseurs et surchauffeurs, entièrement en fonte	»	10	0,4
ex *c)*	Economiseurs et surchauffeurs, autres	»	30	0,4
ex 403	Machines-outils :			
a)	Non automatiques, pesant :			
	1° Plus de 10.000 kg.	»	16	0,6
	2° Plus de 5.000 jusqu'à 10.000 kg. . . .	»	18	0,6
	3° Plus de 1.000 jusqu'à 5.000 kg. . . .	»	24	0,6
	4° Plus de 100 jusqu'à 1.000 kg. . . .	»	32	0,6
	5° Jusqu'à 100 kg.	»	45	0,6
b)	Automatiques, pesant :			
	1° Plus de 5.000 kg..	»	Droit des machines-outils non automatiques, avec augmentation de 10 %.	
	2° Plus de 1.000 jusqu'à 5.000 kg.	»	Droit des machines-outils non automatiques, avec augmentation de 10 %.	
	3° Jusqu'à 1.000 kg.	»	Droit des machines-outils non automatiques, avec augmentation de 10 %.	
ex 403	Machines à couper le papier ou le carton (en tant qu'elles ne rentrent pas sous le N° 409) et machines à faire les enveloppes et les sachets en papier, pesant plus de 1.000 kg.	»	24	—
ex 406	Machines de triage (à l'exception de celles à spirale)	»	20	0,5
	Ad 406. — Les machines ci-après sont rangées sous le N° 406 : nettoyeuses-aspiratrices, séparateurs à tambour et à disque, blutoirs, «Plansichter» et nettoyeuses pour semoule et recoupe.			
ex 407	Machines agricoles :			
ex *a)*	Charrues et autres machines pour le travail du sol, ainsi que leurs parties :			
	I. Charrues Brabant tourne-oreille . . .	»	10	—
	II. Charrues autres, pesant plus de 200, jusqu'à 1.000 kg..	»	18	0,2
	III. Bineuses	»	12	—
	IV. Autres machines pour le travail du sol, pesant :			
	1° Plus de 3.000 kg..	»	14	0,3
	2° Plus de 1.000 jusqu'à 3.000 kg.	»	16	0,3
b)	Batteuses, pesant :			
	1° Plus de 3.000 kg..	»	14	—
	2° Plus de 1.000 jusqu'à 3.000 kg.	»	16	0,3
	3° Jusqu'à 1.000 kg.	»	18	0,3
ex *c)*	Parties détachées de faucheuses et de moissonneuses (à l'exception des couteaux et des lames de couteaux)	»	10	

Italian Tariff No. and letters	Description of Goods	Unit	Import Duty (Gold lira)	Coefficients of Increase
ex 400	Economisers, superheaters and condensers :			
(a)	Wholly or for the most part of copper and copper alloys	100 kg.	35	0.3
ex (b)	Economisers and superheaters, wholly of cast iron	»	10	0.4
ex (c)	Economisers and superheaters, other	»	30	0.4
ex 403	Machine tools :			
(a)	Not automatic, weighing :			
	(1) More than 10,000 kilos	»	16	0.6
	(2) More than 5,000 and up to 10,000 kilos	»	18	0.6
	(3) More than 1,000 and up to 5,000 kilos .	»	24	0.6
	(4) More than 100 and up to 1,000 kilos . .	»	32	0.6
	(5) Up to 100 kilos.	»	45	0.6
(b)	Automatic, weighing :			
	(1) More than 5,000 kilos	»	Dutiable as non-automatic machine tools with an additional 10 %.	
	(2) More than 1,000 and up to 5,000 kilos .	»	Dutiable as non-automatic machine tools with an additional 10 %.	
	(3) Up to 1,000 kilos.	»	Dutiable as non-automatic machine tools with an additional 10 %.	
ex 403	Machines for cutting paper or pasteboard (so far as they are not classed under No. 409) and machines for making paper envelopes and bags, weighing more than 1,000 kilos	»	24	—
ex 406	Sifting machines (except spiral sifting machines)	»	20	0.5
	Ad 406. — The following machines are classed under No. 406 : Exhauster-purifiers, drum and disc separators, bolting mills, " Plansichter " and purifiers for bran and pollards.			
ex 407	Agricultural machinery :			
ex (a)	Ploughs and other machines for preparing the soil, also parts thereof :			
	I. Brabant turn-wrist ploughs	»	10	—
	II. Other ploughs, weighing from 200 to 1,000 kilos	»	18	0.2
	III. Horse-hoes	»	12	—
	IV. Other machines for preparing the soil, weighing :			
	(1) More than 3,000 kilos	»	14	0.3
	(2) More than 1,000 and up to 3,000 kilos.	»	16	0.3
(b)	Threshing machines, weighing :			
	(1) More than 3,000 kilos	»	14	—
	(2) More than 1,000 and up to 3,000 kilos .	»	16	0.3
	(3) Up to 1,000 kilos	»	18	0.3
ex (c)	Spare parts of mowing and reaping machines (except knives and knife blades)	—	10	—

Numéros et lettres du tarif italien	Désignation des marchandises	Unité	Droits d'entrée en lire or	Coefficients de majoration
(Suite)				
ex 407	Machines agricoles :			
ex *e)*	Parties détachées de faneuses, de râteaux simples et de râteaux à décharge latérale même avec faneuses	100 kg.	7	—
ex *g)*	Non dénommées et leurs parties :			
	1° Fabriquées en majeure partie en bois	»	14	0.3
	ex 2° Semoirs pesant plus de 350 kg. . . .	»	12	—
ex 408	I. Machines non dénommées pour la minoterie	»	16	—
	II. Machines non dénommées pour polir le riz .	»	18	0,5
409	Machines pour la fabrication du papier et des cartons	»	15	—
	Ad 409. — Les blutoirs, loups ou batteurs de de chiffons, les machines coupe-chiffons, lessiveurs (non compris les chaudières pour la cuisson de la pâte chimique) les piles, coupeuses, défibreurs, raffineurs, classeurs et presse-pâte, suivent le régime conventionnel de ce numéro.			
411	Machines pour lier et relier les livres et les registres	»	20	0,5
ex 412	Machines pour les industries graphiques, à l'exclusion de celles destinées à la fonte des caractères et à composer :			
a)	Machines rotatives à imprimer les journaux (y compris les appareils de stéréotypie correspondants).	»	15	—
ex *b)*	Autres, pesant :			
	1° Plus de 5.000 kg..	»	18	0,5
	2° Plus de 2.000 jusqu'à 5.000 kg.	»	20	0,5
	3° Plus de 1.000 jusqu'à 2.000 kg.	»	24	0.3
	4° Plus de 500 jusqu'à 1.000 kg.	»	28	0,3
417	Métiers à tulles, à dentelles, à guipures et à broder, pesant :			
a)	Plus de 3.000 kg.	»	18	—
b)	Plus de 1.000 jusqu'à 3.000 kg.	»	30	—
c)	Plus de 300 jusqu'à 1.000 kg..	»	35	—
d)	Jusqu'à 300 kg.	»	40	—
418	Machines pour la fabrication des matériaux de construction pour bâtisse et voirie, pesant :			
a)	Plus de 5.000 kg.	»	13	0,3
b)	Plus de 1.000 jusqu'à 5.000 kg.	»	15	0,3
c)	Plus de 500 jusqu'à 1.000 kg.	»	18	0,3
d)	Jusqu'à 500 kg..	»	22	0,3
ex 419	Machines pour l'extraction et le travail des minéraux (à l'exception des excavateurs à sec) pesant :			
a)	Plus de 5.000 kg.	»	13	0,4
b)	Plus de 1.000 jusqu'à 5.000 kg.	»	15	0.4
c)	Plus de 500 jusqu'à 1.000 kg..	»	18	0,4
d)	Jusqu'à 500 kg.	»	22	0,4

Italian Tariff No. and letters	Description of Goods	Unit	Import Duty (Gold lira)	Coefficients of Increase
(Contin.)				
ex 407	Agricultural machinery :			
ex (e)	Spare parts of tedders, of simple rakes and of rakes with lateral discharge, even if with haymaking attachment	100 kg.	7	—
ex (g)	Agricultural machines not specified and parts thereof :			
	(1) Made mainly of wood	»	14	0.3
	ex (2) Seed drills weighing more than 350 kilos .	»	12	—
ex 408	I. Machines, not specified, for millers	»	16	—
	II. Machines, not specified, for rice polishing . .	»	18	0.5
409	Machines for the manufacture of paper and cardboard	»	15	—
	Ad 409. — Bolting mills, devilling machines and beating machines for rags, rag-cutting machines, rag boilers (not including boilers for heating chemical pulp) pulp vats, paper-cutting machines, also machines for removing fibre, cleaning machines, sorting machines and pulp presses, pay the conventional rate of duty under this number.			
411	Machines for the binding or re-binding of books and registers	»	20	0.5
ex 412	Machines for the graphic industries, except those for type casting and setting :			
(a)	Rotary machines for printing newspapers (including corresponding stereotype apparatus)	»	15	—
ex (b)	Other, weighing :			
	(1) More than 5,000 kilos	»	18	0.5
	(2) More than 2,000 and up to 5,000 kilos . .	»	20	0.5
	(3) More than 1,000 and up to 2,000 kilos . .	»	24	0.3
	(4) More than 500 and up to 1,000 kilos . . .	»	28	0.3
417	Frames for tulle, lace, guipure, and embroidery, weighing :			
(a)	More than 3,000 kilos	»	18	—
(b)	More than 1,000 and up to 3,000 kilos . . .	»	30	—
(c)	More than 300 and up to 1,000 kilos . . .	»	35	—
(d)	Up to 300 kilos	»	40	—
418	Machines for the manufacture of materials for house and road construction, weighing :			
(a)	More than 5,000 kilos	»	13	0.3
(b)	More than 1,000 and up to 5,000 kilos . .	»	15	0.3
(c)	More than 500 and up to 1,000 kilos . . .	»	18	0.3
(d)	Up to 500 kilos	»	22	0.3
ex 419	Machines for mining and working ores (except excavators) weighing :			
(a)	More than 5,000 kilos	»	13	0.4
(b)	More than 1,000 and up to 5,000 kilos . .	»	15	0.4
(c)	More than 500 and up to 1,000 kilos . . .	»	18	0.4
(d)	Up to 500 kilos	»	22	0.4

Numéros et lettres du tarif italien	Désignation des marchandises	Unité	Droits d'entrée en lire or	Coefficients de majoration
420	Machines pour le travail des couleurs et des matières analogues, pesant :			
a)	Plus de 1.000 kg.	100 kg.	15	0,4
b)	Plus de 500 jusqu'à 1.000 kg..	»	18	0,4
c)	Plus de 100 jusqu'à 500 kg.	»	21	0.4
d)	Jusqu'à 100 kg.	»	25	0,4
422	Machines de laiterie :			
a)	Ecrémeuses.	»	35	—
b)	Autres, pesant :			
	1° Plus de 300 kg.	»	20	0,2
	2° Plus de 50 jusqu'à 300 kg..	»	25	0,2
	3° Plus de 10 jusqu'à 50 kg.	»	30	0,2
	4° Jusqu'à 10 kg..	»	50	—
424	Machines pour remplir et nettoyer les bouteilles et les autres récipients :			
	I. Pesant plus de 200 kg.	»	15	—
	II. Autres	»	20	0,5
425	Machines à laver, à repasser, à désinfecter, à teindre et à blanchir les fibres et les matières textiles, ainsi que les articles fabriqués avec ces fibres et matières textiles, pesant :			
a)	Plus de 1.000 kg.	»	25	0,4
b)	Plus de 250 jusqu'à 1.000 kg.	»	27	0,4
c)	Jusqu'à 250 kg.	»	30	0,4
ex 426	Machines pour coutures spéciales et à broder :			
a)	Sans bâtis	»	40	—
b)	Avec bâtis	»	35	—
	Ad ex 426. — On entend par machines pour coutures spéciales les machines destinées à accomplir exclusivement des coutures à point de chaînette, à point d'œillet, à point plat, à point de jour et à point de croix, ainsi que celles pour faire des boutonnières ou pour broder avec des applications de passementerie ou de perles. Ne sont pas admises au traitement conventionnel les autres machines à coudre qui peuvent accomplir les travaux susmentionnés par l'application de dispositifs spéciaux. Les machines à broder sont admises au traitement conventionnel, même si elles sont munies d'une manivelle pour le mouvement de l'étoffe.			
427	Machines pour tanneries et pour le travail des peaux, pesant :			
a)	Plus de 10.000 kg..	»	15	0,5
b)	Plus de 5.000, jusqu'à 10.000 kg.	»	18	0,5
c)	Plus de 1.000, jusqu'à 5.000 kg.	»	22	0,6
d)	Plus de 100, jusqu'à 1.000 kg. :			
	I. Machines pour monter les chaussures .	»	24	—
	II. Autres	»	30	0,6
e)	Jusqu'à 100 kg. :			
	I. Machines pour monter les chaussures .	»	30	—
	II. Autres	»	40	0,6
	Ad 427. — Sont rangées sous le présent numéro toutes les machines servant au travail mécanique de la chaussure, telles que les machines pour tondre et travailler au poinçon le cuir et			

Italian Tariff No. and letters	Description of Goods	Unit	Import Duty (Gold lira)	Coefficients of Increase
420	Machines for the working of colours and similar materials, weighing :			
(a)	More than 1,000 kilos	100 kg.	15	0.4
(b)	More than 500 and up to 1,000 kilos. . . .	»	18	0.4
(c)	More than 100 and up to 500 kilos	»	21	0.4
(d)	Up to 100 kilos	»	25	0.4
422	Dairy machines :			
(a)	Cream separators	»	35	—
(b)	Other, weighing :			
	(1) More than 300 kilos	»	20	0.2
	(2) More than 50 and up to 300 kilos . .	»	25	0.2
	(3) More than 10 and up to 50 kilos . . .	»	30	0.2
	(4) Up to 10 kilos	»	50	—
424	Machines for refilling and washing bottles and other receptacles :			
	I. Weighing more than 200 kilos	»	15	—
	II. Other.	»	20	0.5
425	Machines for washing, mangling, disinfecting, dyeing and bleaching textile fibres and materials and manufactures thereof, weighing :			
(a)	More than 1,000 kilos	»	25	0.4
(b)	More than 250 and up to 1,000 kilos. . . .	»	27	0.4
(c)	Up to 250 kilos	»	30	0.4
ex 426	Machines for special sewing and embroidering :			
(a)	Without stands	»	40	—
(b)	With stands	»	35	—
	Ad ex 426. — By machines for special sewing are understood those destined exclusively for chain stitch, loop-stitch, flat-stitch, seam-stitch and cross-stitch sewing, and also those for making button-holes or for embroidering with application of trimmings or beads. Other sewing machines which carry out these operations by means of a special mechanism are not entitled to conventional treatment. Embroidery machines are subject to conventional treatment even if fitted with a lever for moving the stuff.			
427	Machines for tanning and for the working of hides or skins, weighing :			
	More than 10,000 kilos.	»	15	0.5
(a)	More than 5,000 and up to 10,000 kilos . .	»	18	0.5
(b)	More than 1,000 and up to 5,000 kilos . . .	»	22	0.6
(c)	More than 100 and up to 1,000 kilos . . .	»		
(d)	I. Machines for binding footwear.		24	—
	II. Other.	»	30	0.6
(e)	Up to 100 kilos :			
	I Machines for binding footwear	»	30	—
	II. Other.	»	40	0.6
	Ad 427. — Under this number are also classified all machines for working footwear by mechanical means such as those for shearing and stamping leather and hides, for ornamenting			

Numéros et lettres du tarif italien	Désignation des marchandises	Unité	Droits d'entrée en lire or	Coefficients de majoration
(Suite)	*(Note)*			
427 *e)*	les peaux, pour embellir et mouler l'empeigne, pour fendre et égaliser la peau et le cuir, pour appliquer les œillets et les crochets, pour érafler la semelle et le fond de la chaussure, pour fraiser le cuir ou le fond des chaussures et pour travailler d'une manière quelconque, ou pour finir la semelle et le talon.			
ex 431	Pompes mécaniques ou à main :			
ex *a)*	Alternatives :			
	ex 1° En fonte, fer ou acier, pesant :			
	α) Plus de 1.000 kg.	100 kg.	16	0,5
	β) Plus de 300, jusqu'à 1000 kg. .	»	18	0,5
	γ) Plus de 100, jusqu'à 300 kg. .	»	22	0,5
	ex 2° Autres, pesant :			
	α) Plus de 1.000 kg.	»	20	0,6
b)	β) Plus de 300, jusqu'à 1.000 kg.	»	23	0,6
	γ) Plus de 100, jusqu'à 300 kg.	»	28	0,7
ex *b)*	Rotatives :			
	ex 1° En fonte, fer ou acier, pesant :			
	α) Plus de 1.000 kg.	»	20	0,4
	β) Plus de 300, jusqu'à 1.000 kg. .	»	24	0,4
	γ) Plus de 100, jusqu'à 300 kg. .	»	30	0,4
	ex 2° Autres, pesant :			
	α) Plus de 1.000 kg.	»	28	0,5
	β) Plus de 300, jusqu'à 1.000 kg.	»	35	0,5
	γ) Plus de 100, jusqu'à 300 kg.	»	40	0,7
	Ad 431. — Dans les cas où, pour ranger les pompes parmi celles en fonte, en fer ou en acier, il est nécessaire de s'assurer que le piston, le cylindre ou la partie tournante ne sont pas en autre métal, seront reconnues, à cet effet, les attestations résultant des certificats délivrés par les autorités compétentes du lieu d'expédition, suivant des accords à conclure entre les deux gouvernements.			
ex 433	Aspirateurs non dénommés et ventilateurs, mécaniques ou à main :			
ex *a)*	A mouvement rotatif :			
	ex 1° En fonte, fer ou acier :			
	I. Avec corps en fonte, pesant :			
	α) Plus de 300 kg.	»	14	–
	β) Plus de 100, jusqu'à 300 kg. . . .	»	16	–
c)	γ) Plus de 25, jusqu'à 100 kg. . . .	»	20	–
	δ) Jusqu'à 25 kg.	»	23	–
	II. Autres, pesant :			
	α) Plus de 300 kg.	»	15	0,4
	β) Plus de 100, jusqu'à 300 kg. . . .	»	18	0,4
	γ) Plus de 25, jusqu'à 100 kg. . . .	»	22	0,6
	δ) Jusqu'à 25 kg.	»	25	0,6
ex 436	Laminoirs et calandres, pour tout usage (à l'exception des moulins à cylindres), pesant :			
a)	Plus de 10.000 kg..	»	15	0,5
b)	Plus de 5.000, jusqu'à 10.000 kg.	»	18	0,5
c)	Plus de 1.000, jusqu'à 5.000 kg..	»	22	0,5

Italian Tariff No. and letters	Description of Goods	Unit	Import Duty (Gold lire)	Coefficients of Increase
(Continued)				
427 (e)	*Note*			
	or shaping the uppers, for splitting and trimming leather and hide, for smoothing leather and hide, for fitting eyes and hooks, for cutting soles and bottoms, for ornamenting leather and bottoms, and for working in any manner or finishing off soles and heels.			
ex 431	Pumps (mechanically or hand-worked) :			
ex (a)	Reciprocating :			
	ex (1) Of cast iron, iron or steel, weighing :			
	(α) More than 1,000 kilos	100 kg.	16	0.5
	(β) More than 300 and up to 1,000 kilos .	»	18	0.5
	(γ) More than 100 and up to 300 kilos .	»	22	0.5
	ex (2) Other, weighing :			
	(α) More than 1,000 kilos	»	20	0.6
	(β) More than 300 and up to 1,000 kilos .	»	23	0.6
	(γ) More than 100 and up to 300 kilos .	»	28	0.7
ex (b)	Rotary :			
	ex (1) Of cast iron, iron or steel, weighing :			
	(α) More than 1,000 kilos	»	20	0.4
	(β) More than 300 and up to 1,000 kilos .	»	24	0.4
	(γ) More than 100 and up to 300 kilos .	»	30	0.4
	ex (2) Other, weighing :			
	(α) More than 1,000 kilos	»	28	0.5
	(β) More than 300 and up to 1,000 kilos .	»	35	0.5
	(γ) More than 100 and up to 300 kilos .	»	40	0.7
	Ad 431. — When it is necessary, in order to classify pumps under pumps of cast iron, iron or steel, to show that the piston, cylinder or revolving portion are not composed of another metal, this may be proved by means of a certificate issued by the competent authorities of the place from which the goods were consigned, to be designated by agreement between the two Governments.			
ex 433	Suction apparatus, not specified, and ventilators, worked mechanically or by hand :			
ex (a)	Rotary :			
	ex (1) Of cast iron, iron or steel, weighing :			
	I. With barrel, of cast iron, weighing :			
	(α) More than 300 kilos	»	14	—
	(β) More than 100 and up to 300 kilos .	»	16	—
	(γ) More than 25 and up to 100 kilos . .	»	20	—
	(δ) Up to 25 kilos.	»	23	—
	II. Other, weighing :			
	(α) More than 300 kilos	»	15	0.4
	(β) More than 100 and up to 300 kilos .	»	18	0.4
	(γ) More than 25 and up to 100 kilos . .	»	22	0.6
	(δ) Up to 25 kilos.	»	25	0.9
ex 439	Rolling mills and calendering machines for any use (except roller flour mills), weighing :			
(a)	More than 10,000 kilos	»	15	0.5
(b)	More than 5,000 and up to 10,000 kilos . .	»	18	0.5
(c)	More than 1,000 and up to 5,000 kilos . .	»	22	0.5

Numéros et lettres du tarif italien	Désignation des marchandises	Unité	Droits d'entrée en lire or	Coefficients de majoration
(Suite)				
ex 436	Laminoirs, etc.			
ex *d)*	Tordeuses d'usage domestique, pour exprimer l'eau du linge et des tissus, pesant plus de 100, jusqu'à 1.000 kg.	100 kg.	30	0,3
ex *e)*	Tordeuses d'usage domestique, pour exprimer l'eau du linge et des tissus, pesant jusqu'à 100 kg.	»	40	—
ex 437	Machines et appareils frigorifiques ou à glaces : machines et appareils pour la torréfaction du café, du caco et des céréales ; chaudières et cuves avec agitateurs, filtres pour moût, rafraîchisseurs et réfrigérateurs pour brasseries :			
ex *a)*	Sans serpentin :			
	ex 1° En fonte, fer ou acier, pesant :			
	α) Plus de 2.000 kg.	»	16	0,4
	β) Plus de 500, jusqu'à 2.000 kg.. . .	»	18	0,4
	γ) Plus de 100, jusqu'à 500 kg.. . .	»	20	0,4
	δ) Plus de 50, jusqu'à 100 kg.. . .	»	22	0,4
	ex 2° Autres, pesant :			
	α) Plus de 2.000 kg.	»	20	0,5
	β) Plus de 500, jusqu'à 2.000 kg. . . .		22	0,5
	γ) Plus de 100, jusqu'à 500 kg.	»	24	0,5
	δ) Plus de 50, jusqu'à 100 kg.	»	26	0,5
	Ad ex 437. — Parmi les machines et appareils frigorifiques ou à glace, on comprend : les condensateurs à pluie pour ammoniaque, les condensateurs d'ammoniaque cylindriques à immersion, les systèmes d'évaporation directe formés de tubes lisses ou à ailettes pour le refroidissement de l'air, les générateurs de glace (y compris les installations de remplissage et de vidange, les pots pour le dégel, les grues mobiles pour glace), les refroidisseurs d'air à pluie et les appareils pour refroidir dénommés « autofrigors » et « frigorotors ».			
ex 437 *a*/1	Filtres-presses en fonte, fer et acier, pesant :			
	α) Plus de 2.000 kg.	»	16	0,4
	β) Plus de 500, jusqu'à 2.000 kg.	»	18	0,4
	γ) Plus de 100, jusqu'à 500 kg.	»	20	0,4
	δ) Plus de 50, jusqu'à 100 kg.	»	22	0,4
ex 439	Cuisinières et appareils pour cuire ou réchauffer les aliments :			
ex *a)*	A gaz, à bois ou à charbon :			
	1° En fonte ou en tôle de fer, bruts ou ouvragés par de simples opérations de limage, de tournage ou de vernissage grossier, pesant :			
	α) Plus de 100 kg.	»	15	0,4
	β) Plus de 10 jusqu'à 100 kg.	»	20	—
c)	γ) Jusqu'à 10 kg.	»	25	—
	2° En fonte ou en tôle de fer, autres, pesant :			
	α) Plus de 100 kg.	»	17	0,5
	β) Plus de 10, jusqu'à 100 kg.	»	25	0,5
	γ) Jusqu'à 10 kg.	»	30	0,5

Italian Tariff No. and letters	Description of Goods	Unit	Import Duty (Gold lira)	Coefficients of Increase
(Continued)				
ex 436	Rolling mills, etc.			
ex *(d)*	Domestic wringers to press the water from linen and fabrics, weighing more than 100 and up to 1,000 kilos.	100 kg.	30	0.3
ex *(e)*	Domestic wringers to press the water from linen and fabrics, weighing up to 100 kg.	»	40	—
ex 437	Refrigerating and freezing apparatus : machines and apparatus for roasting coffee, cocoa and cereals ; boilers and vats with stirring apparatus, must-filters, coolers and refrigerators for breweries :			
ex *(a)*	Without pipe coils :			
	ex (1) Of cast iron, iron and steel, weighing:			
	(α) More than 2,000 kilos	»	16	0.4
	(β) More than 500 and up to 2,000 kilos .	»	18	0.4
	(γ) More than 100 and up to 500 kilos .	»	20	0.4
	(δ) More than 50 and up to 100 kilos .	»	22	0.4
	ex (2) Other, weighing :			
	(α) More than 2,000 kilos	»	20	0.5
	(β) More than 500 and up to 2,000 kilos .	»	22	0.5
	(γ) More than 100 and up to 500 kilos .	»	24	0.5
	(δ) More than 50 and up to 100 kilos . .	»	26	0.5
	Ad ex 437. — Refrigerating and freezing machines and apparatus include the following : water condensers for ammonia, cylindrical immersion ammonia condensers, direct evaporating systems of smooth or ribbed tubes for cooling air, ice-making machines (including filling and emptying apparatus, thawing receptacles, moving ice-lifters), water air-coolers and refrigerating apparatus called "autofrigors" and "frigorotors.			
ex 437 *a*/1	Filter-presses of cast iron, iron or steel, weighing :			
	(α) More than 2,000 kilos	»	16	0.4
	(β) More than 500 and up to 2,000 kilos . . .	»	18	0.4
	(γ) More than 100 and up to 500 kilos . . .	»	20	0.4
	(δ) More than 50 and up to 100 kilos	»	22	0.4
ex 439	Cooking stoves and apparatus for cooking or heating food :			
ex *(a)*	For gas, wood or coal :			
	(1) Of cast iron, or sheet iron, rough or by filing, turning or rough varnishing, weighing :			
	(α) More than 100 kilos	»	15	0.4
	(β) More than 10 and up to 100 kilos . .	»	20	—
	(γ) Up to 10 kilos.	»	25	—
	(2) Of cast iron, or sheet iron, other, weighing :			
	(α) More than 100 kilos	»	17	0.5
	(β) More than 10 and up to 100 kilos . .	»	25	0.5
	(γ) Up to 10 kilos.	»	30	0.5

Numéros et lettres du tarif italien	Désignation des marchandises	Unité	Droits d'entrée en lire or	Coefficients de majoration
(Suite)				
ex 439	Cuisinières, etc.			
b)	A liquide combustible ou à l'électricité :			
	1° En fonte, fer ou acier, bruts ou ouvrés par de simples opérations de limage, de tournage ou de vernissage grossier, pesant :			
	α) Plus de 10 kg.	100 kg.	35	0,5
	β) Jusqu'à 10 kg.	»	40	0,5
	2° Autres, pesant :			
	α) Plus de 10 kg.	»	40	0,5
	β) Jusqu'à 10 kg.	»	50	0,5
	Ad ex 439. — Les cuisinières et les appareils pour cuire ou réchauffer les aliments, en fer ou en tôle de fer, suivent le traitement conventionnel du N° ex 439, même s'ils ont des parties en autres matières et s'ils sont émaillés ou nickelés.			
443	Poêles d'appartement, même pourvus d'ouvertures, d'anneaux ou de couvercles pour l'introduction des récipients :			
a)	Entièrement en fonte ou avec de simples accessoires usuels en fer, même vernis, émaillés ou nickelés	»	10	0,4
b)	En fer, acier ou fonte combinée avec du fer ou de l'acier :			
	1° Au bois ou au charbon :			
	a) Bruts ou ouvrés par de simples opérations de limage, de tournage ou de vernissage grossier.	»	20	0,4
	b) Autres.	»	25	0,4
	2° A gaz, à l'électricité ou à liquide combustible, pesant :			
	α) Plus de 10 kg.	»	30	0,3
	β) Jusqu'à 10 kg.	»	50	0,3
ex 446	Grues, à l'exception de celles montées sur wagon de chemin de fer :			
a)	En fer ou en acier	»	20	0,3
449	Crics et leviers :			
a)	A vis simple ou à crémaillère	»	20	0,4
b)	Autres	»	30	0,2
ex 451	Balances :			
a)	Automatiques, d'une force :			
	1° Supérieure à 150 kg.	»	45	—
	2° Supérieure à 25, sans dépasser 150 kg. .	»	50	0,5
	3° Supérieure à 5, sans dépasser 25 kg. . .	»	55	0,5
	4° Ne dépassant pas 5 kg.	»	60	0,5
ex *b)*	Non automatiques, d'une force :			
	1° Supérieure à 50 kg..	»	40	0,5
	2° Supérieure à 5, sans dépasser 50 kg. . .	»	45	0,5
ex 457	Appareils non dénommés pour l'application de l'électricité et leurs parties :			
	I. Régulateurs de tension, appareils de démarrage, résistances, interrupteurs, commutateurs, « controllers », régulateurs de vitesse, coupe-circuits, appareils de pro-			

Italian Tariff No. and letters	Description of Goods	Unit	Import Duty (Gold lira)	Coefficients of Increase
(Continued)				
ex 439	Cooking stores, etc			
(b)	For liquid fuel or electricity :			
	(1) Of cast iron, iron or steel, rough or merely filed, turned or roughly varnished, weighing :			
	(α) More than 10 kilos	100 kg	35	0.5
	(β) Up to 10 kilos		40	0.5
	(2) Other, weighing :			
	(α) More than 10 kilos		40	0.5
	(β) Up to 10 kilos		50	0.5
	Ad ex 439 — Cooking stoves and apparatus for cooking or heating food, of iron or sheet iron, follow the conventional treatment of No. ex 439, even if having parts of other materials or if they are enamelled or nickelled.			
443	Stoves for heating rooms, including those furnished with holes, with graduated rings or covers for the introduction of vessels *(recipienti)* :			
(a)	Wholly of cast iron or with the usual accessories only of iron, including varnished, enamelled or nickelled.		10	0.4
(b)	Of iron or steel, or of cast iron combined with iron or steel :			
	(1) For wood or coal :			
	(a) Rough or merely filed, turned or roughly varnished		20	0.4
	(b) Other.		25	0.4
	(2) For gas, electricity or liquid fuel, weighing :			
	(α) More than 10 kilos		30	0.3
	(β) Up to 10 kilos		50	0.3
ex 446	Cranes, except those mounted on railway trucks			
(a)	Of iron or steel		20	0.3
449	Screws jacks and levers :			
(a)	With plain screw or with pinion. . .		20	0.4
(b)	Other		30	0.2
ex 451	Balances :			
(a)	Automatic, with a capacity of :			
	(1) More than 150 kilos		45	—
	(2) More than 25 and up to 150 kilos . .		50	0.5
	(3) More than 5 and up to 25 kilos . .		55	0.5
	(4) Up to 5 kilos		60	0.5
ex *(b)*	Not automatic, with a capacity of :			
	(1) More than 50 kilos		40	0.5
	(2) More than 5 and up to 50 kilos		45	0.5
ex 457	Apparatus not specially mentioned for electrical application, and parts thereof :			
	I. Voltage regulators, starting apparatus, resistances, switches, commutators, controllers, governors, fuses, anti-lightning apparatus — all these articles so far as			

Numéros et lettres du tarif italien	Désignation des marchandises	Unité	Droits d'entrée en lire or	Coefficients de majoration
(Suite) ex 457	(Appareils, etc.) tection paratonnerre ; tous ces articles en tant qu'ils sont sans enroulements en fils isolés, pesant :			
	a) Plus de 250 kg.	100 kg.	40	—
	b) Plus de 25, jusqu'à 250 kg.	»	50	—
	c) Plus de 5, jusqu'à 25 kg.	»	65	—
	d) Plus de 1 jusqu'à 5 kg.	»	80	—
	e) Jusqu'à 1 kg.	»	100	—
	II. Régulateurs de tension, interrupteurs automatiques, même avec mouvements d'horlogerie, «controllers», régulateurs de vitesse, appareils de protection paratonnerre ; tous ces articles avec enroulements en fils isolés, pesant :			
	a) Plus de 250 kg.	»	40	0,2
	b) Plus de 25, jusqu'à 250 kg.	»	50	0,2
	c) Plus de 5, jusqu'à 25 kg.	»	65	0,2
	d) Plus de 1, jusqu'à 5 kg.	»	80	0,2
	e) Jusqu'à 1 kg.	»	100	0,2
	III. Electrolyseurs	»	40	—
	IV. Fers à repasser	»	70	—
	V. Bougies d'allumage	»	120	—
	VI. Séparateurs électriques et magnétiques. .	»	40	—
	VII. Appareils pour la rénovation de l'air, conformes à l'échantillon annexé au traité	»	75	—
	VIII. Lampes à souder, chalumeaux, douches à air chaud et froid	»	120	—
	IX. Autres, pesant :			
	a) Plus de 250 kg.	»	40	0,5
	b) Plus de 25, jusqu'à 250 kg.	»	50	0,5
	c) Plus de 5, jusqu'à 25 kg.	»	65	0,5
	d) Plus de 1, jusqu'à 5 kg.	»	80	0,5
	e) Jusqu'à 1 kg.	»	100	0,5
ex 460	Machines à battre et à brosser les sacs, meules verticales, tournants *(palmenti)* et machines à mélanger ; machines à hâcher et à fourrer les saucissons ; machines à mouler pour fonderies, machines à nettoyer les rues, à traction animale ; béliers pour pieux (à l'exception du moteur) ; presses (à l'exception des presses hydrauliques et des presses à fruits et à huile, ainsi que des filtres-presses) :			
ex *a)*	En fonte, fer ou acier, pesant :			
	1° Plus de 10.000 kg.	»	24	0,3
	2° Plus de 5.000 jusqu'à 10.000 kg.	»	27	0,3
	3° Plus de 1.000 jusqu'à 5.000 kg.	»	36	0,3
	4° Plus de 100, jusqu'à 1.000 kg.	»	46	0,3
	5° Jusqu'à 100 kg.	»	58	0,3
ex *b)*	Autres, pesant :			
	1° Plus de 10.000 kg.	»	30	0,3
	2° Plus de 5.000, jusqu'à 10.000 kg. . . .	»	35	0,3
	3° Plus de 1.000, jusqu'à 5.000 kg.	»	44	0,3
	4° Plus de 100, jusqu'à 1.000 kg.	»	55	0,3
	5° Jusqu'à 100 kg.	»	70	0,3

Italian Tariff No. and letters	Description of Goods	Unit	Import Duty (Gold lira)	Coefficients of Increase
(Continued)				
ex 457	(Apparatus, etc.) they are without windings of insulated wire, weighing :			
	(a) More than 250 kilos	100 kg.	40	—
	(b) More than 25 and up to 250 kilos .	»	50	—
	(c) More than 5 and up to 25 kilos . .	»	65	—
	(d) More than 1 and up to 5 kilos. . .	»	80	—
	(e) Up to 1 kilo	»	100	—
	II. Voltage regulators, automatic switches, including those with clockwork, controllers, governors, anti-lightning apparatus — all these articles with windings of insulated wire, weighing :			
	(a) More than 250 kilos	»	40	0.2
	(b) More than 25 and up to 250 kilos .	»	50	0.2
	(c) More than 5 and up to 25 kilos . .	»	65	0.2
	(d) More than 1 and up to 5 kilos . .	»	80	0.2
	(e) Up to 1 kilo	»	100	0.2
	III. Electrolysers	»	40	—
	IV. Smoothing irons	»	70	—
	V. Sparking plugs	»	120	—
	VI. Electro-magnetic separators	»	40	—
	VII. Air-renewing apparatus of the type of the sample annexed to the Treaty.	»	75	—
	VIII. Soldering lamps, blow lamps, hot and cold air showers	»	120	—
	IX. Other, weighing :			
	(a) More than 250 kilos	»	40	0.5
	(b) More than 25 and up to 250 kilos .	»	50	0.5
	(c) More than 5 and up to 25 kilos . .	»	65	0.5
	(d) More than 1 and up to 5 kilos . .	»	80	0.5
	(e) Up to 1 kilo	»	100	0.5
ex 460	Machines for beating and brushing sacks, vertical millstones, sets of millstones *(palmenti)* and mixing machines ; sausage-meat mincing and sausage-stuffing machines, moulding machines for use in foundries ; street cleaners, drawn by animals ; pile drivers (without the engine) ; presses (except hydraulic presses and fruit and oil presses and filter-presses) :			
ex *(a)*	Of cast iron or steel, weighing :			
	(1) More than 10,000 kilos	»	24	0.3
	(2) More than 5,000 kilos and up to 10,000 .	»	27	0.3
	(3) More than 1,000 and up to 5,000 kilos .	»	36	0.3
	(4) More than 100 and up to 1,000 kilos . .	»	46	0.3
	(5) Up to 100 kilos	»	58	0.3
ex *(b)*	Other, weighing :			
	(1) More than 10,000 kilos	»	30	0.3
	(2) More than 5,000 and up to 10,000 kilos .	»	35	0.3
	(3) More than 1,000 and up to 5,000 kilos .	»	44	0.3
	(4) More than 100 and up to 1,000 kilos . .	»	55	0.3
	(5) Up to 100 kilos	»	70	0.3

Numéros et lettres du tarif italien	Désignation des marchandises	Unité	Droits d'entrée en lire or	Coefficients de majoration
ex 465	Arbres coudés :			
ex *a)*	Tournés, autrement ouvrés sur toute ou sur la majeure partie de leur surface, pesant :			
	3° Plus de 40, jusqu'à 100 kg.	100 kg.	32	0,6
	4° Plus de 10, jusqu'à 40 kg.	»	40	0,6
	5° Jusqu'à 10 kg.	»	50	0,6
ex *b)*	Autres, à l'exception des arbres coudés bruts, pesant :			
	3° Plus de 40, jusqu'à 100 kg.	»	22	0,5
	4° Plus de 10, jusqu'à 40 kg.	»	27	0,5
	5° Jusqu'à 10 kg.	»	32	0,5
ex 465 *ter*	Billes détachées, complètement finies, pour coussinets, mesurant en diamètre :			
d)	Plus de 3, jusqu'à 6 mm..	kg.	2,75	0,2
e)	Jusqu'à 3 mm.	»	8	—
ex 466	Mâchoires et bouches pour broyeurs, plaques et parties de cylindres pour concasseurs, balles et autres parties opérantes pour moulins, pour désintégrateurs et pour machines similaires servant au concassage et au moulage grossier des pierres, des terres, des ciments et des autres matières dures, en moulage non bruts :			
a)	En fonte, même avec accessoires en autres métaux, pesant par pièce :			
	1° Plus de 1.000 kg..	100 kg.	10	0,3
	2° Plus de 100, jusqu'à 1.000 kg.	»	11	0,3
	3° Plus de 40, jusqu'à 100 kg.	»	12	0 3
	4° Plus de 10 jusqu'à 40 kg.	»	13	0 3
	5° Plus de 1 jusqu'à 10 kg.	»	15	0 3
	6° Plus de 500 gr. jusqu'à 1 kg.	»	20	0,3
	7° Jusqu'à 500 gr.	»	25	0,3
b)	En autres métaux communs pesant par pièce :			
	1° Plus de 1.000 kg..	»	22	0,3
	3° Plus de 100, jusqu'à 1.000 kg.	»	26	0,3
	3° Plus de 40 jusqu'à 100 kg.	»	32	0,3
	4° Plus de 10 jusqu'à 40 kg.	»	40	0 3
	5° Plus de 1 jusqu'à 10 kg.	»	50	0,3
	6° Plus de 500 gr.. jusqu'à 1 kg.	»	70	0,3
	7° Plus de 100, jusqu'à 500 gr.	»	100	0,3
	8° Plus de 20, jusqu'à 100 gr.	»	140	0,3
	9° Jusqu'à 20 gr.	»	200	0,3
ex 468	Limes et râpes :			
ex *a)*	Semi-rondes, rondes, triangulaires, d'une longueur :			
	1° Supérieure à 30 cm.	»	26	1
	2° Supérieure à 15, sans dépasser 30 cm.. .	»	40	0,5
	3° Supérieure à 8, sans dépasser 15 cm. . .	»	80	—
ex *b)*	Autres, d'une longueur :			
	1° Supérieure à 30 cm.	»	20	0,8
	2° Supérieure à 15, sans dépasser 30 cm.. .	»	30	0,8
	3° Supérieure à 8, sans dépasser 15 cm. .	»	40	0,8
ex 469	Lames de scies :			
ex *a)*	A disque :			
	1° D'une épaisseur supérieure à 4 mm. . .			
	α) A dents reportées	»	70	—
	β) Autres	»	20	0,6

Italian Tariff No. and letters	Description of Goods	Unit	Import Duty (Gold lira)	Coefficients of Increase
ex 465	Crank shafts :			
ex *(a)*	Turned or otherwise worked on the whole or most of the surface, weighing :			
	(3) More than 40 and up to 100 kilos . .	100 kg.	32	0.6
	(4) More than 10 and up to 40 kilos . . .	"	40	0.6
	(5) Up to 10 kilos	"	56	0.6
ex *(b)*	Other, except rough, weighing :			
	(3) More than 40 and up to 100 kilos . .	"	22	0.5
	(4) More than 10 and up to 40 kilos . . .	"	27	0.5
	(5) Up to 10 kilos	"	32	0.5
ex 465 *ter*	Loose balls, entirely finished for bearings, of a diameter of :			
(d)	More than 3 and up to 6 millimetres	kg.	2.75	0.2
(e)	Up to 3 millimetres	—	8	—
ex 466	Jaws and snouts for crushing machines, plates and parts of cylinders for machines for breaking up, balls and other working parts of milling machinery, of disintegrators and of similar machines for roughly breaking up and grinding of bone, stone, earth, cement and other hard materials, not unworked :			
(a)	Of cast iron, even with accessories of other metal, weighing each :			
	(1) More than 1,000 kilos	100 kg.	10	0.3
	(2) More than 100 and up to 1,000 kilos .	"	11	0.3
	(3) More than 40 and up to 100 kilos . .	"	12	0.3
	(4) More than 10 and up to 40 kilos . . .	"	13	0.3
	(5) More than 1 and up to 10 kilos . . .	"	15	0.3
	(6) More than 500 grammes and up to 1 kg.	"	20	0.3
	(7) Up to 500 grammes	"	25	0.3
(b)	Of other common metals, weighing each :			
	(1) More than 1,000 kilos	"	22	0.3
	(2) More than 100 and up to 1,000 kilos .	"	26	0.3
	(3) More than 40 and up to 100 kilos . .	"	32	0.3
	(4) More than 10 and up to 40 kilos . . .	"	40	0.3
	(5) More than 1 and up to 10 kilos . . .	"	50	0.3
	(6) More than 500 grammes and up to 1 kg	"	70	0.3
	(7) More than 100 and up to 500 gr. . . .	"	100	0.3
	(8) More than 20 and up to 100 gr. . . .	"	140	0.3
	(9) Up to 20 grammes	"	200	0.3
ex 468	Files and rasps :			
ex *(a)*	Half-round, round, triangular, having a length of :			
	(1) More than 30 centimetres	"	26	1
	(2) More than 15 and up to 30 centimetres	"	40	0.5
	(3) More than 8 and up to 15 centimetres.	"	80	
ex *(b)*	Other, having a length of :			
	(1) More than 30 centimetres	"	[illegible]	0.8
	(2) More than 15 and up to 30 centimetres.	"	[illegible]	0.8
	(3) More than 8 and up to 15 centimetres.	"	[illegible]	0.8
ex 469	Saw blades :			
ex [illegible]	Circular :			
	(1) More than 4 millimetres thick :			
	α) With inserted teeth	"	70	
	β) Other	"	20	

Numéros et lettres du tarif italien	Désignation des marchandises	Unité	Droits d'entrée en lires or	Coefficients de majoration
(Suite)				
ex 469	Lames de scies :			
	A disque :			
ex *a)*	ex 2. D'une épaisseur ne dépassant pas 4 mm., ayant un diamètre :			
	α) Supérieur à 40 cm.	100 kg.	30	0,5
	β) Supérieur à 10, sans dépasser 40 cm.	»	50	0,4
ex *b)*	A ruban continu, d'une largeur :			
	2° Ne dépassant pas 30 mm.	»	35	0,5
ex *c)*	Autres, même montées, d'une largeur :			
	3° Supérieure à 20, sans dépasser 30 mm. .	»	75	—
	4° Jusqu'à 20 mm.	»	100	—
ex 470	Alésoirs, tarauds, filières, forets hélicoïdaux, pesant par pièce :			
ex *b)*	Plus de 2, jusqu'à 4 kg.	»	100	0,5
ex *c)*	Plus de 400 gr., jusqu'à 2 kg.	»	150	0,5
ex *d)*	Tarauds et filières, pesant par pièce plus de 200, jusqu'à 400 gr.	»	300	0,4
ex 471	Lames de hache-paille	»	15	—
472	Hoyaux, bêches, houes, pics, pelles, sarcloirs, socs et autres instruments similaires pour le travail du sol, fourches et râteaux, en fonte, fer et acier :			
	I. Socs	»	20	—
	II. Autres	»	20	0,2
473	Cognées, haches, pioches et pointes de socs :			
	I. Pointes de socs	»	15	—
	II. Autres	»	25	—
474	Couteaux et tranchets, pour les arts et métiers et pour l'agriculture	»	30	0,2
476	Ustensiles et instruments pour les arts et métiers et pour l'agriculture, non dénommés, et leurs parties (à l'exception de ceux en bois) :			
a)	Communs, pesant par pièce :			
	1° Plus de 10 kg.	»	20	0,4
	2° Plus de 3, jusqu'à 10 kg.	»	27	0,4
	3° Plus de 1, jusqu'à 3 kg.	»	35	0,4
	4° Jusqu'à 1 kg.	»	50	0,4
b)	Fins, pesant par pièce :			
	1° Plus de 10 kg.	»	35	0,4
	2° Plus de 3, jusqu'à 10 kg.	»	45	0,4
	3° Plus de 1, jusqu'à 3 kg.	»	60	0,4
	4° Jusqu'à 1 kg.	»	80	0,4
	Ad 476 *b)*. — Les couteaux de machines destinées au travail du fer, des métaux, du bois, du papier, du carton, du cuir, des matières textiles, des produits céramiques et du tabac, suivent le traitement conventionnel du N° 476 *b)*.			
ex 476	Filières, avec mâchoires et filet femelle, en assortiments :			
	I. Sur bois ou en caissettes de bois (y compris le bois ou la caissette)	»	160	—
	II. Fixées sur carton (y compris le carton) .	»	200	—
477	Instruments de chirurgie (y compris l'étui) . .	»	480	0,3

Italian Tariff No. and letters	Description of Goods	Unit	Import Duty (Gold lira)	Coefficients of Increase
(Continued)				
	Saw blades :			
ex 469	Circular :			
ex *(a)*	ex (2) Up to 4 millimetres thick, having a diameter of :			
	(α) More than 40 centimetres	100 kg.	30	0.5
	(β) More than 10 and up to 40 centimetres	»	50	0.4
ex *(b)*	Band saws, continuous, measuring across :			
	(2) Up to 30 millimetres	»	35	0.5
ex *(c)*	Other, even mounted, measuring across :			
	(3) More than 20 and up to 30 millimetres.	»	75	
	(4) Up to 20 millimetres	»	100	—
ex 470	Reamers, screw taps, screw dies, twist drills, weighing each :			
ex *(b)*	More than 2 and up to 4 kilos	»	100	0.5
ex *(c)*	More than 400 grammes and up to 2 kilos .	»	150	0.5
ex *(d)*	Screw taps and screw dies, weighing each more than 200 and up to 400 grammes. .	»	300	0.4
ex 471	Chaff-cutter blades.	»	15	—
472	Pickaxes, spades, mattocks, picks, shovels, weeding hooks, ploughshares, and other similar implements for working the soil, forks, pitchforks, and rakes of cast iron, iron or steel :			
	I. Ploughshares		20	—
	II. Other.	»	20	0.2
473	Hatchets, axes, and ploughshare points .			
	I. Ploughshare points	»	15	—
	II. Other.	»	25	—
474	Knives and cutters for arts and trades, and for agriculture	»	30	0.2
476	Implements and instruments for arts and trades, and for agriculture, not specially mentioned, and parts thereof (except those of wood) :			
(a)	Common, weighing each :			
	(1) More than 10 kilos	»	20	0.4
	(2) More than 3 and up to 10 kilos . . .	»	27	0.4
	(3) More than 1 and up to 3 kilos	»	35	0.4
	(4) Up to 1 kilo	»	50	0.4
(b)	Fine, weighing each :			
	(1) More than 10 kilos	»	35	0.4
	(2) More than 3 and up to 10 kilos . . .	»	45	0.4
	(3) More than 1 and up to 3 kilos	»	60	0.4
	(4) Up to 1 kilo	»	80	0.4
	Ad 476 *(b)*. — The conventional duties of No. 476 *(b)* apply to blades for machines for working iron, metals, wood, paper, board, leather, textile materials, ceramic-ware and tobacco.			
ex 476	Screw taps with jaws and borers, in sets :			
	I. On wood or in wooden boxes (including the wood or box)		160	—
	II. Stuck on cardboard (including the cardboard)	»	200	—
477	Surgical instruments (including the case)	»	480	0.4

Numéros et lettres du tarif italien	Désignation des marchandises	Unité	Droits d'entrée en lire or	Coefficients de majoration
478	Aiguilles pour chirurgie et médecine :			
a)	Pour sutures	100 kg.	180	—
b)	Pour injections hypodermiques	kg.	50	—
	Ad 478. — Le droit est perçu sans déduction du poids des contenants ou des emballages immédiats.			
479	Appareils orthopédiques et leurs parties, même brutes	100 kg.	150	0,8
ex 480	Appareils de médecine, pesant plus de 500 gr. .	»	100	0,5
ex 481	Instruments d'astronomie, géodésie, navigation, topographie, physique et chimie (y compris l'étui) :			
ex *b)*	Electro-médicaux :			
	I. Tubes de Röntgen, intensimètres, écrans de renfort, et écrans fluorescents	»	80	—
	II. Autres (à l'exception des transformateurs pour appareils radiologiques) . . .	»	160	—
ex *c)*	Autres :			
	I. Niveaux à bulle d'air :			
	1° Ordinaires, en bois ou en fer. . . .	»	80	—
	2° Autres	»	200	—
	II. Piles électriques sèches.	»	80	—
	Note. — Sont également considérées comme piles sèches, des piles à éléments métalliques ayant besoin d'un peu de substance liquide pour leur fonctionnement.			
	III. Autres, non dénommés.	»	200	0,3
482	Appareils photographiques, avec ou sans objectif (y compris les étuis)	»	350	—
	Ad 481, 482 *et* 483. — Les supports importés avec les appareils ou machines rangés sous les N°s 481, 482 et 483, lorsqu'ils n'en forment pas partie intégrante et indispensable pour le fonctionnement, sont taxés séparément selon traitement qui leur est propre.			
ex 484	Jumelles et lorgnettes pour le théâtre ou pour la campagne :			
a)	A prismes	pièce	15	0,2
ex 485	Lentilles ouvrées :			
c)	Autres, non montées	100 kg.	300	0,5
ex 486	Lunettes avec verres même de couleur, ni concaves, ni convexes, avec feuilles de mica, de celluloïd ou d'autres matières similaires, et spécialement lunettes pour la protection des des yeux, ainsi que lunettes pour automobilistes et pour la neige :			
a)	Avec monture en métal commun	»	250	—
b)	Autres, à l'exception de celles avec monture en métal précieux	»	300	—
ex 489	Instruments de dessin :			
ex *a)*	Compas ordinaires, avec crayon, conformes à l'échantillon déposé	»	150	—
ex 490	I. Baromètres, indicateurs de pression et de niveau d'eau	»	200	0,5
	II. Manomètres, pesant :			
	1° Jusqu'à 1 kg.	»	200	0,5
	2° Plus de 1 kg.	»	200	0,4

Italian Tariff No. and letters	Description of Goods	Unit	Import Duty (Gold lira)	Coefficients of Increase
478	Surgical and medicinal needles :			
(a)	For stitching	100 kg.	180	—
(b)	For hypodermic injections	kg.	50	—
	Ad 478. — The duty is levied without deducting the weight of the receptacles or immediate wrappers.			
479	Orthopaedic apparatus and parts thereof, even if in the rough	100 kg.	150	0.8
ex 480	Medicinal apparatus weighing more than 500 gr.	»	100	0.5
481	Astronomical, geodetic, navigating topographical, physical and chemical instruments (including the case) :			
ex (b)	Electro-medical :			
	I. Röntgen tubes, intensimeters, strengthening screens and fluorescent screens. .	»	80	—
	II. Other (except transformers for radiologic apparatus)	»	160	—
ex (c)	Other :			
	I. Water levels :			
	(1) Common, of wood or iron	»	80	—
	(2) Other.	»	200	—
	II. Electric dry batteries	»	80	—
	Note. — Batteries with metallic elements which need a small quantity of liquid to enable them to function are also classed as dry batteries.			
	III. Other, unspecified	»	200	0.3
482	Cameras, with or without objectives (including the cases)	»	350	—
	Ad 481, 482 and 483. — Stands imported with the machines or apparatus falling under Nos. 481, 482 and 483, are dutiable separately according to their own classification, unless they form an integral part of the machine or apparatus and are essential to its operation.			
ex 484	Binoculars, and monoculars for the theatre or field use :			
(a)	Prismatic	each	15	0.2
ex 485	Lenses, worked :			
(c)	Other, mounted or not	100 kg.	300	0.5
ex 486	Spectacles with glasses, even if coloured, neither concave nor convex, with sheets of mica, celluloid or other similar material, also special spectacles for protecting the eyes, and motorists and snow goggles :			
	Mounted in common metal	»	250	—
(a)	Other, except those mounted in precious			
(b)	metal	»	300	
	Drawing instruments :			
ex 489	Ordinary compasses, with pencil, corresponding to the sample deposited	»	150	—
ex (a)	I. Barometers, pressure and water level indicators.	»	200	0.5
ex 490	II. Manometers, weighing :			
	(1) Up to 1 kilo	»	200	0.5
	(2) More than 1 kilo	»	200	0.4

Numéros et lettres du tarif italien	Désignation des marchandises	Unité	Droits d'entrée en lire or	Coefficients de majoration
491	Ampèremètres et autres instruments de mesure électrique, à l'exception des compteurs d'électricité et des enregistreurs graphiques	100 kg.	200	—
ex 492	Compteurs de vitesse pour locomotives (tachymètres)	»	200	—
ex 493	Compteurs :			
a)	A gaz et leurs pièces détachées	»	30	0,4
b)	D'électricité	»	200	0,3
ex 494	Enregistreurs graphiques (y compris l'étui) :			
	I. Pesant plus de 5 kg.	»	300	0,2
	II. Autres	»	300	0,4
ex 496	Instruments de mesure, non dénommés :			
a)	Avec tiges en verre, constituant la partie essentielle de l'instrument, gradués (y compris l'étui et le tableau)	»	100	0,6
b)	De contrôle, à l'usage des mécaniciens	»	150	0,4
ex *c)*	Autres :			
	I. Jauges et mesures en ruban	»	100	—
	II. Mètres pliants en métal commun	»	160	—
	III. Comparateurs et autres instruments ou machines, même avec parties d'optique, pour enregistrer, régler et vérifier les calibres, pour diviser, pour mesurer ou pour faire d'autres opérations de contrôle dans la fabrication des instruments de précision	»	100	—
498	Machines à calculer	»	200	—
ex 501	Horloges :			
ex *b)*	ex 1. A balancier, à pendre au mur, pesant plus de 500 gr.	»	300	0,3
	Ad 501 *b)*. — Les cages d'horloges, en porcelaine ou coulées en zinc ou plomb, lorsqu'elles ne portent aucune partie de l'horloge, suivent le traitement conventionnel des ouvrages de la matière dont elles sont formées.			
511	Poudres :			
a)	A mines	»	150	0,2
b)	De chasse	»	200	0,2
515	Mèches à mines	»	50 et, en plus, le droit applicable à l'emballage.	0,2
	Le poids de l'emballage est réputé égal aux deux tiers du poids total sur lequel est applicable le droit fixe.			
ex 519	Voitures :			
b)	D'enfants :			
	1° Ordinaires	pièce	8	0,5
	2° De luxe	»	25	0,3
ex 520	Voiturettes (carriole) électriques	100 kg.	100	—
	Tracteurs	»	60	—
ex 527	Pièces détachées et accessoires de vélocipèdes et de motocyclettes :			

Italian Tariff No. and letters	Description of Goods	Unit	Import Duty (Gold lira)	Coefficients of Increase
491	Ammeters and other electrical measuring instruments, except electricity meters and graphic recorders	100 kg.	200	—
ex 492	Velocity measuring instruments for locomotives (tachymeters)	»	200	—
ex 493	Meters :			
(a)	Gas meters and detached parts thereof	»	30	0.4
(b)	Electricity meters	»	200	0.3
ex 494	Graphic recorders (including the case) :			
	I. Weighing more than 5 kilos	»	300	0.2
	II. Other	»	300	0.4
ex 496	Measuring instruments not specially mentioned :			
(a)	With glass stems forming the essential part of the instrument and with scales (including the boxes and tables)	»	100	0.6
(b)	For the use of mechanics in gauging	»	150	0.4
ex (c)	Other :			
	I. Gauges and tape measures	»	100	—
	II. Folding rules of common metal	»	160	—
	III. Comparing rules and other instruments or machines, also with optical parts for recording, regulating and testing the calibres, for dividing, measuring or effecting other control operations in the manufacture of instruments of precision	»	100	
498	Calculating machines	»	200	—
ex 501	Clocks :			
ex (b)	ex 1. Pendulum, wall, weighing more than 500 grammes	»	300	0.3
	Ad 501 *(b)*. — Clock cases of porcelain or cast in zinc or lead are to be subject to the conventional treatment applicable to manufactures of the materials of which they are made, if they have no clock-work parts.			
511	Gunpowder :			
(a)	Blasting	»	150	0.2
(b)	Sporting	»	200	0.2
515	Miners' fuses		50 and in addition the duty on the covering.	0.2
	The weight of the covering is considered as equalling two-thirds of the total weight paying the specific duty.			
ex 519	Carriages :			
(b)	For children :			
	(1) Common	each	8	0.5
	(2) Fine	»	25	0.5
ex 526	I. Small cars (carriole) electric	100 kg.	100	
	II. Tractors		(a)	—
ex 527	Separate parts and accessories of bicycles and motor-cycles :			

Numéros et lettres du tarif italien	Désignation des marchandises	Unité	Droits d'entrée en lires or	Coefficients de majoration
(Suite)				
ex 527	Pièces détachées, etc.			
ex *b)*	Rayons de roues, lanternes, pédales, garnitures de roues à chaîne, engrenages pour roue libre, moyeux, guidons, même avec freins, freins, levier de frein et de commande, sonnettes de bicyclettes, et leurs parties	100 kg.	125	—
ex 528	Locomotives :			
a)	Routières	»	30	0,5
533	Trains de roues pour matériel roulant :			
a)	Droits	»	20	0,5
b)	Coudés	»	26	0,5
534	Bandages de roues pour matériel roulant :			
a)	Bruts	»	16	0,5
b)	Ouvrés	»	20	0,5
ex 567	Matériel réfractaire :			
b)	De qualité supérieure :			
	1° Briques :			
	α) Ordinaires	»	3	0,3
	β) Autres	»	4,50	0,3
	2° Autres ouvrages	»	4,50	0,3
ex 574	Articles en terre cuite :			
ex *a)*	D'un usage commun :			
	Poêles et leurs parties	»	5	0,2
ex *b)*	Autres :			
	I. Poêles et leurs parties, d'une seule couleur, avec ornements imprimés ou en relief	»	16	—
	II. Autres	»	25	0,3
ex 575	Grès :			
a)	Ordinaires	»	8	0,5
c)	Fins :			
	I. Anneaux Raschig	»	24	—
	II. Autres	»	25	0,5
	Ad 575. — Les ouvrages en stéatite sont considérés comme Grès fins du n° 575 *c)*.			
576	Majoliques (articles en pâte colorée, recouverte d'émail ou de vernis opaques) :			
a)	Blanches ou de couleur à fond uni	»	8	0,6
b)	De différentes couleurs ou autrement décorées	»	12	0,6
577	Articles en terre fine *(terraglie)* (en pâte blanche) :			
a)	Blancs doux	»	15	0,5
b)	Blancs forts :			
	I. Articles hygiéniques (baignoires, lavabos, *closet*, bidets et similaires)	»	30	0,4
	II. Autres.	»	30	0,5
c)	Colorés, même à fond uni, ou autrement décorés	»	40	0,5
578	Porcelaines :			
a)	Blanches	»	35	0,5
b)	Colorées, même à fond uni, ou autrement décorées	»	45	0,5
ex 579	Carreaux :			
ex *b)*	De toute autre espèce ou matière céramique :			
	ex 1° Blancs, même émaillés, d'une épaisseur :			
	a) Supérieure à 12 mm.	»	14	0,3

Italian Tariff No. and letters	Description of Goods	Unit	Import Duty (Gold lira)	Coefficients of Increase
(Continued)				
ex 527	Separate parts, etc.			
ex *b*.	Wheel spokes, lamps, pedals, chain wheel fittings, cogs for free wheels, hubs, handlebars with or without brakes, brakes, brake and steering levers, cycle bells, and parts thereof	100 kg.	125	
ex 528	Locomotives :			
(a)	Road	—	30	0.5
533	Axles and wheels fitted, for vehicles running on rails :			
(a)	Straight	—	20	0.5
(b)	Cranked	—	20	0.5
534	Wheel tyres for vehicles running on rails :			
a)	Rough	—	10	0.5
(b)	Worked	—	20	0.5
ex 567	Fireproof material :			
(b)	Of superior quality :			
	(1) Bricks :			
	(α) Common	—	3	0.3
	(β) Other	—	4.50	0.3
	(2) In other manufactures	—	4.50	0.3
ex 574	Terra-cotta wares :			
ex *(a)*	Common			
	Stoves and parts thereof	—	5	0.2
ex *(b)*	Other :			
	I. Stoves and parts thereof, in one colour, with ornaments printed or in relief . . .	—	10	—
	II. Other	—	25	0.3
ex 575	Stoneware (grès) :			
(a)	Common	—	8	0.5
(c)	Fine :			
	I. Raschig rings	—	24	
	II. Other.	—	25	0.5
	Ad 575. — Articles of steatite are classed as fine stoneware under No. 575 *(c)*.			
576	Majolica (articles in coloured paste, covered with enamel or with opaque varnish) :			
(a)	White, or uniformly coloured	—	8	0.6
(b)	Of various colours, or otherwise decorated	—	12	0.6
577	Fine earthenware *(terraglie)* (articles in white paste) :			
(a)	White, soft	—	15	0.5
(b)	White, hard :			
	I. Sanitary ware (baths, wash-hand basins, waterclosets, bidets and the like).	—	30	0.4
	II. Other.	—	30	0.5
(c)	Coloured, even of uniform colour, or otherwise decorated	—	40	0.5
578	Porcelain :			
(a)	White	—	35	0.5
(b)	Coloured, even of uniform colour, or otherwise decorated	—	45	0.5
ex 579	Paving and wall tiles :			
ex *(b)*	Of any other ceramic class or material :			
	ex (1) White, even enamelled, of a thickness :			
	(a) Of more than 12 millimetres . .	—	14	0.3

Numéros et lettres du tarif italien	Désignation des marchandises	Unité	Droits d'entrée en lire or	Coefficients de majoration
(Suite)				
ex 579	Carreaux :			
	De toute autre espèce, etc.			
ex *b)*	*b)* Supérieure à 9, sans dépasser 12 mm.	100 kg.	19	0,3
	c) Supérieure à 6, sans dépasser 9 mm.	»	24	0,3
	ex 2° Teints en pâte, non émaillés, même avec dessins ou ornements, obtenus en pâte, d'une épaisseur :			
	a) Supérieure à 12 mm.	»	14	0,3
	b) Supérieure à 9, sans dépasser 12 mm.	»	19	0,3
	c) Supérieure à 6, sans dépasser 9 mm.	»	24	0,3
	ex 3° Autres, d'une épaisseur :			
	a) Supérieure à 12 mm.	»	19	0,3
	b) Supérieure à 9, sans dépasser 12 mm.	»	25	0,3
	c) Supérieure à 6, sans dépasser 9 mm.	»	32	0,3
ex 582	Glaces à miroir, polies et étamées ou argentées, ayant en longueur et largeur réunies :			
a)	Jusqu'à 160 cm.	»	45	0,8
b)	Plus de 160 cm..	»	55	0,8
ex 591 *bis*	Ouvrages en quartz fondu non transparent comme l'eau	»	40	—
ex 591 *ter*	Ampoules en verre ou en cristal pour lampes électriques à incandescence	»	14	0,5
602	Articles en graphite	»	12	0,3
ex 603	Mica :			
ex *d)*	En lamelles collées sur du papier, du carton et du tissu (micanite)	»	40	—
ex *e)*	Autres articles en micanite	»	40	—
ex 615	ex 2. Sièges et dossiers pour chaises, en bois de bouleau courbé, bruts ou vernis :			
ex *a)*	Perforés, mais sans impressions ou autres décorations	»	18	0,3
ex 616	Baguettes en bois pour meubles ou pour encadrements de murs, plafonds et similaires :			
	I. Brutes	»	30	0,5
	II. Sculptées ou taillées	»	60	—
ex 620	Formes pour chaussures (même avec charnière) .	»	15	—
622	Tubes, navettes, fuseaux et bobines, en bois, pour filature et tissage :			
a)	Avec accessoires en métal	»	20	—
b)	Autres	»	16	—
ex 623	Ustensiles et ouvrages non dénommés, en bois :			
ex *a)*	Bruts :			
	I. Mâts en bois commun et leurs parties, même perforés ou réunis par des parties en fer, brutes ou même polies, étamées ou recouvertes de goudron ou d'autres substances	»	5	—
	II. Planches en bois commun, brutes, composées de deux feuilles extérieures collées sur une planche faite de bandes de bois collées ensemble.	»	7	—

Italian Tariff No. and letters	Description of Goods	Unit	Import Duty (Gold lira)	Coefficients of Increase
(Continued)				
ex 579	Paving and wall tiles :			
	Of any other ceramic, etc.			
ex *(b)*	*(b)* Of more than 9 and up to 12 millimetres	100 kg.	19	0.3
	(c) Of more than 6 and up to 9 millimetres	»	24	0.3
	ex (2) Coloured in the paste, not enamelled, even with designs or ornaments obtained in the paste, of a thickness :			
	(a) Of more than 12 millimetres	»	14	0.3
	(b) Of more than 9 and up to 12 millimetres	»	19	0.3
	(c) Of more than 6 and up to 9 millimetres		24	0.3
	ex (3) Others, of a thickness :			
	(a) Of more than 12 millimetres	»	19	0.3
	(b) Of more than 9 and up to 12 millimetres	»	25	0.3
	(c) Of more than 6 and up to 9 millimetres	»	32	0.3
ex 582	Plate glass for mirrors, polished and tinned or silvered, measuring a length and breadth combined :			
(a)	Up to 160 centimetres	»	45	0.8
(b)	More than 160 centimetres	»	55	0.8
ex 591 *bis*	Articles of fused quartz, not as transparent as water	»	40	-
ex 591 *ter*	Bulbs of glass or crystal for electric incandescent lamps	»	14	0.5
602	Manufacture of graphite	»	12	0.3
ex 603	Mica :			
ex *(d)*	In plates affixed to paper, cardboard or tissue (micanite)	»	40	
ex *(e)*	Other manufactures of micanite	»	40	
ex 615	ex (2) Seatings and backs, of bent birch wood,			
ex *(a)*	rough or varnished, pierced but without impressions or other decorations	»	18	0.3
ex 616	Battens of wood, for furniture or for bordering walls, ceilings and the like :			
	I. Rough	»	30	0.5
	II. Sculptured or carved	»	60	
ex 620	Boot lasts (even with hinges)	»	15	
622	Tubes, spindles and bobbins, of wood, for spinning mills and weaving looms :			
(a)	With accessories of metal	»	20	
(b)	Other	»	16	
ex 623	Implements and wares not specially mentioned, of wood :			
ex *(a)*	Rough :			
	I. Masts of common wood and parts thereof, even if pierced or joined together by parts of iron, rough or even polished, tinned or coated with tar or other substances . . .	»	5	
	II. Boards of common wood, rough, made of two external leaves stuck on a board made of fillets of wood stuck together	»	7	

Numéros et lettres du tarif italien	Désignation des marchandises	Unité	Droits d'entrée en lire or	Coefficients de majoration
(Suite)				
ex 623	Ustensiles et ouvrages, etc.			
ex *a)*	*Ad* 623. — Sont également considérés comme ouvrages en bois, bruts, ceux (y compris les ustensiles de ménage, tels que cuillers, batteurs d'œufs, cannelles, échelles, etc.) combinés avec des parties en fer, acier, fonte, brutes ou simplement polies, étamées ou zinguées.			
ex 645	Essence de térébenthine	100 kg.	3	—
	Ad 645. — Sont rangés sous le présent numéro « cicloexanol » et le « meticicloexanol ».			
ex 661	Parfums synthétiques et constituants d'essences, non dénommés :			
	Anéthol, coumarine, héliotropine, encalyptol, eugénol, ionone, iraldéine, terpinéol, thymol sur la valeur officielle		10 %	—
664	Sulforicinates d'ammonium, de potassium et de sodium	»	10	—
ex 672	Acides :			
h)	Phosphorique	»	5	—
674	Potasse caustique	»	3	—
	Ad 674. — Les récipients en tôle de fer, contenant de la potasse caustique, sont admis au même traitement que la marchandise qu'ils contiennent.			
ex 679	Oxydes :			
f)	De fer	»	4	—
ex 680	Carbonates :			
a)	D'ammonium.	»	12	—
e)	De potassium	»	2	—
ex 689	Nitrates :			
c)	De baryum et de strontium	»	15	—
f)	De potassium	»	2	—
690	Nitrites de potassium et de sodium	»	10	—
ex 692 *i)*	Sulfate de sodium	»	0,80	—
ex 694	Sulfures :			
c)	De potassium	»	5	—
	Ad 694 *c)*. — Les récipients de fer, contenant des sulfures de potassium et de sodium, sont admis au même traitement que la marchandise qu'ils contiennent.			
ex 696	Phosphates :			
ex *a)*	De sodium :			
	2° Sec	»	10	—
ex 699	Thiosulfate de sodium	»	5	—
ex 699	Sulfite de sodium et bisulfite de sodium en poudre	»	5	0,5
704	Peroxydes de potassium et de sodium	»	25	—
707	Ferricyanures.	»	15	—
ex 711	Sels non dénommés :			
a)	D'antimoine	»	20	—
b)	D'argent	kg.	5	0,3
ex *c)*	Produits antiparasitaires contenant des sels de mercure dans une proportion non supérieure à 50 %	100 kg.	50	—

Italian Tariff No. and letters	Description of Goods	Unit	Import Duty (Gold lira)	Coefficients of Increase
(Continued)				
ex 623	Implements and wares, etc.			
ex *(a)*	*Ad* 623. — Articles (including domestic utensils such as spoons, egg beaters, taps, ladders, etc.) with parts of iron, steel, cast iron, rough or merely polished, tinned or zinc coated, are also classed as rough wares of wood.			
ex 645	Turpentine oil	100 kg.	3	—
	Ad 645. — Cyclohexanol and methylcyclohexanol are also classed under this number.			
ex 661	Perfumes, synthetic, and constituents of essences not specially mentioned :			
	Anethol, cumarin, heliotropine, eucalyutol, eugenol, ionine, iraldine, terpineol, thymol... on the official valuation		10 %	—
664	Sulphoricinates of ammonium, potassium and sodium	»	10	—
ex 672	Acids :			
(h)	Phosphoric	»	5	—
674	Caustic potash	»	3	—
	Ad 674. — Receptacles of sheet-iron containing caustic potash are subject to the same treatment as the product which they contain.			
ex 679	Oxides :			
(f)	Of iron	»	4	—
ex 680	Carbonates :			
(a)	Of ammonium	»	12	—
(e)	Of potassium	»	2	—
ex 689	Nitrates :			
(c)	Of barium and of strontium	»	15	—
(f)	Of potassium	»	2	—
690	Nitrites of potassium and of sodium	»	10	—
ex 692 *(i)*	Sulphate of sodium	»	0.80	—
ex 694	Sulphides :			
(c)	Of potassium	»	5	—
	Ad 694 *c.* — Receptacles of sheet iron, containing sulphides of potassium and of sodium are subject to the same treatment as the product which they contain.			
ex 696	Phosphates :			
ex *(a)*	Of sodium :			
	(2) dried	»	10	—
ex 699	Thiosulphate of sodium	»	5	—
ex 699	Sulphite of sodium and bisulphite of sodium in powder	»	5	9.5
704	Peroxides of potassium and of sodium		25	—
707	Ferricyanides	»	15	—
ex 711	Salts not specified :			
(a)	Of antimony	»	20	—
(b)	Of silver	kg.	5	0.3
ex *(e)*	Anti-parasitic products containing not more than 50 per cent of mercury salts	100 kg.	50	—

Numéros et lettres du tarif italien	Désignation des marchandises	Unité	Droits d'entrée en lire or	Coefficients de majoration
ex 713	Produits chimiques inorganiques non dénommés :			
	I. Acide chlorosulfonique	100 kg.	10	—
	II. Cryolithe artificielle	»	10	—
	III. Chlorure de zinc	»	10	0,2
	IV. Pyrophosphate de sodium	»	10	0,2
ex 717	Acides :			
b)	Benzoïque	»	75	—
e)	Formique	»	20	—
h)	Oxalique.	»	10	—
i)	Salicylique	»	100	—
720	Alcool méthylique.	»	10	—
ex 727	Acétate de chrome	»	7,50	—
ex 732	Chlorure d'éthylène	»	25	—
733	Lactates non dénommés	»	50	—
734	Oxalates non dénommés	»	15	—
735	Salicylates et benzoates non dénommés :			
	I. Salicylates	»	100	—
	II. Benzoates.	»	85	—
ex 753	Base de bleu solide (dianisidine) ; base de dianisidine ; tolidine	»	200	—
ex 756	Base de primuline; acide primuline-sulfonique ; base pour écarlate solide G (paranitroorthotoluidine) ; base pour écarlate solide R (métanitroorthoanisidine) ; base pour rouge solide GL (métanitroparatoluidine) base pour rouge solide KB (chloroorthotoluidine) et base pour grenat solide GC (aminoazotoluol)	»	200	—
ex 760	Naphtol AS (anilide de l'acide bétaoxynaphtoïque) ; naphtol ASG (diazoacétyltolidine) ; base pour noir solide LB (orthophénétidineazoalphanaphtylamine).	»	200	—
ex 761	Paramidophénol ; paranitrophénol et acide orthoamidophénolsulfonique	»	200	—
ex 767	Alcaloïdes non dénommés et leurs sels :			
	Adrénaline, arécoline et ses sels, digitaline, atropine, émétine et ses sels, ésérine et ses sels, yohimbine, pilocarpine, saponine, scopolamine, strychnine, suprarénine (en poudre et en tablettes), théobromine, théocine et vératrine.	Sur la valeur officielle	10 %	—
ex 769	Produits chimiques organiques non dénommés :			
	I. Alcool butylique	»	30	—
	II. Urée technique	»	15	—
	III. Produits tannants synthétiques : Ordoval G ; ordoval 2 G ; néradol ND et tanin synthétique F ; tous ces produits, tant liquides que solides.	»	20	—
	Ad 769. — Les produits ci-après sont considérés comme « produits chimiques organiques non dénommés » du N° 769 : acétate d'adrénol,			

Italian Tariff No. and letters	Description of Goods	Unit	Import Duty (Gold lira)	Coefficients of Increase
ex 713	Inorganic chemical products not specially mentioned :			
	I. Chlorosulphonic acid	100 kg.	10	—
	II. Artificial cryolith	»	10	—
	III. Chloride of zinc	»	10	0.2
	IV. Pyrophosphate of sodium	»	10	0.2
ex 717	Acids :			
(b)	Benzoic	»	75	—
(e)	Formic	»	20	—
(h)	Oxalic	»	10	—
(i)	Salicylic	»	100	—
720	Methylic alcohol	»	10	—
ex 727	Chrome acetate	»	7.50	—
ex 732	Chloride of ethylene	»	25	—
733	Lactates not specially mentioned	»	50	—
734	Oxalates not specially mentioned	»	15	—
735	Salicylates and benzoates not specially mentioned :			
	I. Salicylates	»	100	—
	II. Benzoates	»	85	—
ex 753	Blue base, solid (dianisidine) ; dianisidine base ; tolidine	»	200	—
ex 756	Primuline base ; primulinsulphonic acid ; scarlet base G, solid (paranitro-orthotoluidine) ; scarlet base R, solid (metanitro-orthoanisidine) ; red base GL, solid (metanitroparatoluidine) ; red base KB, solid (chloro-orthotoluidine) and garnet base GC, solid (aminoazatoluol)	»	200	—
ex 760	Naphthol AS (anilide of betaoxynaphthoic acid); naphthol ASG (diazoacethyltolidine) ; black base LB, solid (orthophenitudineazoalphanaphthylamine)	»	200	—
ex 761	Paramidophenol ; paranitrophenol and orthoamidophenolsulphonic acid	»	200	—
ex 767	Alkaloids not specially mentioned and salts thereof :			
	Adrenaline, arecoline and its salts, atropine, digitaline, emetine and its salts, eserine and its salts, yohimbine, pilocarpine, saponine, scopolamine, strychnine, suprarenine (in powder and tablets), theobromine, theocine and veratrine	on the official valuation	10 %	—
ex 769	Organic chemical products not specially mentioned :			
	I. Butyl acid	100 kg.	30	—
	II. Technical urea	»	15	—
	III. Synthetic tanning products :			
	Ordoval G, ordoval 2 G, neradol ND and synthetic tannin F ; all these whether liquid or solid	»	20	—
	Ad. 769. — The following products are to be classed as " Organic chemical products not specially mentioned " under No. 769 ; acetate			

Numéros et lettres du tarif italien	Désignation des marchandises	Unité	Droits d'entrée en lire or	Coefficients de majoration
(Suite) ex 769	*(Ad 769)* acétate de butyle impur ; acétate de méthyle ; cicloexanone ; éther éthylacétique impur ; méthylcicloexanone.			
775	Camphre, y compris le camphre synthétique . .		franchise	—
ex 780	Produits médicinaux synthétiques, à l'exception des alcaloïdes :			
	I. Acide acétylsalicylique.	kg.	3	—
	II. Acide diéthylbarbiturique (véronal) . .	»	5	—
	III. Amidopyrine (pyramidon)	»	10	—
	IV. Antypirine	»	10	—
	V. Benzonaphtol.	»	3	—
	VI. Bromural	»	10	—
	VII. Cacodylate de sodium	»	12	—
	VIII. Carbonate de gaïacol	»	4	—
	IX. Elmitol	»	15	—
	X. Phénacétine	»	4	—
	XI. Glycérophosphates	»	8	—
	XII. Méthylarsinate de fer	»	12	—
	XIII. Méthylarsinate de sodium	»	12	—
	XIV. Novocaïne en poudre	»	12	—
	XV. Salol	»	8	—
	XVI. Sulfogaïacolate de potassium	»	4	—
	XVII. Uréthane	»	15	—
	XVIII. Urotropine	»	10	—
	Ad ex 780. — Le droit conventionnel est également applicable lorsque le produit est présenté sous un nom différent de celui indiqué, la taxation des produits admis au traitement de faveur devant être basée sur leur composition chimique.			
	Ad 781. — Parmi les préparations pharmaceutiques simples, on comprend celles renfermant une seule substance médicamenteuse et un ou deux excipients n'ayant aucune action médicamenteuse, mais servant uniquement de matière agglutinante ou diluante, tels que : alcool, amidon, carbonate de magnésium, craie, glycérine, gomme, graisse, lycopode, huile non médicinale, talc, vaseline, sucre et similaires.			
ex 782	Spécialités médicinales :			
ex *a)*	I. Bleu de méthylène médicinal	100 kg.	250	—
	II. Olésal	»	150	—
	III. Salyrgan	»	150	—
	IV. Sérum antidiphtérique	»	250	—
	V. Sérums et préparations bactériologiques. .	»	250	—
	VI. Tuménol	»	150	—
	VII. Violet de méthyle médicinal	»	250	—
ex 792	Terres colorantes naturelles :			
ex *b)*	Terres de Cassel.	»	3,50	—
c)	Teintes ou colorées artificiellement, sans hydrate d'aluminium	»	12	—

Italian Tariff No. and letters	Description of Goods	Unit	Import Dute (Gold lira)	Coefficients of Increase
(Continued) ex 769	(Ad 769) of adrenol ; impure butyl acetate ; methyl acetate ; cyclohexanone ; impure ethylacetic ether ; methylcyclohexanone			
775	Camphor, including synthetic camphor.		free	—
ex 780	Synthetic medicinal products, excluding alkaloids :			
	I. Acetylsalicylic acid	kg.	3	—
	II. Diethylbarbituric acid (veronal)	»	5	—
	III. Amidopyrine (pyramidon)	»	10	—
	IV. Antipyrine	»	10	—
	V. Benzonaphthol	»	3	—
	VI. Bromural	»	10	—
	VII. Sodium cacodylate	»	12	—
	VIII. Guaiacol carbonate	»	4	—
	IX. Helmitol	»	15	—
	X. Phenacetine	»	4	—
	XI. Glycerophosphates	»	8	—
	XII. Methylarsenate of iron	»	12	—
	XIII. Methylarsenate of sodium	»	12	—
	XIV. Novocaine in powder	»	12	—
	XV. Salol	»	8	—
	XVI. Sulpho-guaiacolate of potassium . . .	»	4	—
	XVII. Urethane	»	15	—
	XVIII. Urotropine	»	10	—
	Ad. ex 780. — The conventional duty is also applicable when the product is presented under another name than that specified, the chemical composition of the products entitled to favourable treatment being taken as the basis for taxation.			
	Ad. 781. — Among simple pharmaceutical preparations are to be included those containing only one medicinal substance, and one or two excipients which have no medicinal action, but merely serve to bind or dilute, such as : alcohol, starch, carbonatem of agnesium, chalk, glycerine, gum, fat, lycopodium, non-medicinal oil, talc, vaseline, sugar and the like.			
ex 782	Medicinal specialities :			
ex (a)	I. Medicinal methylene blue	100 kg.	250	—
	II. Olesal	»	150	—
	III. Salyrgan	»	150	—
	IV. Antidiphtheria serum	»	250	—
	V. Bacteriological sera and preparations . . .	»	250	—
	VI. Tumenol	»	150	—
	VII. Medicinal methyl violet	»	250	—
ex 792	Natural colouring earths :			
ex (b)	Cassel earth	»	3.50	—
(c)	Artificially dyed or coloured, without hydrate aluminium	»	12	—

Numéros et lettres du tarif italien	Désignation des marchandises	Unité	Droits d'entrée en lire or	Coefficients de majoration
ex 795	Couleurs organiques synthétiques :			
b)	Autres :			
	1° A l'état sec ou contenant moins de 50 % d'eau :			
	α) Couleurs à la cuve et couleurs gallocyanimes		franchise	—
	β) Autres	100 kg.	200	0,5
	2° En pâte, contenant 50 % d'eau ou plus :			
	α) Couleurs à la cuve et couleurs gallocyanimes.		franchise	—
	β) Indigo contenant plus de 78 % d'eau	»	80	—
	γ) Autres	»	100	0,5
ex 796	Couleurs non dénommées :			
a)	En poudre	»	15	0,5
c)	A l'huile	»	25	0,2
d)	En tubes et en vésicules, sur des petits plats, coquilles et similaires, ou en boîte	»	35	0,2
797	Laques d'aniline ou d'autres substances colorantes	»	40	—
ex 798	Vernis :			
ex *a)*	En bouteilles, récipients en fer-blanc, tubes ou autres récipients, d'un poids non supérieur à 3 kg. (à l'exception des spécialités pour les arts et pour usages domestiques) :			
	1° A alcool	»	55	—
ex *b)*	En autres récipients :			
	1° A alcool	»	40	—
ex 799	Crayons :			
ex *b)*	Sans gaine :			
	2° A copier	»	200	—
	3° Autres	»	50	0,5
ex 800	Encre :			
ex *a)*	D'imprimerie			
	1° Noire	»	12	—
804	Spécialités pour les arts et pour usages domestiques, préparées pour la vente en détail. . . .	»	50	—
ex 809	Peaux tannées sans poils, finies ou non, à l'exception des peaux parcheminées :			
ex *a)*	De bœuf, de vache et autres grandes peaux, entières ou en demi-pièces *(a schiappe)* teintes ou non, même vernies, grainées, imprimées sbalzate ou ouvrées d'une autre manière :			
	ex 3° Autres :			
	a) A tannage minéral ou mixte	»	110	—
ex 816	Accessoires pour machines et parties de machines, en peau ou en cuir :			
	I. Chasse-navettes pour métiers à tisser . .	»	65	—
	II. Autres	»	100	—
819	Jambières en peau ou en cuir	paire	2	—
ex 826				
ex *b)*	Caoutchouc artificiel (factice)	100 kg.	20	—
835	Courroies de transmission, en caoutchouc, combinées avec des tissus ou avec tissus intercalés	»	80	0,2

Italian Tariff No. and letters	Description of Goods	Unit	Import Duty (Gold lira)	Coefficients of Increase
ex 795	Organic synthetic colours :			
(b)	Other :			
	(1) In a dry state or with less than 50 per cent of water :			
	(α) Vat colours and gallocyanine colours		free	—
	(β) Other	100 kg.	200	0.5
	(2) In paste, with 50 per cent or more water			
	(α) Vat colours and gallocyanine colours		free	
	(β) Indigo with more than 78 per cent of water	»	80	—
	(γ) Other	»	100	0.5
ex 796	Colours not specially mentioned :			
(a)	In powder	»	15	0.5
(c)	Oil colours	»	25	0.2
(d)	In tubes or bladders, on palettes, shells and the like, or in boxes.	»	35	0.2
797	Aniline lacs and other colouring substances. . .	»	40	—
ex 798	Varnishes :			
ex (a)	In bottles, tins, tubes or in other receptacles, of a weight not exceeding 3 kilos (excluding specialities for the arts or for domestic use) :			
	(1) Spirit varnishes	»	55	—
ex (b)	In other receptacles :			
	(1) Spirit varnishes	»	40	—
ex 799	Pencils :			
ex (b)	Unsheathed :			
	(2) Copying	»	200	—
	(3) Other	»	50	0.5
ex 800	Ink :			
ex (a)	Printing :			
	(1) Black	»	12	—
804	Specialities for the arts and for domestic use, prepared for retail sale	»	50	—
ex 809	Hides and skins, tanned without the hair, finished or not, except parchment :			
ex (a)	Ox, cow and other large hides, whole or halves *(a schiappe)*, dyed or not, even varnished, grained, stamped " sbalzate " or worked in any other manner :			
	ex (3) Other :			
	(a) Of mineral or mixed tanning	»	110	—
ex 816	Accessories for machines and parts of machines, of hide, skin or leather :			
	I. Shuttle-drivers for weaving looms	»	65	—
	II. Other	»	100	—
819	Leggings of hide, skin or leather	pair	2	—
ex 826				
ex (b)	Artificial rubber	100 kg.	20	—
835	Transmission belts of rubber, combined with tissues or with inserted tissue	»	80	0.2

Numéros et lettres du tarif italien	Désignation des marchandises	Unité	Droits d'entrée en lire or	Coefficients de majoration
ex 844	Ebonite :			
b)	En cylindres ou en tubes	100 kg.	100	0,1
c)	En ouvrages non dénommés	»	150	0,2
ex 845	Gutta-percha :			
b)	En feuilles ou en plaques, d'une épaisseur :			
	1° Egale ou supérieure à ½ mm.	100 kg.	60	-
	2° Inférieure à ½ mm.	»	100	
c)	En ouvrages non dénommés	»	120	
ex 847	Papier :			
ex *a)* 1	Blanc ou teint en pâte, non couché :			
	d) Enveloppes	»	22,50	0,2
ex *b)*	I. Blanc ou teint en pâte, imprimé à sec . .	»	30	—
	II. Papier au carbone et papier bleu	»	30	—
ex *d)*	ex 2° Héliographique	»	50	—
ex *i)*	Papier flint (papier recouvert de quartz) . . .	»	7	—
ex 848	Cartons :			
ex *a)*	Ordinaires :			
	3° Lustrés	»	12	0,2
ex *b)*	Fins :			
	ex 1. Blancs ou teints en pâte :			
	β) Couchés, même d'un seul côté, brillants ou mats	»	28	—
ex *f)*	Goudronnés ou durcis avec du ciment ou recouverts de sable :			
	I. Goudronnés pour toitures, avec ou sans sable	»	4	—
	II. Non goudronnés	»	5	
849	Tubes, navettes et bobines, en papier ou en carton, pour la filature et le tissage	»	30	—
	Ad 849. — Sont également considérés comme tels les tubes en papier ou en carton, de toute grandeur, pour la fabrication de la soie artificielle.			
ex 850	Enveloppes de lettres présentant à l'intérieur des lignes et des dessins obtenus par l'impression, la lithographie ou d'une autre façon quelconque dans le but d'éviter la transparence		Droit conventionnel du papier coloré, avec augmentation de 10 lire les 100 kg.	—
ex 854	Ouvrages en papier et en carton, non dénommés :			
b)	Avec ornements autres que de papier ou de carton	100 kg.	80	0,3
861	Musique imprimée ou lithographiée :			
a)	En feuilles ou en fascicules détachés ou brochés ou reliés à la Bodoni		franchise	—
b)	Autrement reliée		»	—
ex 862	Livres imprimés :			
b)	En autres langues, en feuilles détachées ou brochés ou reliés à la Bodoni, avec couverture en carton, même entièrement recouverte de papier de toile et avec titre imprimé à l'extérieur de la couverture.		»	

Italian Tariff No. and letters	Description of Goods	Unit	Import Duty (Gold lira)	Coefficients of Increase
ex 844	Ebonite :			
(b)	In cylinders or tubes	100 kg.	100	0.1
(c)	Manufactures not specially mentioned	»	150	0.2
ex 845	Gutta-percha :			
(b)	In sheets or plates of a thickness of :			
	(1) 0.5 millimetre or more	»	60	—
	(2) Less than 0.5 millimetre	»	100	—
(c)	Manufactures not specially mentioned . . .	»	120	—
ex 847	Paper :			
ex *(a)*/1	White or coloured in the pulp, not sized :			
	(d) Envelopes	»	22.50	0.2
ex *(b)*	I. White or coloured in the paste, dry stamped	»	30	—
	II. Carbon paper and blue paper	»	30	—
ex *(d)*	ex (2) Heliographic	»	50	—
ex *(t)*	Flint paper (quartz-covered paper)	»	7	—
ex 848	Pasteboard :			
ex *(a)*	Ordinary :			
	(3) Glazed	»	12	0.2
ex *(b)*	Fine :			
	ex (1) White or coloured in the pulp :			
	(β) Sized, on one or both sides, glazed or dull	»	28	—
ex *(f)*	Tarred or hardened with cement or covered with sand :			
	I. Tarred for roofing, with or without sand.	»	4	—
	II. Not tarred	»	5	—
849	Tubes, bobbins and spindles of paper or pasteboard for spinning and weaving	»	30	—
	Ad 849. — Under this heading are also classed paper or cardboard tubes, of any size, for the manufacture of artificial silk.			
ex 850	Letter envelopes having on the inside lines or designs obtained by printing, lithography or any other means, to prevent transparency.		Conventional duty on coloured paper, increased by 10 lira per 100 kg.	—
ex 854	Manufactures of paper and pasteboard, not specially mentioned :			
(b)	With ornamentation, other than of paper or cardboard	100 Kg.	80	0.3
861	Music printed or lithographed :			
(a)	In separate sheets or pamphlets or simply stitched or bound in Bodonian style		free	—
(b)	Otherwise bound		»	—
ex 862	Books, printed :			
(b)	In other languages, in separate sheets or simply stitched or bound in Bodonian style with covers of pasteboard, even entirely covered with paper or with cloth and with title printed outside the cover			—

Numéros et lettres du tarif italien	Désignation des marchandises	Unité	Droits d'entrée en lire or	Coefficients de majoration
(Suite)				
ex 862	Livres imprimés :			
b)	*Ad* 862 *a)* et *b)*. — Suivent également le traitement conventionnel du N° 862 *a)* et 862 *b)* les livres imprimés pour l'instruction et l'amusement des enfants, avec illustrations, même en plusieurs couleurs, intercalées dans le texte. Les mêmes livres, reliés ou non, importés par la poste, sous bande, en envois pesant jusqu'à 2 kg., sont admis en franchise de droit.			
863	Registres :			
a)	En feuilles détachées ou cartonnés	100 kg.	22	0,2
b)	Autres	»	40	0,2
ex 864	Livres lithographiés, avec illustrations, même en plusieurs couleurs, pour l'instruction ou l'amusement des enfants, reliés ou non	»	25	
869	Harmoniums :			
a)	Simples :			
	1° Avec plus d'un registre et demi de voix .	pièce	80	0,3
	2° Autres	»	50	0,3
b)	Avec appareil intérieur pour jouer mécaniquement		Droit des harmoniums simples, avec augmentation de 50 lire.	—
ex 871	Harmonicas :			
a)	A soufflet :			
	1° Avec plus de 16, jusqu'à 24 basses . . .	pièce	2	—
	2° Jusqu'à 16 basses	»	1,50	
873	Instruments de salon, à cylindres ou à disques (orchestrions et similaires) ; pesant :			
a)	200 kg. ou plus	100 kg.	75	
b)	Moins de 200 kg.	»	100	
ex 875	Instruments de musique non dénommés :			
ex *b)*	A vent :			
	Accordéons à vent et harmoniflûtes, conformes aux échantillons déposés	»	80	—
c)	Autres	pièce	3	0,2
ex 877 *b)*	Membranes et accessoires pour accordéons et harmonicas	100 kg.	100	—
ex 883	Bijoux :			
ex *a)*	D'or ou de platine :			
	3° Autres	kg.	150	-
ex *b)*	D'argent, même doré :			
	2° Avec autres pierres précieuses	»	120	
	3° Autres	»	50	
ex 884	Vaisselle et couverts :			
b)	D'argent, même doré	»	50	
	Ad 885. — Les objets ci-après, à demi ouvrés, en or, en platine et en argent, sont rangés dans le N° 885, comme ouvrages pour usages industriels ou pour laboratoires : chatons simplement poinçonnés ou cylindrés, capsules pour expériences de chimie : petites boules vides, faites au tour à air comprimé ; instruments pour arts et métiers ; tubes destinés à la fabrication d'autres ouvrages.			

Italian Tariff No. and letter	Description of Goods	Unit	Import Duty (Gold lira)	Coefficients of Increase
(Continued)				
ex 862	Books, printed :			
	Ad 862 *(a) and (b)*.— The conventional treatment of Nos. 862 *(a)* and 862 *(b)* is also applicable to printed books for the instruction and amusement of children, with illustrations even in more than one colour, inserted into the text. The same books bound or not, imported by post under wrappers, packets weighing up to 2 kilos, are admitted duty free.			
863	Registers :			
(a)	In separate sheets or stitched in pasteboard	100 kg.	22	0.2
(b)	Other	»	40	0.2
ex 864	Lithographed books, with illustrations, even in more than one colour, for the instruction or amusement of children, bound or not	»	25	—
866	Harmoniums :			
(a)	Ordinary :			
	(1) With more than one register and mezzo di voci	each	80	0.3
	(2) Other.	»	50	0.3
(b)	With internal mechanical playing apparatus .		Duty on ordinary harmoniums increased by 50 lira	—
ex 871	Harmonicas :			
(a)	With bellows :			
	(1) With more than 16 and up to 24 brass keys	»	2	—
	(2) Up to 16 brass keys	»	1.50	—
873	Concert instruments, cylinder or disc (orchestrions and the like) weighing :			
(a)	200 kilos or more	100 kg.	75	—
(b)	Less than 200 kilos	»	100	—
ex 875	Musical instruments, not specially mentioned :			
ex (b)	Wind :			
	Wind accordeons and flute harmonicas corresponding to the samples deposited .	»	80	
(c)	Other	each	3	0.2
ex 877 (b)	Tuning plates and accessories for accordeons and harmonicas	100 kg.	100	—
ex 883	Jewellery :			
ex (a)	Of gold or platinum :			
	(3) Other.	kg.	150	—
ex (b)	Of silver, gilt or not :			
	(2) With other precious stones	»	120	—
	(3) Other.	»	50	—
ex 884	Utensils and table ware :			
(b)	Of silver, gilt or not	»	50	—
	Ad 885. — The following semi-manufactured gold, platinum and silver wares are to be classed under No. 885 as " Manufactures for industrial purposes or for use in laboratories " ; collets simply stamped or rolled, capsules for chemical experiments ; hollow balls lathe turned by compressed air, instruments for arts and trades, tubes for use in making other articles.			

Numéros et lettres du tarif italien	Désignation des marchandises	Unité	Droits d'entrée en lire or	Coefficients de majoration
886	Or et platine, en ouvrages non dénommés . .	kg.	200	0,2
887	Ouvrages en argent, non dénommés, même dorés	»	50	—
ex 887	Ouvrages en verre ou en porcelaine, même colorés, plaqués d'argent par le procédé électrolytique	»	10	
	Ad 884 *et* 887. — Les ouvrages en métal commun, plaqués d'argent par le procédé électrolytique, sont considérés comme argentés lorsque l'épaisseur de la couche d'argent n'est pas supérieure à 30 micromillimètres. Toutefois, dans la classification des cuillers, fourchettes et objets similaires, argentés par le procédé électrolytique, on ne tient pas compte de la couche dépassant 30 micromillimètres en un point quelconque sujet à une usure plus facile.			
ex 890	Pantoufles :			
ex *b)*	En tissu, feutre, filet ou toute autre matière (à l'exception de la peau) :			
	ex 1° Chaussures en tissu de poil de chameau, même avec semelle en cuir	la paire	1,50	
	Ad 896 *c)*. — Les peignes en celluloïd et en ébonite, avec marques, nom ou firme du fabricant, gravés ou imprimés en or ou autrement, sont considérés comme « Peignes autres » du N° 896 *c)*, sans tenir compte de la gravure ou de l'impression des marques, noms ou firmes.			
	Ad 903. — Les montures de parapluies et de parasols ne sont pas considérées comme nickelées lorsqu'elles ont seulement les accessoires nickelés, tels que les anneaux, les embouts, les ressorts, les curseurs, les cloches (campane).			
ex 906	Pommeaux et poignées pour tiges de parapluies et d'ombrelles ou pour cannes :			
ex *b)*	ex 2° Entièrement en bois, vernis et polis.	100 kg.	60	—
ex 911	Mercerie :			
ex *d)*	En verre :			
	ex 1° Dorée ou argentée, à l'exception des franges en perles	»	150	—
	2° Autre	»	75	—
ex 912	Jouets (à l'exception des poupées en matières de toute sorte) :			
a)	En carton ou papier mâché.	»	100	0,2
b)	En celluloïd	»	150	0,2
c)	En caoutchouc :			
	1° Bruts	»	100	0,2
	2° Colorés ou teints	»	125	0,2
g)	Principalement fabriqués en métal commun ni doré ni argenté :			
	1° Complètement moulés	»	100	—
	2° Autres	»	150	—
h)	En matière quelconque, avec mécanisme . . .	»	280	—

Italian Tariff No. and letters	Description of Goods	Unit	Import Duty (Gold lira)	Coefficients of Increase
886	Gold and platinum, in the form of manufactures not specially mentioned	kg.	200	0.2
887	Silver in the form of manufactures not specially mentioned, whether gilded or not	»	50	—
ex 887	Manufactures of glass or porcelain, even if coloured, plated with silver by electrolytic process	»	10	—
	Ad 884 *and* 887. — Manufactures of common metal parts plated with silver by electrolytic process are considered as silvered when the silver is not more than 30 micromillimetres thick. However, for the purpose of the classification of spoons, forks and similar articles, silvered by electrolytic process, no account is to be taken if the silver is more than 30 micromillimetres thick in the more exposed parts.			
ex 890	Slippers :			
ex *(b)*	Of tissue, felt, network and any other material, excepting skin :			
	ex (1) Footwear made of camel hair cloth, even if with leather sole	pair	1.50	—
	Ad 896 *(c)*. — Combs of celluloid and ebonite with the trade-mark, name or firm of the manufacturer engraved or stamped in gold or otherwise, are to be classed as " Other sorts of combs " No. 896 *(c)* without taking into account the engraving or stamping of the trade-mark, name or firm,			
	Ad 903. — Umbrella and parasol frames are not to be considered as nickelled if they merely have nickelled accessories, such as rings, ferrules, springs, sliders and cups (campane).			
ex 906	Knobs and handles for umbrella and parasol sticks or for walking sticks :			
ex *(b)*	ex (2) Entirely of wood, varnished and polished	100 kg	60	—
ex 911	Small wares :			
ex *(d)*	Of glass :			
	ex (1) Gilded or silvered, except bead fringes	»	150	—
	(2) Other	»	75	—
ex 912	Toys (excepting dolls made of any material) :			
(a)	Of cardboard or papier maché	»	100	0.2
(b)	Of celluloid	»	150	0.2
(c)	Of india-rubber :			
	(1) Plain . .	»	100	0.2
	(2) Painted or dyed	»	125	0.2
(g)	Made exactly of common metal, neither gilded nor silver-plated :			
	(1) Completely cast	»	100	—
	(2) Other kinds	»	150	—
(h)	Of any material, with mechanism	»	200	—

Numéros et lettres du tarif italien	Désignation des marchandises	Unité	Droits d'entrée en lire or	Coefficients de majoration
(Suite)				
ex 912	Jouets, etc.			
h)	*Ad* 912 *h)*. — Sont considérés comme jouets avec mécanisme ceux uniquement actionnés par la vapeur, des ressorts ou l'électricité.			
i)	Autres :			
	1° Communs	100 kg.	120	
	2° Fins	»	200	
ex 913	Poupées en matières diverses :			
ex *a)*	Communes :			
	1° Avec les yeux appliqués ou avec perruque :			
	α) Habillées.	»	250	
	β) Non habillées	»	200	—
b)	Fines :			
	1° Avec les yeux appliqués ou avec perruque :			
	α) Habillées.	»	350	—
	β) Non habillées	»	300	—
	2° Autres :			
	α) Habillées. A	»	280	—
	β) Non habillées	»	250	—
ex 915	Pinceaux :			
ex *a)*	Blaireaux :			
	2° Avec manche en os, corne, celluloïd, ébonite ou matières similaires	»	250	0,2
b)	Autres :			
	1° En poil fin	»	200	0,1
	2° Non dénommés	»	75	0,3
ex 916	Porte-plumes à réservoir :			
b)	Simplement garnis d'or, de platine ou d'argent	pièce	4	—
ex 921	Amidon :			
a)	En boîtes	100 kg.	18	—
ex 922	Dextrine, chas et colles à base de fécules et d'amidons :			
	Chas et colles à base de fécules et d'amidons .	»	16	—

Italian Tariff No. and letters	Description of Goods	Unit	Import Duty (Gold lire)	Coefficients of Increase
(Continued)				
ex 912	Toys, etc.			
(h)	*Ad* 912 *(h)*. — Toys with mechanism refer to those solely propelled by steam, springs or electricity.			
(i)	Other kinds :			
	(1) Common	100 kg.	120	
	(2) Fine	»	200	
ex 913	Dolls made of various materials :			
ex *(a)*	Common :			
	(1) With fitted-in eyes or with hair on their heads :			
	(α) Dressed	»	250	
	(β) Undressed	»	200	
(b)	Fine :			
	(1) With fitted-in eyes or with hair on their heads :			
	(α) Dressed	»	350	
	(β) Undressed.	»	300	
	(2) Other kinds :			
	(α) Dressed	»	280	
	(β) Undressed	»	250	
ex 915	Small brushes (Pennelli) :			
ex *(a)*	Shaving brushes :			
	(2) With handles made of bone, horn, celluloid, ebonite, or similar substance	»	250	0.2
(b)	Other kinds of small brushes (Pennelli) :			
	(1) Made of fine hair.	»	200	0.1
	(2) Not specially mentioned	»	75	0.3
ex 916	Fountain pens :			
(b)	With plain mounts of gold, platinum or silver.	each	4	
ex 921	Starch :			
(a)	In boxes	100 kg.	18	
ex 922	Dextrine, weavers' pastes and gums principally composed of fecula and starch :			
	Weavers' pastes and gums principally composed of fecula and starch	»	16	

PROTOCOLE FINAL

Au moment de procéder à la signature du Traité de commerce et de navigation, conclu ce jour entre l'Allemagne et l'Italie, les plénipotentiaires soussignés ont fait les réserves et déclarations suivantes, qui formeront partie intégrante du traité :

Ad article premier.

I. Il est entendu que les ressortissants de chacune des Parties contractantes, en quittant le territoire de l'autre, pourront, à la condition d'observer les lois du pays, en exporter librement leurs biens et leurs marchandises ou le produit de la vente de ces biens et marchandises, sans être soumis, comme étrangers, à des restrictions spéciales et sans être tenus d'acquitter, pour cette exportation, des droits autres ou plus élevés que ceux qui, dans des conditions analogues, sont imposés aux nationaux.

II. En vertu du droit au traitement de la nation la plus favorisée en matière de commerce, d'industrie et de navigation, les ressortissants de chacune des Parties contractantes jouiront, sur le territoire de l'autre Partie, pour la constitution de sociétés par actions et d'autres sociétés commerciales, y compris les sociétés industrielles, financières, d'assurances, de communication et de transport, ainsi que pour la participation à des sociétés de ce genre, des mêmes droits, privilèges et faveurs que ceux qui sont accordés aux ressortissants de tout autre pays.

III. Les dispositions de l'article premier ne portent pas atteinte aux règlements qui ont été ou seront établis par les Parties contractantes concernant l'emploi d'ouvriers étrangers. Cette question sera réglée par voie d'accords spéciaux entre les Parties contractantes.

Ad article 2.

I. Il est entendu qu'en vertu des dispositions de l'article 2, les faveurs douanières que l'une des Parties contractantes a accordées ou accordera à une tierce Puissance, sous la forme de concessions limitées à des contingents, pourront être également revendiquées par l'autre Partie, dans les mêmes limites et aux conditions fixées par l'octroi de la concession à la tierce Puissance.

II. Le traitement de la nation la plus favorisée prévu à l'article 2 pour l'importation et l'exportation temporaire, ainsi que pour la réimportation et la réexportation, ne s'étend pas au commerce de perfectionnement, à l'exception des cas visés à l'article 19, lettre *a)*.

Ad article 3.

Les dispositions de l'article 3 du traité, dans la mesure où elles subordonnent au traitement accordé aux ressortissants d'une tierce Puissance, la liberté dont jouissent les ressortissants d'une des Parties contractantes d'acquérir et de posséder des biens mobiliers ou immobiliers sur le territoire de l'autre Partie, ne sont pas applicables aux biens mobiliers ou immobiliers dont ces ressortissants étaient légitimement propriétaires ou possesseurs au moment de la signature du présent traité ; il est entendu que les ressortissants de l'une des deux Parties contractantes qui sont actuellement propriétaires ou possesseurs de biens de cette nature sur le territoire de l'autre Partie, continueront à en jouir de la même manière et aux mêmes conditions que les nationaux.

Ad article 8.

Les dispositions de l'article 8 du traité sont également applicables aux sociétés auxquelles la nationalité italienne a été attribuée, par une mesure de l'autorité judiciaire ou administrative

FINAL PROTOCOL.

At the moment of signing the Treaty of Commerce and Navigation concluded under to-day's date between Germany and Italy, the undersigned Plenipotentiaries have made the following reservations and declarations, which shall form an integral part of the said Treaty :

Ad Article 1.

I. It is agreed that subjects of either of the Contracting Parties, when leaving the territory of the other, shall be free, subject to compliance with the laws of the State in question, to export their property and goods, or the proceeds of the sale of such, without being subjected as foreigners to special restrictions, and without being obliged to pay, in respect of such exportation, duties other or higher than those payable by nationals in like circumstances.

II. Subjects of either of the Contracting Parties shall, in virtue of most favoured-nation treatment in regard to trade, industry and shipping, enjoy in the territory of the other Party, for the constitution of joint-stock companies and other commercial companies, including industrial, financial, insurance, traffic and transport companies, and likewise for participation in such companies, the rights, privileges and favours accorded to the subjects of any other country.

III. The provisions of Article 1 shall be without prejudice to the regulations which have been or may hereafter be issued by the Contracting Parties for the employment of foreign labour. This question shall be settled by means of special agreements between the Contracting Parties.

Ad Article 2.

I. It is agreed that, in virtue of the provisions of Article 2, Customs favours which one of the Contracting Parties has accorded or may hereafter accord to a third State in the form of concessions restricted to contingents may be claimed by the other, within the limits and subject to the conditions governing such concessions in the case of any third country.

II. The most favoured-nation treatment laid down in Article 2 for temporary importation and exportation and for re-importation and re-exportation shall not be extended to articles exported to undergo finishing processes, except in the cases mentioned in Article 19 *(a)*.

Ad Article 3.

The provisions of Article 3 of the Treaty, so far as they make the right of subjects of one of the Contracting Parties to acquire and possess movable or immovable property in the territory of the other conditional on the treatment accorded to subjects of a third State, shall not be applicable to the movable or immovable property of which the said subjects were the legal owners or possessors at the time of the signing of the Treaty, it being understood that subjects of one of the two Contracting Parties who now own or possess such property in the territory of the other shall continue to enjoy possession in the same manner and subject to the same conditions as nationals.

Ad Article 8.

The provisions of Article 8 of the Treaty shall also be applicable to companies which, as the result of measures taken by the competent Italian judicial or administrative authority, have,

compétente du Royaume d'Italie en vertu des dispositions des traités qui ont mis fin à la guerre mondiale ou des accords conclus en exécution de ces derniers, même si ces sociétés ont été constituées en dehors du royaume et y ont encore leur siège.

Ad article 10.

Il est entendu qu'afin d'appliquer, dans le plus bref délai possible, et d'une manière intégrale, le principe établi au premier alinéa de l'article 10 du présent traité, les Parties contractantes ne maintiendront et n'établiront, dans leurs relations réciproques, aucune prohibition ou restriction d'importation ou d'exportation, sauf en cas de nécessité absolue et, dans cette dernière éventualité, seulement aussi longtemps que subsisteront les circonstances exceptionnelles qui les ont motivées.

Les Parties contractantes se sont communiqué réciproquement les prohibitions actuellement en vigueur dans les deux pays.

Ad article 15.

Parmi les droits intérieurs visés à l'article 15 se trouve également compris l'impôt sur le chiffre d'affaires.

Ad article 17.

Les gouvernements des Parties contractantes se mettront d'accord sur les mesures nécessaires à prendre pour donner effet aux dispositions de l'article 17.

Ad article 38.

En ce qui concerne la procédure d'arbitrage prévue à l'article 38, les Parties contractantes sont convenues de ce qui suit :

Dans le premier cas d'arbitrage, le tribunal arbitral aura son siège sur le territoire de la Partie défenderesse ; dans le second cas, sur le territoire de l'autre Partie, et ainsi de suite, sur le territoire de l'une et de l'autre des deux Parties, alternativement.

La Partie sur le territoire de laquelle devra siéger le tribunal, désignera le lieu où celui-ci se réunira et fournira les locaux, le personnel expéditionnaire et le personnel de service nécessaires.

Le tribunal sera présidé par le surarbitre. Les décisions seront prises à la majorité des voix.

Les Parties contractantes s'entendront, soit dans chaque cas, soit une fois pour toutes, sur la procédure du tribunal. En l'absence d'un accord de ce genre, la procédure sera fixée par le tribunal lui-même. La procédure pourra avoir lieu par écrit, si aucune des deux Parties ne soulève d'objection à ce sujet.

Pour la notification d'un acte quelconque et pour les commissions rogatoires du tribunal arbitral, les autorités de chacune des Parties contractantes, sur demande du tribunal adressée au gouvernement compétent, prêteront leur concours de la même manière que s'il s'agissait de requêtes des tribunaux civils du pays.

Au sujet des tarifs A *et* B.

I.

Il est convenu que les dispositions contenues dans les tarifs annexés au Traité de commerce et de navigation seront complétées par un accord ultérieur entre les Parties contractantes, en ce qui concerne le traitement douanier applicable aux « spécialités médicinales », à leur impor-

despite the fact that they have been established and still have their headquarters outside the kingdom, acquired Italian nationality under clauses in the treaties terminating the world war, or of agreements concluded in connection therewith.

Ad Article 10.

It is understood that with a view to giving full effect at the earliest possible date to the principle laid down in the first paragraph of Article 10 of the present Treaty, the Contracting Parties will not maintain or establish in their relations with one another any import or export prohibition or restriction, unless absolutely necessary, and then only as long as the exceptional circumstances occasioning them subsist.

The Contracting Parties have informed each other of the prohibitions at present existing in the two countries.

Ad Article 15.

The internal charges mentioned in Article 15 shall also include the tax on business turnover.

Ad Article 17.

The measures necessary for the application of the provisions of Article 17 shall be determined by agreement between the Governments of the Contracting Parties.

Ad Article 38.

As regards the arbitral procedure laid down in Article 38, the Contracting Parties have agreed as follows :

In the first dispute, the arbitral tribunal shall sit in the territory of the defendant Party ; in the second dispute, it shall sit in the territory of the other Party, and so on alternatively in the territory of the respective Parties.

The Party in whose territory the tribunal is to sit shall appoint the place of meeting and shall provide the necessary premises and select the secretarial and minor staff.

The umpire shall act as chairman of the Tribunal, which shall decide by a majority vote.

The Contracting Parties shall agree upon the procedure to be followed by the Tribunal, either as each case arises or once for all. Failing such agreement, the procedure shall be settled by the Tribunal itself. The proceedings may be conducted by correspondence, unless either of the Parties objects thereto.

As regards the serving of documents and taking of evidence on behalf of the Arbitral Tribunal, the authorities of each of the Contracting Parties will comply with applications for legal assistance that may be addressed by the Arbitral Tribunal to the Governments concerned as they would comply with requests from the national civil tribunals.

Ad Tariffs A *and* B.

I.

It is agreed that the provisions contained in the Tariffs annexed to the Treaty of Commerce and Navigation shall be supplemented by a further Agreement between the Contracting Parties in regard to the Customs treatment applicable to "medicinal specialities" on importation from

tation d'un pays dans l'autre. A cette fin, des négociations seront engagées entre les gouvernements des deux Parties contractantes dans un délai de trois mois à dater de l'entrée en vigueur du traité.

Il est entendu que, lorsqu'on établira par ledit accord un nouveau traitement pour l'importation en Italie des spécialités médicinales visées au N° 782 du tarif douanier italien, la question de la tare des produits visés aux N°s 780 et 780 *bis* dudit tarif sera également examinée.

II.

Dans la mesure où les tarifs A et B annexés au présent traité font dépendre le montant du droit à percevoir sur une marchandise déterminée, du montant du droit fixé pour une autre marchandise et où il existe, pour cette dernière, plusieurs taux, généraux ou conventionnels, le moins élevé de ces divers taux, applicable aux produits de l'autre Partie contractante, servira de base pour fixer le droit dépendant.

L'application des marques ou noms de fabrique sur les marchandises n'exerce aucune influence sur le traitement douanier.

Au sujet du tarif A *(droits à l'entrée en Allemagne).*

I.

Lorsque les produits assujettis, d'après le tarif A, à des droits d'entrée en Allemagne variables suivant la période de l'année, auront été déclarés et présentés à un bureau frontière avant l'expiration de la période pendant laquelle est applicable le droit inférieur, ils bénéficieront de ce droit, même au cas où le dédouanement ne serait achevé qu'après l'expiration de ladite période.

Au cas où le dédouanement définitif serait renvoyé à un bureau de l'intérieur, les produits bénéficieront du tarif réduit, si la période d'application du droit plus élevé n'avait pas encore commencé à courir à la date à laquelle le bureau frontière a délivré le bulletin d'acquit à caution.

Si, au moment du dédouanement, on constate que des plantes potagères fraîches, fruits frais ou autres produits agricoles également périssables, assujettis à des droits, sont avariés, l'importateur aura toujours la faculté d'opter pour la destruction de la marchandise avariée et de faire procéder à cette destruction sous la surveillance de la douane.

II.

Si l'on institue, pour le dédouanement des huiles d'olive à leur entrée en Allemagne, un contrôle en vue d'établir que ces huiles ne sont pas mélangées à d'autres huiles, les certificats d'analyse délivrés par les établissements scientifiques du Royaume d'Italie, désignés d'un commun accord par les deux gouvernements, seront reconnus en Allemagne, et les huiles accompagnées desdits certificats ne seront pas soumises à une nouvelle analyse s'il ressort de ces certificats que l'analyse a été faite suivant les règles qui seront fixées d'un commun accord par les deux gouvernements. En cas de doute, les administrations respectives auront le droit de vérifier l'analyse de l'huile importée avec un certificat.

III.

Il est entendu que les désignations des spécialités italiennes de fromages spécifiés au N° ex 135 du tarif A, telles que *parmigiano, reggiano, lodigiano*,etc. n'indiquent pas le lieu de production. Le droit de 20 marks est par conséquent applicable à toutes les espèces de fromage de ce genre de fabrication, quelle que soit la région d'où elles proviennent.

the territory of one of the States into that of the other. For this purpose, negotiations shall be opened between the Governments of the two Contracting Parties within three months after the coming into force of the said Treaty.

It is understood that the said Agreement, when establishing a new treatment for the " medicinal specialities " mentioned in No. 782 of the Italian Customs Tariff when imported into Italy, will also take into account the question of tares for the products named in Nos. 780 and 780 *bis* of the said tariff.

II.

In so far as tariffs " A " and " B " annexed to the present Treaty make the duty payable on certain goods dependent upon the duty established for certain other goods and there exist several scales, general or conventional, for the duty in question, the basis taken when fixing the dependent duty shall be the lowest of the various scales applicable to the products of the other Contracting Party.

The affixing of trade-marks or names on the goods shall not influence the Customs treatment.

Ad Tariff A *(duties on imports into Germany).*

I.

Products which are subject under Tariff A to German import duties varying at different times of the year, and which may be declared and presented at a frontier office before the expiry of the period during which the lower duty is applicable shall be allowed the benefit of this duty even if the clearing of the Customs is not completed until after the expiry of the said period.

Should such products be handed over to an office in the interior of the country for the final clearing of the Customs, they shall be given the benefit of the most favourable treatment, if on the day on which the frontier office made out the receipt for payment of security, the period during which a higher duty was to obtain had not yet begun.

If, during the process of clearing goods through the Customs, fresh vegetables, fresh fruit, or other perishable agricultural products subject to payment of Customs duties are found to have suffered damage, the importer shall always have the right to decide upon the destruction of the damaged goods, and this shall take place under Customs supervision.

II.

Should regulations be established in connection with the clearing through the Customs of olive oils imported into Germany, for the purpose of ascertaining that such oils contain no admixture of other oils, the German authorities shall recognise certificates of analysis issued by the Italian scientific institutions selected by agreement between the two Governments, and oils accompanied by such certificates shall not be subjected to fresh analysis, provided that it is shown by the certificates that the analysis has been carried out in accordance with the rules to be fixed by agreement between the two Governments. In case of doubt, the departments concerned shall have the right to test the analysis of the oil imported under such certificates.

III.

It is understood that the description of the special kinds of Italian cheese designated under No. ex 135 of Tariff A as *parmigiano, reggiano, lodigiano,* etc., refers not to the place of production but to the method of manufacture. Hence, the duty of 20 Reichsmarks shall be applicable to all cheese thus manufactured, irrespective of the district from which it comes.

Au sujet du tarif B *(droits à l'entrée en Italie).*

I.

Si l'importateur demande que la surtaxe sur la bière soit calculée d'après la teneur en sucre et en alcool constatée, les certificats d'analyse délivrés par les établissements scientifiques allemands seront reconnus par les autorités italiennes. La bière accompagnée de certificats de ce genre ne sera pas soumise à de nouvelles analyses, s'il ressort desdits certificats que le degré saccharimétrique du moût initial a été constaté suivant la formule prescrite et que l'analyse a été pratiquée conformément aux règles que les deux gouvernements, en tenant également compte des intérêts sanitaires, fixeront d'un commun accord.

De son côté, l'Allemagne reconnaîtra, pour les vins italiens, les certificats d'analyse délivrés par les établissements scientifiques du Royaume d'Italie, dans tous les cas où une analyse est nécessaire pour le dédouanement. Dans ces cas, les vins italiens ne seront pas soumis à de nouvelles analyses, s'ils sont accompagnés desdits certificats, et s'il ressort de ces derniers que l'analyse a été effectuée suivant les règles qui seront établies d'un commun accord par les deux gouvernements.

En cas de doute, les administrations respectives auront le droit de vérifier l'analyse des bières et des vins importés avec des certificats.

Les établissements scientifiques autorisés à délivrer les certificats prévus par les dispositions précédentes, seront désignés d'un commun accord par les deux gouvernements.

II.

Les machines bénéficieront du tarif conventionnel même si elles sont importées démontées, que les différentes pièces arrivent simultanément ou successivement en plusieurs envois et soient transportées en un seul ou en plusieurs wagons. Cette disposition est applicable également aux machines incomplètes, c'est-à-dire auxquelles manquent certaines pièces nécessaires à leur fonctionnement, ou certaines pièces accessoires.

Toutes les expéditions partielles devront être déclarées au même bureau de douane, dans un délai qui sera indiqué par l'importateur, au moment où il effectuera la première expédition, et qui ne pourra pas dépasser trois mois.

En même temps que la déclaration d'entrée d'une machine complète, introduite démontée, ou d'une première expédition partielle, l'importateur remettra au bureau de douane un plan ou un dessin d'ensemble, ainsi qu'une liste des pièces importantes, indiquant leur nature et le poids approximatif de chacune d'elles. Le poids total approximatif des pièces accessoires devra également être indiqué.

Si, après le dédouanement d'une ou de plusieurs expéditions partielles, les autres pièces de la machine ne sont pas importées dans le délai fixé, les intéressés devront acquitter, pour les pièces déjà importées, les droits fixés pour les pièces détachées de machines, ou, au cas où le tarif ne contiendrait pas de droits spéciaux pour ces dernières, les droits fixés d'après la matière dont sont faites ces pièces.

Le bureau de douane aura le droit d'exiger, jusqu'au dédouanement définitif de toutes les expéditions partielles, le cautionnement des droits plus élevés qui pourraient être éventuellement dus par la suite et d'apposer une marque d'identification sur les pièces importées. Le bureau de douane aura, en outre, le droit de s'assurer par une vérification faite après le montage de la machine, que toutes les pièces contenues dans les expéditions partielles appartenaient effectivement à ladite machine.

Les pièces de rechange et de réserve resteront toujours assujetties aux droits qui leur sont applicables.

Pour le paiement des droits d'entrée, aucune distinction ne sera faite en raison des matières utilisées pour la construction des machines, si le tarif douanier italien du 9 juin 1921 n'établit pas lui-même la distinction.

Ad Tariff B *(duties on imports into Italy).*

I.

Should the importer request that the surtax on beer shall be levied on the basis of the saccharine and alcoholic content found, the Italian authorities shall recognise the certificates of analysis issued by German scientific institutions. Beer accompanied by such certificates shall not be subjected to fresh analysis, provided that it is shown by the said certificates that the saccharine content of the original wort has been established as prescribed and that the analyses have been carried out in accordance with the rules to be fixed by agreement between the two Governments, with due reference to sanitary requirements.

Germany for her part will recognise, in the case of Italian wines, certificates of analysis issued by Italian scientific institutions, whenever analysis may be necessary for the purpose of clearing goods through the Customs. In such cases, Italian wines shall not be subjected to fresh analysis, provided that they are accompanied by such certificates and that the latter show that the analysis has been carried out in accordance with the rules to be fixed by agreement between the two Governments.

In case of doubt the administrations concerned shall have the right to test the analyses of beers or wines imported under such certificates.

The scientific institutions authorised to issue the certificates mentioned in the foregoing provisions shall be designated by agreement between the two Governments.

II.

Machinery shall enjoy the benefit of the conventional tariff even if it is not assembled and the various parts arrive simultaneously or successively in different consignments and are transported in one or more wagons. This provision shall also apply to machinery which is incomplete, that is, in which certain parts necessary for its working or certain minor parts are missing.

All partial consignments shall be declared at the same Customs office within a period which shall be stated by the importer when presenting the first consignment; such period shall not exceed three months.

The importer shall present to the Customs office, together with the import declaration for an entire piece of machinery which is not assembled or for a first partial consignment, a plan or sketch of the whole, with a list showing the principal parts, their nature and the approximate weight of each. The approximate total weight of the minor parts shall also be stated.

If, after one or more partial consignments have cleared the Customs, the other parts of the machine are not imported within the prescribed period, the duties payable on the parts already imported shall be those established for separate machine parts, or, should the tariff not contain special duties for the latter, shall be based upon the material of which the imported parts are made.

The Customs office shall have the right, until all the partial consignments have finally cleared the Customs, to require security for any higher duties that may be payable, and to affix an identification mark on the parts imported. Further, the Customs office shall have the right to ascertain, by means of inspection after the assembling of the machine, that all the partial consignments actually belong to the said machine.

Spare parts and reserve parts shall always be subjected to payment of the duties applicable to them.

In the payment of import duties no distinction shall be made as regards the material of which the machinery is made, provided that no such difference is made in the Italian Customs Tariff of June 9, 1921.

Les machines et les pièces de machines pourront être polies, peintes, vernies ou travaillées d'autre manière, sans que la classification douanière ne soit modifiée du fait de ce travail spécial, exception faite pour les arbres coudés figurant au N° 465 du tarif italien.

Les dispositions précédentes seront également applicables aux appareils énumérés au N° 437 du tarif italien.

Le présent protocole qui sera considéré comme approuvé et sanctionné par les Parties contractantes — sans autre ratification spéciale — du seul fait de l'échange des instruments de ratification du traité auquel il se rapporte, a été rédigé en double original, dont l'un en langue allemande et l'autre en langue italienne, à Rome, le 31 octobre 1925.

C. von Neurath. Benito Mussolini.
Wilhelm Denhard.

PROTOCOLE

Les soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus de ce qui suit :

Le Gouvernement du Reich allemand et le Gouvernement royal d'Italie ont constaté qu'ils sont d'accord dans leur intention commune de mener à terme, dans le courant du mois d'octobre, les négociations actuellement en cours pour la conclusion d'un Traité de commerce et de navigation entre les deux Etats.

Dans l'intérêt du développement de ces négociations et pour éviter d'entraver les échanges commerciaux entre les deux Etats, le Gouvernement du Reich allemand déclare que, jusqu'au 31 octobre 1925 inclusivement, et sous réserve de l'approbation ultérieure des assemblées législatives, les marchandises visées au N° 2 de l'échange de notes en date du 10 janvier 1925, modifié par l'échange de notes en date du 31 mars 1925, et énumérées à l'annexe A de l'Arrangement commercial germano-espagnol du 25 juillet 1924 venant à expiration le 16 octobre 1925, ne seront pas soumises à des droits de douane plus élevés que ceux qui sont prévus à ladite annexe A.

Rome, *le* 12 *octobre* 1925.

Prittwitz. Mussolini.

(Pour l'ÉCHANGE DE NOTES du 31 octobre 1925, voir page 308 de ce volume.)

Machinery and machine parts may be polished, painted, varnished or otherwise treated, without being subject, by reason of such special treatment, to a change of Customs classification, except in the case of the "cranked shafts" mentioned in No. 465 of the Italian Tariff.

The foregoing provisions shall also apply to the apparatus mentioned in No. 437 of the Italian Tariff.

The present Protocol, which shall be regarded as approved and sanctioned by the Contracting Parties without other special ratification, simply in virtue of the exchange of ratifications of the Treaty to which it relates, has been drawn up in two originals, one in German and the other in Italian, at Rome on October 31, 1925.

C. VON NEURATH. Benito MUSSOLINI.
Wilhelm DENHARD.

PROTOCOL.

The undersigned, being duly authorised thereto, have agreed upon the following provisions:

THE GERMAN GOVERNMENT and THE ROYAL ITALIAN GOVERNMENT have declared their common intention of bringing to a close within the present month of October the negotiations now proceeding for the conclusion of a Treaty of Commerce and Navigation between the two States.

With a view to furthering these negotiations and to preventing the traffic between the two States being interfered with, the Government of the German Reich declares that, subject to the subsequent approval of the legislative bodies, the goods referred to in No. 2 in the exchange of Notes dated January 10, 1925, modified by the exchange of Notes dated March 31, 1925 and set forth in Annex A of the Germano-Spanish Commercial Agreement of July 25, 1924, which is due to terminate on October 10, 1925, shall not be subject, until October 31, 1925 inclusive to higher Customs duties than those laid down in the said Annex A.

ROME, *October* 12, 1925.

PRITTWITZ. MUSSOLINI.

EXCHANGE OF NOTES.

I.

ROYAL MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

ROME, *October* 31, 1925.

YOUR EXCELLENCY,

The Agreement concluded by the exchange of Notes dated January 10, 1925, concerning the Customs régime between Italy and Germany, extended by the exchange of Notes dated March 31, 1925, expires to-day.

On the other hand, the Treaty of Commerce and Navigation concluded between Italy and Germany under to-day's date will not come into force until after the exchange of ratifications, which is to take place at latest on December 15, 1925.

In consideration of these circumstances, and with a view to settling the commercial relations between our respective countries during the transitional period, Your Excellency agreed as to the expediency, in the interest of both States, of extending the above-mentioned Agreement until the coming into force of the Treaty of Commerce and Navigation.

It is understood, therefore, that, pending the coming into force of the Treaty of Commerce and Navigation between Italy and Germany, signed on to-day's date, the Italian Government

will continue to apply to products of the soil and industry originating in and coming from Germany, on importation into Italy, the most favourable duties resulting from the treaties, conventions or agreements which have been or may hereafter be concluded, subject to the exceptions laid down in the Agreement concluded by the exchange of Notes dated January 10, 1925, as modified by the subsequent agreement of March 31, 1925.

The German Government for its part, subject to the approval of the legislative bodies, will, as from November 1 and for the period named, apply to products of the soil and industry originating in and coming from Italy the duties now levied on the said products, on importation into Germany or, subject to the exceptions laid down in the aforesaid Agreement of January 10, 1925, as modified by the subsequent Agreement of March 31, 1925, such more favourable duties as may hereafter be levied on the products of the most favoured nation in virtue of treaties, conventions or agreements which have been or may hereafter be concluded between Germany and other States.

I have the honour to declare that the Royal Government, being desirous of ensuring favourable conditions for the commercial relations between Italy and Germany pending the coming into force of the Treaty of Commerce and Navigation, is prepared, for its part, to apply the foregoing arrangement.

I have the honour, etc.

MUSSOLINI.

To H. E. Baron von Neurath,
German Ambassador,
Rome.

II.

GERMAN EMBASSY.

ROME, *October* 31, 1925.

YOUR EXCELLENCY,

By a note of to-day's date, Your Excellency was good enough to make the following communications :

" The Agreement concluded by the exchange of Notes dated January 10, 1925, concerning the Customs regime between Italy and Germany, extended by the exchange of Notes dated March 31, 1925, expires to-day.

" On the other hand, the Treaty of Commerce and Navigation concluded between Italy and Germany under to-day's date will not come into force until after the exchange of ratifications, which is to take place at latest on December 15, 1925.

" In consideration of these circumstances, and with a view to settling the commercial relations between our respective countries during the transitional period, Your Excellency agreed as to the expediency, in the interest of both States, of extending the above-mentioned Agreement until the coming into force of the Treaty of Commerce and Navigation.

" It is understood, therefore, that, pending the coming into force of the Treaty of Commerce and Navigation between Italy and Germany signed on to-day's date, the Italian Government will continue to apply, to products of the soil and industry originating in and coming from Germany, on importation into Italy, the most favourable duties resulting from the treaties, conventions or agreements which have been or may hereafter be concluded, subject to the exceptions laid down in the Agreement concluded by the exchange of Notes dated January 10, 1925, as modified by the subsequent agreement of March 31, 1925.

" The German Government, for its part, subject to the approval of the legislative bodies, will, as from November 1 and for the period named, apply to products of the

soil and industry originating in and coming from Italy the duties now levied on the said products on importation into Germany, or, subject to the exceptions laid down in the aforesaid Agreement of January 10, 1925, as modified by the subsequent Agreement of March 31, 1925, such more favourable duties as may hereafter be levied on the products of the most favoured nation in virtue of treaties, conventions or agreements which have been or may hereafter be concluded between Germany and other States.

" I have the honour to declare that the Royal Government, being desirous of ensuring favourable conditions for the commercial relations between Italy and Germany pending the coming into force of the Treaty of Commerce and Navigation, is prepared, for its part, to apply the foregoing arrangement. "

In taking note of this declaration, I desire to assure Your Excellency that the German Government in its turn approves the above-mentioned arrangement and is prepared, for its part, to ensure its execution.

I have the honour to be, etc....

NEURATH.

To H. E. Benito Mussolini
Italian Minister for Foreign Affairs,
Rome.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

NOTENWECHSEL BETREFFEND EINE ERGÄNZUNG DES VORSTEHENDEN VERTRAGES. ROM, DEN 9. DEZEMBER 1926.

Textes officiels allemand et italien communiqués par le consul général d'Allemagne à Genève et par le ministre des affaires étrangères d'Italie. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 4 mai 1927.

DER DEUTSCHE BOTSCHAFTER IN ROM
AN DEN MINISTER DER AUSWÄRTIGEN ANGELEGENHEITEN.

ROM, *den* 9. *Dezember* 1926.

HERR MINISTER,

Mit Note vom heutigen Tage haben Eure Exzellenz festgestellt, dass im Verfolg der in diesen Tagen zwischen Delegierten der Deutschen und der Königlich Italienischen Regierung gepflogenen Besprechungen über die Auslegung und Anwendung einiger Bestimmungen des am 31. Oktober 1925 zwischen dem Deutschen Reiche und Italien geschlossenen Handels- und Schiffahrtsvertrags die beiden Teile die sich aus der hier beigefügten Übersicht ergebenden Bestimmungen vereinbart haben. Eure Exzellenz haben mir dabei mitgeteilt, dass die Königlich Italienische Regierung die in dieser Übersicht enthaltenen Erklärungen billigt und bereit ist, sobald die gesetzlichen Förmlichkeiten erfüllt sind, sie ihrerseits anzuwenden und sie für die ganze Dauer des Vertrags, auf den sie sich beziehen, als bindend anzusehen.

Indem ich von dieser Mitteilung Kenntnis nehme, beehre ich mich Eurer Exzellenz zu versichern, dass die Regierung des Deutschen Reichs ihrerseits diese Erklärungen billigt und bereit ist, sobald die gesetzlichen Förmlichkeiten erfüllt sind, sie ihrerseits anzuwenden und sie für die ganze Dauer des Vertrags, auf den sie sich beziehen, als bindend anzusehen.

Genehmigen Sie, Herr Minister, den Ausdruck meiner ausgezeichnetsten Hochachtung.

(L.S.) C. VON NEURATH.

[1] Entrée en vigueur le 25 janvier 1927.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

SCAMBIO DI NOTE COMPORTANTI UN ACCORDO ADDIZIONALE AL TRATTATO CHE PRECEDE. ROMA, 9 DICEMBRE 1926.

German and Italian official texts communicated by the German Consul General at Geneva and by the Italian Minister for Foreign Affaris. The registration of this Exchange of Notes took place May 4, 1927.

IL MINISTRO DEGLI AFFARI ESTERI ALL'AMBASCIATORE DI GERMANIA A ROMA.

ROMA, 9 *dicembre* 1926.

SIGNOR AMBASCIATORE,

In seguito alle conversazioni che ebbero luogo in questi giorni fra Delegati del R. Governo e Delegati del Governo germanico sull'interpretazione e l'applicazione di alcune disposizioni del Trattato di commercio e navigazione concluso fra l'Italia e la Germania il 31 ottobre 1925, le due Parti si sono trovate d'accordo nello stabilire quanto risulta dalla Tabella qui allegata.

Ho ora l'onore d'informare l'Eccellenza Vostra che il R. Governo approva le dichiarazioni contenute in detta Tabella ed è disposto a darvi applicazione, per quanto lo riguarda, appena compiute le formalità di legge e a considerarle come impegnative per tutta la durata del trattato al quale si riferiscono.

Sarò grato all'Eccellenza Vostra se vorrà compiacersi di darmi l'assicurazione che il Governo del Reich le approva per parte sua con la stessa durata di validità.

Voglia gradire, Signor Ambasciatore, l'espressione della mia più alta considerazione.

Benito MUSSOLINI.

---

[1] Came into force January 25, 1927.

ÜBERSICHT

ZU DEM DEM VERTRAG BEILIEGENDEN TARIF A.

(Zölle bei der Einfuhr nach Deutschland).

I.

Zu Nr. 42 — Lorbeerblätter und -zweige.

Blätter und Zweige vom Kirschlorbeerbaum *(Prunus laurocerasus)* werden wie Lorbeerblätter und -zweige nach Tarifnummer 42 zum Vertragssatz von 25 RM verzollt.

II.

Zu Nr. aus 180 — Marsalawein.

Es sollen als hochwertig angesehen und infolgedessen in der Regel ohne Untersuchung zur Einfuhr in Deutschland zugelassen werden die aus Italien stammenden, in Flaschen versendeten Marsalaweine, falls der Fakturenpreis in Lire einem Betrage von mindestens 1,60 RM für die Flasche entspricht.

ZU DEM DEM VERTRAG BEILIEGENDEN TARIF B.

(Zölle bei der Einfuhr nach Italien).

I.

Zu Nr. 431 — Pumpen.

Die in der Anmerkung zu Nr. 431 vorgesehenen Zeugnisse für die Einfuhr von Pumpen nach Italien werden von der deutschen Industrie- und Handelskammer des Absendeorts ausgestellt und müssen dem hier in Anlage A beigefügten Muster entsprechen.

II.

Zu Nr. aus 520 I — Elektrokarren.

Es wird anerkannt, dass sie nur dem Zoll von 100 L. für den Doppelzentner unterworfen werden dürfen, gleichviel welches ihr Gewicht ist, ohne den Zollzuschlag von 35 % vom Wert, der von dem italienischen Tarif für Kraftwagen im Gewichte bis zu 2500 kg. festgesetzt ist.

III.

Zu Nr. 849 — Röhrchen und Spulen aus Pappe für Spinnerei und Webereizwecke.

Es besteht Einverständnis, dass der Vertragszoll dieser Position auf die Röhrchen und Spulen aus Pappe Anwendnung findet, die im Innern an einem der Enden einen kleinen Ring aus Metall oder Holz zur Verstärkung haben.

IV.

Zu Nr. 912 *h* — Kinderspielzeug aus irgendeinem Stoffe, mit mechanischen Teilen versehen.

Es besteht Einverständnis, dass die Anmerkung, nach der mechanisches Spielzeug das ist, das nur durch Dampf, Federn oder elektrische Kraft angetrieben wird, als Begriffsbestimmung der nach dieser Position zu tarifierenden Spielzeuge angesehen ist ; alle anderen Spielzeuge müssen daher je nach der Art als Spielzeuge, nicht mit mechanischen Teilen versehen, verzollt werden.

V.

Die im italienischen Zolltarif nicht aufgeführten Waren werden zu den vertragsmässigen Sätzen derjenigen Erzeugnisse verzollt, denen sie durch das *Repertorio* gleichgestellt sind, selbst wenn die Gleichstellung durch das Wort « come » erfolgt ist. Eine Ausnahme von dieser Bestimmung findet nur hinsichtlich derjenigen Waren statt, die in der beigefügten Liste aufgeführt sind (Anlage B).

TABELLA

SULLA TARIFFA A ANNESSA AL TRATTATO.

(Dazi all'entrata in Germania.)

I.

Al n. 42. Foglie e rami di alloro.

È convenuto che le foglie e i rami di lauro ceraso *(Prunus laurocerasus)* vengono daziati come foglie e rami di alloro, sotto la posizione di tariffa n. 42, al dazio convenzionale di marchi del Reich 25.

II.

Al n. ex 180. Vino Marsala.

Saranno riconosciuti come vini di grande valore e in conseguenza ammessi regolarmente alla importazione in Germania senza analisi, i vini Marsala, originari dall'Italia, spediti in bottiglie, a condizione che il prezzo di fattura non sia inferiore, in lire italiane, ad un prezzo corrispondente a marchi del Reich 1,60 per bottiglia.

SULLA TARRIFFA B ANNESSA AL TRATTATO.

(Dazi all'entrata in Italia).

I.

Al n. 431. Pompe.

I certificati per l'importazione in Italia delle pompe, previsti dalla nota al n. 431, saranno rilasciati dalla Camera di Industria e Commercio del luogo di spedizione e dovranno essere conformi al modello qui annesso in Allegato *A*.

II.

Al n. ex 520 I. Carriole elettriche.

È riconosciuto che devono essere sottoposte al solo dazio di L. 100 il quintale, qualunque ne sia il peso, senza aggiunta del sopradazio di 35 % sul valore stabilito dalla tariffa italiana per le automobili di peso fino a 2500 chilogrammi.

III.

Al n. 849. Tubetti e spole di cartone per la filatura e la tessitura.

È conveuto che il dazio convenzionale di questa posizione è applicabile anche ai tubetti e spole di cartone portanti all'interno di una delle estremità un piccolo anello di metallo o di legno per rinforzo.

IV.

Al n. 912 *h)*. Balocchi di qualsiasi materia, con meccanismo.

È convenuto che la nota secondo la quale si classificano come balocchi con meccanismo quelli azionati solo dal vapore, da molle o dall'elettricità, deve essere intesa come definizione dei balocchi da classificare sotto questa posizione, dovendosi, quindi, classificare tutti gli altri come balocchi senza meccanismo, secondo la specie.

V.

I prodotti non nominati nella tariffa generale dei dazi doganali italiana seguono il trattamento convenzionale dei prodotti ai quali sono assimilati dal Repertorio, anche quando l'assimilazione è fatta con la parola « come ». Sono eccettuati da questa disposizione soltanto i prodotti elencati nella distinta annessa (Allegato *B)*.

ANLAGE A
Allegato A

INDUSTRIE- UND HANDELSKAMMER
Camera di Industria e Commercio

in
di . . . . . .

BESCHEINIGUNG
Certificato

betreffend die Sendung von Pumpen aus Gusseisen, Eisen oder Stahl,
relativo alla spedizione di pompe di ghisa, ferro o acciaio

die [1] in
che [1] . . . . . *di* . . . . . .

nach Italien sendet an [2]
manda in Italia con destinazione a [2] . . . . . .

in und die besteht aus :
di . . . . . *costituita da* :

Nr. [3]
Nr. [3] . . . . . .

mit den Markierungen
portanti le marche . . . . . .

und den Nummern
e i numeri . . . . . .

im Bruttogewicht von kg
del peso lordo di kg. . . . . . .

---

[1] Name und Wohnsitz der absendenden Firma oder Fabrik.
Nome e residenza della ditta o fabbrica mittente.

[2] Name und Wohnsitz des Empfängers in Italien.
Nome e residenza del destinatario in Italia.

[3] Nummer und Art der Packstücke.
Numero e qualità dei colli.

Auf Grund vom Absender beigebrachter, beweiskräftiger Unterlagen[1] wird hiermit bescheinigt, dass die vorbezeichnete Sendung besteht aus :

Si attesta, in base a validi elementi di prova forniti dal mittente[1] *che la spedizione sopradescritta è costituita da :*

[2] *a)* Kolbenpumpen, bei denen Zylinder und Kolben aus keinem anderen Metall als Gusseisen, Eisen oder Stahl bestehen.

[2] *a) pompe alternative, nelle quali il cilindro e lo stantuffo non sono di metallo diverso dalla ghisa, dal ferro e dall'acciaio.*

[3] *b)* Rotationspumpen, bei denen der rotierende Teil und der Zylinder aus keinem anderen Metall als Gusseisen, Eisen oder Stahl bestehen, oder bei denen andere Metalle insgesamt vom Gewicht der Pumpe ausmachen :

bei Pumpen bis zu 3 dz nicht mehr als 10 % und bei Pumpen im Gewicht vom mehr als 3 dz nicht mehr als 15 %.

[3] *b) pompe rotative, nelle quali la parte rotante e il cilindro non sono di metallo diverso dalla ghisa, dal ferro e dall'acciaio oppure i metalli diversi da questo rappresentano complessivamente :*

nelle pompe di peso fino a 3 quintali, non piu di 10 %, e in quelle di peso sepuriore a 3 quintali, non piu di 15 %.

....., den ..... 192...

..... *li* ..... 192...

(Stempel) *(Unterschrift)*

(Sigillo) *(Firma)*

---

[1] Wenn kein Zweifel über ihre Echtheit und Richtigkeit besteht, können als Unterlagen die Angaben gelten, die in Verträgen, Rechnungen und Abbildungen usw. enthalten sind.

Come elementi di prova possono servire, quando non vi sia dubbio della loro autenticità e attendibilità, le indicazioni contenute nei contratti, negli ordinativi, nelle fatture, nei disegni, ecc.

[2] Dieser Absatz ist auszustreichen, wenn es sich um Rotationspumpen handelt.

Cancellare questa rubrica, se si tratta di pompe rotative.

[3] Dieser Absatz ist auszustreichen, wenn es sich um Kolbenpumpen handelt.

Cancellare questa rubrica, se si tratta di pompe alternative.

ANLAGE B.

VERZEICHNIS

der im italienischen Zolltarif nicht genannten Erzeugnisse, die wegen ihrer verschiedenartigen Beschaffenheit nicht zu den Vertragszöllen zugelassen werden, die für die anderen Erzeugnisse gelten, denen sie durch das « Repertorio » gleichgestellt sind.

IM TARIF NICHT GENANNTE ERZEUGNISSE	ERZEUGNISSE, DENEN SIE GLEICHGESTELLT SIND
Agar-Agar	Fischleim usw.
Apparate zum mechanischen Spielen von Saiteninstrumenten	Spielwerke usw.
Hydraulische Staupumpen	Pumpen usw., nicht genannt
Trockene Bananen	Trockene Feigen
Kaliumbicarbonat	Kaliumcarbonat
Künstlich dargestelltes Mangandioxyd	Eisenoxyd
Natriumbisulfat	Natriumsulfat
Falscher Kaffee	Kaffee
Hektographenpapier für Mimeographen u. dgl.	Papier, farbiges usw.
Papier, beschrieben oder bedruckt, unbrauchbar (von unbrauchbaren Registern, Drucksachen oder Manuskripten herrührend) :	
a) in regelmässige und gleichmässige Vierecke, Scheiben u. dgl. geschnitten	Papier, weiss, usw., nicht gestrichen, anderes usw.
b) anderes (ausgenommen das für jede andere Verwendung als das Einstampfen unbrauchbar gemachte)	Packpapier usw., anderes usw.
Kopalharz, geschnitten, auch nicht weiter bearbeitet	Zellhorn usw. in Arbeiten, nicht genannt, für gewerbliche Zwecke
Stränge aus Därmen für Maschinen	Treibriemen, fertige, für Transmissionen
Dampfejektoren für jeden Gebrauch	Pumpen usw., nicht genannt
Firnisextrakte	Lacke
Mehl von süssen Mandeln	Mandeln ohne Schale
Tragbare Apotheken oder Taschenapotheken, auch mit chirurgischen Instrumenten versehen	Medizinische Spezialartikel
Filze, geteert, zum Bedekten von Schiffen oder Dächern, bestehend aus einer Mischung von Pflanzenfasern und Pech oder Teer	Teerpappe
Filze, gemischt mit Seide in einer Menge von nicht mehr als 12%	Gewebe, gewöhnliche, aus Seidenabfällen usw., glatt
Kokonfäden	Krollhaar
Blüten von *bassia latifolia*	Trockene Feigen
Schutzdecken für Teppiche, bestehend aus einer Schicht Baumwollabfälle zwischen zwei Schichten Papier, durchsteppt, auch verstärkt durch einige Gewebestreifen	Packpapier usw., anderes usw.
Lichbilder auf Zelluloid und anderen ähnlichen Stoffen (mit Ausnahme der Negative)	Andere Drucksachen usw.
Gelatine, nicht für Ernährungszwecke, in Blättern, auch ungefärbt	Papier, farbiges, usw.
Glutin	Stärke
Bilder auf Zelluloid, Gelatine oder Fischleim	Andere Drucksachen usw.
Dampfinjektoren für die Speisung von Kesseln	Pumpen usw., nicht genannt
Arbeiten aus Glasbruch, angeschmolzen und dann zusammengepresst	Steinzeug, gewöhnliches
Arbeiten aus Lava, andere, emailliert	Steinzeug, feines
Arbeiten aus Pagodit	Steinzeug, feines
Hefe in Alkohol oder Zuckerlösung	Wein
Maschinen zum Umwickeln von elektrischen Kabeln mit Spinnstoffen	Wirkstühle usw.
Maschinen zur Herstellung von schwarzem Russ	Maschinen zur Bearbeitung von Farben usw.

ALLEGATO B.

ELENCO

dei prodotti non nominati nella tariffa doganale italiana i quali a causa della loro natura diversa non sono ammessi ai dazi convenzionali applicabili agli altri prodotti ai quali sono assimilati dal repertorio.

Prodotti non nominati nella tariffa.	*Prodotti ai quali sono assimilati*
Agar-Agar	Colla di pesce, ecc.
Apparecchi per suonare meccanicamente strumenti musicali a corda	Sonerie musicali, ecc.
Arieti idraulici	Pompe, ecc. non nominate
Banane secche	Fichi secchi
Bicarbonato di potassio	Carbonato di potassio
Biossido di manganese preparato artificialmente	Ossido di ferro
Bisolfato di sodio	Solfato di sodio
Caffè falso	Caffè
Carta ettografica per mimeografi, e simile	Carta colorita, ecc.
Carta scritta o stampata fuori d'uso (proveniente da registri o stampati o manoscritti fuori d'uso)	
a) tagliata in quadretti, dischi e simili, regolari ed uniformi	Carta bianca, ecc. non patinata, altra ecc.
b) Altra (esclusa quella resa inservibile a qualsasi uso fuorchè a quello di cartaccia da macero)	Carta da involti ecc. altra ecc.
Coppale tagliata, anche non ulteriormente lavorata	Celluloide, ecc., in lavori non nominati, per uso industriale
Corde di budella per macchine	Cinghie finite per trasmissioni
Eiettori a vapore, per qualsiasi uso	Pompe, ecc., non nominate
Estratti di vernici	Vernici
Farina di mandorle dolci	Mandorle sgusciate
Farmacie portatili o tascabili, anche munite di ferri chirurgici	Specialità medicinali
Feltri incatramati, per rivestimento delle navi, o per coperture di tettoie, composti di un impasto di fibre vegetali e di bitume o catrame	Cartoni incatramati, ecc.
Feltri misti con seta in misura di non meno di 12 %	Tessuti ordinari di cascami di seta e ecc. lisci
Fili di baco	Crino animale, arricciato
Fiori di bassia latifolia	Fichi secchi
Fodere da tappeti, formate di uno strato di cascami di cotone fra due fogli di carta e trapuntate, anche rinforzate con qualche striscia di tessuto	Carta da involti, ecc., altra, ecc.
Fotografie su celluloide ed altre materie simili (escluse le negative)	Altre stampe, ecc.
Gelatina non alimentare, in fogli, anche non tinta	Carta colorita, ecc.
Glutine	Amido
Immagini su celluloide, gelatina o colla di pesce	Altre stampe, ecc.
Iniettori a vapore per l'alimentazione delle caldaie	Pompe, ecc., non nominate
Lavori di frantumi di vetro sottoposti ad un principio di fusione, indi compressi	Grès ordinari
Lavori di lava, altri, smaltati	Grès fini
Lavori di pagodite	Grès fini
Lieviti conservati in liquidi alcoolici o zuccherini	Vini
Macchine per avvolgere i fili di materia tessile su cavi elettrici	Macchine per fare maglie, ecc.
Macchine per la produzione del nero fumo	Macchine per la lavorazione di prodotti, ecc.

Im Tariff nicht genannte Erzeugnisse	Erzeugnisse, denen sie gleichgestellt sind
Maschinen zum Binden von Jacquardkarten	Maschinen zum Heften usw. von Büchern usw.
Maschinen zum Bespinnen und Zwirnen von elektrischen Drähten	Wirkstühle usw.
Schnüre für das Ausschwefeln von Fässern, aus Papier mit Schwefel bestrichen	Packpapier usw., anderes usw.
Most mit Alkoholzusatz (sowohl aus trockenen wie aus frischen Trauben, bei denen die Gärung durch Alkoholzusatz unterbrochen ist).	Liköre u.sw.
Bänder aus Holz, auch gefärbt, zur Herstellung von Geflechten oder ähnlichen Arbeiten	Holz, gewöhnliches, in Brettchen usw.
Schwarze Farbe aus Campecheholz	Lacke von Anilin usw.
Kampferöl	Terpentinöl
Kiefernöl	Terpentinöl
Oropon	Hefe
Brote aus Ozocerit, auch mit anderen Stoffen gemischt, für Schuster, Sattler usw.	Ceresin
Pech, mineralisches, weich	Erdpeche, fest
Pulsometer	Pumpen usw., nicht genannt
Fussbodentafeln aus künstlichem Holz	Platten usw., aus Holz usw., andere, nicht verleimt
Fussbodentafeln aus Sägemehl, gepresst und gemischt mit Harz oder anderen ähnlichen Stoffen für Strassenpflasterung	Holz, gewöhnliches, abgekantet usw.
Reaktionsmittel nach Twitchell für Kontaktverfahren oder dgl. für Ausscheidung von Glyzerin aus Öl.	Sulforizinate von Ammonium usw.
Papiersäcke, auch verstärkt mit ganz dünnem Gewebe, auch mit Aufschriften oder Abbildungen.	Schachteln usw. aus gewöhnlicher Pappe usw. hergestellt
Ersatzmittel für Safran	Safran
Apfelsinensaft, gemischt mit Weingeist	Liköre usw.
Saft aus Zedratfrüchten oder Zitronen, gemischt mit Weingeist.	Liköre usw.
Papierspäne	Packpapier usw., anderes usw.
Holzspäne, mit Ausnahme derjenigen aus Holz zum Färben oder Gerben, für die Herstellung von Essig oder für andere gewerbliche Zwecke zubereitet	Holz, gewöhnliches, in Brettchen usw.
Weine, künstliche oder nicht echte	Liköre usw.
Wermuthwein, nicht echter	Liköre usw.
Fliesen aus Glas	Platten aus Glas
Apparate, automatische, für Feuermeldung und Feuerlöschung (System Grunnell)	Ventile jeder anderen Art
Zugschnüre für Weblitzen zu Jacquard- und ähnlichen Maschinen	Weblitzen
Kaffeebohnenschalen	Kaffee
Kakaobohnenschalen	Kakao
Därme, in der Längsrichtung geschnitten und zum Gebrauch wie gegerbtes Leder zubereitet	Häute, ohne Haar gegerbt, von Rindvieh oder Pferden, kleine
Ösen für Webstühle	Weblitzen
Pflugeisenmesser	Pflugscharen
Luft oder Gaskompressoren	Ventilatoren
Stränge, aus Därmen, ausgenommen solche für Maschinen und Musikinstrumente	Stränge aus Leder
Filze aus Baumwolle, die nicht mit anderen Spinnstoffen gemischt ist	Gewebe aus Baumwolle
Iridium	Silber
Milch, saure oder gegorene (Joghurt, Kefir, Kumis, bulgarisches Maja u. dgl.)	Kondensierte Milch

Prodotti non nominati nella tariffa	*Prodotti ai quali sono assimilati*
Macchine per riunire mediante legatura i cartoni per telai Jacquard	Macchine per legare, ecc., i libri, ecc.
Macchine per rivestire e torcere i fili elettrici	Macchine per fare maglie, ecc.
Micce per la solforazione delle botti, di carta spalmata di zolfo	Carta da involti, ecc., altra, ecc.
Mosto alcoolizzato (tanto quello di uva secca, quanto quello di uva fresca del quale sia stata arrestata la fermentazione con l'aggiunta di alcool)	Liquori, ecc.
Nastri di legno, anche tinti, per fare trecce o lavori simili	Legno comune, in assicelle, ecc.
Nero diretto (colore a base di campeggio)	Lacche di anilina, ecc.
Olio di canfora	Essenza di trementina
Olio di pino	Essenza di trementina
Oropon	Lieviti
Panetti di ozocerite, anche mista con altre materie, per calzolai, sellai, ecc.	Ceresina
Pece minerale molle	Bitumi solidi.
Pulsometri	Pompe, ecc., non nominate
Quadrelli per pavimento, di legno artificiale	Tavole ecc. di legno, ecc. altri, non incollati
Quadrelli per pavimento, di segatura di legno compressa e impastata con resina o altra materia simile, per la pavimentazione delle strade	Legno comune squadrato, ecc.
Reattivo di Twitchell, di contatto, e simili, per la deglicerinazione degli olii	Solforicinati di ammonia, ecc.
Sacchi di carta, anche rinforzati con radissimo tessuto e anche con leggende o disegni	Scatole, ecc., fatti con cartoni ordinari, ecc.
Succedanei dello zafferano	Zafferano
Sugo di arancio misto con spirito	Liquori, ecc.
Sugo di cedro o di limone, misto con spirito	Liquori, ecc.
Trucioli di carta	Carta da involti, ecc., altra, ecc.
Trucioli di legno esclusi quelli di legno per tinta o per concia, preparati per servire nella fabbricazione dell'aceto o per altri usi industriali	Legno comune, in assicelle, ecc.
Vini artificiali o non genuini	Liquori, ecc.
Vino vermut non genuino	Liquori, ecc.
Ambrogette di vetro	Lastre di vetro
Apparechi automatici, per la segnalazione di incendi e l'estinzione di incendi (sistema Grunnell)	Valvole di qualsiasi altra specie
Arcate per meccanisti Jacquard e simili	Licci
Bucce dei grani del caffè	Caffè
Bucce dei grani del cacao	Cacao
Budella tagliate in senso longitudinale e preparate ad uso delle pelli conciate	Pelli conciate senza pelo, di bovini e di equini, piccole
Colletti per telai da tessere	Licci
Coltri da aratri	Vomeri
Compressori d'aria o di gas	Ventilatori
Corde di budella, escluse quelle per macchine e per strumenti musicali	Corde di pelle
Feltri di cotone, non misto con altre materie tessili	Tessuti di cotone
Irido	Argento
Latte macidito o fermentato (joghurt, kefir, kumis, maja bulgara e simili)	Latte condensato

Im Tarif nicht genannte Erzeugnisse	Erzeugnisse, denen sie gleichgestellt sind
Arbeiten aus Magnesiumkarbonat mit Asbest gemischt	Arbeiten aus Asbest mit Zement gemischt
Arbeiten aus Kopal	Arbeiten aus Bakelith
Arbeiten aus Gelatineblättern	Arbeiten aus Papier
Mandeln, gewöhnliche (Frucht des Mandelbaums), geröstet	Kakao
Genähte Gegenstände aus Gewebe aus Papiergarnen	Genähte Gegenstände aus Flachs
Genähte Gegenstände aus anderen Arbeiten aus Papiergarnen	Genähte Gegenstände aus Baumwolle
Teile von Grammophonen	Grammophone
Teile von wissenschaftlichen Instrumenten (ausgenommen solche aus Kristall oder Glas, Steinzeug, Majolika, Porzellan, Steingut oder Terrakotta oder aus Stoffen, die diesen gleichgestellt sind, ohne Ausrüstung oder Zubehör aus anderen als den Grundstoffen und ohne Einkerbungen für die Einteilung in Grade, Millimeter oder andere Bruchteile von Mass, Fassungsvermögen oder Gewicht)	Wissenschaftliche Instrumente
Sardellenpaste	Fische, mariniert
Schrittmesser	Taschenuhren
Akustische Dampfsignale (Pfeifen, Sirenen usw.)	Ventile
Gewebe aus Chenille oder gemischt mit Chenille (ausgenommen solche für Bezüge aus Chenille von Seidenabfällen oder solchen, die mit Chenille aus Seidenabfällen in einem Ausmass von nicht weniger als 12 % gemischt sind)	Samte
Gewebe aus Papiergarnen (roh, gebleicht, farbig, gefärbt oder bedruckt), mit Wolle oder Seide gemischt	Gewebe aus Hanf, mit Wolle oder Seide gemischt

PROTOKOLL.

Nach der Unterzeichnung des am 31. Oktober 1925 in Rom zwischen dem Deutschen Reiche und Italien geschlossenen Handels- und Schiffahrtsvertrags sind zwei Irrtümer in der Fassung festgestellt worden, und zwar einer in dem dem Vertrag anliegenden Tarif A (Zölle bei der Einfuhr nach Deutschland) und der andere in dem Tarif B (Zölle bei der Einfuhr nach Italien).

In Tarif A unterblieb irrtümlich die Wiedergabe der Anmerkung zu Nr. aus 391 des deutschen Tarifs.

In Tarif B wurde bei Nr. aus 205 aus *b)* irrtümlich die Gewichtsgrenze der vertraglich geregelten Tülle aus Baumwolle mit 300 g auf 1 qm statt entsprechend dem Ergebnis der Verhandlungen mit 30 g auf 1 qm angegeben.

Ferner wurde eine Unstimmigkeit zwischen der Urschrift in deutscher Sprache des Tarifs B und der Urschrift in italienischer Sprache bei Nr. aus 623 aus *a* I festgestellt, wo im italienischen Text das Wort „zincate„ fehlt, während es sich im deutschen Text mit der Bezeichnung „verzinkten„ findet.

Die beiden vertragschliessenden Teile haben sich geeinigt, diese Irrtümer richtigzustellen und haben in dem Tarif folgende Abänderungen vorgenommen :

I. In Tarif A (Zölle bei der Einfuhr nach Deutschland) ist zu Nr. aus 391 folgende Anmerkung hinzuzufügen :

„ Zweimal gezwirnte ungefärbte Rohseide, ohne Verbindung mit anderen Spinnstoffen oder Gespinsten der Tarifnummer 391, zur Weberei, Wirkerei, Stickerei oder zur Herstellung von Knopf-

Prodotti non nominati nella tariffa.	*Prodotti ai quali sono assimilati*
Lavori di carbonato di magnesio misto con amianto	Lavori di amianto misto con cemento
Lavori di coppale	Lavori di bachelite
Lavori di fogli di gelatina	Lavori di carta
Mandorle comuni (frutto del mandorlo), tostate	Cacao
Oggetti cuciti, di tessuto di filati di carta	Oggetti cuciti di lino
Oggetti cuciti, di altri manufatti di filati di carta	Oggetti cuciti di cotone
Parti di grammofoni	Grammofoni
Parti di strumenti scientifici (escluse quelle di cristallo o di vetro, di grès, di maiolica, di porcellana, di terraglia, di terra cotta o di materie a queste assimilate, senza guarnizioni o accessori di materie diverse da quella costitutiva e senza intagli per la spartizione in gradi, in millimetri, o in altre frazioni di misura, di capacità o di peso)	Strumenti scientifici
Pasta di acciughe	Pesci marinati
Pedometri	Orologi da tasca
Segnali acustici a vapore (fischi, sirene, ecc.).	Valvole
Tessuti di ciniglia o misti con ciniglia (esclusi quelli per tappezzeria, di ciniglia di cascami di seta o misti con ciniglia di tale materia, in misura di non meno di 12 %)	Velluti
Tessuti di filati di carta (greggi, imbianchiti, a colori, tinti o stampati) misti con lana o con seta	Tessuti di canapa misti con lana o con seta

PROTOCOLLO.

Dopo la firma del Trattato di commercio e navigazione conchiuso a Roma il 31 ottobre 1925 fra l'Italia e la Germania, sono stati constatati due errori di redazione, uno nella Tariffa *A* annessa al trattato (Dazi all'entrata in Germania), l'altro nella Tariffa *B* (Dazi all'entrata in Italia).

Nella Tariffa *A* fu erroneamente omessa la riproduzione della nota della tariffa germanica al n. ex 391.

Nella Tariffa, *B*, al n. ex 205 ex *b)*, fu erroneamente indicato il limite di peso dei Tulli di cotone convenzionati, in grammi 300 per metro quadrato, anzichè in grammi 30 per metro quadrato, secondo il risultato della negoziazione.

Fu, inoltre, constatata una sconcordanza tra l'originale in lingua italiana della stessa Tariffa *B* e l'originale in lingua tedesca, al n. ex 623 ex *a)* I, dove, nel testo italiano, manca la parola « zincate » che si trova, invece, nel testo in lingua tedesca con l'espressione « verzinkten ».

Le due Parti contraenti si sono messe d'accordo per rettificare questi errori portando alle rispettive tariffe le seguenti varianti :

I — Nella Tariffa *A* (Dazi all'entrata in Germania), al n. ex 391 aggiungere la seguente nota :

La seta greggia, non tinta, torta due volte, senza unione con altre materie tessili e filati della voce 391 della tariffa, destinata alla tessitura, maglieria, al ricamo e alla fabbricazione di lavori da

macherwaren, Posamenten oder Spitzen bestimmt, wird auf Erlaubnisschein unter Überwachung der Verwendung zollfrei gelassen ".

II. In Tarif B (Zölle bei der Einfuhr nach Italien) sind bei Nr. aus 205 aus *b*) die Worte „im Gewichte von mehr als 300 g" durch die Worte „im Gewichte von mehr als 30 g" zu ersetzen.

III. Im italienischen Text des Tarifs B ist bei Nr. ex 623 ex *a)* I hinter dem Worte „stagnate" das Wort „zincate" einzufügen.

Die Unterzeichneten haben, hierzu gebührend bevollmächtigt, dieses Protokoll entworfen, das nach Erfüllung der gesetzlichen Förmlichkeiten in Kraft treten und die gleiche Dauer wie der Vertrag, auf den es sich bezieht, haben soll, und haben es mit ihrer Unterschrift und ihrem Siegel versehen.

Ausgefertigt zu Rom in doppelter Urschrift, in deutscher und in italienischer Sprache am 9. Dezember 1926.

C. von Neurath.
Benito Mussolini.

---

[1] Traduction.

ECHANGE DE NOTES COMPORTANT UN ACCORD COMPLÉTANT LE TRAITÉ CI-DESSUS. ROME, 9 DÉCEMBRE 1926.

L'ambassadeur d'Allemagne à Rome au ministre des Affaires étrangères

Rome, *le* 9 *décembre* 1926.

Monsieur le Ministre,

Par note en date de ce jour, Votre Excellence a bien voulu constater, qu'à la suite des conversations qui ont eu lieu ces jours derniers à Rome entre les délégués du Gouvernement allemand et les délégués du Gouvernement royal italien, au sujet de l'interprétation et de l'application de certaines dispositions du Traité de commerce et de navigation conclu, le 31 octobre 1925, entre le Reich allemand et l'Italie, les deux Parties sont convenues des dispositions qui ressortent du tableau ci-joint.

En même temps, Votre Excellence a bien voulu m'informer que le Gouvernement royal italien approuve les déclarations contenues dans ce tableau et qu'en ce qui le concerne il est disposé à les appliquer aussitôt les formalités légales accomplies et à les considérer comme obligatoires pendant toute la durée du traité auquel elles se réfèrent.

---

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

bottonaio, di passamani o pizzi, è ammessa in esenzione verso permesso e sotto controllo del l'impiego.

II — Nella Tariffa *B* (Dazi all'entrata in Italia), al n. ex 205 ex *b)* sostituire alle parole « pesanti più di 300 grammi » le parole « pesanti più di 30 grammi ».

III — Nel testo italiano della tariffa *B*, al n. ex 623 ex *a)* I, dopo la parola « stagnate », aggiungere la parola « zincate ».

I sottoscritti, a ciò debitamente autorizzati, hanno redatto il presente Protocollo, che entrerà in vigore appena compiute le formalità di legge e avrà la stessa durata del trattato, al quale si riferisce, e lo hanno munito delle loro firme e dei loro sigilli.

Fatto a Roma in doppio originale, uno in lingua italiana e l'altro in lingua tedesca, il 9 dicembre 1926.

C. VON NEURATH.
Benito MUSSOLINI.

---

[1] TRANSLATION.

EXCHANGE OF NOTES CONSTITUTING AN AGREEMENT SUPPLEMENTING THE ABOVE TREATY. ROME, DECEMBER 9, 1926.

FROM THE GERMAN AMBASSADOR AT ROME TO THE MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS.

ROME, *December* 9, 1926.

YOUR EXCELLENCY,

In your Note of this day's date, Your Excellency was good enough to state that, following the conversations which recently took place between the Delegates of the German Government and the Delegates of the Royal Italian Government, regarding the interpretation and application of certain provisions of the Treaty of Commerce and Navigation, which was concluded between the German Reich and Italy on October 31, 1925, the two Parties have agreed on the provisions shown in the annexed Schedule.

Your Excellency was good enough to inform me at the same time that the Royal Italian Government approves of the provisions contained in the said schedule and is prepared, so far as it is concerned, to put them in force as soon as the legal formalities have been completed, and to consider them as binding throughout the duration of the Treaty to which they refer.

---

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

En prenant connaissance de cette communication, j'ai l'honneur d'assurer Votre Excellence que, de son côté, le Gouvernement du Reich allemand approuve ces déclarations et qu'il est prêt à les appliquer de son côté, aussitôt les formalités légales accomplies et à les considérer comme obligatoires pendant toute la durée du traité auquel elles se réfèrent.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma très haute considération.

(Signé) C. VON NEURATH.

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES À L'AMBASSADEUR D'ALLEMAGNE À ROME.

ROME, *le* 9 *décembre* 1926.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Comme suite aux conversations qui ont eu lieu ces jours derniers entre les délégués du Gouvernement royal et du Gouvernement allemand sur l'interprétation et l'application de certaines dispositions du Traité de commerce et de navigation, conclu, le 31 octobre 1925, entre l'Italie et l'Allemagne, les deux Parties se sont trouvées d'accord pour adopter les dispositions qui ressortent du tableau ci-joint.

J'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que le Gouvernement royal approuve les déclarations contenues dans ledit tableau, et qu'il est disposé à les appliquer, en ce qui le concerne, aussitôt les formalités légales accomplies, et à les considérer comme obligatoires pendant la durée du traité auquel elles se réfèrent.

Je serai reconnaissant à Votre Excellence de vouloir bien me donner l'assurance, que le Gouvernement du Reich les approuve de son côté, pour la même durée de validité.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, l'expression de ma plus haute considération.

(Signé) Benito MUSSOLINI.

TABLEAU

RELATIF AU TARIF « A », JOINT AU TRAITÉ.

(Droits d'entrée en Allemagne.)

I.

Ad 42. Feuilles et branches de laurier.

Les feuilles et les branches de laurier-cerise (*Prunus laurocerasus*) seront dédouanées comme les feuilles et branches de laurier, au taux conventionnel de 25 Reichsmarks, conformément au au N° 42 du tarif.

II.

Ad ex 180. Vin de Marsala.

Seront considérés comme produits supérieurs et, par suite, admis en règle générale sans analyse à l'importation en Allemagne : Les vins de Marsala, originaires d'Italie, expédiés en bouteilles, à condition que le prix indiqué dans la facture corresponde en lire à une somme de 1,60 Reichsmark au moins par bouteille.

I have the honour to take note of this communication, and to assure Your Excellency that the Government of the German Reich for its part approves of these provisions, and is prepared to put them into force as soon as the legal formalities have been completed, and to consider them as binding throughout the duration of the Treaty to which they refer.

I have, etc.,

(Signed) C. VON NEURATH.

FROM THE MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS TO THE GERMAN AMBASSADOR AT ROME.

ROME, *December* 9, 1926.

YOUR EXCELLENCY,

Following the conversations which recently took place between the delegates of the Italian Government and the delegates of the German Government on the interpretation and application of some of the provisions of the Treaty of Commerce and Navigation which was concluded between Italy and Germany on October 31, 1925, the two Parties have agreed on the provisions shown in the annexed Table.

I have the honour to inform you that the Italian Government approves of the provisions contained in the said Table and agrees, as far as it is concerned, to put them in force on the completion of the legal formalities, and to consider them binding throughout the duration of the Treaty to which they refer.

I should be grateful if you would be good enough to assure me that the Government of the Reich, for its part, approves of the provisions for the same period of validity.

I have the honour to be, etc. etc.

(Signed) Benito MUSSOLINI.

TABLE

RELATING TO TARIFF A ANNEXED TO THE TREATY.

(Import Duties in Germany.)

I.

Ad 42 **Laurel branches and leaves.**

It is agreed that the branches and leaves of the cherry laurel *(Prunus laurocerasus)* shall be taxed as laurel branches and leaves, under No. 42 of the Tariff, at the usual rate of 25 Reichsmarks.

II.

Ad ex 180. **Marsala wine.**

Marsala wines coming from Italy and sent in bottles shall be considered as superior wines and shall therefore be admitted as a general rule for importation into Germany without analysis, on condition that the invoice price is not lower in Italian lire than a price corresponding to 1.00 Reichsmarks per bottle

TABLEAU

RELATIF AU TARIF « B », JOINT AU TRAITÉ.

(Droits d'entrée en Italie.)

I.

Ad 431. Pompes.

Les certificats prévus dans la note *ad* N° 431, concernant l'importation des pompes en Italie, seront établis par la Chambre allemande de commerce et d'industrie du lieu d'expédition et devront être conformes au modèle ci-joint à l'annexe A.

II.

Ad ex 520. I. Voitures (carrioles) électriques.

Il est établi qu'elles ne peuvent être soumises qu'au droit d'entrée de 100 lire par quintal métrique, quel que soit leur poids, sans la surtaxe de 35 % *ad valorem*, dont le tarif italien frappe les automobiles d'un poids inférieur ou égal à 2.500 kg.

III.

Ad 849. Tubes, navettes et bobines en carton pour la fitature et le tissage.

Il est entendu que le droit conventionnel afférent à cette position est également applicable aux tubes et bobines en carton renforcés, à l'intérieur de l'une de leurs extrémités, d'une petite bague en métal ou en bois.

IV.

Ad 912 *h)*. Jouets d'enfants de toute matière, munis d'un ménacisme.

Il est entendu que la note aux termes de laquelle sont considérés comme jouets mécaniques tous les jouets mus par la vapeur, par des ressorts ou par l'électricité, définit les jouets passibles des droits indiqués sous cette position. Tous les autres jouets doivent, en conséquence, être dédouanés suivant leur genre et non comme des jouets munis d'un mécanisme.

V.

Les articles qui ne sont pas dénommés dans le tarif douanier italien, seront dédouanés au taux conventionnel des articles auxquels ils sont assimilés dans le *Repertorio*, même lorsque l'assimilation résulte de l'emploi du mot *come*. Ne seront exceptés de cette mesure que les articles indiqués dans la liste ci-jointe. (Pièce jointe B.)

ANNEXE A.

CHAMBRE D'INDUSTRIE ET DE COMMERCE

de . . . . . .

CERTIFICAT

concernant l'expédition de pompes en fonte, fer ou acier,

que [1] . . . . . domicilié à . . . . . .

expédie en Italie, à [2] . . . . . .

domicilié à . . . . . et comprenant . . . . . .

[1] Nom et domicile de la maison ou de l'usine expéditrice.

[2] Nom et domicile du destinataire en Italie.

TABLE

RELATING TO TARIFF B ANNEXED TO THE TREATY.

(Import Duties in Italy.)

I.

Ad 431. Pumps.

The certificates for importing pumps into Italy provided for under the note *Ad* No 431 shall be issued by the Chamber of Commerce and Industry at the place of forwarding and must conform with the pattern set forth in Annex A.

II.

Ad ex 520. I. Electric small cars *(carrioles)*.

It is agreed that these must be taxed only at the rate of 100 lire per 100 kg. irrespective of the weight, without adding the *ad valorem* 35 % super-tax required by the Italian tariff for automobiles weighing up to 2,500 kg.

III.

Ad 849. Pasteboard tubes and bobbins for spinning and weaving.

It is agreed that the usual tax under this number is also applicable to pasteboard tubes and bobbins reinforced on the inner side of one of their extremities with a small metal or wooden ring.

IV.

Ad 912 *h)*. Toys of any material with mechanism.

It is agreed that the note according to which the description "toys with mechanism" applies to toys solely actuated by steam, springs or electricity should be taken as a definition of the toys which pay duty under this number. All other toys should therefore be classified according to their kind as toys without mechanism.

V.

Products not specified in the General Tariff of Italian Customs duties pay the ordinary duty in the same way as the products to which they are assimilated by the *Regolamento*, even when such assimilation results from the word *simili*. Only the products enumerated in the annexed list (Annex B) are excepted from this provision.

ANNEX A.

CHAMBER OF COMMERCE AND INDUSTRY

at. . . . . .

CERTIFICATE

regarding the consignment of cast-iron, iron or steel pumps,

which [1] . . . . . residing at . . . . . .

sends to Italy to [2] . . . . . .

residing at . . . . . residing at . . . . . .

[1] Name and address of the forwarding firm or factory.

[2] Name and address of consignee in Italy.

N° . [1] . . . . . .

portant les marques. . . . . .

et les numéros . . . . . .

d'un poids brut de kg. . . . . .

Sur la foi des éléments de preuve suffisants fournis par l'expéditeur [2], il est certifié, par la présente, que l'envoi susindiqué se compose de :

[3] *a)* Pompes à piston dont le cylindre et le piston ne sont en aucun autre métal que la fonte, le fer ou l'acier.

[4] *b)* Pompes rotatives dont la partie rotative et le cylindre ne sont en aucun autre métal que la fonte, le fer ou l'acier, ou dont les autres métaux représentent, au total, par rapport au poids de la pompe :

10 % au maximum, pour les pompes d'un poids égal ou inférieur à trois quintaux métriques, et 15 % au maximum, pour les pompes d'un poids supérieur à trois quintaux métriques.

Le ..... 192....

(Cachet) *(Signature)*

ANNEXE B.

LISTE

des articles non dénommés dans le tarif douanier italien qui, en raison de leur nature différente, ne sont pas admis au bénéfice des droits conventionnels applicables aux articles ils sont assimilés dans le *Repertorio*.

ARTICLES NON DÉNOMMÉS DANS LE TARIF.	ARTICLES AUXQUELS ILS SONT ASSIMILÉS.
Agar-agar	Colle de poisson, etc.
Appareils pour jeu mécanique d'instruments à cordes.	Boîtes à musique, etc.
Béliers hydrauliques	Pompes, etc., non dénommées
Bananes sèches	Figues sèches
Bicarbonate de potasse	Carbonate de potasse
Bioxyde de manganèse artificiel	Oxyde de fer
Bi-sulfate de soude	Sulfate de soude
Succédanés de café	Café
Papiers hectographiques pour miméographes	Papiers teints, etc.
Papier, écrit ou imprimé, inutilisable (provenant de registres imprimés ou manuscrits inutilisables)	
a) Coupés en carrés ou en ronds réguliers et uniformes	Papier blanc, etc. non réglé, autres, etc.
b) Autres (excepté le papier rendu inutilisable pour tout autre usage que pour le pilonnage)	Papier d'emballage, etc., autres, etc.
Résine de copal découpée, même lorsqu'elle n'a pas été ultérieurement ouvrée	Celluloïd, etc. en articles finis non dénommés pour usages industriels
Cordes de boyaux pour machines	Courroies, finies, pour transmission

---

[1] Nombre et genre des colis.

[2] Pourront être admises comme éléments de preuve, les données contenues dans les contrats, factures, dessins, etc., lorsqu'il n'existe aucun doute au sujet de leur authenticité et de leur exactitude.

[3] Barrer ce paragraphe s'il s'agit de pompes rotatives.

[4] Barrer ce paragraphe s'il s'agit de pompes à pistons.

No. [1] . . . . . .

bearing the marks . . . . . .

and the numbers . . . . . .

gross weight in kilogrammes . . . . . .

It is hereby certified, on duly authenticated evidence furnished by the consignor [2] that the above-mentioned consignment consists of :

[3] *(a)* Reciprocating pumps, the cylinders and pistons of which are made of no other metal than cast-iron, iron or steel.

[4] *(b)* Rotary pumps, the rotary parts and cylinders of which are made of no other metal than cast iron, iron or steel, or in which the other metals represent in all, as compared with the weight of the pump :

not more than 10 %, for pumps weighing 3 metric quintals or less, and not more than 15 %, for pumps weighing more than 3 metric quintals.

..... 192... .....

(Seal) *(Signature)*

ANNEXE B.

LIST

of articles not specified in the Italian Customs Tariff which, in view of their different nature, do not pay the ordinary tariff rates applicable to other articles to which, according to the *Repertorio*, they are assimilated.

ARTICLES NOT SPECIFIED IN THE TARIFF.	ARTICLES TO WHICH THEY ARE ASSIMILATED.
Agar-agar	Fish gum, etc.
Mechanical apparatus for playing musical stringed instruments	Musical boxes, etc.
Hydraulic rams	Pumps, etc., not specified
Dried bananas	Dried figs
Bi-carbonate of potassium	Carbonate of potassium
Bi-oxide of manganese artificially prepared.	Oxide of iron
Bi-sulphate of sodium	Sulphate of sodium
Substitutes for coffee	Coffee
Hectograph paper for mimeographs	Coloured paper, etc.
Waste paper written or printed (from disused registers printed matter or manuscript)	
(a) Cut into regular and uniform squares or rounds	White paper, etc., not ruled, other, etc.
(b) Other (except that rendered useless for any purpose except as paper for pulping)	Wrapping paper, etc., other, etc.
Copal resin when cut, even if it has not been further worked	Celluloid, etc., in manufactures not specified, for trade use
Catgut for machinery	Transmission belts, finished

[1] Number and nature of packages.

[2] Information given in [illegible] consignor, etc., [illegible], if its authenticity and accuracy are not questioned, serve as evidence.

[3] Strike out this paragraph in the case of rotary pumps.

[4] Strike out this paragraph in the case of reciprocating pumps.

Articles non dénommés dans le tarif.	Articles auxquels ils sont assimilés.
Ejecteurs à vapeur pour tous usages	Pompes, etc., non dénommées
Extrait de vernis	Vernis
Farine d'amandes douces	Amandes décortiquées
Pharmacies portatives ou pharmacies de poche, même lorsqu'elles sont munies d'instruments de chirurgie	Spécialités médicinales
Feutres goudronnés pour revêtement de navires ou couverture de toits, constitués par un mélange de fibres végétales avec de la poix ou du goudron	Cartons goudronnés, etc.
Feutres mélangés avec de la soie dans une proportion au moins égale à 12 %	Tissus ordinaires en déchets de soie, etc., lisses
Fil de cocons	Crin animal frisé
Fleurs de *Bassia latifolia*	Figues sèches
Housses de tapis consistant en une couche de déchets de coton entre deux couches de papier, piquées, même lorsqu'elles sont renforcées par quelques bandes de tissu	Papier d'emballage, autres, etc.
Photographies sur celluloïd et autres matières similaires (les négatifs exceptés)	Autres imprimés, etc.
Gélatine non alimentaire, en feuilles, même lorsqu'elle n'est pas teinte	Papiers teints, etc.
Glutine	Amidon
Images sur celluloïd, gélatine ou colle de poisson	Autres imprimés, etc.
Injecteur à vapeur pour l'alimentation des chaudières	Pompes, etc., non dénommés
Ouvrages en fragments de verre soumis à un commencement de fusion et comprimés ensuite	Grès ordinaire
Articles en lave, autres, émaillés	Grès fin
Articles en pagodite	Grès fin
Levures conservées dans l'alcool ou dans une solution de sucre	Vins
Machines à revêtir les câbles électriques de fils de tissu	Métiers à tisser, etc.
Machines à produire du noir de fumée	Machines à travailler les couleurs, etc.
Machines à relier les cartons pour métiers Jacquard	Machines à relier, etc. pour livres, etc.
Machines à revêtir et à tordre les fils électriques	Métiers à tisser, etc.
Cordes pour sulfuration des barriques, en papier trempé dans du soufre	Papier d'emballage, etc., autres, etc.
Moût alcoolisé (aussi bien de raisin sec que frais, dont la fermentation a été arrêtée par une addition d'alcool)	Liqueurs, etc.
Rubans de bois, même teints, pour tresses et autres ouvrages similaires	Bois ordinaire, en planchettes, etc.
Noir de bois de campêche	Laques d'aniline, etc.
Huile de camphre	Essence de térébenthine
Huile de pin	Essence de térébenthine
Oropone	Levure
Pains d'ozocérite, même mélangée avec d'autres matières, pour cordonniers, selliers, etc.	Cérésine
Poix minérale, molle	Bitumes solides
Pulsomètres	Pompes, etc., non dénommées
Carreaux de bois artificiel	Planches etc., en bois, etc., autres, non gommées
Carreaux en sciure de bois comprimée et mélangée avec de la résine ou d'autres matières analogues, pour le pavage des rues.	Bois ordinaire, équarri, etc.
Réactif de Twitchell pour la déglycérination des huiles, par contact ou autrement	Sulforisinate d'ammonium

Articles not specified in the Tariff.	Articles to which they are assimilated.
Steam ejectors for any use whatever	Pumps, etc., not specified
Varnish extracts	Varnish
Paste of sweet almonds	Peeled almonds
Pocket or portable medicinal apparatus, with or without surgical instruments	Medicinal specialities
Tarred felt, for lining ships or for roofing, made of vegetable fibre with admixture of bitumen or tar	Tarred pasteboard, etc.
Felt with admixture of silk in a proportion not less than 12 %	Ordinary stuffs made of silk remnants, etc., smooth
Cocoon filaments	Horse-hair, curled
Flowers of *Bassia latifolia*	Dried figs
Covering for carpets, made of a wrapper of cotton waste between two sheets of paper, pierced, whether or not strengthened with strips of stuff	Wrapping paper, etc., other, etc.
Photographs on celluloid and other similar materials (not including negatives)	Other printed goods, etc.
Gelatine not used as a foodstuff, in leaves, coloured or not	Coloured paper, etc.
Glutin	Amidon
Pictures on celluloid, gelatine or fish gum	Other printed goods, etc.
Steam injectors for feeding boilers	Pumps, etc. not specified
Manufactures of glass fragments subjected to an initial process of fusion and afterwards compressed	Common stoneware (*grès*)
Other manufactures of lava, enamelled	Finished stoneware
Manufactures of pagodite	Finished stoneware
Yeast, preserved in alcoholic liquids, or in sugar solution	Wines
Machinery for covering electric cables with threads of textile material	Weaving-looms, etc.
Machinery for producing smoke black	Machinery for working colours, etc.
Machinery for binding pasteboard strips for Jacquard looms	Machinery for binding, etc., books, etc.
Machinery for covering and twisting electric wires	Weaving-looms, etc.
Cords for the sulphurisation of barrels, made of paper soaked in sulphur	Wrapping-paper, etc., other, etc.
Alcoholised must (from dried as well as fresh grapes, when fermentation has been arrested by the addition of alcohol)	Liqueurs, etc.
Wood shavings, coloured or not, for plaiting or other similar work	Common wood, in planks, etc.
Logwood black	Aniline lacquer varnishes, etc.
Camphor oil	Turpentine oil
Pine oil	Turpentine oil
Oropon	Yeasts
Lumps of ozocerite, with or without admixture of other materials, for cobblers, saddlers, etc.	Wax
Soft mineral pitch	Solid bitumens
Pulsometers	Pumps, etc., not specified
Paving blocks, of artificial wood	Planks etc., of wood etc., other, not stuck together
Paving blocks of wood sawdust compressed and bound with resin or other similar material, for paving roads	Common wood squared, etc.
Twitchell's test for the deglycerination of oils by contact or otherwise	Sulphosulphate of ammonium, etc.

Articles non dénommés dans le tarif.	Articles auxquels ils sont assimilés.
Sacs de papier, même renforcés avec des tissus très fins, et même portant des inscriptions ou des dessins	Boîtes, etc., en carton ordinaire, etc.
Succédanés du safran	Safran
Jus d'orange, mélangé avec de l'esprit de vin	Liqueurs, etc.
Jus de cédrat ou de citron, mélangé avec de l'esprit de vin	Liqueurs, etc.
Déchets de papier	Papier d'emballage, etc., autres, etc.
Copeaux — à l'exception des copeaux de bois employés dans la teinture ou la tannerie — préparés pour la production du vinaigre ou pour d'autres usages industriels	Bois ordinaire, débité en planches, etc.
Vins artificiels ou d'imitation	Liqueurs, etc.
Vermouth d'imitation	Liqueurs, etc.
Petits carreaux en verre pour carrelage	Plaques de verre
Appareils automatiques pour la signalisation et l'extinction d'incendies (système Grunnell)	Soupapes de tous genres
Tirants pour lisses de métiers Jacquard et machines analogues	Lisses
Ecorce de grains de café	Café
Ecorce de grains de cacao	Cacao
Boyaux coupés dans le sens de la longueur et préparés de façon à remplacer le cuir tanné	Peaux tannées sans poils, de bœuf ou de cheval, petites
Agrafes pour métiers à tisser	Lisses
Coutres	Socs
Compresseurs pneumatiques ou à gaz	Ventilateurs
Cordes de boyaux, à l'exception des cordes de machines et d'instruments de musique	Lanières de cuir
Feutres de coton, non mélangés avec d'autres matières textiles	Tissus de coton
Iridium	Argent
Lait suri ou fermenté (yoghourt, kefir, kumis, maja bulgare, etc.	Lait condensé
Ouvrages en carbonate de magnésie mélangé avec de l'amiante	Ouvrages en amiante mélangée avec du ciment
Ouvrages en copal	Ouvrages en bakelite
Ouvrages en feuilles de gélatine	Ouvrages en papier
Amandes, ordinaires (fruits de l'amandier), grillées	Cacao
Objets cousus, d'ouvrages en fils de papier	Objets cousus, en lin
Objets cousus, d'autres ouvrages en fils de papier	Objets cousus, en coton
Parties de gramophone	Gramophones
Parties d'instruments scientifiques (à l'exception des parties en cristal ou en verre, grès, majolique, porcelaine, faïence, ou terre cuite ou en matières qui leur sont assimilées, sans garniture ni accessoires d'une autre matière que celle dont elles sont constituées et sans encoches pour la division en degrés, millimètres, ou autres fractions de mesure, de capacité ou de poids	Instruments scientifiques
Pâte d'anchois	Poissons marinés
Pédomètres	Montres
Signaux acoustiques à vapeur (sifflets, sirènes, etc.)	Soupapes
Tissus en chenille ou mélangés avec la chenille (à l'exception des tissus pour housses en chenille de déchets de soie ou mélangés avec de la chenille de déchets de soie, dans une proportion de 12 % au moins)	Velours
Tissus en fil de papier (grège, blanchi, coloré, teint ou imprimé) mélangé avec de la laine ou de la soie	Tissus de chanvre, mélangés de laine et de soie.

Articles not specified in the Tariff.	Articles to which they are assimilated.
Paper bags, strenghtened or not with very fine stuff, with or without inscriptions or designs	Boxes, etc., made of common pasteboard, etc.
Saffron substitutes	Saffron
Orange juice mixed with spirit	Liqueurs, etc.
Cider or lemon juice, mixed with spirit	Liqueurs, etc.
Waste paper	Wrapping paper, etc., other, etc.
Wood shavings, except those used for dyeing or tanning, prepared for use in the manufacture of vinegar or for other industrial uses	Common wood, in planks, etc.
Artifical or imitation wines	Liqueurs
Imitation vermouth	Liqueurs
Pieces of glass for mosaic work	Plate-glass
Automatic apparatus for giving fire alarms and for extinguishing fires (Grunnell's system)	Valves of any other kind
Weighted cords for Jacquard looms, and the like	Warp-threads
Shells of coffee beans	Coffee
Shells of cocoa beans	Cocoa
Catgut cut lengthwise and prepared as a substitute for tanned hides	Small hairless tanned hides of oxen and horses
Hooks for weaving looms	Warp-threads
Coulters	Ploughshares
Air or gas compressors	Ventilators
Catgut cords, except those used for machinery and musical instruments	Leather straps
Cotton felts without admixture of other textile material	Cotton stuffs
Iridium	Silver
Sour or fermented milk (joghurt, kefir, kumis, maja bulgara, and the like)	Condensed milk
Manufactures of carbonate of magnesium with admixture of amiantus	Manufactures of amiantus with admixture of cement
Manufactures of copal	Manufactures of baculite
Manufactures of gelatine leaves	Paper manufactures
Common almonds (fruit of the almond tree), burnt	Cocoa
Sewed articles, of stuff made of cocoon filaments	Sewed articles of flax
Sewed articles, of other manufactures of cocoon filaments	Sewed articles of cotton
Gramophone parts	Gramophones
Parts of scientific instruments (except those of crystal or of glass, stoneware, majolica, porcelain, earthenware, terracotta, or of similar material, without embellishment or accessories of materials other than that of which the said parts are made, and without notches marking degrees, millimetres or other fractions of measurement showing capacity or weight)	Scientific instruments
Anchovy paste	Salt-water fish
Pedometers	Pocket watches
Steam acoustic signals (whistles, sirens, etc.)	Valves
Stuffs of chenil or with admixture of chenil (except those used for upholstery, of chenil made of silk waste or with admixture of chenil of such material in a proportion not less than 12 per cent)	Velvets
Stuffs made of paper fibre (unbleached, bleached, coloured, dyed or printed, with admixture of wool or silk	Hempen stuffs with admixture of wool or silk

PROTOCOLE

Deux erreurs de rédaction ont été constatées après la signature du Traité de commerce et de navigation conclu, le 31 octobre 1925, à Rome, entre l'Italie et l'Allemagne : l'une dans le tarif A joint au traité (droits d'entrée en Allemagne), l'autre dans le tarif B (droits d'entrée en Italie).

Dans le tarif A, on a omis, par erreur, de reproduire la note du tarif allemand *ad* ex 391.

Dans le tarif B, *ad* ex 205 ex *b)*, la limite de poids des Tulles de coton soumis aux dispositions du traité a été, par erreur, indiquée comme étant de 300 grammes par mètre carré au lieu de 30 grammes, ainsi qu'il avait été convenu au cours des négociations.

En outre, une divergence a été constatée entre l'original allemand du texte B et l'original italien, *ad* ex 623, ex *a)*, le texte italien ayant omis le mot *zincate*, tandis que l'on trouve dans le texte allemand l'expression : *verzinkten*.

Les Parties contractantes se sont mises d'accord pour rectifier ces erreurs et ont convenu d'insérer dans le tarif les modifications suivantes :

I. Dans le tarif A (Droits d'entrée en Allemagne), la note suivante doit être ajoutée *ad* ex 391 :

« Soie, grège, doublement tordue, non teinte, non mélangée avec d'autres matières textiles ou filées visées au N° 391 du tarif, destinée au tissage, au tricotage, à la broderie ou à la fabrication d'articles de boutonnerie, passementerie ou dentellerie, sera admise en franchise, sur la production d'un permis et sous contrôle de l'emploi ».

II. Dans le tarif B (droits d'entrée en Italie), *ad* ex 205 ex *b)*, les termes : « d'un poids de plus de 300 grammes », sont à remplacer par les termes : « d'un poids de plus de 30 grammes ».

III. Dans le texte italien du tarif B, *ad* ex 623, ex *a)* I, ajouter après le mot « stagnate », le mot « zincate ».

Les soussignés, à ce dûment autorisés, ont rédigé le présent protocole, qui entrera en vigueur aussitôt les formalités légales accomplies, et aura la même durée que le traité auquel il se réfère, et y ont apposé leurs signatures et leurs sceaux.

Fait à Rome, en double original, en langues allemande et italienne, le 9 décembre 1926.

(Signé) C. von Neurath.
(Signé) Benito Mussolini.

PROTOCOL.

Two errors in drafting were discovered after the signature of the Treaty of Commerce and Navigation, concluded at Rome on October 31st, 1925, between Italy and Germany; one in the Tariff A annexed to the Treaty (Import Duties in Germany), the other in Tariff B (Import Duties in Italy).

The note *ad* ex 391 of the German Tariff was omitted by mistake in Tariff A.

In Tariff B, *ad* ex 205 ex *b)* the weight-limit of cotton tulles taxed under the Treaty was indicated as 300 grammi per square metre, instead of 30 grammi per square metre, as agreed upon after negotiation.

Further, a discrepancy was noted between the Italian original and the German original in *ad* ex 623, ex *a)*, of the same Tariff B. In the Italian text the word *zincate* is omitted, while in the German text the expression *verzinkten* appears.

The two Contracting Parties have agreed to rectify these errors by inserting the following variations in the respective Tariffs :

No. I. In Tariff A (Import duties in Germany) add the following note *ad* ex 391 :

" Raw silk, undyed, double-twist, without admixture of other textile or spun stuff under No. 391 of the Tariff, intended for weaving, knitting, embroidering or for use in button-making, trimming or lace-making, shall be exempt from duty, subject to permission and under supervision of the use to which it is put."

No. II. In Tariff B (Import Duties in Italy) substitute in *ad* ex 205 ex *b)* for the words " pesanti più di 300 grammi " the words " pesanti più di 30 grammi ".

No. III. In Tariff B, *ad* ex 623, ex *a)* I, after the word "stagnate" in the Italian text, add the word " zincate ".

The undersigned being duly authorised for the purpose, have drawn up the present Protocol which shall come into force as soon as the legal formalities are completed and shall remain valid as ong as the Treaty to which it refers. In faith whereof they have signed the present Protocol and have thereto affixed their seals.

Done at Rome in duplicate in Italian and in German, December 9th, 1926.

(Signed) C. VON NEURATH.
(Signed) Benito MUSSOLINI.

Imprimé
pour la SOCIÉTÉ DES NATIONS
par les
IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.
Lausanne (Suisse)

Printed for the
LEAGUE OF NATIONS
by
IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.
Lausanne (Switzerland)

RECUEIL DES TRAITÉS
et des Engagements internationaux enregistrés par le Secrétariat de la Société des Nations.

		Argent suisse
Vol.	I, 1920, Nos 1-3 . chaque numéro	Fr. 1.25
Vol.	I, 1920, N° 4	Fr. 3.—
Vol.	II, 1920-21, Nos 1-4 chaque numéro	Fr. 3.—
Vol.	III, 1921, Nos 1-4 chaque numéro	Fr. 3.—
Vol.	IV, 1921, Nos 1-4 ..... un volume	Fr. 12.—
Vol.	V, 1921, Nos 1-4 ..... »	Fr. 15.—
Vol.	VI, 1921, Nos 1-4 ..... »	Fr. 12.—
Vol.	VII, 1922, Nos 1-3 ..... »	Fr. 12.—
Vol.	VII, 1922, N° 4	Fr. 3.—
Vol.	VIII, 1922, Nos 1-4 ..... un volume	Fr. 12.—
Vol.	IX, 1922, Nos 1-4 ..... »	Fr. 15.—
Vol.	X, 1922, Nos 1-4 ..... »	Fr. 15.—
Vol.	XI, 1922, Nos 1-3 ..... »	Fr. 15.—
Vol.	XI, 1922, N° 4	Fr. 3.—
Vol.	XII, 1922, Nos 1-4 ..... un volume	Fr. 15.—
Vol.	XIII, 1922, Nos 1-4 ..... »	Fr. 15.—
Vol.	XIV, 1922-1923, Nos 1-4 . »	Fr. 15.—
Vol.	XV, 1923, Nos 1-3 ..... »	Fr. 15.—
Vol.	XV, 1923, N° 4	Fr. 3.—
Vol.	XVI, 1923, Nos 1-4 ..... un volume	Fr. 15.—
Vol.	XVII, 1923, Nos 1-4 ..... »	Fr. 15.—
Vol.	XVIII, 1923, Nos 1-4 ..... »	Fr. 15.—
Vol.	XIX, 1923, Nos 1-3 ..... »	Fr. 15.—
Vol.	XIX, 1923, N° 4	Fr. 3.—
Vol.	XX, 1923-24, Nos 1-4 ... un volume	Fr. 15.—
Vol.	XXI, 1924, Nos 1-4 ..... »	Fr. 15.—
Vol.	XXII, 1924, Nos 1-4 ..... »	Fr. 15.—
Vol.	XXIII, 1924, Nos 1-4 ..... »	Fr. 15.—
Vol.	XXIV, 1924, Nos 1-3 ..... »	Fr. 12.—
Vol.	XXIV, 1924, N° 4	Fr. 3.—
Vol.	XXV, 1924, Nos 1-4 ..... un volume	Fr. 15.—
Vol.	XXVI, 1924, Nos 1-4 ..... »	Fr. 15.—
Vol.	XXVII, 1924, Nos 1-3 ..... »	Fr. 15.—
Vol.	XXVII, 1924, N° 4	Fr. 3.—
Vol.	XXVIII, 1924, Nos 1-4 ..... un volume	Fr. 15.—
Vol.	XXIX, 1924, Nos 1-4 ..... »	Fr. 15.—
Vol.	XXX, 1924-25, Nos 1-4.... »	Fr. 15.—
Vol.	XXXI, 1924-25, Nos 1-3.... »	Fr. 12.—
Vol.	XXXI, 1924-25, N° 4	Fr. 3.—
Vol.	XXXII, 1924-25, Nos 1-4 ... un volume	Fr. 15.—
Vol.	XXXIII, 1924-25, Nos 1-4 ... »	Fr. 15.—
Vol.	XXXIV, 1925, Nos 1-4 ..... »	Fr. 15.—
Vol.	XXXV, 1925, Nos 1-3 ..... »	Fr. 12.—
Vol.	XXXV, 1925, N° 4	Fr. 3.—
Vol.	XXXVI, 1925, Nos 1-4 ..... un volume	Fr. 15.—
Vol.	XXXVII, 1925, Nos 1-4 ..... »	Fr. 15.—
Vol.	XXXVIII, 1925, Nos 1-4 ..... »	Fr. 15.—
Vol.	XXXIX, 1925-26, Nos 1-3 ... »	Fr. 12.—
Vol.	XL, 1925-26, Nos 1-4 ... »	Fr. 15.—
Vol.	XLI, 1925-26, Nos 1-4 ... »	Fr. 15.—
Vol.	XLII, 1925-26, Nos 1-4 ... »	Fr. 15.—
Vol.	XLIII, 1926, Nos 1-4 ..... »	Fr. 15.—
Vol.	XLIV, 1926, Nos 1-4 ..... »	Fr. 15.—
Vol.	XLV, 1926, Nos 1-4 ..... »	Fr. 15.—
Vol.	XLVI, 1926, Nos 1-4 ..... »	Fr. 15.—
Vol.	XLVII, 1926, Nos 1-4 ..... »	Fr. 15.—
Vol.	XLVIII, 1926, Nos 1-4 ..... »	Fr. 15.—
Vol.	XLIX, 1926, Nos 1-4 ..... »	Fr. 15.—
Vol.	L, 1925-26-27, Nos 1-4 . »	Fr. 15.—
Vol.	LI, 1926-27, Nos 1-4 ... »	Fr. 15.—

TREATY SERIES
and International Engagements registered with the Secretariat of the League of Nations.

Vol.	I, 1920, Nos. 1-3 ..... each	1/3
Vol.	I, 1920, No. 4	3/-
Vol.	II, 1920-21, Nos. 1-4 ..... each	3/-
Vol.	III, 1921, Nos. 1-4 .....each	3/-
Vol.	IV, 1921, Nos. 1-4 ... (bound together)	12/-
Vol.	V, 1921, Nos. 1-4 ... » »	15/-
Vol.	VI, 1921, Nos. 1-4 ... » »	12/-
Vol.	VII, 1922, Nos. 1-3 .... » »	12/-
Vol.	VII, 1922, No. 4	3/-
Vol.	VIII, 1922, Nos. 1-4 ... (bound together)	12/-
Vol.	IX, 1922, Nos. 1-4 ... » »	15/-
Vol.	X, 1922, Nos. 1-4 ... » »	15/-
Vol.	XI, 1922, Nos. 1-3 ... » »	12/-
Vol.	XI, 1922, No. 4	2/6
Vol.	XII, 1922, Nos. 1-4 ... (bound together)	12/-
Vol.	XIII, 1922, Nos. 1-4 ... » »	12/-
Vol.	XIV, 1922-23, Nos. 1-4.. » »	12/-
Vol.	XV, 1923, Nos. 1-3 ... » »	12/-
Vol.	XV, 1923, No. 4	2/6
Vol.	XVI, 1923, Nos. 1-4 ... (bound together)	12/-
Vol.	XVII, 1923, Nos. 1-4 ... » »	12/-
Vol.	XVIII, 1923, Nos 1-4. ... » »	12/-
Vol.	XIX, 1923, Nos. 1-3 ... » »	12/-
Vol.	XIX, 1923, No. 4	2/6
Vol.	XX, 1923-24, Nos. 1-4 (bound together)	12/-
Vol.	XXI, 1924, Nos. 1-4 ... » »	12/-
Vol.	XXII, 1924, Nos. 1-4 ... » »	12/-
Vol.	XXIII, 1924, Nos. 1-4 ... » »	12/-
Vol.	XXIV, 1924, Nos. 1-3 ... » »	9/6
Vol.	XXIV, 1924, No. 4	2/6
Vol.	XXV, 1924, Nos. 1-4 ... (bound together)	12/-
Vol.	XXVI, 1924, Nos. 1-4 ... » »	12/-
Vol.	XXVII, 1924, Nos. 1-3 ... » »	12/-
Vol.	XXVII, 1924, No. 4	2/6
Vol.	XXVIII, 1924, Nos. 1-4 ... (bound together)	12/-
Vol.	XXIX, 1924, Nos. 1-4 ... » »	12/-
Vol.	XXX, 1924-25, Nos. 1-4 » »	12/-
Vol.	XXXI, 1924-25, Nos. 1-3 » »	9/6
Vol.	XXXI, 1924-25, No. 4	2/6
Vol.	XXXII, 1924-25, Nos. 1-4 (bound together)	12/-
Vol.	XXXIII, 1924-25, Nos. 1-4 » »	12/-
Vol.	XXXIV, 1925, Nos. 1-4 ... » »	12/-
Vol.	XXXV, 1925, Nos. 1-3 ... » »	9/6
Vol.	XXXV, 1925, No. 4	2/6
Vol.	XXXVI, 1925, Nos. 1-4 ... (bound together)	12/-
Vol.	XXXVII, 1925, Nos. 1-4 ... » »	12/-
Vol.	XXXVIII, 1925, Nos. 1-4 ... » »	12/-
Vol.	XXXIX, 1925-26, Nos. 1-3 » »	9/6
Vol.	XL, 1925-26, Nos. 1-4 » »	12/-
Vol.	XLI, 1925-26, Nos. 1-4 » »	12/-
Vol.	XLII, 1925-26, Nos. 1-4 » »	12/-
Vol.	XLIII, 1926, Nos. 1-4 ... » »	12/-
Vol.	XLIV, 1926, Nos. 1-4 ... » »	12/-
Vol.	XLV, 1926, Nos. 1-4 ... » »	12/-
Vol.	XLVI, 1926, Nos. 1-4 ... » »	12/-
Vol.	XLVII, 1926, Nos. 1-4 ... » »	12/-
Vol.	XLVIII, 1926, Nos. 1-4 ... » »	12/-
Vol.	XLIX, 1926, Nos. 1-4 ... » »	12/-
Vol.	L, 1925-26-27, Nos. 1-4 » »	12/-
Vol.	LI, 1926-27, Nos. 1-4 » »	12/-

BULLETIN MENSUEL DE STATISTIQUE

Recueil de statistiques puisées à des sources officielles ou indiquées.

x d'abonnement annuel	Fr. 20.—
x du numéro	Fr. 1.75

MONTHLY BULLETIN OF STATISTICS

Being a Collection of Statistics from official and other defined sources.

Annual subscription	15/-	$4.50
Per number	1/6	$0.40

Liste des dépositaires des Publications de la Société des Nations.
Authorised Agents for the Publications of the League of Nations.

ALLEMAGNE — GERMANY
Theod. Thomas Komm. Gesch., Talstrasse 13, LEIPZIG.

ARGENTINE
Librería « El Ateneo », calle Florida 371, BUENOS-AYRES.

AUSTRALIE — AUSTRALIA
Nouvelle-Galles du Sud — New South Wales :
Angus & Robertson Ltd., 89-95, Castlereagh Street, SYDNEY.
Victoria : Robertson & Mullens Ltd., 107-113, Elizabeth Street, MELBOURNE.

BELGIQUE — BELGIUM
Agence Dechenne, Messageries de la Presse, S. A., 18-20, rue du Persil, BRUXELLES.

BOLIVIE — BOLIVIA
Flores, San Román y Cía., Librería « Renacimiento », LA PAZ.

BRÉSIL — BRAZIL
Livraria F. Briguiet & Cia., 23 Rua Sachet, RIO-DE-JANEIRO.

BULGARIE — BULGARIA
Librairie Française et Etrangère, S. & J. Carasso, Bd. « Tsar Osvoboditel » N° 4a, SOFIA.

CANADA
League of Nations Society in Canada, 279, Wellington Street, OTTAWA.

CHILI — CHILE
Alexander R. Walker, Ahumada 357, SANTIAGO-DE-CHILI.

COLOMBIE — COLOMBIA
Librería Colombiana, P.O. Box 199, BOGOTA.

COSTA-RICA
Librería Viuda de Lines, SAN JOSÉ DE COSTA-RICA.

CUBA
Rambla Bouza y Cía., LA HAVANE.

DANEMARK — DENMARK
V. Pios Boghandel, Povl Branner, 13, Nörregade, COPENHAGUE.

ÉQUATEUR — ECUADOR
Victor Janer, GUAYAQUIL.

ESPAGNE — SPAIN
Centro Editorial « Minerva », Tudescos, 39-41, MADRID, E. 12.

ÉTATS-UNIS — UNITED STATES
World Peace Foundation, 40, Mt. Vernon Street, BOSTON 9, Mass.

FINLANDE — FINLAND
Akademiska Bokhandeln, 7 Alexandersgatan, HELSINGFORS.

FRANCE
Imprimerie et Librairie Berger-Levrault, 136, Boulevard Saint-Germain, PARIS (VIe).

GRANDE-BRETAGNE, IRLANDE DU NORD ET LES COLONIES DE LA COURONNE
GREAT BRITAIN, NORTHERN IRELAND AND THE CROWN COLONIES
Constable & Co., Ltd., 10 & 12, Orange Street, LONDRES, W.C. 2.

GRÈCE — GREECE
Librairie Internationale, " Eleftheroudakis ", Place de la Constitution, ATHÈNES.

HAÏTI
Librairie-Papeterie Mme D. Viard, angle des rues du Centre et des Casernes, PORT-AU-PRINCE.

HAWAI — HAWAII
Pan-Pacific Union, HONOLULU.

HONDURAS
Librería Viuda de Lines, SAN JOSÉ DE COSTA-RICA.

HONGRIE — HUNGARY
Ferdinand Pfeifer (Zeidler Frères), Kossuth Lajos Utca 7 SZ., BUDAPEST IV, Ker.

INDES NÉERLANDAISES — DUTCH EAST INDIES
Algemeene Boekhandel G. Kolff & Co., BATAVIA-WELTEVREDEN.

ITALIE — ITALY
Librería Fratelli Bocca, Via Marco Minghetti, 26-29, ROME.

JAPON — JAPAN
Maruzen Co., Ltd. (Maruzen-Kabushiki-Kaisha), 11-16, Nihonbashi Tori-Sanchome, TOKIO.

LETTONIE — LATVIA
Latvijas Telegrafa Agentura, Kr. Barona-Iela, 4, RIGA.

LUXEMBOURG (G.-D.) — LUXEMBURG (G.-D.)
Librairie J. Heintzé, M. Hagen succ., Place Guillaume, 8, LUXEMBOURG.

MEXIQUE — MEXICO
Pedro Robredo, Avenidas de Argentina y Guatemala, MEXICO.

NICARAGUA
Librería Viuda de Lines, SAN JOSÉ DE COSTA-RICA.

NORVÈGE — NORWAY
Olaf Norli, Universitetsgaten, 24, OSLO.

NOUVELLE-ZÉLANDE — NEW ZEALAND
Walter Nash, Fletcher's Buildings, 4, Willis Street, WELLINGTON.

PANAMA
Librería I. Preciado y Cía, Lda., Apartado de Correo, 71, PANAMA.

PAYS-BAS — NETHERLANDS
Martinus Nijhoff, Boekhandelaar-Uitgever, Lange Voorhout, 9, LA HAYE.

PÉROU — PERU
Alberto Ulloa, Apartado de Correo 128, LIMA.

POLOGNE — POLAND
Gebethner & Wolff, ulica Sienkiewicza 9 (Zgoda 12), VARSOVIE.

PORTUGAL
J. Rodrigues & Ca., Rua Aurea 186-188, LISBONNE.

ROUMANIE — ROUMANIA
« Cartea Românească », 3-5, Boul. Academiei, BUCAREST.

SALVADOR
Librería Mata y Centeli, SAN-SALVADOR.

SARRE (Bassin de la) — SAAR BASIN
Librairie Parisienne, Maison Marguet, M. Golbert, succ., 4, Friedrich Wilhelmstrasse, SARREBRUCK.

SERBES, CROATES ET SLOVÈNES (Royaume des)
SERBS, CROATS AND SLOVENES (Kingdom of the)
Librairie « Vrémé », BELGRADE.

SUÈDE — SWEDEN
C. E. Fritze, Hofbokhandel, Fredsgatan 2, STOCKHOLM.

SUISSE — SWITZERLAND
Librairie Payot & Cie, GENÈVE, LAUSANNE, VEVEY, MONTREUX, NEUCHATEL, BERNE.

TCHÉCOSLOVAQUIE — CZECHOSLOVAKIA
Librairie F. Topic, 11 Narodni, PRAGUE.

URUGUAY
Librería Maximino García, Calle Sarandí 461, MONTEVIDEO.

Pour les autres pays, s'adresser : (Catalogue complet envoyé sur demande.)

Service de Vente des Publications de la Société des Nations, Genève (Suisse).

For other countries apply : (Complete catalogue sent on application.)

Publications Sales Department of the League of Nations, Geneva (Switzerland).